LES « SHOP-TURISTY » DE TSARGRAD OU LES NOUVEAUX RUSSOPHONES D'ISTANBUL*

« La géographie de la terre russe coïncide avec la géographie de son âme… Les plaines russes comme les ravins sont des symboles de son âme… Cette âme se disperse dans la plaine sans limite, se perd dans les lointains infinis. Infinis lointains qui l'attirent… »[1]

Dans une métropole comme Istanbul, toute modification démographique visible est le résultat d'un soubresaut politique, économique ou social qui peut s'être produit dans les limites de la Turquie ou à ses frontières[2]. Or, il suffit d'arpenter les quartiers de Lâleli et de Bayazıt à Istanbul pour constater que ce qui a changé le plus depuis quelques années est la langue dans laquelle vous abordent les commerçants qui haranguent le client : le russe. En effet, du simple marchand de thé aux grands bijoutiers de la Ordu caddesi, en passant par les vendeurs de cuir, de tapis, de souvenirs en cuivre, les éternels cireurs de chaussures,

* Cette « chronique » reprend les recherches effectuées dans le cadre du mémoire de maîtrise de Philippe-Schmerka Blacher, soutenue à l'Institut national des langues et civilisations orientales de Paris en septembre 1995 sous la direction de Monsieur le Professeur Rémy Dor. Plus développé, ce premier état du travail comprend notamment des précisions sur l'élaboration et le contenu des questionnaires utilisés dans l'enquête.

1 Berdiaev, *L'esprit de Dostoïevski*, Paris, 1946, p. 174-175.

2 Population d'Istanbul : 1 million de personnes en 1945, plus de 2 millions en 1965, 6 millions en 1985, 11 millions en 1995. Prévisions : 15 millions d'habitants pour l'an 2000. Sources : Istanbul Büyük Şehir Belediyesi.

Ph. S. Blacher est allocataire à l'Institut français d'Études anatoliennes à Istanbul.

Turcica, 28, 1996, pp. 11-50

et surtout les commerçants en textiles, tous semblent être passés très aisément du français, de l'anglais et de l'allemand de base au russe rudimentaire.

Car l'origine géographique de ces nouveaux touristes venus vers Istanbul, qu'ils soient Russes, Ukrainiens, Biélorusses, Moldaves, voire Ouzbeks, Kazakhs ou Caucasiens divers, sans parler des Polonais et des Bulgares, ont tous en commun, outre le fait d'être « orphelins du pacte de Varsovie », l'usage de la langue russe, comme langue maternelle, langue première imposée dans le système scolaire, ou véhiculaire. Tous partagent le fait d'être appelés « navettes », ou « tchelnoki » en russe. C'est d'ailleurs pour canaliser ce flot de nouveaux acheteurs potentiels que tout au long de la voie du nouveau tramway, sur la Ordu caddesi dans le quartier de Bayazit et au port de Karaköy, là où est réalisée une partie importante de la vie économique d'Istanbul, les vitrines se sont cyrillisées.

La disparition de l'Union soviétique et l'ouverture des frontières du bloc de l'Est, facilitée par les accords de coopération internationale autour de la Mer Noire, dont la Turquie a pris le leadership, ont ouvert la voie à ce nouveau flux de migrants sur les rives du Bosphore.

Une série de questions se pose alors devant la rapidité et l'efficacité avec laquelle les Turcs ont répondu à cette nouvelle présence slave ou est-européenne sur leur sol : Qui sont ces Russes qui prennent d'assaut les petits hôtels autour du Grand Bazar ? Pourquoi arrivent-ils par avions, autobus et bateaux entiers dans des conditions précaires dans la cité qui a, pendant des siècles, focalisé le ressentiment de l'État russe face à son ennemi historique et inversement ?

En fait, ce n'est pas la première fois que des migrants coiffés de chapkas et de foulards à fleurs se pressent sur les bords de la Corne d'Or, en la créditant d'un espoir d'abondance. Cette rencontre des peuples illustre une nouvelle page des relations historiques qu'entretiennent depuis l'Antiquité ces deux espaces, avec la récurrence d'un mouvement qui trouve à Istanbul une porte de sortie pour une partie de la population de Russie (Principautés kiéviennes, Empire russe, Union Soviétique, CEI), devenue aujourd'hui la Fédération de Russie.

Avec Mihail Gorbatchev, les réformes du système communiste en URSS ont transformé une situation économique médiocre en une catastrophe qui ne cesse de s'aggraver et c'est dans la hâte et l'improvisation que le pays est démembré pour laisser place à une communauté d'États indépendants. Dans le même temps en Turquie, c'est l'émergence des années Özal, années de libéralisme à outrance, qui remplacent des années d'un

État fort et autocratique. Paradoxalement, les efforts de rapprochement et de « retrouvailles » familiales de la Turquie avec les républiques musulmanes de l'ex-URSS resserrent les liens entre Ankara et Moscou. Pour la première fois dans l'histoire des deux pays, une banque turque, l'Eximbank, octroie une ligne de crédit de 400 millions de dollars à la CEI pour l'exportation de produits alimentaires turcs. La Turquie devient ainsi le quatrième partenaire économique de la Russie. La Turquie, faisant face à un ralentissement de l'activité économique en Europe occidentale et dans les pays du Golfe, s'est alors tournée vers ses voisins du Nord, non seulement la Russie, mais également les républiques européennes au sein de la Fédération de Russie, le Caucase et l'Asie centrale[3]. De voisinage méfiant et sans contact, on est passé à une coopération économique intensive et un nouveau regard s'est alors porté respectivement sur celui qui se trouvait « de l'autre côté de la frontière ». C'est à partir de 1991 qu'ont été signés, en plus d'un renforcement d'une coopération accrue dans les domaines techniques, principalement gaziers, commerciaux et écologiques, une circulation plus « souple » des citoyens de CEI désirant se rendre pour raisons « touristiques » en Turquie. Cela s'est concrétisé par l'ouverture du poste frontière de Sarp entre la Turquie et la Géorgie. Le pont de la « Russian connexion » venait d'être établi pour tous ces ex-Soviétiques, avides de produits occidentaux et bon marché qu'Istanbul allait leur offrir. Les transports entre les deux pays connaissent alors un développement sans précédent, notamment dans le domaine aérien, avec la création d'une compagnie mixte comme Green Air, constituée grâce aux capitaux d'Aeroflot[4], et de trois sociétés aéronautiques privées turques. Dans le même temps, les banques turques ont commencé à offrir des couvertures financières aux entreprises nationales qui allaient commercer avec Moscou. Ainsi, les arcades historiques de la rue Petrovski de Moscou sont-elles restaurées par la société Enka et des centres de santé sont bâtis par le holding Koray Baytur sur les bords de la Mer Noire et de la Caspienne. En outre, le dysfonctionnement de l'approvisionnement en pièces détachées ainsi que les pénuries de

[3] Avec l'indépendance de la Géorgie, la Russie a perdu ses frontières communes avec la Turquie.

[4] A son éclatement en 1991, Aeroflot a été scindé en 400 compagnies aériennes. Aéroflot représentait, en kilomètre/passager, la première compagnie aérienne du monde : 100 millions de passagers, 500 000 employés et 9000 appareils. Le gouvernement russe reste actionnaire dans la compagnie nationale à 51%. Sources : *Libération* du 19 juin 1995, p. 25 : « Aeroflot, le chaos russe » par Nathalie Bensahel.

matériel amenaient des dizaines de navires soviétiques à opérer leurs travaux de maintenance dans des chantiers navals turcs, d'Istanbul ou de Mer Noire.

ISTANBUL : UNE NOUVELLE DESTINATION POUR LES RUSSOPHONES

Mais la nature du phénomène qui se développe aujourd'hui diffère des mouvements de migrations politiques et économiques qui ont précédé, par les motivations et les actions des individus concernés. L'enjeu et l'intérêt de cette confrontation économique entre Russes et Turcs est le fait qu'elle échappe actuellement à tout contrôle étatique sérieux et qu'elle draine des masses monétaires considérables. On ne peut alors que s'étonner devant la passivité des gouvernements respectifs, indifférents à la désaffection des circuits économiques officiels au profit d'individualités insaisissables. C'est la pénurie, l'attrait pour les produits occidentaux, l'effondrement de la valeur du travail et du pouvoir de l'État, l'ambiguïté des législations en vigueur, ainsi que le profit rapide et certain qui poussent ces « shop-turisty » d'un genre particulier à Istanbul pour y chercher fortune. À Moscou, dans tous les lieux publics, une panoplie de petits journaux gratuits et abondamment distribués vantent les croisières, les voyages de quelques jours à Istanbul ou dans les stations balnéaires turques à la mode, ainsi que les achats que l'on peut faire, moyennant quelques centaines de dollars.

Le phénomène étant récent, il n'existe pas à ce jour d'études sur la communauté russe d'Istanbul. Les seules sources écrites dont nous disposons proviennent de la presse russe et turque, en remarquant que celles-ci produisent respectivement une image inversée à son propos. Ainsi, la presse russe ou de la CEI en général s'abstient de juger les motivations de ces voyages d'un nouveau type, ayant conduit à la fabrication d'un néologisme doublé d'un anglicisme en russe : le « shop-tour[5] ». De leur côté, les médias turcs adoptent volontiers un ton sarcastique, inquiet et condescendant, tout en réservant une part beaucoup plus conséquente aux nouvelles Républiques d'Asie centrale et aux problèmes russes en général et plus particulièrement en Tchétchénie.

[5] Ce terme a un équivalent : « commerce de valises ». Voir article A. de Tinguy, « La Russie et la Turquie sont-elles condamnées à la rivalité », dans *Le rôle géo-stratégique de la Turquie*, dir. D. Billion, Paris 1995, p. 55.

Cependant, le point commun qui unit ces deux médias protagonistes concerne le volume des informations publiées à propos de ces Russes en transit économique en Turquie, en Chine, en Inde, dans les Émirats du Golfe persique ou au Moyen Orient : il reste très réduit et anecdotique. La Turquie ne dévoile pas ses « secrets démographiques », notamment lorsqu'ils concernent des communautés d'émigrés, et la Russie préfère une opacité démographique à laquelle elle est accoutumée, surtout en ces temps post-soviétiques où la mobilité des migrants politiques ou économiques est devenue une affaire d'État.

On comprend donc l'importance qui a été donnée à la principale source d'informations, l'enquête de terrain. Elle s'avère primordiale dans le contexte d'absence quasi totale de documentation scientifique sérieuse sur cette question. Deux questionnaires ont été mis au point, l'un destiné aux Russes d'Istanbul, l'autre aux Turcs. De même, des rencontres se sont avérées utiles avec les corps de métiers en rapport avec cette communauté étrangère, comme les douanes de l'aéroport d'Istanbul, les banques du quartier de Lâleli et les hôteliers et commerçants turcs.

Ces différentes enquêtes de terrain qui se sont déroulées du printemps à l'automne 1995 nous ont donc mené à Istanbul, bien évidemment, mais aussi à Moscou, afin de suivre la route complète des candidats au voyage et de suivre la trajectoire finale des marchandises en provenance de Turquie.

Anatomie d'une communauté exogène :

Pourcentage d'hommes et de femmes russes se rendant à Istanbul :

FEMMES	HOMMES
89%	11%

Un homme pour neuf femmes russes se rendent à Istanbul. Un tel déséquilibre des sexes s'explique logiquement. La crise économique de la CEI a frappé en premier lieu les femmes, soit du fait de la restructuration de leurs entreprises, soit par la disparition pure et simple de celles-ci. Les femmes russes ont donc trouvé dans les voyages fréquents vers Istanbul une ressource de substitution aux salaires perdus. Ainsi, à l'image de ces femmes de l'Afrique francophone, les ménagères et

chômeuses russes se sont révélées être de redoutables femmes d'affaires, capables de palabrer des heures durant pour une poignée de dollars.

De plus, le choix des marchandises à acheter, essentiellement du textile, est jugé par les âmes russes comme étant plutôt une affaire féminine. Parmi les 11% d'hommes sondés, 36% s'avéraient être en compagnie de leurs conjointes, et 28% étaient des anciens salariés de l'armée soviétique. Plus de 18% des hommes russes d'Istanbul, en raison certainement de la jeunesse de cette communauté, n'étaient pas mariés.

Une communauté très jeune. Date de naissance des Russes interrogés :

avant 1930	1930-1940	1941-1945	1946-1950	1951-1955	1956-1960	1961-1965	1966-1970	après 1970
7%	11%	5%	4%	14%	9%	19%	27%	4%
					59%			

Près de 60% de ces « touristes » russes ont moins de 40 ans. Cette proportion identique de jeunes se retrouve également dans la pyramide des âges de la Russie. Cette jeunesse semble mieux préparée aux contraintes de l'économie de marché grâce à une plus grande rapidité d'adaptation aux nouvelles données économiques. Désormais, dans un pays où le goût du travail semble avoir été annihilé au profit d'un enrichissement rapide, la jeunesse russe s'est orientée massivement vers des métiers commerciaux. Cela caractérise le dynamisme de ce groupe social, qui n'hésite pas à parcourir plusieurs milliers de kilomètres pour aller chercher fortune sur les bords du Bosphore.

Des acheteurs moscovites ou sibériens :

	Moscou	Sibérie	Ukraine	Crimée	Autres
né (e) à	28%	30%	21%	8%	13%
résidents	44%	35%	9%	8%	4%

Nous avons sciemment choisi de séparer, pour des raisons linguistiques et politiques, les Ukrainiens des Criméens. On constate une écrasante majorité des voyageurs originaires de Moscou et de Sibérie, tant par leur lieu de naissance que par leur lieu de résidence, alors que les Criméens et Ukrainiens, plus proches géographiquement d'Istanbul,

représentent moins de 20% des Slaves ex-soviétiques d'Istanbul. Alors que l'Ukraine se débat dans des conditions économiques et politiques gravissimes, les autorités de Kiev n'ont pas encouragé un développement économique individuel avec la Turquie. Il n'existe pas de compagnies charter ukrainiennes. La compagnie nationale, Ukrainian International Airlines, née de l'éclatement de l'Aeroflot, possède une flotte d'appareils soviétiques vieillissants et peu nombreux. À l'aéroport international de Kiev, un tiers des appareils reste en permanence cloué au sol, faute d'entretien, et d'argent pour l'achat du carburant. Sur le plan monétaire, le gouvernement ukrainien utilise le karbovanets, sans aucune valeur commerciale hors des frontières du pays. L'expédition à Istanbul pour un résident d'Ukraine, bien que plus près d'Istanbul qu'un Moscovite, représente donc un investissement bien plus important. À l'indépendance de l'Ukraine, beaucoup de citoyens soviétiques de nationalité russe ont quitté le pays pour rentrer en Russie, principalement à Moscou, ce qui explique l'opposition des chiffres du tableau : plus de gens nés en Ukraine, mais moins de résidents, et moins de gens nés à Moscou mais une large majorité qui y réside aujourd'hui. Parmi les Russes d'Ukraine rencontrés lors de cette enquête, 78% ont déclaré s'approvisionner autant à Istanbul, à Trabzon, que sur les marchés libres qui ont fleuri le long de la frontière ukraino-russe[6]. Les Ukrainiens et les Criméens en Turquie se retrouvent plus nombreux sur la côte turque de la Mer Noire qu'à Istanbul. Depuis octobre 1990, de fréquentes liaisons maritimes assurent le transport des passagers entre l'Ukraine et la Turquie, reliant les villes de Trabzon à Sébastopol, et Odessa à Balaklava.

Les Sibériens, principalement issus de Krasnoyarsk, légitiment leur présence à Istanbul grâce aux salaires plus élevés qu'ils perçoivent en Fédération de Russie. Ils se substituent aux services d'approvisionnement et de distribution, quasi-inexistants en Sibérie, et sont garantis de profit lors de la revente des produits achetés dans la métropole turque. Enfin, le chiffre de 4% du tableau recouvre des Russes résidant dans les républiques d'Asie centrale, essentiellement Ouzbékistan et Kazakhstan, ainsi qu'un petit noyau provenant de la République de Moldova. 58% ont déclaré vouloir émigrer de leur république de résidence dans les cinq années à venir vers un pays d'Europe occidentale ou l'Amérique du Nord.

[6] Notamment dans la ville de Tchernihiv.

Professions des nouveaux commerçants russes jusqu'en 1991 :

Techniciens	18%	Sans profession	9%
Salariés	16%	Avocats	8%
Enseignants	15%	Militaires	6%
Médecins	11%	Sportifs	6%
Étudiants	9%	Agriculteurs	2%

Notre enquête a démontré que ces nouveaux commerçants bénéficiaient dans leur ensemble d'une scolarisation avancée. Plus de 68% des personnes interrogées ont effectué des études universitaires d'au moins trois ans. Ils comprennent fort bien la dichotomie entre leur profession exercée jusqu'en 1991 et les activités commerciales auxquelles ils sont en train de se livrer. Les personnes sondées qui étaient officiellement sans profession du temps de l'URSS, sont des mères de famille nombreuse qui réalisent ici leur premier engagement dans le monde du travail. Leur âge moyen — plus de 40 ans — explique aussi la faiblesse de leur nombre. Les techniciens reconnaissent que leur salaire ou celui de leur conjoint(e) n'aurait pas suffi à réaliser les rêves d'accession à la propriété privée. 59% des techniciens ont commencé ces activités de « shop-tour » en complément de leur profession, et ont abandonné toute carrière professionnelle après plusieurs voyages pour se consacrer à temps plein au commerce avec la Turquie. 72% des enseignants, avocats et médecins interrogés, continuent dans leur ensemble à exercer leur profession en Russie, mais se rendent régulièrement à Istanbul pour ajouter quelques centaines de dollars à leurs revenus mensuels. Sportifs et militaires voient dans le commerce qu'ils font avec la Turquie un moyen économique de pallier les avantages perdus avec la fin du pouvoir soviétique. 67% des militaires sondés étaient issus de l'ancienne armée soviétique basée en Allemagne démocratique et s'étaient déjà lancés dans ce « commerce de valise » à Berlin. Istanbul n'est que la poursuite de leurs activités commencées du temps du rideau de fer. Les agriculteurs se livrant à des « shop-tours » en Turquie restent un phénomène tout à fait marginal dans ce commerce individuel. Ils représentent surtout l'élément final de cette chaîne commerciale, puisqu'ils constituent un groupe d'acheteurs important au marché moscovite de Lujniki, centre principal de revente des produits achetés hors de la Fédération de Russie, mais également en Ukraine. 81% d'entre eux étaient issus de Sibérie.

Réservation du voyage «Shop-tour» :

Agence de voyage en CEI	Agence en Turquie	Sans agence de voyage
91%	7%	2%

Les Russes ont acheté globalement leur voyage touristique et commercial depuis la CEI. La privatisation d'une partie du système économique russe a entraîné une floraison d'agences de voyages[7], spécialisées dans le vol charter pour ces nouveaux commerçants. 91% des organisateurs de voyages sont établis en CEI. La loi russe impose aux différentes agences de voyages de posséder une licence délivrée par le Ministère du sport et de la culture. En fait, cette loi n'est appliquée que dans 50% des cas. Si 7% des shop-tours organisés le sont depuis la Turquie, il s'agit dans bien des cas de voyages dont le mode de transport est l'autobus. Les entreprises de transports transfrontalières turques travaillent en collaboration avec des voyagistes de même nationalité. Ces organisateurs turcs assurent essentiellement leurs services vers la Crimée, l'Ukraine et la Géorgie.

Pour les ressortissants de CEI, la venue en Turquie sans passer par l'encadrement d'une agence de voyage reste un phénomène marginal. Seuls des individus rodés au commerce et à la Turquie se déplacent en indépendants. Le profil de ce voyageur apparaît davantage comme un homme d'affaires dont le déplacement vers la Turquie se fait par avion de ligne régulière. Il vient signer des accords d'importation de produits en grande quantité et souvent pour le compte de groupes industriels, se loge dans des hôtels de la rive européenne, règle ses dépenses en carte de crédit et, à la grande différence de ses compatriotes, s'en retourne en Russie comme il est venu : sans bagages volumineux.

Nombre de venues à Istanbul et moyens de transport :

Fréquence des séjours

19%	27%	24%	30%
des Russes sont venus à Istanbul			
1 fois	2 à 5	6 à 10	plus

Moyens de transport

66%	17%	13%	4%
sont venus en			
avion	bus	bateau	autres

[7] Les sociétés Pegas-Travel et Begomot, à Moscou, sont les principales agences de voyages spécialisées sur la Turquie et le shop-tour au Moyen-Orient.

Les formalités de voyage et d'accès à la Turquie ont été très largement simplifiées, tant dans les procédures administratives que dans les moyens de transport pour les ex-ressortissants soviétiques. Le passeport bordeau foncé estampillé « URSS » continue d'ailleurs d'avoir valeur légale auprès des autorités douanières turques qui appliquent une politique du visa immédiat. Chaque citoyen russe, muni de son passeport en cours de validité et d'un billet de transport aller-retour, arrivant à n'importe quel poste frontière turc, terrestre, maritime, ou aérien, doit acheter une « vignette » d'un montant de 10 dollars, lui donnant libre accès au territoire turc pour une période de 3 mois. Parmi les personnes qui ont répondu à notre enquête, certaines nous ont volontiers montré leur passeport. Ces derniers tenaient plus de la collection de timbres que d'un simple titre de voyage.

C'est l'avion qui est le moyen de transport le plus commun. Plusieurs compagnies aériennes, nationales comme Turkish Airlines et Russian International Airlines ou charter, Green Air, Moskovskij Aviatrad, Holiday ou Dimitrovo, se partagent les lignes Moscou-Istanbul, Krasnoyarsk-Istanbul. 98% des shop-touristes achètent leurs billets aller-retour dans une agence de voyage de Moscou ou de Sibérie, qui leur garantit, pour une somme moyenne de 350 dollars, le transport et le logement à Istanbul. En Ukraine, seuls les aéroports de Kiev et de Simfiropol sont reliés à Istanbul par des vols hebdomadaires. Quant aux Géorgiens, le coût du billet aller-retour vers Istanbul représente une somme exorbitante. La compagnie privée, mais nationale, géorgienne ORBI assure un vol hebdomadaire vers Istanbul pour la somme de 350 dollars, rempli presque exclusivement par des hommes d'affaires turcs ou des occidentaux qui rejoignent la Géorgie depuis la Turquie.

Le vol de Moscou-Istanbul dure trois heures, alors qu'il faut le double de temps (six heures et vingt minutes) pour arriver de la Sibérie. Pour la plupart, les Russes ont déclaré avoir choisi l'avion pour des raisons de temps et d'argent. Les compagnies charter étant garanties en toute saison de remplir leurs Iliouchin et Tupolev 154, le prix du billet aérien concurrence de façon évidente le billet de chemin de fer ou de bateau. Dans les aéroports, les Russes ne passent pas inaperçus, puisqu'ils rapportent avec eux, dans des monceaux de bagages ou de sacs en plastique noir crasseux tout ce qu'il est humainement possible de rapporter. Ils transportent de fortes sommes d'argent en liquide, souvent en dollars ou en marks, car à Istanbul, comme dans tous les endroits où ils se rendent pour commercer, ils ne connaissent ni la carte bancaire, ni les chèques

de voyage. Les agences de voyages connaissant les réelles motivations commerciales des Russes à destination d'Istanbul, elles proposent dans leurs formules attractives des prises en charge à leur compte des inévitables excédents de bagages de ces shop-touristes. On comprendra qu'avec cette rapidité et cette facilité qu'offre l'avion, 81% des sondés soient venus plusieurs fois en Turquie en peu de temps[8]. Aussi suscitent-ils le regard blasé des employés turcs des terminaux aériens et l'étonnement profond des touristes ouest-européens[9]. Les autorités aériennes de l'aéroport Atatürk d'Istanbul ont même décidé, depuis août 1994, d'orienter vers le terminal C tous les vols à destination de la Fédération de Russie afin de ne pas troubler l'organisation des terminaux A et B. Dès la sortie de l'aérogare, des autobus amènent au centre-ville ces voyageurs très organisés et démonstratifs, vers des hôtels du quartier de Lâleli, où commence alors un séjour bref devant être rentabilisé au maximum, unique motif de leur présence à Istanbul.

17% des Russes d'Istanbul utilisent l'autocar pour se rendre dans la ville. Il n'existe plus de frontières terrestres directes entre la Russie et la Turquie, et prendre l'autocar signifie passer plusieurs douanes avec leur cortège de paperasseries, de corruption, et sillonner des routes encombrées et dangereuses[10]. Le fait de pouvoir transporter un volume supérieur de bagages demeure alors un bien faible avantage face aux risques encourus. Les utilisateurs de ce moyen de transport sont essentiellement des Russes non-résidents en Fédération de Russie[11]. Ce sont des compagnies turques, comme Murat Seyahat, mais aussi ukrainiennes et géorgiennes qui se partagent ce marché du transport routier de voyageurs entre l'Ukraine, la Géorgie et la Turquie. Aussi n'est-il pas rare de voir de longues colonnes d'autobus garés en double file sur la Ordu caddesi, face à l'Université Bayazıt, arborant un énorme UA[12] sur la partie arrière du véhicule. Les autocars sont de fabrication locale ou d'Europe

[8] Au cours de notre enquête, nous avons rencontré vingt-sept Moscovites qui se rendaient à Istanbul toutes les fins de semaines depuis plusieurs mois.

[9] Voir article de Léonid Kotov dans *Severnij Kazakhstan*, du 9-01-1995, nº 4 p. 3 sur la mauvaise réputation des « touristes » de Russie et de CEI présents à l'aéroport Gandhi de Dehli, où ils affluent à raison de 4 ou 5 vols nolisés par jour.

[10] En Géorgie, les voyageurs sont quotidiennement dévalisés par des bandes mafieuses avec la complicité de la police et des autorités locales.

[11] Selon les statistiques des douanes de Sarp entre la Géorgie et la Turquie, il passerait cent cinquante mille autobus par an. (cité par Faruk Bilici dans *CEMOTI*, nº 15).

[12] UA est la nouvelle identification routière pour les véhicules immatriculés en Ukraine et « GEO » pour les véhicules géorgiens.

centrale[13]. Les cars ukrainiens sont reconnaissables par leur vétusté, la crasse tenace sur les vitres indiquant avec certitude le nombre de kilomètres parcourus sur des routes non asphaltées, et surmontés de galeries débordant de sacs de voyages, valises, et cartons de tout genre. Les chauffeurs de ces autobus défient toutes les lois de la sécurité routière.

Avec 13% du transport passager, le bateau occupe la troisième position dans les moyens de liaisons entre la CEI et la Turquie. Il n'est utilisé que par des populations côtières et périphériques. Cependant, la position géographique d'Istanbul permet à des bateaux d'un tonnage très important ou à des pétroliers d'accoster en plein cœur de la ville. Ainsi, les liaisons maritimes reliant Odessa, Novorossiirsk, Yalta et Sebastopol trouvent leur terminus à Istanbul dans le port de Karaköy, au pied du pont de Galata, tandis que les bateaux turcs de la société Turkish Maritimes Lines, assurant des croisières en Mer Noire et en Méditerranée, ont leur embarcadère sur l'autre rive de la Corne d'or, à Sarayburnu.

À la capitainerie du port de Karaköy on nous a indiqué que plus de vingt bateaux, comme le Passat, Aivazowsky, Ukraina, Professor Zubov ou Neva, issus de CEI, se rendaient ainsi chaque semaine à Istanbul. Ces monstres des mers amènent à chaque voyage de cinq à six cents Russes. La traversée, d'environ 300 dollars selon le port d'embarquement, dure de deux à trois jours. Aucune limitation de bagages n'est imposée, et le personnel turc du port participe au chargement des navires. Ces touristes, à leur arrivée en CEI, soudoient les autorités ukrainiennes ou russes pour débarquer leurs achats sans acquitter aucun droit de douane.

IMPLANTATION DES RUSSES DANS LE TISSU SOCIAL STAMBOULIOTE

C'est essentiellement dans sa partie européenne que se concentre la communauté russe, dans un périmètre restreint où se développe l'activité commerciale de la ville. L'implantation dans le tissu social suit exactement la ligne de tramway[14] qui a été mise en service en 1993. Les quartiers de Bayazıt, Sultanahmet, Lâleli et Gedikpaşa reçoivent prioritairement ces étrangers.

La proximité du Grand-Bazar et des artères commerciales adjacentes assurent à ce quartier un dynamisme que l'on ne retrouve que sur la face

[13] La société hongroise Ikarus s'était assurée le monopole de la fabrication et de la distribution des autobus passagers dans les pays membres du Comecon.

[14] Cette ligne relie la gare ferroviaire de Sirkeci à la gare routière de Topkapı.

nord de la Corne d'or, dans le quartier de Taksim. Déjà en 1979 au moment de la révolution qui secouait l'Iran, c'est dans le quartier de Sultanahmet que les exilés avaient trouvé refuge lors de leur transit en Turquie. La communauté iranienne ayant diminué par une émigration vers un pays tiers, ou par un retour dans la République islamique, les hôtels du quartier de Lâleli accusaient un taux de vacance important. La venue massive de la communauté russe fut donc accueillie très favorablement.

On a craint quelque temps à la mairie d'Istanbul que la venue de ces « shop-touristes » n'altère la réputation séculaire du Grand Bazar et son attrait touristique, faisant fuir la clientèle plus aisée des touristes issus d'Europe occidentale. Mais les prix des boutiques du Grand-Bazar, plus élevés, restent encore hors de portée des portefeuilles russes. C'est ainsi que naturellement, le quartier de Bayazit s'est fracturé en deux zones : au centre, le Grand Bazar, fréquenté exclusivement par des touristes occidentaux, plus riches que les touristes d'Europe centrale. Autour de cet îlot de luxe, des faubourgs[15] ceinturant l'édifice, composés d'artères commerciales, axés essentiellement sur les produits destinés aux Russes.

Hébergement en Turquie :

Hôtel	Amis	Foyer-Pension	Autre
96%	2%	1%	1%

96% des Russes résident à Istanbul dans des hôtels. Les formules charter organisées depuis Moscou prévoient, dans le forfait vendu, des prestations hôtelières défiant toute concurrence. Certains hôtels de la Koska Caddesi, au cœur du quartier de Lâleli, sont entièrement loués par des tour-operators depuis Moscou et reçoivent exclusivement une clientèle russe[16]. Lors de l'achat d'un voyage de shop-tour, le Russe reçoit un voucher comprenant un billet aller-retour vers Istanbul ainsi que des tickets journaliers, valables pour une nuit en demi-pension. Jusqu'à leur arrivée dans la ville de leurs emplettes, les Russes ne connaissent pas le nom de leur établissement d'accueil, mais simplement une localisation de quartier. Dans les autobus qui les emmènent du terminal C vers le quartier de Lâleli, ils s'inscrivent sur une liste d'hôtels présentés. Dans

[15] Eminönü, Vefa, Aksaray, Lâleli, Bayazıt, Çağaloğlu et Sirkeci.

[16] C'est le cas de l'hôtel Prestij, avec plus de 250 chambres entièrement louées à l'année par le tour-operator russe Pegas-Travel.

un souci de rentabilité, plusieurs sociétés charter de Moscou ou de Sibérie regroupent leurs touristes sur une liste commune qui sera ensuite répartie dans les différents hôtels du quartier. Les prestations offertes restent les mêmes : un hôtel cinq étoiles, une salle de bain par chambre double, un minibar, une télévision et une remise près de la réception pour entasser les paquets achetés durant leur raid commercial à Istanbul. Quant au site choisi, sans vue dégagée sur la Corne d'or ou le Bosphore, les Russes à qui nous avons demandé comment s'opérait le choix de leur hôtel nous ont répondu avec une unanimité étonnante :

> « *L'important, pour nous, ce n'est pas la vue de la chambre. Dans une chambre, on y dort, on n'y vit pas. Nous, ce qu'on souhaite, c'est que l'hôtel soit près des boutiques, pas trop bruyant, avec un bar et un buffet bien remplis le matin. Le reste, c'est pareil. On ne séjourne pas assez longtemps à Istanbul pour vouloir en plus choisir la couleur du papier de la chambre ou des serviettes de bain…* »

Les voyageurs arrivés en bateau logent dans des cabines de deux ou trois personnes. Les occupants observent d'ailleurs un style de vie proche des touristes arrivés en avion. Ils n'utilisent la cabine que pour leurs ablutions ou le repos, mais prennent leurs repas dans les petits restaurants qui jalonnent l'embarcadère de Karaköy.

Toutes les formules shop-tours au départ de Moscou ou de Sibérie varient sur des périodes de trois à cinq jours. Les départs sont quotidiens, mais connaissent une affluence particulière les mercredis et vendredis soirs. Les voyageurs du mercredi restent dans la cité jusqu'au dimanche soir, et repartent avec leurs collègues tchelnoki, arrivés trois jours auparavant. L'option de trois jours connaît un fort succès durant le printemps et l'été, alors que les cinq jours passés à Istanbul dans le cadre d'achats de produits est une formule plus largement répandue en hiver. Les Russes voient dans leurs achats une occasion supplémentaire d'échapper aux rudesses du climat sibérien ou moscovite. Les tchelnoki maritimes ne font escale que deux ou trois jours à Istanbul.

Les 4% de Russes qui ont déclaré se loger chez des amis, dans des foyers ou à titre privé, sont essentiellement des touristes venus en indépendants à Istanbul et restent un phénomène marginal. Ils sont, pour la plupart d'entre eux, arrivés en train ou en voiture, et ne sont pas résidents en Fédération de Russie ou en Ukraine. Ce sont des Géorgiens ou des Azéris qui ont une lointaine parenté à Istanbul. Ils ne résident pas dans le quartier de Lâleli, mais viennent y faire leurs emplettes et c'est à ce titre que nous les avons rencontrés. Certains d'entre eux se livrent à

des commerces et trafics quelquefois illicites (stupéfiants, armes, proxénétisme), et espèrent trouver dans le logement indépendant une discrétion supplémentaire.

Secteurs commerciaux recherchés en Turquie par les Russes

Textiles	Cuir	Coutellerie	Chaussures	Alimentaire	Autres
50%	31%	15%	13%	4%	22%

Catégories professionnelles des Turcs travaillant avec les Russes

Textiles	Cuir	Restaurant	Livres	Tourisme	Aliments	Autres
34%	29%	16%	7%	6%	3%	5%

Parmi les commerçants du quartier de Lâleli et de Karaköy

de 5 à 10% des marchands turcs	de 10 à 30% des marchands turcs	de 30 à 50% des marchands turcs	plus de 50% des marchands turcs
ont aujourd'hui			
8% de clients russes	22% de clients russes	39% de clients russes	31% de clients russes

Afin de se forger une idée de l'ampleur de ces activités commerciales, *Turkish Daily News*[17] publiait les chiffres suivants : avec une croissance constante, et sans connaître de morte saison, pour le premier trimestre 1995, plus de 380 000 Russes se sont rendus à Istanbul et ont injecté dans le circuit économique de la ville plus de 200 millions de dollars. 2/3 des professions commerciales d'Istanbul sont en contact direct avec les acheteurs venus de Russie.

Certains des commerçants russes que nous avons interrogés opèrent dans plusieurs catégories de denrées. C'est le textile, tout particulièrement le coton, qui les attire à Istanbul ; ceci est confirmé par 89% des Turcs. Et ceci pour deux raisons évidentes : les prix et la qualité.

Avec l'indépendance des républiques du Sud de l'URSS, c'est la totalité de la production de coton qui a disparu des statistiques de rendement

[17] Numéro du 27 Février 1995.

soviétique[18]. Dès février 1991, les premières pénuries de coton se sont fait sentir dans le commerce de détail et dans l'industrie du vêtement en Russie, et Istanbul a alors ouvert une porte de sortie aux défaillances russes. Toutes les gammes de qualité sont représentées à Lâleli, et les commerçants moscovites et sibériens font emplette de rouleaux de tissus de 0,50 à 17 dollars le mètre qui seront vendus le double en Russie, mais aussi de lingeries intimes, arrivant en tête devant les chaussettes, les chandails et les écharpes. De leur côté, les Turcs négociants en habillement et en tissus voient dans la clientèle russe la première source d'écoulement de leurs produits, bien avant la clientèle turque. Au fil des années, les Russes sont devenus des clients beaucoup moins naïfs et plus sourcilleux. Comme nous le confiait un commerçant de la Ordu Caddesi, spécialisé dans les sous-vêtements :

> « *Avec les Russes, on ne peut pas vendre tous les modèles. Ils regardent la qualité des fibres, mais aussi le motif imprimé. Si les Russes n'en veulent pas, ce n'est pas si grave car on pourra toujours le revendre aux Bulgares ou aux Roumains, beaucoup moins difficiles. On n'a pas vraiment de problème de stocks invendus.* »

Des femmes d'Anatolie vendent aussi aux Russes des nappes brodées et des serviettes en coton. La police turque, encouragée par les commerçants patentés, patrouille régulièrement sur la place de l'Université de Bayazıt pour déloger ces vendeuses ambulantes. Malgré cette interdiction légale, elles sont plusieurs centaines chaque jour à se rendre à cet endroit.

Un nombre important de jeunes enfants se sont improvisés « porteurs de paquets ». Munis de diables en aluminium ou de tricycles, ils attendent les touristes à la sortie matinale de leurs hôtels, et pour une somme forfaitaire, acheminent leurs paquets depuis les boutiques d'approvisionnement jusqu'aux hôtels. Plusieurs fois par jour, patiemment, ils remontent et descendent les artères commerciales du quartier de Lâleli, précédés par les shop-touristes.

Vient ensuite le cuir. Il est indispensable aux hivers russes. Le cuir turc est en concurrence directe avec les articles de peaux fabriqués en Syrie. Les vêtements de cuir sont achetés par les Russes à Istanbul, et fortement soumis à d'important droits de douanes. Pour échapper à ces taxes, il est fréquent de voir à l'aéroport de Moscou, en plein été, de

[18] En 1992, le coton ouzbek et turkmène représentait 11% de la production mondiale, contre 3,3% pour la Turquie. Source : *État du monde* 1994, p. 600.

nombreux Russes portant sur leurs propres vêtements estivaux une ou deux vestes achetées durant leur séjour à Istanbul, et qu'ils déclarent en effets personnels aux douanes. Ils nous ont cependant confié qu'ils reprochaient aux Turcs de ne pas prévoir de vestes en tailles suffisamment larges, et qu'il n'existait comme différence entre une taille large et extra-large que l'étiquette !… Dans les tanneries ou les ateliers de coupe de la périphérie d'Istanbul, on oriente le produit avant la coupe vers deux types d'acheteurs : les Européens de l'ouest et les Turcs seront davantage soucieux de la coupe, de la couleur et de la mode en cours, tandis que les Russes privilégieront la nature de la teinture et la résistance au temps des peaux. Il n'est donc pas étonnant que les premiers mots russes appris par les maroquiniers turcs et les chausseurs soient « résistant » et « coutures solides ». Un shop-touriste fera en moyenne au cours de son séjour à Istanbul l'acquisition de deux manteaux, chacun d'une valeur estimée à 250 dollars, et de deux ou trois paires de souliers en cuir. Quant aux valises en cuir et en toile achetées en Turquie, on ne s'étonne plus de voir des Russes transitant par la capitale à l'aéroport de Vnukovo, accompagnés de ces précieux sacs.

La coutellerie est un produit prisé. Un grand nombre de petites échoppes, dans le quartier de Lâleli, se sont spécialisées dans la distribution de couteaux, de services à thé et verreries. La coutellerie turque est en concurrence directe avec les produits chinois, mais ceux-ci ont la fâcheuse réputation de manquer de solidité.

13% des Russes interrogés ont déclaré s'intéresser aux souliers en cuir, mais également en toile afin d'en revendre un nombre maximal de paires à Moscou. La chaussure dans les pays socialistes est longtemps demeurée un problème, tant du point de vue de son approvisionnement que de son design. Les commerçants russes profitent de l'abondance turque et des sempiternelles carences russes pour arroser le marché sibérien et moscovite de chaussures « made in Turkey ». Les Russes, acheteurs de chaussures de sport, les utilisent pour déambuler dans les rues d'Istanbul. 27% des commerçants en contact avec la clientèle russe sont spécialisés dans la chaussure.

4% de Moscovites et de Sibériens viennent à Istanbul pour acheter des pistaches, des amandes et des noisettes[19]. Ils achètent aussi bien aux vendeurs ambulants des rues que dans les pâtisseries de la Ordu Caddesi.

[19] Le commerce de la noisette est essentiellement implanté en Mer Noire, zone de production. La Turquie est le deuxième producteur de noisettes au monde.

Ils en font une consommation locale ou en rapportent plusieurs centaines de kilos en CEI. Pour une raison évidente de transport, ce sont les Russes arrivés par bateau qui sont les principaux clients de ces denrées qui font l'objet en Russie d'un contrôle strict. À Karaköy, une nuée de petits porteurs, munis de mobylettes à plateau arrière ou de tables montées sur pneus de vélos, font la navette entre les échoppes et les navires ancrés au port, dans un incessant chargement de denrées comestibles. Pour les commerçants turcs spécialisés dans l'alimentation, ce sont les Russes et les Bulgares qui demeurent les plus gros consommateurs de fruits et de pâtisseries. Ils leur préparent dans des cartons des centaines de friandises au chocolat et des confitures de la société Ülker, ainsi que des boissons non alcoolisées de Tamek.

Enfin, 22% des Russes se livrent au commerce de l'occasion. En se promenant dans les rues de la ville et en fonction des carences de produits dont souffre leur république de résidence, ils achètent des produits qui seront revendus en CEI : en marge des rouleaux de tissu et des sous-vêtements de coton, des chaussures, des couteaux et des pistaches, nombreux sont les Moscovites à s'approvisionner en couvertures de laine, gants de peaux et petits miroirs de salles de bain. Des lampes à pétrole et des aimants à coller sur des placards métalliques intéressent les Sibériens. Les Criméens achètent en nombre des allume-gaz et des robinets en inox, alors que les Russes de Moldova font l'acquisition de plusieurs dizaines de verres à thé, fabriqués par la société Paşabahçe, ainsi que de couverts de table. Cette liste se transforme au gré des saisons et des modes. Les professionnels turcs concernés par cette clientèle russe de l'occasion relèvent de secteurs aussi variés que bureaux de change, vendeurs d'outils de jardinage, métallurgistes ou producteurs de cirage.

La seconde catégorie professionnelle en contact direct avec les Russes demeure les restaurateurs. On reconnaît dans les hôtels du quartier de Lâleli les tchelnoki par la quantité astronomique de calories ingurgitées chaque matin. En faisant provision massive de nourriture aux premières heures de la journée, nombreux sont les shop-touristes à omettre le déjeuner, ou à se contenter de quelques sandwichs achetés dans les kiosques des petites rues commerciales. En revanche, après une journée pleine de kilomètres arpentés et de paquets transportés, il est fréquent de rencontrer des groupes de Russes proches de leurs hôtels, où les femmes boivent et fument autant que les hommes, et les repas se terminent fréquemment dans une ébriété générale. Les restaurateurs turcs se sont adaptés aux goûts et horaires de ces touristes slaves.

7% des libraires et bouquinistes du quartier de Lâleli sont intéressés par la clientèle des shop-touristes à Istanbul. Les Russes achètent peu de guides touristiques ou d'ouvrages d'art sur la ville, mais font presque tous l'acquisition d'un petit guide de conversation bilingue. Les bouquinistes du marché aux livres de Bayazit révèlent que certains Russes achètent néanmoins des imitations papyrus, mais se refusent catégoriquement à acheter des cartes postales. Les commerçants qui possèdent, outre des livres, des pièces de monnaie et des médailles, trouvent dans la clientèle russe un faible marché de numismates et de collectionneurs. Ces mêmes commerçants échangeaient aux Soviétiques, dans les années 90 à 92 leurs pièces de monnaies contre les petits insignes soviétiques. Avec la disparition du pouvoir communiste, ces épinglettes sont maintenant devenues objets de convoitise pour les collectionneurs, principalement en Europe de l'ouest.

6% des professionnels du tourisme que nous avons interrogés se sont déclarés être concernés par le marché de la clientèle russe d'Istanbul. On retrouve majoritairement des chauffeurs de taxi postés devant les hôtels et prêts jour et nuit à transporter les acheteurs et leurs volumineux paquets d'un hôtel vers un autre. Les chauffeurs de taxis ont appris à identifier les lieux d'hébergement pour Russes, et le simple nom de l'hôtel suffit au chauffeur pour le localiser. Les Russes sont, en revanche, absents des soirées « typiques » ou « pseudo-traditionnelles » organisées par des compagnies touristiques spécialisées dans les sorties nocturnes.

Antériorité de la présence d'une clientèle russe

18%	23%	46%	7%	6%
des commerçants turcs ont des clients russes				
depuis 1 an (1994)	depuis 2 ans (1993)	depuis 3 ans (1992)	depuis 4 ans (1991)	depuis 5 ans (1990)

60% des Turcs entretiennent avec les Russes des relations économiques depuis au moins trois ans, ce qui est à mettre en corrélation avec les premières libéralisations sur les voyages en URSS. Entre 1990 et 1991, le marché de Bayazit était alors devenu un gigantesque marché aux puces où l'Europe de l'Est venait échanger ce qu'elle pensait avoir de plus précieux en électroménager, matériel optique et produits pharmaceutiques. Dès 1991, les Turcs notaient un engouement des Russes

pour le marché du textile. Les Russes ont, dès 1992, pu faire provision de dollars et de deutsche marks. C'est également à partir du dernier trimestre de 1992 que se mettent en place en Russie à une échelle nationale les circuits de distribution des produits achetés en Turquie[20].

Etat des relations avec la clientèle russe

Très bons contacts	bons contacts	contacts moyens	mauvais contacts	très mauvais
51%	33%	14%	1%	1%

98% des Turcs ont des relations satisfaisantes avec les Russes. Ceux-ci viennent en Turquie pour dépenser et acheter massivement. Depuis quatre ans, ils ont fait la fortune de certains commerçants. Les fonctionnaires du poste de police de Lâleli où nous nous sommes rendus nous ont indiqué, qu'hormis les problèmes liés à la prostitution, il n'y avait pas de troubles de l'ordre public par cette communauté. En marge des aspects purement économiques, un aspect relationnel particulier s'est développé entre les Stambouliotes et les tchelnoki. La présence importante de femmes russes, voyageant sans leurs compagnons ou époux, a suscité tour à tour le mépris, l'arrogance, puis l'admiration des Turcs qui voient en cette communauté de femmes un nouvel essor économique pour leurs affaires et une redéfinition du rôle de la femme dans le monde des affaires. Enfin, les Turcs ayant de mauvaises ou de très mauvaises relations avec la communauté tchelnoki avaient été les victimes d'escroqueries commerciales par des acheteurs russes malhonnêtes : faux billets de cent dollars, ou vols de marchandises dans leurs magasins. De tels agissements demeurent cependant marginaux.

Langues des échanges inter-communautaires

Russe	Anglais	Turc	Autres
91%	5%	2%	2%

On a longtemps cru en Europe occidentale que les Soviétiques avaient développé une particulière aisance pour l'apprentissage des langues

[20] A Moscou, Lujniki cesse d'être uniquement un centre sportif pour devenir un marché permanent, et en 1993, le parc des expositions socialistes « V.D.N.KH » devient un parc d'expositions commerciales.

étrangères. Nos rencontres avec les tchelnoki d'Istanbul nous ont donné une impression bien différente : bien que hautement scolarisés, ils étaient peu à pouvoir communiquer dans une langue étrangère. 5% d'entre eux nous ont déclaré utiliser l'anglais dans leurs tractations financières avec les Turcs. Les Russes considèrent comme un fait acquis que ce quartier de Lâleli soit russophone, et sont persuadés que la russophonie a atteint les rives sud de la Mer Noire.

Avec humour, les Turcs interrogés sur la langue de communication avec les Russes répondent : « *My vse govorim po-russki !* »[21]. Ce qui est révélateur de l'adaptation des négociants d'Istanbul. 89% des vendeurs connaissaient des phrases et intonations entendues en russe. Les négociants en tissus connaissent toutes les différences en russe entre les mots « coton », « velours », « flanelle », « serge », « jute », et les adjectifs qualificatifs de ces tissus : « ourlé », « plissé », « froissable », « rétrécissant » etc. Dans les boutiques du quartier de Lâleli, on trouve toujours des dictionnaires bilingues, turco-russe, turco-roumain, turco-bulgare ou turco-hongrois. Cet impact de la langue russe est si fort qu'il est visible dans la signalisation urbaine du quartier. Les hôtels affichent leurs conditions d'hébergement en russe uniquement, et on ne compte plus les vitrines qui ont été cyrillisées unilingues par des Azerbaïdjanais. Parmi les Turcs qui utilisent le russe comme langue commerciale, aucun ne sait l'écrire.

7% des Turcs du quartier de Lâleli ou de Karaköy se servent de l'anglais pour conclure des affaires. C'est une langue qu'ils connaissent depuis plus longtemps que le russe. Nous avons pu constater une répartition des langues selon les sexes : les hommes russes s'expriment davantage en anglais que les femmes, qui utilisent le russe.

Les 3% de Turcs qui emploient leur langue avec des Russes en font essentiellement usage avec des ressortissants d'Asie centrale. Parmi les turcophones de l'ex-URSS, outre les Azéris, ce sont les Ouzbeks les plus présents à Istanbul, suivis par les Kazakhs.

Enfin, 1% des vendeurs turcs utilisent un cocktail de langues où l'on retrouve le français[22] ou l'allemand, mais également des langues plus rares comme l'estonien ou le bulgare.

Entre le Grand Bazar et l'esplanade de l'Université de Bayazıt, un petit marché carré s'est spécialisé depuis des dizaines d'années dans le commerce du livre. On peut y trouver une multitude de méthodes de

[21] « Nous parlons tous le russe ! »
[22] Le français est utilisé principalement par les touristes roumains.

langues et des guides de conversation. Depuis 1990, la société Fono a orienté ses publications vers une gamme importante de produits en langue russe : guides, grammaires, listes de vocabulaire ou dictionnaires. Un des livres les plus vendus ces dernières années était le guide pratique de conversation russo-turque à l'usage des hommes d'affaires et des professions liées au tourisme[23].

Monnaies de commerce

Dollar US	D. Mark	Livre Turque	Autre
91%	3%	4%	2%

A l'époque de la perestroïka, la liberté des capitaux et des changes n'a pas accompagné la libre circulation des citoyens. Le rouble avait commencé sa chute face aux monnaies convertibles. Les Russes développèrent le principe du troc. Très vite, le marché de Bayazit était inondé de jumelles et de produits pharmaceutiques périmés. Dans les premiers jours de 1993, le rouble est devenu convertible. A Istanbul, sa convertibilité n'est assurée qu'au terminal C de l'aéroport international, par quelques bureaux de change du débarcadère de Karaköy, dans les hôtels à clientèle russe et à titre individuel par certains commerçants turcs, spécialisés dans le commerce du textile.

Le dollar américain reste la grande monnaie d'échange. Contrairement aux autres monnaies, le dollar américain possède la particularité du découpage papier en tranche d'une, deux, cinq, dix, vingt et cent unités, ce qui le rend accessible à toutes les gammes de prix et rend son utilisation plus souple que le mark qui ne possède que des unités métalliques pour des sommes restreintes.

Bien que moins malléable que le dollar, le deutsche mark jouit à Istanbul comme ailleurs de sa réputation de solidité. Il circule presque partout en Europe de l'Est, parallèlement au leu roumain, au zloty polonais, à la couronne tchèque ou au leva bulgare. Les commerçants turcs connaissent quotidiennement son cours. Il demeure d'un usage limité en Russie. On soulignera enfin les proportions identiques d'utilisation de la livre turque et des monnaies de l'Union européenne, comme la sterling anglaise ou le franc français, utilisés de façon très restreinte. Mais quelle

[23] Ce manuel s'appelle « Pratik Rusça-Türkçe Konuşma Kılavuzu », guide pratique de conversation russo-turc.

que soit la devise choisie par les commerçants russes, c'est avec un porte-monnaie d'une valeur moyenne de deux mille dollars qu'ils arrivent dans la ville. 80% de cette somme sont destinés à l'achat de produits à rapporter en Russie, 20% aux frais locaux.

Projet des commerçants russes

Continuer l'aller-retour	Selon la situation en CEI	Dernier voyage	S'implanter en Turquie
78%	14%	6%	2%

Projection des Turcs sur leurs relations commerciales avec les Russes

en augmentation	en chute	stable
36%	41%	23%

On note un équilibre entre les optimistes et les pessimistes. Depuis quelques mois, on note une légère baisse des clients de Moscou, mais principalement d'origine criméenne. Les chiffres publiés par l'organe gouvernemental des statistiques russes pour l'exercice 1995 est venu infirmer ces propos en divulguant une augmentation de touristes russes en Turquie de 14% par rapport à l'année précédente.

23% des négociants interrogés ont déclaré que le commerce lié à la présence russe dans la ville ne connaissait pour le moment aucune fluctuation. En fait, il semblerait en se penchant sur la fréquentation des commerces de Lâleli que les Russes soient moins nombreux mais de plus gros acheteurs, le nombre de clients ayant cédé le pas au chiffre des dépenses.

78% des Russes ne souhaitent pas arrêter leurs activités commerciales, malgré la fatigue, les heures de transport, et les paquets lourds et volumineux traînés dans les rues d'Istanbul. Les formalités administratives simplifiées pour les citoyens russes et les gains potentiels réalisés à Moscou demeurent la clef du succès de ces voyages de groupes vers la métropole turque. 14% des citoyens russes ont une vision plus modérée et ont compris que leurs activités dépendaient de la situation en Russie. Ils savent qu'à tout moment, dans ce pays où les mafias et les corrompus ont pignon sur rue, ce qui a fait leur richesse d'aujourd'hui peut être leur perte de demain. Plus d'un Russe sur dix achète et commerce à Istanbul comme s'il pouvait s'agir de son dernier voyage dans ce pays.

6% des Russes nous ont affirmé réaliser à Istanbul leur dernier voyage, leurs aspirations économiques. La véritable analyse de ces Russes est bien différente des raisons évoquées par les commerçants eux-mêmes : beaucoup de Russes ont développé un sentiment de honte. Ils sont en effet tournés en dérision par leurs compatriotes restés en Russie, dans les revues satiriques russes, on les appelle les « goblintsy », ou gremlins, à l'image de ces petits diables sortis des studios hollywoodiens et qui envahissent tout, et leur représentation dans les émissions comiques de la télévision fédérale est souvent féroce. Si les Russes dans leur ensemble n'envisageaient pas une implantation définitive en Turquie et semblaient s'étonner que l'on puisse leur soumettre une telle question, les 2% de Russes qui ont déclaré vouloir établir leur résidence en Turquie étaient tous des femmes. Leur migration vers ce pays était la résultante logique d'un mariage avec un Turc[24].

Intérêt des Turcs pour des marchandises russes

Oui	Non
6%	94%

Les Turcs se sont montrés très majoritairement peu intéressés par les produits russes. Ce manque d'intérêt pour ces produits s'explique par le fait que la Russie ne produit plus de matériels qui ne soient déjà commercialisés en Turquie par des sociétés autochtones avec une qualité supérieure et un prix compétitif. Dans tous ces domaines, les Russes sont industriellement en retard.

Les 6% de Turcs encore intéressés par des objets fabriqués en Russie se retrouvent parmi les marchands ambulants, quelquefois acheteurs de matériel optique, de verrerie pour distillation, de résistances électriques, et les antiquaires qui revendent les icônes russes sorties clandestinement du pays. Istanbul est devenue depuis quelques années une plaque tournante internationale dans le commerce d'œuvres d'art de l'ex-URSS[25].

Les commerçants turcs et la Russie

Y sont allés	N'y sont pas allés
2%	98%

[24] Le chiffre des mariages inter-ethniques est beaucoup plus fort sur la côte de la Mer Noire, en particulier à Trabzon, qu'à Istanbul. Voir à ce sujet l'article de Ciğerim Cemil du *Courrier International*, N° 212 du 24 novembre 1994 : « Déloyales Natachas », p. 38.

[25] Les plus beaux tapis d'Asie centrale se retrouvent maintenant chez les marchands de tapis d'Istanbul.

Les Turcs n'ont qu'une vague idée de la Russie et de l'organisation de ce pays. Ils ont bien compris les changements qui s'y sont produits ces dernières années et souhaitent un jour pouvoir s'y rendre. Pour des vendeurs, cireurs de chaussures ou tenanciers de kiosque, c'est un rêve irréalisable. La perception de la Russie demeure particulière. Ils espèrent s'y rendre comme simples touristes et revenir les yeux pleins d'images de steppes neigeuses, de bulbes étoilés ou d'immensité de forêts. Pour d'autres, plus riches et plus réalistes, ils voient en Russie un marché porteur pour leurs activités commerciales et cherchent à développer un partenariat. Quelques Turcs nous ont raconté s'être rendus au Consulat Général de Russie à Istanbul, situé sur l'Istiklal Caddesi dans le quartier de Beyoğlu, et ont été étonnés par la complexité des démarches à effectuer avant d'obtenir un visa pour Moscou. Depuis quelques mois, certaines agences de voyages turques développent un tourisme de luxe vers Moscou et Saint-Petersbourg. La Russie n'affiche aucune volonté d'encourager le tourisme turc et le seul langage pour l'heure est donc celui du commerce et du profit mutuel escompté.

En marge du questionnaire type, nous nous sommes également intéressé au regard de ces femmes russes sur les hommes turcs qu'elles côtoyaient. Les réponses recueillies diffèrent selon les origines géographiques des jeunes femmes. Si les Moscovites les trouvent arrogants et autoritaires, les Turcs d'Istanbul jouissent du critère de beauté auprès des Sibériennes. Ils sont perçus par les femmes russes comme des machistes séducteurs mal vêtus, bien coiffés, et toujours prêts à trouver la parole juste pour extorquer une poignée de dollars supplémentaires aux clients étrangers. En revanche, ils sont ressentis comme des hommes toujours disponibles pour une aventure amoureuse fugace, ce qui incite les jeunes Russes voyageant seules en Turquie à redoubler de vigilance. Comme tous les étrangers qui visitent la Turquie, les Russes, qui partagent une passion commune du thé avec les Turcs, sont sensibles au cérémonial du verre de « çay », première approche d'une négociation commerciale. Une shop-touriste nous a même déclaré :

> «*J'aimerais bien qu'à Moscou on nous propose aussi du thé ou de la vodka quand on fait nos courses sur l'Arbat…* (rires). Puis, se retournant vers ses compagnes d'achats avec un sourire narquois : «*Et si je vais à Paris, on m'offrira du champagne…*».

Tous les Turcs interrogés nous ont confirmé leur goût pour la beauté des jeunes filles russes. Les femmes russes rencontrées n'envisageaient

pas, dans l'ensemble, de se marier avec des Turcs, alors que ces derniers étaient tout à fait d'accord pour sceller une union maritale avec ces jeunes slaves. Au cours de nos enquêtes, une jeune Moscovite, Olga Borisovna T., venue en 1993 comme shop-touriste, est aujourd'hui mariée à un Turc, et gérante d'un magasin de textile. Elle a appris le turc, continue à parler en russe à son époux, et ne souhaite pas retourner en Russie.

RÉPERCUSSIONS EN FÉDÉRATION DE RUSSIE

Les trajectoires des produits depuis la Turquie vers la CEI, si elles constituent un exemple propre selon chaque destination, le mode de transport utilisé, la qualité périssable ou non du produit transporté, ont modifié le paysage commercial du pays et transformé les façades austères des boutiques par une abondance unique dans l'histoire du pays.

Le commerce de valise, vu l'ampleur du phénomène, a bouleversé la structure urbaine de la ville. A l'aéroport Cheremetevo II[26], des hangars qui abritaient autrefois les ateliers techniques de l'Aeroflot servent d'entrepôts aux marchandises retirées des avions et en attente des procédures administratives de détaxe. La police russe inspecte souvent ces hangars car elle y craint un développement du marché des stupéfiants et des armes à destination des zones troublées du pays. Plusieurs milliers de mètres cubes de cartons et de caisses attendent les tampons et l'acquittement des taxes pour repartir depuis ces entrepôts vers la ville.

Certains tchelnoki, à cause d'une échelle plus modeste de leurs affaires, transportent leurs marchandises en soutes. A Cheremetevo, la zone de récupération des bagages devient un amoncellement de sacs et de paquets identiques. Les paquets dont les étiquettes sont partiellement ou totalement manquantes donnent lieu à des empoignades afin de retrouver le véritable propriétaire parmi tous les prétendants au colis. Le voyageur doit passer un second contrôle douanier, axé essentiellement sur le contenu des bagages. Deux types de sorties sont autorisées : par le « corridor vert » si l'on n'a aucune marchandise à déclarer, ou le « corridor rouge » dans le cas contraire. Pratiquement, il n'y a aucune différence puisque chaque passager est arrêté et doit ouvrir ses bagages.

[26] Moscou possède une structure aéroportuaire composée de cinq éléments : Cheremetevo I, Cheremetevo II, Vnukovo, Domodedovo et Bykovo.

Commence alors pour chaque shop-touriste une explication sur l'utilisation des produits rapportés ainsi que sur le montant des droits à acquitter. L'observateur a l'impression qu'il n'existe pas d'état de droit, mais un rapport individuel engagé entre le préposé russe et le voyageur. Pour des quantités identiques de produits similaires, des Russes réalisant un voyage hebdomadaire à Istanbul ont indiqué que les droits de douanes pouvaient, selon le jour et l'humeur du douanier, varier de la gratuité pure et simple à mille cinq cents dollars.

Depuis 1994, la compagnie publique des taxis de la ville de Moscou, par suite de corruption généralisée, a été dissoute[27]. Moscou représente ainsi la seule métropole au monde de plus de dix millions d'habitants n'ayant pas de taxis officiels. Quelques aigrefins profitent de cette absence de système. Les prix pratiqués relèvent tout simplement de l'escroquerie. Ces chauffeurs de fortune proposent un aller simple vers les hôtels du centre ville, le domicile du tchelnok ou de le déposer au marché de Lujniki, distant de quelques dizaines de kilomètres, pour cinquante à soixante-dix dollars. Ce marché des voyageurs de valises a attiré vers l'aéroport de nombreux transporteurs, tous illégaux, qui se livrent une guerre sans pitié pour s'assurer l'acheminement des produits et des hommes. Ces détenteurs de camionnettes et de minibus se sont constitués en bande, qui veillent jalousement sur leur territoire et leur privilège de stationnement dans l'enceinte de l'aérogare.

Lujniki était, du temps de l'Union soviétique, le grand centre sportif de Moscou. Situé au sud-ouest de la ville, il s'étend sur près de douze hectares. À partir de 1992, la nouvelle vocation commerciale de Lujniki a pris le pas sur ses premières fonctions sportives. Autour du stade et dans les arcades sous les gradins se sont développés les points de vente des tchelnoki. Un service d'ordre, composé d'« Afgantsy »[28] armés de mitraillettes et de gourdins, a été mis en place en 1993, et aujourd'hui les emplacements sont délimités par des marques au sol et des numéros. Les places sont attribuées officiellement en fonction des numéros disponibles, mais chacun sait ici qu'il faut se montrer généreux auprès du placier officiel pour obtenir un endroit propice au commerce. L'ensemble du complexe est ceinturé par de hautes grilles, et il faut acquitter un droit d'entrée de trois mille roubles pour pénétrer dans ce

[27] En mai 1995, le choix de la Mairie de Moscou s'est porté sur un modèle de véhicule coréen pour remplacer les « volga » jaunes qui officiaient dans la ville. Des sociétés de taxis devraient être enregistrées et autorisées à exercer à l'hiver 1995.

[28] Anciens soldats soviétiques d'Afghanistan en 1979.

marché gigantesque. Par une équation simple, les prix d'achat de la Turquie sont doublés à la vente sur le marché.

Les acheteurs de Lujniki sont issus en majorité de Moscou ou de la grande banlieue. On trouve également quelques lointains voyageurs du Bélarus ou d'Ukraine. On vient à Lujniki pour trouver, au fil de la promenade, l'objet pour lequel on a un coup de cœur ou qui manquait dans le foyer. En plus des produits turcs, Lujniki accueille les autres shop-touristes du monde entier, élargissant ainsi la gamme des produits vendus : pneus de voiture, téléviseurs portables, ordinateurs et jeux vidéo, pièces d'ameublement ou boîtes de jus de fruits.

En Sibérie, à Krasnoyarsk, les shop-touristes se sont regroupés et des camions viennent attendre les voyageurs pour charger les marchandises et les acheminer en ville, dans les magasins distributeurs ou dans les usines et bureaux où les marchandises seront revendues à des comités d'entreprises. Les douanes sibériennes demeurent plus souples que dans la capitale. Les douaniers reçoivent souvent en « cadeau » des bouteilles d'alcool ou des cartouches de cigarettes et ferment les yeux sur les produits qui devraient être normalement assujettis aux taxes d'entrée sur le territoire russe. En échange de prix plus raisonnables et de cadeaux aux dirigeants de fabriques, les shop-touristes organisent hebdomadairement des ventes promotionnelles auprès des employés d'une compagnie. Les espaces, autrefois réservés aux affichages du Parti, se transforment en salle d'exposition et de vente. En Sibérie, les shop-touristes sont souvent les propriétaires des restaurants et débits de boissons locaux, ainsi que les possesseurs de magasins qu'ils mettent en gérance.

Des problèmes existent également lors de l'arrivée de marchandises transportées par des tchelnoki maritimes. Selon Natalia Tchipko, fonctionnaire ukrainienne aux douanes d'Odessa, il n'est pas rare que les produits disparaissent, à cause de complicités internes aux services portuaires, entre les sorties des cales de navires et les débarcadères. La police locale est impuissante devant le nombre croissant de vols, et les fonctionnaires, démotivés, parfois corrompus, orientent l'essentiel de leurs activités à lutter contre les trafics de drogue qui existent entre la ville d'Odessa, la Géorgie et les républiques du Caucase, ainsi qu'au démantèlement de réseaux de prostitution avec les villes côtières de Turquie[29].

[29] Selon le journal turc *Yüzyıl*, dans un article en date du 24 avril 1995, titré « Fuhuş sektörü yabancılaşıyor » (Le secteur de la prostitution passe aux mains des étrangers), une prostituée sur quatre en Turquie serait issue de la CEI ou de Roumanie.

Les denrées périssables subissent une étape supplémentaire de contrôle d'hygiène et doivent être accompagnées d'une autorisation de mise sur le marché alimentaire pour quitter les bâtiments du port. Selon les périodes de l'année, les connexions personnelles et les pourboires versés, l'autorisation peut être délivrée en une heure ou en trois mois. Il arrive ainsi que ces denrées pourrissent à quai. En Crimée, les bénéfices réalisés par ces commerçants voyageurs, souvent d'origine russe, sont convertis en dollars et placés dans des comptes étrangers, prêts à être vidés au moindre soubresaut politique du gouvernement de Kiev par lequel ils sont désormais régis.

Ces arrivages de produits massifs sur le marché russe ont fait disparaître auprès du citoyen le sentiment permanent de pénurie qui avait perduré jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique. Le développement du shop-tourisme s'est accompagné, dans bien des cas, d'un enrichissement réel et rapide des « navettes » qui se sont lancées les premières dans le commerce d'import-export. Dans certains cas, on peut parler d'un enrichissement en centaines de milliers de dollars. Les tchelnoki constituent aujourd'hui une clientèle convoitée par les banques et autres institutions financières. Le statut de bourgeois issu du shop-tourisme est maintenant une des données sociales de la CEI.

PLACE DE LA TURQUIE DANS LES STATISTIQUES RUSSES

Grâce aux chiffres avancés par le Goskomstat[30], nous avons pu classifier les différentes raisons de sortie des citoyens de la Fédération de Russie en corrélation avec les enquêtes menées à Istanbul. La Turquie demeure présente parmi les toutes premières destinations des Russes.

Nombre de sorties de Russie:

En 1994, 10,2 millions de Russes issus de l'ensemble de la Fédération de Russie, sont sortis de leur pays, ce qui représente une augmentation annuelle de 62% par rapport à 1993. Les statistiques gouvernementales

[30] En russe, Ujcrjvcnfn. Cet institut du système soviétique recensait tous les chiffres et les statistiques officiels du pays. C'est une des rares structures d'information économique qui, bien que recentrée sur la Fédération de Russie, continue à collecter des données venant d'autres Républiques de CEI.

russes prévoient une hausse de 14,1% pour l'année 1995, portant ainsi à plus de 12 millions le nombre de voyageurs hors des frontières de Russie. C'est incontestablement un des phénomènes marquants des réformes politiques et économiques que connaît la Russie depuis 1992. Comme l'annonçait avec humour l'hebdomadaire moscovite *Inostranets*[31], journal spécialisé dans les voyages et les excursions touristiques, dans son numéro 17 du 24 mai 1995 :

> « *Depuis le temps de la principauté de Kiev, on n'est jamais autant sorti —et revenu—en Russie* ».

Nombre total de sorties de Fédération de Russie		Prévisions	Pourcentage
Pays	Année 1994	Année 1995	+ augment. - diminution
Turquie	**832 000**	**950 000**	**+14,1%**
Chine	586 000	580 000	-0,9%
Allemagne	498 000	550 000	+10,4%
Pologne	406 000	350 000	-13,6%
Finlande	374 000	370 000	-1%
Mongolie	291 000	250 000	-14%
États-Unis	281 000	300 000	+6,7%
Émirats Arabes Unis	212 000	250 000	+17,9%
Japon	160 000	170 000	+6,25%
Bulgarie	144 000	200 000	+38,8%

La France, loin derrière la Turquie, n'arrive qu'en onzième position. Avec 131 000 Russes en 1994 et 180 000 attendus pour 1995, elle représente le troisième pays de l'Union européenne, après l'Allemagne et la Finlande, mais avant l'Italie, le Royaume-Uni et même la Grèce[32]. Depuis le mois de janvier 1995, les nouveaux visas de tourisme délivrés aux Russes sont devenus des visas dits de « Schengen ».

[31] L'étranger.

[32] 21 000 touristes russes en 1994 sur la Côte d'Azur et 28 000 attendus en 1995, la « seconde vague » qui s'adonne au tourisme de luxe. Voir article du *Monde* du 12 Avril 1995 : « Nouveaux Russes, nouveaux riches sur la Riviera » de Philippe Broussard, page 11.

Nombre de sorties touristiques

Pays	Tourisme			Toutes catégories		
1994 – Sorties vers :	rang	personnes	%	rang	personnes	%
Turquie	**1**	**588 000**	**25,6**	**1**	**832 000**	**15,0**
Chine	2	339 000	14,7	2	587 000	10,6
Pologne	3	280 000	12,2	4	406 000	7,3
E. Arabes Unis	4	154 000	6,7	8	212 000	3,8
Finlande	5	134 000	5,8	5	374 000	6,8
États-Unis	6	109 000	4,7	7	281 000	5,1
Bulgarie	7	72 000	3,1	10	144 000	2,6
Espagne	8	71 000	3,1	15	112 000	2,0
Chypre	9	69 000	3,0	18	98 000	1,8
Grèce	10	66 000	2,9	17	100 000	1,8

En 1994, 588 000 Russes se sont rendus, sous visa de tourisme, en Turquie, et 670 000 sont attendus pour 1995, soit une sortie touristique sur quatre de la Fédération de Russie. Les quatre premières destinations touristiques des Russes représentent dans le même temps les quatre destinations où la probabilité de croiser des shop-touristes est la plus forte.

Au véritable sens du mot « tourisme », les États-Unis, la Bulgarie, l'Espagne, Chypre et la Grèce sont les seuls pays ayant une place légitime dans la déclaration de sortie touristique faite par les Russes. En revanche, la Chine, la Pologne, les Emirats Arabes Unis, la Finlande, et a fortiori la Turquie, représentent des destinations avant tout commerciales. Il paraît évident que les plages du Golfe persique seraient beaucoup moins attrayantes que celles de Crimée si les ventes de matériel vidéo et électronique n'étaient pas détaxées. La Finlande doit faire face à une marée humaine composée de Russes et d'Estoniens qui viennent y vendre des alcools et spiritueux de plus de 60°, tout en déclarant comme « consommation personnelle » plusieurs dizaines de bouteilles de vodka et champagne de Géorgie[33]. En janvier 1995, les douanes finlandaises

[33] Le quotidien français *Libération* consacrait un article à ce sujet dans son édition du 3 juin 1995 : « Trafics en tous genres à la frontière finno-russe » par O. Benyahia.

ont intercepté un camion russe immatriculé à Saint-Petersbourg transportant 51 passagers et 5500 litres de vodka.

Le Russe commerçant, en se déclarant touriste, espère échapper aux droits de douane, taxes et patentes que les véritables importateurs sont contraints d'acquitter pour exercer leurs activités.

Nombre de sorties sous visa d'affaires

Pays	Affaires			Toutes catégories		
1994 – Sorties vers :	place	personnes	%	place	personnes	%
Allemagne	1	173 000	12,9	3	498 000	9,0
Mongolie	2	142 000	10,6	6	291 000	5,3
Chine	3	107 000	7,9	2	587 000	10,6
Finlande	4	105 000	7,8	5	374 000	6,8
États-Unis	5	95 000	7,1	7	281 000	5,1
Royaume-Uni	6	69 000	5,1	13	123 000	2,2
France	7	62 000	4,4	11	131 000	2,4
Bulgarie	8	50 000	3,7	10	144 000	2,6
Turquie	**9**	**46 000**	**3,5**	**1**	**832 000**	**15,0**
Italie	10	46 000	3,4	12	125 000	2,3

Même si Ankara demeure le quatrième partenaire économique de la Russie, la Turquie, dans le tableau des dix premiers pays d'échanges avec la Fédération de Russie, est beaucoup plus modeste quand il s'agit d'activités commerciales déclarées. En effet, les échanges officiels entre les deux États se situent essentiellement dans le domaine de l'industrie des hydrocarbures et du bâtiment. Si l'on calcule au prorata de la population le nombre d'hommes d'affaires russes, les résultats sont aussi curieux que significatifs : il ne vient en Turquie qu'un homme d'affaires pour 1269 habitants, alors que la proportion avec la Mongolie est de 1/16.

Ce quatrième tableau regroupe les visas délivrés pour des raisons non-touristiques et en dehors des circuits économiques officiels. C'est ce que le Goskomstat appelle « les sorties pour motifs privés ». Les Russes entrant dans ce cadre ont officiellement demandé des visas, dans bien des cas pour des regroupements familiaux ou des visites à des proches amis ou parents.

Nombre de sorties pour raisons privées

Pays	Raisons privées			Toutes catégories		
1994 – Sorties vers :	place	personnes	%	place	personnes	%
Allemagne	1	200 000	25,6	3	498 000	9,0
Mongolie	2	139 000	17,8	6	291 000	5,3
Turquie	**3**	**98 000**	**12,6**	**1**	**832 000**	**15,0**
Israël	4	71 000	9,0	14	112 000	2,0
Finlande	5	61 000	7,8	5	374 000	6,8
États-Unis	6	55 000	7,0	7	281 000	5,1
Pologne	7	17 000	2,2	4	406 000	7,3
Inde	8	14 000	1,8	22	62 000	1,1
É. Arabes Unis	9	10 000	1,3	8	212 000	3,8
Chine	10	8 000	1,0	2	587 000	10,6

De nombreux Russes d'origine allemande ont en effet profité de la libéralisation des frontières de l'URSS pour entamer une procédure de « retour à la mère patrie ». Il en va de même pour l'État d'Israël, qui mène une politique de retour des juifs vers l'État hébreu. La Russie constituait en ce sens un foyer important. Les Émirats Arabes Unis représentent un cas particulier. Après les événements de la guerre du Golfe, les Palestiniens, chassés du Koweit, ont été remplacés par des Russes et des citoyens est-européens dans les emplois laissés vacants.

98 000 Russes sont sortis pour des motifs privés vers la Turquie. On ne saurait quantifier avec exactitude la proportion de Russes inscrits dans cette catégorie mais relevant davantage du « shop-touriste » non déclaré. Cependant, le Ministère des Affaires étrangères de Russie reconnaît que le gouvernement russe incluait dans cette catégorie de « sorties privées », outre les Russes se rendant à l'étranger chez des amis ou des proches, les détenteurs de passeports « CCCH »[34] bénéficiant d'un contrat de travail hors du pays, mais également les Russes renvoyés en Russie à la suite d'un arrêté d'expulsion[35]. Ces arrêtés sont souvent

[34] « URSS » en caractères cyrilliques.
[35] 1 814 prostituées russes ont été officiellement expulsées en 1994 de Turquie. Sources : Ministère de l'Intérieur turc.

motivés par le transport illicite de produits interdits, mais concernent aussi les femmes se livrant à la prostitution.

La présence de ces femmes russes, appelées « Natachas », dans le paysage turc nécessiterait à elle seule, par les bouleversements sociologiques qu'elle a entraînés, une étude approfondie. Les villes d'exercice sont les métropoles et les ports. À Istanbul, mais également à Trabzon en Mer Noire, plusieurs milliers de femmes russes débarquent chaque année. A Istanbul, c'est dans le quartier de Sultanahmet que se trouvent pour la plupart les hôtels abritant ce « commerce humain ». Le problème a atteint des dimensions politiques, et des manifestations, organisées par le parti islamiste Refa Partisi, ont même vu le jour en juin 1994. La presse turque à sensation a d'ailleurs tendance à rendre homonymes les mots « femme russe » et « prostituée », et la tentation des Turcs d'amalgamer les prostituées russes et les shop-touristes est forte, ce qui provoque parfois des conflits et quiproquos dans les hôtels fréquentés par les commerçants venus de Russie.

AVENIR DES ÉCHANGES

Devant la tardive reprise des économies occidentales et les accords d'union douanière signés avec l'Union Européenne qui exige en retour le respect de certains principes fondamentaux des droits de l'homme, les acteurs de la vie économique turque ont ainsi trouvé dans la communauté russe d'Istanbul un marché prometteur pour l'exportation de leurs produits sans avoir à fournir de contre-partie morale.

Quant au gouvernement russe, devant le délabrement de son outil de production, il autorise ses ressortissants à commercer avec Istanbul. Les marchés moscovites ou sibériens fleurissent ainsi de produits « made in Turkey » et font oublier les dures réalités économiques de la Russie post-soviétique et la dérive mafieuse du pays. On peut douter cependant de la pérennité de ce commerce florissant. L'amélioration potentielle dans les prochaines années de l'économie russe n'aurait-elle pas pour effet de s'assurer une production nationale, pouvant aussi officialiser un commerce, aujourd'hui presque intégralement hors du circuit des taxes et impôts ? Le développement du transport en Russie commence également à favoriser les commerçants russes qui se rendent dans des pays plus lointains, mais plus compétitifs que la Turquie, comme Macao, Singapour ou le Vietnam. A l'inverse, en cas de dégradation lente mais fatale

de l'économie russe, les navettes auront-elles encore la possibilité d'écouler les marchandises étrangères sur un marché intérieur insolvable ?

Il apparaît donc que « les Russes à Istanbul » constituent un épiphénomène des relations économiques entre la Russie et la Turquie et que la fin de tels échanges ne peut qu'être envisagée dans un avenir proche. Durant les mois qui ont été nécessaires pour la réalisation des enquêtes, nous avons été témoin d'un net ralentissement du phénomène. Cette communauté se faisant de plus en plus discrète, nous avons été frappé de constater son remplacement rapide par de nouveaux et nombreux arrivants, venus d'un horizon fort différent : les Algériens. Ils se rendent à Istanbul pour des raisons de pénuries intérieures, et de fermeture de Marseille, port français spécialisé depuis de nombreuses années dans le shop-tourisme maghrébin.

Se souviendra-t-on, lorsque le courant Moscou-Istanbul aura pris la direction d'Alger, de la spontanéité et de l'audace économique des Russes, mais surtout de cette capacité d'adaptation, d'hospitalité et d'innovation qui rendent les Turcs si fascinants et attachants ?

P.S.B.

BIBLIOGRAPHIE

AKAGÜL Deniz, « Peut-il se constituer un sous-ensemble régional autour de la Mer Noire », *CEMOTI*, n° 15, 1993.

ANDREWS P.A, *Ethnic groups in the Republic of Turkey*, Wiesbaden, Reicher, 1989.

ATAÖV Türkkaya, « Turkey's expanding relations with the CIS and Eastern Europe », *SOAS*, London 1992, Éd. Clement Hood, p. 89.

BENSAHEL Nathalie, « Aeroflot, c'est le chaos sur le marché russe », *Libération* du 19 juin 1995, p. 25.

BENYAHIA-KOUIDER Odile, « Trafics en tous genres sur la frontière finno-russe », *Libération* du 3 juin 1995, p. 5.

BERDIAEV, *L'esprit de Dostoïevski*, Paris, ed. du Lustre, 1946.

BILICI Faruk, « Une réalisation concrète avant la lettre : la coopération en Mer Noire », *CEMOTI*, n° 15, 1993 : pp. 169-179.

BILICI Faruk, « À la frontière turco-géorgienne », *Panoramiques*, 2e trimestre 1994, pp. 167-171.

BLEDA Tansug, « Black Sea Economic Cooperation Region », *International affairs*, Belgrade, mai 1991.

BROUSSARD Philippe, « Nouveaux Russes, nouveaux riches sur la Riviera », *Le Monde*, 12 avril 1995, p. 11

CARRERE D'ENCAUSSE H., *Victorieuse Russie*, Paris, Fayard, 1992.
CHALIAND Gérard, *Atlas des diasporas*, Thèse doctorale dirigée par O. Jacob, Paris I, 1991.
CHAMPONNOIS Suzanne, *Le mythe de Constantinople et l'opinion publique en Russie au XIXe siècle*, Istanbul, Éditions Isis, 1989.
CIĞERIM Cemil, « Déloyales Natachas. Les Turcs du Nord-Est, leurs nez et le sexe », *Courrier international*, n° 212, du 24 au 30 novembre 1994, p. 38.
CLAYER, Nathalie, POPOVIC, Alexandre, ZARCONE, Thierry, eds., *Presse turque et presse de Turquie, Actes des Colloques d'Istanbul*, Varia Turcica, XXIII, Isis, Istanbul-Paris, 1992.
CROSNIER Marie-Agnès, « Communauté des Etats indépendants : une ouverture timide sur le monde », *Le Monde*, 30 mai 1995, p. 20.
DAUPHIN Martine, *L'URSS et le Proche-Orient depuis 1956*, Thèse doctorale, Paris I, 1979.
De TINGUY A., « La Russie et la Turquie sont-elles condamnées à la rivalité » dans « *Le rôle géo-stratégique de la Turquie* », dir. D. Billion, Paris 1995, p. 55.
DELEON Jak, « Beyaz Ruslar » (les Russes Blancs) 1920-1990, *Istanbul Kütüphanesi* 1990, Tarih dizisi.
DENKTAŞ Rauf, *Turkey's relations with Soviet Union and Eastern Europe*, édité par Erol Manisali, sponsorisé par Cyprus Fondation Middle East Business and Banking, 1991, pp. 127-141.
DERINGIL Selim, « Turkish foreign policy since Atatürk », *SOAS*, Londres, Éd. Clement Hood, 1992, p. 3.
DERINGIL Selim, *Turkish foreign policy during the second world war*, Cambridge, 1989.
DOR Rémy, « L'Asie centrale et ses voisins : influences réciproques », *INALCO*, 1990.
FULLER Elisabeth, « Turkish-Russian relations », 1992-1994, *Research report*, 6 mai 1994, pages 7-11.
GABRITCHIZDE V., *Tamojennaya slujba v rossiïskoj federatsii*, (service des douanes dans la Fédération de Russie), édité par Iuriditcheskaya literatura, 1993, p. 206
GEORGEON François, *La Turquie au seuil de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1991.
Goskomstat SNG Ekonomika SNG v 1993, Kratkii spravotchnik, (Rapport de statistiques économiques en C.E.I), Moscou, 1994.
GÖR Yavuz, « Ruslar » (Les Russes), du journal *Cumhuriyet*, 7 juillet 1991, p. 7.
GÜNÇIKAN Berat, « Haraşo'dan Nataşa'ya » (De kharasho à Natasha), *Arion yayınevi*, Istanbul, 1995.
IONCEV V. A, « Emigracija iz sovetskogo sojuza » (Emigration de l'URSS), p. 7-26.
« Zakon na pravo vyjezda i vjezda » (Loi sur les entrées et les sorties), *Miroviye migracii*, (Migrations mondiales), Moscou, Znanie, 1992, p. 62, pp. 34-42.
KAHN M., « Les Russes dans les ex-républiques soviétiques », *Courrier des Pays de l'Est*, n° 376, Paris, Documentation française, janvier 1993.

KARAVEYEV Valeri, « Vostochnaya Evropa Oktravaetsa Miru, Mejdunarodnaya Jizn », (Ouverture de l'Europe orientale sur le monde), *Journal des businessmen*, 3 mars 1990, Moscou, pp. 39-49.

KOTOV Léonid, « Tchelnoki nezelatel'nymi » (Des navettes indésirables), *Severnij Kazakhstan*, du 9 janvier 1995, n° 4 p. 3.

LACOSTE Yves, « De l'étrange fin d'un empire », *Hérodote*, n° 64, 1993 ; p. 3.

MANTRAN Robert, *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard 1989.

MIKHAILOVA Marina, « Kto, kuda i zatchem vyjezjaet iz Rossii » (Qui sort de Russie, où et pourquoi), *Inastranets*, n° 3 du 5 mai 1995, p. 2.

MUHARREM Tünay, *The political and socio-economic transformation of Turkey* (ed. Atila Eralp), West Port, Connecticut, Prager 1993.

NAGELS Jacques, *La tiers mondialisation de l'Urss*, Bruxelles, éditions de l'Université, 1993.

Russia's muslim frontiers. New direction in cross cultural analysis, Bloomington Indiana, University Press, 1993.

The modern encyclopedia of Russian, Soviet and Eurasian history, preparée par The editors of academic international Press, 1994.

WALI Ferenc A., A *bridge across the Bosphorus. The foreign policy of Turkey* ; Baltimore and London, The John Hopkins Press, 1971.

WEDGWOOD David, « From Glasnost to freedom of speech. Russian openess and international relations », *Royal institute of international affairs*, Benn, London, pp. 80-92.

WERTH Nicolas, « L'histoire de l'Union soviétique, de l'Empire russe à l'Union soviétique » 1900-1990, Paris, PUF, 1991.

YAKEMTCHOUK R, « La Méditerranée dans la politique des puissances », numéro spécial *Studia Diplomatica*, n° 3-5, 1993 ; pp. 271-378.

YERASIMOS Stéphane, « Caucase, le retour de la Russie » ; *Politique étrangère* n° 1, printemps 1994, pp. 76-79.

YERASIMOS Stéphane, « Questions d'Orient. Frontières et minorités des Balkans et du Caucase », *La Découverte*, Livre d'Hérodote, 1993.

Philippe S. BLACHER, *Les « Shop-Turisty » de Tsargrad ou les nouveaux russophones d'Istanbul*

On assiste depuis la dislocation de l'URSS et l'ouverture des frontières du bloc de l'Est à un déferlement de citoyens est-européens venus à Istanbul chercher fortune, transformant certains quartiers historiques de la ville en marchés aux puces, et faisant ainsi la fortune de commerçants turcs, principalement issus des secteurs du textile et de l'alimentation. Nous nous sommes intéressé dans cet article à la nouvelle communauté russophone d'Istanbul, forte de ses un million deux cent mille entrées annuelles en Turquie et représentant un apport de deux cent millions de dollars dans l'économie d'Istanbul. Outre les bouleversements économiques occasionnés, la venue de ces « shop-touristes » sur les rives du Bosphore a engendré de profondes modifications sociales en Russie et en Turquie.

Philippe S. BLACHER, *"Shop Turisty" at Tsargrad, or the New Russian-speaking Community in Istanbul*

Following the dismantlement of the Soviet Union and the reopening of East European borders, many East-Europeans have fled to Istanbul so as to try their fortune, turning old city areas into huge flea markets, and giving birth to a new wealthy business class of Turkish tradesmen originating from textile and food sectors. This article is focused on the new Russian-speaking community, which means one million two thousand yearly entries in Turkey and an influx of two billion dollars into the Turkish economy. Besides economic mutations, the "shop tourist" trip to the Bosphorus banks brought about deep social changes in Russia and Turkey.





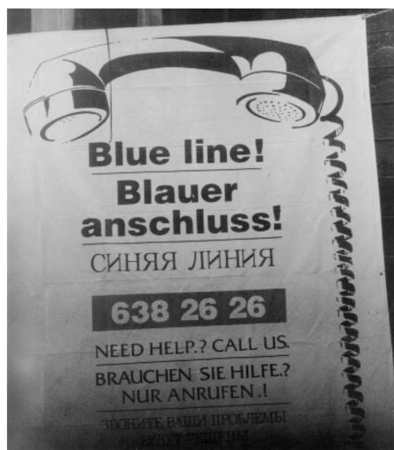
Marchandises turques à Lujniki, mai 1995



Entrée
de Lujniki



Tchelnok russe à Lâleli (bagages). Istanbul, 1995.



Aide aux étrangers (trilingue). Lâleli. Istanbul, 1995



Déballage à Lujniki, Moscou



Voyagiste turc à Istanbul, février 1995

LES RÉCIPIENTS EN PEAU CHEZ LES TÜRK *

Les récipients en peau font partie depuis longtemps de la culture nomade. Leur fabrication met en évidence l'ingéniosité des nomades d'autrefois pour mettre à profit toute matière première animale : les peaux et les substances qu'on utilise pour les apprêter, les fils dont on se sert pour effectuer les coutures, sont sans exception des produits de l'élevage extensif. L'usage prolongé de ces récipients (jusqu'aux années 1920, avec des variations selon les régions) est la meilleure preuve de leur adaptation à la vie mobile des nomades : ils étaient faciles à transporter (étant à la fois légers et souples), parfaitement résistants et enfin multifonctionnels (ce qui n'était pas sans importance dans le foyer nomade où la carence en récipients se faisait sentir assez souvent).

Nous présenterons ici l'ensemble des récipients en peau liés à la production et à la consommation du koumis. Après avoir étudié les procédés de l'apprêt des peaux, nous essaierons de décrire les différents types de récipients en peau en fonction de leur fabrication. La préparation du koumis nous fournira une ligne directrice pour examiner concrètement l'usage quotidien d'une partie de ces récipients. Elle nous donnera d'autre part une base de réflexion sur la spécificité du koumis dont la qualité était étroitement liée à celle des récipients en peau. Notre étude s'achèvera par quelques observations lexicographiques.

* Cet article est le prolongement de travaux effectués sous la direction de M. Rémy Dor, qui a bien voulu le relire. Qu'il trouve ici l'expression de notre chaleureuse reconnaissance.

S. Jacquesson est doctorante à l'INALCO, Paris. Institut français d'études de l'Asie centrale, Ambassade de France, Tachkent, Ouzbékistan.

C'est en étudiant principalement les Qazaq et les Kïrgïz que nous avons organisé le noyau des données. Dans un cadre géographique raisonnablement élargi, nous ferons intervenir au nord-est les Altaïens du sud et les Tuvins occidentaux, et à l'ouest les Özbek et les Türkmen dont les récipients en peau, bien qu'ils ne soient pas directement destinés à la production du koumis, complèteront notre tableau. Des données sur les Baškir apporteront quelques éléments de précision et de comparaison.

La plupart de ces récipients en peau ont aujourd'hui disparu. La sédentarisation croissante, dans beaucoup des régions dont il sera question, est désormais assez avancée pour modifier les bases de l'élevage ancien, et donc les ressources qu'on en tirait. Le moment est venu de faire le point sur les informations nombreuses, mais souvent disparates, qui se sont accumulées pendant les dernières décennies d'une culture pastorale abolie.

I. LES SOURCES

Nous n'avons qu'une connaissance indirecte des régions dont il sera question. Quoique nous ayons utilisé des sources variées, ce sont les enquêtes russes qui ont fourni l'essentiel de nos données : elles restent cependant souvent lacunaires.

Nos données sur les outres türkmen proviennent du dépouillement systématique d'une série d'études ethnographiques effectuées dans la période 1950-1980[1]. Dans leur majorité celles-ci ne s'intéressèrent guère aux récipients en peau : Orazov, et il est le seul à le faire, leur consacre une page[2].

Les études « historico-ethnographiques » sur les Özbek se font plus nombreuses à partir de 1940[3]. Leur but était de fournir les matérieux d'un atlas « historico-ethnographique » de « l'Asie Centrale et du Qazaqstan » :

[1] Cf. OVEZBERDYEV 1962 (*Sarïk*, district de Mary), VASIL'EVA 1954 (*Nohurlï*, district d'Ašxabad), MARKOV 1958 (*Yomut*, région de Bol'šoj Balxan), ORAZOV 1962 (*Yomut*, *Ata*, *Hoja* et *Ših*, région de Bol'šoj Balxan), BASILOV 1973 (*Yomut*, ouest du Türkmenistan), ORAZOV 1974 (*Göklen* et *Nohurlï*, vallée du Sumbar) et ORAZOV 1985 (*Teke*, district d'Ašxabad) dans la bibliographie.

[2] ORAZOV 1985 : 147.

[3] Ainsi les ethnies özbek du delta de l'Amu Darja ont été étudiées par une équipe de l'expédition archéologique et ethnographique du Xorezm (1945-1953) sous la direction de S. Tolstov (TOLSTOV 1952 : 319-427 et TOLSTOV 1958 : 761-809). L'expédition centrasiatique (1957-1961) de l'Académie des Sciences de l'URSS a travaillé dans les districts du Kaška Darja (*Kaška-darinskij otrjad* sous la direction de K. Zadyxina) et du Zerafšān (*Zerafšanskij otrjad* sous la direction de B. Karmyševa). Les observations de l'équipe de

les descriptions (dans la mesure où celles des récipients en peau ont été faites), assez riches en informations, souffrent cependant d'un certain schématisme.

Les données sur les Qazaq ont été puisées aux sources soviétiques, qui se divisent en deux sous-groupes distincts :

— une série de descriptions des Qazaq avant les coups désastreux portés par la collectivisation des années 1930. Ce travail, effectué sous la direction de S. Rudenko, a donné lieu à trois recueils d'articles[4].
— des études ethnographiques faites après que les Qazaq se sont relevés des ravages infligés par la collectivisation. Ces travaux font, un peu cyniquement, l'éloge de « l'*ayïl*-kolkhozien qazaq » mais ne sont cependant pas dépourvus de certaines qualités informatives. À partir de 1955 le travail sur le terrain devient encore plus régulier afin de fournir des données pour l'atlas historico-ethnographique de l'Asie Centrale et du Qazaqstan[5]. Ces données, partiellement publiées du côté qazaq en 1980, forment une source de base, qui est remarquable par sa synthèse[6] ; lui font cependant défaut une localisation suffisamment précise des observations à l'intérieur du Qazaqstan et une évaluation comparative.

Zadyxina n'ont pas été publiées ; l'équipe de Karmyševa a décrit dans un recueil d'articles le kolkhoz « Kommunizm » (district de Samarkand). La filiale tadjik de l'Académie des Sciences de l'URSS organisa des enquêtes (1945-1949) parmi les ethnies turcophones des régions méridionales de l'Özbekistan et du Tadjikistan (BOROZNA 1963 et 1966 ; KARMYŠEVA 1960 et 1969). Les plus utiles pour notre travail ont été les travaux de Karmyševa qui publia une contribution importante à l'étude des *Loqay*, l'ethnie turcophone la plus nombreuse au sud du Tadjikistan (KARMYŠEVA 1952 et 1954). Enfin c'est un ethnographe özbek, Qarim Šanijazov, qui mena ses enquêtes (1961-1970) parmi les *Qïpčaq* des vallées du Zerafšan et du Ferghana et qui leur consacra une monographie (Šanijazov 1974).

[4] KAZAKI 1927a, 1927b et 1930 dans notre bibliographie. Nous y trouvons des descriptions détaillées des *Aday* de l'ouest du Qazaqstan (RUDENKO 1927a, BUKEYXAN 1927a, FIELSTRUP 1927b), des groupes *Nayman* et *Kerey* du nord-est du Qazaqstan (RUDENKO 1930) et de la vallée de Čuja (SAMOJLOVIČ 1930). En outre, les membres de cette équipe ont publié des études spécialisées sur les conditions sanitaires chez les Qazaq (TROFIMUK 1930) et sur les laitages türk (FIELSTRUP 1930). Toutes les deux contiennent des renseignements sur les récipients en peau des Qazaq.

[5] Plusieurs expéditions furent organisées sous la direction de V. Vostrov. En 1967, il édita en collaboration avec A. Margulan un ouvrage collectif d'observations ethnographiques de la région de Taldy Kurgan (district de Alma-ata) dont les chapitres sur l'élevage, les laitages et les récipients en peau comblent partiellement les attentes nourries par les publications précédentes. En outre, les collaborateurs de V. Vostrov ont publié plusieurs articles qui restent dans le domaine des descriptions ethnographiques bien menées (ZAXAROVA 1956 ; ARGYNBAEV 1973 et 1974).

[6] XOZJAJSTVO 1980 : 115-127.

La plupart de nos sources sur les Kïrgïz sont fournies par S. Abramzon : pendant un demi-siècle (ses débuts datent des années 1920) il occupa une place-clé dans les recherches ethnographiques au Kïrgïzstan soviétique. On peut remarquer, pour la précision des observations ethnographiques et historiques, les travaux effectués sous sa direction dans le cadre d'une expédition archéologico-ethnographique qui dura trois ans (1953-1955), et dont les publications ont formé cinq volumes[7]. La monographie de K. Antipina, qui a étudié dans le cadre de cette même expédition l'artisanat des Kïrgïz du district de Oš, comprend un chapitre sur les récipients en peau[8].

Les sources contemporaines sur les récipients en peau des Altaïens sont peu nombreuses. Il s'agit surtout de deux articles sur les récipients des peuples de la Sibérie méridionale[9] et sur les récipients en peau et en bois des Altaïens du sud[10]. Le premier article, qui est fondé sur l'étude des collections russes, est décevant ; les descriptions précises laissent la place à des parallèles lexicographiques peu instructifs. L'article de Toščakova est appréciable pour la précision des observations qui résultent des expéditions de l'auteur[11].

Les recherches ethnographiques et archéologiques chez les Tuvins occidentaux se font plus nombreuses après la II[e] Guerre Mondiale. En 1950 Sevjan Vajnštejn s'installe à Kyzyl : c'est le début d'une longue période d'enquêtes ethnographiques et de fouilles archéologiques ; ses études sont remarquables par le bon usage que l'ethnographe fait des données archéologiques et inversement[12]. À partir de 1957 une expédition de l'Académie des Sciences de l'URSS sous la direction de L. Potapov

[7] On y trouve les résultats des enquêtes ethnographiques menées parmi quelques groupes immigrés de Kašgar et d'Aksu (ABRAMZON 1959a). Une équipe de l'expédition étudia pendant deux ans (1952-1954) le kolkhoz « Ala-too » (au sud de l'Issik-kul entre Barskon et Pokrovka) et publia une contribution importante (avec quelques renseignements sur les récipients en peau) sur les *Bugu*, majoritaires dans la région (ABRAMZON 1958). En outre, une visite postérieure (1973) dans la même région met à jour nos connaissances et fournit une base de comparaison pour les quelques éléments qui nous ont intéressée (ABRAMZON 1974). Toujours parmi les travaux de cette expédition nous trouvons l'article de M. Ajtbaev et S. Ivanov sur les techniques d'estampage sur peau des Kïrgïz (AJTBAEV 1968). Cet article est surtout remarquable pour les quelques descriptions assez détaillées des récipients en peau qui se trouvent dans les collections russes.

[8] ANTIPINA 1962 : 124-129.

[9] DJAKONOVA 1988.

[10] TOŠČAKOVA 1974 et 1976.

[11] Il s'agit de deux expéditions, en 1956 et 1966-1968, dans les districts de Ulagan, Košagač, Ongudaj et Ustkansk.

[12] La liste des travaux principaux de Vajnštejn se trouve dans VAJNŠTEJN 1991 : 4-6.

effectua également des recherches, à la fois ethnographiques et archéologiques, parmi les Tuvins[13].

II. LES PEAUX ET LEUR APPRÊT

A. Les peaux

Pour la fabrication des récipients les Türk utilisaient les peaux de plusieurs espèces domestiques : mouton, cheval, chameau, chèvre, bovins, yak[14]. Les peaux apprêtées dans un foyer nomade devaient satisfaire toute une variété de besoins de la vie courante : les vêtements, différentes sortes de tapis et bien sûr le harnachement étaient de cuir. Selon les traditions locales et les espèces animales qu'on élevait, la nomenclature des peaux traitées afin d'en fabriquer des récipients changeait d'une ethnie à l'autre.

— Les Türkmen et les Özbek travaillaient le plus souvent, en ce qui concerne les récipients, les peaux entières de mouton et de chèvre (bouc). Les peaux de chameau et de dromadaire, malgré leur forte présence dans certaines régions, n'ont pas été utilisées à notre connaissance pour la fabrication d'outres.
— Les Qazaq apprêtaient souvent, outre les peaux de mouton et de chèvre, la peau de chameau qui était souple et imperméable. Autrefois, c'était la peau de cheval qui était la plus appréciée pour la fabrication des récipients. Aves les modifications de l'élevage nomade, qui se font sentir chez eux dès la deuxième moitié du XIX[e] siècle, la nomenclature des peaux apprêtées fut modifiée. La peau de cheval était de plus en plus rarement mise à profit à cause du nombre décroissant de chevaux[15], et les grands récipients en peau furent majoritairement fabriqués en peau de vache ou de bœuf.

[13] Les résultats ont été publiés en trois (?) volumes qui contiennent les descriptions ethnographiques des Tuvins de la région de Mongun-tajga, au sud-est du Tuva (POTAPOV 1960), et de ceux de la vallée du Hemčik (POTAPOV 1966).

[14] Les peaux des animaux chassés, assez variées et non moins utilisées par les Türk, étaient le plus souvent travaillées afin d'en obtenir des fourrures. Le cuir apprêté de ces peaux était très rarement utilisé, par les ethnies dont il est question, pour la fabrication des récipients.

[15] On peut se faire une idée de ces modifications en consultant, pour ne citer que quelques-uns parmi les nombreux témoignages, RUDENKO 1930 : 3, 63 ; VOSTROV 1956 : 18-19 ; HOPPE 1988 : 221.

— Les Kïrgïz de la région de Oš, pour leurs récipients, apprêtaient les peaux de mouton et de chèvre, de bovins, de chameau et de cheval (dans l'ordre décroissant d'utilisation)[16]. Au Tianshan, nous retrouvons la même séquence : ce sont de même les peaux de bouc ou de mouton qui ont la suprématie ; les grands récipients y étaient fabriqués en peau de bovin[17]. Les Kïrgïz apprêtaient aussi la peau de yak mais, à notre connaissance, elle ne fut pas utilisée pour la fabrication des récipients.

— Les peaux le plus souvent travaillées chez les Altaïens du sud étaient celles de bovins (vache et taureau) et de cheval ; les outres de peaux de chèvre et de mouton y sont plus rares. Les Altaïens se font remarquer par l'usage exhaustif de toute matière animale qui pouvait servir à former un récipient : à part les peaux, on employait la vessie (*kiyik*), les bourses, le gros intestin (*ičege*), l'estomac (*karïn*) et le pis.

— Chez les Tuvins « every type of animal skin was used in domestic leather-craft »[18]. Les récipients en peau des Tuvins occidentaux sont cependant majoritairement fabriqués en peau de vache, de taureau et de cheval. Les Tuvins, comme les Kïrgïz, travaillaient la peau de yak, qu'ils employaient pour la fabrication des gourdes.

B. L'apprêt

Le traitement des peaux et la fabrication de récipients étaient bien sûr soumis au rythme de la vie nomade. Les bêtes étaient ordinairement abattues en automne, afin de pourvoir avec des bêtes bien nourries aux besoins en viande de l'hivernage. On sélectionnait alors les peaux, dont celles qu'on destinait à la fabrication des récipients. Ces peaux étaient conservées pendant l'hiver (salées et pliées ou exposées à la fumée) et on ne commençait leur traitement qu'au printemps suivant. Quand la peau était prête pour l'assemblage, l'été se terminait. L'automne arrivait alors avec ses nombreux devoirs. On ne s'occupait des peaux de l'automne précédent (alors que les nouvelles commençaient à être enfumées) que pendant l'hiver : c'est sur les hivernages qu'on assemblait les récipients et qu'on s'occupait de leur décoration. Les peaux des bêtes qui pour des raisons variées étaient abattues en été subissaient des traitements

[16] ANTIPINA 1962 : 124.
[17] ABRAMZON 1959 : 24.
[18] VAJNŠTEJN 1980 : 213.

différents. Un tel calendrier de l'organisation du travail, même s'il est trop schématique, permet cependant d'apprécier correctement la succession normale des activités et, au besoin, les modification qu'imposent les rythmes variés de la vie nomade.

Le traitement des peaux destinées aux récipients est toujours effectué par les femmes[19] ; l'homme n'intervient que pour le dépeçage. Quant aux cuirs, il travaille spécialement le harnachement du cheval.

1. Le dépeçage

Nos données sur les techniques de dépeçage des différents animaux sont lacunaires : ce qui est certain, c'est que ce sont toujours les hommes qui s'en occupent. Pour une grande partie des récipients en peau, il s'agissait de retirer une peau entière (de mouton, de chèvre ou de veau)[20]. Le plus souvent le dépeçage est fait sans employer de couteau afin d'éviter que la peau ne soit abîmée[21].

Quant au gros bétail (cheval, vache, taureau, yak et chameau), on essayait d'obtenir les plus grands morceaux de peau possible : on retirait ainsi la peau entière de la tête, du cou ou des cuisses. C'est un détail important puisque la forme du récipient obtenu garde les contours des parties correspondantes du corps de l'animal.

2. Le traitement

Le traitement que subissent les peaux varie selon leurs destinations. Les fourrures et les différents cuirs nécessitaient normalement un traitement plus élaboré que celui des peaux destinées aux outres qu'on travaillait toujours dans le foyer. Par leur mode d'apprêt, ces peaux se rapprochent de ce qu'on nomme traditionnellement cuir vert ou cuir cru : c'est-à-dire des peaux non-tannées (à quelques exceptions près) mais soigneusement enfumées. Rappelons que la distinction chez les Türk entre cuir cru et cuir tanné est assez ancienne. Dans son Compendium, Kašgarî nomme deux sortes de cuir : le *kön* qu'il décrit comme cuir

[19] Cf. ABRAMZON 1958 : 24, 194 ; ANTIPINA 1962 : 127 ; AJTBAEV 1968 : 124 ; TOŠČAKOVA 1976 : 190 ; VAJNŠTEJN 1974 : 127 et 1988 : 217.

[20] Les Türkmen nomment ce type de dépeçage *tulum čïkar-*, les Qazaq *bɨteu soy-* et les Kïrgïz *tuyuk soy-* / *meš soy-*.

[21] Nous n'avons pas pu savoir si pour faciliter le dépeçage les Türk utilisent, comme c'est fort probable, le soufflet.

non-tanné, et le *qoγuš* qui était le cuir tanné[22]. C'est une distinction que nous essayerons de suivre chez les populations türk modernes et qui nous aidera à combler partiellement les lacunes des enquêtes russes.

Les manières dont on apprête les peaux destinées à la fabrication des récipients chez les différentes populations türk se ressemblent considérablement. Cependant il est instructif de présenter quelques descriptions plus détaillées, afin de pouvoir résumer ensuite les quelques modes principaux de traitement que nous avons pu relever.

a) Chez les Türkmen la peau entière (*tulumluk deri*), de mouton ou de chèvre, était enduite de sel (*duzlamak* / *duza yatïrmak*) et conservée ainsi pendant une semaine. Ensuite on la couvrait de cendre (trois jours) pour qu'elle perde son odeur spécifique[23]. On pouvait alors procéder au nettoyage : on écharnait la surface interne et on épilait le poil (*yüngini yol-*). La peau était brièvement détrempée afin de faciliter l'assemblage du récipient qu'on enfumait ensuite au-dessus du foyer (*ojak*). C'est cette peau que les Türkmen nomment *čig deri* (« peau crue ») et qui était traitée dans le foyer, à la différence du cuir plus soigneusement apprêté (*išlenen deri* = *gön* ou *ham* ; *tayarlanïlyan deri* ou *eylenip bejerilen deri* = *gayïš* ou *teletin*) qu'on confiait au corroyeur (*deriči* ou *gönči*)[24].

b) Chez les Qïpčaq des vallées du Zerafsan et du Ferghana les peaux salées étaient exposées au soleil et on étalait à plusieurs reprises une couche épaisse de pâte d'orge sur le côté sans poils. Après six ou sept jours d'un tel traitement on lavait les peaux et on les nettoyait : l'écharnage était effectué à l'aide d'une pierre rugueuse et les polis rasés avec un couteau. Enfin la peau était colorée dans une décoction à base de racines végétales (*taran* ?)[25].

Comme les Qïpčaq, les Loqay ne pratiquaient pas l'enfumement des peaux. On rasait le poil de la peau écharnée et le récipient assemblé était rempli d'une décoction de rhubarbe (*revand*, *ravoč*) qui donnait au récipient une couleur brune[26].

Ajoutons que les Özbek, comme tous les autres Türk, distinguent entre cuir cru (*hom teri*), cuir apprêté (*pišiq teri* = *kūn* / *čarm*) et cuir

[22] Atalay 1982 : III, 140.
[23] Orazov 1985 : 147.
[24] Türkmen 1974 : III, 124.
[25] Šanijazov 1974 : 212 ; nous ne sommes pas sûre qu'il s'agisse du traitement des peaux destinées à la fabrication des outres.
[26] Karmyševa 1952 : 139.

tanné (*ošlangan teri*)[27]. Nous ne disposons ni de termes plus précis pour nommer les peaux travaillées des Loqay et des Qïpčaq, ni de descriptions de ce qu'on appelle cuir cru chez les derniers.

c) Chez les Kïrgïz la peau destinée à la fabrication de menus récipients est détrempée quelques jours dans l'eau, ce qui facilite l'épilage et l'écharnage (*öngdö*). Une autre manière de faciliter le nettoyage était de laisser la peau salée et pliée pendant quelques jours (« échauffe naturelle »). La peau ainsi nettoyée est nommée *čïlgïy*[28], ce qui correspond aux cuirs crus des Türkmen et des Özbek. Traditionnellement les menus récipients étaient fabriqués de cette peau crue et seulement ensuite enfumés (*ïška bayla-*)[29] dans des fumoirs (*ïštadïm* au sud, *ïštïk* au Tianshan) spécialement construits. Pour les récipients à grande capacité, on enfumait brièvement (deux ou trois jours) les peaux crues *čïlgïy* et on obtenait la peau nommée *širi*[30] qu'on taillait et cousait ensuite. Les récipients ainsi obtenus étaient enfumés une deuxième fois pendant un mois et demi à deux mois.

À part ces deux procédés simples qui donnent les peaux nommées respectivement *čïlgïy* (« peau crue ») et *širi* (« peau crue enfumée »), les Kïrgïz pratiquent aussi la fermentation des peaux afin de faciliter leur nettoyage. On utilise dans ce cas une solution à base de lait caillé nommée *ašatkï* ou *malma* : les peaux des petits animaux étaient enduites de cette solution (*teri ašatuu*) tandis que les peaux du gros bétail y étaient détrempées (*malmaga saluu*). On obtenait ainsi la peau appelée *ašatïlgan teri* (qui n'est qu'une sorte de *čilgïy*) qui servait donc également à la fabrication des récipients[31]. Dans les régions méridionales du Kïrgïzstan la solution acide (*ašatkï* / *malma*) évoquée plus haut est remplacée par une pâte d'orge[32].

Les peaux employées pour la production des récipients n'étaient que très rarement colorées. Normalement l'enfumage leur donnait une couleur brun-noir (*kara kürong*). Dans quelques cas rares les Kïrgïz teignaient la peau crue (*čïlgïy* ou *ašatïlgan*) dans une décoction de racines de rhubarbe (*ïškin tüp*) ou d'écorce de saule (*taldïn kabïgï*) avant de procéder à l'enfumage[33].

[27] ÖZBEK 1971 et 1981.
[28] YUDAXIN 1965 : 886 ; KIRGIZ 1969 : 714.
[29] YUDAXIN 1965 : 940.
[30] YUDAXIN 1965 : 908, KIRGIZ 1976 : VI, 465. Pour l'emploi du même mot en mongol, cf. LESSING 1960 : 717.
[31] KIRGIZ 1976 : V, 590.
[32] ANTIPINA 1962 : 124.
[33] KIRGIZ 1976 : VI, 251.

d) Chez les Qazaq les descriptions du traitement des peaux sont plus nombreuses et elles varient considérablement selon les régions. On peut les examiner en deux groupes principaux selon qu'il s'agit des peaux destinées à la fabrication des grandes outres ou de menus récipients ; nous consacrerons ensuite un paragraphe au problème des peaux crues.

Kasimanov, dans une sorte de reconstruction ethographique, présente ainsi le traitement des peaux du gros bétail[34] : les peaux de chevaux abattus en automne étaient séchées et enfumées (*qurïmγa salïndï*) au-dessus du foyer. Au printemps, après les avoir assouplies à la main (*uqalau*), on les détrempait dans une décoction de noir de fumée (*ïs*) pendant vingt ou trente jours ; ensuite on les épilait et on les nettoyait de la drayure. On pouvait alors assembler le récipient qu'on frottait avec de la graisse de cheval (*jïlqïnïng sür eti*) ou avec du beurre de koumis (*qïmïzdïng mayï* ?). Enfin un deuxième enfumage était effectué dans des fumoirs (*ïs*) spécialement construits[35]. Pendant les années 1930, d'après Trofimuk, on faisait fermenter les peaux du gros bétail pendant quelques jours dans une solution acide (*malma* ou *i*) à base de lait caillé, afin de les nettoyer[36]. Elles étaient ensuite salées et séchées au-dessus du foyer (enfumées). On pouvait alors les replier et les conserver ainsi jusqu'au printemps suivant. D'après cette description, le deuxième enfumage (deux ou trois semaines) est fait dans un fumoir avant que le récipient ne soit cousu. Avant l'assemblage, les peaux étaient frottées avec de la graisse animale (ce qu'on faisait depuis longtemps pour renforcer leur imperméabilité[37]).

A l'ouest du Qazaqstan, l'apprêt des peaux du menu bétail était effectué dans les années 1950 de la façon suivante[38] : on rasait les poils et on détrempait les peaux dans le *malma* pendant six ou sept jours. Les racines des poils étaient enlevées à l'aide d'un couteau et la drayure était

[34] Kasimanov 1992 : 18.

[35] Les fumoirs türk consistaient en deux fosses liées par un canal souterrain. Dans l'une des deux fosses on brûlait les plantes ; la fumée en passant par le canal souterrain était à la fois refroidie et humidifiée, ce qui assurait un enfumage lent mais efficace sans trop dessécher les peaux. Les plantes brûlées étaient choisies parmi les espèces riches en tanin telles que la spirée (Spirea filipendula), le genévrier (Juniperus sp.), le chèvrefeuille (Lonicera sp.), le bouleau (Betula sp.), le saule (Salix sp.), l'acacia de steppe (Caragana sp.) et la stipe (Stipa sp.).

[36] Trofimuk 1930 : 184-185.

[37] Atalay 1982 : III, 308.

[38] Vostrov 1956 : 24-25.

nettoyée. La peau était séchée à l'ombre. On l'adoucissait à la main et on l'enfumait. Après un deuxième assouplissement on pouvait procéder à l'assemblage du récipient.

Les Aday, pour apprêter la peau entière de chèvre, la retournaient avec les poils à l'intérieur ; le sac ainsi obtenu était rempli pour une semaine d'une décoction d'eau bouillie et de cendre. On effectuait alors l'épilage. Pendant une autre journée la peau était laissée dans une solution salée (*malma* ?) et après un séchage l'outre était prête. Avant de l'utiliser on la rinçait à l'eau[39].

En majorité les récipients en peaux des Qazaq, comme nous l'avons vu, sont fabriqués avec des peaux crues (*šɨki terɨ*) qu'on fait le plus souvent fermenter (*ašïtïlγan terɨ* / *ilengen terɨ*) dans une décoction à base de lait caillé (*malma* / *i*) et qu'on enfume ensuite (*ïstalγan terɨ*)[40]. Ces deux cuirs (*šɨki terɨ* / *ïstalγan terɨ*) se distinguent des cuirs vraiment apprêtés (*öngdelgen terɨ* / *öngdɨ* = *bïlγarï, qayïs, kön*).

e) Chez les Altaïens, on effectuait pour nettoyer les peaux (vache, cheval, yak) un vrai « travail de rivière » : on les détrempait dans l'eau courante jusqu'au moment où les poils commençaient à se détacher. La peau écharnée et épilée était brièvement séchée et on lui donnait une touche finale en l'enfumant pour quelques jours dans des fumoirs (*ïštïk*). L'enfumage efficace donnait aux peaux, selon la durée, une nuance qui allait du brun au noir ; la peau ainsi enfumée est appelée comme chez les Kïrgïz *širi tere*[41].

f) Les Tuvins apprètaient les peaux pour la confection des récipients en les faisant fermenter dans le petit-lait (*sarïg su*) pendant plusieurs jours. Nettoyées de la drayure (*kïrtïš*) et épilées, les peaux étaient taillées et le récipient assemblé. On l'enfumait à l'intérieur de la yourte. Ce sont surtout les Tuvins de Kobdo (Mongolie extérieure) qui construisaient des fumoirs particuliers[42]. La peau enfumée (*ïštaan*) des Tuvins est nommée à la manière mongole *höm*[43] : nous n'avons pas pu préciser le nom du cuir cru (*keš* ?) chez les Tuvins. Contrairement à ce qu'on pouvait attendre, il semble que les Tuvins n'emploient point le terme *širi(n)* qui désigne la peau crue aussi en mongol.

[39] Rudenko 1927 : 21.
[40] Qazaq 1984 : I, 413.
[41] Toščakova 1976 : 184.
[42] Vajnštejn 1991 : 114, note 33.
[43] Cf. Lessing 1960 : 487 « *köm* : rawhide, depilated skin ; blackened and smoked cow-hide ; parchment ».

On peut résumer ainsi nos données sur l'apprêt türk des peaux destinées à la fabrication des récipients :

— il existe trois manières de base de nettoyer les peaux (épilage + écharnage) : le salage (tel que le pratiquent les Türkmen et les Kïrgïz et tel qu'on le connaît en Occident) ; le détrempage (Kïrgïz ; chez les Altaïens on pratique ce qu'on appelle « le travail de rivière ») ; la fermentation des peaux. Pour provoquer cette dernière on emploie le plus souvent des solutions acides à base de lait caillé (*malma* et *i* qazaq, *malma* kïrgïz ou le petit-lait *sarig su* des Tuvins)[44] ; chez les Qïpčaq d'Özbekistan et sporadiquement chez les Kïrgïz (région de Oš) on utilisait dans le même but la pâte d'orge (« cuit à l'orge »).
— les récipients en peau sont majoritairement faits de peaux crues qui ne sont pas proprement tannées mais qui sont soigneusement enfumées. L'enfumage pouvait être effectué soit au-dessus du foyer (Türkmen, Tuvins), soit dans des fumoirs simples en brûlant des plantes riches en tanin (Qazaq, Kïrgïz et Altaïens). Les groupes özbek (Qïpčaq et Loqay) constituent une exception curieuse : ils n'enfumaient point les peaux mais les travaillaient dans des décoctions à base végétale (rhubarbe chez les Loqay).

C. L'assemblage et la décoration

1. Assemblage

À part les outres faites de peaux entières, il existe chez les Türk des récipients dont la confection demandait une certaine maîtrise des techniques de taillage, de couture et de modelage. D'ailleurs, le plus souvent, on profitait largement des formes des morceaux de peau tels quels obtenus après le dépeçage et on ne faisait que leur donner un dernier coup pour obtenir le volume souhaité.

Le taillage était effectué sur le cuir vert soit enfumé (pour les grandes outres), soit non-enfumé (pour les menus récipients). Quand on n'utilisait pas les morceaux entiers, on traçait à l'aide d'un outil obtus les contours et on procédait seulement ensuite au découpage avec un couteau.

[44] Ajoutons que les Türkmen aussi connaissent ce type de traitement. Ainsi le türkmen *ey* (TÜRKMEN 1962 : 797) correspond exactement au *i* qazaq ou au *malma* kïrgïz. Il nous a été plus difficile de préciser la composition d'une autre solution *ašgar* (TÜRKMEN 1962 : 60 « qui fait tourner au bleu le papier de tournesol ») employée également pour le traitement des peaux.

Les chutes obtenues après le taillage étaient mises à profit pour la fabrication de différentes sortes de ficelles en cuir vert dont le foyer nomade ressentait toujours le besoin.

On cousait les morceaux de peau en utilisant soit des fils tors de laine (*šuda jip* (Qazaq) et *kïlčan jündön čïyratïlgan jip* (Kïrgïz)), soit des fibres musculaires (*taramïs* (Qazaq), *taramïš* (Kïrgïz) et *een učuk* (Altaïen)). Chez ces derniers, à l'heure de l'abattage on recueillait les tissus fibreux qu'on séchait et enfumait à l'intérieur de la yourte. On en dissociait les fils à l'aide d'un maillet ; les fibres ainsi obtenues étaient tressées en fils tors aux épaisseurs variées. Pour les coutures des outres on préférait les fils obtenus des tissus fibreux des bêtes abattues au printemps. Les coutures ainsi faites étaient remarquables par leur solidité[45]. Les Tuvins aussi cousaient les récipients en peau avec des fibres musculaires et les coutures (*ïskïttap daaraar*) étaient consolidées tout au long par l'insertion de petits morceaux de peau. Les coutures étaient très simples : on cousait à point devant ou à point de côté[46].

Le modelage était effectué en remplissant le récipient assemblé de terre, de sable, d'argile ou de fumier humides. L'emploi d'une carcasse en bois (le plus souvent deux anneaux) afin d'obtenir le volume des seaux en peau est plus rare : dans ces cas les morceaux de peau enveloppaient cette carcasse qui servait de support pour les coutures.

2. Décoration

Une fois le volume obtenu, on pouvait décorer la peau humide. Il ne s'agissait ni d'inciser la peau, ce qui aurait diminué sa résistance, ni d'estampage proprement dit : un outil fin mais obtus en bois ou en corne (*tiš* des Altaïens) ou bien le côté non-aiguisé d'un couteau étaient pressés sur la peau et y traçaient ainsi des sillons non tranchés[47]. L'état de la

[45] TOŠČAKOVA 1976 : 188 raconte avoir vu des outres centenaires dont les parties en peau étaient complètement usées tandis que les coutures étaient encore solides. En outre, les objets en peau retrouvés dans les tombes de Pazyryk sont aussi cousus à l'aide de fibres musculaires.

[46] TOŠČAKOVA 1976 : 188 ; VAJNŠTEJN 1991 : 101.

[47] Le véritable estampagne à l'aide d'un patron en métal (*qalïp*) chauffé est pratiqué par les Qazaq et les Kïrgïz seulement quand il s'agit d'un vrai cuir (ex. *bulgaarï* des Kïrgïz). Il était effectué par des artisans spécialisés. D'après Toščakova 1976 : 190, ce type d'estampage était très peu pratiqué par les Altaïens. Les Tuvins aussi, pour décorer le cuir corroyé, n'employaient pas de patron en métal mais un patron simple en bois et plutôt que d'un véritable estampage il s'agissait d'une sorte de repoussage de la peau.

peau (humide) au moment du travail et le séchage lent qui suivait (avec le sable à l'intérieur) permettaient au motif ainsi « imprimé » de se conserver parfaitement. Les récipients d'usage courant n'étaient point décorés. Ce sont surtout les gourdes et les seaux en peau pour la traite qui méritaient le plus d'efforts.

La décoration des récipients en peau était effectuée par les femmes. Certaines d'entre elles, qui se faisaient remarquer par leur talent (*oymoču* ou *čiymeči* chez les Kïrgïz), acceptaient aussi de décorer les récipients des voisins ou des parents. C'est seulement chez les Tuvins que les femmes employaient une sorte de patron en bois (*hep*) pour faciliter leur travail. Dans ce cas on « imprimait » les motifs sur les morceaux de peau taillés mais pas encore cousus. Chez les Kïrgïz l'emploi d'un tel patron était beaucoup plus sporadique ; le patron (*ülgü*), à la différence du *hep* tuvin, était fait de peau (sèche et solide) de mouton ou de chèvre[48].

Les motifs de décoration des récipients en peau sont assez simples et assez anciens[49]. Ces motifs ne sont point réservés à la décoration des peaux : on les retrouve aussi sur l'application de feutre ou sur les tapis. Ce qui fait la beauté des récipients décorés, ce sont les combinaisons plus ou moins réussies de ces éléments simples[50]. La décoration des gourdes se distinguait par une rosette ou par une organisation des motifs autour d'une croix centrée ; celle des seaux en peau était organisées en trois bandes horizontales dont celle du milieu était la plus large. Les bords étaient le plus souvent remplis de motifs géométriques ; au milieu on arrangeait plus ou moins symétriquement des motifs variés dans des compositions très élaborées. Généralement la décoration couvrait tout le récipient y compris le bec verseur.

III. LES TYPES D'OUTRES

On tentera ici de classer les récipients en peau des Türk en fonction des particularités de leur confection. Dans le chapitre suivant, en étudiant

[48] Abramzon 1958 : 194 ; Aitbaev 1968 : 123 ; Vajnštejn 1988 : 216.

[49] On trouve quelques données sur cette question dans Ajtbaev 1962 (pour les Kïrgïz), Margulan 1980 (pour les Qazaq) et Vajnštejn 1974 (pour les Tuvins). N'ayant pas pour objet d'étudier l'ornement en lui-même, nous nous limitons à quelques observations générales.

[50] L'ensemble décoratif qu'on trouve sur les récipients en peau est nommé *oyum čiyim* par les Kïrgïz, *ugulza* par les Tuvins et *kuldja* par les Altaïens.

comment ces récipients interviennent dans la production du koumis et quels autres usages on leur trouve, nous pourrons davantage préciser leur classification.

A. Les outres faites de peaux entières

Elles sont faites de peaux entières de mouton, de chèvre, plus rarement de veau, et pour leur fabrication, comme nous le verrons, la maîtrise de la couture n'est pas obligatoire.

Chez les Türk étudiées, nous avons pu identifier les récipients suivants :

1. Chez les Türkmen

Le *tulum* et le *mešik* sont les deux types principaux d'outres türkmen, toutes les deux faites de peaux entières. Les techniques plus élaborées telles que le taillage et la couture des peaux ne semblent pas répandues. Les orifices de la peau entière étaient plutôt ligaturés que cousus.

— le *tulum*[51] est fait d'une peau entière (*ïšlanan čig deri*) soit de mouton, soit de chèvre. Les trous des pattes postérieures et de la queue sont ligaturés ; on laisse un orifice (*agïz*) du côté de la tête.
— le *mešik*[52] comme récipient est fabriqué d'une peau entière (*ïšlanan čig deri*) de chèvre ; quant aux outres du même nom dont on se servait pour traverser les cours d'eau, elles sont faites de peaux de bœuf.

Nous pouvons compléter nos données sur les outres türkmen en les comparant avec les récipients du même nom des Türkmen Şavaklı de Turquie[53]. Ainsi le *tulum* türkmen se distingue du *tulum* des Şavaklı puisqu'il est fait de peau épilée (*tüyi ütülen deri*) tandis que le *tulum* des Şavaklı est *tüylü* (c'est-à-dire qu'on tond le poil de près). Si le *tulum* türkmen est ouvert du côté de la tête, le *tulum* des Şavaklı est ouvert du côté de la queue. Le *mešk* des Şavaklı est fait d'une peau entière *tannée* de chèvre ; il est ouvert du côté de la tête et on le voit le plus souvent suspendu à un trépied (Tab. I : 1).

[51] TÜRKMEN 1962 : 659 « suvuk zatlar saklamak üčin tüyi ütülen deri gap, mešik. » ; ORAZOV 1985 : 147. Cf. aussi LESSING 1960 : 841 « *tulum*: whole skin used as a vessel for liquids ; leather bag ».

[52] TÜRKMEN 1962 : 442 « suvuk zatlar guymak üčin gečinin derisinden eylenmän edilyän gap, tulum » ; TÜRKMEN 1983 : V, 472.

[53] KUTLU 1987 : 142-143.

2. Chez les Özbek

Quant aux Özbek nous n'avons que quelques renseignements succincts sur les récipients en peau des Qïpčaq (Zerafšan et Ferghana) et des Loqay (sud du Tadjikistan). On peut énumérer, ne serait-ce que par leurs noms, les outres suivantes :

— *meš* : outre faite chez les Loqay de la peau entière tannée (*ošlangan teri* ?) d'une chèvre[54].
— *tulum* : récipient en peau crue chez les Loqay[55].
— *čano* : récipient en peau tannée chez les Qïpčaq[56].

À ces trois récipients, en usage chez les Loqay et chez les Qïpčaq, nous pouvons ajouter un quatrième, *sanoč*, qui n'est pas géographiquement délimité et qui est décrit par le dictionnaire özbek d'une part comme un sac en peau (*teri tūrva*) et d'autre part comme une sorte de *meš*[57].

3. Chez les Qazaq

Les Qazaq utilisaient deux outres faites de peaux entières :

— le *mes*[58] est l'outre faite d'une peau entière (*ilengen / ašïtïlγan, ïštalγan teri*) de bouc châtré (*serke*). Sa forme suit la silhouette de l'animal (Tab. I : 2). Pour obtenir le sac, on ferme par ligature les trous de la tête et des pattes antérieures. Le *mes* est fermé à l'aide d'une ficelle qui sert en même temps pour le suspendre. Sa capacité ne dépasse pas quarante litres (trois ou quatre seaux). Le *mes* bien travaillé était très solide et pouvait servir pendant quinze ans[59].

[54] Karmyševa 1952 : 139. Cf. aussi Özbek 1981 : I, 461 *meš* (du persan): suv, qimiz va s. k. suyuq narsalar solib qûyiladigan tašiladigan teri ; sanoč et Özbek 1971 : VII, 182 « *mes* : ošlangan teridan tikilgan oḡzi tor qop ».

[55] Karmyševa 1952 : 139. Cf. aussi Özbek 1981 : II, 223 « *tulum*: meš, sanoč, burduq » ce qui suppose que le *tulum* özbek, à la différence du *tulum* des Loqay, est confectionné de peau tannée (*ošlangan teri*) comme le *meš*.

[56] Šanijazov 1974 : 213.

[57] Özbek 1981 : II, 19 « *sanoč* : umuman teridan qilingan idiš, teri tûrva ; suyuqliklar saqlaš učun mahsus ravišda teridan qilingan idiš, meš ». Cf. aussi Doerfer 1963 : 1267.

[58] Vostrov 1967 : 141 ; Xozjajstvo 1980 : 123 ; Qazaq 1984 : I, 345. Cf. aussi Radlov 1893 s.v. *meš*.

[59] Rudenko 1930 : 46.

— le *šanaš* est l'outre faite de la peau entière d'une chèvre[60] ou de peau de bétail (*maldïn terisi*)[61]. Il nous a été impossible de préciser sa description de même que la description d'un autre récipient en peau (*šanaq*) dont nous savons seulement qu'il est fabriqué de peau apprêtée (*öngdelgen terɨ*)[62].

4. Chez les Kïrgïz

Les outres de peaux entières des Kïrgïz sont semblables à celles des Qazaq ou du moins portent les mêmes noms : *meš* et *čanač*. Toutes les deux étaient faites d'une peau entière (*tuyuk*) de chèvre. Les Kïrgïz distinguent deux sortes de *čanač* : le *čïlgïy čanač* (en cuir *čïlgïy*) et le *ïštïlgan čanač* (en cuir enfumé *ïštïlgan teri*)[63]. Ainsi, le *čanač* du sud-ouest du district de Oš n'est pas enfumé (*čïlgïy čanač*), il est ouvert du côté de la queue (Tab. I : 3) et on y conserve des aliments. Le *čanač* du district du Tianshan (Tab. I : 4) et de la partie orientale du district de Oš est aussi ouvert du côté de la queue (les pattes antérieures forment ce qu'on appelle le *čanačtïn kolu*, « les bras du *čanač* ») mais il est en outre enfumé (*ïštïlgan čanač*). Enfin le récipient connu comme *meš* des Qïpčaq de Batken n'est autre chose que le *čanač* du Tianshan[64].

5. Chez les Altaïens du sud

Nous n'avons trouvé là qu'un récipient ou plus exactement un sac fait de peau entière. Il est ainsi décrit par Radlov : *tulup*—ein Lederbeutel ohne Naht der aus einem ganzen Thierfell verfertigt ist[65]. Pour une époque postérieure à Radlov, les usages du *tulup* altaïen diffèrent d'une ethnie à l'autre : chez les Telengit c'est un sac fabriqué de peau de cheval dans lequel les chasseurs portent leur nourriture ; chez les Altaï kiži on l'employait pour le transport de différents produits (farine, caillebotte séchée)[66].

[60] QAZAQŠA 1977 : 347.
[61] QAZAQ 1974 : X, 129.
[62] QAZAQ 1974 : X, 128.
[63] KIRGIZ 1976 : VI, 358.
[64] ANTIPINA 1962 : 125.
[65] RADLOV 1893 s.v° *tulup*.
[66] DJAKONOVA 1988 : 68. Un tel récipient *tulup* est connu aussi au sud du Kïrgïzstan (ANTIPINA 1962 : 124). Il est fait de peau de veau, d'agneau ou de chevreuil ; on y garde le thé, les fils et les menus objets.

6. Chez les Tuvins occidentaux

Deux outres de peau entière ont été utilisées par ces derniers : *tulup*, outre faite de la peau entière d'un mouton (Tab. I : 5) pour conserver des aliments[67] ; *henek*, outre à usage temporaire faite d'une peau entière de chèvre par les Tuvins de Kobdo (Mongolie extérieure). Comme la peau n'était pas enfumée, on ne pouvait se servir de la *henek* que pour un mois[68].

On peut donc regrouper les outres faites de peaux entières :

a) Selon la provenance des peaux :
- — outres faites de la peau entière d'un mouton : *tulum* türkmen, *tulum* özbek (?), *tulup* tuvin.
- — outres faites de la peau entière d'une chèvre : *mešik* türkmen, *meš* des Loqay, *čano* des Qïpčaq (?), *mes* et *šanaš* qazaq, *meš* et *čanač* kïrgïz, *henek* tuvin.

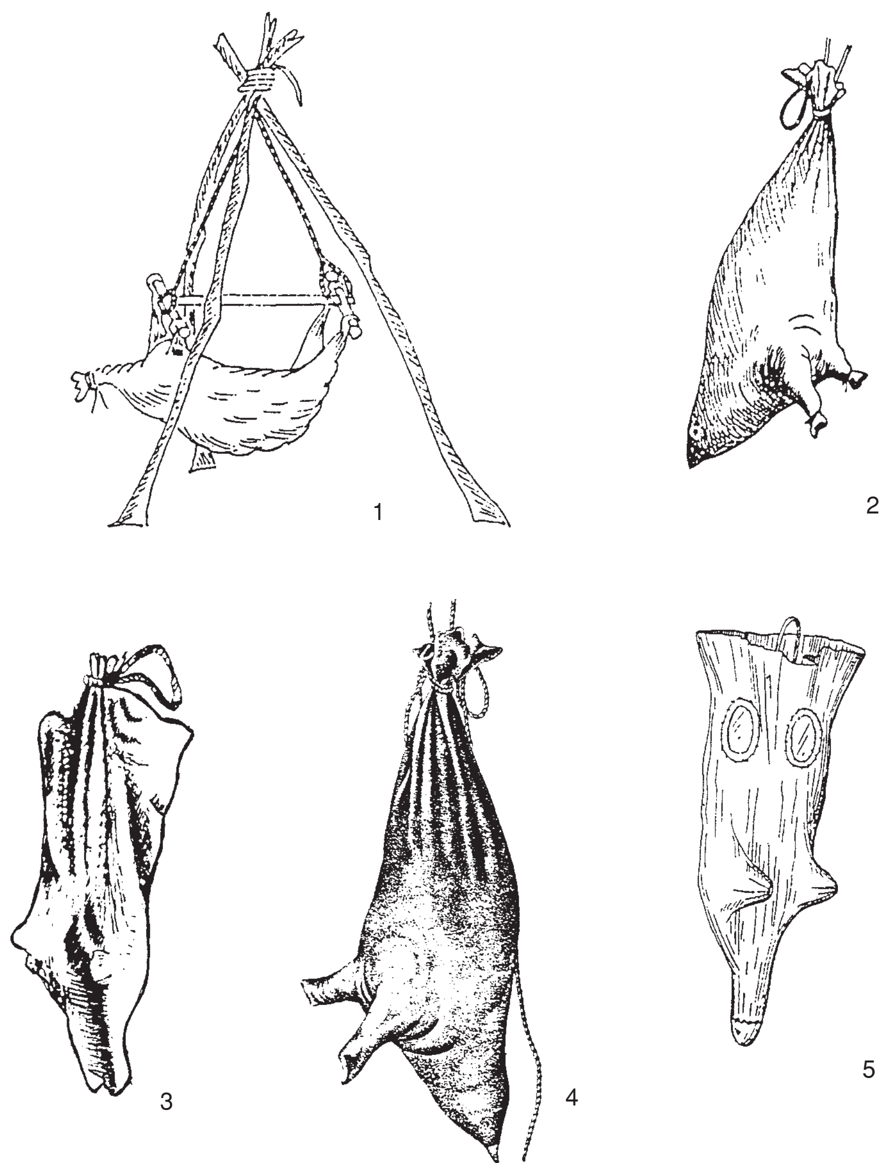
b) Selon l'apprêt des peaux :
- — outres de cuir cru : *tulum* des Loqay, *čanač* du sud-ouest du district de Oš (*čïlgïy čanač*), *henek* tuvin.
- — outres de peau enfumées : *tulum* türkmen, *mešik* türkmen, *mes* qazaq, *šanaš* qazaq (?), *meš* kïrgïz, *čanač* (*ïštïlgan čanač*) du Tianshan, *tulup* tuvin.
- — outres de peaux dites tannées : *meš* et *sanoč* (*ošlangan teri*) özbek, *čano* des Qïpčaq.

c) Selon la manière dont on les ferme :
- — on coud les trous des pattes postérieures et de la queue : *tulum* türkmen.
- — on coud les trous de la tête et des pattes antérieures : *mes* qazaq, *meš* et *čanač* kïrgïz, *tulup* tuvin.

B. Les outres assemblées

Elles forment un groupe de récipients en peau assez hétérogènes qui varient par la peau employée, par la forme obtenue et enfin par la manière dont on les nomme.

[67] Potapov 1966 : 42 ; Tuvin 1968 : 422 ; Djakonova 1988 : 68.
[68] Vajnštejn 1991 : 114, note 33.



TAB. I.

1. *Mešk* türkmen (KUTLU 1987 : 215).
2. *Mes* qazaq (XOZJAJSTVO 1980 : 121).
3. *Čïlgïy čanač* kïrgïz (ANTIPINA 1962 : 126).
4. *Ištïlgan čanač* kïrgïz (ABRAMZON 1958 : 195).
5. *Tulup* tuvin (DJAKONOVA 1988 : 67).

1. Les outres assemblées non-transportables

a) *saba* qazaq[69] : c'est la plus grande outre des Qazaq, dont la capacité varie considérablement[70]. Le *qara saba* légendaire des Qazaq était fait de peau de cheval enfumée (*ïštalγan terɨ*) jusqu'à devenir noires ; plus récemment il était fabriqué aussi de peau de vache[71]. Le *saba* qazaq a une forme généralement décrite comme conique qui varie faiblement selon les régions (Tab. II : 2,3). La base (*tüp*) est carrée ou rectangulaire et le sac qu'elle forme aboutit à un goulot (*moyïn*) de longueur variable dans lequel se trouve le baraton (*pɨspek*). Le goulot est normalement plus haut que le sac lui-même.

Le *saba* se trouve à droite de l'entrée de la yourte dans la partie traditionnellement réservée aux activités féminines. Il est disposé sur un support en bois (*sabayaq*) ; on pouvait aussi le placer directement sur le sol : dans ce cas on faisait une fosse que l'on remplissait de sable ou d'herbe sèche pour que l'outre soit bien isolée de l'humidité et des courants d'air[72]. Le goulot de l'outre était suspendu à l'aide d'une ficelle au treillis (*qanat*) ou aux extrémités supérieures (*uïq*) de la yourte.

Le *saba* était soigneusement entretenu par les Qazaq puisque de lui dépendait largement la qualité du produit (koumis) obtenu. Une fois par semaine on rinçait le *saba*, on l'enfumait brièvement en brûlant du saule et one le frottait de beurre ou de graisse.

b) *saba* kïrgïz[73] : il est fabriqué de peau enfumée (*širi teri*) de cheval (*jïlkï*) ou de chameau (*töö*), plus rarement de bouc châtré (*serke*). Par sa forme le *saba* kïrgïz ne se distingue que très peu de celui des Qazaq

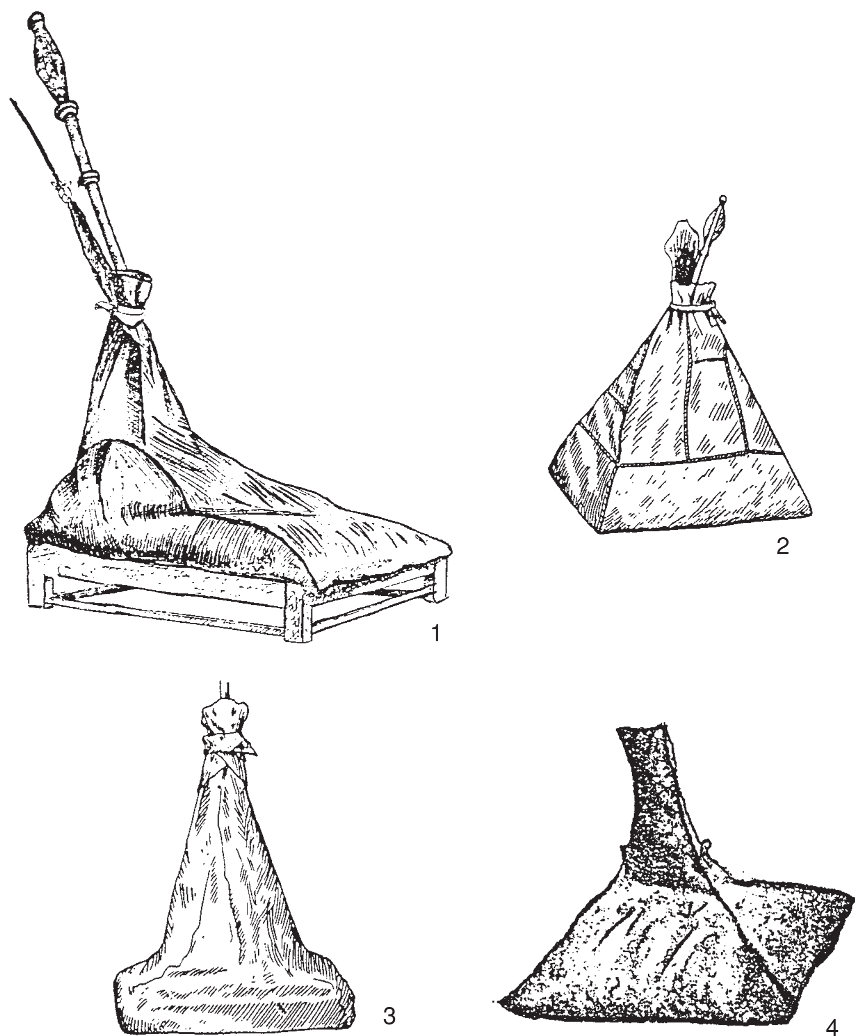
[69] Rudenko 1927 : 25 ; Trofimuk 1930 : 184 ; Argynbaev 1959 : 79 ; Qazaq 1966 : VIII, 81 ; Vostrov 1967 : 141 ; Xozjajstvo 1980 : 122-123 ; Qazaq 1984 : I, 413 ; Kasimanov 1992 : 18.

[70] Potapov 1949 : 59 propose sur une même page deux capacités extrêmes : cinq seaux (50 litres) et cent seaux (1000 litres). Le deuxième *saba*, cité d'après Levanevskij (1894) a été fait de dix peaux de cheval. Xozjajstvo 1980 : 123 propose comme limites cent litres et quatre cents litres. Trofimuk 1930 : 184 situe la capacité du *saba* entre trente-cinq et quarante seaux. Une capacité considérable distinguait le *saba* destiné à transporter le koumis pour les repas funéraires (*as*). Les termes *bala-saba* et *ülken-saba* (Tab. II : 1) qu'on trouve chez Samojlovič 1930 : 314 doivent être liés de même à la capacité des outres. D'après l'Encyclopédie qazaq, le grand *saba* (*ülken saba*) allait avec le grand propriétaire (*ülken bay*).

[71] Rudenko 1930 : 46 remarque que le *saba* des Qazaq de Semipalatinsk était le plus souvent fait de peaux de vache. Trofimuk 1930 : 184 dit « soit de peau de cheval, soit de peau de vache ». La même expression est reprise par Xozjajstvo 1980 : 122 avec une nuance : c'est soit la peau de cheval, soit la peau des bovins. Cf. aussi Qazaq 1984 : I, 413.

[72] Fielstrup 1930 : 268.

[73] Kirgiz 1976 : V, 215.



TAB. II.

1. *Ülken saba*, sud-est du Qazaqstan (ZAXAROVA 1956 : 175).
2. *Saba*, sud-est du Qazaqstan (XOZJAJSTVO 1980 : 121).
3. *Saba*, sud du Qazaqstan (XOZJAJSTVO 1980 : 267).
4. *Saba* kïrgïz (FIELSTRUP 1930 : 267).

(Tab. II : 4). Comme chez les Qazaq, le *saba* kïrgïz était placé à droite de l'entrée de la yourte sur un support en bois.

c) *sabo* : une outre de ce nom est connue également des Qïpčaq[74] et des Loqay[75]. Nous n'avons pas les moyens de la décrire[76].

d) *arkït* et *saba* altaïens : la plus grande outre de l'Altaï, faite de peaux (crues et enfumées *širi tere*) de cheval ou de bovins, a été souvent décrite par les ethnographes soviétiques soit comme *arkït* soit comme *saba*[77]. Il s'agit vraisemblablement du rapprochement incorrect de deux récipients assez différents.

Le récipient nommé *arkït* est d'une forme trapézoïdale (Tab. III : 1) ; il n'a pas de goulot à proprement parler : la pièce de peau à l'arrière se prolongeait vers le haut, était repliée à l'extrémité, et on y passait un bâton par lequel on suspendait le récipient à un cadre en bois placé près du treillis de la yourte, à droite de l'entrée. Au-dessous du récipient on plaçait un support en bois. Sa capacité variait entre cinq seaux (50 litres) et quinze seaux (150 litres)[78]. Malgré son nom türk, le *arkït* ressemble de près aux plus grandes outres mongoles elles-mêmes nommées *höhüür* (Tab. III : 2).

Le *saba* altaïen, tel qu'il est décrit par Potapov, est une outre de *forme conique* dont la hauteur est de 165 cm et la base de 75 sur 23 cm[79]. Cet objet qui fait partie de la collection du Musée d'ethnographie de St. Petersbourg a été récupéré dans la vallée de l'Ursul et, autant qu'on peut en juger par la description concise de notre auteur, il rappelle de près les *saba* qazaq et kïrgïz.

Il y a là un croisement intéressant des objets et des noms qui nécessiterait une étude mieux documentée : le *saba* altaïen dont le nom est mongol mais dont la forme et probablement la manière dont on l'accomode dans la yourte rappellent les récipients qazaq, kïrgïz et baškir ; et le *arkït* altaïen qui sous son nom türk cache un récipient qui ressemble exactement aux récipients mongols.

74 Šanijazov 1974 : 213.

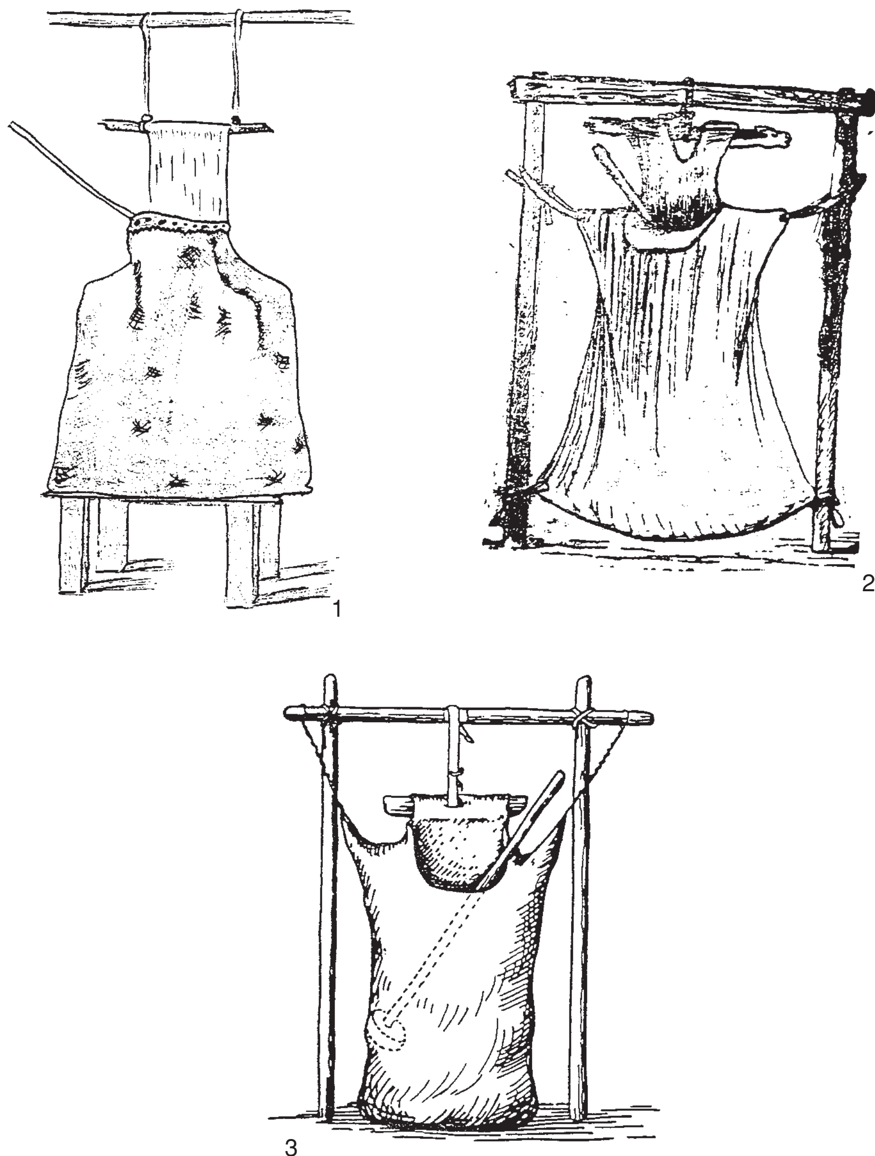
75 Karmyševa 1952 : 139.

76 Le dictionnaire özbek (Özbek 1981 : II, 5) ne nous renseigne pas davantage « *saba* : (dial.) *meš*, *sanoč* ». Le mot n'est pas enregistré dans l'Encyclopédie özbek.

77 Toščakova 1974 : 315 et 1976 : 186. Potapov 1953a : 43 explique que la plus grande outre est majoritairement connue dans l'Altaï sous le nom « mongol » *arxït*, même si par endroits on rencontre encore « l'ancien mot türk » *saba*. Doerfer 1963 : 458 affirme le contraire : c'est le mot türk ancien *arqut* qui a été emprunté par les Mongols occidentaux et le mot *saba* qui est un emprunt türk au mongol. Cf. aussi Lessing 1960 : 653.

78 Toščakova 1974 : 315 et 1976 : 186 ; Djakonova 1988 : 66.

79 Potapov 1953b : 211.



TAB. III.

1. *Arkīt* altaïen (TOŠČAKOVA 1974 : 315).
2. *Höhüür* mongol (CEVEL 1959 : 15).
3. *Kögeer* tuvin (VAJNTEJN 1991 : 101).

e) *kögeer* tuvin[80] : par sa forme et par son nom, cette outre tuvine ressemble de près au *höhüür* mongol[81]. Elle est faite de peaux enfumées (*höm*) de taureau ou de vache. Sa capacité atteignait deux cents litres et sa hauteur était de 150 cm. Le *kögeer* était suspendu par ses extrémités supérieures à un cadre en bois, lui-même placé prés du treillis de la yourte à droite de l'entrée (Tab. III : 3).

Les outres assemblées non-transportables sont sans exception faites de peaux de gros bétail crues et enfumées. Selon leur forme et la manière dont on les accommodait dans la yourte, nous pouvons distinguer quatre types principaux :

— Selon la forme : outres dites coniques (*saba* qazaq, *saba* kïrgïz et *saba* altaïen) et outres dites trapézoïdales (*arkït* altaïen et *kögeer* tuvin).
— Selon la manière dont on les accommodait : outres attachées au treillis de la yourte par une ficelle tenant le goulot : (*saba* qazaq, *saba* kïrgïz et *saba* altaïen (?)) et outres suspendues par leurs extrémités supérieures à un cadre en bois (*arkït* altaïen, *kögeer* tuvin).

2. Les outres assemblées transportables

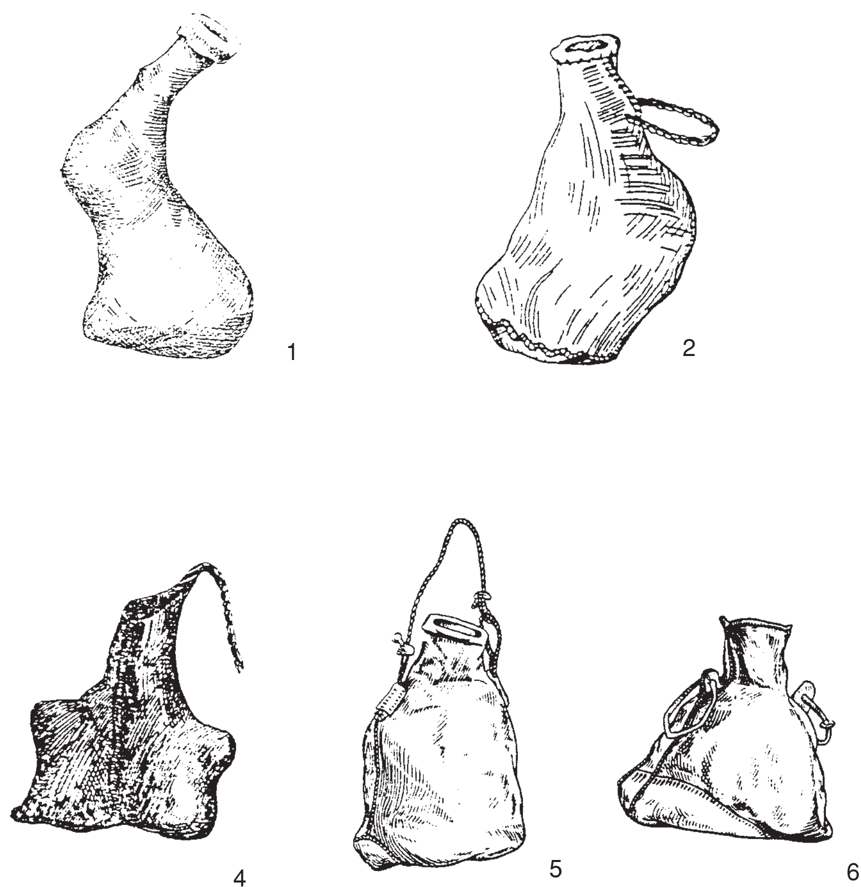
Elles varient considérablement en formes et en capacités d'une région à l'autre.

a) *torsuk* altaïen : récipient fait de deux morceaux de peau (*širi tere*) de patte antérieure de vache ou de cheval, dont la capacité était de moins de dix litres (Tab. IV : 1)[82].

b) *dorzuk* tuvin : outre faite de la peau (*höm*) de pattes postérieures de cheval, dont la capacité était de cinq litres. Cette outre, caractéristique des Tuvins de la région de Karaxol, est vraisemblablement inspirée par le *torsuk* altaïen (Tab. IV : 2)[83].

Des récipients semblables si l'on en juge par leurs noms ont été fabriqués aussi par les Hakas (*torsïx*)[84] et par les Kïrgïz (*torsuk*)[85]. Il nous a été impossible d'en préciser la description : une explication possible est

[80] VAIJNŠTEJN 1988 : 216 et 1991 : 98.
[81] Cf. LESSING 1960 : 483. Le synthème *höhüür saba* qui en mongol xalxa précise qu'il s'agit du récipient en peau destiné au koumis n'est pas employé par les Tuvins, qui cependant utilisent aussi le mot *saba* pour désigner tout récipient.
[82] TOŠČAKOVA 1976 : 186 ; DJAKONOVA 1988 : 66.
[83] DJAKONOVA 1988 : 66 ; VAJNŠTEJN 1991 : 100.
[84] HAKAS 1953 : 233 ; DJAKONOVA 1988 : 66.
[85] YUDAXIN 1965 : 754 ; KIRGIZ 1969 : 609.



TAB. IV.

1. *Torsuk* altaïen (TOŠČAKOVA 1976 : 186 et 1974 : 315).
2. *Dorzuk* tuvin (DJAKONOVA 1988 : 67).
4. *Torsīq*, sud-est du Qazaqstan (ZAXAROVA 1956 : 175).
5-6. *Turhīk* baškir (ŠITOVA 1979 : 153).

que, comme le suggère ŠITOVA (1979 : 155-156), le mot *torsuk* a été facilement adopté par les Russes : c'est-à-dire que du côté russe beaucoup d'autres récipients en peau ont été décrits sans raison sous ce nom. Les Türk eux-mêmes, avec la disparition progressive des récipients en peau, commencent à nommer *torsuk* toute outre de capacité moyenne[86].

c) *süyretpe* qazaq[87] : cette outre est faite le plus souvent de la peau (*ïstalγan terɨ*) du cou d'un cheval, d'un chameau ou d'une vache (*iri mal*)[88]. Sa capacité est d'à peu près deux seaux (Tab. V : 1). C'est un récipient qu'on rencontre surtout au nord du Qazaqstan.

d) *bulkak* kïrgïz[89] : récipient en cuir vert (*čïlgïy teri*), au goulot étroit, qui ressemble à une gourde.

e) *borbuy* altaïen[90] : il est taillé dans la peau des pattes postérieures (aine ?) d'un cheval[91] ; cependant le *borbuy* des Telengit était fait de la peau du cou d'un chameau et suspendu par son extrémité supérieure à un bâton. Sa capacité atteignait les quinze litres (Tab. V : 2).

f) *kalama* : récipient fait par les Teleut de la peau entière de la tête d'un cheval dont les orifices de la bouche et des yeux étaient cousus[92].

g) *arjïmak* tuvin : cette outre rappelle le *dorzuk* avec cette différence qu'elle est fabriquée de deux peaux des pattes postérieures d'un taureau (Tab. V : 3)[93].

[86] Cf. aussi infra pour les difficultés de distinguer par leurs noms l'outre qazaq nommée *torsïq* (nous avons le dessin d'un tel récipient Tab. IV : 4, qui vient du sud-est du Qazaqstan) de la gourde, elle-même souvent nommée *torsïq* et parfois *jantorsïq*. À titre d'exemple nous avons inclu dans notre tableau IV : 5, 6 les récipients baškir connus comme *turhïk* / *tursïk*, faits aussi de la peau des pattes du bétail.

[87] RUDENKO 1930 : 46 ; XOZJAJSTVO 1980 : 123. RADLOV 1893 s.v° *sürötpö* explique le mot comme dérivé de *süröt-* « traîner (par terre ?), porter ». Le *süyretpe* est-il donc l'outre qu'on emporte toujours avec soi, ou l'outre qu'on traîne partout ?

[88] Cf. aussi Rudenko 1930 : 46 qui insiste sur le fait que le *süyretpe* du Qazaqstan oriental est fait de la peau des parties dorsales de l'animal. Le dictionnaire qazaq (QAZAQ 1974 : VIII, 412) décrit comme *süyretpe* un récipient qui peut également être fabriqué de la peau de la tête d'un cheval. Ajoutons que les Qazaq eux-mêmes caractéristent le plus souvent le *süyretpe* comme un grand torsuk « *ülken torsïq* ».

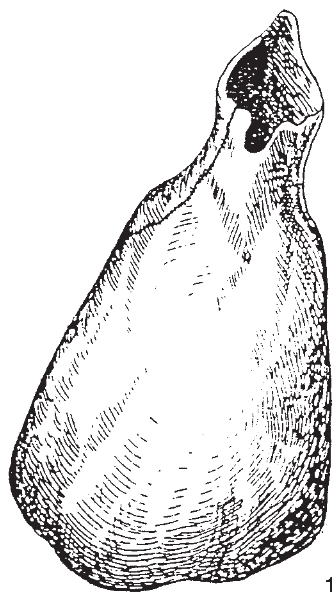
[89] KIRGIZ 1984 : I, 189. Le nom de ce récipient n'est pas révélateur de sa confection : il est cependant assez étroitement lié à son emploi : dans le *bulkak* le koumis est secoué, remué, agité. Cf. *bulk-* / *bulku-* « s'agiter, se remuer, se jeter de côté » et *kïmïzdï bulkuldata čayka-* « remuer, agiter de tous côtés le koumis » (YUDAXIN 1965 : 158).

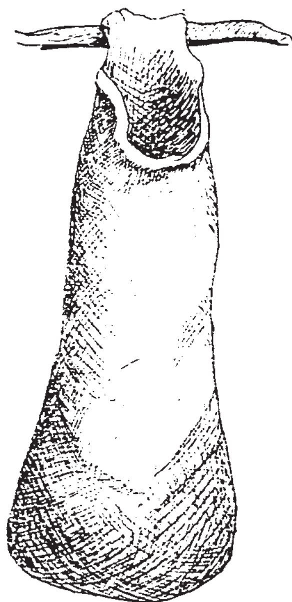
[90] TOŠČAKOVA 1974 : 315 et 1976 : 186.

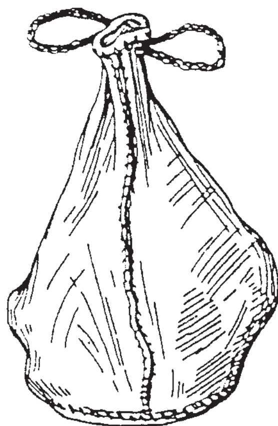
[91] D'où son nom : *borbuy* en altaïen signifie plus précisement les cuisses ; par extension c'est le nom du morceau de peau dont on fait ce récipient. Cf. en qazaq *borbay* « cuisse » (INDJOUDJIAN 1983 : 25) et en kïrgïz *borbuy* « aine » (YUDAXIN 1965 : 146).

[92] DJAKONOVA 1988 : 66 ; BASILOV 1989 : 131 ; FUNK 1993 : 173.

[93] VAJNŠTEJN 1991 : 100.







TAB. V.

1. *Süyretpe* qazaq (XOZJAJSTVO 1980 : 124).
2. *Borbuy* telengit (TOŠČAKOVA 1974 : 315).
3. *Arjīmak* (?) tuvin (DJAKONOVA 1988 : 67).

Les outres assemblées transportables, comme nous l'avons vu, sont fabriquées soit de peaux entières des pattes (antérieures ou postérieures) soit de peaux entières de la tête ou du cou. Leurs formes restent cependant très variées et une classification d'après les morceaux de peau employés s'avère assez hasardeuse. Ainsi :

— le *torsuk* est traditionnellement fait de la peau des pattes antérieures ; mais le *dorzuk* tuvin est taillé dans la peau des pattes postérieures.
— le *borbuy* altaïen est normalement fait de la peau des pattes postérieures d'un cheval, ce qui correspond bien à la manière dont on le nomme. Mais les *Telkengit* fabriquent leur *borbuy* de la peau du cou d'un chameau. Du *borbuy* altaïen se rapprochent, d'après notre critère, le *arjïmak* et le *dorzuk* tuvin eux aussi faits de peau des pattes postérieures.
— le *kalama* teleut est fabriqué de la peau de la tête d'un cheval. Il ressemble par là au *süyretpe* qazaq qui *peut* être fabriqué de la même peau, mais qui est le plus souvent fait de la peau du cou d'un animal (comme le *borbuy* telengit).

C. Les gourdes

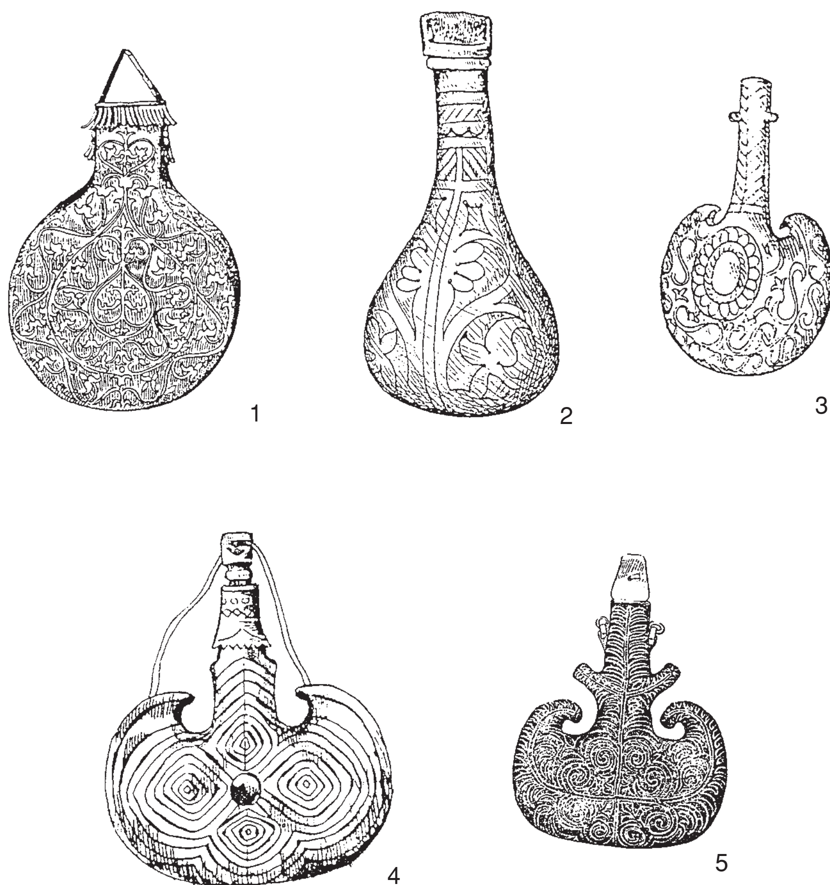
Ce sont les plus petits récipients en peau à usage personnel. On les taille dans la peau crue et souple qu'on coud ensuite. Après les avoir modelés et décorés on enfume les récipients. Les gourdes sont souvent fermées à l'aide d'un bouchon en bois qu'on retient par une ficelle pour ne pas le perdre. On les rencontre sous des noms très différents malgré une certaine homogénéité des formes.

— gourde qazaq[94] : elle est appelée le plus souvent *torsïq* : nous rencontrons aussi cette gourde sous le nom de *jantorsïq* (le *torsïq* qu'on a à côté de soi quand on est à dos d'animal)[95]. Les gourdes qazaq sont faites de la peau du cou d'un chameau, d'un cerf ou de bovins[96]. Leur capacité varie entre trois et dix litres. Les *torsïq* qazaq existent sous trois formes principales :

[94] Kazaxi 1963 : 428 ; Vostrov 1967 : 141 ; Margulan 1986 : I, 207-208 ; Qazaq 1974 : IX, 212 ; Qazaq 1984 : I, 487.

[95] Qazaq 1974 : IX, 212.

[96] Potapov 1949 : 59 et Vostrov 1967 : 14 affirment que le *torsïq* qazaq peut être fabriqué aussi de peau de mouton.



TAB. VI.

1-3. *Jantorsīq* qazaq (XOZJAJSTVO 1980 : 124).
4. *Köökör*, district de Oš (ANTIPINA 1962 : 126).
5. *Köökör*, région de l'Issik-kul (AJTBAEV 1968 : 124).

– en forme de disque, ce qui est vraisemblablement la forme correspondant de plus près au nom *torsïq* (Tab. VI : 1).
– piriformes (*qaz moyïn* : « cou d'oie » (Tab. VI : 2)[97].
– en forme d'ancre ou « gourde aux cornes », qu'on nomme parfois *qauxar* (?) ou *keukerin* (?) (Tab. VI : 3)[98].

— gourde kïrgïz[99] : le *köökör*[100] kïrgïz est fait de peau des parties dorsales de chameau et il est en forme d'ancre. Son goulot étroit (*moyïn*) est fermé par un bouchon en bois (*kepkek*) attaché à la gourde par une ficelle (*kepkek boosu*). Sa capacité, sa forme et sa décoration varient selon le propriétaire : les gourdes des jeunes filles et des jeunes femmes sont coquettes et richement ornées, celles des garçons et des *jigits* sont plus sobres (Tab. VI : 4,5).

— gourde altaïenne[101] : elle est faite de la peau des parties postérieures de l'animal (cheval ou vache). Le *tajuur* altaïen est rond ou en forme d'ancre, assez plat (Tab. VII : 1,2). À l'endroit où le goulot joignait la partie fonctionnelle on accomodait deux oreillettes percées pour passer une ficelle. Le goulot était fermé à l'aide d'un bouchon en bois. La gourde était le plus souvent attachée à la selle.

— gourdes tuvines[102] : elles sont faites de peau de taureau ou de yak et sont de formes très variées (Tab. VII : 3,4). D'après leur capacité on distinguait (Tab. VII : 5-7) : *ulug kögeerjik* (entre six et dix litres) ; *ortumak kögeerjik* (entre trois et six litres) ; *piče kögeerjik* (trois litres) ; *kavïndï* (un litre et demi) ; *kavïndï čagaš* (un quart de litre au maximum) ; *xoylaarak* : les plus petites gourdes (5 cm de hauteur) appellées ainsi parce qu'on les gardait le plus souvent dans son sein.

[97] Kazaxi 1963 : 428 ; Margulan 1989 : I, 207.

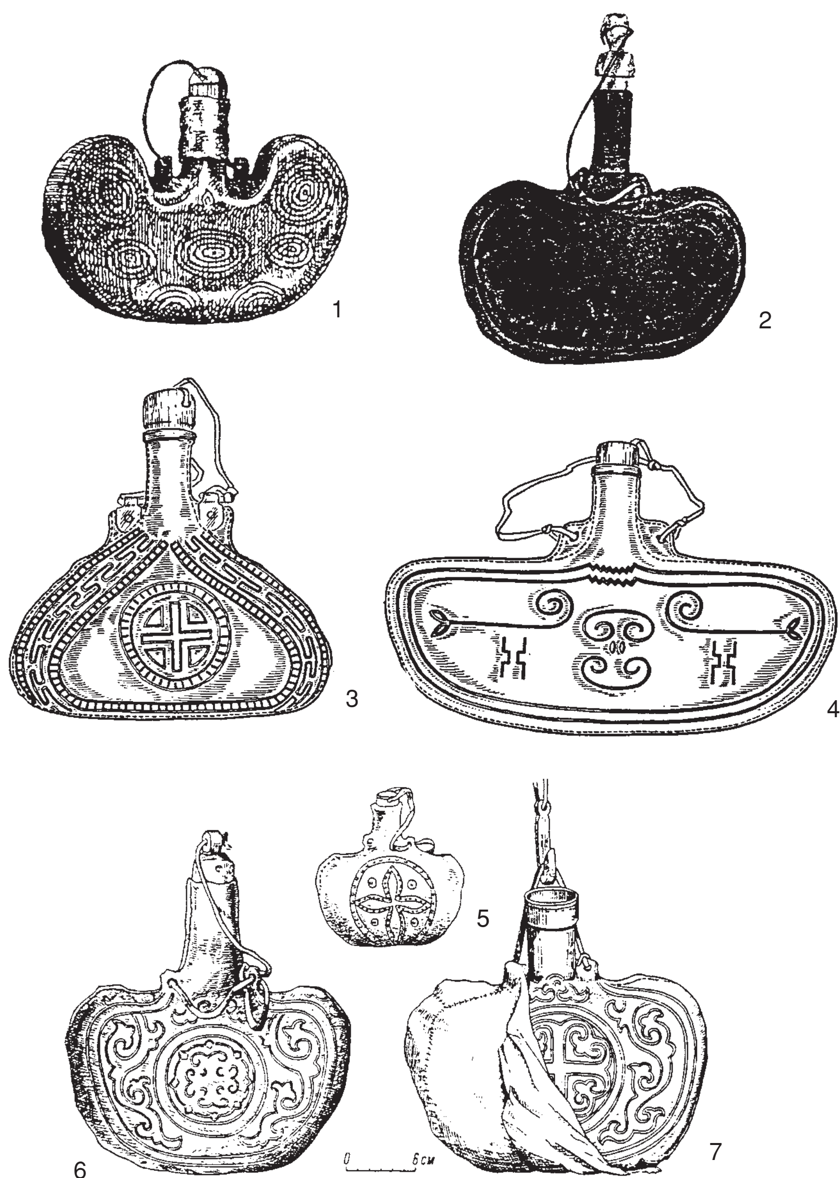
[98] Kazaxi 1963 : 428 ; Margulan 1989 : I, 207. Les noms *qauxar* et *keukerin* doivent être les formes qazaq de *köökör* kïrgïz.

[99] Ajtbaev 1968 : 124, 128 ; Kirgiz 1976 : III, 429 ; Kirgiz 1984 : I, 573.

[100] Le mot *köküür* est un mot mongol attesté dès le XVe siècle. Cf. Doerfer 1963 : 319. Il est préservé dans la plupart des langues mongoles modernes : en Xalxa *höhüür* (Lessing 1960 : 483 « skin bag for wine and other liquids » et Cevel 1966 : 719 « récipient fait de peau enfumée de bovins et destiné à la conservation du koumis et d'autres liquides »), en buryat et en oyrat (Coloo 1988 : 563 « Džarčin, Torgut: *kokuur* gourde » et 570 « Dörvöd, Bayad, Xoton : *köküür* outre »). Dans les langues türk qui l'ont emprunté au mongol, nous retrouvons la même gamme de sens : en tuvin *kögeer* désigne la grande outre à koumis comme en mongol xalxa cf. infra ; en kïrgïz *köökör* est le nom de la gourde comme en Torgut et en Džarčin.

[101] Toščakova 1974 : 317 et 1976 : 186-187.

[102] Potapov 1966 : 42 ; Vajnštejn 1991 : 99.



TAB. VII.

1-2. *Tajuur* altaïens (ALTAJCY 1956 : 335 ; TOŠČAKOVA 1976 : 189).
3-4. *Kögeerjik* tuvins (VAJNŠTEJN 1974 : 129).
5-7. *Kögeerjik*, région du Henčik (POTAPOV 1966 : 43).

D. Les seaux en peau

C'est un groupe de récipients assez anciens[103]. Les formes que nous connaissons demandaient une bonne maîtrise du modelage et on y employait le plus souvent la peau de chameau : rappelons que cette peau était renommée pour la facilité avec laquelle on la modelait et pour la résistance de la décoration imprimée.

Ainsi les *Yomut* occidentaux et les *Sarïk* de Yolotan trayaient les dromadaires (parfois les brebis) dans un seau en peau *könäk*[104]. Chez les Özbek un récipient en peau nommé *kûnak* est laconiquement décrit comme « un grand *sanoč* »[105]. Les descriptions succinctes de ces récipients rendent difficile leur comparaison avec le récipient du même nom utilisé pour la traite des juments par les Qazaq et les Kïrgïz[106].

Le *könek* qazaq était fabriqué de la peau du cou ou de la tête du gros bétail (*qara mal*)[107]. Il avait un bec verseur (*šümek*) et une ficelle pour le manier (Tab. VIII : 1). Le récipient nommé *könek* par les Qazaq de Mongolie (district de Ölgij) n'était qu'un seau en bois (*aγaštan jasalγan šelek*)[108]. On l'utilisait surtout pour tirer l'eau du puits.

[103] Le Compendium de Kāšgarî (deuxième moitié du XIe siècle) est l'un des premiers témoignages précis pour l'usage et la variété des récipients en peau des Türk d'autrefois. Il est presque impossible, à quelques rares exceptions près d'assurer une filiation entre les récipients que Kāšgarî décrit et ceux qu'on découvre chez les populations modernes et contemporaines. Ainsi, des trois récipients *čöngäk* / *sarnič* / *könäk* (Dankoff 1982 : 411, 228, 197) décrits comme étant en peau et utilisés comme seau pour la traite, seul le dernier, au moins par son nom, peut être rapproché d'un récipient précis employé jusqu'au XXe siècle.

[104] Türkmen 1962 : 396 ; Orazov 1985 : 149-150.

[105] Özbek 1981 : 1, 415.

[106] Un détail intéressant qui aurait facilité notre travail était de savoir si le *könäk* türkmen avait un bec verseur comme les récipients du même nom des Qazaq et des Kïrgïz, ou s'il était sans bec verseur comme le seau en peau des Baškir (Tab. VIII : 4). D'ailleurs ce dernier semble représenter la forme la plus ancienne de ce type de seau tandis que les récipients qazaq et kïrgïz nous surprennent par leurs formes élaborées. Le nom du récipient qu'on fait dériver le plus souvent de *kön* (« peau non-tannée » chez Kāšgarî ; peau apprêtée de qualité moyenne dans les langues türk d'aujourd'hui) ne nous renseigne pas davantage : ce nom peut désigner en effet tout ce qui est fait de la peau appelée *kön* : aussi bien le seau que la robe ou la chemise (Cf. en qazaq *köylek*, en kïrgïz *köynök* ; en outre sur les dérivés variés du *kön* cf. Zanpejsov 1989 : 15-18).

[107] Qazaq 1974 : 165. De même, le seau en peau des Baškir (*baškünek*, *beyä günäge*, *bašlïk*) était fait de peau de tête de cheval. Cf. Šitova 1979 : 158. Dans les descriptions que nous trouvons de ce récipient chez les Qazaq, il est rarement question du modèle fabriqué de peau de tête de cheval, ce qui nous laisse supposer que sa disparition s'est faite assez tôt.

[108] Qazaq 1966 : 105.



TAB. VIII.

1. *Könek* qazaq (XOZJAJSTVO 1980 : 124).
2. *Könök* kïrgïz, région de l'Issuk-kul (ABRAMZON 1958 : 195).
3. *Könök* kïrgïz, région de l'Issuk-kul (AJTBAEV 1968 : 127).
4. *Baškünäk* baškir (Šitova 1979 : 153).

Le *könök* kïrgïz est fait de peau de chameau (Tab. VIII : 2,3). Ajtbaev (1968 : 125) révèle le secret de la forme réussie de ce récipient en précisant que sous la peau il existe bien une carcasse en bois (ou au moins deux jantes) qui la soutient. La capacité du *könök* kïrgïz était de deux seaux (*čaka* kïrgïz). À l'endroit où le bec verseur (*čorgo*) joignait le volume principal on accommodait une passoire (*kïl čïpka*), traditionnellement une touffe de poils de cheval. On portait ce seau à l'aide d'une ficelle de poils de cheval (*joon kïldan boo*).

Enfin, c'est ici que nous devons mentionner la cruche en peau de chameau (*kumura*) des Kïrgïz du Tianshan[109]. Sa fabrication est assez élaborée : on enveloppait une carcasse en bois avec des morceaux de peau cousus d'avance ; de plus on accommodait un goulot large et un bec verseur également en peau. Une fois le récipient assemblé on le remplissait avec du sable humide et on décorait la peau humidifiée (Tab. IX). À la différence des seaux en peau, dont le prototype est assez ancien, le nom et la forme du *kumura* kïrgïz suggèrent plutôt une inspiration récente qui répète probablement la forme de son prototype de terre, d'ailleurs lui-même toujours en usage[110].

IV. LES USAGES DES RÉCIPIENTS TÜRK EN PEAU

Il nous reste à étudier comment les récipients que nous venons de décrire ont été utilisés et comment on profite en pratique des subtilités de leur fabrication. Inversement, à partir de leurs usages nous pourrons préciser davantage les caractéristiques de chacun de ces récipients.

Nous envisagerons d'abord les récipients en peau intervenant dans la production et la conservation du koumis. Puis nous nous pencherons sur la multiplicité des usages des récipients en peau dans le foyer nomade.

A. La production et la conservation du koumis

L'une des plus anciennes descriptions du koumis le décrit comme « mares' milk which is poured in skins, then fermented and drunk »[111]. Nous allons donc brièvement examiner la production du koumis dont le

[109] YUDAXIN 1965 : 444 ; AJTBAEV 1968 : 124, 128.

[110] KIRGIZ 1984 : I, 594. Le *kumura* de terre (*čopo*) est semble-t-il assez courant au sud du Kïrgïzstan (district de Oš).

[111] DANKOFF 1982 : 184 ; ATALAY 1982 : I, 365.





TAB. IX.

1-2. *Kumura*, région de l'Issuk-kul (ABRAMZON 1958 : 195 ; AJTBAEV 1968 : 124).

ferment et les qualités gustatives dépendent des récipients en peau, non sans risquer quelques réflexions sur la traite des juments et le barattage du koumis.

1. La traite et les seaux en peau

Le poulinement a lieu ordinairement en mars-avril. Jusqu'en mai les poulains tètent le lait pour se redresser et prendre des forces. Le mois de mai marque le début de la traite. À partir de ce moment les poulains sont gardés près de la yourte attachés à une corde[112]. Les juments laitières sont elles aussi retenues près du camp pendant la journée. Puisque les juments donnent très peu de lait en une fois, on les trait plusieurs fois par jour, le nombre des séances (entre cinq et huit) et la quantité de lait variant faiblement selon les régions[113]. La traite doit être assez énergique pour qu'on puisse obtenir le plus de lait possible.

On recueille le lait dans le récipient en peau que nous avons décrit comme *könek* chez les Qazaq et *könök* chez les Kïrgïz. Le récipient en peau reçoit silencieusement les jets du lait, en sorte que la jument reste tranquille. Sa capacité (entre un litre et demi et deux litres) convient parfaitement à la quantité de lait qu'on récolte. Pendant la traite, le seau

[112] La corde dont il est question est semble-t-il aussi ancienne qu'essentielle pour la traite chez les nomades de l'Eurasie (cf. DANKOFF 1982 : 445 ; LEVITSKAJA 1988 : 19-20). On y attache une considération particulière : les Qazaq ne prêtent point leur *jeli* et ne l'enjambent jamais. La violation de ces interdictions pourrait ruiner le bonheur (*qut*) du foyer. C'est ainsi que le *jeli* intervient dans les rites du mariage qazaq. Quand le fiancé fait sa première visite officielle chez sa promise, on crée sur son chemin de nombreux obstacles dont le *jeli*. Ne pouvant pas l'enjamber il paie pour que le *jeli* soit ôté (Cf. ARGYNBAEV 1973 : 200). Chez les Kïrgïz aussi, le *jele* est parmi les possessions dont dépend le bonheur du foyer (Cf. YUDAXIN 1965 : 245 *örüštön kïrkpa jelemdi, ökšötpö kurgan änemdi* « Ne brise pas mon *jele*, ne fait pas pleurer ma mère »).

[113] Cf. FIELSTRUP 1927b : 96 (« … chez les Aday … on dit que la traite peut être renouvelée chaque quarante minutes. »), FIELSTRUP 1930 : 270 (« … les juments sont normalement traites cinq ou six fois par jour et au printemps parfois jusqu'à dix fois. »), SVANBERG 1988 : 133 (« A mare would be milked up to five times. »), HOPPE 1988 : 227 (« … mares were milked every two hours to give between 3-5 kilos of milk per day. »). La fréquence des traites a donné naissance en kïrgïz et en qazaq à une série d'expressions pour indiquer le temps. Ainsi en kïrgïz : *bee sar* « neuf heures du matin, l'heure de la première traite », *bee saamï* « l'intervalle entre deux traites successives, d'une heure à une heure trente minutes », *beening eki saamïnga deyre* « deux intervalles, à peu près deux ou trois heures » (YUDAXIN 1965 : 617) ; en qazaq : *biening iki saunu* « seize heures », *biening üš saunu* « dix-huit heures » (RADLOV 1893 : *saun*). Les Tuvins effectuaient entre cinq et six séances de traite par jour, la quantité de lait quotidiennement recueilli allant jusqu'à deux litres et demi.

en peau est placé sur le genou de la trayeuse. Remarquons que les Türkmen qui utilisent leur *könäk* surtout pour la traite des dromadaires l'attachent à leur cou pendant la traite qu'on effectue debout.

Ajoutons enfin que chez les Altaïens les seaux pour la traite (*bortogo könök*) étaient faits du pis d'une vache[114]. Plus récemment ces seaux ont été fabriqués d'un morceau entier de bouleau, mais on a continué cependant à les nommer *könök*.

2. Les outres à koumis

Le koumis est préparé dans les grandes outres en peau que nous avons décrites sous le nom de *saba* chez les Qazaq, les *Loqay* et les Kïrgïz, de *saba* et *arkït* chez les Altaïens et de *kögeer* chez les Tuvins. L'emploi des récipients en peau influe sur le goût du koumis, auquel la majorité des Türk reste très fidèle : la conviction qu'on ne peut faire du vrai koumis que dans des récipients en peau a été très forte jusque récemment. L'entretien hebdomadaire de ces outres (rinçage + bref enfumage + frottage de graisse) était assez soigneux puisque c'est d'eux que dépendait la bonne qualité du koumis obtenu[115].

– Les outres et le ferment du koumis

Le lait de jument n'est pratiquement utilisé que sous sa forme fermentée[116]. Les processus biochimiques qui transforment le lait frais, peu apprécié, en un produit hautement diététique et thérapeutique seront décrits, sans entrer dans les détails, comme une double fermentation lactique, acide puis alcoolique, accompagnée d'une fine coagulation imperceptible à la dégustation. Le lait subit naturellement la fermentation acide et c'est en soignant le ferment qu'on influence la fermentation

[114] TOŠČAKOVA 1976 : 194.

[115] C'est par les outres mal faites que FIELSTRUP 1927a : 68 explique la mauvaise qualité du koumis chez les *Aday* : « Les *Aday* ne font pas de bon koumis. Ils recueillent le lait de jument dans une outre non-enfumée et ils obtiennent une sorte de vinaigre ou bien une sorte de saumure ».

[116] Quand on parle du lait de jument, c'est le koumis qui vient à l'esprit. KASIMANOV 1991 : 19 fait mention d'un « beurre de koumis » (*qïmïzdïng mayï*) avec quoi on frotte les outres. Cela nous fait penser aux passages classiques de Rubrouck (1985 : 95) qui pour décrire le barattage du « cosmos » dit : « Et ils le barattent ainsi jusqu'à ce qu'ils en aient extrait le beurre ». Plus récemment nous ne trouvons pas de mentions de ce beurre de koumis. Parmi le peu de laitages à partir de lait de jument nous devons mentionner le fromage blanc (*bïštak*) des Tuvins, fait d'un mélange du lait de jument avec d'autres laits.

alcoolique dont dépend la qualité du koumis obtenu. On n'a besoin de ferment qu'une seule fois pour faire démarrer le premier koumis ; ensuite on ne fait que rajouter du lait après chaque traite.

Les Türk utilisent le plus souvent du ferment lactique récupéré sur le produit précédent, et c'est ce que Kāšgari décrivait déjà sous le nom de *qor*[117]. Le ferment le plus courant du koumis est de même nature : on le récupère sur le koumis précédent. L'usage continu du récipient en peau provoquait l'accumulation aux coins de l'outre de particules dures qui formaient une espèce de dépôt grumeleux. On le récupérait en nettoyant le récipient, on le faisait sécher au soleil, et la substance grumeleuse[118] ainsi obtenue était utilisée comme ferment au printemps suivant. Aussi disait-on que le lait frais de jument versé dans une outre déjà employée commençait à fermenter tout seul[119].

À part ce ferment traditionnel, qui est de loin considéré comme le plus efficace, on constate l'emploi de toute une série de matières animales supposées provoquer l'acidification du lait[120]. Peut-être doit-on considérer comme plus innovateurs les quelques ferments qui reposent sur les qualités de ferment des céréales (germes de blé, brouet de millet), plus rarement du raisin, dont l'usage a vraisemblablement été inspiré par l'expérience des agriculteurs.

Il reste que le moyen le plus sûr de produire du bon koumis est d'employer des ferments étroitement liés par leurs caractéristiques biochimiques au produit lui-même (un peu de koumis déjà fermenté ou le

[117] DANKOFF 1982 : 496.

[118] Elle est connue en qazaq sous le nom de *erɨbɨ* (XOZJAJSTVO 1980 : 119 ; VOSTROV 1967 : 131), *qor* (KASIMANOV 1992 : 16) et *tunba* (ARGYNBAEV 1959 : 79 pour la région de Semipalatinsk) ; en kïrgïz sous le nom d'*ürp* (YUDAXIN 1965 : 405).

[119] POTAPOV 1953a : 39 va encore plus loin et suggère que l'invention même du koumis a été facilitée par l'emploi des récipients en peau crue qui provoquaient la fermentation du lait de jument. Plus récemment on retrouve chez les *Qarluq* une manière particulière de faire du lait caillé (*qatïq*) : le lait frais de brebis est versé dans une outre (faite de l'estomac d'un mouton ou d'une chèvre) nommée *qorin xalta*. Cette outre est attachée à la selle de l'âne. Sous l'effet de la chaleur et à cause des secousses, la fermentation se produit sans ferment particulier dans les quarante-huit heures. À ces deux faits s'oppose cependant le savoir-faire tuvin qui insiste sur le fait que sans un bon ferment (c'est-à-dire du koumis déjà fait) on n'obtient que du lait de jument aigri et non pas du koumis.

[120] Ainsi, pour la région de Semipalatinsk, Trofimuk a attesté l'emploi de l'ischion de cheval; le fémur bouilli de cheval (*ortan jilikting ülken basï*) est également utilisé (XOZJAJSTVO 1980 : 119). À ce groupe de ferments il faut aussi ajouter une sorte de saucisson de viande de cheval (*qazï*) et la partie grasse du cou de cheval (*jal / sür jal*). Chez les Altaïens on employait dans le même but l'os coccygien boucané de cheval et les tendons (*učuk*) boucanés de cheval, de vache, ou de mouton.

dépôt au fond de l'outre). Cela représente un cercle de fabrication fermé mais efficace. La variété des ferments (et des récipients) plus récemment employés explique partiellement les différentes qualités de koumis qu'on rencontre. D'après le témoignage de Trofimuk, le koumis de bonne qualité était déjà rare dans les années 1930, et sa production était troublée par plusieurs « maladies », qui souvent le rendaient imbuvable[121].

– Les outres et le barattage

C'est le barattage régulier qui assure le meilleur goût du koumis. Il diminue la vitesse de la fermentation acide, facilite la fermentation alcoolique et augmente la consistance du produit. On évoquait facilement le chiffre de 10 000 coups de baraton par jour afin d'obtenir un bon koumis[122]. Le barattage du koumis était un devoir commun à tout le foyer, ce qui le distinguait du barattage du beurre qui était exclusivement réservé aux femmes.

On bat le koumis verticalement à l'aide d'un baraton. La forme de l'outre traditionnellement employée permet un barattage énergique sans que le koumis déborde. Le baraton, en bois solide, est fait de trois parties : la partie fonctionnelle, immergée dans le koumis, souvent en forme de jatte (ou de sabot de cheval) dont les bords sont troués ; un manche de longueur variable ; une poignée souvent décorée : gravée ou incrustée d'os ; parfois des prières y sont inscrites. Quand le baraton est usé, on conserve cette poignée pour l'installer sur le manche nouvellement acquis[123].

Nous devons cependant remarquer que ce baraton est vraisemblablement une invention récente. Qu'on ait fait du koumis sans employer de baraton est suggéré par le fait que, jusqu'à récemment, les Qazaq et les Kïrgïz considéraient comme le meilleur le koumis obtenu dans les outres (*saba*, *čanač*) attachées au dos des chameaux pendant les changements

[121] Trofimuk 1930 : 182-183.

[122] Remarquons qu'il existe une curieuse exception où le barattage n'est point nécessaire pour une qualité supérieure de koumis : c'est la couche de boisson, dépourvue de toute lie, qu'on obtient après une nuit pendant laquelle le koumis n'est pas baratté. Cette couche était moins blanche et plus transparente que le koumis lui-même ; on avait pour elle un goût particulier à cause de ses qualités enivrantes. Ce koumis que les Kïrgïz appellent *kïmïzdïng tundurmasï* ou *tundurma* se rapproche du « caracosmos » de Rubrouck dont l'énigme a longtemps suscité la curiosité et qui par son mode de préparation et de consommation rappelle le lait de jument tel que le fabriquaient les Scythes.

[123] Fielstrup 1930 : 269.

de camps[124]. Autrefois, dans les riches foyers qazaq, on pouvait voir ce processus reproduit : deux personnes s'asseyaient par terre et balançaient longuement l'outre[125].

Dans les cas où on procède sans baraton, les outres traditionnellement destinées à la fabrication du koumis (*saba* qazaq et kïrgïz, *saba* ou *arkït* altaïens, *kögeer* tuvin, qu'on peut donc qualifier de « barattes en peau ») sont remplacées par des outres de peaux entières. Ainsi au début du XX[e] siècle, les *Aday* de l'ouest du Qazaqstan préparaient leur koumis non pas dans le *saba* mais dans le *mes*, sans utiliser de baraton, en balançant l'outre[126]. De même avec la diminution de la production du koumis chez les Kïrgïz, le *čanač* au nord et le *meš* au sud ont été utilisés au lieu du *saba* : l'emploi d'un baraton avec ces outres est peu probable. Dans ces cas on effectuait le barattage soit en balançant l'outre par terre soit en secouant de temps en temps l'outre suspendue par une ficelle[127].

– Les outres et les diverses sortes de koumis

Le riche vocabulaire des Qazaq et des Kïrgïz pour décrire le koumis d'après son degré de fermentation doit être valide seulement dans le cas où ce dernier a été préparé dans des récipients en peau. La fermentation que subit le lait de jument passe assez rapidement par quelques étapes dont chacune possède des qualités gustatives différentes ; ces dernières, comme le savoir türk le suggère, doivent être étroitement liées au caractère de la fermentation lactique qui se produit dans les récipients en peau. Ainsi le *saumal* qazaq et le *saamal* kïrgïz désignent le koumis dont la fermentation vient de commencer : souvent c'est le koumis du premier jour, quand sa fabrication démarre. Quotidiennement on obtient de tels

[124] C'est ainsi qu'on obtient le *sarï qïmïz* qazaq ou le *kïzïl kïmïz* kïrgïz : le koumis du plein été, remué longtemps dans les outres attachées aux animaux de bât.

[125] FIELSTRUP 1930 : 269. Cf. DANKOFF 1982 : 270 : *är qimiz bišdi* « The man stirred (?) the koumiss so that it reached the proper consistency ». Le verbe (*biš-*) est aussi la base du mot pour le baraton (*biškek*), qu'on retrouve actuellement chez tous les Türk (*biškek* türkmen, *pïškek* qazaq, *biškek* kïrgïz, *pïskï* altaïen, *bïškï* tuvin) mais qui n'est pas attesté par Kāšgarî. Cela nous fait penser que la préparation de koumis en secouant l'outre précède chronologiquement celle qui emploie un baraton. Remarquons aussi la petite nuance que propose la traduction turque du Compendium (ATALAY 1982 : II, 12): *er kımız bışdı* : adam, olması için *kımız tulumunu salladı*.

[126] FIELSTRUP 1927b : 268.

[127] Ainsi lisons-nous dans ŠITOVA 1979 : 155 que dans les régions de la Baškirie où la production du koumis était en déclin, on préparait ce dernier dans le récipient nommé *turhïk* / *tursïk* qu'on suspendait à un trépied et qu'on remuait à l'aide d'une ficelle.

koumis quand on verse dans l'outre le lait nouvellement trait (fin de l'après-midi). Soulignons aussi que ce qu'on appelle koumis (*qïmïz*) chez les Qazaq et chez les Kïrgïz est précisément la boisson du deuxième jour, bien fermentée, mais dont le degré d'alcool reste assez faible. La fermentation qui continue plus de deux jours donne des boissons qui sont nommées *tünemel qïmïz* (le koumis qui a subi la fermentation pendant deux nuits), *qunan qïmïz* (le koumis dont la fermentation s'est poursuivie pendant trois jours), *dönen qïmïz* (le koumis du quatrième jour), *besti qïmïz* (le koumis du cinquième jour). Il semble possible de maintenir dans une outre la fermentation au delà du cinquième jour : on obtient ainsi le koumis appelé *asau qïmïz* (celui qui fait des bulles). Enfin on arrive au *qorabalï qïmïz* : le koumis qui tourne et devient amer et qui à cause de ses qualités de fermeux est appelé aussi *qorlanγan qïmïz*.

3. Les outres et le transport du koumis

Les récipients en peau pour transporter le koumis sont assez nombreux : de plus, ils se font remarquer par une certaine variété d'usages qui échappent à la systématisation. On transportait le koumis dans une outre (grande ou moyenne selon les occasions) qu'on attachait à dos d'animal : ainsi la boisson était régulièrement remuée et en même temps toujours à portée de main.

– Chez les Özbek, dans les quelques cas où le koumis était produit, il était conservé et transporté dans l'outre nommée *meš*. Le *tulum* özbek, si l'on en juge par le peu de données que nous avons trouvé, est employé de la même manière que le *meš*. Il en va de même du *sanoč* : la différence d'usage entre ces trois outres özbek n'est pas claire.

– Les emplois du *mes* qazaq sont en partie les mêmes que ceux du *meš* özbek : on y transportait (ou conservait) le koumis mais aussi d'autres laitages (lait caillé coupé d'eau (*ayran*), lait fermenté de chameau (*qïmïran*) ou de dromadaire (*subat*). Quant au koumis, le *meš* qui le contenait était muni d'un goulot (*tütikše*) en os (*jilik*) qui facilitait le mouvement d'air nécessaire à la bonne fermentation du lait de jument. Pendant les déplacements on fermait le goulot à l'aide d'une bonde (*tïγïn*).

Deux autres outres qazaq employées pour le transport du koumis sont le *süyretpe* au nord du Qazaqstan et le *torsïq* au sud-est du pays. Enfin nous devons mentionner bien sûr les gourdes *jantorsïq*, le vrai compagnon dans les longs parcours des steppes.

– Au Kïrgïzstan, la répartition régionale des récipients en peau était assez nette : les régions les plus riches en outres étaient les districts de l'Issik-kul et du Tianshan tandis qu'au sud (district de Oš) le nombre et la variété des récipients en peau diminuaient considérablement. Dans la partie sud-ouest du district de Oš, on conservait (et même préparait) le koumis dans le *meš* fait de la peau entière d'une chèvre ; plus à l'est, toujours dans le district de Oš, on employait, pour la conservation et pour le transport du koumis, le récipient nommé *čanač*. Au Tianshan, le *čanač* était utilisé dans le même but ; de plus, comme le *mes* qazaq, il était muni d'un goulot (*tütük*) en os (*joto jiligi*) fermé d'une bonde en bois (*bïšang*).

L'outre nommée *bulkak* a été utilisée pendant les années 1930 par les bergers kïrgïz de Semirečje qui y préparaient « le koumis de berger » *köörčök*[128]. Ce breuvage était fait sur les pâturages d'été en versant du lait de brebis dans l'outre qui contenait un peu de koumis. La boisson ainsi obtenue était assez épaisse et très agréable.

C'est toujours au nord du Kïrgïzstan que la quantité de koumis destinée à la consommation immédiate était versée dans la cruche en peau *kumura* ; c'est avec elle qu'on emplissait ensuite les bols : *jakšï ïštalgan kara kumuradan kïmïz koyup olturat* « il verse le koumis d'une cruche en peau bien enfumée jusqu'à devenir noire »[129]. On ne lui trouve point de parallèle chez les autres ethnies étudiées : les Qazaq utilisaient pour servir le koumis un récipient en bois de forme ovale (*šara*, *tegene*)[130].

– Chez les Altaïens, avec la diminution de la production du koumis, les barattes en peau (*saba* et *arkït*) étaient le plus souvent remplies de lait de vache fermenté (*čegen*). Ainsi on se servait du *torsuk* ou du *borbuy* surtout pour transporter le *čegen*, et plus rarement le koumis ; au printemps, quand on recueillait très peu de lait, le *borbuy* remplaçait la

[128] Fielstrup 1930 : 282 ; Ajtbaev 1963 : 15 ; Yudaxin 1965 : 426.

[129] Yudaxin 1965 : 444.

[130] Le service du koumis chez les Qazaq présente une division assez particulière du travail entre la femme et l'homme. C'est la femme qui lui donnait les derniers coups de baraton dans l'outre et qui ensuite versait une certaine quantité de la boisson dans un récipient en bois (*tegene*, *šara*) de forme ovale, assez profond, dont la capacité était à peu près de quinze litres. À ce moment c'était l'homme qui prenait le relais : il mélangeait (*qïmïz šapiru*) une dernière fois le koumis en le portant bien haut à l'aide d'une louche *ojau* / *sömis* pour que le liquide mousse. Ensuite l'homme distribuait le koumis dans les bols. Ces derniers étaient traditionnellement en bois et selon leur volume se divisaient en : *ayaq* / *šanaq*, *kese*, *tostayan* (les plus petits), *saptayaq* (à anse). Le koumis est servi en silence et on prend le temps nécessaire pour s'en régaler au mieux.

baratte en peau et l'on y secouait le *čegen*. Dans le récipient que nous avons décrit sous le nom de *kalama*, fabriqué avec la peau entière de la tête d'un cheval, les *Teleut* recueillaient le lait ou conservaient le *čegen*. Enfin, les gourdes altaïennes *tajuur*, remplies de lait distillé (*arakï*), assuraient le ravitaillement pendant les déplacements individuels ; de plus, elles constituaient un élément important de la dot qu'on payait pour la bru[131].

– Au Tuva, nous trouvons la même rivalité entre le koumis et le lait fermenté de vache (*xoytpak*) que chez les Altaïens. À une exception près, les outres tuvines étaient employées soit pour le transport soit pour la conservation du *xoytpak*. On y trouvait assez rarement du koumis. Le *arjïmak* remplaçait les gourdes *kögeerjik* quand il s'agissait de quantités supérieures à dix litres ; comme chez les Qazaq et les Kïrgïz on lui faisait dans ce cas une bonde en bois pour que le liquide ne déborde pas. Dans la région de Karaxol on employait dans le même but le récipient nommé *dorzuk*. Il n'y a qu'une outre d'usage régional, le *henek* des Tuvins de Kobdo, à n'avoir été utilisée que pour le koumis durant les mois estivaux.

Ajoutons que chez les Tuvins, les outres de capacité moyenne telle que le *arjïmak*, le *dorzuk* et le *ulug kögeerjik* étaient concurrencées par le tonnelet en bois (*doora xuung* / *doora xumung*) dont les prototypes les plus anciens datent de quelques millénaires avant J.C.[132].

B. Autres usages des outres

Les outres avaient de multiples usages. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous concentrerons nos observations sur deux points : l'emploi des outres comme barattes en peau pour la production du beurre et comme réserves d'eau.

1. Les outres qui ont été employées comme barattes en peau peuvent être divisées en deux groupes selon la manière dont on effectuait le barattage.

– les barattes en peau (les outres assemblées) dans lesquelles on barattait le beurre à l'aide d'un baraton ne se distinguent point de celles dans lesquelles on barattait le koumis. Souvent le récipient qui servait en été pour la production du koumis était mis à profit en automne pour la

[131] Toščakova 1976 : 189-190.
[132] Vajnštejn 1991 : 109.

production du beurre. Cet emploi des barattes en peau est surtout répandu parmi les Qazaq et les Kïrgïz.

– Toute outre de peau entière pouvait aussi servir à la production du beurre. La différence est qu'avec ces outres on n'avait pas besoin de baraton : on agitait le lait en balançant l'outre par terre ou en la suspendant à un trépied. Le meilleur exemple d'un tel usage est le *tulum* türkmen, qui était nommé *yanlïk* / *yaylïk*[133] quand il était suspendu à un trépied. Chez les Qazaq et chez les Kïrgïz, on employait dans ce but le *meš* qui, à la différence du *yanlïk* türkmen, était balancé le plus souvent par terre.

2. Pour les réserves d'eau, dont les régions désertiques d'Asie Intérieure ressentaient fortement le besoin, on employait surtout l'outre faite de peau entière de chèvre. C'est dans cette outre que les *mešikči* türkmen aussi bien que les *meškob* özbek distribuaient ou vendaient l'eau. Au Tianshan également, le *meš* était utilisé pour l'approvisionnement en eau. Pour abreuver le bétail, les éleveurs türkmen (*čarva*) retiraient l'eau des puits à l'aide de *mešik*. On retrouve exactement le même usage du *mes* chez les *Aday*, voisins proches des Türkmen. On faisait descendre dans les puits profonds (*šïngïrau*) un *mes* dont la capacité variait entre cinquante et cent litres, qui était ensuite retiré par les chameaux[134] ; pour les besoins quotidiens du foyer on se servait plutôt du seau en peau *könek*.

Notons pour finir que le *mešik* türkmen gonflé d'air qui, comme les *mes* du sud du Kïrgïzstan, était utilisé pour les traversées des cours d'eau, était fabriqué non pas d'une peau entière de chèvre mais de peaux de bovins[135].

C. Conclusion

On peut avancer quelques réflexions prudentes sur les façons de nommer les récipients en peau. L'étude montre, sans vraiment tenir compte des variations dialectales, que ces noms, d'après leur origine, peuvent être examinés en trois groupes principaux.

Un premier groupe comprendrait les récipients dont les noms sont étroitement liés aux morceaux de peau qu'on emploie. Nous n'avons qu'un exemple d'une telle dénomination, mais nous avons toutes raisons de croire que nos données sont lacunaires. L'outre nommée *borbuy* chez

[133] Türkmen 1962 : 848 ; Orazov 1985 : 146-147.
[134] Bukeyxan 1927a : 67.
[135] Türkmen 1974 : V, 472 ; Yudaxin 1965 : 526.

les Altaïens (et qui vraisemblablement a existé aussi chez les Kïrgïz, mais dont nous n'avons pas pu retrouver la description[136]) est nommée d'après le morceau de peau employé pour sa fabrication, c'est-à-dire la peau des cuisses ou de l'aine (*borbuy*).

Dans un deuxième groupe nous mettrions les récipients dont les noms sont dérivés de la manière dont on les emploie. Ici les exemples sont beaucoup plus nombreux :

— le *yanlïk* / *yayïk* türkmen dont le nom est directement lié à la manière dont on s'en servait, c'est-à-dire en le secouant, en le balançant ou bien en l'agitant[137].
— chez les Qazaq et chez les Kïrgïz du Tianshan ce sont les noms des récipients nommés respectivement *šanaš* et *čanač* qui doivent être formés de la même façon (récipient qu'on secoue, remue, agite)[138]. Dans le contexte de notre étude, cela peut expliquer partiellement pourquoi l'outre faite de peau entière de chèvre est nommé soit *mes* soit *šanaš* (en kïrgïz *meš* et *čanač*) : l'un des noms (*meš*) est un emprunt, l'autre (*čanač*) est d'une inspiration pratique et locale.
— chez les Kïrgïz nous avons un autre bon exemple : c'est l'outre nommée *bulkak* dont le nom est dérivé du verbe *bulk-* « agiter, secouer avec force ».
— le *süyretpe* qazaq, comme le suggère Radlov, dérive du verbe *süyret-* « faire traîner, faire suivre » et par extension c'est le récipient qu'on emporte (qu'on traîne ?) partout.

Un troisième groupe réunirait les récipients dont les noms ont été empruntés, avec toutes les complications que ce voyage des mots implique. Ainsi le nom de l'outre connue comme *mešik*, *mes*, *meš* est, comme l'indiquent la plupart des dictionnaires, un emprunt au persan. Curieusement, ce mot désigne en persan le mouton ou le bélier[139] alors que dans toutes les langues türk c'est l'outre faite de la peau entière d'une chèvre !

[136] Cf. TOŠČAKOVA 1976 : 191.
[137] TÜRKMEN 1962 : 839 ; CLAUSON 1972 : 980-981.
[138] Des racines *šay-* / *šayqa-* ou *čay-* / *čayka-*. Cf. en qazaq *bas šayqadï* « secouer la tête », *jer šayqadï* « la terre tremble », *qayïq šayqadï* « la barque balance », *qïmïz šayqalïp aralaštïru* « mélanger le koumis en le balançant ». En kïrgïz *baš čayka-* « secouer la tête » mais aussi *kïmïz čayka-* ou *čaykagan* kïmïz « remuer le koumis » et « koumis qui est bien remué ».
[139] STEINGASS 1930 : 1362.

De même, le nom kïrgïz de la gourde (*köökör*) et le nom tuvin de la baratte en peau (*kögeer*) sont des emprunts aux langues mongoles ; la différence est que les Kïrgïz nomment *köökör* la gourde, comme le font certains groupes oyrat[140], tandis que les Tuvins nomment *kögeer* la baratte en peau comme les Xalxa[141].

À cette tentative de classification des noms échappent actuellement plusieurs récipients : le cas le plus évident est le récipient nommé *torsuk*, fabriqué le plus souvent avec la peau des pattes antérieures, dont le nom est difficile à interpréter.

Nous l'avons déjà dit : le temps des enquêtes est désormais terminé ; même dans les zones où le mot koumis demeure, les récipients se sont modifiés, avec l'élevage qui les expliquait[142]. Mais nous pensons avoir montré que, si les recherches anciennes ont beaucoup fait pendant qu'il en était encore temps (et songeons que beaucoup d'objets intéressants sont conservés dans les collections des musées russes), beaucoup d'éléments sont encore obscurs. Le lexique, surtout, que nous avons tenté d'ordonner, mérite d'autres enquêtes. D'une façon générale, l'ethnolinguistique ne peut que gagner à approfondir ce domaine essentiel à la compréhension des cultures passées de l'Asie Intérieure.

S.J.

[140] Coloo 1988 : 570.

[141] Cevel 1966 : 719.

[142] La disparition progressive des récipients en peau commence dès le début du XXe siècle. Aussi surprenant que cela puisse paraître, la disparition des outres se fait plus vite que celle du koumis. Au début du XXe siècle plusieurs groupes qazaq préparent le koumis dans les barattes en bois (*kübi*) ; la pratique des kolkhoz, tout en conservant la production du koumis, se débarrasse assez vite des récipients en peau. Au Kïrgïzstan la fabrication des outres a été abandonnée d'abord par les Kïrgïz du sud et ensuite par ceux du nord. Dans son ouvrage (Antipina 1962 : 126), Antipina remarque, à propos des régions méridionales, que là où on fait encore du koumis, le *meš* est remplacé par des récipients de terre (*kum*) empruntés aux Özbek. En 1973, Abramzon, pendant son deuxième séjour chez les *Bugu* au sud de l'Issik-kul, constata que les seules outres visibles se trouvaient dans le musée local (Amramzon 1974 : 39). Les derniers exemplaires des récipients en peau tuvins ont été emmenés, pendant les années 1960, par les expéditions soviétiques et sont visibles actuellement dans les collections de différents musées russes.

BIBLIOGRAPHIE

ABRAMZON, S. (Ed.), *Byt kirgizskix selenii Darxan i Čičkan*. Moskva : Izd-vo AN SSSR, 1958 ; 322 p.

ABRAMZON, S., « Kirgizskoe naselenie Šin'czjan-ujgurskoj avtonomnoj oblasti Kitajskoj Narodnoj Respubliki », *in* : TRUDY 1959a ; pp. 332-370.

ABRAMZON, S., *Kirgizy i ix etnogenetičeskie i istoriko-kul'turnye svjazi*. Leningrad : Nauka, 1971 ; 403 p.

ABRAMZON, S. (Ed.), *Očerki istorii xozjajstva narodov Srednej Azii i Kazaxstana*; Leningrad : Nauka, 1973 ; 260 p.

ABRAMZON, S., « Nov' kirgizskogo sela », *SE*, 5, 1974 ; pp. 29-44.

AGADZANOV, S. – ORAZOV, A. (Eds.), *Issledovanija po ėtnografii turkmen*. Ašxabad : Turkmenistan, 1965.

AJTBAEV, M., « Pišča Kirgizov XIX i načala XX vekov », *Izvestija AN Kirgizskoj SSR. Serija obščestvennyx nauk*. Tom V, vyp. 1, 1963 ; pp. 13-23.

AJTBAEV, M., « Tisnenie po kože », *in* : TRUDY 1968 ; pp. 123-131.

ALTAJCY. Cf. LEVIN 1956 : 329-376.

ANTIPINA, K., *Osobennosti material'noj kul'tury i prikladnogo iskusstva južnyx Kirgizov*. Frunze : Izd-vo AN Kirgizskoj SSR, 1962 ; 286 p.

ARGYNBAEV, X., « Istoriko-kul'turnye svjazi russkogo i kazaxskogo narodov i ix vlijanie na material'noj kul'turu kazaxov v seredine XIX i načale XX vekov », *Trudy IIAE Akademii nauk Kazaxskoj SSR*, vol. V, 1959, pp. 19-91.

ARGYNBAEV, X., « Narodnye obyčai i pover'ja Kazaxov svjazannye so skotovodstvom », *in* : ORAZOV 1973 ; pp. 154-161.

ARGYNBAEV, X., « Svad'ba i svadebnye obrjady u Kazaxov v prošlom i nastojaščem », *SE*, 6, 1974 ; pp. 69-76.

ATALAY, B. (Trad.), *Divanü lûgat-it-türk tercümesi*. Ankara : Türk tarih kurumu basımevi, 1985-1986 ; 3 vol.

BASILOV, V., « Xozjajstvo zapadnyx Turkmen-Jomudov v dorevoljucionny period », *in* : ORAZOV 1973 ; pp. 172-207.

BASILOV, V., *Nomads of Eurasia*. Seattle : University of Washington Press, 1989 ; 191 p.

BENSON, L. (Ed.), *The Kazaks of China : Essays on an Ethnic Minority*. Uppsala : Studia multiethnica upsaliensia, 1988 ; 249 p.

BOROZNA, N., « Izmenenija v xozjajstve Uzbekov doliny Kafirnigana: po materialam sovxoza im. M.I. Kalinina », *SE*, 1, 1963 ; pp. 26-38.

BOROZNA, N., « Material'naja kul'tura Uzbekov Babataga i doliny Kafirnigana », *in* : KISLJAKOV 1966 ; pp. 91-120.

BUKEYXAN, A., « Kazaki Adaevskogo uezda », *in* : KAZAKI 1927a ; pp. 59-83.

CEVEL, Ja., « Mongolyn cagaan idee », *Studia ethnographica*. Tom I, fasc. 6 ; pp. 3-15.

CEVEL, Ja., *Mongol helnij tovč tajlbar tol'*. Ulaanbaatar : Ulsyn hevlelijn hereg xoroo, 1966 ; 911 p.

CLAUSON, G., *An etymological dictionary of the Pre-thirteenth Century Turkish*. Oxford : Clarendon Press, 1972 ; 988 p.

COLOO, Z., *BNMAU dax' helnij nutgijn ajalguuny tol' bičig : ojrd ajalguu*. Ulaanbaatar : BNMAU-yn hel zoxiolyn hüreelen, 1988 ; 943 p.

DANKOFF, R. (Ed.), *Mahmud al-Kāšgarî: Compendium of the Turkic Dialects (Diwan Luγat at-Turk)*. Harward: Harward University Printing Office, 1983; 3 vol.

DJAKONOVA, V., « Posuda narodov Južnoj Sibiri v sobranijax MAE », *in*: ITS 1988; pp. 50-70.

DOERFER, G., *Türkische und mongolische Elemente im Neupersischen*. Wiesbaden: Franz Steiner Verlag, 1963-1975; 4 Bde.

FIELSTRUP, F., « Kara-kosmos Rubruka », *Etnografija*, 1-2, 1926; pp. 259-260.

FIELSTRUP, F., « Skotovodstvo i kočevanie v časti stepej Zapadnogo Kazaxstana », *in*: KAZAKI 1927b; pp. 78-108.

FIELSTRUP, F., « Moločnye producty tjurkov kočevnikov », *in*: KAZAKI 1930; pp. 263-301.

FUNK, D., *Bačatskie Teleuty v XVIII-pervoj cetverti XX veka: istoriko-etnografičeskoe issledovanie*. Moskva, 1993; 325 p.

HAKAS, *Xakassko-russkij slovar'*. Moskva, 1953; 485 p.

HOPPE, Th., « Kazak Pastoralism in the Bogda Range », *in*: BENSON 1988; pp. 201-241.

INDJOUDJIAN, D., *Dictionnaire kazakh-français*. Paris: PUF, 1983; 192 p.

ITS, P. (Ed.), *Material'naja i duxovnaja kul'tura narodov Sibiri*. Leningrad: Nauka, 1988; 209 p.

JAZLYEV, C., « Skotovodčeskoe xozjajstvo turkmen Jolotan'skogo oazisa vo vtoroj polovine XIX – načale XX v. », *in*: OČERK 1979; pp. 37-45.

KARAL'KIN, P., « O drevnejšim sposobe doenija skota u sibirskix kočevnikov-skotovodov: po materialam Tuvy », *in*: OKLADNIKOV 1978; pp. 37-49.

KARMYŠEVA, B., « K voprosu o proizxoždenii lokajcev », *SE*, 4, 1952; pp. 11-29.

KARMYŠEVA, B., « Uzbeki-lokajci Južnogo Tadjikistana », *Trudy IIAE AN Tadžikskoj SSR*, t. XXVIII, 1954; 158 p.

KASIMANOV, S., *Kazakların millî yemekleri = Qazaqtïng Uluttïq Taγamdarï*. Istanbul: Kültür bakanlığı yayınları, 1992; 133 p.

KAZAKI. *Kazaki: antropologičeskie očerki*. Materialy osobennogo komiteta po issledovaniju sojuznyx respublik. Serija kazaxstanskaja. Vol. III, 1927.

KAZAKI. *Kazaki: antropologičeskie očerki*. Materialy osobennogo komiteta po issledovaniju sojuznyx respublik. Serija kazaxstanskaja. Vol. XI, 1927.

KAZAKI. *Kazaki: sbornik statej antrolpogičeskie otrjada kazaxstanskoj ėkspedicii AN SSSR. Issledovanija 1927 goda*. Leningrad: Izd-vo AN SSSR, 1930; 334 p.

KAZAXI. Cf. TOLSTOV 1963: II, 321-488.

KIRGIZ. *Kïrgïz tilining tušundurme sözdügü*. Frunze: Mektep, 1969; 775 p.

KIRGIZ. *Kïrgïz sovet enciklopediyasï*. Frunze: KSE baš redakciyasï, 1976-1980; 6 vol.

KIRGIZ. *Kïrgïz tilining tušundurme sözdügü*. Frunze: Mektep, 1984; 1-er vol., 623 p.

KISLJAKOV, N. (Ed.), *Material'naja kul'tura narodov Srednej Azii i Kazaxstana*. Moskva: Nauka, 1966; 170 p.

KUTLU, M., *Savakli Türkmenlerde hayvancilik*. Ankara: Sevinc matbaasi, 1987; 224 p.

KUZEEV, R., *Xozjajstvo i kul'tura Baškir v XIX- načalo XX veka*. Moskva : Nauka, 1979 ; 204 p.

LARICEV, V., *Bronzovy i železnyj vek Sibiri (Materialy po istorii Sibiri, vyp. IV)*. Novosibirsk : Nauka, 1974 ; 390 p.

LESSING, F. (Ed.), *Mongolian-English Dictionary*. Los Angeles : University of California Press, 1960 ; 1217 p.

MARGULAN, A., *Kazaxskoe narodnoe prikladnoe iskusstvo*. Alma-ata : Öner, 1986-1987 ; 2 vol.

MARKOV, G., « Skotovodčeskoe xozjajstvo i obščestvennaja organizacija Severobalxanskih Turkmen v konce XIX – načale XX v. », *Vestnik Moskovskogo Universitate. Serija istoriko-filologičeskaja*, 4, 1958 ; pp. 165-177.

NIJAZKLYCEV, K., « O skotovodčeskom i zemledel'českom xozjajstve Jugo-Zapadnogo Turkmenistana », *in* : TRUDY 1963 ; pp. 58-71.

OČERK. *Očerk ėtnografii naselenija Južnogo Turkmenistana XIX-načala XX v.* Ašxabad : Ylym, 1979 ; 90 p.

OKLADNIKOV, A. (Ed.), *Etnografija narodov Altaja i Zapadnoj Sibiri*. Novosibirsk : Nauka, 1978 ; 219 p.

ORAZOV, A., « Nekotorye voprosy skotovodčeskogo xozjajstva v Severo-Zapadnoj Turkmenii v konce XIX-načale XX veka », *in* : TRUDY 1962 ; pp. 290-301.

ORAZOV, A., « Materialnaja kul'tura pribalxanskix Turkmen k konce XIX-načăle XX v. », *in* : AGADŽANOV 1965 ; pp. 25-62.

ORAZOV, A., « Skotovodčeskie obrjady u Turkmen dolin Sumbara i Čendrya », *SE*, 2, 1974 ; pp. 100-104.

ORAZOV, A., *Etnografičeskie očerki xozjajstva Turkmen Axala v XIX-načale XX v*. Ašxabad : Ylym, 1985 ; 156 p.

OVEZBERDYEV, K., « Materialy po ėtnografii Turkmen Sarykov Pendinskogo oazisa », *in* : TRUDY 1962 ; pp. 111-183.

ÖZBEK. *Uzbek sovet enciklopediyasi*. Toškent : USE boš redakciyasi, 1971-1980 ; 14 vol.

ÖZBEK. *Özbek tilining izoxli luγati*. Moskva : Rus tili, 1981 ; 2 vols.

PALLAS, S., *Voyages du Professeur Pallas dans plusieurs provinces de l'empire de Russie et dans l'Asie septentrionale*. Traduit de l'allemand par le C. Gauthier de la Peyronie. Nouvelle édition revue et enrichie. Paris : Chez Maradan, 1792.

POTAPOV, L., « Osobennosti material'noj kul'tury Kazaxov, obuslovlennye kočevym obrazom žizni », *SMAE*, vol. XII, 1949 ; pp. 44-70.

POTAPOV, L., « Pišča Altajcev : ėtnografičeskij očerk », *SMAE*, t. XIV, 1953 ; pp. 37-71.

POTAPOV, L., *Očerki po istorii Altajcev*. Moskva : Izd-vo AN SSSR, 1953 ; 444 p.

POTAPOV, L., « Materialy po ėtnografii tuvincev rajonov Mongun-Tajgi i Karaxolja », *in* : TRUDY 1960 ; pp. 171-238.

POTAPOV, L., « Očerki ėtnografii tuvincev bassejna levoberezja Xemčika », *in* : TRUDY 1966 ; pp. 13-56.

POTAPOV, L., *Očerki narodnogo byta Tuvincev*. Moskva : Nauka, 1969 ; 400 p.

QAZAQ. *Qazaq tilining qïsqaša etimologiyalïq sözdigi*. Almatï : Qazaq SSR-ning ïlïm baspasï, 1966 ; 240 p.

QAZAQ. *Qazaq tilining tūsindirme sözdigi*. Almatï: Qazaq SSR-ning ïlïm baspasï, 1974-1986; 10 vol.

QAZAQ. *Qazaq SSR tört tomdïg qïsqaša enciklopediya*. Almatï: QSE bas redakciya, 1984.

QAZAQSA. *Qazaqša-mongolša sözdik*. Ulanbatïr, 1977; 292 p.

RADLOV, V., *Versuch eines Wörterbuch des türk-Dialecte*. St. Peterburg, 1893-1911.

RADLOV, V., *Iz Sibiri*. Moskva: Nauka, 1989; 794 p.

RUBROUCK, Guillaume, *Voyages dans l'empire mongol*. Traduction et commentaire de Claude et René Kappler. Paris: Payot, 1985; 312 p.

RUDENKO, S., « Očerk byta Kazaxov basejna rek Uila i Sagyza », *in*: KAZAKI 1927a; pp. 7-33.

SAMOJLOVIC, A., « Kazaki Košagačskogo ajmaka Ojratskoj avtonomnoj oblasti », *in*: KAZAKI 1930; pp. 303-327.

ŠANIJAZOV, K., *K ėtničeskoj istorii uzbekskogo naroda: istoriko-ėtnografičeskoe issledovanie na materialax kipčakskogo komponenta*. Taškent: Fan, 1974; 340 p.

SITOVA, S., « Utvar' iz koži u Baškir », *in*: KUZEEV 1979; pp. 146-170.

SVANBERG, I., « The Nomadism of Orta Jüz Kazaks in Xinjiang », *in*: BENSON 1988; pp. 107-141.

LEVITSKAJA, L. (Ed.), *Teorija i praktika ėtimologočeskix issledovanij*. Moskva: Nauka, 1988; 60 p.

TOLSTOV, S. (Ed.), *Trudy Xorezmskoj arxeologo-ėtnografičeskoj ėkspedicii*. Moskva: Izd-vo AN SSSR, 1952; 648 p.

TOLSTOV, S. (Ed.), *Trudy Xorezmskoj arxeologo-ėtnografičeskoj ėkspedicii*. Moskva: Izd-vo AN SSSR, 1958; 809 p.

TOLSTOV, S. (Ed.), *Narody Srednej Azii i Kazaxstana*. Moskva: Izd-vo AN SSSR, 1963; 2 vol.

TOŠČAKOVA, E., « K voprosu o kožanyx sosudax u južnyx Altajcev », *in*: LARIČEV 1974; pp. 314-318.

TOŠČAKOVA, E., « Kožanaja i derevjannaja posuda i texnika ee izgotovlenija u južnyx Altajcev », *in*: VDOVIN 1976; pp. 182-197.

TROFIMUK, N., « Sanitarnyj očerk obsledovanija vodosnabzenija, pitanija, žilišča i odezdy žiteli Kazaxstana », *in*: KAZAKI 1930; pp. 163-229.

TRUDY. *Trudy IIAE AN Kazaxskoj SSR*. Alma-ata: Izd-vo AN Kazaxskoj SSR, 1956; 3ème vol.

TRUDY. *Trudy Kirgizskoj arxeologo-ėtnografičeskoj ėkspedicii*. Moskva: Izd-vo AN SSSR, 1959; 2ème vol., 381 p.

TRUDY. *Trudy Kirgizskoj arxeologo-ėtnografičeskoj ėkspedicii*. Frunze: Izd-vo AN Kirgizskoj SSR, 1959; 3ème vol., 147 p.

TRUDY. *Trudy tuvinskoj kompleksnoj arxeologo-ėtnografičeskoj ėkspedicii: materialy po arxeologii i ėtnografii Zapadnoj Tuvy*. Moskva: Izd-vo AN SSSR, 1960; 284 p.

TRUDY. *Trudy IIAE Turkmenskoj SSR*. Ašxabad: Izd-vo AN Turkmenskoj SSR, 1962; vol. VI, 301 p.

TRUDY. *Trudy IIAE Turkmenskoj SSR*. Ašxabad: Izd-vo AN Turkmenskoj SSR, 1963; vol. VII, 192 p.

TRUDY. *Trudy Tuvinskoj kompleksnoj arxeologo-ėtnografičeskoj ėkspedicii : materialy po ėtnografii arxeologii rajonov bassejna Xemčika*. Moskva : Nauka, 1966 ; 348 p.

TRUDY. *Trudy Kirgizskoj arxeologo-ėtnografičeskoj ėkspedicii*. Moskva : Nauka, 1968 ; 4ème vol., 146 p.

TÜRKMEN. *Türkmen dilinin sözlügi*. Ašgabad : Türkmenistan SSR ïlïmlar akademiyasünün neširiyati, 1962 ; 973 p.

TÜRKMEN. *Türkmen Sovet Enciklopediyasi*. Ašgabad : Türkmenistan SSR ïlïmlar akademiyasïnïng čaphanasï, 1974-1984 ; 10 vol.

TUVIN. *Tuvinsko-russkij slovar'*. Moskva : Sovetskaja ėnciklopedija, 1968 ; 646 p.

VAJNŠTEJN, S., *Istorija narodnogo iskusstva Tuvy*. Moskva : Nauka, 1974 ; 219 p.

VAJNŠTEJN, S., *Nomads of South Siberia*. Cambridge : Cambridge University Press, 1980.

VAJNŠTEJN, S., *Mir kočevnikov centra Azii*. Moskva : Nauka, 1991 ; 296 p.

VASIL'EVA, G., « Turkmeny – noxurli », *in* : *Sredneaziatskij ėtnografičeskij sbornik*. Moskva : Izd-vo AN SSR, 1954 ; 1e vol. ; pp. 82-216.

VDOVIN, I. (Ed.), *Material'naja kul'tura narodov Sibiri i Severa*. Leningrad : Nauka, 1976 ; 229 p.

VJATKINA. « Mongoly MNR », *in* : *Vostočno-aziatskij ėtnografičeskij sbornik*. Moskva : Izd-vo AN SSR, 1960 ; pp. 159-271.

VOSTROV, V., « Kazaxi Džanybekskogo rajona zapadno-kazaxstanskoj oblasti : istoriko-ėtnografičeskij očerk », *in* : TRUDY 1956 ; pp. 5-105.

VOSTROV, V., « Novye materialy po ėtnografii Kazaxov-Adaevcev », *Trudy IIAE AN Kazaxskoj SSR*, vol. VIII, 1960 ; pp. 158-176.

VOSTROV, V. (Ed.), *Kul'tura i byt kazaxskogo kolxoznogo aula*. Alma-ata : Nauka, 1967 ; 302 p.

XOZJAJSTVO. *Xozjajstvo Kazaxov na rubeže XIX-XX vekov: materialy k istoriko-ėtnografičeskom atlasu*. Alma-ata : Nauka, 1980 ; 252 p.

YUDAXIN, K., *Kirgizsko-russkij slovar' : okolo 40 000 slov*. Moskva : Sovetskaja ėnciklopedija, 1965 ; 973 p.

ŽANPEJSOV, E., *Etnokul'turnaja leksika kazaxskogo jazyka: na materialax proizvedenij M. Auezova*. Moskva : Nauka, 1989 ; 282 p.

ZAXAROVA, I., « Materil'naja kul'tura Kazaxov-kolxoznikov Jugo-vostočnogo Kazaxstana », *in* : TRUDY 1956 ; pp. 105-120.

Ždanko, T. (Ed.), *Xozjajstvenno-kul'turnye tradicii narodov Srednej Azii i Kazaxstana*. Moskva : Nauka, 1975 ; 228 p.

ABRÉVIATIONS

SE : Sovetskaja ėtnografija
IIAE : Institut istorii, arxeologii i ėtnografii
SMAE : Sbornik muzeja antropologii i ėtnografii

Sveltana JACQUESSON, *Les récipients en peau chez les Türk*

Les récipients en peau sont un des éléments majeurs de la culture matérielle des peuples turcophones. À travers les sources soviétiques de la période des grandes enquêtes ethnographiques, on examine certains aspects de la fabrication (préparation des peaux, décoration) et l'on tente de dresser une typologie des outres (outres de peaux entières, outres assemblées), des gourdes et des seaux. Nous présentons ensuite leurs modalités d'utilisation qui permettent de cerner davantage les caractéristiques de chaque récipient. L'enquête lexicographique met en évidence une tripartition des récipients en peau.

Sveltana JACQUESSON, *The Türk Peoples' Skin Vessels*

Skin vessels are among the major components of the Türk-speaking peoples' material culture. Soviet records dating back to the great ethnographical investigations provided an opportunity for a close study of the vessel-making process (skin preparation and ornamentation) and an attempt at setting a typological classification of skin bottles (all of one piece or assembled), water-skins and buckets. Their varied usage was set out and the properties of each vessel thus underlined. A lexicographical study points to a tripartite grouping of those skin vessels.

THE EXPORT OF SILVER COIN THROUGH THE POLISH-OTTOMAN BORDER AND THE PROBLEM OF THE BALANCE OF TRADE

70 years have passed already since was published the classical monograph by Łucja Charewiczowa on eastern trade in medieval Lwów (today Ukrainian L'viv[1]). Along with earlier works by Stanisław Kutrzeba and Władysław Łoziński, this book is still valuable today. Unfortunately the period after the Second World War was not very fortunate for studying the Polish-Ottoman trade. The Soviet Ukrainian archives remained almost completely inaccessible, while the Ottoman archives, after finally opened, were and often are considered too much exotic for economic historians of Eastern Europe. Only recently the studies by Andrzej Dziubiński, Halil İnalcık and Gilles Veinstein have revived historical research in this area[2].

Also the changes in borders and forced migrations, still resented and discussed in many countries of the region, contributed to the discontinuity of studies on the Black Sea trade. In the prewar period, when the

[1] Ł. Charewiczowa, *Handel średniowiecznego Lwowa*, (Lwów, 1925).

[2] G. Veinstein, "Marchands ottomans en Pologne-Lituanie et en Moscovie sous le règne de Soliman le Magnifique", *Cahiers du Monde russe* 35 (1994) : 713-738 ; H. İnalcik, chapter : "The Black Sea and Eastern Europe" in : *An Economic and Social History of the Ottoman Empire, 1300-1914*, ed. by H. İnalcik with D. Quataert (Cambridge, 1994), pp. 271-314 ; Andrzej Dziubiński actually working on the monograph of the Polish oriental trade.

D. Kołodziejczyk is member of Warsaw University, Institute of History, ul. Krakowskie Przedmieście 26/28, 00-927 Warszawa, Poland.

Turcica, 28, 1996, pp. 105-116

Annales school was only slowly gaining its fame, it was the University of Lwów, were Polish historians first applied quantitative methods, and scholars led by Stanisław Hoszowski initiated unprecedented edition of sixteenth-century price registers for the big East-European cities. After 1945 Hoszowski left his native Lwów and arrived to Danzig (today Polish Gdańsk) to spend the rest of his life on studying the Baltic trade.

If we add burning of the crown fiscal archives in the Warsaw Uprising of 1944, the list of calamities will be complete. Now, in order to get a glimpse into the volume and composition of the early-modern Polish international trade, a meticulous reconstruction must be made, based on local municipal archives and especially on foreign archives, namely the Danish Sund customs registers for the Baltic trade, and Transylvanian, Moldavian and Crimean customs registers for the Black Sea and Eastern trade.

At present, while we know a lot about the Baltic trade, a monograph of the Black Sea trade still remains to be written. Though after the Ottoman conquest the Black Sea lost its character of a great intercontinental trade route, to some extent the Genovese merchants from Caffa were replaced by the subjects of the Polish king and of the sultan[3]. Certain assumptions on the volume and composition of their trade can be made already.

According to Antoni Mączak, the value of the Polish Baltic trade ammounted in the mid-sixteenth century 1,300,000 florins, with export value almost doubling the value of imports[4]. This highly active trade balance contributed to the "Golden Age" in the culture and economy of the Polish-Lithuanian Commonwealth, but on the other hand easy imports resulted in the weakening of domestic crafts and industry. This led Marian Małowist to describe East-West European trade of that time as a model for pre-colonial economic relations. While grain, wood and meat exports resulted in constant cash influx though the western and northern Polish borders, much of the surplus cash subsequently leaked out through the south-eastern border.

Departing from dispersed informations about tax farming in the Polish Crown, we can crudely assume that the value of the Polish oriental trade

[3] On the role of the *isthme polonais* in the trans-European trade see F. BRAUDEL, *La Méditerranée et le Monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* (Paris, 1949), pp. 148-150.

[4] A. MĄCZAK, "Der polnische Getreideexport und das Problem der Handelsbilanz (1557-1647)" : *Der Außenhandel Ostmitteleuropas 1450-1650. Die ostmitteleuropäischen Volkswirtschaften in ihren Beziehungen zu Mitteleuropa (ed. I. Bog)* (Wien, 1971) : 28-45, esp. pp. 33-34. Mączak's estimations are calculated into golden florins here.

may have ammounted 200,000 florins yearly in the mid-sixteenth century, that is approximately 15% of the Baltic trade value[5]. Contrary to the later, the trade balance in the Polish oriental trade must have been heavily passive for Poland. From the composition of the Polish-Ottoman trade it is evident that, while the Ottoman imports to Poland consisted in great part of domestic Ottoman products like silk, textiles, mohair, raisins, soap, horses, etc., Poland had very few domestic articles to offer on the Ottoman market. Polish exports to the Ottoman lands consisted mainly of English cloth, Silesian knives, Russain furs and—more and more—silver coin. The passive balance of trade on the Polish side was further enlarged by the huge export of Moldavian oxen, sold in the big Central-European cities.

It is not to say that the "Polish trade" was not profitable and attractive for the Ottomans. In the sixteenth century numerous English and Russian goods reached Istanbul through the territory of Lehistan, to mention only the activity of Eastland Company and the Ottoman court merchants (*hassa tüccar*), sent almost every year to Muscovy[6]. The Venitian bailo Domenico Trevisano wrote in 1554 that the Sultan kept good relations with the Polish king for the convenience of Ottoman subjects, who were importing from Poland *molte e diverse robbe*[7]. Notwithstanding papal embargos, also various strategic materials reached Bosphorus from the north. For instance, a few months before the battle of Lepanto the Polish king allowed a big amount of tin, probably of English origin, to be sold to the Ottomans[8].

A passive trade balance in the European trade with the Orient is well known and fairly described, to mention only the studies by E. Ashtor and A. Attman[9]. Occasionally it resulted in protests in the concerned European societies, usuary directed against "luxury". After Poland had joined the club, such protests were to be expected also there. However, until 1590-ties no official measures against oriental imports were taken.

[5] See my estimates in D. Kołodziejczyk, "Kilka uwag o handlu polsko-tureckim w XVI wieku," *Kwartalnik Historyczny* 3 (1988): 207-216, esp. pp. 211-212.

[6] See S. Skilliter, *William Harborne and the Trade with Turkey 1578-1582. A documentary study of the first Anglo-Ottoman relations* (London, 1977) and G. Veinstein, *op. cit.*

[7] E. Alberti, *Relazioni degli ambasciatori veneti al senato*, serie III, vol. I (Firenze, 1840), p. 160.

[8] J. Reznik, *Le Duc Joseph de Naxos* (Paris, 1936), p. 252.

[9] E. Ashtor, *Levant Trade in the later Middle Ages* (Princeton, 1983); A. Attman, *The Bullion Flow between Europe and the East, 1000-1750* (Göteborg, 1981).

This was changed at the end of the sixteenth century. In April 1598 an unusual fee of 2% on exported coin was introduced by the Diet. Characteristically enough, this fee was established only on the Moldavian and Muscovian borders[10]. In the consumption-oriented noble society, hostile to any kind of taxes, this must have been seen as an extraordinary radical measure. At the beginning of the 17th century two popular pamphlets by Stanisław Cikowski and Wojciech Gostkowski were published in Poland, criticizing luxurious imports and the outflow of bullion. During the Russian and Swedish war in 1655 an even harsher measure was taken by the Diet, by publishing a detailed list of expensive Persian and Turkish textiles, whose import was temporarily forbidden[11].

An explanation for these reactions can be found in the change in Baltic trade balance in that period. In their studies, Mączak and Sadowski supposed that already by the end of the sixteenth century Polish trade balance in Danzig became much less favorable as a result of rise in Polish imports from the West[12]. The fall in grain export after 1620-ties furtherly contributed to these changes. While the eastern trade remained probably stable, usually it was blamed for newly arisen financial problems.

The export fee on coins survived well into the seventeenth century. For instance, only in 1649, in spite of Cossack uprising, not less than 40,000 silver dollars were legally exported through the Moldavian border, after paying the tax. This tax was popularly called "the Armenian fee from coin" (*myto ormiańskie od pieniędzy*) though Armenian merchants were not the only participants in the eastern trade[13]. The huge import of silver coin from Poland to Moldavia was noticed by the 17th-century Moldavian chronicler, Miron Kostin; and Mihai Maxim has shown that starting from 1590-ties the Moldavian *harac* was sent to Istanbul almost exclusively in Western dollars (*guruş*), mostly originating from Poland[14].

[10] *Volumina legum*, vol. 2 (St. Petersburg, 1859), p. 377 (first published in 1598 in Cracow as *Konstytucje sejmu walnego koronnego warszawskiego*). See also: Z. ŚWITALSKI, "Cło od wywozu pieniędzy wywożonych za granice Rzeczypospolitej w latach 1598-1659", *Przegląd Historyczny* 51 (1960): 24-30.

[11] *Volumina legum*, vol. IV, p. 509; Z. SADOWSKI, *Pieniądz a początki upadku Rzeczypospolitej* (Warsaw, 1964), p. 79.

[12] MĄCZAK, *op. cit.*; Z. SADOWSKI, *op. cit.*, p. 72.

[13] ŚWITALSKI, *op. cit.*, p. 27.

[14] M. MAXIM, "Considérations sur la circulation monétaire dans les pays roumains et l'Empire ottoman dans la seconde moitié du XVIe siècle", *Revue des Études Sud-est Européennes* 13 (1975): 407-415.

As in the case of other goods, only a small part of silver coin brought from Poland to the Ottoman lands was really of Polish origin. Domestic production of silver mines in Olkusz was never sufficient even for internal market needs, and after losing Silesia already in the 14th century, no gold was mined in Poland. Therefore numerous foreign coins circulated in Poland, to mention only Silesian *grosze* from Schweidnitz, Hungarian golden florins, German Reichsthalers, and—more and more—Dutch rixdollars (*rijksdaalders*) and lion dollars (*leeuwendaalders*), minted from American silver.

We can assume that many silver coins brought to Danzig on Dutch ships continued their trip to Lwów, and than further to Moldavia and Istanbul. According to the tables published by Janusz Pelc and showing exchange rates between gold and silver in the big cities of the Polish-Lithuanian Commonwealth, during the whole period between 1541 and 1640 silver was constantly cheapest in Danzig and most expensive in Lwów—a clear sign of fluctuation trends within Poland[15]. Interestingly enough, according to Şevket Pamuk, after 1580-ties the gold-silver ratios in Istanbul were not much different from Western European ones[16]. The same can be said about gold-silver-ratio in Danzig. However, in Lwów the silver was more expensive than in Danzig, and also more expensive than in Istanbul. But as was already said, silver flew from Poland to Bosphorus not because it was so cheap and easy accessible in Poland, but because no domestic articles in exchange for highly demanded oriental goods could be found there. A similar role was played by expensive sorts of English cloth, imported to Poland and then reexported to Istanbul in exchange for oriental silks and carpets[17].

Though the rising anxiety of Polish authorities concerning loss of bullion during the financial crisis seems obvious, also the Ottoman attitude towards coin import from Poland was hardly unanimous. Two aspects can be mentioned here:

1) It was a *credo* of every government that merchants should pay taxes from their wares, both while coming and leaving. The fact that

[15] J. Pelc, *Ceny we Gdańsku w XVI i XVII w*., (Lwów, 1937), p. 52, tab. IX.

[16] Ş. Pamuk, "Money in the Ottoman Empire, 1326-1914" in: *An Economic and Social History of the Ottoman Empire*: 947-985, esp. p. 955.

[17] While in the direct English-Ottoman cloth trade cheap kerseys prevailed, in the Ottoman import from Poland an extraordinary role was played by expensive sorts of English cloth, see D. Kołodziejczyk, "Handel tkaninami między Europą środkowo-wschodnią a Wschodem Muzułmańskim w Basenie Czarnomorskim w latach 1475-1550" (unpublished M. A. thesis, University of Warsaw, 1986), pp. 102-105.

merchants coming from Poland brought cash instead of wares must have been confusing for both the Polish and Ottoman fiscal authorities, because it resulted in immediate losses for *gümrük* incomes. The origins of the very idea of raising tax on cash money must be further studied, but it is striking that the constitution of the Polish diet from 1598 corresponds precisely in time with first mentions in Ottoman *'ahdnames*, dealing with the very possibility of raising customs on imported coin[18]. Typically enough, the first exemption from 1597 was granted by the sultan not to all Polish merchants, but only to Polish envoys. As the contents of the *'ahdname* of 1597, almost literally repeating the contents of previous documents of 1577 and 1591, was not satisfactory for the Polish side, 10 months later a new *'ahdname* was obtained. There we read for the first time that coins brought by Polish merchants should be exempted from fees.

2) While bringing coins instead of wares caused losses in customs fees, on the other hand bullion was welcomed by any government of that time. The problem was, that imported coins were often of low standard. Numerous scholars dealing with monetary policy of mediaeval and early modern states have demonstrated that debasements of small coins served princes and kings to cure their finances on the cost of soldiers and lower strata of the society. This fate was shared by Ottoman *akçe* (Tur. lit. "white"), becoming with the time more and more *kïrmïz* (Tur. "red"). However, the policy towards bigger coins must have been much more cautious. These coins served for big trade and monetary transactions, in which the goverments and state elites themselves were often involved. And, as has been demonstrated by Haim Gerber, this was the case in the Ottoman Empire as well. Therefore, high standard of gold and big silver coin must have been preserved[19].

According to Şevket Pamuk, invasion of Ottoman markets by foreign coins and their debased versions began around 1585. Especially bad

[18] On the Ottoman *'ahdnames*, known also under the name of *imtiyazat* or capitulations, see Halil INALCIK, "Imtiyazat", *Encyclopaedia of Islam* (second edition), vol. 3 (Leiden-London, 1971): 1179-1189; and Hans THEUNISSEN, *Ottoman-Venetian diplomatics: the 'ahd-names. The Historical Background and the Development of a Category of Political-Commercial Instruments together with an Annotated Edition of a Corpus of Relevant Documents* (unpublished doctoral dissertation, University of Utrecht, 1991). This author is actually preparing a complete edition of "Polish" *'ahdnames*, covering the years 1489-1699.

[19] H. GERBER, "The monetary system of the Ottoman Empire", *Journal of the Economic and Social History of the Middle East* 25 (1982): 308-324, esp. pp. 311-312.

fame was gained by Dutch *leeuwendaalders*, named after their inscriptions of lions *arslanlu* or *esedî gurus*[20]. In reaction, anti-inflationary measures were undertaken by the Ottoman government. The first "correction of coinage" (*tashih-i sikke*) occurred in 1600, and then repeated in 1618, 1624 and 1640[21]. In this context should we see a total embargo on Dutch coin, included in the Polish *'ahdname* of 1607. There we read that:

> "one should not demand [the Polish merchants] to pay customs from cash money [*guruşlar*], which they bring. However, as the lion dollars [*arslanlu guruş*] brought from Poland have low standard and are not pure, they cause a public loss and disturbance of the imperial coin [market]; thus my illustrious ferman provided with my imperial writing [i.e. *tugra*] was issued, ordering that from now on the lion dollars of deficient standard will not be current and valid in my well-protected dominions. From now on the dollars of low standard cannot be brought from that direction to my well-protected dominions, but the dollars of good standard, as well as various goods may be brought."

This declaration of the Ottoman monetary policy disappears from the later Polish *'ahdnames* from 1623, 1640 and so forth. To the contrary, *esedî guruş* (called also in Polish sources a "lion dollar"—*talar lewkowy*) is mentioned among other silver coins allowed on the Ottoman market. The explanation for this change is simple: in 1612 first Dutch capitulations were granted. In these capitulations, published by Alexander de Groot, we read:

> "no tax may be levied on the gold and the coins [the Dutch merchants] take with them; (…) commissioners and controllers of the mint may not interfere nor cause damage by saying: we will make *akçe* of your *guruş*"[22].

The role of Dutch enterprise in the world bullion trade was studied in details by Artur Attman. According to his estimates, more than two thirds of American bullion imported to Amsterdam was then reexported

[20] On their standard and contents of silver, amounting in value to ca. 0.8 of the value of a "normal" rix-dollar, see János Buza, "Der Kurs der Löwentaler in Ost-Mitteleuropa (mit besonderer Rücksicht auf Siebenbürger und Ungarn)", *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae* 27 (1981): 335-258. I would like to express here my gratitude to Bogdan Murgescu for his friendly remarks and discussion of this matter.

[21] Ş. Pamuk, *op. cit.*, pp. 961-966.

[22] *getürdükleri altun ve guruşdan resm alïnmayub (…) zarbhane eminleri ve nazïrlarï dahl u ta'arruz eylemeyüb ve guruşunuzï akçe kat' ederiz deyü rencide ü remide etmeyeler* — A. de Groot, *The Ottoman Empire and the Dutch Republic. A History of the Earliest Diplomatic Relations 1610-1630* (Leiden/Istanbul, 1978), p. 250. This clause was introduced already into the English capitulations of 1601, see Feridun Bey, *Münşeatü's-Selatin* (Istanbul 1274/1857-58), vol. 2, p. 474.

to India, to the Levant and to the Baltic Region. And, as we have tried to demonstrate, many coins exported to the Baltic founded their ultimate destination in the Levant as well. Again, quoting Attman: "in Europe appears to have been an unwritten law that merchants did not pay duty on imports and exports of precious metals[23]." However, this unwritten law was seriously challenged at the turn of the centuries. The influx of American silver into Europe reached its peak between 1590 and 1600[24]. Gradual replacement of more traditional trade commodities by coin inspired several governments to reconsider their attitude. Attman knows about two cases when duty was levied on coin: in Poland after 1598 and in Swedish Narva between 1603 and 1611[25]. The lecture of Ottoman *'ahdnames* demonstrates that also the Ottoman government was trying to cure its budget by imposing a tax on money. Finally, the long-term commercial interests and the political pressure of western partners persuaded the Ottomans to give up these projects.

From then on, the *leeuwendaalder* found its way to Ottoman provinces and soon became the most popular big silver coin on the Ottoman market. It is memorized even today by the name of contemporary Bulgarian currency unit, namely *lev*-"a lion."

D.K.

[23] A. ATTMAN, *Dutch Enterprise in the World Bullion Trade 1550-1800* (Göteborg, 1983), p. 22.

[24] According to Michel Morineau, this peak was reached anew and transgressed already in 1660s. In his monograph, Morineau questioned the classical thesis of Earl Hamilton about the influence of American silver on the European economy, see MORINEAU, *Incroyables gazettes et fabuleux métaux. Les retours des trésors américains d'après les gazettes hollandaises (XVIe-XVIIIe siècles)* (Cambridge, 1985), pp. 38-41, 98, 113, 584.

[25] ATTMAN, *op. cit.*, pp. 24-25.

TABLE 1: FRAGMENTS CONCERNING COIN EXPORT IN "POLISH" *'AHDNAMES*[1]

1597 (I Rebi I 1006/11-20 November 1597 – a clause added at the very end of the document)

destgâhïmïza da'ima ilçilerinüz geldikde ilçilerinüzün guruşlarïndan ve kendü mata'larïndan gümrük ve reft ve kassab akçesi deyü bir akçe ve bir habbe alïnmïya

"always, when your envoys come to our court (…) not a smallest silver coin [*akçe*] or grain will be taken from their money [*guruş*] and their own goods under the title of customs, departure money [*reft akçesi*] or the tax on animals [*kassab akçesi*]"

1598 (1 Muh. 1007/4 August 1598)

Gelüb giden bazarganlar (…) ve getürdükleri guruşlarïndan dahi gümrük taleb olunmïya deyü hatt-i hümayunumla ferman-i 'ali-şanïm sadïr olmuşdur

"and also an illustrious ferman provided with my imperial writing [i.e. *tugra*] was issued, ordering that (…) one should not demand the [Polish] merchants, who come and leave, to pay customs from cash money [*guruşlar*], which they bring"

1607

ve getürdikleri guruşlarïndan gümrük taleb olunmïya lâkin Leh tarafindan cari olan arslanlu guruşun 'ayarï kam olub halis olmayub zarar-i 'amm olub sikke-i hümayunun ihtilâlïna ba'is olmagla min ba'd memalik-i mahrusemde arslanlu ve nakïsu'l-'ayar guruş cari ve ra'ic olmamak içün hatt-i hümayunumla ferman-i 'alişanïm sadïr olmuşdur min ba'd memalik-i mahruseme oltarafdan kam-'ayar guruş gelmeyüb sahihü'l-'ayar-guruş ile emti'a-i mütenevvi'e gele

"and also one should not demand [them] to pay customs from cash money [*guruşlar*], which they bring. However, as the lion dollars [*arslanlu guruş*] brought from Poland have low standard and are not pure, they cause a public loss and disturbance of the imperial coin [market]; thus my illustrious ferman provided with my imperial writing [i.e. *tugra*] was issued, ordering that from now on the lion dollars of deficient standard will not be current and valid in my well-protected dominions. From now on from that direction the dollars of low standard cannot be brought to my well-protected dominions, but the dollars of good standard, as well as various goods may be brought"

1623 I (February)

ve getürdükleri guruşlarïndan dahi gümrük taleb olunmïya deyü merhum ve magfurun-leh babam sultan Mehmed Han Gazi taba sarahu hazretleri hatt-i hümayunlarï ile ferman etmegin mucebiyle 'amal olunub alïnmïya

[1] Except for the document of 1607, all texts are preserved in originals in the Central Archives in Warsaw.

“and, as my late father, whose sins are forgiven, His Excellency Sultan Mehmed Khan Ghazi (may he rest in peace!), had issued a ferman[2] provided with his imperial writing [i.e. *tugra*], saying that one should not demand [them] to pay customs from cash money [*guruşlar*], which they bring, one should proceed accordingly and should not take [their money]”

1623 II (October)

ve getürdükleri guruşlarïndan eger riyal ve eger kara guruş ve eger arslanî ve eger Lih guruşïdïr gümrük taleb olunmïya

“and one should not demand [them] to pay customs from cash money [*guruşlar*], which they bring, whether they are reals [*riyal*], black dollars [*kara guruş*], lion [dollars] [*arslanî*], or Polish dollars [*Lih guruşï*]”

1640

ve getürdükleri sahihü'l-'ayar guruşdan gümrük taleb olunmïya

“and one should not demand [them] to pay customs from cash money [*guruşlar*] of good purity, which they bring”

1667-1672-1678

ve getürdükleri guruşlarïndan eger riyal ve eger kara guruş ve eger esedî ve eger Lih guruşïdïr gümrük taleb olunmïya

“and one should not demand [them] to pay customs from cash money [*guruşlar*], which they bring, whether they are reals [*riyal*], black [Spanish] dollars [*kara guruş*], lion [dollars] [*esedî*], or Polish dollars [*Lih guruşï*]”

1699

sekizinci madde (…) ve getürdukleri nakd akçeden gümrük taleb olunmïya

“Article 6. (…) and one should not demand [them to pay] customs from cash money [*akçe*], which they bring”

[2] This ferman is mentioned in the text of the *'ahdname* of 1598.

Dariusz KOŁODZIEJCZYK, *The Export of Silver Coins through the Polish-Ottoman Border and the Problem of the Balance of Trade*

Though in the sixteenth century the great era of the international Black Sea trade was over, the Polish and Ottoman merchants partially replaced the Genovese. For lack of Polish commercial goods on the Ottoman markets, silver coin (Dutch, German and Polish) became the leading export article. The passive trade balance on the Polish side was not considered dangerous as long as the Baltic grain export was flourishing. Its crisis which started by the end of the sixteenth century, might be considered as the main reason of a shift in Polish public opinion. Numerous voices were raised then in the Diet against both "luxury" and "Turkish trade." Finally, in 1598, a special export duty on coin was introduced on the Polish-Moldavian border.

Paradoxically, the flow of silver arose doubts on the Ottoman side as well. While Ottoman authorities never levied customs on "Polish" silver, they tried to prevent low-standard imported coin from influxing the Ottoman market. Changes in the Porte's attitude can be studied through the relevant paragraphs of the Polish-Ottoman *'ahdname* from the sixteenth and seventeenth centuries.

Dariusz KOŁODZIEJCZYK, *L'exportation des pièces d'argent à la frontière polono-ottomane et le problème de la balance des paiements*

Bien qu'au XVIe siècle la grande époque du commerce international en mer Noire fût terminée, les marchands polonais et ottomans avaient partiellement remplacé les marchands génois. Étant donné la manque d'articles en provenance de Pologne sur les marchés ottomans, les marchands polonais exportaient en masse les pièces d'argent d'origines hollandaise, allemande et polonaise. Le déficit de la balance des paiements ne fut pas considéré comme dangereux tant que le commerce prospéra dans la Baltique. Dès qu'il fut en crise à la fin du XVIe siècle, un changement d'opinion se produisit et des voix s'élevèrent à la Diète contre le « luxe » et le « commerce turc ». En 1598, une taxe sur l'exportation des pièces d'argent fut introduite à la frontière moldave.

Paradoxalement, du côté ottoman, on voyait aussi dans l'influx d'argent matière à inquiétude. Même si les autorités ottomanes ne levèrent jamais de taxes sur l'argent « polonais », elles tentèrent d'empêcher la monnaie à titre faible d'inonder le marché ottoman. Les variations dans l'attitude de la Porte à cet égard peuvent être étudiées à travers les paragraphes correspondants des *'ahdname* des XVIe et XVIIe siècles.

PÈLERINAGE ET COMMERCE À L'ÉPOQUE OTTOMANE

LES INVENTAIRES APRÈS DÉCÈS DE 135 PÈLERINS MORTS À DAMAS À L'AUBE DU XVIII[e] SIÈCLE

De nombreux auteurs ont insisté sur le rôle marchand des caravanes du pèlerinage du Caire et de Damas. Certains historiens, tel Jomier, se sont plaints que « faute de sources suffisantes, ils n'aient pu qu'affleurer l'aspect économique d'un grand fait social et religieux » et ont souhaité que « la découverte de documents nouveaux permette de retracer un jour, de façon satisfaisante, l'histoire commerciale de la caravane du mahmal »[1]. Il ajoutait : « La proportion de pèlerins qui s'adonnaient au commerce est très mal connue ». Ce sont les voyageurs occidentaux qui ont le plus insisté sur l'aspect commercial du pèlerinage, avec des nuances. Ainsi, Burckhardt, dans la seconde décennie du XIX[e] siècle, déclarait : « peu de pèlerins, mendiants exceptés, arrivent sans avoir avec eux quelques produits de leurs pays respectifs à vendre, et cette remarque s'applique tant aux marchands [...] qu'à ceux qui sont amenés par le zèle religieux, car ces derniers tirent de leur trafic à La Mekke un profit suffisant pour diminuer en partie les dépenses considérables du voyage »[2]. La position de Hasselquist, à propos de la caravane du Caire, au milieu

[1] J. Jomier, *Le mahmal et la caravane égyptienne des pèlerins de la Mecque (XIII[e]-XX[e] siècles)*, Publications de l'Institut Français d'Archéologie orientale du Caire, 1953, p. 224.
[2] Burckhardt, *Voyages en Arabie*, Paris, 1835, I, p. 353.

C. Establet est maître de conférences à l'Université d'Aix-en-Provence, J.-P. Pascual chargé de recherches au CNRS, IREMAM, 3-5 avenue Pasteur, 13617 Aix-en-Provence, France.

Turcica, 28, 1996, pp. 117-162

du XVIIIe siècle, est plus radicale : « Tous ne vont pas à La Mecque par dévotion et il s'en trouve quantité qui n'entreprennent ce pèlerinage que dans l'espoir du gain»[3]. Reste à apprécier cette « quantité », cette proportion de personnes qui font le pèlerinage dans un but commercial plus que religieux, et à évaluer le poids de ces biens que l'on emmène pour vendre, ou que l'on ramène dans des intentions semblables, dans la besace du pèlerin. Les voyageurs occidentaux ont-ils été des observateurs lucides ? À appuyer ses affirmations sur les conclusions de Burckhardt, ou de Hasselquist, ne risque-t-on pas de produire, comme le craint Suraiya Faroqhi, « une sorte d'histoire sociale et intellectuelle européenne, à la place de l'histoire ottomane à laquelle nous prétendons » ?[4]

Un échantillon important de 135 inventaires après décès de voyageurs ottomans, qui détaillent et évaluent les biens transportés, devrait permettre d'étudier les implications économiques du pèlerinage. Ces inventaires font partie d'un corpus de 628 cas, tirés de deux registres de Damas[5], tenus par un juge religieux, le *qassām ʿarabī*, dont le rôle consistait à effectuer le partage légal des successions (*muḫallafa*, *tarika*) de civils, hommes et femmes, entre les divers héritiers, ou à attribuer l'ensemble de la fortune à l'État, à son Trésor (*Bayt al-Māl*) dans un certain nombre de cas. Le premier des deux registres, le n° 15, couvre les années 1686-1693, le second, n° 19, les années 1689-1717. La plupart concernent des Damascains[6], mais les inventaires qui sont à la base de ce travail, quoique dressés à Damas, s'appliquent à des successions d'étrangers, pèlerins dans l'immense majorité, qui meurent à Damas, ou dans la région dépendant de sa juridiction, laissant à cette étape du voyage un certain nombre de biens qui seuls font l'objet de la description du *qāḍī*. René Tresse a expliqué comment les choses se passaient dans la pratique, à une époque qu'il ne définit pas, mais qui semble appartenir à la fin du XIXe siècle : « Il (le défunt) est lavé au grand arrêt, et l'on creuse hâtivement une fosse de faible profondeur, parfois avec les mains. L'on roule quelques pierres sur la terre remuée dans l'espoir qu'il ne sera pas déterré par les chacals ou par les hyènes dont les bandes affamées forment l'ultime arrière-garde de la grande Caravane »[7]. On trouve dans

[3] HASSELQUIST, *Voyages dans le Levant*, 1749-1752, Paris, 1749, p. 124-125.

[4] Suraiya FAROQHI, *Pilgrims and sultans*, I.B.Tauris, Londres, New York, 1994, p. 175.

[5] Ces registres sont conservés au Centre des archives historiques à Damas.

[6] Une première analyse de ces inventaires a fait l'objet d'un ouvrage, Colette ESTABLET et J.-P. PASCUAL, *Familles et Fortunes à Damas en 1700*, IFEA, Damas, 1994.

[7] René TRESSE, *Le pèlerinage syrien aux Villes Saintes de l'Islam*, Chaumette, Paris, 1937, p. 225.

les inventaires la trace de cette pratique : creuser la fosse, rouler ces pierres représentait un travail dont la rémunération devait être prélevée sur l'actif du défunt. Le prix de la tombe (*qabr*, *mazār*) creusée à Damas aussi bien qu'en chemin apparaît dans 38 successions ; mais on ne peut connaître que la valeur d'un ensemble qui comprend le creusement de la tombe, mais également l'inhumation (*tağhīz* et le *takfīn*), une somme qui varie de 4 à 25 *qurš*. Avant cette « mise au tombeau », « le pèlerin, précisait Tresse, est attaché sur son chameau et ses bagages mis sous scellés ». Ce sont ces bagages qui faisaient l'objet d'une *muḫallafa*.

I. SOURCE ET MÉTHODE D'ANALYSE

La source

La source est d'une exceptionnelle richesse. Comme toujours dans les inventaires ottomans, au moins syriens, le *qāḍī* a scrupuleusement décrit les objets que le défunt transportait avec lui. Pour ne pas lasser le lecteur, donnons-lui lecture d'un inventaire relativement court : 'Abdarraḥmān b. Ḥasan, mort en juillet 1687, à l'aller, un homme d'un certain âge certainement, puisqu'il laisse une veuve et cinq enfants, possède : un cheval ongre (*ikdīš*) qui vaut 10 qurš, 10 foulards (*būšiyya*) à un qurš, un peu de café (un *raṭl*, un qurš), un pantalon bouffant (*širwāl*) avec deux chemises (*qamīṣ*) et deux caleçons (*libās*), dont l'ensemble est estimé à deux qurš, deux sacs de filotin (*ğuwāl*), un tapis (*bisāṭ*) et un manteau (*yābanğa*), un qurš, un *iḥrām*, 27 miṣriyya, 4 foulards (*būšiyya*) rouges et 6 verts, 28 miṣriyya. À cette seule énumération, on aura compris la richesse de ces documents dans lesquels sont enregistrés les types et les quantités de biens possédés, leur nombre et leur valeur. Ces inventaires de défunts voyageurs ne sont en rien des tombeaux où le *qāḍī* aurait enterré en les fixant les affaires de nos pèlerins : ils permettent de saisir sur le vif des biens qui marchent, et dont il est permis de reconstituer la circulation.

Cette richesse n'exclut pas difficultés et problèmes.

La source n'est sans doute pas exhaustive : un certain nombre de morts ont sans aucun doute échappé. Le *qāḍī* notait, dans le détail, la valeur de tous les objets transportés par les voyageurs qui mouraient en chemin ; mais cet enregistrement des biens n'allait pas sans difficulté, car les agents de l'État chargés de dresser l'inventaire des biens de ces pèlerins ne travaillaient pas dans la probité la plus absolue. « Un grand

courage, de l'habileté et de la finesse étaient nécessaires pour protéger les biens du défunt […] ; la règle générale était qu'une propriété sans héritier revînt au fisc. Mais, dans le contexte de la caravane du pèlerinage, cela pouvait signifier que la propriété pouvait être confisquée si aucun des héritiers n'était présent dans la caravane. Les héritiers qui étaient restés au pays avaient dû se plaindre de ces abus, car l'administration centrale, à maintes reprises, essaya de contrôler la situation. Les pèlerins eurent la permission de choisir un 'exécuteur' pour s'occuper des biens du défunt. Dans la caravane syrienne, une règle plus libérale fut appliquée, et les compagnons de village ou de ville du défunt pouvaient également prendre soin des affaires du pèlerin décédé. Mais les tentations étaient nombreuses et les agents officiels ont probablement été les personnages de la caravane les plus détestés »[8]. Un certain nombre de défunts ont sans doute trompé—accompagnés de leurs biens—la vigilance de ces « officials ». Suraiya Faroqhi note : « Lorsqu'un pèlerin mourait, ses compagnons de tente craignaient l'agent du fisc, le scribe et le cadi. Afin d'éviter des atteintes portées à la propriété […], ils ne lavaient pas le défunt, ni ne l'enveloppaient dans un linceul […]. Le corps était enterré furtivement dans la tente du personnage décédé »[9]. Il faut se résigner à accepter ces lacunes, qu'il est impossible d'évaluer précisément, ou de rectifier.

Une difficulté de tout autre nature provient de la structure même de l'Empire, vaste et hétérogène. Si ces actes de succession sont enregistrés à Damas, les pèlerins appartiennent très rarement à la partie arabe de l'Empire ottoman : les Balkans et l'Anatolie fournissent le contingent essentiel des défunts. À Damas, le juge, et son scribe, sont amenés à noter la qualité et la valeur de biens appartenant à des voyageurs qui proviennent de régions différentes. Les valeurs des objets, par exemple, sont fixées dans des monnaies utilisées couramment à Damas (le qurš, accompagné de ses tiers, de ses demis, de ses trois-quarts, et la miṣriyya), mais aussi dans d'autres monnaies ayant cours dans les parties centrales de l'Empire, comme le *para* et l'*aqče*. Le juge n'hésite pas, dans quelques successions, à estimer les biens dans un cocktail de ces monnaies, mêlant les *qurš*, les *miṣriyya* et les *paras*. Pour uniformiser le corpus, nous avons uniformisé les monnaies ; de nombreux documents permettaient de convertir les miṣriyya, les para, les *aqče*, les quelques *zlota* rencontrées,

[8] Suraiya FAROQHI, *Pilgrims and sultans*, p. 45
[9] Suraiya FAROQHI, *Pilgrims and sultans*, p. 45

en qurš : la miṣriyya et le para représentent la quarantième partie du qurš ; 120 aqce font un qurš. Au cours de la trentaine d'années que survolent nos documents, ces cours ne se sont guère modifiés, et l'on pouvait sans crainte en abandonner les très légères variations[10].

Cette diversité dans l'origine géographique du défunt pose également des problèmes de langue : le *qāḍī* et ses scribes utilisent, pour décrire les effets des défunts, la langue arabe, ou la langue turque (ou plus exactement ottomane), ou un mélange des deux. Il existe certes des traducteurs qui assistent le juge. Le prix de leur travail s'inscrit en dette pour le défunt, petite dette d'un demi-qurš dont on a trouvé six fois la trace dans le passif des défunts ; les successions pour lesquelles un ou deux traducteurs sont intervenus sont rédigées en arabe, à une exception près, celle d'un homme d'Edirne, dont l'inventaire est rédigé en turc. Mais la plupart du temps, peut-être privé de traducteurs permanents, le *qāḍī* a utilisé, pour enregistrer le nom des objets transportés, la langue arabe, ou l'osmanli, ou un mélange des deux idiomes, suivant sans doute ses propres connaissances linguistiques. Nous avons choisi de respecter les langues utilisées, redoutant les erreurs qui auraient accompagné une tentative d'harmonisation dans une seule langue, l'arabe ou le turc, de tous ces mots de la vie quotidienne du XVIII[e] siècle.

Une méthode : l'analyse automatique des données

La richesse des informations rendait obligatoire la saisie détaillée du texte : grâce au logiciel Données et Outils[11], 11 276 termes ont été relevés, qui comprennent des chiffres, le nombre des objets et leur valeur, des substantifs désignant les objets eux-mêmes, accompagnés d'adjectifs qualificatifs indiquant la couleur, (les *būšiyya* vertes, etc.), mais également leur état, ou le matériau dont ils sont fabriqués.

Pour traiter les données, nous avons refusé le codage et préféré l'analyse textuelle, qualitative, des documents. Le corpus est constitué de longues listes d'objets (les biens des pèlerins) dont la littéralité est respectée dans toute la mesure du possible. L'exploitation statistique et documentaire des textes conduit à analyser la fréquence des termes utilisés dans l'ensemble des actes, puis dans les sous-populations définies

[10] C. Establet, J.-P. Pascual, « Damascene probate inventories of the 17th and 18th centuries : some preliminary approaches and results », *IJMES* 24 (1992), p. 373-393.

[11] Données et Outils, J.J. Girardot, Laboratoire MIS, Université de Besançon.

par les principales variables (étapes du pèlerinage, richesse et origine géographique des pèlerins). L'analyse factorielle des correspondances trace enfin les lignes de démarcation entre les individus selon les biens qu'ils possèdent[12].

Les premières analyses du texte tel qu'il sort de la plume des scribes nous ont convaincus de réviser un peu notre parti intégriste de littéralité :

— On a uniformisé une écriture hésitante, en n'acceptant qu'une seule « orthographe » pour des mots, particulièrement souvent cités : ainsi, notre *ǧaqšīr* (pantalon) a remplacé plusieurs *šaǧšīr*, *šanǧīr* ; la même opération a transformé les *ǧalwār* ou *šalwār* en *širwāl* (culottes bouffantes), les *ǧarǧaf* en *šaršaf* (draps), les *köhnawāt* en *köhne* (usés), les *ḫurdāt*, *ḫurdawāt* en *ḫurda* (menues choses), les *ǧūqa* en *ǧūḫa* (manteau de drap), les *maqrama* en *maḥrama* (mouchoirs). Certains mots apparaissent sous deux formes différentes, tels *būšī* (34) et *būšiyya* (5) (foulards), ou *ṭās* et *ṭāsa* (bols) : la plus fréquente des formes a été conservée.
— Les formes, spécifiques à l'arabe, des pluriels, des féminins, ont été ramenées à des singuliers et à des masculins. L'adjectif qualificatif « noir », sous sa forme féminine *sawdā'*, par exemple, avait été utilisé 15 fois : on a remplacé cette forme de l'adjectif par sa forme masculine, *aswad*, écrit à 28 reprises ; 8 *qumṣān* ont abandonné leur pluriel pour s'ajouter aux 44 *qamīṣ* rencontrés.
— Certaines déclinaisons propres à la langue turque ont été ignorées : 4 *alāǧāsi*, 8 *ibrīqī* et 3 *ṣāriqi* ont été transformés en *alāǧā*, *ibrīq*, et *ṣāriq*, que l'on trouve respectivement 111, 58 et 52 fois[13].
— Enfin, les 271 « avec » (*ma'*) et les 198 « et » (*wa*) ont été supprimés.

Dans une deuxième étape, inquiets de voir que les chiffres pouvaient indiquer aussi bien la quantité des objets possédés que leur valeur, que les monnaies utilisées comportaient des qurš, des miṣriyya, des paras, des aqče, constatant par ailleurs que la valeur des biens n'était pas systématiquement indiquée par le *qāḍī* pour chacun des différents biens

[12] Le logiciel utilisé pour mener à bien toutes ces opérations de statistique textuelle est Spadt. T, mis au point pour le CISIA par L. LEBART, A. MORINEAU, M. BECUE, L. HAEUSLER. C. BAUDELOT et R. ESTABLET ont passé de longues heures à nous en expliquer la pratique : qu'ils soient remerciés ici.

[13] Il est évident que ces données fournissent des bases sérieuses pour l'étude de cette langue « mélangée » utilisée par les *qāḍī*, ou leurs scribes, à Damas vers 1700. Nous renvoyons cette analyse à une date ultérieure.

possédés, nous avons supprimé du texte les valeurs des objets, pour ne garder, comme données chiffrées, que le nombre d'objets transportés lorsque ce nombre dépassait dix.

Enfin, nous avons ôté de l'analyse vingt inventaires qui ne renseignent que sur le travail du *qāḍī* damascain, et non sur les pèlerins eux-mêmes. Une vingtaine de défunts se différencient[14] de tous les autres voyageurs, parce que le juge a décidé, ce jour-là, de limiter son travail : pour des raisons que l'on ignore, il a décidé de bâcler l'enregistrement des biens. L'inventaire se limite alors à la brève notation de « choses » (*asbāb*), ou d'affaires de corps (*asbāb badan*), accompagnées de « trucs » (*ḫurda*) supplémentaires ; à côté de ces « trucs », le juge a cependant enregistré la présence du seul bien de valeur, la bête de monte ou de somme, *ğamal*, *faras*, *ikdīš*, *baġl*. Les personnages ainsi qualifiés portent tous, sauf un, le titre de *ḥāğğ* ; ils ne sont pas particulièrement pauvres, bref, ce sont des individus « moyens » que rien ne distinguerait des autres si le juge n'avait pas décidé d'être bref. Ce travail rapide du juge, à une exception près, concerne des pèlerins d'origine balkanique ou anatolienne qui passent par Damas pour se rendre à La Mekke ; peut-être, dans ce voyage aller, sont-ils peu suspects de transporter dans leurs bagages des choses intéressantes et le *qāḍī*, qu'il soit d'origine locale ou non, n'a pas fait l'effort de décrire dans une langue étrangère, le turc ou l'arabe, des biens courants qui sont le lot de chacun. Comme bien d'autres, ces voyageurs sont accompagnés de leurs montures, mais un simple effet d'enregistrement des données lié à la fantaisie du scripteur, et non pas une particularité bien spécifique, réelle, a isolé ce groupe de pèlerins des autres défunts. À partir d'inventaires aussi mal décrits par un *qāḍī* pressé, on ne pourra glaner aucune information sérieuse sur ces quelques voyageurs. Une nouvelle étape du travail concernera donc 115 inventaires, nouveau corpus débarrassé des vingt actes dans lesquels le *qāḍī* s'est limité à noter la présence d'*asbāb*, d'*asbāb badan*, de *ḫurda* sans précision et de seules bêtes de somme.

En revanche, aucune solution n'a été trouvée aux perturbations que la pratique courante du bilinguisme inflige à l'analyse, dans ce milieu de la judicature de ces marges arabes de l'Empire ottoman : le quatrième axe de l'analyse factorielle groupe, en les opposant, les mots turcs et les mots arabes. L'utilisation de l'une ou l'autre de ces langues ne semble

[14] Ces voyageurs contribuent à créer l'axe 1 de l'analyse factorielle, marqué par la présence d'*asbāb*, *asbāb badan* et de différentes bêtes de somme.

liée ni à l'origine du défunt (balkanique ou anatolienne), ni à sa richesse, ni au moment de son décès. La très grande majorité des voyageurs passant par Damas pour y mourir n'est pas arabe : certains parlent une langue balkanique, d'autres le turc ; ils sont entourés de compagnons qui pratiquent eux aussi l'une ou l'autre de ces deux langues. Là encore cet effet de langue, dans la description de l'inventaire, est à imputer au savoir-faire, à la compétence variables des juges et de leurs aides.

L'analyse textuelle concernera donc, suivant les cas, soit 135, soit 115 inventaires.

Cette analyse néanmoins ne permettait pas d'examiner, pour chaque individu, la quantité de biens possédés, ni leur valeur. Les pistes qu'elle suggérait devaient être vérifiées par une analyse quantitative. Or la structure même du document ne permet pas de compter facilement les objets cités, ni d'en établir, pour chacun d'eux, le prix. Le scripteur, s'il décrit la plupart du temps les objets un à un, en en donnant nombre et valeur, peut également, avec une fantaisie à laquelle nulle règle n'a été trouvée, saisir dans un même groupe de mots une série de biens : deux sacs (*ǧuwāl*), un tapis (*bisāṭ*) un manteau (*yābanǧa*) valent, ensemble, un qurš. Ce qurš d'ensemble ne permet plus d'attribuer une valeur précise, ni au *ǧuwāl*, ni au *bisāṭ*, ni au *yābanǧa*. Nous avons donc élaboré un tableau ne comprenant qu'un objet par ligne, auquel on pouvait, ou non, donner sa valeur, comme l'indique le document suivant. Un tel tableau, réalisé pour chacun des voyageurs, permettait d'établir une comptabilité des différents biens possédés et d'en établir la valeur, quand la possibilité en existait.

Nombre	Objets	Valeur
1	pantoufle (*bābūǧ*)	
1	tapis (*bisāṭ*)	
1	*iḥrām*	0,6
1	*ikdīš*	10,0
1	*širwāl*	
2	*ǧuwāl*	1,0
2	caleçon (*libās*)	
2	chemise (*qamīṣ*)	
4	foulards rouges (*būšiyya ḥamrā'*)	
6	*būšiyya ḫaḍrā'*	
10	*būšiyya*	1,0
1 *raṭl*	café (*qahwa*)	1,0
1	*yābanǧa*	

Si à partir de cet inventaire il est impossible d'établir le prix de la *bābūǧ*, du *širwāl*, du *yābanǧa*, du *libās*, de la *qamīṣ*, ou des *būšiyya*, d'autres inventaires précisent la valeur d'une quantité suffisante des mêmes biens pour permettre d'établir en quelque sorte un prix moyen pour la majorité des objets transportés par les défunts.

II. UNE IMPRESSION D'ENSEMBLE CONTRADICTOIRE

1) Une certaine couleur d'ensemble se dégage d'une première analyse textuelle, que l'on pourrait résumer ainsi : « du peu, du petit et du moche ».

Une analyse de la fréquence des termes utilisés par le *qāḍī*, qu'il s'agisse de nombres, de substantifs ou d'adjectifs, suggère une première couleur de l'ensemble de cette caravane. Cette analyse concerne les 11 276 mots contenus dans les inventaires des 135 défunts. N'ont été pris en compte, parmi ces 11 276 termes, que ceux qui apparaîssent plus d'une fois dans l'ensemble des inventaires, soit 10 583 mots.

Le mot le plus fréquemment utilisé est le chiffre UN, qui revient 1 081 fois sous la plume du scripteur. Ce UN peut signifier la quantité d'objets possédés par le défunt, mais aussi leur valeur, un qurš ; et l'on se retrouve encore au-dessous de la réalité, car le *qāḍī*, quand il notait la quantité des biens possédés, omettait, la plupart du temps, d'indiquer le chiffre *un* devant l'objet unique, écrivant *yābanǧa*, simplement, et non *un yābanǧa*. Le deuxième mot utilisé, par ordre de fréquence, est le mot DEUX (noté 499 fois). Le pèlerin moyen transportait peu à la fois, c'est le moins que l'on puisse dire, et de peu de valeur.

Le troisième mot utilisé, toujours par ordre de fréquence, est un adjectif, *köhne*, (dont la traduction hésite entre « usé, usagé, vieux »), qui revient 291 fois sous la plume du scripteur, auquel il faut rajouter la forme arabe de même sens, *musta'mal*, que l'on trouve 11 fois. L'adjectif turc « neuf » (*yeni*) n'est jamais utilisé, l'adjectif arabe de même sens *ǧadīd* est utilisé une seule fois. Du peu, du « moche », mais aussi du « petit », telles sont les premières impressions qui ressortent de l'analyse des textes : si l'adjectif « grand » est 17 fois employé (10 *kabīr*, 7 *büyük*), le « petit » qualifie 83 fois les objets transportés (67 *ṣaġīr*, 16 *küčük*).

2) Cependant, l'étude de la quantité d'espèces transportées par les pèlerins démontre qu'une importante quantité de numéraire s'engloutit en Orient ; cette disparition suggère l'idée de commerce.

Des biens que la caravane achemine, il était facile de faire la part du numéraire, toujours distingué par le *qāḍī*, des autres possessions du voyageur : la valeur totale des espèces des pèlerins s'élève à 13 807 qurš, soit 42% de la valeur de tous les biens transportés (32 793 qurš). Il s'agit là d'une proportion énorme, si l'on veut se souvenir que, dans le patrimoine des Damascains, la part du numéraire s'élevait à 7%, et que de nombreuses études ont insisté sur la pénurie du numéraire dans le Moyen-Orient, montrant à quel point le numéraire était, vers 1700, denrée précieuse par essence, mais surtout rare, dont le commerce avec l'Asie expliquait la disparition : « Le Levant souffrait d'un déficit chronique de sa balance commerciale avec l'Asie »[15].

On touche ici du doigt un aspect du phénomène : les espèces, par la caravane, filent vers l'Orient. En effet, à l'aller, c'est le numéraire qui alourdit la caravane : chaque homme, en moyenne, est riche de 192 qurš, dont 135 consistent en monnaies (plus de 70%). Au retour, les espèces ont fondu. L'homme s'est apparemment enrichi : 320 qurš constituent son avoir, mais le numéraire ne compte plus que pour 19% de ses biens.

	mort à l'aller	mort au retour
valeur moyenne de l'actif total en qurš	192	320
valeur moyenne du numéraire en qurš	135	60

Les inventaires nous donnent même les moyens de préciser la part de l'or et de l'argent dans ce voyage oriental. Cent cinq voyageurs possèdent du numéraire : pour 36 d'entre eux, le juge a précisé la nature exacte des monnaies transportées. Vingt-huit serrent dans leurs bourses des pièces d'or soit étrangères (276 ongres, 312 *bunduqī*), soit ottomanes (534 *šarīfī*, 134 *'atīqī*, 67 *zanğarlī*, 10 *ṭuralī*, 10 *eski*). Ce sont, à peu de choses près, les types de monnaies que conservent également les

[15] Bruce Masters, *The origins of western economic dominance in the Middle East*, New York University Press, New York, Londres, 1988, p. 147-153.

Damascains : toutefois, les pèlerins circulent avec un peu plus de monnaies ottomanes, les Damascains possédant une part un peu plus importante de monnaies étrangères. Ces 1 643 pièces d'or[16] représentent environ une valeur de 4 600 qurš, soit 33,3%, exactement le tiers, du montant des monnaies transportées. On peut supposer que le *qāḍī* prend le soin de mentionner seulement les noms et la valeur des pièces d'or. Les monnaies d'argent qui correspondent cependant à l'essentiel des pièces transportées (les 2/3) sont rarement citées : quatre voyageurs, en mourant, précise le juge, possèdent des qurš, trois des paras, un 1 500 *fulūs* ; la plupart du temps, les monnaies d'argent que les voyageurs conservent dans leur bourse ne sont qualifiées que de simple et vague « *naqdiyya* » (numéraire). Ces données rejoignent les affirmations de Suraiya Faroqhi, qui insistait sur le rôle de l'argent dans les transactions, tout en notant le rôle grandissant de l'or.[17]

Les espèces d'or et d'argent filent donc vers l'Orient où elles s'engloutissent presque. Le numéraire a certes pu disparaître durant les quatre mois de voyage, fertiles en occasions ou obligations de dépenses, ou au soleil de La Mekke. Mais on imagine également qu'à l'intérieur de la caravane, il s'est trouvé des commerçants qui ont échangé, à La Mekke ou ailleurs, leurs espèces sonnantes et trébuchantes contre d'autres biens. Cette hypothèse est confirmée par l'analyse du nombre de mots qui composent les inventaires : en moyenne, un inventaire de voyageur qui revient comporte 58 mots ; un inventaire de voyageur qui part n'en comprend que 33. Et si, au lieu de se référer à la simple mention des termes, on compte les objets en possession du défunt lors de son décès, on constate que, à l'aller, 3 175 objets font partie du convoi, au retour 6 433. La caravane a plus que doublé de volume ; et l'on imagine les sacs bourrés de ces pèlerins qui reviennent des Villes Saintes, sur le contenu desquels il est temps, maintenant, de se pencher.

[16] La valeur des monnaies d'or a légèrement évolué au cours de ces trente ans, s'élevant de 2,2 à 3 qurš environ ; cf C. ESTABLET et J.-P. PASCUAL, « Damascene probate inventories of the 17th and 18th centuries », p. 373-393.

[17] Suraiya FAROQHI, *Pilgrims and sultans*, p. 5 : « Dans les terres centrales de l'Empire, Anatolie et Roumélie, l'or n'était pas beaucoup utilisé, même pour les grosses transactions entre citadins ; les négociants européens, également, commerçaient principalement avec de l'argent…Puis la préférence pour l'or peut être mise en relation avec l'importance grandissante des échanges commerciaux entre la péninsule arabique et les commerçants indiens, qui, habituellement, demandaient à être réglés en or. »

III. LE COMMERCE INTERNATIONAL : DEUX À TROIS GRANDS NÉGOCIANTS

Deux voyageurs seulement[18] se distinguent fortement de l'ensemble des défunts. Ce sont des hommes riches, des négociants (*tāǧir*) sur lesquels le *qāḍī* ne donne que les maigres renseignements habituels. Le premier se nomme ḥāǧǧ Muṣṭafā b. Ša'bān al-Bursawī et habite le quartier de Ṣārī 'Abdallāh à Brousse ; il doit s'agir d'un homme jeune, marié : il n'a qu'un seul enfant et laisse une mère vivante. Il décède au retour du pèlerinage, à l'étape de Ḥaffimān en décembre 1687 (16 ṣafar1099). L'importance de sa succession a sans doute nécessité la présence, lors de la rédaction de l'acte, d'une personnalité, 'Uṯmān Aġā des janissaires de la citadelle de Damas. Le ḥāǧǧ Mūsā b. 'Abdallāh est encore plus riche. Venant de Diyar Bekir, il décède aussi en revenant de La Mekke, en novembre 1691 (22 ṣafar 1103).

Les inventaires de ces deux hommes portent la marque du commerce international : sur le graphe suivant, qui note les termes caractérisant ces successions, la présence de chiffres signale, sinon l'importante valeur de leurs biens, qui échappe à cette analyse, du moins l'accumulation de biens que l'on transporte en quantité ; ces inventaires, rédigés en turc, sont teintés d'exotisme et suggèrent de lointains voyages orientaux: Chine (avec le qualificatif *farfūrī*), Indes, dont surgissent quelques localités (Lahore, Bareli) et dont la présence se devine à travers des mesures (les courges) qui n'ont pas cours dans l'Empire ottoman.

On aura saisi là au vol des hommes qui ont peut-être effectué le pèlerinage — ils sont tous les deux *ḥāǧǧ*—mais utilisent à des fins commerciales la caravane du pèlerinage. Ces deux inventaires permettent de faire le point, chiffres en main, sur les commerçants et le commerce au sein de la caravane dans les années 1700.

Peu de personnes sont impliquées dans ce courant commercial : nos deux personnages seuls peuvent être considérés comme des spécialistes. Mais leurs seuls biens constituent plus de 63% de la valeur de tout ce que ramènent les pèlerins qui reviennent de La Mekke (9 906 sur 15 694 qurš).

[18] Ces deux inventaires se caractérisent sur l'axe 1 de l'analyse factorielle (115 personnes) par une contribution très forte et une situation extrême. Le graphe qui suit a été tracé uniquement d'après ces deux mêmes critères de contribution et de situation. Pour alléger l'exposé, nous n'en donnerons pas les valeurs chiffrées : le graphe respecte la situation des points.

des chiffres : 13, 16, 18, 22, 25, 26, 40, 69

des noms propres : *Bareli*, *Lāhūrī*, *Farfūrī*

des adjectifs : *büyük* *küčük* *talī*

des noms communs d'objets : *ẖāṣṣa* *hazārī* *karmasūt* *karka baġdādī* *aslāk bafta* *quṭni* *šarbatī ğīt* *ṣāḥibi* *ẖunkār* *incu* *ġarrās* *tapua* *sūsī*

0

des mesures inusitées : *tāqa* *kurğa*

Graphe 1. Les cargaisons des deux grands commerçants.

Deuxième constatation, ces commerçants n'ont pas limité leurs activités à des achats dans les Villes Saintes : ils reviennent de La Mekke avec des sommes importantes, 1 562 qurš, avant tout constituées de pièces d'or, *šarīfī*, *yaldiz*, *bunduqī* dont on ne peut penser qu'elles avaient été uniquement conservées pour assurer un confortable voyage retour ; ils ont donc sans nul doute vendu, à La Mekke ou ailleurs, des biens dont on ne trouve évidemment nulle trace dans leurs inventaires. Si, dans l'ensemble, le numéraire, comme on l'a remarqué, s'engloutit en Orient, certains gros commerçants ont suffisamment échangé sur les Lieux Saints pour ramener dans l'Empire ottoman des espèces sonnantes et trébuchantes. Plus de la moitié du numéraire qui revient vers Damas (1 562 qurš sur 2 939, soit 53,1%)—et qui va « rentrer » en Anatolie et dans les Balkans—se trouve entre les mains de nos deux commerçants.

Troisième remarque, ce sont les tissus qui ont fait l'objet essentiel des transactions.

À ces tissus, l'un des deux commerçants, moins spécialisé dans le type de commerce exercé, Muṣṭafā b. Ša'bān al-Bursawī a ajouté quelques « bricoles » : des épices et produits exotiques, de si faible prix qu'ils semblent destinés sans doute à une consommation personnelle ou à des cadeaux (6 qurš de noix de coco, *ğūz hindī),* un peu de henné, un peu de gingembre—*zanğabīl*—, un peu d'opium ; 600 *dirhām* de bois d'aloès (*'ūd*) d'une valeur supérieure (40 qurš) ; mais surtout des tasses (*finğān*), dont le nombre atteste qu'elles étaient destinées à la commercialisation, des tasses *'asalī* (terme dont le sens reste obscur) et des tasses *farfūrī* (de

Chine) qui étaient comptabilisées par le juge en « courge », mesure utilisée habituellement pour les tissus, et qui signifie la réunion de vingt pièces. On compte trois courges et demi de tasses *‘asalī* (70 tasses ?) qui valent 4,4 qurš, et une courge de tasses de Chine, légèrement plus prisées, 2,6 qurš ; un peu plus cher encore, une courge de tasses dont le qualificatif est illisible (*ğadīd* ?), à 10 qurš. À ces tasses groupées dans cette mesure inhabituelle, la courge, il faut rajouter deux tasses en argent (*gümüšli*), nettement plus onéreuses (7 qurš), quelques tasses de Chine, comptées une à une, et 17 tasses « blanches » qui valent 1,4 qurš. Bref, la présence d'une telle quantité de *finğān* suggère le commerce, mais un commerce de très peu de prix. Le même commerçant a acheté également 12 *miṯqāl* de perles (*incu*) qui valent 130 qurš, 10 perles de Dakka, à 10 qurš, et 2 courges de pierres du Yémen, peut-être de la cornaline (*yamanī ṭāš*), pierres que l'on ne saurait appeler précieuses, puisque leur valeur n'est que 5 qurš.

	Valeur en qurš
perles et pierres précieuses *incu*, *yamanī ṭāš*	145
épices (noix de coco, henné, gingembre)	2
tasses (*finğān*)	26
bois d'aloès (*‘ūd*)	40
tissus	7517
biens usuels variés	214
Valeur de l'ensemble des biens	7944

Les tissus, à eux seuls, valent 7 517 qurš et représentent 94,6% de la valeur des bagages de ces deux hommes. Est-ce un hasard, lié au fait que les deux seuls grands commerçants qui ont laissé leurs traces dans nos archives sont des commerçants en tissus ? Notre échantillon était, pense-t-on, assez important pour que d'autres types de commerçants, s'ils avaient été nombreux, fussent apparus parmi les défunts.

Quatrième remarque, ces tissus sont importés des Indes. Cette double constatation (importance des tissus, et plus particulièrement des tissus indiens, dans le commerce de la caravane du *ḥağğ*) ne semble pas être l'effet d'un échantillon biaisé, mais correspond à une réalité, exprimée

par Halil İnalcık sous une forme encore hypothétique que vient confirmer notre quantification : « …Au début des années 1600, les cotons importés devinrent un article aussi important que les épices, les produits coloniaux et les métaux, et peut-être plus important que n'importe lequel d'entre eux dans la balance commerciale de l'Empire. C'est l'importation de cotons indiens, au début du XVII[e] siècle, qui influença le plus le développement économique de l'Empire »[19]. Gilles Veinstein exprimait une opinion semblable : « La mer Rouge était évidemment l'autre grande voie d'entrée maritime des articles indiens dans l'Empire ottoman. […] Cet itinéraire […] bénéficiait de l'afflux massif de ces agents commerciaux potentiels que représentaient les pèlerins ottomans de La Mekke : on sait que ces grands marchands étaient particulièrement disposés à s'acquitter de cette obligation conditionnelle de l'Islam […] Les Lieux Saints se transformaient ainsi pendant la durée du pèlerinage annuel en une foire gigantesque dans laquelle les marchandises indiennes tenaient une large place »[20]. Mais, dans le même article, il regrettait un certain nombre de lacunes dans la connaissance de ce mouvement commercial : « En matière d'importations textiles, ce que nous connaissons le moins mal à l'heure actuelle est l'aspect qualitatif : les règlements douaniers, les registres de prix […] Nous apprendrons néanmoins beaucoup encore dans ce domaine quand nous bénéficierons d'éditions plus nombreuses, en particulier de ces inventaires après décès de tous lieux et de toutes époques dont regorgent les archives turques, centrales et locales […] Nous sommes encore plus dans le flou en matière quantitative, qu'il s'agisse de la conjoncture de ce commerce entre le XVI[e] et le XVIII[e], de son volume global à un moment donné, de la part des tissus dans l'ensemble du commerce de l'Inde avec les Ottomans […] ; on a le sentiment que ces importations ont progressé au cours du XVII[e] siècle ». Les inventaires de ces deux marchands autorisent à la fois une connaissance plus approfondie des qualités de tissus transportés et permettent de proposer une évaluation de la part que jouent ces importations de textiles dans le commerce de l'Inde avec l'Empire ottoman, à l'aube du XVIII[e] siècle.

Certes, comme le constatait également Gilles Veinstein, « on se heurte à de redoutables problèmes d'identification » dès que l'on mentionne ces

[19] Halil İNALCIK, « The Middle East and the Balkans under the Ottoman Empire », *Indiana University Turkish Studies*, Vol 9, p. 264-306.

[20] Gilles VEINSTEIN, « Les relations commerciales entre l'Inde et l'Empire ottoman (fin XV[e] - fin XVIII[e] siècle), Quelques notes et hypothèses » à paraître dans S. CHAUDHAURY et M. MORINO ed., *Merchants, companies and trade*, Cambridge University Press.

tissus anciens, dont les noms sont écrits par des scripteurs qui parlent l'arabe, quelquefois le turc, et sans doute jamais la langue indienne utilisée, et qui se fient, pour écrire, à ce qu'ils entendent d'une langue qui ne possède pas les mêmes systèmes phonatoires, transcrivant dans un alphabet arabe des sons étrangers à cette langue. Quant aux voyageurs occidentaux qui, au cours de leurs périples, ont tenté de reproduire les noms de ces textiles, ils se sont heurtés au même problème de transcription : le mot *alāǧā,* si souvent rencontré dans les inventaires, apparaît sous plusieurs formes : alacha, alleja, allegais, elatches ; la mousseline *ḫāṣṣa* n'est autre que des « cossae », des « cassa », des « kassa »[21].

L'identification des biens de ces voyageurs qui émergent de l'ensemble des pèlerins n'est pas allée sans mal : il a fallu « butiner » dans tous les ouvrages qui rappellent les noms des tissus, particulièrement importants dans ces cargaisons[22]. Deux documents, exploités par H. Inalcık et G. Veinstein, ont fortement aidé à lire le nom de ces « cargaisons indiennes » : un registre de 1640 (*nahr defteri*), qui fixe les prix maximum des différentes qualités de coton, cite certains de ces tissus importés des Indes dans l'Empire ottoman ; le règlement douanier de Bassora, presque exactement contemporain de nos inventaires, 1689-1690, énumère également quelques textiles indiens. Un document français plus tardif, datant de 1766, établit également une liste des tissus importés : il s'agit des *Observations sur le commerce et sur les arts d'une partie de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique, et même des Indes Orientales*, établies par Jean-Claude Flachat, qui a été directeur des Etablissements levantins[23]. Enfin, le *Manuel du commerce des Indes Orientales et de la Chine*, de P. Blancard, édité à Paris, en 1806, décrit les marchandises qui se peuvent acheter dans diverses régions des Indes, entre

[21] J. IRWIN, « Indian Textile Trade in the seventeenth century » *Journal of Indian Textile History,* I, 1955, p. 25-30 et III, 1957, p. 66-72.

[22] Plusieurs sources et ouvrages généraux ont servi de référence : en plus des trois articles ci-dessus mentionnés de H. İNALCIK, G. VEINSTEIN et de J. IRWIN, citons principalement Katsumi FUKASAWA, *Toilerie et commerce du Levant*, éd. du CNRS, Paris, 1987 ; P. BLANCARD, *Manuel du commerce des Indes orientales et de la Chine*, Paris, 1806 ; certains des registres de la Chambre de commerce de Marseille, cités par Fukasawa ; DERMIGNY, *Cargaisons indiennes. Solier et Cie*, Paris, SEVPEN, 1959-60 ; KHACHIKIAN, « Le registre d'un marchand arménien en Perse, en Inde et au Tibet, (1682-1693) », *Annales ESC*, t. XXII (2), 1967, p. 231-278 ; HOBSON-JOBSON, *A glossary of colloquial anglo-indian words and phrases*, Munshiran Manoharlal Publishers Pvt Ltd, New Delhi, 1994.

[23] Jean-Claude FLACHAT, Jacquenod, Lyon, 1766, tome II, p. 282 à 299.

1784 et 1792. Ces noms restent souvent des réalités privées d'images : c'est un voyageur, Roques, du XVIIe siècle, donc contemporain de nos actes de succession, qui décrit de la façon la plus colorée ces textiles disparus[24].

Les mesures utilisées pour mesurer les quantités de tissus possédées *kūrǧa* (courges), *tāqa*, *ṭūb*, et *'adad* posent problème. Dans l'inventaire de ḥāǧǧ Mūsā b. 'Abdallāh, le scripteur n'emploie, pour compter, que des courges et des *tāqa*. La courge est une mesure qui revient très fréquemment dans le dictionnaire de Blancard ; il s'agit d'une mesure indienne[25]. Cette mesure est définie dans le glossaire des expressions anglo-indiennes de Hobson-Jobson[26] : l'usage du mot est attesté dès 1510, « utilisé chez les commerçants arabes aussi bien qu'en Inde », et s'applique aux tissus. Cependant, en 1784, dans une liste de prix, pour une loterie de Calcutta, on note l'expression 55 courges de perles ; il sera désormais attesté qu'en 1687, la mesure « courge » est également utilisée pour compter des tasses. La *tāqa*, qui n'apparaît pas dans Hobson-Jobson, est définie par Barthélémy dans son Dictionnaire : « pièce d'étoffe de tissage indigène », et par Redhouse : « a piece of certain tissues ». La *tāqa* est la vingtième partie de la courge[27]. Ces deux mesures sont bien connues à Damas, comme au Caire[28] : dans les deux villes, les juges les utilisent pour comptabiliser les biens qui proviennent des Indes. Dans l'inventaire un peu moins marqué par l'« internationalité » de ḥāǧǧ Muṣṭafā b. ša'bān al-Bursawī, on trouve moins de cohérence : la courge réapparaît, mais elle est divisée soit en *ṭāqa* (avec *ta* emphatique, comme dans les documents égyptiens), soit en *'adad* (quantité de), soit encore en *ṭūb*, « a whole piece of tissues from the loom ». Nous émettons donc la supposition que le sens de *tāqa*, de *'adad* et de *ṭūb*, est semblable : il s'agit tout simplement de la pièce de tissu.

[24] Valérie Berinstain, que nous remercions ici vivement, nous a permis de prendre connaissance de ce manuscrit en cours d'édition, et nous a communiqué tous les renseignements concernant ce voyageur. Il s'agit du manuscrit 14 614 de la Bibliothèque nationale, Fonds français, daté de 1678-1691. Après avoir été en poste à Madagascar, Roques a été envoyé par la Compagnie des Indes à Surat en 1671, ayant plus particulièrement comme fonction de visiter les manufactures textiles du Gujarat. De plus, V.B. nous a signalé quelques très utiles références.

[25] Dozy atteste l'utilisation de ce terme dans l'expression *bil-kurǧa*, « en vrac » (*Supplément*).

[26] Hobson-Jobson, *A glossary*, p. 255.

[27] Hobson-Jobson, *A glossary*, p. 255 : la courge comprend 20 pièces.

[28] Tous les renseignements sur le Caire ont été aimablement fournis par Michel Tuchscherer, Université de Provence, qui confirme que la courge égale 20 *tāqa*.

Calicots, mousselines, tissus mélangés de soie et de coton, tissus de laine, tels sont les textiles indiens[29] que les deux grands négociants ont achetés à La Mekke.

Les calicots, la principale exportation de l'Inde de l'Ouest[30] :

Calicots	Prix à la pièce
bafta de Baryālī	2
bafta blanc	3
ǧūrī	3,6
ḫarās	1,3
ǧīt kamrūlī	4,3
bahram	2,5
banǧa rank	3,6
Les différents types de calicots[31]	

– Le nom de bafta « est un terme général pour du calicot ordinaire du Gujarat (surtout de Broach et de Nosari), dont la qualité varie du grossier au fin. Pour les marchés d'Asie, ils étaient généralement teints en rouge, bleu ou noir. À la suite de la grande famine qui ravagea le Gujarat en 1630, le bafta devint rare et fut imité dans d'autres régions de l'Inde, le terme perdant sa signification locale »[32]. Or, Bareli (Baryālī), qui n'est pas mentionnée sur la carte des centres du textile établie par J. Irwin, est une ville du Gujarat, au Sud de Ahmed Abad, à quelques kilomètres au Nord de Broach. « La qualité des bafetas est la meilleure de toutes les toiles qui se font aux Indes et d'un bon service. Aussi, les Indiens ne s'habillent presque point d'autres toiles »[33].

– Dans la même catégorie de tissu, des *ǧūrī* (joories) « calicot du Sind, correspondant au bafta du Gujarat surtout tissé à Narsapur, Darbelo, Kandiaro »[34].

– Le *bahram* (byram ou beram) « souvent teint en rouge, bleu ou noir, pour les marchés d'Asie, surtout produit dans la région de Burhanpur »[35].

[29] La typologie et les descriptions ont été empruntées à J. Irwin.
[30] J. Irwin, I, p. 22.
[31] Nous respectons l'orthographe de nos documents, tout en mentionnant les orthographes différentes des termes trouvés dans les sources et ouvrages signalés.
[32] J. Irwin, I, p. 25.
[33] Roques.
[34] J. Irwin, I, p. 28.
[35] J. Irwin, I, p. 26.

Ces beram « sont toile à mettre en teinture bleue pour Bassera » (Bassora)[36].

– Des *ḫarās (*garras ou gurras), du « coton ordinaire »[37].

– Le *ǧīt* (chint ou chintz) terme utilisé pour les tissus peints et imprimés. Le sens de *kamrūlī* reste obscur : Roques signale des « bétilles » Comeruli tout aussi mystérieuses.

– Les *banǧa rank* (pancheranguis), dont l'étymologie suggère l'idée de cinq couleurs, « indienne à dessins multicolores, certainement de qualité supérieure »[38].

Des **mousselines** nombreuses et chères ont également fait l'objet des acquisitions des deux *tāǧir*.

Mousselines	Prix à la pièce
ǧūnī, mūmī	
nansūḫ	7
ḫāṣṣa	de 3,5 à 11 suivant la taille
ḥamāmī	3
kūsa ṣāriq/dastar	de 2,5 à 4,1
aġābānī	1,5
šarbatī	3,9
farǧa ḫāna	1,5
'Abdallāh ḫāna	4,5
hazārī	de 4,7 à 5,8
ḫunkārī	4,7
Sanganer ? *ṣāriq*	4,1

Différents types de mousselines

« Mousseline est le nom générique donné à toutes toiles de coton à tissure peu serrée, fines et légères, spécialité exclusive de l'Inde avant la réussite de leur fabrication en Occident. Elles viennent surtout du Bengale, mais aussi du Coromandel et de Burhanpur en Inde nord-occidentale »[39]. Rangeons dans ce groupe les tissus dont il est attesté qu'ils sont des mousselines, mais également des textiles dont on ne sait rien, sauf qu'ils sont destinés à des turbans (*ṣāriq* ou *dastār*).

36 Roques.
37 J. IRWIN, III, p. 69.
38 Cité par Katsumi FUKASAWA, *Toilerie et commerce*, p. 44.
39 Katsumi FUKASAWA, *Toilerie et commerce,* p. 41.

– Du *ǧūnī*[40]

– Des *nansūḫ*[41] (ou nansooks, ou nyansooks) : « de l'hindi, plaisir pour les yeux, tissu de coton simple de bonne qualité » ou « toile de coton dont le tissu se fait avec un fil d'une extrême finesse »[42].

– Des *ḫāṣṣa* (khassa, cossae, cassa, kassa) : « une mousseline simple, habituellement de bonne qualité, tissée la plupart du temps dans le district de Dacca ; les meilleures d'entre elles sont réservées au marché du Moyen-Orient »[43]. Pour Roques, ces casses du Bengale sont des mousselines particulièrement fines et bordées d'une lisière d'or[44].

– Des *ḥamāmī* (hammami ou hamoenes ou humhums) : « coton ordinaire tissé en de nombreuses parties du Bengale »[45].

– Différents types de *kūsa ṣāriq/dastār*, tissu de coton très fin et très cher[46].

– Des *aġābānī* : mousseline de coton, importé jusqu'au XIXe siècle en Turquie, était au départ fabriqué au Bengale[47].

– Du *šarbatī (*sharbati), une luxueuse mousseline surtout fabriquée dans le Bengale et Dakka[48].

– Des *farǧa ḫāna*, et *'Abdallāhḫāna*[49].

– Des *hazārī* : mousseline de turban[50]. Le terme *hazārī*, présent dans les effets de nos deux voyageurs, est précédé des chiffres (écrits) *sekiz* (huit) et *on* (dix) : peut-on faire l'hypothèse que le nom de ce tissu fait allusion à la quantité de milliers (*hezâr*) de fils que comporte la

[40] La lecture n'est pas certaine (*ǧūnī*, ou *mūmī*). Ce tissu, de petite valeur, ne semble pas être le gunnies de J. Irwin, qui vient du sanskrit *goni*, sac, et signifie un calicot grossier, tissé surtout dans le Rajapur, mais aussi dans le Gujarat, à Broach. Nous pensons plutôt qu'il faut le ranger dans la catégorie des mousselines : en 1690, le règlement douanier de Basra cite un *shîlâ-Guni destar*, cf G. Veinstein, *art. cit*.

[41] J. IRWIN, III, p. 70.

[42] Legoux de Flaix, voyage de 1788, cité par Guy DELEURY, *Les Indes florissantes*, Bouquins, Paris, 1991, p. 442 ; en 1640, un *destar-i-tensuh*, et non *nansūḫ*, de grande valeur est signalé par Inalcık, p. 286.

[43] J. IRWIN, III, p. 68.

[44] Roques.

[45] J. IRWIN, III, p. 69.

[46] Règlement de Bassora, 1690, « plain köse destar ». Ce köse pourrait-il avoir un lien avec la ville de Kutch, centre textile important du Gujarat ?

[47] Il en existe une variété dans le registre des prix de 1640 appelée *agabanu destar*.

[48] HOBSON-JOBSON, p. 708, *serrbands*, ou *seerbetties*.

[49] Pièces que l'on range parmi les mousselines, uniquement parce qu'en 1640, le mot *farhadhani* est associé au tissu *susi*, considéré par İnalcık comme une mousseline. Ce *'Abdallāh ḫāna* est attesté dans les documents cairotes que l'on a évoqués. Irwin range cependant les *sūsī* parmi les tissus de coton et de soie.

[50] Registre de 1640.

mousseline ? En 1788 Legoux de Flaix, après un long séjour en Inde, rédige un ouvrage destiné à révéler à la France l'avance technologique de l'Inde. Il évoque le nom des mousselines : « On connaît trois espèces de cette mousseline (nensouque) : la première espèce qu'on désigne sous le nom de quatre mille fils, la seconde sous celui de trois mille cinq cents fils, la troisième de trois mille fils. ». Certes, les chiffres inscrits dans les inventaires sont différents, mais ces tissus semblent bien être désignés par le nombre de fils qui les composent, garants d'une finesse plus ou moins grande. Nos *on hazārī* sont effectivement plus chers que les *sekiz hazārī*.

– Des *ḫunkārī*[51]

– Des *saway* (savai)[52]

– Sanganer (ou Sadquz) *ṣāriq* : un turban de Sanganer ? Sanganer est une ville du Rajputana, au Sud-Ouest d'Agra, mentionnée par Irwin comme un centre textile[53].

À ces calicots et ces mousselines, les deux voyageurs ajoutent de nombreux tissus mélangés de coton et de soie.

Tissus coton et soie	Prix à la pièce
alāǧā de Aḥmad Abād	4,3
de Surate	4,5
alāǧā ṣāḥibī	4,5
alāǧā de Lahore	7
quṭnī	4,5 à 5
daryā de Lakbūrī	2 à 3
sūsī blanc	5
sūsī de Patna	2
sūsī de Kasārī	6,6
petits *ǧukla*	0,2
bintūla	3,4
tabwa (tepoy ?)	de 4 à 8,7 suivant la taille

Différents types de tissus de soie et de coton

– Les *alāǧā* : « important tissu du Gujarat, fait de coton et de soie mêlés, en général rayé de rouge et de blanc, ou de bleu et de blanc, quelquefois à fleur, ou embelli de fils d'or et d'argent. Un tissu semblable

[51] Le terme est utilisé en 1690, sous la forme *hunkari destar*.

[52] Rencontré en 1690, associé au turban : « savai destar ».

[53] J. IRWIN, I, p. 14.

était tissé sous le même nom au Bengale ; mais l'alaga du Gujarat comporte ordinairement une part plus importante de coton »[54]. Apparaît ici un troisième centre de fabrication, Lahore, dans le Penjab, dont la qualité est sans doute la plus estimée. Dans « la manufacture d'Ahmedabat, il s'y fait plus d'alagas que toute sorte d'étoffes de soie ou mélangées de coton. La raison est [...] qu'ils s'en habillent. Dans toutes les bonnes villes, il s'y fabrique de cette étoffe, mais de tous ceux que j'ai vus en divers endroits, il n'y en a pas qui égalent ceux d'Ahmedabat »[55].

– Autre type de mélange coton et soie, les *quṭnī* (cuttanee, cotonis, et qutni) « à peu près semblables à l'alaga, souvent à rayures, quelquefois parsemés de fleurs, une importante exportation du Gujarat »[56].

– Les *daryā* (ou doreas), soie et coton, à rayures ou « chequered », tissés dans le district de Malda-Kasimbazar, ressemblent à de l'*alāǧā* ; le type de rayure en fait l'originalité[57]. *Lakapūrī* est attesté à maintes reprises dans les documents de 1640 et de 1690. Il s'agit sans doute de Lockipour, ville du Bengale, mentionnée dans le Manuel de Blancard.

– Les *sūsī*, (soosies) « soie ou soie et coton à rayures, surtout tissés à Malda-Kasimbazar, mais aussi dans d'autres régions de l'Inde »[58] ; Patna est une ville du Bengale. Kesari est attesté dans le document de 1690, *Kesari alāǧā*, et Hobson-Jobson mentionne, citant un document de 1726, la ville de Casseri, dans le district de Midnapur.

– Le *ǧukla (*chukla, ou chakla) : « terme utilisé dans le commerce du Bengale, qui vient de l'hindi, chakta, tissu rayé de soie et de coton »[59]. Nous proposons un sens différent : les chakla sont également des petits carrés de tissus que l'on suspend[60] ; la petitesse de ces pièces explique à elle seule leur très faible prix.

– Des *bindalī* : « taffetas rayé à 60 chemins, un d'une couleur, l'autre d'une autre, avec une raie de séparation en chaînes de soie et tramé de coton »[61]. Sont-ce les bétilles du Dictionnaire de Blancard, considérées comme « grosses mousselines » ? ou les bétilles que Roques signale à Ahmedabat être « faites à l'usage des Maures, en si petite quantité qu'il ne vaut point la peine d'en parler » ?

[54] J. Irwin, I, p. 25.
[55] Roques.
[56] J. Irwin, I, p. 27.
[57] J. Irwin, III, p. 68.
[58] J. Irwin, III, p. 71.
[59] J. Irwin, p. 68.
[60] J. Gillow et N. Barnard, *Traditional Indian Textiles*, London, 1993, p. 79.
[61] Flachat, p. 296.

– Les *tabwa*, dont on ne trouve la trace chez aucun des auteurs cités. Le terme est peut-être à rapprocher de *tepoy*, « tissus mélangés de soie et de coton provenant du Bengale »[62].

Dans certains des tissus qui ont intéressé les grands négociants, la soie domine.

Tissus de soie	prix à la pièce
karmasūt šišaklī	4,5
talī karmasūt	10
aṭlās	4,5

Tissus dans lesquels la soie domine

– Le *karmasūt* : « taffetas chaîne de soie tramé de coton », quelquefois comme ici *šišaklī*, le « tzitziecle » de Flachat[63], « avec des fleurs ».

– L'*aṭlās*, du satin, « chaîne de soie, tramé de coton, soit broché (satin chinois) en dessins suivis, soit à fleurs, indi atlas proprement dit »[64].

Enfin, quelques châles de laine ont été joints à la cargaison :

Tissus de laine	prix de la pièce
šāl de Lahore	4
šāl de Dolkha ? *	8
šāl du Cachemire	7

* La ville de Dolkha, productrice de châles, est située au sud d'Ahmad Abad.

Il reste des inconnus. Nul texte ne mentionne les très chers *aqranšāhī* (15 qurš la pièce), ni l'*iskanbar*, qui reviennent des Villes Saintes dans les effets des deux *tāğir*. Par ailleurs 250 *aslāk*, qui apparaissent souvent dans des documents analogues cairotes, n'ont pas trouvé leur traduction ; plutôt que d'un tissu, il s'agirait d'un objet, puisque le prix en varie suivant la qualité : bon marché en simple toile (*bīz*), 0,8 qurš, ils peuvent être très chers lorsqu'ils sont faits en *hazārī* ; des *aslāk* dits *muqṣab*[65], peut-être une étoffe de soie tissée de fils d'or, ont une valeur qui varie entre 2 et 5,8 qurš.

[62] K.N. Chaudhuri, *The trading world of Asia in the English East India Company, 1660-1670*, Cambridge, 1978, p. 505.
[63] Flachat parle à deux reprises de *guermesut*.
[64] Flachat, p. 297.
[65] *muqṣab*, d'après Barthélémy.

Parmi nos 135 caravaniers, deux utilisent sans aucun doute la caravane à des fins avant tout commerciales. Ce commerce est essentiellement un commerce de tissus indiens. Ont-ils joint à l'utile dans ce bas monde le nécessaire à l'au-delà ? Leur nom est précédé du titre de *ḥāǧǧ,* mais on ne peut affirmer que le pèlerinage ait été le but de ce voyage. Leur passif ne comporte certes aucun *badal ḥaǧǧ*[66], mais nos personnages sont des hommes riches, qui n'ont pas besoin d'avances pour effectuer le pèlerinage. Le ḥāǧǧ Muṣṭafā b. Ša'bān al-Bursawī est détenteur d'un *iḥrām* d'une couleur *qirmizī* guère canonique ! Mais cet *iḥrām* ne serait-il pas une « couverture », sens attesté en dialecte syrien par Barthélémy ?

Un troisième voyageur, qui meurt trois jours avant le plus important de nos commerçants, revient également des Lieux Saints pourvu de quelques tissus : il s'agit du ḥāǧǧ 'Abdarraḥmān ǧalabī b. al-ḥāǧǧ 'Alī, d'Istanbul, riche de 704 qurš. Il apparaît avec beaucoup moins de force que les deux précédents sur cet axe 1[67]. Cependant, 87% de ses biens consistent en tissus indiens valant 615 qurš : de l'*alāǧā hindī*, à 3,7 qurš la pièce ; des turbans en *ǧūtī*[68] (onéreux, 3,8 qurš le turban) ; du *quṭnī* (4 qurš) et du *šarbatī* (4,2 qurš). Le ḥāǧǧ 'Abdarraḥmān ǧalabī b. al-ḥāǧǧ 'Alī, est, comme ses collègues, un spécialiste du commerce en tissus. Il porte également le titre de *ḥāǧǧ*, ne possède pas de *badal*, et l'on ne saurait dire s'il vient d'accomplir le pèlerinage. Dans ses biens, l'on trouve aussi un *iḥrām* rouge (*aḥmar*).

Ces trois pèlerins-commerçants décèdent dans les environs de Damas le 22 décembre 1687 et les 10 et 14 novembre 1691, à la fin de l'automne et au tout début de l'hiver. Ces dates de décès résultent peut-être des coups hasardeux du destin ; mais elles peuvent également indiquer les moments pendant lesquels on disposait, à La Mekke, des marchandises venues de l'océan Indien. Ces trois hommes se trouvaient à La Mekke deux mois environ avant leur mort, soit à la fin de l'été.

[66] Ce *badal ḥaǧǧ* correspondait à une somme versée par un musulman qui se trouvait dans l'impossibilité d'effectuer le pèlerinage, et chargeait quelqu'un d'accomplir à sa place cette obligation. Plus de la moitié des pèlerins ont été chargés de cette mission, qui servait également à financer une partie des frais du voyage.

[67] Il apparaît sur cet axe, situé comme nos deux autres voyageurs, mais avec une très faible contribution. Il possède moins de tissus indiens ; d'autre part, le scripteur utilise, pour mesurer, la mesure traditionnelle du *ṭūb*, une seule fois la *tāqa*.

[68] Peut-être une qualité de bafta, ou de khassa, de la ville du Bengale, Jougdia. Blancard, dans son dictionnaire, nomme plusieurs fois ce centre de textiles (hamans de Joudia, casses de Jougdia, baffetas de Jougdia).

Or, les navires indiens partaient au début du mois d'avril de la région du Gujarat : en avril, les tissus étaient prêts et l'on pouvait encore profiter de la mousson d'hiver, alizé du nord-est qui souffle du mois d'octobre-novembre à avril-mai. Il fallait environ un mois et demi pour que les bateaux arrivent en mer Rouge : l'été semble donc la saison pendant laquelle on trouve, à La Mekke, de quoi s'approvisionner en produits indiens[69].

Dans le groupe de ces commerçants, qui portent un titre de *ḥāǧǧ* dont on ignore la date d'acquisition, il faut encore ranger Sulaymān ǧalabī b. ʿAbdallāh, un Stambouliote, qui n'est pas *ḥāǧǧ*, mais a seulement emprunté la route retour de la caravane pour exercer le plus paisiblement possible son métier de commerçant en parfums : il ramène dans ses bagages 200 qurš de musc (*misk*), 174 de civette (*zabad*), 20 qurš de casse (*futna*), médecine à vertu purgative en flacon (*šīša*), et 90 qurš de *ʿūd*.

Ces quatre grands commerçants, dont un commerçant en parfum et trois en tissus, rapportent dans leurs bagages 11 261 qurš, soit 72%, presque les trois-quarts, de la valeur globale de la caravane retour. Toutes les protections assurées par l'État ottoman, et dont il est impossible ici de calculer le coût, seraient-elles avant tout destinées à cette très faible proportion de voyageurs (3 %) ? N'ignorons pas cependant que la caravane transporte, à l'aller, en plus des biens personnels des pèlerins et des commerçants, de très importantes sommes destinées aux nomades et aux Villes Saintes dont on ne peut ici apprécier la valeur.

IV. LES PETITES « TRANSACTIONS » DES AUTRES PÈLERINS

Les pèlerins-grands commerçants constituent une des composantes de la caravane ; la composition de leurs bagages les distinguait fortement de la masse des autres pèlerins. Peu nombreux, ils sont des exceptions que, désormais, on ignorera.

1) Quelques indices suggèrent l'idée que les humbles pèlerins ne profitent que dans une faible mesure de leur voyage pour se livrer aux affaires. Un simple comptage des mots qui composent les documents et

69 Ces informations reposent sur l'article de Ashin DAS GUPTA, « Gujarati merchants and the Red Sea Trade (1700-1725), Europeans in Asia before Dominion », Kling and Pearson, University Press of Hawaii, Honolulu, 1941, p. 123-158.

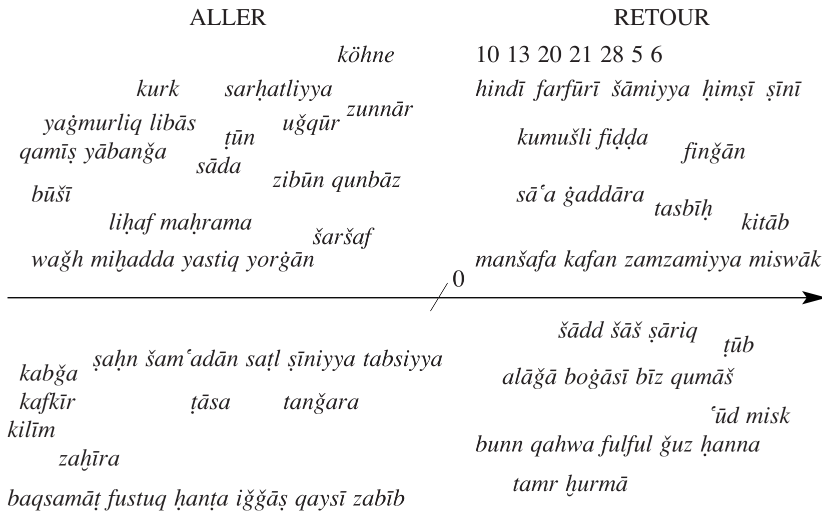
des objets en possession des hommes avait fait conclure à un alourdissement de la caravane du retour : les trois grands commerçants internationaux sont presque les seuls responsables de cette dilatation de la caravane. Ôtons leurs biens de nos calculs, et la part des objets rapportés de La Mekke et de Médine s'amenuise : toujours 3 175 objets à l'aller, mais seulement 3 285 au retour, au lieu des 6 433 qui avaient été dénombrés.

Par ailleurs, si l'on exclut les quatre négociants de nos comptes, on constate certes que le numéraire semble s'évanouir en chemin des poches des voyageurs : riche, en moyenne de 135 qurš qui constituent 70% de ses biens, le pèlerin revient des Villes Saintes délesté d'une centaine de qurš. On ne peut cependant pas attribuer cet évanouissement du numéraire au retour à des acquisitions importantes de biens, puisque nos *ḥāğğ* retournent à Damas moins riches que lorsqu'ils y sont passés à l'aller : la disparition des espèces et l'amenuisement de la valeur de leurs bagages feraient plutôt conclure que les frais du voyage et le séjour à La Mekke, pendant les quatre mois qui séparent l'aller du retour, ont absorbé les espèces, plutôt que servi à des acquisitions massives de biens orientaux.

	aller	retour
moyenne de l'avoir possédé	192 qurš	99 qurš
moyenne du numéraire possédé	135 qurš	30 qurš
pourcentage des espèces dans l'avoir	70%	30%

2) Cependant, l'analyse lexicale des biens des voyageurs permet de distinguer les défunts décédés à l'aller des défunts décédés au retour, dont les bagages, au moment du décès, se composent d'objets différents. L'analyse factorielle et l'analyse des fréquences d'utilisation des termes autorisent la construction d'un graphe présentant les termes spécifiques du retour et de l'aller. Dans quelle mesure peut-on voir dans cette opposition, qui ne concerne plus trois ou quatre individus, des négociants spécialisés, mais deux groupes d'hommes, la trace d'un double flux de marchandises dont la vente des unes financerait les frais du voyage et l'acquisition des autres ?[70]

[70] Pour distinguer les objets de l'aller de ceux du retour, on a utilisé les données de l'AFC mais également les fréquences d'utilisation des termes.



Graphe 2. Les biens de l'aller, les biens du retour[71].

Ce tableau n'exprime que des nuances : certains de ces objets se retrouvent aussi bien à l'aller qu'au retour, mais avec une fréquence plus ou moins grande suivant les étapes du voyage. Pour des raisons d'exposition, nous traiterons en premier lieu des biens spécifiques du retour, puis des biens spécifiques de l'aller, en essayant de dégager, de ces listes, les biens susceptibles d'être des marchandises destinées à la vente[72].

Les biens spécifiques du retour[73]

Du côté du retour, la fréquence des nombres supérieurs à dix suggère l'importance des charges ; les images orientales qu'évoquent certains

[71] Nous sommes intervenus dans la réalisation du graphe en regroupant ensemble, sur une même ligne, les objets qui peuvent être rangés dans une même catégorie : tissus, vêtements, tapis, objets de l'existence quotidienne, du coucher ou de la cuisine, provisions de bouche, épices, parfums, café, etc.

[72] L'analyse lexicométrique autorise seulement la reconnaissance des mots, des adjectifs ou des nombres significatifs de l'opposition entre les objets de l'aller et ceux du retour ; elle ne permet pas de comptabiliser les biens, ni d'en calculer la valeur. Il a fallu, pour vérifier la pertinence des pistes que suggère l'analyse, se référer au tableau dans lequel ont été enregistrés, par individu, le nombre de biens possédés ainsi que leur valeur, quand elle était donnée par le *qāḍī*.

[73] Les biens des négociants spécialisés, les mesures telles que les courges et les *tāqa* apparaissent bien sûr dans l'analyse factorielle et dans l'analyse des fréquences et marquent de façon très significative les termes du retour ; nous n'en tiendrons pas compte ici.

des adjectifs utilisés (*ḥimṣī, šāmī, hindī, farfūrī*) rappellent les origines possibles, souvent lointaines, de certains des objets énumérés, des tissus, des épices, du café : tout fait penser à un commerce dont il faut maintenant, grâce à l'étude du détail des successions, estimer le poids et la nature.

Les épices, le café, les tasses

Quelle trace a laissé l'ancien chemin des épices et du café sur la composition de la caravane du retour ? Rappelons les hésitations de F. Braudel qui, s'il remarquait le rôle de l'Atlantique dans le détournement du commerce du poivre et des épices à partir de 1630, affirmait cependant comme possible que le poivre et les épices pénétrassent encore en Méditerranée au delà de Djedda et, qu'à partir de Rosette ou d'Alexandrie, écrivait-il, « le café gagne plus vite les clients de Turquie et d'Europe que dans les cales des gros navires de commerce des compagnies des Indes »[74].

Les épices n'occupent dans les inventaires qu'une place quasiment nulle, « simple filet résiduel »[75] d'un ancien flux de marchandises : le poivre (*fulful*) est deux fois mentionné, la noix muscade une fois (*ǧūz ṭīb*) pour une valeur qui s'élève à quelques paras. Le bois d'aloès (*'ūd*) est une marchandise du retour, mais six pèlerins seulement en rapportent, en très petite quantité, puisque le prix de ces biens varie de 0.1 à deux qurš (à titre de comparaison, rappelons que l'un des grands commerçants avait joint à ses tissus le même bois d'aloès, d'une valeur de 90 qurš). Ces quantités et ces sommes sont si peu élevées que ces biens orientaux paraissent être réservés à une consommation personnelle beaucoup plus qu'à l'échange ; sans doute sont-ils destinés également, comme les dattes (sacs de *ḫurmā* et de *tamr*, dont la valeur varie de 0.3 à deux qurš) et le henné, à rappeler dans la famille du pèlerin le souvenir du voyage dans les Villes Saintes[76].

Le café est plusieurs fois mentionné dans les successions de pèlerins au retour, sous sa double forme linguistique de *bunn* et de *qahwa*. Volney,

[74] BRAUDEL, *Le temps du monde*, Armand Colin, 1979, p. 412-413.

[75] G. VEINSTEIN, « Les relations commerciales entre l'Inde et l'Empire ottoman », *art. cit.*

[76] R. TRESSE range parmi les objets-souvenirs que l'on rapporte de La Mekke, les dattes, (« boîtes de dattes du Hedjaz ») et le héné, (« les jeunes femmes étaient comblées de petits sacs de héné de Wadi Fatma »), p. 259.

que cite G. Veinstein[77], à une date plus tardive (1783-1785), attribuait encore un grand poids au commerce du café qui s'effectuait à La Mekke : « Presque tous les pèlerins en font un objet de spéculation (café du Yémen). En partant de chez eux, ils se chargent de marchandises qu'ils vendent sur la route ; l'or qui en provient joint à celui dont ils se sont munis chez eux est transporté à La Mecque et, là, il s'échange contre les mousselines et les indiennes du Malabar et du Bengale, les châles du Cachemire, l'aloës de Tunkin, les diamants de Golconde, les perles de Barhein, quelque peu de poivre et beaucoup de café du Yémen ». Douze pèlerins rapportent du café : « une certaine quantité » (*miqdār*), dit le juge, ou un sac (*ǧarāb*) ; dans le meilleur des cas, les quantités sont mesurées en *raṭl* ou en *uqqa* ; et l'on peut alors fixer le cours du café en ce début de XVIIIe siècle à un qurš le *raṭl*, 1,5 qurš l'*uqqa*. En fait, la valeur d'ensemble de ce café rapporté est faible, et représente un courant commercial dérisoire, moins de 60 qurš. Aucun des quatre commerçants « spécialisés » en commerce des tissus ou de parfums, ne s'était chargé de café. S'il est hasardeux de calculer, à partir de cet échantillon de pèlerins au retour, la valeur du café rapporté par une caravane entière, on peut, en revanche, établir la part du café dans les autres biens originaires d'Orient : les tissus des pèlerins qui ne sont pas des commerçants, à eux seuls, représentent une somme plus de dix fois supérieure. Et plusieurs éléments poussent à considérer ce café, non pas comme une marchandise destinée à l'échange, mais comme un bien dont la consommation personnelle permet d'atténuer les rigueurs du voyage : dans les successions de l'aller, le juge note également, certes moins souvent (deux fois), la présence de café. De plus, les pèlerins de l'aller, comme ceux du retour, emportent avec eux les « pots » (*ibrīq*) nécessaires à la fabrication du breuvage, les *ibrīq qahwa*, plus nombreux toujours au retour (14 contre 9). Concluons provisoirement que les pèlerins achètent à La Mekke, pour eux ou leur famille, dans l'intention de le consommer immédiatement lors de leur voyage retour ou dès leur arrivée, un bien qui est sans doute meilleur marché en Orient qu'en Anatolie ou dans les Balkans.

En revanche, les tasses (*finǧān*), quoique présentes dans les objets de l'aller (au nombre de 47) sont surtout nombreuses dans les biens du retour (412).

[77] G. VEINSTEIN, « Les relations commerciales entre l'Inde et l'Empire ottoman », note 15.

	retour	aller
Nombre de pèlerins possédant des tasses	19	4
Nombre de tasses possédées	412	47
Valeur totale	42 qurš	7 qurš
Valeur des tasses rapportées par l'un des négociants	83 qurš	

La qualité en est parfois précisée par le juge : tasses de Chine (*farfūrī*[78]), tasses de faïence commune (*ṣīnī*), tasses *ʻasalī*. Les tasses *ṣīnī*, au nombre de 162, sont de loin les plus nombreuses : elles valent en moyenne 0,13 qurš la pièce. Les tasses *ʻasalī*[79] sont les tasses les moins onéreuses : on en compte 61 ; puis viennent les tasses de Chine, très légèrement plus chères (0,14 qurš), et dont les pèlerins ne rapportent que 17 pièces[80]. Les tasses de Chine et les tasses *ʻasalī* semblent proportionnellement plus nombreuses dans les biens du retour que dans ceux de l'aller : l'un de nos deux grands marchands en tissus revenait à Brousse chargé de 137 tasses dont 70 *ʻasalī* et 45 tasses de Chine et était le seul à posséder des tasses en argent de valeur nettement supérieure (de 2 à 5 qurš). On peut légitimement supposer que les tasses de Chine, peut-être également les tasses *ʻasalī*, s'achetaient sur les lieux du pèlerinage : ce sont néanmoins des biens de faible valeur.

Les tissus

La présence de tissus indiens marquait de son importance les cargaisons de trois de nos pèlerins-commerçants. Beaucoup de pèlerins ramènent des tissus, mais ce commerce ne rappelle en rien les activités de ces trois négociants : il ne représente que des sommes limitées et ne concerne que des tissus qui n'ont rien d'exotique. Le *qāḍī* ne s'y trompe pas qui compte les quantités transportées non pas en langue indienne (*kūrǧa*), mais en un pur osmanlı, *ṭūb*, la « pièce ». Les tissus sont ceux que l'on produit dans l'Empire, qui circulent dans l'Empire : la toile (*bīz*

[78] *Farfūrī* : ayant rapport avec la Chine pour Barthélémy et Redhouse ; avec le Japon, pour Dozy, *Sup*.

[79] Terme dont on ignore la signification, à rapprocher peut-être de *ʻasal*, (miel), couleur du matériau de la tasse ?

[80] Ces prix moyens ont été calculés à partir de 30 tasses *farfūrī*, 72 tasses *ṣīnī*, 62 tasses *ʻasalī*. Cette hiérarchie est confirmée par le prix affiché de la courge de tasses *ʻasalī*, 1,2 qurš, la courge de tasses *farfūrī*, 2,6 qurš.

ou *bez*), et le boucassin (*boġāsī*)[81], beau tissu de coton du Proche-Orient. Le tissu *yamanī* n'est mentionné que deux fois, sa valeur est faible : un qurš la pièce, et ces rares indications ne permettront guère d'avancer sur la connaissance de ce tissu, dont le nom rappelle le Yémen. Comme G. Veinstein le remarquait[82], ce *yamanī* n'est pas ici une « indienne » peinte ou imprimée dans l'Empire ottoman ; il s'agit d'un tissu courant. Sur le *qumāš*, plus onéreux que les autres tissus, le *qāḍī* n'a donné aucune indication, sauf la couleur, rouge. L'on ne saura jamais où nos défunts, dont les biens sont enregistrés lors de leur décès à Damas, se sont procuré ces marchandises, mais on peut supposer que les pèlerins ont au moins acheté leurs 241 pièces d'*alāǧā* du pays de Šām à l'étape damascène, revenant des Villes Saintes, et s'apprêtant à reprendre le chemin du retour vers l'Anatolie ou les Balkans, lorsque la mort les a saisis ; le juge a noté les circonstances de l'achat de ces pièces par l'un des défunts : les 37 pièces de cet *alāǧā* du pays de Šām ont été acquises au moment du départ vers La Mekke, à l'aller, et ont été déposées dans une chambre du *Ḫān al-ḥarīr*, le caravansérail de la soie ; mais le pèlerin est mort à Médine et n'a jamais pu rapporter chez lui ses emplettes. Ces acquisitions effectuées à Damas, au retour, comme à l'aller, justifiaient sans doute les locations de chambres (*ūda*) dans les ḫān et même de maisons entières dont le juge, en consignant dans les actes les frais de location, signale l'existence. « Au XVIIe siècle, écrivait Tresse, les pèlerins s'arrêtent une huitaine de jours à Damas pour les besoins de leur négoce »[83].

type du tissu	nombre de pièces	valeur en qurš
alāǧā	97	97
alāǧā ḥarīr	6	19,2
alāǧā	241	530,2
bīz	27	43,2
boġāsī	10	5
qumāš	17	54,4
	398	744

[81] H. İNALCIK, « The ottoman cotton market of India », p. 293. Une carte des lieux de production existe dans le *Nahr defteri* de 1640, qui ne concerne que la partie anatolienne de l'Empire.
[82] G. VEINSTEIN, « Les relations commerciales entre l'Inde et l'Empire ottoman », *art. cit.*
[83] TRESSE, p. 258.

Ces acquisitions de tissus sont chose fréquente, puisqu'un peu moins de la moitié des défunts rapportent des tissus. Mais la valeur totale de ces marchandises est modique : à eux seuls, les deux *tāǧir* avaient acheté des textiles d'une valeur dix fois plus élevée. De plus, nos pèlerins ramènent des étoffes « souvent, mais peu à la fois », puisque seulement deux d'entre eux cumulent les deux tiers de tous les *alāǧā*, les *bīz* et les *boġāsī* rapportés. On ignore le métier de ces deux défunts : l'un d'entre eux, ḥāǧǧ Bayram, porte le titre de Aġā et revient des Villes Saintes porteur de grosses sommes monnayées, 50 ongres et 156 qurš ; il possède deux *ikdīš* et en loue une troisième, éléments qui suggèrent une aisance particulière. Les autres ont plutôt acheté sur la route du pèlerinage des tissus de faible valeur à des fins que l'on ne peut déduire de l'analyse des textes : souvenirs, cadeaux, biens commerciaux de petite envergure destinés à financer une partie du voyage ?

Les turbans : *šāš*, *ṣāriq*, *šādd* et *šāl*

À côté de ces tissus, certaines pièces de l'habillement, bien que présentes dans les bagages de l'aller, apparaissent davantage dans les besaces du retour : groupons dans la même classification les turbans proprement dits, sous leur double forme linguistique de *ṣāriq* et de *šāš*, mais également les *šādd* (en choisissant la signification de pièce de tissu pour le turban, de préférence à pièce de tissu destinée à ceindre la taille) et les châles (*šāl*) sur le sens duquel il faut s'arrêter un instant. Le dictionnaire Redhouse traduit « shawl », châle, sans explication complémentaire. Dozy, s'appuyant sur l'Essai de M. le comte de Chabrol dans la Description de l'Égypte, met en relation châle et tête, et non pas châle et épaule : « Longue pièce de mousseline ou de tissu de laine que l'on plisse et tourne plusieurs fois autour du tarbouch »[84]. Des références plus anciennes, dans le glossaire des expressions anglo-indiennes de Hobson-Jobson, font également apparaître la même relation ; les auteurs citent Ipolito Desideri (1717) qui écrit : « De tels châles ne sont pas autre chose que des mantes qui se posent sur la tête », et le capitaine Alexandre Hamilton, en 1727 : « Lorsqu'ils sortent, ils portent un châle plié, une pièce de coton blanc qui repose sur le haut

[84] *Dictionnaire détaillé des noms de vêtements chez les Arabes*, Librairie du Liban, 1845.

de leur tête » ? Ces *šādd* et ces *šāl* semblent bien être des éléments du turban.

objet	nombre au retour	nombre à l'aller
šāl	19	5
ṣāriq	124	32
šādd	23	10
šāš	123	26

Le turban étant un élément essentiel de la coiffure de l'homme ottoman, on s'attend à le voir figurer à l'aller comme au retour ; et certes, ces turbans sont présents à l'aller, puisque 21 personnes en transportent 58, un peu plus de deux en moyenne par personne ; mais au retour, les turbans occupent une place proportionnellement beaucoup plus importante : 29 pèlerins possèdent 247 turbans, soit, en moyenne, presque neuf par personne.

Minutieusement décrits par le juge, les turbans du retour ne ressemblent pas aux pièces de l'aller. À l'aller, les turbans, transportés en unique exemplaire, sont la plupart du temps une pièce de l'habillement du pèlerin, et c'est le qualificatif de *köhne* qui s'applique à eux. Une exception cependant : trois pèlerins possèdent également des lots de turbans « *šāmī* », c'est-à-dire faits dans un tissu spécial, du pays de Šām, qui pouvaient présenter un intérêt marchand dès que l'on s'éloignait de la Syrie. Alors que la valeur du turban usagé varie de 13 à 28 paras (0,3 à 0,7 qurš), la valeur du turban en tissu de *Šām* (est-ce de l'*alāǧā* ?) est supérieure, sans excéder le qurš.

Au retour, la qualité des turbans ramenés en grand nombre dans la caravane est toute différente : les turbans que l'on rapporte sont souvent des pièces de ces tissus indiens qui chargeaient les bagages des deux grands *tāǧir*. Ces étoffes apparaissent dans le tableau suivant, qui n'est pas une présentation exhaustive de tous les turbans rapportés : seuls ont été pris en compte les *šāš* et les *ṣāriq* dont le juge a décrit le nombre, la qualité du tissu et le prix de la pièce[85].

[85] Il existe 50 autres turbans de qualité non précisée, dans les successions de pèlerins au retour de La Mekke, dont la valeur moyenne est de deux qurš, deux fois supérieure à celle du turban de l'aller.

nombre et qualité	valeur	prix moyen
30 *šāš* et *ṣāriq farǧa ẖāna*	62,0	2
13 *šāš* et *ṣāriq ǧūtī*	38,0	2,9
3 *šāš ḥamāmī*	10,0	3,3
3 *šāš hazārī*	9,5	3
2 *ṣāriq hindī*	5	2,5
5 *šāš manšalī*[86]	40	8
43 *šāš nīm*[87]	33	0,7

Le commerce de tissus indiens ne concernait que trois des défunts dont le voyage à La Mekke avait une finalité religieuse et commerciale. En revanche, la moitié des pèlerins rapportent de leur voyage des turbans souvent faits de tissus exotiques, marchandises légères, peu encombrantes, chargées de souvenir, mais dont le prix relativement peu élevé rend l'acquisition possible. Gageons cependant que les quelques hommes qui accumulent de très nombreuses pièces ont bien l'intention de vendre ces produits d'ailleurs. Ils ne constituent pas une majorité : deux pèlerins, ceux qui avaient également acquis les pièces de tissu (*bīz*, *boġāzī*) signalées plus haut, rapportent une cinquantaine de turbans indiens, les plus onéreux. Deux pèlerins sont aussi chargés d'une cinquantaine de turbans *šāmī*, qu'ils ont dû acheter à Damas, avec de l'*alāǧā šāmiyya*, à la veille de leur disparition. À eux quatre, ils rapportent près de la moitié de tous les turbans du retour. La valeur marchande totale des turbans indiens peut être estimée à une somme qui varie entre 2 à 300 qurš.

Les *šādd*, sur la qualité desquels le *qāḍī* n'insiste pas, sont également à ranger parmi ces « tissus du pauvre », petites pièces de faible valeur, qui font partie du vêtement du pèlerin à l'aller et se transforment en « souvenir » au retour (9 personnes, à l'aller, en possèdent 10 ; 13 personnes, au retour, en rapportent 23).

Les *šāl*, enfin, font partie de ces pièces que l'on peut se permettre de rapporter ; l'origine indienne est certaine pour deux *šāl* de Lahore[88], d'une valeur de 9,25 qurš, rapportés par un seul pèlerin. La couleur du châle en semble indiquer la valeur, et peut-être l'origine : les châles

[86] Terme dont le sens échappe.

[87] *Nīm* signifie « moitié » ; ce qualificatif, souvent rencontré, sous une double forme (*nīm* ou *niṣf*, *anṣāf*), concerne la largeur de la pièce.

[88] Hobson-Jobson confirment la renommée, dès 1590, des châles du Cashmire et des châles de Lahore : « À Lahore, il existe plus de 1 000 fabriques ».

blancs sont les moins chers (autour de 0,5 qurš) ; les châles rouges (*aḥmar* ou *qirmizī*), *'annābī* et *'asalī*, sont des pièces du retour, et ont une valeur qui oscille entre 3 et 5 qurš.

Pour la plupart, ces turbans, ces châles, que l'on achète en Orient ont sans doute moins de valeur commerciale qu'affective, mêlant religion et souvenir. G. Veinstein avait déjà remarqué l'importance de ces « turbans et châles dont le caractère religieux, disait-il, n'est pas évident, mais n'est cependant pas exclu car ils avaient pu être achetés sur les lieux mêmes du pèlerinage et, tels les foulards et les bonnets qu'on en rapporte aujourd'hui, passer pour apporter la baraka »[89].

À ce léger des tissus et des turbans, quelques très rares pèlerins ont osé ajouter des objets en métal, lourds, en argent (*sīm*, *gümüšlī*, *fiḍḍa*) : trois hommes rapportent des montres en argent, qui valent de 9 à 15 qurš (dont un des deux grands *tāǧir*) ; et deux pèlerins cinq lourds et onéreux cimeterres (*ġaddāra)* [90], objets de qualité, dont le prix varie entre 5 et 16 qurš, auxquels l'argent dont ils sont rehaussés donne la valeur ; G. Veinstein avait noté également que « des emplettes d'un caractère purement profane sont également attestées sous la forme de pièces d'argenterie : […] un poignard d'argent, un fourreau de couteau en argent, un sabre à l'égyptienne d'une grande valeur »[91]. Le ḥāǧǧ Ibrāhīm al-Mulawand b. Sağanwardī (?) Bulukbasi, fait-il commerce de ces objets-armes argentés ? En plus de ses quatre *ġaddāra*, ses deux chevaux et ses quatre *ikdīš*, ses trois sacs (*ǧarāb*) sont chargés de deux haches (*balṭa*), d'une massue (*dabbūs*), d'un poignard (*ḫanǧar*), de deux *sayf*, de nombreuses pièces de harnachement, tels brides (*liǧām*), licol (*rašma*), martingale (*salaband*), sangle (*ṭabqūr*), et selle (*raḫt*), tous incrustés d'argent (*bi-fiḍḍa*) dont la valeur d'ensemble est de près de 40 qurš.

Les objets de piété

Ces emplettes purement profanes constituent cependant une parenthèse exceptionnelle entre les turbans, indiens, mais chargés de baraka, et les quelque 300 objets de piété acquis sur les lieux du pèlerinage et porteurs de sacralité qui chargent la caravane du retour. La chose est connue ; Tresse faisait, pour le XIX[e] siècle, la description de ces

[89] G. Veinstein, « Les pèlerins de La Mekke à travers quelques inventaires après décès ottomans (XVII[e]-XVIII[e] siècles) », *ROMM*, 31, 1981-1, p. 66.

[90] *ġaddāra*, « a kind of long, heavy, double-edged scimiter », Redhouse.

[91] G. Veinstein, « Les pèlerins de La Mekke », p. 63-69.

objets[92] : « Il (le pèlerin à son retour) procède à la distribution des cadeaux qu'il rapporte à sa famille et ses amis. Aux hommes sont destinées les bouteilles d'eau de Zemzem, les chapelets en pierre de Karanian (ambre), les coupes de cuivre gravées étamées (tassé) appelées travail des Indes, des éventails en rotin de Java, des boîtes de dattes du Hedjaz […] [aux femmes], du café du Yémen, les petits sacs de henné de Wadi Fatma […], des petits mortiers en cuivre étamé pous le broyage du khôl, des bagues en corail rouge, des turquoises des Indes, des parfums et des baumes ». On a déjà insisté sur la très faible quantité de ce café, de ces dattes, de ces bijoux, de ces parfums et de ces baumes. Dans quinze successions de ces pèlerins du XVIIIe siècle, le *qāḍī* a noté la présence des *zamzamiyya*, à propos desquelles il a précisé certaines fois qu'elles étaient de cuivre (*nuḥās/bāqir*) et remplies d'eau de Zemzem (*ḍimnuha mā' zamzam*), ou qu'elles étaient « de La Mekke » (*mekkasī*). La plupart de ces défunts en rapportaient un seul exemplaire, deux en rapportaient deux, un seul quatre : et cette faible occurence évoque plus l'objet-souvenir que l'objet destiné au commerce. D'autres biens ont une relation avec l'eau de Zemzem : ce sont les *kafan*, les linceuls, blancs, dont l'un est qualifié par le juge de *muzamzam*, imprégné de l'eau de la source Zemzem. Enfin, les *manšafa*, ou *minšafa*, traduites « serviettes, essuie-main » par Dozy, pourraient être des pièces de tissus à rapprocher du vêtement religieux par excellence, l'*iḥrām*, car le juge a qualifié deux de ces objets de *manšafa iḥrām*. « Enveloppé le jour de sa mort dans l'ihram de son pèlerinage, il — le pèlerin — est sûr des félicités éternelles », écrivait Tresse[93].

	aller	retour	valeur totale au retour
kafan	1	6	15
ḫirz	0	2	sans prix
līf	2	9	1
manšafa	0	11	4 à 5
miswāk	0	35	3 à 5 qurš
tasbīḥ	18	226	45
zamzamiyya	1	19	11
			environ 80 qurš

92 Tresse, p. 259 ; E.W. Lane, *An account of the manners of the modern Egyptians written in Egypt during the years 1833-183*5, p. 431 fait les mêmes remarques.
93 Tresse, p. 259.

Comme les *manšafa*, les *miswāk*, dont le sens n'est compréhensible que si l'on réfère l'objet à sa fonction (se nettoyer les dents) n'apparaissent que dans les besaces du retour. Le siwak « est l'arbre, écrit Dozy, qui porte également le nom de arak, capparis sodata ; on mange ses baies […] et sa racine fournit l'excellent bois avec lequel on se frotte les dents ».Vardit Rispler-Chaim a consacré un article au *miswāk*[94], démontrant les implications religieuses de son utilisation : « Une prière après avoir utilisé le siwak est équivalente à 70 prières sans utilisation du siwāk […]. Il est bon de se servir du siwāk avant de réciter le Coran, lorsqu'on entre dans une mosquée […]. D'après la tradition, le Prophète lui-même ne rentrait pas dans une maison avant d'avoir utilisé le siwāk… ». Or l'arbre, l'arak, nommé par Vardit Rispler-Chaim Salvadora Persica, qui convient le mieux à fabriquer le *miswāk*, pousse dans les vallées du Jourdain, de l'Arava, en Israël, et dans les déserts ou semi-déserts de l'Arabie. Il est clair que les pèlerins comptaient sur leur voyage pour rapporter chez eux de ces *miswāk* : le *qāḍī* utilise la plupart du temps le pluriel du mot, *masāwīk*, ou emploie des expressions qui suggèrent le pluriel, *miqdār*, ou *dasta*[95]. Ils rapportent également des *līf*, ces pièces nécessaires à la purification du corps[96]. Ces objets de purification-propreté, qui sembleraient aussi nécessaires à l'aller qu'au retour, sont en réalité plus nombreux dans la caravane du retour ; le *qāḍī* les associe quatre fois dans une même prisée : *līf wa miswāk.*

Tous ces objets touchent au corps, auquel ils devaient communiquer la baraka du lieu sacré dont ils provenaient.

Les deux amulettes signalées ne disent pas grand chose d'elles-mêmes. En revanche les chapelets (sous la forme turque de *tesbīḥ*, arabe de *masbaḥa*) sont, grâce aux descriptions du juge, plus parlants. Ils comptent parmi les biens essentiels du retour : seize défunts en rapportent, et beaucoup à la fois. Nos grands *tāǧir*, malgré leurs sérieuses préoccupations, n'avaient pas oublié de rapporter dans leurs besaces ces humbles témoignages de leur voyage religieux. Rares sont ceux des défunts ne possédant qu'un seul de ces objets ; la diversité des matériaux utilisés explique que l'on ne limite pas son choix à la pièce unique : les

[94] Vardit RISPLER-CHAIM, « The *siwāk* : a medieval isamic contribution to dental care », *JRAS*, II, 3e S (1992), p. 15-20.

[95] « Un certain nombre, peut-être une douzaine », DOZY, *Sup*.

[96] « Tissu réticulaire qui enveloppe les pieds des branches de dattiers […] Dans le bain, on se sert d'une lifa, d'une touffe de ce tissu réticulaire, en guise de brosse », DOZY, *Sup*.

chapelets sont faits de liège (*falīn*), ou sont en bois, ou en bois d'olivier (*zaytūnī*), précise par moments le *qāḍī*. Mais, si l'on isole deux uniques chapelets de corail (*marǧān*), dont l'un appartient au ḥāǧǧ Muṣṭafā b. Ša'bān al-Bursawī, le commerçant en tissus, dont la valeur varie entre deux et huit qurš par pièce, le prix moyen de ces chapelets est de 0,1 qurš, une valeur extrêmement faible.

Il est donc indéniable que l'on rapporte de La Mekke des objets-souvenirs, dont on ignore s'ils sont réservés au défunt, ou à sa famille, s'ils sont considérés par le pèlerin comme des biens destinés à être donnés ou à être vendus. Mais ces objets sont de si faible valeur que le *qāḍī* a souvent omis d'en noter le prix ; aussi est-on souvent obligé de calculer des prix moyens à partir de séries qui ne dépassent pas la moitié des biens transportés : sur 257 chapelets mentionnés[97], seuls 131 portent un prix. On a donc évalué la valeur de tous ces objets pieux qui chargent, peu, la caravane du retour à quelque 75 qurš, soit le prix moyen de deux chevaux.

Si l'on additionne les valeurs de tous ces objets rapportés, et que l'on suppose qu'ils sont tous destinés à être vendus par les pèlerins, une première conclusion s'impose. De même que les trois seuls grands commerçants revenaient essentiellement chargés de tissus, les pèlerins qui mêlent à leurs obligations religieuses quelques soucis commerciaux rentrent de leur voyage dans les Villes Saintes porteurs de tissus (*alāǧā*, *bīz*, *boġāzī* et *alāǧā šāmiyya* acheté à l'étape retour de Damas) et chargés de turbans fabriqués dans de prestigieux et exotiques tissus indiens. Les tissus, légers, de peu d'encombrement, et peut-être plus demandés que n'importe quelle autre marchandise, constituent l'essentiel de ces possibles transactions (environ 85%).

tissus de l'Empire	750 qurš
turbans de tissus indiens	2 à 300 qurš
tasses	83 qurš
café et épices	70 qurš
objets de piété	75 qurš

Deuxième constatation : tous ces objets de retour ne représentent que de faibles sommes. À supposer qu'ils soient destinés à être échangés, on

[97] Treize d'entre eux appartiennent à un pèlerin dont on ne sait s'il meurt à l'aller ou au retour.

ne peut invoquer l'appât du gain pour en expliquer la présence dans les bagages du nouveau *ḥāǧǧ*. À l'extrême limite peut-on supposer que les quelques qurš tirés d'une vente problématique serviront effectivement à financer une partie des frais du voyage et à compenser les manques à gagner dûs à une longue absence. « Cet acte de foi, écrivait Tresse, était accompli le plus souvent par des gens de la classe moyenne ou par des pauvres. Ils demandaient à un petit négoce de les indemniser d'une partie de leurs frais de voyage »[98]. La valeur de ce « petit négoce » peut être évaluée à quelque 1200 qurš, au maximum.

Les biens spécifiques de l'aller

Il est difficile de distinguer au simple coup d'œil si, parmi les objets spécifiques de l'aller, se trouvent également d'humbles marchandises que le pèlerin apportait avec lui de son village, ou ville, d'Anatolie ou des Balkans, dans l'espoir d'en tirer quelques piastres : nul chiffre indiquant un transport en nombre, nul adjectif évoquant une région d'origine, nulle « spécialité » ne s'inscrit dans l'analyse textuelle, suggérant une idée de commerce. Parmi les mots de l'aller, les provisions de bouche, les vêtements, les biens d'une banale vie quotidienne semblent plutôt remplir les bagages d'un pèlerin qui traîne avec lui dans cette étape du voyage une maison encore proche. Seul l'opium, mentionné trois fois, et dont un pèlerin venant d'une région de culture du pavot, Kütahya, possède une valeur de 20 qurš, a pu faire partie de biens à vendre.

Aucun des tissus mentionnés parmi les biens du retour ne pèse de façon significative dans les sacs du voyageur qui part à La Mekke : l'*alāǧā šāmiyya* même, fabriqué à Damas, et que l'on s'attendrait à voir transporté en Orient, est peu souvent présent dans les besaces du pèlerin en route vers le pèlerinage. Neuf voyageurs seulement en possèdent, dont un plus de 15 pièces ; la valeur totale de ces biens dépasse à peine les 120 qurš.

	aller	retour
alāǧā	24	97
alāǧā šāmiyya	44	246

98 Tresse, p. 259-260.

Dans les effets d'un autre voyageur en partance pour La Mekke, se trouvent trois pièces d'un autre tissu, le *'ātikī*, fabriqué à Damas, d'une valeur de 4,5 qurš.

Cependant, quelques objets de faible poids, de faible encombrement, certains tissages, certaines pièces de tissus, certains vêtements, apparaissent avec une fréquence significative dans les successions de l'aller, destinés à de possibles transactions.

	aller	retour
kilīm	32	8
kabāya	3	0
maḥrama	365	77
būšī	174	73
qamīṣ	156	38
ṭūn/don	33	16
uǧqūr	18	3
yābanǧa	24	12
qunbāz	21	10
zibūn	33	5
'abdast	8	0
sarḥatliyya	9	1

Les *kilīm* et trois tapis, (*kabāya*, selon Dozy) font partie de ces biens de l'aller, vraisemblablement destinés à être échangés en cours de route ; des témoins récents ont encore vu arriver à Damas au XXe siècle des pèlerins, tapis sur l'épaule, qui tentaient de les vendre. Les *kilīm* sont plus légers que les tapis : vingt-trois voyageurs meurent à Damas, partant pour les Villes Saintes, chargés de *kilīm* ; 8 seulement en rapportent. Ce sont de pauvres articles, dont chaque pèlerin ne possède qu'un exemplaire, la plupart du temps usagé, d'une valeur faible (un demi-qurš) : les plus onéreux sont les *kilīm* rouges (*qirmizī* ou *aḥmar*) dont le prix s'élève, si l'on peut dire, à quelque deux piastres.

À côté de ces *kilīm*, trois types de biens constituent l'essentiel de ces objets de l'aller.

En premier lieu, des petites pièces de tissus, tels les *maḥrama* (ou *maqrama*) et les *būšī* (ou *būšiyya*) dont on serait tenté de dire qu'elles ont quelque caractère de ressemblance. *Maḥrama* est traduit « mouchoir » ou « foulard », *būšī*, « foulard ». Ce sont des objets de petit prix, sensiblement voisin : le *maḥrama* est estimé à 0,2 qurš, tandis que le *būšī* semble plus onéreux, 0,5 qurš ; mais le *būšī* est presque toujours double,

constitué de deux morceaux, sans doute reliés entre eux par la lisière (*būšī ǧift*, *būšī zawǧ* ; le *maḥrama* ne l'est qu'exceptionnellement) ; c'est la couleur qui différencie les deux pièces, le *būšī* est très souvent qualifié de noir (*siyāh*), tandis que les *maḥrama* sont de couleurs variées. La valeur totale de ces biens peut être estimée à quelque 150 qurš. Puis viennent les vêtements de base du voyageur, la chemise (sous sa double forme linguistique de *qamīṣ* et de *kumlik*), mais également le caleçon (*libās, ṭūn* ou *don*) et la ceinture (*uǧqūr*), dont le prix moyen est faible : la chemise environ 1 qurš, le caleçon un demi-qurš, la ceinture 1 qurš. Enfin, des vêtements qui sont plutôt des vestes tels que *qunbāz* et *zibūn*, de un demi à un qurš, et des manteaux un peu plus onéreux, le *yābanǧa*, 2 qurš et la *sarḥatliyya*, plus de 4 qurš.

En vérité, dans la caravane aller, trois pèlerins seulement accumulent dans leurs bagages un tel nombre de ces petites pièces de tissus et de ces éléments du trousseau de base que l'on ne peut imaginer ces objets comme uniquement voués à une consommation personnelle, mais comme des biens destinés à être vendus, soit en voyage, soit dans les Villes Saintes.

L'un est un commerçant en safran, ḥāǧǧ Kan'ān b. 'Abdallāh al-Qasṭamūnī, dont l'inventaire se fait en présence d'un de ses « pays », un homme de Qastamonu, riche de 700 qurš en espèces, qui transporte 40 sacs (*kīs*) de safran[99], d'une valeur de 470 qurš. La présence de ce safran, qu'on imaginerait venir des Indes, est si mystérieuse que l'on s'est demandé si ce pèlerin n'avait pas été mal aiguillé par notre faute dans un aller erroné. Mais le ḥāǧǧ Kan'ān a des dettes dont la nature révèle qu'il est bien un homme qui part pour La Mekke : il doit 50 qurš, prix de son transport en litière (*taḫtrawān*) d'Antioche au pays de Šām par (ou avec) trois serviteurs ; la maladie l'a contraint à utiliser ce type de transport. D'où provenait son safran ? A-t-il acheté un safran cultivé en Espagne et transporté par voie de mer, puis de terre, jusqu'à Antakia, dans le but de vendre ce produit presque précieux en chemin ? Ou a-t-il trouvé à Qastamonu un safran venu d'Iran ? On ne peut qu'en faire l'hypothèse. Ce négociant, un de ces rares *tāǧir* internationaux qui avait sans doute l'intention d'emprunter la caravane damascène[100], a ajouté

[99] Ce safran n'apparaît pas dans les analyses de Spadt qui ne prennent en compte que les objets dont l'occurrence est supérieure à 1.

[100] Notre homme n'a pas eu le temps d'arriver à Damas : il est décédé à Quṭayfa, étape qui se situe à une trentaine de kilomètres an nord de la ville.

quelques bricoles—dix chemises de 30 qurš relativement onéreuses, et deux *kilīm* de 3 qurš—à l'essentiel de ses biens. Le ḥāǧǧ Muḥammad b. Ḫalīl est spécialisé dans le transport de tissus égyptiens, qui sont ses seuls biens de prix : 60 pièces de tissu du Fayyoum, 119 pièces de tissu d'Assyout. La date de son inventaire, la structure de l'acte—un intervenant dans la succession est de la même wilaya de Malatya—, les biens qui composent la succession, entre autres un *iḥrām*, placent le ḥāǧǧ Muḥammad parmi les pèlerins en route vers La Mekke. Mais cet homme a des liens particuliers avec la ville de Damas, dans laquelle il s'est arrêté quelques jours, y louant une chambre et une maison ; une de ses sœurs, héritière, habite Damas. C'est sans doute dans cette ville qu'il vient d'acquérir ses tissus égyptiens ; il n'a pas dédaigné de joindre à ces pièces de valeur un peu d'*alāǧā šāmiyya*, du lin, quelques tapis, et surtout de très nombreux *maḥrama*, dont la plupart sont en lin, et de tout aussi nombreuses chemises.

Enfin, le ḥāǧǧ Abū Bakr, de Médine, dont ne sait pourquoi il prend part à la caravane de l'aller, sinon pour retourner au pays, a serré dans ses bagages de nombreuses pièces de base du vêtement ottoman, « qui vont ensemble » et que le *qāḍī* a d'ailleurs groupées dans une même prisée, 9 chemises, 7 caleçons, 11 ceintures, auxquels il a ajouté quelques tissus et 29 *maḥrama*.

À côté de ces trois pèlerins-commerçants, qui pratiquent un négoce de peu de prix, de pauvres pèlerins, dont le contenu de la besace n'évoque aucune idée de commerce, transportent également à l'aller quelques *maḥrama*, quelques *būšī*, quelques chemises et caleçons, que l'on retrouve avec une moins grande fréquence dans les bagages du pèlerin qui revient de La Mekke. Il est difficile d'interpréter cette disparition : ces biens, de première nécessité, et dont on emportait quand on le pouvait deux ou trois pièces de rechange, ont pu tout simplement s'user et disparaître au cours de ces quatre mois de voyage ; mais la nécessité a pu parfois en imposer la vente, soit à La Mekke, soit en cours de chemin, dans ce pauvre monde dans lequel le plus humble des objets trouvait acquéreur. Si l'on était parfois dans l'obligation de « vendre sa chemise », il valait encore mieux se débarrasser de son manteau, surtout si l'on partait en hiver pour revenir en été : les *qunbāz*, les *zibūn*, les *yābanǧa*, les *sarḥatliyya* valaient deux à quatre fois plus que les chemises et les caleçons.

Sur le graphe qui oppose les biens de l'aller et ceux du retour, nombre de biens qui assurent la vie quotidienne du pèlerin à l'aller (en plus des

maḥrama, *būšī*, *kilīm*, chemises et autres éléments de base du vêtement) sont peu présents dans les bagages du retour : il s'agit des objets de la maison, sortis pour le voyage, objets de la vie quotidienne domestique, objets de l'intérieur, tels qu'on les avait observés dans une trentaine de foyers[101] : les plateaux (*tabsiyya*), les assiettes (*ṣaḥn*), les louches (*kabǧa*) et les écumoires (*kafkīr*), les seaux (*saṭl*), les bols (*ṭās*), les marmites (*tanǧ ara*), le cuivre donc, bref le lourd, mais, en même temps, le léger des draps et des couvertures (*šaršaf*, *liḥāf*), des coussins (*yastiq* et *miḫadda*), de leurs enveloppes (*waǧh*), tous éléments du mobilier au ras du sol caractéristiques d'un mode de vie proche oriental. Le tableau résume ce qui n'est qu'une tendance, s'exprimant de façon plus significative par le nombre des objets que par leur valeur, infime.

	Aller	Retour
Objets de cuisine		
nombre valeur	87 64	48 36
Pièces du mobilier		
nombre valeur	47 14	12 6

On ne peut donner qu'une estimation peu précise de tous ces biens dont on se chargeait au départ pour se débarrasser de certains en cours de route, puisque l'on ignore la proportion exacte des biens de première nécessité que l'on gardait par-devers soi, et de ceux que l'on échangeait. Formulons une hypothèse : évaluons le nombre d'objets destinés à être échangés en établissant la proportion des biens que l'on emporte par rapport aux biens que l'on rapporte, en tenant compte du fait que le corpus comporte plus de pèlerins à l'aller qu'au retour. Soixante pour cent de ces *kilīm*, *maḥrama* et *būšī*, divers vêtements, objets du mobilier et de la cuisine seraient destinés à être vendus, ce qui représente une valeur de 350 qurš environ. Rajoutons les 622 qurš de safran, des tissus du Fayyoum et d'Assyout apportés par les trois pèlerins qui semblent avoir joint à leurs préoccupations religieuses des activités commerciales : on

[101] C. ESTABLET, « Les intérieurs damascains au début du XVIIIe siècle, sous bénéfice d'inventaires », D. PANZAC ed., *Les Villes dans l'Empire ottoman : Activités et sociétés*, t. II, Éd. du CNRS, p. 15-46.

arrive à moins de 1 000 qurš. Faut-il compter l'unique esclave qui accompagne le ḥāǧǧ ʻAlī b. Ḥasan, d'Erzurum, et dont le prix est estimé à 100 qurš, un peu plus du double de l'onéreux Coran que le même homme possède, comme une pièce de ce « trafic d'esclaves » mentionné par Burchkardt[102] ? On arrive à 1 100 qurš, somme qui curieusement équilibre à peu près la valeur estimée des biens du retour, objets-souvenirs dont on ne peut savoir dans quelle proportion ils étaient négociés ou donnés.

Il est temps d'apporter une conclusion à la question posée au début de cet article et d'apprécier le poids des préoccupations commerciales dans le voyage vers les Villes Saintes : « Tous ne vont pas à La Mecque par dévotion et il s'en trouve quantité qui n'entreprennent ce pèlerinage que dans l'espoir du gain », écrivait Hasselquist. « La gamme des produits qu'ils apportent est variée et va jusqu'au trafic d'esclaves ». De véritables commerçants prennent part à la caravane, de grands *tāǧir* à la vocation internationale, qui pratiquent leurs dévotions tout en assurant leur métier, c'est une certitude. Dans notre corpus de 135 personnes, ils sont trois, au maximum quatre, si l'on compte le commerçant en safran, soit moins de 3% de l'ensemble des voyageurs. Le commerce est un métier, et affaire de spécialistes. Le petit « trafic » auquel se livre la grande majorité des pèlerins, plus ou moins suivant leur fortune, ne peut être qualifié de commerce. On remarquera que les estimations faites des biens vendus correspondent à peu près exactement au montant estimé des biens achetés ; l'appât du gain n'est pour rien dans ces modestes transactions, qui couvrent peut-être une partie des frais du voyage, mais qui assurent surtout une gigantesque pulsation d'échange : la caravane respire au rythme du voyage, se vide des objets rassurants du quotidien et du domestique, pour se remplir des biens venus d'ailleurs, chargés de sacralité et d'exotisme.

C.E., J.-P.P.

[102] Burckhardt, I, p. 353.

Colette ESTABLET et Jean-Paul PASCUAL, *Pèlerinage et commerce à l'époque ottomane à l'aube du XVIIIe siècle*

L'étude porte sur 135 pèlerins qui, à l'aller ou au retour de leur voyage vers La Mekke, meurent à Damas entre 1686 et 1717. À leur mort, ces défunts sont chargés de biens dont le qadi, dans un inventaire après décès, dresse une liste minutieuse.

Beaucoup de voyageurs occidentaux ont, comme Hasselquist, insisté sur le rôle marchand de la caravane. L'analyse détaillée des objets que transportent ces pèlerins permet de faire le point sur la question. Seuls deux grands commerçants utilisent la caravane à des fins peut-être religieuses, mais également commerciales : ils sont chargés de riches et nombreux tissus indiens qui constituent la quasi-totalité de leurs bagages. Le commerce est un métier, et affaire de spécialistes. Le petit « trafic » auquel se livre la grande majorité des pèlerins ne peut être qualifié de commerce ; leurs modestes transactions, qui couvrent peut-être une partie des frais du voyage, assurent surtout une gigantesque pulsation d'échange : la caravane respire au rythme du voyage, se vide des objets rassurants du quotidien et du domestique, pour se remplir des biens venus d'ailleurs, chargés de sacralité et d'exotisme.

Colette ESTABLET et Jean-Paul PASCUAL, *Pilgrimage and Trade under the Ottoman Era at the Dawn of the Eighteenth Century*

This study deals with 135 pilgrims who died in Damascus between 1686 and 1717 on their way to Mekka or back. These people were carrying goods listed in detail by the qadi in a probate inventory. The merchant role of the pilgrim caravan was stressed—as Hasselquith did—by many European travellers.

Detailed analysis of the luggage carried by the pilgrims enabled us to take stock of this question. Only two big merchants might have used the caravan for religious aims but it served mainly for commercial purposes : they carried a lot of luxurious Indian woven materials, which formed most of their luggage. Trade is a profession, a matter of specialists, and the petty "traffic" as done by most of the pilgrims cannot be considered as such. Nevertheless, their small dealings which covered part of the journey's expense, still entailed a huge exchange movement : the caravan lived along the travelling rhythms, leaving on the way domestic goods in order to fill up with consecrated and exotic items from elsewhere.

GENERI VOLUTTUARI E RAGION DI STATO: POLITICHE REPRESSIVE DEL CONSUMO DI VINO, CAFFÈ E TABACCO NELL'IMPERO OTTOMANO NEI SECC. XVI E XVII

Durante il XVI e il XVII sec. in Istanbul i consumatori di caffè e del tabacco furono perseguitati con una severità mai usata neanche nei confronti dei bevitori di vino, vietato dalla religione musulmana. Nel Seicento i divieti sul caffè e tabacco, nonchè la loro applicazione divennero materia di tale importanza politica che — così raccontano le cronache — lo stesso sultano Murad IV (1629-1640) usava pattugliare la città travestendosi di giorno e di notte, allo scopo di sorprendere, arrestare e giustiziare quei « riottosi e ribelli » che si davano al consumo dei generi voluttuari. Al termine delle escursioni quotidiane di Murad IV, rimaneva agli stambulioti uno spettacolo violento e tragico di teste decapitate e esibite, appese sui pali, nella Piazza dei cavalli (At meydanı)[1].

Cercare ragioni convincenti per un tale accanimento nelle cronache o in altri documenti d'epoca è purtroppo sforzo vano. L'unico modo per dare un possibile senso al « proibizionismo » ottomano (che vide coinvolti praticamente tutti i sultani a partire da Solimano il Magnifico) resta quello di inserire la poca documentazione disponibile nei dati della

[1] Evliya Efendi, *Narrative of travels in Europe, Asia and Africa in the Seventeenth Century*, trad. J. von Hammer, Londres, 1834, p. 121.

A. Saraçgil est lectrice à l'Instituto Universitario Orientale, Naples, Italie. Via Maggio 19, 50125 Florence, Italie.

Turcica, 28, 1996, pp. 163-194

storia socio-economica e culturale dell'epoca. Facendo ciò la questione della consumazione delle sostanze inebrianti, fenomeno nuovo per la vita sociale ottomana, assume un ruolo significativo nelle lotte politico-religiosi che investirono l'Impero a partire dalla seconda metà del XVI sec.

Generi voluttuari nella vita sociale ottomana

Cominciamo con il ricostruire brevemente la storia dei generi voluttuari, in particolare del vino, del caffè e del tabacco nella vita ottomana. Tra di essi quello di più antico consumo era il vino. Pur essendo riservato all'esclusivo uso delle comunità non islamiche, come è dimostrato da numerosi documenti storici, esso era bevuto anche da molti maomettani. Fu durante il regno di Solimano il Magnifico che cominciarono i primi insistenti divieti sulla sua consumazione da parte della comunità musulmana. Gli sforzi del sultano rimasero però, e per un lungo periodo di tempo, senza apprezzabili risultati. L'ordine di chiudere le osterie non veniva sempre eseguito, così come quello di alterare il vino; in più le abitazioni private venivano trasformate in osterie per ospitare i disperati consumatori del vino. Tuttavia sembra che intorno al 1560 sia riuscito al sultano di ottenere, se non la totale abolizione del consumo del vino, almeno la chiusura delle osterie di Istanbul.

Ascoltando il canto dell'anonimo poeta: « Le caraffe sono rotte, le coppe vuote, manca l'estasi del vino/Ehi tempo ci hai resi schiavi del caffè »[2], viene naturale addebitare parte del successo ottenuto contro le osterie e contro la consumazione del vino, all'inizio della pubblica consumazione del caffè nelle apposite botteghe (*kahvehane*).

Il caffè era stato introdotto in Istanbul durante il regno di Solimano il Magnifico. Non conosciamo la data esatta della sua apparizione nella capitale, ma sappiamo che era consumato durante i rituali mistici di alcune confraternite come la Halvetiye e la Bektaşiye che avevano conosciuto la bevanda presumibilmente in seguito alla conquista ottomana dell'Egitto (1517); Solimano il Magnifico (che dell'Halvetiye era un adepto) amava berlo e aveva addirittura istituito nella sua corte la carica di *kahvecibaşı*, con il solo compito di offrire il caffè alla sua augusta persona. Possiamo quindi fondatamente sostenere che ben prima

[2] *Humler tehi cam şikeste, yok vucud-i mey/Kıldın esir-i kahve bizi hey zamane hey*». È riportato in *Solak-zade Mehmed Hemdemi* Çelebi, *Tarih-i Solak-zade*, 2, Istanbul, H. 1298, Vahid Çubuk, ed., Ankara, 1989, p. 315.

dell'apertura delle botteghe di caffè e dall'inizio della sua consumazione pubblica il caffè era conosciuto ed apprezzato nella vita privata di individui altolocati e nei circoli elitari. La consumazione della bevanda cominciò a diventare un abitudine per molti stambulioti a partire dall'apertura di due Caffè nel 1554.

Queste prime due botteghe, aperte da due individui (Hakam e Shems provenienti rispettivamente da Aleppo e da Damasco) nel cuore della capitale, a Tahtakale, avevano tuttavia un carattere elitario. Come scrive il cronista Peçevi (1574-1650) nella sua ricostruzione della storia della bevanda, i frequentatori dei primi Caffè erano :

> « […] taluni amanti del piacere, e, specialmente certi bontemponi della classe dei letterati, [che] potevano riunirsi in venti o in trenta in ciascuna delle botteghe. Alcuni leggevano libri e composizioni eleganti, altri giocavano a tric-trac e a scacchi. Altri ancora vi portavano le loro poesie appena composte e discutevano d'arte »[3].

La caratteristica elitaria delle prime botteghe di caffè non sembra casuale. Risulta infatti da un documento datato 1190/1697, che Solimano il Magnifico aveva inteso, attraverso una forte tassa sul caffè, circoscrivere la consumazione della bevanda tra i pochi che se la potevano permettere. Si tratta di un esposto del Defterdar Paşa (« ministro delle finanze ») del 1190/1697 che ricostruisce la storia fiscale del caffè per il sultano regnante (Mustafa II, 1695-1703) :

> « Durante il regno di Süleyman Han—che profumi la terra che lo copre—quando appariva con abbondanza il consumo del caffè [grazie alla] "innovazione", detta "bottega di caffè", fu deliberato che alla dogana della capitale Istanbul e alle dogane da essa dipendenti, fosse riscossa—*al fine di chiudere le* kahvehane *e di impedire la consumazione della bevanda in esse*—una "tassa di innovazione" (*resm-i bid'a*) consistente, per i musulmani in otto *akçe*, per gli infedeli in dieci *akçe* per ogni *okka* di caffè. Qualora il caffè venisse portato da chiunque (musulmano o infedele) ad Edirne, per venderlo o no, doveva essere pagata alla dogana una tassa aggiuntiva (*resm-i gümrük*) di sei *akçe* per ogni *okka* […] Durante il felice regno del Sultano Süleyman [la tassa imposta al caffè] era, *per scoraggiare i suoi bevitori*, [fissata] due volte di più di altre merci e beni […] »[4] [sottolineature mie — A.S.].

[3] Ibrahim Peçevi, *Peçevi Tarihi*, M. Uraz, ed., 2 vol., Istanbul, 1968-1969, I, p. 258 (*Tarih-i Peçevi*, 2 vol., Istanbul, 1283/1866, I, pp. 363-365). La parte relativa al caffè è stata pubblicata, in inglese, anche da B. Lewis, *Istanbul and the Civilization of the Ottoman Empire*, Londres, 1963, pp. 130-132 e da E. Birnbaum, « Vice Triumphant. The spread of coffee and tobacco in Turkey », *Durham University Journal*, New Series, XVIII, 1956-1957, pp. 21-22.

[4] Başbakanlık Arşivi, Kamil Kepeci Fihristi, *Kahve rüsumu*, n. 4518, ff. 1-4.

Ma le misure fiscali, un po' a causa della forte inflazione, un po' per il fatto che la bevanda piaceva e i clienti delle botteghe di caffè non badavano a spese, non sembrerebbero aver avuto grande efficacia. Ci sono indicazioni, anche se non basate su fonti d'archivio, circa il dato che i Caffè continuavano a prosperare. Lo storico d'Ohsson per esempio scrive che verso la fine del regno di Solimano vi erano ben 50 botteghe di caffè, ad Istanbul[5].

Anche ad Istanbul, come era già successo in altre città di paesi musulmani[6], la nuova socialità vissuta nelle botteghe di caffè fu motivo di preoccupazione per le autorità sia religiosa che politiche. La consumazione del caffè e l'uso di trascorrere il tempo nelle botteghe, entrambe le innovazioni (*bid'at*) nei costumi sociali, furono ritenute « pericolose » da parte di un consistente gruppo di *ulema* ; per vietarli furono emessi autorevoli *fetva*. Secondo quanto riferisce Katip Çelebi, la consumazione del caffè fu considerata illecita sostenendo da un lato che giacchè, i chicchi di caffè durante il processo di tostatura si carbonizzano, la bevanda risulta derivare da una sostanza inanimata : dunque non può fare parte della dieta musulmana ; e dall'altro lato il modo della sua pubblica consumazione — richiedente la circolazione di una tazzina tra i presenti — è segno di dissolutezza[7]. Lo stesso *Şeyh ül-Islam* Ebu us-Suud Efendi, in carica durante i regni di Solimano il Magnifico e di Selim II, pur non essendosi mobilitato contro l'uso privato del caffè[8], pronunciò alcune fetva che erano nettamente contrarie alla sua consumazione pubblica :

> « Domanda : E' lecito che il caffè sia bevuto per rinvigorire il pensiero o per aiutare la digestione ? Risposta : L'uomo può mai usare ciò che si è rivelato obbrobrioso perchè bevuto da peccatori in compagnia di musica,

[5] Mouradjea D'OHSSON, *Tableau général de l'Empire ottoman*, 7 vol., Paris, 1788-1824, IV, p. 79.

[6] Vedi Ralph S. HATTOX, *Coffee and Coffeehouses*, Seattle-Londres, 1985, pp. 29-46.

[7] Katip ÇELEBI, *The Balance of Truth*, trad. G.L. Lewis, Londres, 1957, p. 135. (*Mizanu-'l-haqq fi ikhtiyari-'l-ahaqq*, 1656)

[8] Uno dei fetva, attributo a Ebu us Suud Efendi dalla mano anonima che lo copiò in un momento indeterminato, si trova sul foglio n.1 a di un libro scritto nel 925/1519 e conservato nella Süleymaniye Kütüphanesi di Istanbul : « Domanda : cosa dice il Grand *Müftü* del caffè che è diventato di uso comune nei paesi arabi, nella Mecca e nella Medina ; consumarlo è lecito o non è lecito ? Risposta : Coloro che hanno timor di Dio e che temono di peccare bevono il caffè non come i debosciati (*ehl-i fücur*) o gli ubriachi, ma per la propria salute e benessere e non vi è problema per chi lo consumi con tali intenti ». Il contenuto del *fetva* che fa riferimento solo alla bevanda senza accennare la questione delle botteghe, fa pensare che esso fosse stato pronunciato appena agli esordi della bevanda nella capitale ottomana. Süleymaniye Kütüphanesi, Atıf Efendi, n. 1546.

mentre si fanno cose lascive ? » Ancora, « Domanda : Cosa meritano coloro che si preoccupano del proprio aspetto esteriore, curano i propri desideri, frequentano le *kahvehane* dove giocano a tric-trac e a scacchi, blaterando parole vuote, e ritengono che in tali condizioni sia lecito anche bere il caffè senza pensare che stanno peccando ? Risposta : Meritano tutti l'eterna dannazione »[9].

La posizione al riguardo del potere politico subì una simile evoluzione ; negli ultimi anni del suo regno anche Solimano il Magnifico cominciò a firmare ordini per la chiusura delle botteghe di caffè, accomunandole con tutti i luoghi dove erano consumate le sostanze inebrianti :

« Ordine al Beylerbeyi e al *Kadı* di Damasco : Dal momento che abbiamo ricevuto notizia che nelle osterie, nelle botteghe di *boza*[10], di caffè e in altri luoghi pieni di miserabili avvengono fatti contrari alla *Şeriat*, si ordina la chiusura di tali luoghi [cosicchè] i *reaya* siano liberi dai corruttori, disturbatori della pace e dai malvagi »[11].

« Al Beylerbeyi e al Kadı di Aleppo : Pur essendo stato [precedentemente] ordinato di chiudere tutti i luoghi come osterie, botteghe di *boza* e di caffè, pullulanti di empi, si è saputo, dalla comunicazione del *kadi*, che ancora nelle botteghe di caffè si continua a passare del tempo in divertimenti e [si commettono] atti illeciti e vietati. Ora ordino la chiusura immediata [delle botteghe di caffè] e la denuncia dei nomi di coloro che si comportino contrariamente [a quanto disposto] »[12].

« Al Kadi di Kudus-u Şerif : Si ordina di chiudere le botteghe di caffè che a quanto ci è stato fatto sapere impediscono la popolazione di eseguire i propri doveri religiosi, e si ordina altresi di denunciare i nomi di quanti non volessero ubbidire »[13].

L'ostilità verso le osterie, le botteghe di boza e di caffè, ritenute focolaio di attività contrarie alla Sacra Legge (Şeriat), già iniziata alla fine del regno di Solimano il Magnifico, ebbe una netta crescita nei regni di Selim II (1566-1574) e di Murad III (1574-1595).

Nel 1567, l'anno dopo la sua ascesa al trono, Selim II:

« […] ordina ai *kadı* di Istanbul e di Galata che, come è stato già ripetutamente comandato, si chiudano tutte le osterie, le botteghe di *boza* e di caffè sistenti in Istanbul e in Galata. Mi è stato detto che tutt'ora [di questi

[9] M.E. Düzdağ, *Şeyhülislam Ebu us-Suud Efendinin fetvaları ışığında 16. asır Türk Hayatı*, Istanbul, 1972, p. 148.

[10] *Boza* è un'antica bevanda centroasiatica, prodotta dal miglio o dall'orzo, è simile ad una birra a bassa gradazione alcoolica. Cfr. Burhan Oğuz, *Turkiye halkının kültür kökenleri*, 2 vol., Istanbul, 1976, I, p. 732.

[11] Başbakanlık Arşivi, *Mühimme Defteri*, VI, n. 1363, p. 620, data : 972/1564.

[12] *Ibid*., n. 1218, p. 560 data : 972/1564.

[13] *Ibid*., V, n. 612, p. 238, data : 973/1565.

luoghi] ce ne sono molti, e vi si commettono azioni depravate (*fisk-ü fücur*). Ora chiedo che ognuno di voi al riguardo si faccia particolarmente attento e inflessibile. Che le osterie, le botteghe di *boza* e di caffè siano tutte chiuse. Se venisse trovato del vino, vi si aggiunga del sale e se ne faccia aceto. Se ci fosse qualche disubbidiente, mi si faccia sapere con tanto di nome. E che sempre si agisca così come io qui ordino »[14].

All'incirca lo stesso testo è mandato anche al governatore dei territori appartenenti al sultano (*Haslar Kadısı*) con l'ordine di vietare, all'interno della cittadina di Eyup, la vendita del vino e del *boza*, l'ascolto della musica, il gioco di tric-trac e degli scacchi ; e con l'ordine di espellere le prostitute ; e di chiudere infine le esistenti botteghe di caffè mandando via tutti coloro i quali non potessero dimostrare di avere qualcuno che garantisse per loro[15]. Come si vede da questo ordine le osterie, le botteghe di *boza* e di caffè erano considerate luoghi ospitali per gli immigrati senza autorizzazione e senza fissa dimora[16].

La disattenzione agli ordini imperiali, già incontrata durante il regno di Solimano il Magnifico rispetto ai suoi tentativi di vietare il consumo del vino, aumentò di molto nella nuova era. Malgrado infatti i ripetuti ordini, le botteghe di caffè continuarono ad esistere, aumentando anzi di numero. D'Ohsson sostiene che dall'inizio del regno di Selim II (1566) alla fine del regno di Murad III (1595) il numero delle botteghe di caffè, nella sola Istanbul era arrivato a 600[17]. I documenti d'archivio dimostrano altresì che nello stesso periodo anche la consumazione del vino e degli opiacei si era notevolmente diffusa[18]. L'insubordinazione da parte della popolazione alle disposizioni del potere centrale rimane impressionante. Una più attenta lettura della documentazione dimostra inoltre che i maggiori frequentatori delle botteghe di caffè erano membri di varie milizie : in primo luogo i giannizzeri, la cavalleria della Porta, i soldati irregolari, i cosiddetti *sekban* e *levend* che sempre più spesso venivano impiegati nelle spedizioni militari. Gli ordini repressivi dei sultani avevano quindi per controparte gli stessi componenti del potere centrale che si rifiutavano di sottoporsi alle disposizioni dei superiori.

[14] Başbakanlık Arşivi, *Mühimme Defteri*, VII, n. 1453, p. 504, data : 975/1567. È pubblicato anche in Ahmet Refik, *Onaltıncı asırda İstanbul hayatı (1553-1591)*, Istanbul, 1935, p. 141.

[15] Başbakanlık Arşivi, *Mühimme Defteri*, VII, n. 155, p. 57, data : 975/1567.

[16] A. Refik, *op. cit.*, pp. 145-146.

[17] M. d'Ohsson, *op. cit.*, p. 79.

[18] Vedi Başbakanlık Arşivi, *Mühimme Defteri*, *cit.*

Tra le possibilità di trasgredire gli ordini dei sultani vi sono anche molti raggiri; in primo luogo quello già largamente sperimentato di fare a livello privato quel che fu vietato in pubblico, trasformare cioè le abitazioni in osterie, botteghe di caffè, ecc. Oppure nuove trovate come quelle descritte dallo storico Peçevi: «[...] certe persone sono ricorse all'espediente che prese il nome di "bottega di caffè all'ascella" (*koltuk kahvehanesi*). Queste erano di solito nei vicoli ciechi e dietro certi negozi, con un accesso per la porta posteriore»[19], o ancora, «grazie alle bustarelle date al capo della polizia e al capo delle guardie, alcune persone avevano ottenuto il permesso "di bere il caffè" e non erano ostacolate»[20].

Come è detto anche il regno di Murad III è segnato da continui tentativi di chiudere le osterie, le botteghe di *boza* e di caffè. Già a partire dall'anno successivo alla sua ascesa al trono ottomano Murad III firma continui ordini per la chiusura di questi luoghi, per la cessazione del consumo di vino, per l'espulsione dalla città di tutti coloro che non sono in grado di mostrare un garante. In più di un divieto le botteghe di caffè figurano ancora come uno dei luoghi in cui personaggi «senza fissa dimora» si danno convegno: «Al *kadı* di Salonicco, si ordina di demolire le botteghe di caffè apertisi in Yeniceivardar dove si riuniscono i nullafacenti e i fuorilegge»[21].

D'altra parte le osterie, le botteghe di *boza* e di caffè sembrano essersi omologate; i testi di alcuni divieti dimostrano ad esempio che in tutti questi luoghi indistintamente era possibile consumare sia il vino che altre bevande alcooliche: Nel 1583 Murad III scrive al *kadı* di Istanbul:

> «[...] apertamente si vendono vino e *arak*[22] [...] ho dato ordine all'*ağa* dei giannizzeri di chiudere le osterie, le case che sono usate come tali, e le botteghe di caffè [...] Ubbidendo a questo mio ordine le chiuderai tutte e non rilascerai d'ora in poi nuove licenze per chi ne volesse aprire una. [...] Se venissi a sapere che malgrado questo mio ordine esistono delle botteghe di caffè o che si consumi apertamente vino "i colpevoli" saranno puniti con lavoro forzato sulle galere (*kürek cezası*)»[23].

[19] I. Peçevi, *op. cit.*, p. 365.
[20] *Ibid.*
[21] Başbakanlık Arşivi, *Mühimme Defteri*, *cit.*, XLII, n. 200, p. 29, data: 989/1581.
[22] *Arak* (*rakı*) è un liquore di anice di alta gradazione alcoolica, prodotta dalla distillazione di succhi di alcune frutte. Cf. B. Oğuz, *op. cit.*, p. 741.
[23] Başbakanlık Arşivi, *Mühimme Defteri*, *cit.*, XLVIII, n. 968, p. 330, data: 991/1583. Pubblicato anche in A. Refik, *op. cit.*, pp. 146-147.

Ancora:

> « Si ordina al *kadi* di Istanbul di chiudere le osterie nei quartieri musulmani e di impedire la vendita del vino nei negozi di ristoro, nelle botteghe di *boza* e di caffè »[24].

Liberalizzazione del caffè e introduzione del tabacco

I divieti sulla consumazione del caffè cessarono, secondo quanto scrive Katip Çelebi, verso la fine del regno di Murad III, intorno all'anno 1000/1591[25]. Mutamento questo che portò all'emissione di un nuovo *fetva*. Toccava al *Şeyh ül-Islam* Bostanzade Mehmed Efendi (in carica tra gli anni 1589-1592 e poi tra gli anni 1593-1598) togliere i sospetti precedentemente avanzati dagli *ulema* ottomani sulla bevanda, e sostenere il punto di vista degli amanti del caffè. L'autorevole voce del *Şeyh ül-Islam* restituiva alla bevanda la sua origine vegetale, sostenendo che durante il processo di tostatura i chicchi non si carbonizzano: la consumazione del caffè fu così giuridicamente legittimata[26]. Anche se Bostanzade non si pronunciò rispetto al secondo capo d'imputazione, quello riguardante le modalità di consumazione pubblica della bevanda, i molti bevitori di caffè, legittimati dal *Şeyh ül-Islam*, riempirono le botteghe di caffè. Scrive Peçevi:

> « Da quel momento in poi bere il caffè è diventata una tale abitudine radicata che […] non c'era un solo uomo tra gli ulema, gli sceicchi, i *visir* e altri grandi che non lo bevessero. Le cose sono arrivate a tal punto che i *visir* hanno aperto delle botteghe per affittarle, guadagnando giornalmente da esse, una o due piastre d'oro ciascuno »[27].

Proprio in quegli anni, mentre la popolazione di Istanbul consumava allegramente e in piena libertà in numerose botteghe di caffè l'amata bevanda, veniva introdotta nella vita della capitale una nuova sostanza "inebriante" che di là a poco avrebbe causato non pochi problemi ai suoi consumatori. Si tratta del tabacco, portato a Istanbul secondo le cronache intorno al 1600 dai marinai inglesi. Questa nuova sostanza, introdotta per le sue supposte capacità curative delle malattie causate

[24] Başbakanlık Arşivi, *Mühimme Defteri*, *cit*., XLVII, n. 323, p. 129, data: 990/1582.

[25] K. Çelebi, *op. cit*., p. 60.

[26] Una copia del *fetva* è conservata in Süleymaniye Kütüphanesi, Esat Efendi, n. 3463, ff. 48b-51b.

[27] I. Peçevi, *op. cit*., 258.

dall'umidità, trovò invece posto accanto al caffè, sia in pratiche rituali di alcune confraternite religiose, soprattutto dell'Halvetiye, nonchè nelle botteghe di caffè.

L'accostamento fu accolto con grande entusiasmo dal pubblico, ma fu visto come una nuova e pericolosa minaccia da parte del potere centrale. Ahmed I (1603-1617) fece subito chiudere tutte le botteghe di caffè, e vietò la consumazione del tabacco. Il divieto fu esteso, ancora una volta, anche alla consumazione del vino. Ahmed I si spinse addirittura ad abolire l'ufficio alla dogana per il vino (l'*emanet-i hamr*), accettando così di far subire al tesoro una considerevole perdita di introiti. Ma durante questo periodo, forse anche per il fatto che la Halvetiye, uno degli ordini più aperti verso il caffè e il tabacco, aveva avuto una grande espansione, la consumazione di queste sostanze continuò a diffondersi. I divieti di Ahmed I, come del resto accadeva sin dai tempi di Solimano il Magnifico, non furono applicati, nè ebbero una lunga vita ; la consumazione delle sostanze inebrianti continuò clandestinamente per un periodo e poi fu di nuovo accettato come un dato di fatto. Fu presto ristabilito anche l'ufficio alla dogana per il vino.

La crisi del sistema ottomano

La storia fin qui raccontata, fatta di molteplici divieti, dell'impossibilità di applicarli e di qualche temporaneo cedimento, è una forte spia per capire meglio quei cambiamenti strutturali a cui si è fatto riferimento all'inizio di questo articolo. Durante questo periodo le strutture politico-economiche e religiose dell'Impero ottomano sono in transizione. La descrizione di questo processo, come è noto, è contenuta nella diretta testimonianza tramandataci dalla cosiddetta « Lettere di consigli » (*Nasihat-name*), il cui primo esempio è del regno di Solimano il Magnifico ; l'*Asaf-name* del gran visir Lütfi Paşa (1488-1563). Dopo Lütfi Paşa numerosi altri componenti del potere centrale scrissero simili trattati sottoponendoli ai sultani o ai gran visir, con il comune desiderio di sollecitare riforme necessarie al sistema che vedevano in rapido deterioramento.

Le « Lettere di consigli » descrivono, a tinte fosche, una profonda crisi socio-politica, fornendo interpretazioni circa le ragioni dell'apparente decadenza in cui le istituzioni e la società ottomani cominciano a trovarsi. Vi è innanzittutto la rappresentazione nostalgica di un passato glorioso, durante il quale ogni membro della società aveva una propria posizione ed un proprio compito, e di conseguenza regnavano ordine e

pace sociale. I membri della classe governante, gli « schiavi » (*kul*) del sultano, operavano per il bene dell'Impero, le nomine venivano sempre fatte per merito, i sudditi (i *reaya*), governati con giustizia, sostenevano le finanze dello Stato. Contrapposto a questo quadro idilliaco, la realtà del tempo viene descritta come dominata da egoismi, dagli interessi personali e faziosità. Il sultano è circondato da individui inaffidabili, il governo del paese condotto da varie fazioni della corte. Corruzione e malaffare sono dilaganti ad ogni livello della società, le nomine vengono fatte con i criteri nepotistici o comprate dal miglior offerente, la stabilità sociale ha lasciato il posto all'incontrollata mobilità facendo risultare tutto fluido e inattendibile. Le casse dello Stato sono sempre più vuote e le spese sempre più alte.

Bisogna tenere presente, nel leggere i « Consigli », che essi non costituiscono un corpo di scritti di autonomi intellettuali ; i loro autori sono uomini di cultura e di governo con precise collocazioni socio-istituzionali e le loro analisi rispecchiano spesso esplicitamente la delusione delle proprie aspettative o perdita di status precedenti in seguito ai mutamenti avvenuti nella composizione del gruppo dominante, nei metodi di cooptazione e di avanzamento di carriera[28]. Essi, mettendoci di fronte ad uno schema idealistico di dualità tra la decadenza del presente e la magnificienza di un passato mai esistito, chiariscono nondimeno i principali mutamenti che nel XVI sec. cominciavano ad essere visibili nel sistema ottomano. Il cambiamento è strutturale : la visione negativa del presente, comune ai maggiori autori dei « Consigli » da Asaf Paşa a Mustafa Ali e Koçi Bey, Katip Çelebi e Naima, rispecchia un movimento di mutazione del sistema ottomano da un centralismo pre-moderno in cui funzionava un *système du mérite*, verso uno stato autonomo e decentrato in cui il ruolo della dinastia si trova sensibilmente diminuito e i localismi e il « particolare » giocano un ruolo sempre più importante[29]. In particolare Mustafa Ali e Koçi Bey scrivono dal punto di vista dei perdenti ; la loro speranza è il ritorno dei leader carismatici che giochino un ruolo attivo e dinamico al centro del sistema[30].

I cambiamenti verificatisi nell'Impero ottomano in questo periodo sono di una tale complessità che è impossibile rendergli giustizia nel

[28] Vedi la biografia di Mustafa Ali, Cornell FLEISCHER, *Bureaucrat and Intellectual in the Ottoman Empire*, Princeton, 1986, p. 23.

[29] Cfr. Rifaʿat ʿAli ABOU-EL-HAJ, *Formation of the Modern State*, New York, 1991, *passim*.

[30] *Ibid.*, p. 27.

contesto di questo breve articolo. Ciò nonostante si tenterà di segnalare alcune importanti tendenze.

Ciò che tradizionalmente garantiva l'assolutismo del potere centrale era la funzionale ma netta divisione della società tra gli *asakir* (governanti) e i *reaya* (governati). I primi, esenti dal pagamento delle imposte, erano gli unici destinatari dell'intera ricchezza prodotta dai *reaya*. Non vi era dunque alcuna differenziazione tra lo Stato e la classe dominante[31]. Il consenso all'interno del gruppo dominante (*askeri*), esistente nei periodi precedenti, specialmente nel XV e nella prima metà del XVI sec., aveva permesso a questi ultimi l'esercizio del potere coercitivo nell'imposizione fiscale sui *reaya*, e di conseguenza il funzionamento di un centralismo politico pre-moderno.

A partire dalla seconda metà del XVI sec. questo quadro comincia a mutare radicalmente. Il primo cambiamento si verifica nella composizione degli *asakir*, come conseguenza di una irreversibile crisi in cui il tradizionale sistema rurale (*timar*) viene trascinato da una serie di cause. Così una parte dell'élite governante, la cavalleria rurale (*sipahi* timarioti), entra in un devastante declino. Questi costituivano i nove decimi delle forze armate ottomane, nonchè l'amministrazione provinciale, garantendo il controllo della produzione e dell'estrazione della ricchezza. Con il loro declino aumenta a dismisura il peso sia numerico che politico dei *kapıkulları* (Schiavi della Porta), comportando grave danno per le finanze dello Stato. Anche l'amministrazione provinciale passa nelle mani di questi ultimi, mentre la raccolta delle tasse comincia ad essere affidata ad agenti che ne comprano all'asta il diritto per un determinato periodo di tempo[32]. Così inizia un rapido processo di privatizzazione di ciò che era tradizionalmente considerata proprietà della dinastia regnante. Il fatto che il terreno diventi una merce di scambio, comporta un cambiamento radicale nelle relazioni all'interno del gruppo dei governanti e tra questi e i *reaya*. Con tale evoluzione la struttura chiusa e autosufficiente dell'economia imperiale comincia a marciare verso una di tipo mercantile in cui la produzione agraria destinata a sorreggere la classe dei governanti attraverso il sistema dei timar, comincia ad essere destinata al mercato[33].

[31] *Ibid.*, p. 12.

[32] Rifaʿat ʿAli Abou-El-Haj, « Power and social order: the Uses of the Kanun », in I.A. Bierman, R.A. Abou-El-Haj, D. Preziosi, eds, *The Ottoman City and its Parts: Urban Structure and Social Order*, New York, 1991, p. 80.

[33] Cfr. Ömer Lütfü Barkan, « The Price Revolution of the Sixteenth Century: A Turning Point in the Economic History of the Near East », *International Journal of Middle East Studies*, 6, 1, 1975, pp. 3-28.

Essendo mutata, attraverso tale proceso la composizione del gruppo dominante, comincia a venire a meno anche il tradizionale consenso al suo interno. Nasce una mobilità sociale e politica senza precedenti. Mentre nel tradizionale *système du mérite* far parte del gruppo dominante dipendeva dall'acquisizione di un « privilegio imperiale » (*Berat-i Hümayun*), grazie a mutamenti avvenuti la mobilità comincia a dipendere da molteplici fattori : nepotismo, acquisizione di posizioni con denaro liquido, ecc. Inizia un'intensa sperimentazione nel sistema fiscale, volta ad incrementare gli introiti, che va parallelo alla distruzione dell'antico ordine politico-amministrativo. Aumenta il fabbisogno del personale amministrativo specializzato. Processi questi che cominciano a spogliare lo stato dalla sua tradizionale caratteristica di essere un corpo unico con la classe dominante e aprono la strada alla sua autonomizzazione e specializzazione.

Sotto l'urto dei cambiamenti anche l'antico ordine sociale comincia a vacillare. Il continuo bisogno dello Stato di denaro liquido da una parte, dall'altra l'esigenza dei nuovi collettori di tasse che comprano i diritti della raccolta per un periodo di tempo determinato di guadagnare il più possibile dal loro investimento, cominciano a portare l'agricoltura ottomana verso una irreversibile crisi aprendo la strada all'abbandono delle terre da parte di contadini. Le fila dei mercenari, le casate dei potenti signori e l'esercito dei nullafacenti emigrati nelle città si riempiono di ex contadini creando seri problemi di ordine pubblico[34].

Come è osservato con crescente preoccupazione dagli autori dei « Consigli », e come è dimostrato da un folto materiale archivistico, nel XVII sec. le barriere tra i vari ordini o classi (*tabakat*) della società ottomana si indeboliscono. Il fenomeno include da un lato una confusione di ruoli e funzioni di diversi gruppi e categorie sociali tradizionalmente definiti con chiare linee, dall'altro la crescente difficoltà di riconoscere individui come appartenenti a distinte categorie sociali a causa della negligenza nel mantenimento dei segni esterni e dei simboli che distinguevano un ordine dall'altro. Se gli osservatori dell'epoca lamentano preoccupati che appartenenti ai *reaya* si abbigliano con indumenti propri di altri ordini sociali, montano a cavallo e portano armi come i militari, decreti ufficiali riaffermano codici di comportamento e di vestiario propri per ogni categoria sociale[35]. Accanto a questi segni di mobilità va

[34] Vedi Mustafa Akdağ, *Türk halkının dirlik ve düzenlik kavgası. Celali İsyanları*, Ankara, 1975 ; id., *Türkiye'nin iktisadi ve içtimai tarihi*, 2 vol., Ankara, 1979, vol. II.

[35] Rifaʿat ʿAli Abou-El-Haj, *op. cit.*, pp. 50-51.

anche notata la tendenza crescente tra i membri della classe dei governanti ad agire non più come un'unità pressochè monolitica, ma come un qualsiasi settore della società in cui una varietà di interessi fosse rappresentata. Così, gli *asakir* cominciano a reagire in nome dei propri interessi come individui o come fazioni all'interno del più vasto contesto della loro classe corporata[36]. La fluidità sociale e politica è accompagnata da una caduta negli standard etico-morali della vita quotidiana; vi è cioè un collasso nei poteri costrittivi dell'ideologia dominante. Le fonti riferiscono tale collasso in termini eufemistici di negligenza nel rispetto dei canoni della religione, utilizzando frequentemente espressioni come « azioni malvage » e «mancanza di disciplina», per indicare individui o gruppi che reagiscono di propria iniziativa, e inclini alla ribellione[37].

Il contesto cultural-religioso

Il malessere sociale conseguente ai mutamenti in atto si rispecchia anche nel contesto religioso. Del resto la crisi del sistema in cui si collocano i divieti sui generi voluttuari trova tutta la sua complessità e forza solo se nel quadro viene inserito la forte conflittualità sul piano culturale e religioso. A partire dal XVI sec. l'ideologia ufficiale dell'Impero, la religione musulmana sunni-hanefita, comincia ad essere seriamente e da più parti questionata. Da un lato fioriscono movimenti designati dai documenti ottomani con i termini di *zendeka* e *ilhad* (eresia e ateismo) che si esprimono diversamente, a seconda dell'ambiente in cui fioriscono. Tra i turcomanni nomadi e semi-nomadi dell'Anatolia centrale si susseguono ribellioni con forti tinte sciite dei Kızılbaş-Rafizi[38], fomentate anche dalla propaganda safavide. Nelle stesse zone ma principalmente tra i contadini e la cavalleria rurale, ossia l'ambiente sociale dei dervisci *melami*[39] comincia ad essere operata una forte radicalizzazione

[36] *Ibid.*, p. 51.

[37] Cf. İ. Peçevi, *op. cit.*; Katip Çelebi, *Fezleke-i Tarih*, 2 vol., Istanbul, 1286-1287/1869-1871; Mustafa Naima, *Naima Tarihi*, Zuhuri Danişman, ed., 6 vol., Istanbul, 1968 (Istanbul 1281-1283/1864-1866), *passim*.

[38] Questi termini avevano assunto nel XVI sec. valenza politico, sociale e religioso insieme. Essi indicavano socialmente i nomadi e semi-nomadi; religiosamente gli eterodossi e, infine, politicamente i partigiani dello Shah dell'Iran. Cf. Ahmet Yaşar Ocak, « Les réactions socio-religieuses contre l'idéologie officielle ottomane et la question de *zendeqa ve ilhad* (hérésie et athéisme) au XVIe siècle », *Turcica*, vol. XXI-XXII, 1991, p. 73.

[39] Melamiye: Una corrente mistica, di fondamentale importanza nella conversione dei turchi all'Islam nell'Asia Centrale. Melamiye consiste nella prima elaborazione del concetto di *Vahdet-i vücud* (unità dell'esistenza). I melami allo scopo di sperimentare l'unità

politica dell'interpretazione del concetto di *Vahdet-i vücud* (l'unità dell'esistenza, monismo esistenziale), fino ad arrivare al rifiuto dell'autorità del sultano ottomano. Mentre nei centri urbani, specialmente ad Istanbul appaiono numerosi movimenti a carattere sincretico creando spesso grandi imbarazzi agli *ulema* di alto rango incaricati a confutarli[40]. L'amministrazione ottomana da un lato perseguita i leader di tali movimenti con l'accusa di eresia e ateismo (e molti mistici vengono condannati a morte); dall'altro lato cerca di prendere provvedimenti per impedire che la popolazione (individui, gruppi o ordini mistici) disubbidisca i dettami religiosi[41]. A tal fine emana delle condanne volte a garantire la frequentazione alle preghiere canoniche e a quelle del Venerdì[42].

D'altra parte l'Impero, ormai esteso alla quasi totalità dei territori musulmani (l'Hijaz, l'Egitto) comincia caratterizzarsi — grazie anche il continuo antagonismo con gli eretici safavidi — sempre di più come il rappresentante e difensore dell'Islam sunnita. Infatti sono tipici del regno di Solimano I, i tentativi nel senso di unificare le manifestazioni di fede della comunità musulmana intorno alla dottrina sunni-hanefita[43]. Con ciò si attua una politicizzazione dell'ideologia dello Stato, identificando l'operato degli *ulema* ottomani con il potere politico.

Fatalmente però, l'irrigidimento delle interpretazioni degli *ulema* hanefiti è seguito dall'emergere, all'interno dell'*İlmiye*, delle posizioni ancora più intransigenti. Infatti il primo movimento di opposizione nella storia ottomana all'interno dell'İlmiyye nasce nello stesso periodo, tra il regno di Solimano il Magnifico (1520-1566) e Selim II (1566-1574). Esso è rappresentato da Birgili Mehmed Efendi (1522-

con il Creatore tengono in segreto il proprio amore in Dio, in nome della loro totale appartenenza al Creatore mostrano solo il lato deprecabile della propria personalità nascondendo il resto e cercano in tal modo di attirare su di sé la disapprovazione. Cercano di emarginarsi dall'ordine sociale e politico esistente non rispettando regole di convivenza, nè gli obblighi esteriori della religione. Cfr. A.Y. Ocak, *Osmanlı İmparatorluğunda Marjinal Sufilik: Kalenderiler*, Ankara, 1992.

[40] A.Y. Ocak, « Kanuni Sultan Süleyman devrinde Osmanlı resmi düşüncesine karşı bir tepki hareketi: Oğlan Şeyh Ismail-i Masuki », *Osmanlı Araştırmaları*, X, 1990, pp. 49-58.

[41] *Ibid.*, p. 57.

[42] Cf. A. Refik, « Osmanlı devrinde Rafizilik ve Bektaşilik », *DFEEM*, IX, 1932, pp. 34-39; M. Akdağ, *Türkiye'nin iktisadi…*, *op. cit.*, II, p. 467; Aydoğan Demir, « Kanuni Sultan Süleyman'ın terk-i salat edenlerle ilgili fermanı », *Tarih İncelemeleri Dergisi*, II, 1984, pp. 46-53.

[43] A. Saraçgil, « L'opposition au café dans l'Empire ottoman », *Études turques et ottomanes. Documents de travail*, 1, mars 1992, p. 6.

1573)[44], un promettente esponente dell'Istituzione ma che sceglie, consapevolmente, di rimanerne ai margini, optando sulla carriera di predicatore di moschea. Il pensiero di Birgili era ispirato a Ibn Taymiyya (1263-1328), uno dei massimi esponenti della scuola hanbalita[45].

La battaglia di Birgili Mehmed che attaccava da un lato le « deviazioni » sul piano istituzionale-politico dalla *Şeriat*, dall'altro la « dissoluzione » che notava nella vita morale della società del suo tempo, non era sul piano filosofico-dottrinale. Egli concentrava i suoi sforzi moralizzatori, su una serie di questioni formali riguardanti la fede : come le pratiche religiose e comportamenti morali. Attaccava ogni « innovazione » (*bid'at)* bollandola come pratica blasfema, nonchè riteneva « peccaminoso » e « perseguibile » l'ostentazione di vita lussuosa. Birgili si opponeva nettamente al sufismo e si proponeva di purificare la religione musulmana da tutti gli elementi mistici, sostenendo che tramite gli ordini mistici le innovazioni si irradiavano nella vita sociale[46]. Tra le innovazioni in questione vi era anche la consumazione pubblica delle sostanze inebrianti. Mentre questa questione era vista in termini di moralità pubblica da alti esponenti dell'Ilmiyye ottomana come Ebu us-Suud Efendi, con il contributo dei « fondamentalisti » come Birgili, cominciava ad essere una « innovazione » (*bid'at*), cioè pratica blasfema, punibile con la morte.

Gli argomenti di Birgili, la sua proposta morale basata su sobrietà e modestia, sono nettamente in contrasto con il nuovo corso storico in cui

[44] Scrisse numerose opere, la più importante tra di esse, *Tariqat-i muhammediyye* servirà da fondamentale riferimento ai successivi movimenti dello stesso carattere, a partire da quello dei *faki* del regno di Murad IV. Sul rapporto tra le idee di Birgili e le opere di Ibn Taymiyye Vedi Emrullah YÜKSEL, *Les idées religieuses et politiques de Mehmed al Birkewi*, tesi di dottorato non pubblicato, Paris 1972, e Mehmed ŞIMŞEK, *Les controverses sur la Bid'a en Turquie*, tesi di dottorato non pubblicato, Paris, 1977.

[45] Il tradizionalismo *hanbalita* è stato da sempre antagonista dell'insegnamento di Fakhr al-Din al-Razi, alla base dell'*Ilmiyye* ottomano. Quest'ultimo riconosceva il valore della ragione nella difesa dei valori religiosi fino ad arrivare a considerarla un criterio della Legge ; e, aperto alle speculazioni filosofiche del monismo esistenziale (*Vahdet-i Vücut*), era propenso ad una tollerante accettazione del sufismo ; mentre gli *hanbaliti* condannano il razionalismo e propugnano un ritorno al Libro e alla *Sunna* (la pratica religiosa del tempo del Profeta) e si caratterizzano, salvo per alcune eccezioni adoperate da Ibn Taymiyya, per la loro radicale opposizione al sufismo. Cfr. A.J. ARBERRY, « Mysticism », pp. 590-598 e Fazlur RAHMAN, « Revival and Reform in Islam », pp. 635-638, ambedue in P.M. HOLT, Ann K.S. LAMBTON e B. LEWIS, eds., *The Cambridge History of Islam*, 2 B, Cambridge, 1970.

[46] A.Y. OCAK, « XVII yüzyılda Osmanlı imparatorluğu'nda dinde tasfiye (puritanizm) teşebbüslerine bir bakış : "Kadızadeliler hareketi" », *Türk kültürü araştırmaları*, XVII-XXI, 1-2, 1979-1983, pp. 208-225.

l'Impero è traghettato lungo il processo di transizione. Non a caso infatti il suo insegnamento e i movimenti che nasceranno sulle sue orme costituiranno la base culturale-ideologica dei tentativi di restaurazione del centralismo.

Koçi Bey, Kadızade e Sivasi Efendi

Con il regno di Murad IV ci troviamo infatti di fronte al primo rigoroso tentativo del genere. Il sultano sale al trono ottomano il 10 settembre 1623, quando aveva solo 11 anni. La sua ascesa era dovuta ad una effimera coalizione creatasi tra la cavalleria della Porta e gli *ulema* contro i giannizzeri. L'isolamento di questi era la conseguenza della sanguinosa ribellione, conclusasi con l'assassinio del sultano Osman II e il soffocamento sul nascere dei suoi tentativi riformatori. Murad IV passò circa un decennio osservando da spettatore impotente le continue insubordinazioni e protagonismi dei giannizzeri e altre componenti degli « schiavi della Porta », nonchè gli inutili tentativi di riconquistare Bağdad dai safavidi capeggiati da Shah Ismail, e gli sforzi di controllare i tumulti nelle province anatoliche. Infine nel 1631 prese saldamente in mano le redini del potere. Le cronache a partire da quel momento ci rimandano un'immagine determinata, militaresca e feroce del sultano. Passato alla storia ottomana come il « sultano sanguinario », Murad IV, durante il suo breve regno usò tutti i mezzi a sua disposizione per ottenere l'ubbidienza dei suoi sudditi. Sfiduciato come era nei confronti di quanti avevano il compito di far rispettare le leggi, organizzò una fitta rete di spie che sorvegliassero i funzionari, i militari, e i sudditi indistintamente. Secondo la leggenda legata alla sua persona, egli non ancora contento, andò personalmente, travestito, per le vie della capitale a caccia dei disubbidienti e ne fece giustizia sommaria.

L'inizio effetivo del regno di Murad IV coincide con la consegna da parte di Koçi Bey di un'analisi a lui commissionata sullo stato dell'Impero e dei consigli relativi alle riforme necessarie. Il rapporto era composto da due parti : nella prima un dettagliato elenco dei « mali », e nella seconda suggerimenti dell'autore per la loro « cura ».

Koçi Bey criticava in particolar modo la delega al gran visir e propugnava un governo forte e « giusto », basato sulla centralità della figura del sultano. Chiedeva il ristabilimento dell'equilibrio tra le forze militari provinciali (*sipahi* timarioti, visti ancora come simbolo della grandezza

ottomana) e gli schiavi della Porta (*kapıkulları*)[47]. Lamentava la perdità del tradizionale ordine e la conseguente mobilità sociale. Deplorava fortemente l'erosione delle barriere poste tra i diversi ordini o classi (*tabakat*) della società e considerava questo fenomeno come la maggiore causa dei disordini sociali del suo tempo[48].

La società ideale nella concezione di Koçi Bey non prevede quasi nessuna mobilità. I tre ordini sociali, la cavalleria rurale, gli « schiavi » e gli *ulema* costituiscono la società nel senso che partecipano alla sua vita politica. La loro lealtà è assicurata dalla stabilità delle loro posizioni. Ciascun ordine ha i principi costitutivi (*adab*), le regole e prescrizioni (*rasm*) conosciuti e accettati dai propri membri. Le varie parti della struttura sociale costituiscono un sistema centralizzato di governo e in cima alla piramide gerarchica delle aristocrazie, vi è il sultano.

Istituzioni come le botteghe di caffè non potevano essere accettate in un siffatto disegno riformatore. Le botteghe di caffè erano in un certo senso promotrici di una nuova cultura ; offrivano una vasta ed indiscriminata possibilità alla socialità, permettendo gli individui di riunirsi al di là delle esigenze religiose, per il semplice gusto di passare insieme il tempo piacevolmente, coltivando interessi sociali, politici e culturali. In una bottega di caffè vi era la possibilità di godere non solo il piacere procurato dalle sostanze inebrianti ed eccitanti come le droghe, il caffè e il tabacco, ma anche di una conversazione libera. Le botteghe di caffè avvicinavano i modelli di vita e di divertimento delle categorie sociali, offrendo spazio alla riproduzione, ai livelli più bassi della scala sociale, delle espressioni artistiche tradizionalmente confinate nell'alta società. In tal senso le botteghe di caffè sono degli spazi d'irradiamento degli elementi di cultura alta in più vasti segmenti sociali. In quanto tali esse contribuiscono all'annullamento delle distinzioni tra gruppi sociali. Grazie anche agli effetti eccitanti della caffeina sulla conversazione, tipica della *kahvehane*, un po' frivola, allegra e diffusa, è possibile la collettivizzazione di un qualsiasi argomento di discussione, nella quale implicitamente chiunque ha il diritto di rivolgersi a chiunque altro, di intromettersi in qualsiasi conversazione, indipendentemente dal fatto di conoscere o meno gli interlocutori o di essere invitato o meno a intervenire. La descrizione fatta da Peçevi nella sua seicentesca storia, che è uno dei rarissimi esempi del genere, relativa alla socialità nelle botteghe

[47] Rifaʿat ʿAli Abou-El-Haj, *op. cit.*, p. 21.
[48] *Ibid.*, p. 18.

di caffè, contiene certamente elementi significativi della situazione nel tempo di Murad IV:

> «Le cose sono arrivate ad un punto tale che le *kahvehane* si sono riempite di giudici (*kadı*) e di insegnanti in pensione e di fannulloni che non lavorano, e non c'è posto per sedersi, né spazio per stare in piedi. […] La gente dice che non ci può essere altro posto che le possa eguagliare in divertimento. In breve le botteghe di caffè sono diventate così ben affermate che persino gli altolocati e i notabili non possono non frequentarle. Gli officianti religiosi (*imam*, e *müezzin*) e i mistici ipocriti e le masse sono ora assidui frequentatori delle botteghe di caffè. Perciò gli *ulema* hanno detto: 'La *kahvehane* è la casa del peccato. È meglio andare nella osteria piuttosto che andare là'.»[49]

La considerazione della religione come uno dei principali mezzi di governo era già iniziata nella seconda metà del regno di Solimano il Magnifico quando cominciavano ad essere condannate ogni manifestazione di fede estranea alla religiosità ufficiale sunni-hanefita. Koçi Bey considera la religione lo strumento per creare e rafforzare l'ordine tradizionale. Poichè «la vera fede è ubbidienza», l'autorità del sultano deve prendere alimento da essa.

Nel tempo di Murad IV il problema lamentato da Koçi Bey, dell'erosione delle barriere tra diversi gruppi sociali e del manifestarsi di una nuova cultura, mondana, distaccata dalla religione, era ovviamente sentito e contestato anche da componenti religiose. La maggiore pressione per la necessità di ristabilire l'ordine sociale e di basarlo sui principi della sobrietà e della pietà veniva proprio da un gruppo di estremisti, conosciuti con il nome di «*faki*». Questi si prestarono come maggiore sostegno al governo di Murad IV. Il movimento era stato organizzato da Kadızade Efendi (1582-1635), un discepolo di Birgili Mehmed che continuava la battaglia iniziata dal maestro contro le «innovazioni», le ingiustizie sociali, l'eccessivo lusso e la decadenza morale dei potenti. I *faki* erano particolarmente influenti tra gli studenti delle *medrese* di Istanbul, fra i predicatori delle moschee, e in alcuni corpi di milizia della corte, come i cosiddetti *baltacı*, *bostancı* e *kapıcı*[50].

Il leader del movimento, Kadızade Mehmet, era un predicatore di moschea che grazie alle sue capacità espressive aveva fatto una rapida carriera raggiungendone in breve tempo i più alti gradini. Dal 1631 lo vedremo come predicatore di venerdì in Aya Sofya (Santa Sofia), la

[49] İ. PEÇEVI, *op. cit.*, p. 364.
[50] Giardinieri, Portinai, Alabardieri: vari corpi della guardia imperiale.

moschea imperiale per eccellenza. Kadızade promosse, dal suo pulpito, una sorta di etica fondamentalista, un'insieme di posizioni dottrinarie (« ogni innovazione è eresia, ogni eresia è un errore, e ogni errore porta all'inferno »[51]), volta a ripristinare pratiche e credo dell'Islam al tempo di Maometto in Medina. Kadızade, come il suo maestro Birgili Mehmed, vedeva gli ordini sufi come principali centri propulsori delle innovazioni, e sosteneva l'impellente necessità della loro addomesticazione, pena la precipitazione dell'intera comunità nella miscredenza. Pur attaccando con particolare virulenza anche la Bektaşiye (l'ordine a cui apparteneva il corpo dei giannizzeri) e la Mevleviye, il principale antagonista di Kadızade era lo sceicco Sivasi Efendi, a capo dell'ordine degli Halveti, i cui credo e pratiche erano considerati « deplorevoli innovazioni » (*bi'dat*) nel culto. Sivasi Efendi fu bollato da Kadızade come eretico ma la difesa da parte degli Halveti di popolarissime sostanze (caffè, tabacco e altre droghe) aumentò il consenso cittadino verso l'ordine[52]. Esso cominciò ad essere identificato con tutte le istanze tolleranti e « liberali » della cultura urbana ottomana[53]. La Bektaşiye, la Mevleviye e l'Halvetiyye erano ordini particolarmente potenti nel sistema ottomano; molti dei loro adepti occupavano posizioni chiave. L'Halvetiye in particolare continuerà a vantare un potere considerevole nella corte ottomana fino alla metà del XVII sec[54]. Attaccarlo dunque, prendendo spunto dalla protezione offerta da esso ad usi e abitudini nuove, era anche frutto di una aspra lotta politica all'interno dei meccanismi del potere centrale, per gruppi di ortodossi, come i *faki*, che cominciavano ora alla loro scalata in essi.

Il sistema dottrinale della Halvetiye, come gli altri ordini mistici diffusi in Anatolia, è fortemente eterodosso e contiene molti elementi sciiti. Al centro delle pratiche rituali vi è il ritiro spirituale (*khalwa*), da cui proviene il nome dell'ordine. *Khalwa* dura generalmente quaranta giorni, durante i quali il derviscio può mangiare solo di sera e solo una modestissima quantità di riso; non può parlare, mentre l'unica risposta

[51] I. GOLDIZER, *Muslim Studies*, S.M. Stern, ed., Londres, 1967-1971, 2, pp. 34-35.

[52] B.G. MARTIN, « A Short History of the Khalwati Order of Dervishes », in N.R. KEDDIE, ed., *Scholars, Saints and Sufis*, Berkeley-Londres, 1972, p. 288. Sulla Halvetiye si veda in particolare, H.J. KISSLING, « Aus der Geschichte des Chalwetijje Ordens », *ZDMG*, CII, 1953, pp. 233-289.

[53] Cfr. L.V. THOMAS, *A Study of Naima*, New York, 1972, pp. 107-110.

[54] « Nell'inverno 1569-70 [Mustafa] Ali abbandonò la Nakshbendiye, a cui la sua famiglia era tradizionalmente legata, per aderire la Khalwatiyya (Halvetiye) che vantava di un prestigio particolare presso gli ambienti della Corte », in C. FLEISCHER, *op. cit*., p. 57.

consentita a chi si rivolge a lui consiste nella professione di fede musulmana (Non c'è Dio al di fuori di Allah)[55]. Nel suo ritiro il derviscio ricerca l'estasi, inteso come unione mistica con il Creatore ; recita preghiere segrete, pratica individualmente e in perfetto silenzio lo *dhikr*. Per facilitare il raggiungimento all'estasi gli Halveti ricorrono anche all'aiuto di sostanze come il caffè e il tabacco[56].

Tutto questo per Kadızade e i *faki* era pura eresia. Kadızade condannava in particolare la consumazione di alcune sostanze come il caffè, il tabacco e le altre droghe ; pratiche religiose tipiche del misticismo ; il canto, il *sama* ; e le cerimonie di *dhikr*. Sosteneva che il rifiuto a rinunciare tali pratiche equivaleva all'eresia, punibile con la morte.

Anche lo Sivasi Efendi, il capo degli Halveti e il principale avversario di Kadızade, era un predicatore di moschea imperiale. Dal 1617 occupava il pulpito della prestigiosa Sultan Ahmed (Moschea Blu). Negli anni '20 e '30 del Seicento, dalle due principali moschee imperiali (Santa Sofia e Moschea Blu, poste quasi l'una di fronte all'altra) Sivasi e Kadızade si combatterono, usando ognuno il proprio pulpito e la propria congregazione per screditare l'altro[57].

La veemenza di Kadızade e il folto gruppo di predicatori che lo seguiva era tale che i sermoni di venerdì finivano spesso in sanguinose battaglie sulle strade, addirittura all'interno dei sacri spazi delle moschee di Istanbul tra i loro seguaci e quelli di molte confraternite. Lo scopo dei seguaci di Kadızade non era quello di « educare » le proprie congregazioni, ma di « mobilitarle ». Essi chiedevano non solo di purificare le proprie vite ma di scoprire i peccatori e di redimerli. Attraverso sermoni, trattati e confronti pubblici combattevano una lunga lista di innovazioni, ritenendo colpevoli i sufi della loro propagazione. Individui furono denunciati come sufi, bastonati come tali, i loro conventi (*tekke*) furono vandalizzate.

Il conflitto in atto tra gli schieramenti abbracciava uno spettro più vasto di protagonisti e conteneva conflitti che oltrepassavano la tradizionale disputa tra il sufismo e l'ortodossia. Non era possibile disegnare una netta linea di demarcazione tra i due gruppi grazie alle peculiarità della vita religiosa ottomana e dell'Istituzione che aveva il compito di

55 John p. BROWN, (ed. H.A. ROSE), *The Darvishes or Oriental Spiritualism*, Londres, 1968, p. 452.

56 *Ibid*.

57 Cfr. Madeline C. ZILFI, « The Kadizadelis : Discordant Revivalism in Seventeenth-Century Istanbul », *Journal of Near Eastern Studies*, 45, n. 4, 1986, pp. 251-269, p. 256.

regolarla. Troviamo persone schierate dalla parte dei sufi che tali non erano affatto. Nello schieramento « ortodosso » invece la leadership risultava essere troppo ristretta per poter significativamente rappresentare la visione degli *ulema*. La conflittualità espressa dal movimento di Kadızade dimostra, prima ancora della polemica con i sufi, l'esistenza di un profondo solco tra le due fondamentali anime dell'istituzione religiosa ufficiale : tra la moschea (i predicatori costituivano una sottogerarchia con renumerazioni e prestigio minori) e la *medrese*[58]. L'alta gerarchia dell'Istituzione, rappresentata dalla *medrese*, era diventata, grazie ai mutamenti avvenuti nel XVII sec., un ristretto gruppo d'élite che controllava le posizioni più lucrative. In esso erano stati inseriti in modo crescente figli di funzionari di alto livello, infrangendo così anche la tradizionale barriera tra gli *ulema* e gli uomini dell'amministrazione. In tal modo era nata una sostanziale identità di interessi tra gli *ulema* altolocati e il potere politico-militare, mentre si approfondiva la distanza tra le varie posizioni della gerarchia dell'*İlmiye*.

Come si è detto, il movimento dei *faki* costituiva per Murad IV un valido appoggio nell'attuazione della sua politica « riformatrice ». Gli sforzi moralizzatori dei *faki*, concentrati su una serie di questioni formali riguardanti la fede ; come le pratiche religiose, e una serie di abitudini sociali ritenute « innovazione » (*bid'at*), erano per il sultano un prezioso strumento di controllo. Koçi Bey indicando la religione come un'importante strumento per i tentativi di rafforzamento del centralismo aveva scritto: « La vera fede è ubbidienza ». I *faki* perfezionavano questo strumento attraverso una serie di rigide regole di culto e di comportamento, offrendo al sultano la possibilità di verificare la fedeltà dei suoi sudditi.

Durante il regno di Murad IV i seguaci di Kadızade presero saldamente in mano buona parte del potere, infiltrandosi con successo nella corte, dove erano presenti soprattutto tra i *bostancı*, *kapıcı* e *baltacı*. La loro influenza tra le milizie della corte era una preziosa forza di bilanciamento contro lo strapotere dei giannizzeri, affiliati alla Bektaşiye.

La forte recrudescenza nella lotta contro la consumazione delle sostanze inebrianti durante il regno di Murad IV aveva dunque la sua giustificazione religiosa nel movimento dei *faki*. L'inaudita violenza che prendeva alla lettera l'accusa di eresia pronunciata dai *faki* era, nelle mani del sultano, il mezzo principale, con le parole di Naima, « [...] per chiudere le porte del malcostume ». Murad IV utilizzò il proibizionismo

[58] *Ibid*., pp. 265-269.

per combattere da un lato la crescita incontrollabile della forza dei giannizzeri in seguito all'indebolimento della cavalleria rurale; dall'altro per mettere un argine all'erosione delle barriere tra le categorie sociali. Sono infatti parti importanti dell'azione riformatrice di Murad IV la riorganizzazione del sistema dei *timar* e la costrizione dei sudditi di rientrare nei propri ranghi accettando di portare solo le vesti, i colori degli abiti e copricapi consentiti per la propria categoria sociale[59].

Come si è detto, il regno effettivo di Murad era cominciato intorno al 1631. La sua prima azione da sovrano e regnante fu all'inizio del 1632, contro i giannizzeri in rivolta per l'ennesima volta. Grazie ad un gruppo di fedeli sostenitori, composti prevalentemente da *kapıcı* e *bostancı*, il sultano riuscì ad affermare la propria supremazia sui ribelli. Seguì un anno di terrore durante il quale furono messi a morte numerosi ribelli tra i giannizzeri e i *sipahi* della Corte, esattori di tasse, agenti di amministrazione finanziaria e giuridica, e rinnovato anche parte del personale amministrativo. Dopo aver in tal modo restaurato la propria autorità e il prestigio, Murad IV tornerà alle pratiche militari tradizionali, accompagnando il proprio esercito nelle spedizioni, e diminuendo la delega al gran visir; partecipando Così in prima persona alla conduzione degli affari politici.

Murad IV e il tabacco

Il regno di Murad IV presenta un ulteriore risvolto nella storia del proibizionismo ottomano, che allo storico, almeno per il momento, risulta difficile da spiegare: la concentrazione cioè degli sforzi repressivi sul tabacco. Sin dall'inizio del regno di Murad IV troviamo numerosi ordini volti a vietare il consumo del tabacco, mentre gli altri generi voluttuari, come il vino e il caffè, nonchè i popolari luoghi di riunione vengono coinvolti nella repressione solo in quanto offrono occasione ai consumatori del tabacco di fumare. Tutti i commenti sul proibizionismo durante il regno di Murad IV si concentrano invece sulla necessità del sultano di controllare la turbolenza degli elementi della popolazione e dei militari limitando le loro possibilità di aggregazione. Il proibizionismo infatti era visto come una necessità, un'espediente per assicurare ordine e disciplina. Allora perchè le autorità attribuivano un ruolo così centrale al tabacco?

[59] A. BOMBACI, S.J. SHAW, *L'Impero ottomano*, Turin, UTET, 1981, p. 440.

Una delle possibili spiegazioni è che il dibattito canonico sul caffè si era praticamente concluso con il fetva emanato intorno all'anno 1000/1591 dal *Şeyh ül-İslam* Bostanzade che toglieva i residui dubbi sulla liceità della bevanda. Invece il tabacco continuava ad essere una *bid'at* (innovazione) su cui pronunciare un parere; la sua consumazione era stata considerata un'eresia da parte delle componenti del movimento dei *faki*. Un'altra possibile spiegazione riguarda la caratteristica interclassista della consumazione del tabacco. Essa era diffusa indistintamente sia tra la popolazione semplice che i governanti e poteva essere interpretata, in un epoca in cui il rispetto per segni esteriori di distinzione tra le categorie sociali aveva assunto grande importanza, come un nuovo elemento che facilitava lo scavalcamento delle barriere.

Anche se la fase più violenta del proibizionismo inizia negli anni in cui Murad IV prende nelle proprie mani le redini del potere, la lotta contro le sostanze inebrianti, particolarmente concentrata sul tabacco era già in atto nei primi giorni della sua ascesa al trono[60]. Gli editti imperiali per mettere al bando la consumazione del tabacco si erano susseguiti aumentando di volta in volta nella severità delle pene, per arrivare, in un editto emesso nel 1627, a vietare, sotto pena di morte, la coltivazione del tabacco nei territori governati dagli ottomani. Lo stesso editto sottolineava la necessità della soppressione di un nuovo costume (*bid'at*) come la consumazione del tabacco, così pericoloso sia per la religione, che per lo stato[61].

Nelle cronache ottomane troviamo scarne informazioni sul dibattito canonico di cui il tabacco deve essere stato oggetto. Da sparsi elementi tramandataci da Peçevi (m. 1650)[62] e da Katip Çelebi (1609-1657)[63] la posizione del tabacco appare simile a quella del caffè; non vi è cioè una concordanza di veduta tra gli *ulema*. Il suo odore « abominevole » lo include nel contenuto del *hadith* che recita « coloro che abbiano mangiato aglio e cipolla non si avvicinino alla nostra moschea perchè gli angeli temono cattivi odori » (ma gli amanti del tabacco ribattono sostenendo che l'abominio del suo odore è soggettivo, non è canonico); è inebriante in quanto « il suo vapore satanico sale nel cervello » (i suoi sostenitori invece parlano di una leggera euforia accompagnata da un

[60] Uno dei divieti sulla consumazione del tabacco, indirizzato all'amministrazione di Galata è del 1034 (1624), segue cioè di un anno l'inizio del regno di Murad IV. Şerʿiye Sicili, (Galata Mahkemesi), Sicil n. 14/53 data: 1033-1034 (1623-1624) f.: 140a.

[61] Şerʿiye Sicilleri, Havass-i Refiʿa (Eyüp Mahkemesi), Sicil n. 26, f. 4a.

[62] I. Peçevi, *op. cit.*, pp.366-67.

[63] K. Çelebi, *op. cit.*, pp. 50-60.

effetto calmante); è occasione, come altre sostanze intossicanti, per passare le ore in ozio; causa malesseri (i sostenitori rispondono: se è dannoso per persone di determinate nature è illecito solo per loro, l'illiceità non può essere generalizzata); considerati tali elementi esso risulta essere un'innovazione (*bid'at*) negativa (i sostenitori ribattono che esso è una *bid'at* nei costumi e non nel culto).

Il fatto che la questione assurgesse a problema sociale, la paura collettiva dei divieti e del dibattito canonico sul tabacco, coincide con il trasformare il proibizionismo in simbolo di lotta politica da parte di Murad IV. Secondo la ricostruzione dei cronisti ottomani il feroce proibizionismo del sultano ebbe inizio nel 1633 in seguito a un incendio che distrusse ben cinque quartieri della capitale[64]. La causa dell'incendio fu attribuita alla diffusa abitudine di fumare il tabacco nelle botteghe di caffè. Di conseguenza,

> «[…] per evitare che si verificassero disordini e ribellioni, vennero fatte chiudere tutte le botteghe di caffè in Istanbul e l'ordine imperiale fu emesso affinchè non venissero più riaperte. Molte delle botteghe allora furono demolite e lo stesso ordine imperiale fu eseguito anche in altre città e luoghi nei domini ottomani»[65].

Così le botteghe di caffè vengono per la prima volta indicate come luoghi preferiti per la consumazione del tabacco e la loro chiusura diviene obbligatoria per poter impedire la consumazione di questa nuova sostanza. Dietro il divieto del 1633 Naima vede il leader dei *faki*, Kadızade. Questi, sostenendo che a provocare gli incendi sarebbe stata l'abitudine di individui irresponsabili di fumare alla «tavola di perdizione» delle osterie e delle botteghe di caffè, avrebbe ottenuto la chiusura di queste e la messa al bando del tabacco. «Così», scrive Naima, «le botteghe di caffè, luoghi di riunione di tutti "quegli spiritosi", sono state demolite in un solo giorno»[66].

Naima riporta il problema alla sua dimensione politica parlando di «quegli spiritosi», giannizzeri e affiliati che si riunivano nelle botteghe di caffè ed erano i più accaniti fumatori. Il carattere politico dei provvedimenti di Murad appare chiaro anche da questa poesiola molto in voga in quei tempi, composta a commentare i divieti emessi sulla consumazione del tabacco, che prevedevano pena di morte per gli eventuali trasgressori:

[64] Naima Mustafa Efendi, *Naima Tarihi*, *op. cit*., III., p. 1216.
[65] *Ibid*., p. 1219.
[66] *Ibid*., p. 1220.

«Che bisogno c'è a mostrare tanta attenzione per un fumo così innocuo/ Che si vieti il fumo proveniente dalle lamentele degli oppressi/Quella è la vera bravura»[67].

Come che sia, nel 1633, poco dopo lo spaventoso incendio, Murad IV ordinava perentoriamente la chiusura di tutte le botteghe di caffè. Ecco il testo di uno di questi ordini, mandato al governatore e al soprintendente della polizia (*subaşı*) di Eyup:

«Essendo desiderio imperiale dell'onorabile e prosperoso sultano la chiusura totale e generale delle botteghe di caffè situate in Eyub si ordina che d'ora in poi non siano più aperte e fatte funzionare. È necessario che all'arrivo di questo ordine andiate di persona a distruggere quanti fornaci di caffè siano nella zona da voi governata e d'ora in poi non permettiate l'apertura di una di esse a nessun individuo. Se d'ora in poi qualcuno dovesse aprire una bottega di caffè sia impiccato davanti alla sua porta. Il sultano vi ordina di agire secondo quanto detto qui e di distruggere le fornaci subito da questa notte e di non farle aprire mai più»[68].

Il divieto fu immediatamente eseguito e ne fu mandato al sultano la notizia con una lista di ben centoventi botteghe di caffè che furono oggetto in Eyup alla demolizione[69]. La lista contiene anche i nominativi dei loro gestori, di cui gran parte sembra appartenere al corpo dei giannizzeri, come un'ulteriore riprova della minaccia che costituivano queste botteghe per l'ordinamento militare dell'Impero.

La determinazione di Murad IV di veder chiuse tutte le botteghe di caffè era molto forte, come è dimostrata da questo episodio riportato da Naima:

«[…] Quando in quei giorni il sultano venne a sapere dell'esistenza ad Edirne di alcune botteghe di caffè mandò il comandante delle guardie imperiali (*bostancıbaşı*) con l'ordine di demolire queste e di giustiziare il gestore. Questi vi andò, demolì le botteghe e uccise non solo i gestori ma anche quanti dei clienti trovò a consumare il caffè e il tabacco»[70].

La durezza dei provvedimenti del sultano colpisce quasi tutti i commentatori. Katip Çelebi ad esempio giustifica l'azione di Murad in termini senz'altro un po' troppo apocalittici:

[67] «*Zararsız bir duman hakkında neyler bunca dikkatler/duhan-i ah-i mazlumanı men eyle hüner oldur*», *ibid*.

[68] Şerʿiye Sicilleri, Havass-i Refiʿa (Eyüp Mahkemesi), Sicil n. 32, f. 85a, data: 1043 (1633).

[69] Başbakanlık Arşivi, *Bab-i Asafi*, A. DVN, Cartella n. 25, doc. 47.

[70] NAIMA, *op. cit*.

> « “i cantastorie” (*meddah*) e i musicisti distraevano la gente dai loro impegni, ed era diventato fuori moda lavorare per il proprio sostentamento. Per di più il popolo, dal principe al mendicante, aveva cominciato a divertirsi con l’accoltellarsi l’un l’altro ».

Quindi il sultano, costretto a prendere provvedimenti duri ed incisivi promulgò il suo editto

> « senza compassione per la gente, con l’ordine che le “botteghe di caffè” in tutto il regno fossero smantellate e chiuse una volta per tutte. Da allora le “botteghe di caffè” della capitale sono desolate come il cuore di un ignorante »[71].

L’azione di Murad però era sempre ben sostenuta dai *faki*. Katip Çelebi racconta come la lotta dei *faki* contro le sostanze vietate fosse stata senza quartiere. Venivano ad esempio scritti trattati sul tabacco che lo condannavano come eresia in quanto innovazione. In particolare un certo İbrahim Efendi aveva dichiarato la sua guerra personale contro il tabacco « predicando nella moschea di Sultan Mehmed contro il suo uso, attaccando copie di *fetva* su tutti i muri ». Ma, continua Katip Çelebi, sottolineando quanto questi sforzi fossero vani :

> « più lui parlava, più la gente insisteva nel fumare […] [gli abitudini sociali] non si possono definitivamente abolire […] più i predicatori e i consiglieri [del sultano] ponevano divieti, più la gente fumava e i divieti del sultano venivano disattesi »[72]. D’altra parte, continua il commento di Katip Çelebi, «poichè la gente tendeva seguire più la linea dei dervisci che a sottoporsi ai divieti del sultano o a mettersi sulla retta via indicata dai predicatori, accresceva l’ira e la severità del sultano ; così, in accordo con il motto “Uomo desidera ciò che è vietato”, molte migliaia di persone furono mandate nel regno del nulla »[73].

L’ostinazione di Murad a far rispettare la propria volontà non conosce tregua. Per dimostrare che « l’abolizione delle “*kahvehane*” e la proibizione del tabacco non erano dettate da un capriccio, bensì da una misura volta al controllo dei nullafacenti e ad impaurire la gente comune nell’interesse dello stato » cominciò ad effettuare dei controlli in prima persona per le strade di Istanbul. Naima riporta in modo pittoresco :

> « Si racconta che il sultano andasse in giro per la città di notte e se vedeva una persona in giro senza la lanterna la faceva immediatamente giustiziare. Di giorno se sentiva l’odor di fumo in un posto faceva subito un’incursione

[71] K. Çelebi, *op. cit.*, p. 61.
[72] *Ibid.*, p. 51
[73] *Ibid.*

e se si trovava del tabacco il proprietario del posto veniva ucciso. Addirittura faceva annusare il fumo proveniente dai cuminioli per sapere se dentro si fumava. […] Il timore della spada del sultano è penetrato [nella gente] a tal punto che nessuno ha potuto più dire una parola nemmeno in casa propria. Col dire "i muri hanno orecchie", essi si sono condotti in modo assolutamente irreprensibile »[74].

Sembra che per Murad far rispettare il divieto sulla consumazione del tabacco fosse diventato segno esclusivo dell'affermazione della propria autorità. La sua ossessiva insistenza sulla materia, la sua volontà di controllare persino la vita privata degli individui alla ricerca dell'odor di fumo è materia di critica, sia dei contemporanei, sia dei postumi. Katip Çelebi scrive :

« I governanti non devono lesinare le bastonate sulla schiena della gente. È il dovere dei governanti proibire e punire. Per i governati invece è dovere, se hanno preso l'abitudine "di vizi come il tabacco" di astenersi dal commettere una trasgressione dell'ordine "costituito" fumandolo nelle strade. Ma a casa propria ognuno può fare come gli piace. […] L'interferenza dei governanti sarebbe da parte loro un prendersi carico di più del richiesto : "Cosa ha da fare il censore nella casa privata di un uomo ?" »[75].

Così Katip Çelebi vuole rimarcare la distinzione islamica tra il pubblico e il privato. Essendo il privato sacro, inviolabile, *haram*, il potere politico non può estendervisi.

E Katip Çelebi, che pure scrive nel 1656, dopo il regno di Murad IV, non è il solo a sostenere tale punto di vista. Il gran visir, Tabanıyassı Mehmed Paşa, in un esposto, purtroppo senza data ma che dovrebbe essere redatto intorno al 1633 (ossia durante le preparazioni per la spedizione militare per la riconquista di Bagdad) cerca di ridurre il sultano a più miti consigli. Dopo aver ricevuto un suo nuovo ordine riguardante la repressione della consumazione del tabacco, egli ribadisce che, sin dall'inizio si è adoperato per l'esecuzione e il rispetto del divieto.

« Finora », scrive, « nessuno dei trasgressori ha più osato [fumare] apertamente, ma è possibile che lo facciano nelle loro stanze e nei luoghi appartati. [Fumare] è un espediente che ha invaso tutto il mondo e se anche la metà del popolo [riferito ai corpi militari] venisse giustiziato non vi è possibilità di debellare definitivamente [questa abitudine], bisogna combatterla gradualmente e con provvedimenti giudiziosi ».

[74] Naima, *op. cit.*, p. 1220.
[75] K. Çelebi, *op. cit.*, pp. 58-59.

Il gran visir continua sottolineando la difficoltà di condurre una lotta dura contro il fumo :

> « […] poichè coloro che in alcuni luoghi pubblici fumano senza timore e nelle cui mani si vede il tabacco sono dei militari (*kul taifesi*), non è possibile contrastarli apertamente e giustiziarli sul posto e se anche si dovessero prendere uno ad uno e portarli dai loro comandanti (*ağa*) perchè siano giustiziati, neanche ciò sarebbe possibile perchè non cinque o dieci anime, ma intere truppe (*alay*) sono dediti [al tabacco]. Se si facesse molta forza, Dio non voglia, possono ribellarsi. […] Nelle botteghe di caffè i gestori non hanno forza per imporre che non si fumi ; ciascuno ha il proprio tabacco nel petto o nelle tasche, lo tira fuori e lo fuma. Poichè [i fumatori] hanno i privilegi di *kul* (classe governante) i gestori di botteghe e altri abitanti della città non possono mettersi contro di loro. Grazie a Dio nel regno del mio sultano il tabacco non è [più] come prima, consumato apertamente, tutti si comportano cautamente e con timore ».

Il gran visir conclude elencando le raccomandazioni che comunque avrebbe rinnovato con maggiore forza agli addetti alla dogana ; ai gestori delle botteghe di caffè ; ai comandanti dei giannizzeri perchè rendessero possibile l'applicazione del divieto del sultano. L'esposto termina con la ripetizione che,

> « […] è noto anche alla sua augusta persona come ogni cosa si ottenga con provvedimenti giudiziosi e non con la sola forza, e, soprattutto nelle notti di Ramazan, quando tutti sono in piedi, e in una fase [come questa attuale] di preparativi per la spedizione militare, bisogna operare senza forzare il possibile, cercando di non urtare le suscettibilità individuali »[76].

La lunga riflessione del gran visir conferma tutte le tensioni e distinzioni che si accumulavano intorno al problema della consumazione dei generi voluttuari. La distinzione tra la condotta pubblica e privata ; le visioni e i comportamenti conflittuali delle diverse componenti dello Stato ottomano (il sultano, il gran visir, i corpi militari…) ; l'agguerrita lotta tra « innovatori » e « tradizionalisti » in un periodo di profonde trasformazioni socio-culturali.

Infine la lotta di Murad IV assumeva valenza simbolica soprattutto nei riguardi delle milizie d'élite, i giannizzeri e la cavalleria della Porta. Le preparazioni della spedizione per la riconquista di Bagdad, iniziate nel 1633, seguivano la soppressione nel sangue delle rivolte dei giannizzeri.

[76] Topkapı Saray Arşivi, no. E. 7039/7 ; E. 11575 T.S.A. senza data [1633]. Tutte le ricerche per rintracciare la risposta di Murad IV all'esposto del gran visir sono purtroppo rimaste finora infruttuose.

Nella composizione delle forze armate per la spedizione venivano privilegiati i corpi interni alla corte; i *cebecı*, *bostancı* aderenti in gran parte al movimento dei *faki*, e i *sekban* dell'Anatolia. La forza consolidata dei corpi d'élite, i giannizzeri e la cavalleria della Porta, era insopprimibile, ma Murad cercava di mescolarle con truppe più affidabili. Nello stesso tempo portava avanti la sua offensiva culturale e religiosa. Grazie a l'interpretazione dei *faki* i militari che frequentavano le botteghe di caffè, e spesso ne erano proprietari, e che facevano largo uso di tabacco, si macchiavano così di doppio peccato mortale: l'insubordinazione verso l'autorità del sovrano, e l'insubordinazione verso i dettami religiosi.

Anche se non conosciamo la risposta di Murad all'esposto del gran visir, la severità del sultano non sembra mai essere diminuita. Infatti nel 1638, durante la spedizione definitiva per la riconquista di Bagdad, spedizione alla quale il sultano partecipava in prima persona, furono uccisi numerosi giannizzeri sorpresi a fumare il tabacco. Il fatto è riportato da Katip Çelebi con le seguenti parole:

> «[…] quindici o venti importanti uomini dell'Arma furono arrestati con l'accusa di fumare, e messi a morte in presenza imperiale con le più severe torture. Alcuni soldati avevano portato delle pipe corte nelle loro maniche e trovarono opportuno fumare persino durante le esecuzioni»[77].

Il memoriale della spedizione che registra gli avvenimenti giorno per giorno e ora per ora annota con un linguaggio crudo le esecuzioni riferite da Katip Çelebi:

> «giorno 16, ore 4, da Suhudpınari a Menzil-i Üçpınar, è una marcia di quattro ore […] In questa tappa di marcia sono stati uccisi dieci o quindici persone che fumavano». «Ore 9, da Üçpınar a Menzil-i Ruha, una marcia di nove ore […] In questa destinazione ci si è fermati due giorni. A Menzil-i mezbur cinque persone che fumavano sono state giustiziate», «giorno 18, ore 7, da Abdun a Menzil-i Hace-göz […] qui a causa di tabacco hanno acceso delle candele sulle spalle di un uomo e poi l'hanno giustiziato»[78].

La spietatezza del potere ottomano qui si mescola con il sostanziale fallimento del progetto riformatore del sultano «sanguinario». La repressione e l'ideologia dei *faki* erano impotenti di fronte a costumi e strutture sociali in rapido cambiamento. La vita sociale scandita dai ritmi delle preghiere rituali e esercizi militari era definitivamente tramontata. Il

[77] K. Çelebi, *op. cit.*, p. 52.

[78] Halil Sahillioğlu, «Dördüncü Murad'in Bağdad seferi menzilnamesi», *Belgeler* (*Türk Tarih Belgeleri Dergisi*), II, 3-4, 1965, pp. 21-22.

futuro dell'Impero non poteva poggiarsi sulla restaurazione pura, ma su un faticoso ripensamento dei rapporti fra un potere statale sempre meno assoluto e cultura quotidiana sempre più autonoma. Dal mondo sconosciuto e — storicamente parlando — silenzioso della socialità urbana dell'Impero ottomano del Seicento, ci raggiungono frammenti di questa grande lotta simbolica, di costume e di convinzioni ideologiche.

A.S.

Ayşe SARAÇGİL, *Voluptuous Substances and State Grounds: Repressive Policies as regards Wine, Coffee and Tobacco Consumption in the Ottoman Empire in the Sixteenth and Seventeenth Centuries*

From the second half of the reign of Suleyman the Magnificent onwards, consumption of wine, tobacco and coffee in the Ottoman Empire became the object of intense discussion, prohibition and repression. Government policy was not unilinear, but the forces in favour of prohibiting the use of these substances reached the peak of their influence during the brief and ferocious reign of Murad IV (1629-1640).

The article argues that wine, tobacco and coffee must be treated as separate topics, each provoking specific debates concerning the ethics of their consumption (whether private or public), each being dealt with in diverse ways by successive sultans and religious authorities. However, as a whole, the history of these substances widely reflects the changing social, political and religious climate of the Ottoman Empire in those decades. The repression under Murad IV emerges as a rearguard action against a new conception of public space, of which coffee-houses were the clearest example.

Ayşe SARAÇGİL, *Substances euphorisantes et raison d'État: les politiques répressives de la consommation du vin, du café et du tabac dans l'Empire ottoman aux XVIe et XVIIe siècles*

À partir de la seconde moitié du règne de Soliman le Magnifique, la consommation du vin, du tabac et du café deviennent objets de discussions intenses, d'interdits et de répression. La politique du gouvernement n'est pas constante, mais les forces en faveur de la répression atteignent le sommet de leur influence sous le règne bref mais féroce de Murad IV (1629-1640).

L'optique adoptée ici est que vin, café et tabac doivent être considérés séparément, chaque substance suscitant des débats spécifiques et étant traitée différemment par les sultans successifs et les autorités religieuses. Néanmoins, l'histoire de ces substances, prises ensemble, est un révélateur important des changements du climat social, politique et religieux de l'Empire ottoman dans ces décennies. La répression sous Murad IV apparaît comme une réaction d'arrière-garde contre une nouvelle conception de l'espace public dont les cafés offraient l'illustration la plus évidente.

THE PUBLIC WORKS PROGRAM AND THE DEVELOPMENT OF TECHNOLOGY IN THE OTTOMAN EMPIRE IN THE SECOND HALF OF THE NINETEENTH CENTURY

I. INTRODUCTION

Through which channels was technology introduced into the Ottoman Empire ? On which levels did the process of introduction take place ? To what extent could the Ottoman state control the mean of adoption and dissemination of new technologies ? This essay attempts to deal with the foregoing questions which have not been adequately addressed until recently.

Recent historical studies agree on three points concerning the nineteenth-century transformation of the Ottoman Empire. The first point is related to the re-establishment of centralized control. With the conclusion of the Pledge of Alliance (Sened-i İttifak : 1806) between the central bureaucracy and local notables (*ayans*) the power of the latter increased significantly. At that time, the empire had two options to pursue Westernization, or integration into the world economy. One was decentralization by means of devolving power to the *ayans*, even possibly to the extent of allowing the total disintegration of central authority. The second option was to re-establish the authority of the center and achieve Westernization, under guidance of central authority. One of the reasons why the Empire was able to re-establish the authority of the weakened center

İ. Tekeli and S. İlkin are respectively Professor and Senior Economist at the Middle East Technical University, Ankara, Turkey. SESRTIC, Hemşehri Sok., 1, 06700 G.O.P. Ankara, Turkey.

Turcica, 28, 1996, pp. 195-234

was its ability reap the benefits of its Industrial Revolution, particularly in the fields of communication and transportation, by means of importing technology.

The second point on which most historians agree concerns the increases recorded during the period under investigation in the gross national product, and particularly in agricultural production, despite the Ottoman Empire's decline in some lines of industrial production as a result of the integration into the world-economy. Sharper increases in production were observed in those areas which integrated into the world-economy more rapidly. Although in the same period the population had grown by 0.5 percent annually, due to immigration and improvement in health care, production nevertheless increased faster than the population as a result of technological developments.

The third point agreed among historians is related to the marginalization of non-industrialized countries in respect to the core countries, those that had experienced the Industrial Revolution in the nineteenth century. Not all peripheral countries were marginalized in the same way. Some factors, such as a country's historical evolution and the way in which that particular country came to be marginalized were important. The Ottoman Empire, for example, was able to control to a certain extent how it was marginalized, because it was a sovereign state and because it had certain distinguishing features such as a centralized bureaucratic structure[1].

II. INTRODUCTION OF TECHNOLOGY: A CONCEPTUAL FRAMEWORK

Introduction of technology into a country can be conceptualized in terms of a long term "flow," resulting from a chain of decisions taken at different times by different people. Links in this chain of decisions can be enumareted as to gaining knowledge and appreciation of new technologies; recognizing need for new technologies; making choices among new technologies; determining the priority, location, method, and timing in the adoption of a new technology; personnel training; and the implementation as well as dissemination of the adopted technology. The flow process is often not linear: it may be suspended or discontinued

[1] Şevket PAMUK, *Osmanlı Ekonomisi ve Dünya Kapitalizmi, 1820-1913*, Ankara: Yurt Yayınları, 1984. Reşat KASABA, *The Ottoman Empire and The World Economy*, New York: State University of New York, 1988.

after getting started; initial method adopted may be altered; it may even be abandoned and then revitalized at a later time. Such irregularities are more severe in the case of newly introduced technologies.

Several different stages may be said to mark the completion of the process of introduction of a new technology. One of them is the beginning of production in a given country using the new technology. A second one may be the initiation of home production and the dissemination of a new technology rather than its reimportation after initial use within the country. A third, and a more significant, stage is reached when local contributions are made to the imported technology. What is meant by the introduction of a new technology will therefore differ according to the choice of any of those stages to define the completion of the introduction process.

Two further points need to be underscored to complete the conceptual framework offered. First, control over a technology introduced into a country is closely associated with the exercise of power in that country. The introduction of a technology entails a conflict among competing power groups in a given country and the technology introduced is shaped and directed by that conflict. Thus the way in which new technologies are introduced often reinforce the existing power structure in the recipient country. The second point is that the implementation of a new technology will determine which kinds of organizations and which segments of society would implement the production; the nature of the flow process in the adoption of the given technology; and the nature and extent of the control that the state might be able to have over this process[2].

It is within the foregoing conceptual framework that we shall examine the introduction of technology into the Ottoman Empire in the second half of the nineteenth century and the impact of the Public Works Program (*Umur-i Nafia*) on this process.

III. DIFFERENCES IN THE INTRODUCTION OF TECHNOLOGY INTO THE OTTOMAN EMPIRE IN DIFFERENT AREAS

The validity of the foregoing conceptual framework may be tested by means of examining the way in which technology was introduced into different sectors in the Ottoman Empire during the nineteenth century.

[2] J.L. Enos, *The Adoption and Diffusion of Imported Technology*, London: Croom Helm, 1988.

These sectors are as follows: agricultural production, industrial production, communications, road transport, railroad transport, maritime transport and urban infrastructure services. In this article developments in all but the last two sectors will be examined.

Developments in Agricultural Production Technology

The introduction of technology into agricultural production began in the mid-nineteenth century. It was accelerated by the end of the century by the simultaneous effect of the following factors: the flow of European capital; population movements and migrations that took place as the empire lost land; the state's efforts to improve agricultural production as a result of a changed understanding of development; and the impact of the accumulation of local commercial capital.

As the Industrial Revolution was consolidated, Europe's raw material needs increased, and European interest in Ottoman agricultural production proportionately increased. Until the 1850s, European efforts were confined to manipulating trade in agricultural produce. But when capital accumulation reached the stage of exports, European capital began to focus attention on agricultural development, especially along railways as investments in railroad building increased. In the 1860s, cotton production emerged as a priority as a result of the shortage in Europe caused by the American Civil War. In an effort to improve cotton production in Turkey, experimental projects were initiated and seeds handed out to producers around the Aegean region and Çukurova. Local producers were trained in experimental production. British businessmen from Manchester and Lancashire bought ranches in these regions for large-scale cultivation of American cotton.

Production of cotton in the Aegean Region rapidly grew, thanks to these efforts, as well as high prices. But it fell sharply after the American Civil War came to an end and prices dropped. This first trial of the introduction of agricultural technology was a failure and the production of high quality American cotton did not become widespread. Instead farmers returned to cotton growing with domestic seeds, because seed sowing was done in June whereas to the American seed needed to be sown much earlier, in April, and deeper into the soil then the domestic variety[3].

[3] Orhan KURMUŞ, *Emperyalizmin Türkiye'ye Girişi*, Istanbul: Bilim Yayınları, 1974, pp. 78-93.

Foreign capital's interest in Ottoman agriculture was not limited to this extraordinary demand created by the Civil War. There was also a structural need to boost agricultural production in the European periphery so as to make capital exports more efficient. European capital worked out two different projects to this end. The first was an attempt to form ranches by buying large fields, as was done by the British in İzmir after the 1860s. This efforts too failed to meet successful on account of labour problems. Some of these ranches were sold and some given to sharecroppers. But some others were vertically integrated into industry and commerce, which used and marketed their produce through joint-stock companies. Among those ranches only those that integrated into commerce and industry can be said to have served as channels for the introduction of new technology, because they mainly produced grapes and figs which did not require machine processors. The introduction of mechanical agriculture depended upon other developments, and did not take place until the last quarter of the nineteenth century[4].

The second project of foreign capital was the settling of foreigners along the railroads that it constructed. These settlers were supposed to solve the problem of labour shortage and bring about the introduction of new technology. But the Ottoman state, perceiving this project as a direct threat to its sovereignty, resisted and prevented its implementation[5]. Prior to the 1880s, foreign capital did not prove to be an effective channel for the introduction into agriculture of new technology, because projects it proposed elicited a negative response from political power.

New projects for the introduction of technology into the agricultural sector were prepared by foreign capital also in the 1880s. The Public Debt Administration (*Düyun-i Umumiye*), which was established when the Empire failed to repay its debts, had taken control of some lines of agricultural production. It had an interest in improving cultivation in order to raise its revenues. One such instance was the amelioration of silk worm raising[6]. After the 1880s, when some continental European countries became industrialized, they started to compete with each other. The newly expanding German capital came to be interested in agriculture along with the Baghdad Railway project. But Ottoman government responded the same way as it had to the British resisted the German

[4] *Ibid.*, pp. 99-112.

[5] Tevfik ÇAVDAR, *Osmanlıların Yarı Sömürge Oluşu*, Istanbul: Ant Yayınları, 1970, pp. 45-49.

[6] *Türkiye I. İpek Böcekçiliği Kongresi*, 20-25 March 1957.

plans to set up colonies along the railroad. As the British interest in cotton sowing declined, Germans began showing increased interest in it. The German Levantine Cotton Company, based in Dresden, supported cotton production in Adana by extending loans and buying the produce. A hybrid seed called *iane* was developed by combining American seeds brought in 1891 with local seeds[7]. In another case, a German company, set up on the Aegean coast for viticulture, led to the spreading of phylloxera in vineyards in the region. On the other hand, the company that was building the Baghdad Railway tried to introduce "Ekert" brand ploughs into agriculture along the railway[8].

The most important process through which new technologies spread in agriculture, especially in small scale production, was the forced relocation of population usually in the aftermath of wars. For example in the 1890s İbrahim Paşa brought Arab farm labourers from Egypt and Syria to the Adana plains, where they introduced a new technology, the Nawra-type irrigation using waterwheels. Also introduced at that time was Egyptian cotton, which had longer fibres than the local Adana type[9]. More importantly, Balkan Turks, Tatars and Circassians who migrated to the Empire in the wake of the 1877 Ottoman-Russian War brought with them relatively more advanced agricultural technology compared to what was then known in Asia Minor[10]. One such example was the horse driven iron plough. This type of plough went deeper into the soil and stirred up more soil than an ordinary plough, thus increasing productivity. This new soil processing technique was introduced in Eskişehir, Aydın, Balıkesir and Adana, where the immigrants were settled. Another innovation introduced by immigrants was the four-wheeled coach. Since camels were more economical, wheeled transport had been displaced from Asia Minor, except for the two-wheeled ox-carts used for short-distance transports in rural areas. Thus four-wheeled coaches came to be introduced in Asia Minor only as late as the end of the nineteenth century. The same technologies brought into the country by immigrant

[7] Wyndham DUNSTAN, *Report on Agriculture in Asia Minor with Special Reference to Cotton Cultivation*, London: Printed for His Majesty's Stationary Office, 1908.

[8] FAIK, "Türkiye'de Ziraat Makineciliğinin Tarihçesi," *Ziraat Gazetesi*, 5, N° 8, August 1934, pp. 235-237.

[9] Esat Ahmet BOZKAYA, *Anadolu'nun Pamuk-Çeltik-Mısır-Fındık- Afyon ve Bağcılık Bölgelerinde Kullanılan Ziraat Alet ve Düzenleri Üzerinde Araştırmalar*, Ankara: Yüksek Ziraat Enstitüsü, 1936, p. 3.

[10] Kemal H. KARPAT, *Ottoman Population 1834-1914*, Wisconsin: The University of Wisconsin Press, 1985, pp. 60-86.

groups settled within the Eskişehir-Ankara-Konya triangle were also adopted and resulted in the rapid increase in agricultural production along the Baghdad Railway.

A third process by which new technologies were introduced is related to the transformation of the state's functions in the wake of a changed concept of development. The notion of development, which had earlier been confined to the process of populating the land (*şenlendirme*), now came to encompass developing the country's territory and people as well. In order to carry out the tasks required to achieve development in its evolved sense the state underwent organizational changes. In 1846 a Ministry of Agriculture was set up for the first time, and latter that year it became the Ministry of Commerce and Agriculture. But its effectiveness in agriculture sector undermined in 1850 when it was renamed as the Ministry of Commerce and Public Works. The establishment in 1894 of a Ministry of Forestry, Mining and Agriculture may be seen as a sign of the rising attention paid by the state to farming[11].

The state contributed to the introduction of agricultural technology mainly by helping to organize training and education in the use of new technology. The first Ottoman school of agriculture was the one established in 1848 by Reşit Paşa in İstanbul. This institution, set up after the French Grignon Agriculture School, operated for only two years. Another school was opened in Edirne in 1881, but it too closed down after three years. The one that opened in Salonica in 1889, however, survived longer and was turned into a High School for Agriculture in 1910.

The first high school to be established was the Halkalı High School of Agriculture and Veterinary Science which was set up in 1892. Its veterinary section was later discontinued, while a separate veterinary school was opened in İstanbul in 1895. The Regulation on Agricultural Education issued in 1911 shows that the Ottoman State was trying to adopt a three-pronged approach to agricultural training. The uppermost level consisted of high schools. By 1912, a High School of Agriculture had been established in Baghdad, in addition to those in Halkalı and Salonica. On the second level were Practical Schools of Agriculture that were aimed at training farm managers. One such school was founded in Bursa in 1891; two others were set up, in Adana and Ankara, before 1912. Farming and farm labourer schools formed the lowest level and

[11] *Türk Ziraat Tarihine Bir Bakış*, İstanbul: Birinci Köy ve Ziraat Kongresi Yayını, 1938.

they specialized in the training of small producers, sharecroppers and farm labourers. By 1912, there were farming schools operating in Aleppo, Sivas, Erzurum, Serez, Skopje and Monastir and a village farming school in Muş.

Outside this general framework, there were other schools for specialized farming. A school for training in silkworm raising was opened in Bursa in 1894 and similar schools were opened in Amasya, Beirut, Antakya and Gümüşhane by 1912. Schools for viticulture, gardening and the production of *maiyet-i mütehammure* (fermented liquids) were set up in İzmir and Seydiköy. Schools for dairy producers were operating in Trabzon and Aleppo. A farm mechanics school was opened in Halkalı in 1914. The whole system of agricultural training was structured after the French model of agricultural schools[12].

Because the state's efforts to develop these educational institutions were not supported adequately by systems such as research stations and experimental farms, only limited improvements could be realized in production technology. The main impact of these schools was to provide and disseminate relevant knowledge and thereby influence policy-making with regard to the introduction of new technology.

In addition to its support of agricultural education, the government, by the end of the century, had undertaken other activities to help develop agriculture, although such initiatives were limited in scope. For example, the government attempted to encourage the adoption of American-type hanging vines after 1875 when Turkish vineyards became afflicted with phylloxera. As early as 1840s, state funds were used for breeding in the Balkans sheep brought from Spain in order to ensure supply of quality wool to the Feshane (Fez Manufacturing) Factory and the İslimye Broadcloth Factory[13]. In 1896 lentil farms were formed in Ceyhan to improve stock farming. An attempt after 1908 to set up a stock farm in Çifteler failed when World War I started. A Department of Bacteriological and Veterinary Medicine within the Ministry of Agriculture was established in 1901 when an epidemic of cattle pestilence spread. A serum for cattle pestilence began to be produced in 1902. In an effort to disseminate the use of ploughs, Emin Zihni Bey, director of the experimental

[12] İlhan TEKELİ and Selim İLKİN, "Devletçilik Dönemi Tarım Politikaları," in Şevket PAMUK and Zafer TOPRAK, eds., *Türkiye'de Tarımsal Yapılar 1923-2000*, Ankara: Yurt Yayınları/Türk Sosyal Bilimler Derneği, 1988, pp. 42-43.

[13] Adnan GİZ, "İslimye Çuha Fabrikası", *İstanbul Sanayi Odası Dergisi*, 3, N° 27, 15 May 1968, pp. 15-16.

farm in Adana, placed in 1903 an order with the Industrial School of Adana to manufacture ploughs and imported in 1908 Belgian-made "Mellote" brand ploughs. Motor ploughs brought by the Ministry of War from Germany during World War I were put into use by agricultural labourer battalions in Çumra and Thrace[14].

Other channels through which the introduction of technology took place in the last quarter of the nineteenth century were large-scale farms and trade. The first instances of cultivation with machinery and tools can be dated back to around 1875. French-made Bajak and Braban type ploughs came into use in large farms owned by non-muslim Ottoman subjects in the provinces of Edirne and Aydın. American-made "Oliver" and "Siragoz" (Syracuse?) brand light iron ploughs pulled by two oxen became widespread in İzmir, Aydın, Manisa, Çanakkale, Afyonkarahisar, Uşak and Konya. These ploughs were later locally produced in İzmir in 1902 and in Akşehir in 1908. There were an estimated 17,500 ploughs in use throughout Anatolia when World War I broke out.

Introduction of new technologies has apparently helped the development of traditional techniques in some regions. The advent of ploughs led to some modification of primitive ploughs. A type of wooden plough pulled by 4 or 6 pairs of oxen was used in the Thrace region, Silivri, Çorlu, and Lüleburgaz. Another type of plough ("Canik" plough) used around Samsun and Çorum displaced soil by means of a horn-shaped knife and a wooden panel added to a conventional plough. A cultivator with three iron rods that was invented in Adana around 1908 by a farmer called Musa and constructed by a craftsman called Tarakçı became widespread in time.

A steam plough pulled by locomobiles was brought in 1885 into the country by the Governor of Adana, Abidin Paşa, to be used in his farms in Adana and Silifke. In 1904 there were 35 single steam ploughs and 25 double steam ploughs in the Empire, most of them being employed in large farms around Adana.

A mowing machine was first used in the country in the Balaban farms located between Silivri and Çorlu. Imported mowing machines were mostly American brands such as Plano, Canson, Walterwood, Massay-Harris and MacCormick. The number of mowing machines had reached 11,000 in Aydın, the Thrace region, Bursa, Balıkesir, Konya and Adana on the eve of World War I. Among them were not more than 500

[14] İlhan TEKELİ and Selim İLKİN, *ibid.*, pp. 65, 74. Esat Ahmet BOZKAYA, *ibid.*, p. 12.

reaping machines which were mostly used in the Thrace and Aegean regions.

A threshing machine (*batöz*) was imported in 1879 by a Turkish farmer in the Thrace region. Since Turkish wheat was hard, Scottish threshing machines became more widespread than the American-made Kaiser brand, which geared to process softer American wheat. These machines were operated by locomobiles. In 1914 there were 367 threshing machines in the area now within the borders of Turkey. They were located mostly in the Thrace region, the Aegean coast and Adana.

There were only 250 meadow cutting machines employed in the Thrace region, Aydın and Afyon. Other types of farming machines were not widely used, but could only be found in agriculture schools and experimental farms. Tractors with petrol-engine were introduced in 1907 when the first one was brought as a gift by the Mayor of Adana, İbrahim Rasih Efendi, and given as a gift to the local experimental farm. In 1911 a Greek farmer imported a tractor into the Aydın province and another was brought into the country in 1912 by Hacı Beyzade Kadri Bey, a member of Parliament from Adana[15].

Technological Developments in the Industrial Sector

The introduction of new technologies into the industrial sector began in the second half of the nineteenth century and accelerated towards the end of it, as was the case in agriculture. However, industrial technologies were introduced through different channels and the quality of the production units that utilized these technologies were different from those observed in agriculture.

There were four different channels by which industrial technology was brought into the country. One was governmental initiatives, usually taken to meet the needs of the military and the palace. Another channel was small-scale manufacturers who provided basic processing of agricultural produce for export. These manufacturers were usually either Levantines or non-muslim Ottoman subjects. Industries developed toward the end of the century by commercial capital to support the reorganization of traditional cottage industries and petty manufacturing constituted the third channel. The fourth was the machinery repair and maintenance, and machinery manufacturing industries. Advances in this

[15] İlhan TEKELİ and Selim İLKİN, *ibid*., pp. 82-83. Esat Ahmet BOZKAYA, *ibid*., p. 12.

sector were largely due to the accumulation of know-how and not capital. We shall now provide an account of technology transfer through each of these four channels.

The invention of the steam engine to supply mechanical power for industrial production was a crucial advance brought by the Industrial Revolution. But the steam engine could not be developed without the knowledge of and experience with machines that were powered by water or wind. Hence the introduction of technology into the Ottoman Empire may also be studied in two phases : before and after the introduction of the steam engine[16].

The utilization of steam engines in industry became widespread in England in the 1820s. The Ottomans first encountered the steam engine because of military needs. A steamship was imported in 1828 and the training of captains and seamen initiated. Steam power was introduced into military docks and armouries in İstanbul between 1831 and 1840. Three steam engines were imported in 1831 for use in the admiralty docks. In 1832, an Armenian named Bagdassar built a steam wheel for use in the imperial arsenal ; as a result he was granted monopoly to make steam wheels in İstanbul.Later, steam engines began to be used in civilian production around the country. Wheat mills built between 1850 and 1857 in İstanbul ran on steam power. As steam engines became widespread, a regulation on their use was issued in 1863. Various steam engines were displayed in the same year at the Ottoman Fair in İstanbul[17].

If one were to analyse the introduction of industrial technology into the Empire solely in terms of the adoption of steam engines, one would have to conclude that the Ottomans remained passive recipients of a completely imported technology. But the picture would somewhat change, if one were to take into account the period before the advent of the steam engine. By the 1830s, the Ottomans had set up several industries. Selim III attempted to have gunpowder produced in Yeşilköy as part of the efforts to modernize the army. A Frenchman built a wheel pulled by a horse for grinding gunpowder, but it was soon broken. A craftsman was

[16] E.J. HOBSBAWN, *Sanayi ve İmparatorluk*, Ankara : Dost Kitabevi Yayınları, 1987. Herbert HEATON, *Economic History of Europe*, New York : Harper and Row, 1965, pp. 480-513.

[17] Yavuz CEZAR, "19. Yüzyılda Osmanlı Devleti'nde Yeni Teknoloji Uygulama ve Sınai Tesis Kurma Çabalarından Örnekler," *Toplum ve Ekonomi*, N° 1, March 1991, p. 164.

found by the name of Arakel Dadyan to repair the wheel, Dadyan who earned his living as money-lender, watchmaker, miller and weaver. This craftsman steeped in the Ottoman practical tradition. He was not only able to repair the wheel but made a new one, and so became a much sought-after person. The Sultan asked him to build a wheel that would revolve with water in the Azadlı powder magazine near Küçükçekmece. After the wheel was completed in 1795, Selim III personally inspected it and then appointed Dadyan chief of the powder magazine. In 1797, machinery in the Salonica and Gallipoli powder mills were moved to İstanbul as a result of which Azadlı became the only powder magazine of the Empire. It was developed into a workshop where various machines were built under Arakel Dadyan's management. A system, for example, was developed by which gunpowder making was completely mechanized. Water pumps for ships, a rolling mill for making copper panels for ships, looms for weaving broadcloth and a pit saw were also built[18]. The work of Arakel Dadyan stands in testimony that an Ottoman craftsman could build machinery and that the introduction of steam engine technology could to a certain extent be considered a result of local know-how.

Industrial development prior to the invention of the steam engine was not limited to the innovation introduced in to powder magazines. Several factories were built in Beykoz, a northern İstanbul suburb rich with water resources. Among them were a paper mill and a broadcloth mill, built in 1805 upon the Sultan's decree. Arakel Dadyan's son, Ohannes Dadyan, was the manager of the paper mill between 1820 and 1822. Miss Pardoe, chronical of nineteenth-century İstanbul life, reported that paper and broadcloth factories were in operation in 1836. A tannery in Beykoz was transferred to the army under the name of "Tabakhane-i Klevhane-i Amire" in 1812. In 1816, it was turned into a factory for the production of military equipment[19]. There is no information as to what proportion of the machinery for these factories was produced domestically and what proportion was imported.

A second wave of industrial production in the Empire before the advent of the steam engine took place when the janissary corps were

[18] Adnan GİZ, "Türkiye'de İlk Buhar Makineleri," *İstanbul Sanayi Odası Dergisi* 5, N° 57, 15 November 1970, p. 7.

[19] Muzaffer ERDOĞAN, "Arşiv Vesikalarına Göre İstanbul Baruthaneleri," *İstanbul Enstitüsü Dergisi*. Istanbul: N° 2, 1956, p. 130. Kevork PAMUKCIYAN, "Dadyan veya Dad (Arakel Amira)," *İstanbul Ansiklopedisi*, Istanbul: Koçu Yayınları, 1966, p. 4188.

abolished by Mahmut II and the fez replaced the turban as the chief headgear. A workshop (*Dikimhane-i Amire*) was formed in 1827 for producing uniforms, shoes and the like. Factories were opened in Üsküdar and İzmir for weaving cloth for uniforms. A fez manufacturing plant was set up in İzmir in 1835. Another fez manufacturing plant, set up in the same year near Saint Sophia in İstanbul, was transferred to the Hibetullah Sultan Palace in Defterdar three years later[20]. In the early 1830's, the armoury and the arsenal of ordnance in Dolmabahçe were rearranged and equipped with steam engines[21].

Ohannes Dadyan, contributed much to the introduction of steam engines. Ohannes Dadyan, educated in the Armenian community schools in İstanbul, acquired comprehensive knowledge of machinery when he worked in a powder magazine in 1813. After being the manager of the Beykoz paper mill, he took charge of the Eyüp weaving factories between 1826 and 1829. He built two machines for the yarn factory and the armoury in 1827. In 1835, he visited France and Britain where he inspected factories[22]. Steam engines came to be more widespread after that time.

The machines in the Selviburnu factory, whose construction began in 1841, were produced in the İstanbul powder magazine. As soon as Ohannes Dadyan was appointed chief of the powder magazine in 1842, he took another trip to France and Britain. Upon his return, he undertook the establishment of a broadcloth factory in İzmit and the expansion of the Beykoz tannery. A 40-HP steam engine, two steam boilers, two stone mills and 70 leather sinkholes were added to the Beykoz factory in 1842[23]. Meanwhile Ohannes and Boğos Dadyan established a private factory in Hereke for weaving silk and cotton cloths but they turned it over to the Sultan in 1845, after which date the factory served to meet the requirements for the Palace's decoration[24]. Machinery at the İslimye Broadcloth Factory was replaced in 1842 by new machinery imported

[20] Kevork PAMUKCIYAN, "Dadyan Ohannes Bey," *İstanbul Ansiklopedisi*, İstanbul: Koçu Yayınları, 1966, p. 4194. Önder KÜÇÜKERMAN, *Geleneksel Türk Dericilik Sanayii ve Beykoz Fabrikası*, Istanbul: Sümerbank, 1988, p. 14.

[21] Önder KÜÇÜKERMAN, *Feshane Defterdar Fabrikası*, Istanbul: Sümerbank, 1988, p. 23. Edward C. CLARK, "Osmanlı Sanayi Devrimi," *Belgelerle Türk Tarihi Dergisi* 14, Istanbul: N° 82-83-84, p. 17. Wolfgang MÜLLER-WIENER, "İstanbul'da Erken Dönem Endüstri Yapıları," *Arkitekt*, N° 6, 1991, p. 24.

[22] Önder KÜÇÜKERMAN, *ibid.*, p. 167. Edward C. CLARK, *ibid.*, p. 17.

[23] Kevork PAMUKCIYAN, *ibid.*, p. 4195.

[24] Önder KÜÇÜKERMAN, *Geleneksel Türk Dericilik Sanayii*…, p. 150.

from France. Cloth production started in the fez factory in 1843 with the help of Belgian experts. The machinery of the Defterdar fez factory was replaced in 1847 by steam engines upon Abdülmecid's orders. In 1843, steam operated minting machines were imported for the Imperial Mint; in 1844 a foundry was set up in Beşiktaş. Ahmet Fethi Paşa, the minister of ordnance, set up a tile and glass factory in Beykoz.

Technological development also took place outside the capital city. A state-owned broadcloth mill in Balıkesir began production in 1842. In 1844, a paper mill was set up in İzmir. In the early 1840s, the cannon bell foundry in Samoka was refurbished and expanded and a new gunpowder factory open in Baghdad. At the end of the 1840s, major investments were made in developing the Tokat iron mills[25].

The most important industrial initiative of the Tanzimat period was the Zeytinburnu complex of factories, which was conceived as an industrial development program in itself, with provisions made to attract foreign engineers and skilled labour from Europe. The complex consisted of an iron mill with various foundries capable of building machines and even ships, and a textile plant (basmahane?) set up mainly because of Valide Sultan's interest and an industrial college attached to it. The construction of the complex, begun in 1843 under Ohannes Dadyan's supervision, was completed in 1845. Machines for the factory were brought from Europe; however, a great deal of the equipment was manufactured in the Baruthane factory, which had been opened three years previously. Ohannes Dadyan, who went to Europe in 1847, developed the complex further with new machines, engineers and technicians he brought with him. It was mostly British engineers and technicians who came to work in the Zeytinburnu complex among whom were those named Edward Philips, William Fisher, John Hughes, Dutton and Dubois.

The empire's first ironhulled ship, the Eser-i Hadid, was built in this factory in 1848, and its 130-BHP engine manufactured there under the supervision of the British engineer Mr. Philips. According to McFarlane, the Zeytinburnu Iron Mill was not only to manufacture knives, iron tools, cotton cloths and socks, artillery shells, iron rods, pipes, arrow-heads, swords, locks, keys, bits, stirrups and make iron casting, but also to produce all the iron and steel tools used in this factory[26]. The state driven

[25] Önder Küçükerman, *Anadolu'nun Geleneksel Halı ve Dokuma Sanatı İçinde Hereke Fabrikası*, Istanbul: Sümerbank, 1987, p. 30.

[26] Edward C. Clark, *ibid.*, p. 19.

initiative of industrialization slowed down at the end of the 1840s. After 1850 the state did not undertake to establish any major plants; a spermaceti candle factory built in 1857 in Paşabahçe was the only manufacturing plant build by state funds.

How successful were the steps taken towards industrial production during the Tanzimat (Reorganization) period? Although the Zeytinburnu complex was established with great expectations, it did not live up to the expectations, and the industrial school attached to it was discontinued after several years. However, the initiative was not a complete failure. Although no significant advance was made in industrial development after the 1840s, factories set up before then, unlike those in Egypt by Muhammed Ali, continued functioning with support provided by the state, even though they had been established prior to the 1838 Trade Agreement with Britain and hence did not enjoy protection from foreign competition. It is important to underscore the fact that industrial plants were being established in Turkey during the Tanzimat period while during the same periods industry previously established by Muhammed Ali in Egypt was being closed down. The Egyptian industry's predicament can be explained by the fact that the size of the Egyptian army was significantly reduced after 1841 and military expenditures fell by 80 percent. In contrast, the Ottoman army maintained its size and its development program, thus creating a demand for industrial production in Turkey.

Products displayed in the Paris Fair of 1856 prove that the İzmit Broadcloth Factory, the Defterdar Fez Factory, the Zeytinburnu Cloth Weaving Factory, the Hereke Cloth Weaving Factory, the Beykoz Military Equipment Factory and the Beykoz Porcelain and Glass Factory were still in operation at that time[27]. Ottoman powder mills, meanwhile, met all the allied armies' gunpowder needs during the Crimean War. The Ottoman industrial effort, geared to meet military needs in the 1840s when the economy began slowing down, was not to be revived after the Ottoman state began to borrow from Europe following the Crimean War.

The state's contribution to the introduction of industrial technology after the 1860's was made in an indirect fashion, such as developing education and training, and issuing regulations. The only factory directly established by the government was the Yıldız Porcelain Factory in the

[27] Kevork PAMUKCIYAN, *ibid.*, p. 4195. Yavuz CEZAR, *ibid.*, p. 166.

Yıldız Palace compound. Managed by an expert brought from the French Sèvres Factory, Yıldız was more of an investment in prestige for the Palace than a commercial enterprise. State funds, however, were used to send Turkish painters to Sèvres for training[28]. What the state mainly did was to renovate military factories from time to time in order to enable them to keep up with the requirements of new technology. In 1885-1886, there was an artillery shell factory, workshops for rifle, sword, wheel, tool and gauge making, a machinery factory, an iron mill, a carpenter's workshop, a saddlery, a chlorination installation, a tailor's workshop, bokser fisenk (?), and rocket and torpedo factories under the commander of the Arsenal of Ordnance. A rocket workshop, a shell workshop, an iron mill, a file workshop, a copper workshop, a steel mill and a rolling mill were in operation in the Zeytinburnu complex.

Casting of steel barrels was achieved in Zeytinburnu and they were processed in the Arsenal of Ordnance. The Azatlı Powder Mill, meanwhile, continued operating. A smokeless powder factory, and ether and acid plants to complement it, were set up in Azatlı. The Administration of Docks had under its management a harmer plant, a machinery maintenance factory, a rolling mill, a foundry, an iron mill, kalkhane (?), and a saw mill belonging to the navy; a saw mill and pulley factory at the dock yard; a machinery factory, a small harmer plant, a saw mill, dock for the construction of iron-hulked ships in Yalıköşkü; dock, another saw mill and a boiler factory at the İzmit dockyards[29].

After the short-lived School of Industry attached to the Zeytinburnu complex, Mithat Paşa, governor of Niş, established a similar school there, and two more schools were set up in Sofia and Ruscuk. A handicrafts school to give training in nineteen crafts was planned for construction in Sultanahmet in 1863, but it took until 1868 for the project to materialize. High schools of industry were opened between 1876 and 1908 in Adana, Baghdad, Basra, Beirut, Edirne, İstanbul, Erzurum, İzmir, Aleppo, Kastamonu, Kosova, Monastir, Sivas, Damascus, Tripoli and Yemen. Among them, those in İzmir, İstanbul, Beirut, Salonica and Bursa made rapid progress; their curriculum was aimed at training people for small rather than large industries[30].

[28] Doğan Avcıoğlu, *Türkiye'nin Düzeni*, Ankara: Bilgi Yayınevi, 1968, p. 55. Yavuz Cezar, *ibid.*, p. 166.

[29] Edward C. Clark, *ibid.*, pp. 22-23.

[30] Ömer Celal Sarç, "Tanzimat ve Sanayiimiz," *Tanzimat I*, Istanbul: Maarif Matbaası, 1940, p. 435.

The first educational institution that dealt with steam engines was the Naval School. The country's first mechanical engineers were trained here in the use of steam power. In the second half of the nineteenth century, steam engines and steam ships began to be constructed at the Imperial Dockyards. Ahmet Besim Paşa, who graduated from the Naval School as a mechanical engineer in 1869, is perhaps the first person to have designed a steam engine in the Ottoman Empire. He was appointed as the deputy of Mr. Shank, the British chief engineer of the Dockyards, and later served as the chief engineer between 1873 and 1909. The details of a steam engine designed by him during this period were published in European technical journals[31].

As for the introduction of technology via the industries set up by Levantines or non-muslim Ottoman subjects, technology transferred through this channel mainly pertained to the processing of agricultural produce either in rural areas or in those urban areas where small enterpreneurs' guilds were not strong.

The first case of technology being introduced in this way was in Bursa, where it was used for making silk yarn. Mechanization of silk yarn manufacture in Europe first took place in Lyon in 1824. Five years later a steam spinning-mill was developed in Switzerland. A man named Falkeisen, whose nationality is unknown, Taşçiyan Efendi of Bursa and a French expert experimented with the first mechanized spinning-mill. After their factory burnt down a year later in 1839, Falkeisen set up another steam spinning-mill in 1845 together with a Swiss enterpreneur and French expert. Next year, Bilezikçi Brothers of Bursa built yet another spinning-mill, using Italian technology. The Mustafa Nuri Paşa and Pauvlaky factories founded in Bursa around the same time operated on water and not on steam power, since hydraulic power was more economical in Bursa. Sultan Abdülmecid had the Imperial Factory built in 1852; another one, established by Sarim Manass Paşa, started out with simple technology but became the most advanced of its kind. By 1855, there were twenty-two new factories, only two of which represented foreign investment[32].

It appears that the same technology was introduced into Lebanon in the same manner and at about the same time. In the 1840s, a Frenchman

[31] Önder KÜÇÜKERMAN, *Dünya Saraylarının Prestij Teknolojisi, Porselen Sanatı ve Yıldız Çini Fabrikası*, Istanbul: Sümerbank, 1987.

[32] Genel Kurmay BAŞKANLIĞI, *Türk Silahlı Kuvvetler Tarihi* 3, Ankara: Part 5, 1978, pp. 390-393.

by the name of Portolis set up a silk yarn factory in the village of Blatter in Shuf and brought European labour to operate it. The technology employed in this factory was ten years behind that which was employed in Europe at the same time. In 1852, there were nine such factories operating in Lebanon, five built by the French, two by the British, and two by local capital[33]. The number of factories there steadily increased, reaching 140 in 1840.

The development of industrial technology in the Aegean region first took place in small towns and the contryside, and not in a major city like İzmir, because of the guilds' resistance. A factory built by a Britisher in 1841 for making boxes to pack dried fruits for export, and the textile printing factory that the Abbot family attempted to set up in 1861, were closed down as a result of pressure from the guilds. The first foreign-owned factory to be opened was a liquorice honey factory built in 1854 by the MacAndrew and Forbes firm in Aydın. By 1875, three other factories had been built, in Söke, Kuşaklı and Nazilli. A liquorice honey factory opened by a German firm in Aydın was demolished by Forbes' men. In İzmir the first time steam power was used in a flour mill was in 1850, as was the case in İstanbul. The mill in İzmir was established by a British-French group ; later seven others were built[34].

Cotton ginning industry was started in the 1860s when a ginning factory that ran on water power was built on a stream in Bergama. Ten years later, when a second factory was built on the same stream, people demolished the first one[35]. Ginning factories that ran on steam power were set up during the American Civil War. Between 1863 and 1865, about ten factories were built by J.B. Gout, in İzmir, Manisa, Aydın, Menemen, Tire and Bayındır. The first factory, built in İzmir, was set on fire by the workers employed in Turkish cotton workshops. It was later reconstructed. Meanwhile, H. Verdova and R. Wilkins established two factories, in Aydın and Bayındır respectively. There were 4 water cylinders, 5 water turbines, 266 ginning machines and a 298 HP steam engines combined power totaling 258 HP in Gout's ten factories. Foreign engineers and technicians were mostly responsible for running

[33] Önder KÜÇÜKERMAN, *Feshane…*, p. 162.

[34] Emre DÖLEN, "Makina Mühendisliği ve Bahriye Feriki Ahmet Besim Paşa," *Tanzimat'tan Cumhuriyet'e Türkiye Ansiklopedisi*, Istanbul : İletişim Yayınları, 1985, pp. 514-515.

[35] Leila Thayer ERDER, *The Making of Bursa*, Princeton : Phd. Thesis, April 1976, pp. 89-115.

these factories. One American engineer worked in the Manisa factory, one German engineer in the İzmir factory, 5 British engineers and a technician in the Menemen factory, and an Italian engineer and 2 technicians in the Bayındır factory. Whereas a machine in Gout's factories could produce 48 kilograms of ginned cotton, a machine in workshops using local technology could gin at most 6 kilograms of cotton. In 1865, when Gout went bankrupt, another Britisher bought the factories and started to operate them[36].

The introduction of ginning machines into Çukurova took place in 1860s, also as a result of the American Civil War. The first ginning factory was set up by a French enterpreneur in 1864. Gout, while closing his factories around İzmir in 1865, was probably establishing ginning factories in Adana, Mersin and Tarsus. The Tırpani brothers later set up another factory. When Germany's interest in Çukurova's cotton increased, another ginning factory was established by the German-Levantine Cotton Company in 1890[37].

Other agriculture-based industrial enterprises in the Aegean region were established mostly after the 1880s. R. Hadkinson, who had established the first olive-oil factory in 1875 in Ayvalık, also owned sunflower seed oil factories, four sesame processing factories, six cotton seed oil factories and ten olive-oil factories in 1900. Carbon sulphur was introduced into the process olive-oil making. Meanwhile the scale of production increased. The Samolda Cotton Seed Oil Factory, set up in 1910 in İzmir, boosted an annual capacity of 20,000 tons; the Ottoman Cotton Seed Oil Company's Karşıyaka plant produced 40,000 tons a year. To obtain vallonia extract used in these factories, two factories were built, in 1891 and 1909, by the British in İzmir. One of them belonged to the prominent Whittall family[38].

An interesting case was the introduction of hazelnut processing technology in Giresun after the exportation of shelled hazelnuts began in 1875. Traditionally, hazelnuts were cracked by hammer at home. Mills used for grinding corn and wheat were later introduced to make shelling of hazelnuts easier. The space between millstones were specially adjusted for cracking hazelnuts. But, since hazelnuts were not all the same size,

[36] Roger OWEN, "1840-1914 Döneminde Lübnan'da İpek Dokuma Endüstrisi: Çevre Toplumlarında Fabrika Üretiminin Önündeki Olanaklar ve Sınırlamalar Üzerine Bir Çalışma," *Toplum ve Bilim*, N° 23, 1983, pp. 55-74.

[37] Ömer Celal SARÇ, *ibid.*, p. 437.

[38] Orhan KURMUŞ, *ibid.*, pp. 140-153.

the mill would have to be operated three to four times in order to get the smaller nuts after removing the larger one. A craftsman from Amasya devised a sieve that separated nuts according to their size. A steam engine from the Hoch stresser company was added to the mill in the factory in 1909[39].

Although some traditional lines of petty commodity production declined after the British Trade Agreement of 1838, some other lines of production survived and were reorganized by commercial capital towards the end of the century. This reorganization brought with it the establishment of some new industries. Concessions were lifted in 1860 as they hindered the development of industry. The Industry Improvement Committee, established in 1864, attempted to form companies with the participation of İstanbul's petty producers engaged in traditional industries. A Golden Thread Makers' Company was set up in 1866; a Sadlers' Company, Clothmakers' Company and Founders' Company were established in 1868; an Ironsmiths' Company was formed in 1869; and a Leathermakers' Company started operating in 1870. These firms had intended to set up factories in their lines of business but they were not successful and were all closed down in 1874[40]. Where the state failed, commercial capital was successful in organizing petty producers, as can be observed in the case of İzmir. In 1870, 1,000 shoemakers and 600 tailors were engaged for producing shoes and clothing for merchant. In 1860, 3,000 families in İzmir were engaged for carpet weaving by a merchant by the name of Hacı Ali Efendi. British capital penetrated the carpet-weaving industry in 1864. Two decades later six British traders had monopolized this field. Fifteen Greek dyeing workshops in İzmir worked for these six British traders. An Englishman established in Demirci a large factory that worked with imported aniline dyes. This led to the decline of natural dyes made from plant roots and a corresponding decline in the quality of carpets. As a result, the use of aniline dyes was banned by the governor of İzmir. When it was discovered that cotton rather than wool thread was better for weaving woofs and warps, factories for the manufacture of thick cotton yarn were established by the British in Aydın, Manisa and Nazilli, and by the French in İzmir. The British monopoly in this field was threatened at the end of the 19th century. An Austrian firm set up a carpet weaving factory near Uşak.

[39] Osman BAYATLI, *Bergama'da Yakın Tarihten Olaylar*, Istanbul: 1943.
[40] Orhan KURMUŞ, *ibid.*, p. 135.

Around 15 Greek, Armenian and Turkish firms followed suit and entered the trade[41].

Tridzade Mehmet Paşa, Bıçakcızade Ali, Yılancızade Osman Efendi and the Hamzazades families built wool yarn and shayak factories in Uşak between 1898 and 1905. In March 1908, workers, who were mostly women and children, rose up and attacked these factories[42]. In the wake of these developments, a consortium of six British trade companies set up the "Orient Carpet Industry, Limited" later in the year. The consortium established two wool yarn factories, two dye factories and a design bureau. It had families in 14 towns weave carpets at home for the consortium, which owned 17 factories, eight of them being located in central or southeastern Anatolia. Similar developments took place in other sectors elsewhere[43].

Cotton weaving, for example, followed a similar path. Imported cotton cloths could not totally eliminate cottage production. The weaving of cotton at home continued to some extent, with the use of imported yarn. The first firms to substitute imported yarn were those set up in Macedonia in the 1880s. Similar factories were established later in other regions. The Whittall family built İstanbul's Yedikule Yarn Factory in 1889; the Kozineri-Louis yarn factory was founded in İzmir the same year. Pamuk Mensucat (Yarn Fabrics) factory was formed in 1912 in İzmir by Belgian capital. In Adana, the Tırpani factory was set up in 1895 and the Simyonoğlu factory was established in 1905. The Mavromati and Rasim Dokur factories were set up in 1897 and 1912, respectively, in Tarsus. Some of these factories also had looms for yarn weaving[44].

The introduction of these new industries through various channels brought about a demand for capital goods. It was not possible to meet this demand by means of imports. Some of these capital goods started to be manufactured within the Ottoman Empire. The Zeytinburnu Factory, for example, was mentioned earlier to demonstrate that attempts to manufacture machinery and tools had began at the same time as the first efforts towards industrialization. It is understood that some machines were displayed at the Ottoman stand in the 1862 London Fair. Among them was a machine made by Bayazıd Efendi of Damascus, a steam engine made by Sarkis Balyan of İstanbul, and machinery and tools for

[41] *Yurt Ansiklopedisi* 1, Istanbul: 1982, pp. 32, 36.
[42] Orhan Kurmuş, *ibid.*, pp. 147-152.
[43] Esat Ahmet Bozkaya, *ibid.*, pp. 42-43.
[44] Nizamettin Ali Sav, *Sanayi İktisadı ve Türk Sanayii*, Izmit: 1950, pp. 156-166.

agriculture made by three other persons[45]. There were 16 firms engaged in machinery and tool manufacture by the mid-1880s. The largest of them, the majority of whose shares belonged to a mechanical engineer, G.J. Papps, used to manufacture parts for machines and do some repair work in addition to representing some European firms in the Empire. As this company raised the price of its services, British capital in İzmir encouraged M. Rankin to expand operations in his small workshop in the same city. D. Issigonis, a Greek-born British citizen, migrated to İzmir to undertake repair work mostly in factories belonging to Greeks and Armenians. Competition between the firms of Rankin and Issigonis contributed to the expansion of this sector. M. Rankin set up an iron furnace in 1890 with the encouragement of British companies in the city. Issigonis followed him and built his own iron furnace. Both furnaces were used for manufacturing steam engines of up to 200 hp. Issigonis represented the German company AEG and Rankin represented the British company R. Prokter. At the beginning of World War I there was another large factory in İzmir, that of the British Rice Brothers. Steam engines and other equipment in all of five wheat mills, 19 candy factories, and three other factories listed in the 1913 Manufacturing Census, were produced by Rankin's and Issigonis' factories. All in all, 10 percent of the machinery in the factories in the Aegean Region were manufactured by these two companies[46]. The labour force needed for this industrial undertaking was supplied from among workers who were systematically trained at the Aydın Railway workshops.

The foregoing examples demonstrate the extent to which industrial technology had been introduced into the Ottoman Empire during the nineteenth century. In a manufacturing census conducted in 1915 in İstanbul, İzmir, Bursa, Bandırma, İzmit, Uşak and Manisa, 264 factories were listed. 22 of them were owned by the state companies, 28 were joint-stock companies and 214 were privately owned firms. 155 of them were located in İstanbul, 62 in İzmir and 65 situated elsewhere. Yet the development during the century of industrial production was not adequate to keep up with the increased demand. It could be said that the Ottoman Empire had become more dependent on European imports at the end of the nineteenth century than at the beginning of it.

[45] Orhan KURMUŞ, *ibid.*, p. 128.

[46] Donald QUATAERT, "Machine Breaking and the Changing Carpet Industry of Western Anatolia 1860-1908," *Journal of Social History* 19, N° 3, 1986, pp. 473-489.

Technological Advances in Communications

The introduction of technology into the field of communications, unlike that into the agricultural and industrial sectors, took place completely under state control, because of the vital importance of this sector for the state. During the classical period of the Ottoman Empire, communications were realized by a system of messengers and poststages, which operated as military monopoly. That system may have sufficiently met the needs of the state, but its limitations hindered the expansion of trade. As the empire opened up to the world in the nineteenth century and trade expanded, there arose a need for the central administration to make use of the system. There was also a need for the improvement of the communication system, for the state now wanted to reinforce its central control.

Russian (1748), Austrian (1784), French (1812), British (1832) and Greek (1834) post offices had been set up in İstanbul before the Ottoman Empire established its own postal services. The first experiment with domestic mail delivery was the postal service by coach between Üsküdar and İzmir. There was a return to the poststage system in 1840 when the road between these towns deteriorated. The Ottomans established the Ministry of Post in the same year. A mail service designed after the European system was also set up in the same year between İstanbul and Edirne. The mail service was operated sometimes by means of leases and at other times by consignments. Postal services were later expanded throughout the Empire and the use of stamps was introduced in 1863. A local mail service was started for the first time in İstanbul in 1864. The Ottoman Empire became one of the founders of the international mail system when it participated in the Bern Conference of 1874[47].

Although the expansion of the mail system parallelled the advances made in road and carriage technology, the main innovation brought by the development of the postal service was the improvements made at the level of organization. It was the introduction of the telegraph and telephone that constituted the more technology-intensive novelties in the field of communication. In 1839, two years after F.B. Morse invented the telegraph in the USA, Chamberlein, a friend of Morse, tried to operate telegraph in the Ottoman palace, but his sudden death interrupted the experiment. A geologist, Lawrence Smith, carried out a

[47] Orhan KURMUŞ, *ibid.*, pp. 132-135.

second experiment before the Sultan in 1847, and Sultan Abdülmecid gave orders for the setting up of the first telegraph line between İstanbul and Edirne. The Sultan conferred on Morse an Order of the Empire and sent him a decoration along with an imperial title of privilege. But it was not until the Crimean War that telegraph service came into use. The contruction of telegraph lines between Belgrade, İstanbul, Edirne, Plovdiv, Sofia, Niş and Shumen were contracted to two persons, De la Rue and Blacque. De la Rue — on whom we have some information — began work in İstanbul in January 1855 with men and equipment he brought from Paris. A telegraph center was set up near Soğukçeşme in Babıali and the first telegram was sent from İstanbul to Edirne on August 19, 1855. Telegraph communication between İstanbul and Europe started on September 27, 1855. The Ottomans were quick to expand this telegraph network. Immediately after the war, the state bought the wire line between İstanbul and Varna laid by the British under the sea during the war and the one laid by the French between Varna and Bucharest. The British applied to the Palace in 1857 to obtain a concession for the construction of a telegraph line stretching from Üsküdar to Baghdad and Basra under the name of the Indian Telegraph Company. But the Ottoman government refused to give a concession, saying that there was no need for foreign capital to do it and that it could do the job itself. Careful to maintain its control of communication, the government immediately began contructing a telegraph line to Baghdad, which reached Diyarbakır after two years. It took only five to six years for the telegraph network to encompass all of the Empire. As in the case of Bursa, tradesmen made financial contributions voluntarily so that the wire line could be completed rapidly. The introduction and widespread utilization of the telegraph marked a significant stage in the introduction of technology to the country and the telegraph soon became an integral part of the overall system of communications. At the beginning, telegraph messages were in French. Later, in 1856, Mustafa Efendi and Vulitch Efendi developed an alphabet in Morse code for the Ottoman language and telegraph communication in Turkish started. This alphabet was revised in 1877 by İzzet Efendi. Training of telegraph operators commenced in 1855 in Edirne and the first school of telegraph operators was opened in 1860. Telegraph operators were also trained in the Darüşşafaka. Mikail Efendi, telegraph director of Varna, built a telegraph machine in 1858 and was rewarded for his achievement. Two years later, Besim Efendi constructed another telegraph machine which was entirely his work; a

workshop was set up for him to continue production. In 1869, a tailor's workshop opposite the Soğukçeşme Telegraph Center in İstanbul was turned into a telegraph machine factory. Money was allocated for the import of 200 wire machines in the 1869-1870 budget. But as the factory in Soğukçeşme was able to manufacture 100 machines in two months, there was no need left for imports. Each of the locally produced machines cost 250 French francs, representing a savings of 1,150 francs on each machine imported[48]. The Telegraph Authority was united with the Ministry of Mail in 1879 to form the Ministry of Post and Telegraph[49].

The introduction of telegraph technology into the Ottoman Empire was made easier due to the fact that it was of vital importance to the state and that communications were under state control. The difficulty of keeping telephone communication under surveillance prevented this technology from being introduced so rapidly as telegraph. Graham Bell had carried out his first telephone communication in 1876 between Boston and Cambridge, Massachusetts. Langevic asked the Ottoman government in 1879 for a concession for a telephone network in İstanbul but he was refused. A single line was installed in 1881 between the Ministry of Post and Telegraph and its post offices in Soğukçeşme and Yenicami. Another line was drawn in the same year between the Galata post office and the Yenicami post office, and the Ottoman Bank's Galata and Yenicami branches. One more telephone line was established between Galata and the naval rescue station in Kilyos. The increase in the number of telephones was disturbing to Abdülhamid II and all lines except the Galata-Kilyos one were ordered to be removed in 1886. The installation of residential telephones was forbidden, as was the import of equipment relating to telephones. It was only with the advent of the Second Constitutional Era that telephone communication was allowed to develop, and the number of telephones rapidly increased after 1908. The first telephone exchange was purchased from France in 1910. The Ministry of Post and Telegraph tried to keep all telephone communication under its monopoly and all applications for concession were refused until 1910. The Ministry was replaced with a general directorate in the same year and Webb was given a 30-year concession for building a telephones network in İstanbul and its vicinity. The government's official

48 İlhan TEKELİ and Selim İLKİN, "War Economy of a Non-Belligerent Country Cotton Textiles: From Production to Consumption," *Turcica* 20, Strasbourg: 1988, pp. 148-149.

49 Önder KÜÇÜKERMAN, *Feshane…*, pp. 134-143.

network was not part of this concession. Telephone exchanges began to operate in February 1913 in İstanbul, Beyoğlu and Kadıköy. The state took control of this network when World War I erupted and Turkish engineers were put in charge its operation[50].

Wireless telegraph was introduced into the Empire in 1905, between the island of Rhodes and Derne, with Siemens technology. Later another wireless station was set up in Alaçatı, but all three stations were destroyed during the Turkish-Italian War. A wireless station was built in 1912 in Okmeydanı with British technology and another was installed in 1915 in Osmaniye with German technology[51].

IV. THE PROGRAMS OF UMUR-İ NAFIA (PUBLIC WORKS) AND TECHNOLOGICAL DEVELOPMENTS IN ROADS AND RAILROADS

Technological developments in road and railroad construction followed different path from those in the agricultural, industrial and communication sectors, in that the state tried to guide road development by means of the Umur-i Nafia (public works) programs. The Ottoman Empire prepared three public works programs on engineering projects regarding roads, railroads, ports, irrigation and drainage. The first program was prepared by the Imar Meclisleri (Council of Development). In 1845 the government summoned two delegates from each province to convene the Meclis-i Vâlâ (Supreme Assembly). This assembly, in turn, set up Council of Development, and sent them to the provinces. These delegations prepared reports after they conducted inspections lasting up to eight months in different provinces, and these reports were combined into a program at the Supreme Assembly. The program gave priority to the construction of roads, bridges and water ways. Provincial authorities were informed of what was to be constructed and how much it would cost. It was proposed that the schemes be financed by provincial tax revenues and contributions from pious foundations (*vakıfs*)[52]. The development of the second public works program coincided with the establishment of the Ottoman Public Debt Administration (*Düyun-i Umumiye*), a

[50] Orhan Kurmuş, *ibid.*, p. 155.

[51] Asaf Tanrıkut, *Türkiye Posta ve Telgraf ve Telefon Tarihi ve Teşkilat ve Mevzuatı* 1, Ankara : Efem Matbaacılık, 1984, pp. 35-74, 325.

[52] Nesim Yazıcı, "Osmanlı Telgraf Fabrikası," *Türk Dünyası Araştırmaları*, N° 22, 1983, p. 77.

milestone in late Ottoman history. The Minister of Public Works, Hasan Fehmi Paşa, submitted to the Prime Ministry in 1882 a document entitled Anadolu'ca Imalut-ı Umumiyeye Dair (Proposal on General Production in Anatolia). This document was the result of a more comprehensive knowledge of engineering than the first public works program, and it covered a wider range of engineering activities[53]. The third program appeared just after the proclamation of the Second Constitution (İkinci Meşrutiyet) on December 1, 1908, in a note to the prime ministry by Gabriel Narodukyan, the Minister of Trade and Public Works[54]. We shall now examine how these three programs affected the introduction of road and railroad technologies into the Ottoman Empire.

Before the second half of the nineteenth century, there were hardly any roads in the Ottoman Empire, especially in Anatolia, that were suitable for carriage traffic. Carriages were used in long-distance trade in the Arabian Peninsula between the fifth and first centuries BC, but Arabian camels could not survive in the Anatolian. Later, when the Turks migrated to Asia Minor, they used hybrids of camels from Central Asia and Arabia which proved economical in Anatolia in comparison to horse carriages. This is why the Ottoman road system, even at its most developed period, was kept suitable only for camel caravans but not for horse carriage. However, horse carriages were never totally wiped out in the Balkans. The "İstanbul Street", connecting İstanbul to the Balkans, was the only road suitable for long-distance ground transport in the Empire at the beginning of the nineteenth century. It was in the second half of the nineteenth century that hard-surfaced intercity roads began to be constructed, and coincidentally the use of carriages for urban transport also started.

The first road suitable for the passage of coaches was the one built for stage coaches in 1834 between İstanbul and İznik, but this road deteriorated by 1840. Construction of roads after that appears to be related to the first reconstruction plan prepared. At the engineering school of Mühendishane-i Berr-i Hümayun, courses on road and bridge construction were introduced in 1847 when the reconstruction plan was developed. Priority was given to the construction of roads between Bursa and Gemlik, Bursa and Mudanya, Trabzon and Erzurum, and work on them started in 1850. The French term chaussée was first used during the

[53] Asaf Tanrikut, *ibid*., pp. 533-663.
[54] Asaf Tanrikut, *ibid*., pp. 663-684.

building of these roads. Routes were determined by using modern engineering techniques and roads were built using theodolite. The routes of the 34.5-km Bursa-Gemlik and 34-km Bursa-Mudanya roads were prepared by M. Padeano, chief engineer of the province of Hüdavendigâr. French and British engineers working on the first public works program also contributed to the building of these roads, whose construction lasted fifteen years until 1865. French engineers also worked in the construction of the 314-km Erzurum-Trabzon road, which was started in 1850 by the Minister of Trade and Public Works. The construction of this road took even longer; it was completed in 1872[55].

The Ottomans began searching for new organizational methods when they realized how long it took them to build roads. The first attempt to organize the construction of roads was the Regulation of Roads and Bridges (*Memalik-i Mahrusa-i Şahane'de Turuk-u Muabirin Suret-i İmal ve İdaresine Ait Talimat-ı Umumiye*) that came into effect in 1856. The Regulation made it mandatory for urban dwellers to work on the construction of roads that passed through their township. The idea of utilizing corvee labour was taken from the French, as was road construction technology. A French regulation dated 1737 included similar clauses on corvée labour. The Ottoman regulation remained in force for ten years, and governors who paid attention to transportation needs had roads built in accordance with it provisions. Mithat Paşa also had roads constructed in the province of Tuna in accordance with this regulation. Another method was tried during the construction of the Beirut-Damascus road: a concession was given to operate coaches between these cities to a company which also undertook to build the road. However, this method was not widely resorted to and corvée labour ordered by governors became widespread[56].

The new roads and bridges regulation (*Turuk-u Muabir Nizamnamesi*), issued in 1866, was based on ten years of experience in road construction. The new regulations replaced corvée labour with a road tax levied on local beneficiaries, and roads were classified into two types: "General Roads" (*Turuk-i Umumi*) and "Local Roads" (*Turuk-i Hususi*). The Regulation also envisaged the opening of a school for road and bridge construction after the French "Ecole des Ponts et Chaussées". An

[55] Asaf Tanrikut, *ibid.*, pp. 689-693.

[56] Musa Çadirci, "Tanzimat'tan Cumhuriyet'e Ülke Yönetimi," *Tanzimat'tan Cumhuriyet'e Türkiye Ansiklopedisi* 1, Istanbul: İletişim Yayınları, 1985, p. 210.

engineering school (*Mülkiye Mühendisi Mektebi*) was inaugurated in 1867, but it was short-lived. The school reopened in 1874 as the School of Roads and Bridges (*Turuk-u Muabir*), but was closed again in 1879. Two graduates of this school, Karakoç Efendi and Handenyan Efendi, were sent to Sivas as engineers for road building[57].

The 1882 Public Works Program prepared by Hasan Fehmi Paşa came at a time when the Ottoman Public Debt Administration was becoming institutionalized, and this was reflected in the program which envisaged the construction of a total of 2 535 km of roads. These roads were to connect Rize and Erzurum; Gümüşhane and Erzincan; Tirebolu and Karahisar; Giresun and Karahisar; Ordu and Sivas; Ünye and Tokat; Bafra and Terme; Sinop, Yozgat, and Kayseri; Bartın and Safranbolu; Bandırma and Balıkesir; Ayvalık and Kırkağaç; Antalya and Isparta; and Maraş, Adana, and Karataş. They were conceived in the shape of the branches of a tree, all connecting hinterlands to provincial capitals. Three alternatives for road building were listed: construction by the state, by means of utilizing corvée labour, or by foreign capital in exchange for concessions to operate transit service. However, the commission which studied this program decided that there was no need for further methods and measures other than the existing ones in order to proceed with road and bridge construction. The commission asserted that the public was pleased with the current regulation that produced a division of labour. Thus the program was not put into effect and the roads were built without financing by foreign capital or by the use of corvee labour[58].

Also inspired by the French "Ecole des Ponts et Chaussées" was a new school, Hendese-i Mülkiye Mektebi (Engineering School) which was opened in 1883 and, unlike the previous ones, was not closed and it provided provincial public works directorates with a steady stream of engineers. The regulations on road and bridge construction were amended in 1898 to become the Turuk-i Muabir Talimat-ı Umumiyesi. This new document not only envisaged a new system for corvée labour but it also introduced a new method of road construction. This was the "Macadam" technique, which consisted of pressing 3 to 5 cm ballasts

[57] Celal DİNÇER, "Osmanlı Vezirlerinden Hasan Fehmi Paşa'nın Anadolu Bayındırlık İşlerine Dair Hazırladığı Layiha," *Belgeler* 5-7, Ankara: Türk Tarih Kurumu, N° 9-12, 1968-1971, pp. 157-162.

[58] Empire Ottoman. Ministre du Commerce et des Travaux Publics, *Rapport de S.E. le Ministre du Commerce et des Travaux Publics*, Constantinople: 1908, pp. 1-110.

into a 20 to 25 cm thick road surface. This regulation shows that the Macadam technique was adopted around the country, and V. Cuinet reports that this technique was used in Lebanon beginning in the 1860s[59].

In 1888, the length of chaussee roads reached 10,400 km from a mere 900 km in 1881. This was a period when Ottoman road construction was at its most rapid phase. In 1898, roads had reached 13,800 km and in 1908 they amounted to 17,400 km. The public works plan prepared during Minister Naradukyan's term called for a new leap forward in road building. It envisaged the extension of the existing road network in European Turkey to 8,000 km and of that in Anatolia to 22,000 km. It also talked about a secondary network totaling 15,000 km of roads that would connect townships to one another. The plan also proposed that the roads be suitable for automobiles in the future. The Naradukyan program recommended that a large part of corvee labor be turned into obligatory payments and that such revenues be increased three-fold. A debt agreement for 2 million golden French francs was signed with France in 1909 and a concession was given to the Régie Générale company for the construction and repair of 435 km of roads in the European provinces and 7,635 km of road in Anatolia. Meanwhile, provincial revenues earmarked for road construction were increased in 1910 in order to pay for the improvement of secondary roads. By that time, Turkish engineers had begun on road planning and construction.

For the development in road building to have any significance, there had also to be progress in coach production. Coach production had started to improve in the late eighteenth century, long before road construction took off in the second half of the nineteenth century. At the beginning, coaches were usually used for transport within towns. The three different types of coaches in use in the beginning of the nineteenth century, Koçu, Katip Odası and Talika, were actually European-style carriages, but they were built and decorated in the Ottoman fashion. Katip Odası was styled after the Berlin Coach with C-type springs. In the wake of the Tanzimat Reforms of 1839, European coaches, phaetons (*fayton*), coupés (*kupa*), landaus (*lando*) and suspenden coaches (surıtılı

[59] Archak Solakian, *Les Richesses Naturelles et Economiques de l'Asie Mineure*, Constantinople : 1923, p. 22. Theophile Deyrole, *1986'da Trabzon'dan Erzurum'a*, İstanbul : 1939, pp. 16-22. *Türk Ziraat Tarihine Bir Bakış*, pp. 75, 85-87. Vital Cuinet, *La Turquie d'Asie* 4, Paris : 1895, p. 87.

araba) began to be imported. These models were manufactured in the Empire after 1860. Coaches with springs, the migrant coach (*muhacir arabası*) and the coach with poles (*sırıklı araba*) were used for carrying freight. Coaches with elliptical springs were widely used in Anatolia for inter-city transit and carrying mail by the end of the nineteenth century. Coach-makers could be found not only in large cities but also in small settlements in Anatolia[60]. The introduction of coach technology into small towns took place through various channels. In the case of Kayseri, for example, the coach is said to have been introduced by an American missionary named Amos Farnsworth around the 1850s. Farnsworth had a coach built for himself in Kayseri, with imported wheels and axles[61].

Finally, as far as the railways were concerned, unlike other sectors the state was able to bring railways and related technology under its control only by the end the century, after a long period of struggle. The importance for the capitalist centre to control the railways during the peripheralization of the Ottoman Empire, and the heavy capital requirements of railway construction, account for the difficulty and delay in Ottoman government's establishing control over this sector.

The world's first railroad was the one built in 1830 between Liverpool and Manchester, a line on which steam locomotives operated. Trains were soon to come on the agenda in the Ottoman Empire. Sir Francis Chesney, a British officer, was searching in the 1830s for ways to reach India via Syria and Mesopotamia. In 1836 he proposed to have a railroad built stretching from the Mediterranean to the Persian Gulf. Later, in 1848, he proposed that a railroad be constructed between Calais (France) and India via İstanbul and Basra. These initial projects were never implemented; it was later British railroad plans, which were developed and granted concessions in the 1850s, that came to be realized. The Alexandria-Cairo railroad came into operation in 1854 and the Cairo-Suez line in 1858. Chesney set up the Euphrates Railroad Company in 1857 and obtained a concession for his project from the Ottoman government, but could not go any further due to financial problems[62].

Robert Wilkin, a British tradesman living in İzmir, obtained in 1856 a concession for building the İzmir-Aydın railroad and then sold the

[60] Nazım BERKSAN, *Yol Davamız*, Ankara: Akın Matbaası, 1951, pp. 19-25.
[61] Çağatay ULUÇAY and Enver KARTEKİN, *Yüksek Mühendis Okulu*, Istanbul: İstanbul Teknik Üniversitesi, 1958.
[62] Celal DİNÇER, *ibid*., p. 153.

concession to a British group. This group of businessmen had railroad plans prepared and gave the job to a British contractor. It appears that shady deals were made during this railroad's construction and the company failed to finish the line within the planned period of three years. But the government, which wanted to see the railroad completed, saved the company from bankruptcy and the construction was finished in 1866. This railroad cost less than a similar railway would have cost in Britain because labour was cheap and old rails left over from the Crimean War were used[63]. Another British company was granted a concession for the İzmir-Kasaba railway in 1863 and this line started to operate in 1866. Yet another British firm had obtained a concession for building the Cernova-Kostence line. The Varna-Ruscuk railway in Bulgaria was built by another British company between 1861 and 1863[64].

The British monopoly in the importing of railway technology into the Ottoman Empire was broken in the 1870s. Belgium, in 1863, was the first country in Europe to have railroads built by the state and not by the private sector. Germany followed Belgium in 1848[65]. The 1870s saw the first attempts of state-built railroads in the Ottoman Empire.

Sultan Abdülaziz became interested in railroad construction in the wake of his trip to Europe in 1867. A concession was given to the Van der Elst brothers in 1868 for the Rumelia Railroad Project, connecting İstanbul to Europe. However, the concession was cancelled in 1869 when the Van der Elst brothers failed to start work on time[66]. Since the connection to Europe was a priority for the Ottoman government, Davut Paşa, the Minister of Public Works, was sent to Europe to research the possibilities for this line. The Austro-Hungarian government was interested in this project but was short of finance. Davut Paşa travelled to Paris after Vienna and reached an agreement with Baron Hirsch on the construction and operation of the 2,500 kilometer-long railway. This project envisaged the connection of İstanbul to the Austrian Railroad

[63] Vital CUINET, *Syrie Liban et Palestine*, Paris: 1986, p. 229.

[64] İlhan TEKELİ and Selim İLKİN, "Osmanlı İmparatorluğu'nda 19. Yüzyılda Araba Teknolojisinde ve Karayolu Yapımında Gelişmeler," *II. Türk Bilim Tarihi Sempozyumu Osmanlı Devletinde Modern Haberleşme ve Ulaşım Teknikleri*, Istanbul: 3-5 April 1989, forthcoming.

[65] Frank Andrews STONE, *Academias for Anatolia*, New York: University Press of America, 1984, p. 15.

[66] Murat ÖZYÜKSEL, *Osmanlı-Alman İlişkilerinin Gelişim Sürecinde Anadolu Bağdat Demiryolları*, İstanbul: Arba Yayınları, 1988, pp. 7-9. Muhlis ETE, *Münakalat*, Istanbul: İstanbul Üniversitesi Yayınları, 1938, p. 93.

Network via Edirne, Plovdiv, Sofia, Niş and Bosnia-Herzegovina. The line was also to be connected to Dedeağaç and Salonica and to Burgaz on the Black Sea Coast. Two separate companies, one for the building and the second for the operation of the railway, were established. The former company borrowed money at very high interest rates by issuing bonds. There were problems with the quality of the railways. Construction was costly and the Ottomans had to take on a heavy debt burden. Moreover, Russia was opposed to the Bosnia-Herzegovina line for it would bolster Austria's relations with the Mediterranean. Therefore the agreement was revised in 1872; the line to Bosnia-Herzegovina was cancelled, the length of the railroad was cut to 1,250 kilometers, it was stated that the Ottoman state would buy the railway network and Baron Hirsch's role in the construction was limited to that of contractor. The revised project was realized at the beginning of 1875[67].

While the government was experiencing troubles in the building of the Rumelia Railroad by foreign companies, Sultan Abdülaziz issued a decree in 1871 for the construction of a railroad in the Asian provinces of the Empire. The backbone of the proposed network would be a line between İstanbul and Baghdad. Mithat Paşa presented a report to the Sultan on this project, warning him of the political consequences in the Arabian Peninsula of the power Britain would gain in Basra if the British were allowed to build this line. The report suggested that the railroad be built by the Ottoman state[68]. Thus the government started to build three railway lines in Anatolia. The first was a 91-kilometer railroad between Haydarpaşa (İstanbul) and İzmit, and it was to be the initial stage of the İstanbul to Baghdad railroad. The second envisaged the extension of the İzmir-Kasaba line by 76 kilometers to Alaşehir. The last one was a 41-kilometer line between Bursa and Mudanya. The İzmit-Haydarpaşa line was built between 1871 and 1873. The extension to Alaşehir was completed between 1872 and 1875. Work on the Bursa-Mudanya line started around the same time, but could be finished in 1888, only after a long delay, and it was operated by a Belgian-French group[69].

[67] *Les Chemins de Fer de la Turquie d'Europe*, Versailles, 1885. M. Arslan Abisel, *Dünya Ticaret Yolları Etrafında Cereyan Eden İktisadi ve Siyasi Mücadeleler*, Istanbul: 1943, pp. 41-42.

[68] Murat Özyüksel, *ibid.*, p. 14.

[69] *Bayındırlık İşleri Dergisi* 5, N° 5, October 1938, p. 44. Archack Solakian, *ibid.*, p. 78.

The construction of the Haydarpaşa-İzmit railway had apparently contributed more to the introduction of railway technology into the Ottoman administrative system than other railroad lines. Feasibility surveys for the line were carried out by a group headed by Mojel Bey under the auspices of the Ministry of Public Works. The contract for building this line was awarded in three separate parts and construction was controlled by a delegation headed by Mojel Bey. This delegation was comprised of foreign engineers and Turkish army officers trained in engineering. The contract for the provision of rails, the locomotive and the cars was awarded to a Belgian company. The Haydarpaşa-İzmit line was operated by the state until 1880 (unlike the Kasaba-Alaşehir line, which was operated by the company that built the İzmir-Kasaba railway). The Haydarpaşa-İzmit line was leased to the British company Sfeelder-Hanson with the status of an Ottoman joint stock company[70].

As mentioned above, this railroad was in fact the beginning of the İstanbul-Baghdad line, and a project for the rest of it had to be prepared. Wilhelm von Pressel was appointed in 1872 as general director of the Asian Ottoman Railways and was asked to prepare a project for the construction of the line. Von Pressel, an experienced railway construction engineer who had worked in Germany, Switzerland, and then under Baron Hirsch, prepared the project in 1873. The envisaged line would run from İstanbul to Basra via İzmit, Eskişehir, Ankara, Kayseri, Malatya, Diyarbakır, Mousul and Baghdad. In addition to this main line of 2,300 kilometers, the project included rail connection to several points on the Asian territory of the Empire, and all in all called for the construction of 4,760 kilometers of railroad[71].

The Great Depression of the 1870s on the one hand, and the failure of the Ottoman Empire to repay its rapidly increasing foreign debts in 1875 on the other, brought an end to the second phase of railway construction in the Empire. New attempts could be started only after the institutionalization of the Public Debt Administration in 1881. An important difference between this phase and the former ones was the competition among center countries. During the second phase, they focused on competing to obtain concessions for railway construction in areas they wanted to penetrate. The third phase can be said to have started with Hasan Fehmi Paşa's beforementioned program which envisaged secondary lines that

[70] Cemil Öztürk, *ibid.*, pp. 3-6.
[71] Murat Özyüksel, *ibid.*, pp. 15-17.

would be connected to the Baghdad railroad. Two alternatives for the Baghdad line were compared in the program. The first was the railway route proposed in the 1873 study. The second was a line that would run south of the former, via İzmir, Eskişehir, Kütahya, Afyon, Konya, Adana and Aleppo, to Baghdad on the eastern bank of the Euphrates. The latter was chosen for both military and economic reasons. This project also called for subsidiary lines and, one of them, proposed to run through Aleppo, Hama, Humus and Damascus to Hejaz, would later attract a great deal of attention. The government was considering the granting of concessions to Ottoman joint-stock companies that would build these lines[72].

Several concessions granted in the 1880s were for the extension of the Aydın railway to Dinar and the construction of auxiliary lines to cover all the settlements in the Küçük Menderes and Büyük Menderes valleys. A concession was also granted for the extension of the Kasaba line to Soma. The Ottoman government wanted this line to be extended to Afyonkarahisar so that it would be connected to the İstanbul-Baghdad line, but the British concern which operated the Kasaba line tried to prevent such a connection. The government bought the company that operated this line and gave it over to a French firm in 1893; the connection was completed in 1897. The Ottoman government had successfuly manipulated the competition between two big powers in its own interest[73].

Another step in the 1880s was the concession given in 1883 to Mehmet Nahid bey and Kara Todori Paşa for the building of a railroad between Mersin and Adana. Baron Evain Vandeuvre bought the concession and set up an Ottoman joint-stock company. He sold most of the company's shares in France and Britain and he built the railway with this money. The Ottoman joint-stock company began operating this line in 1886[74].

The French had built three important railroad lines in the same period with concessions they obtained in Syria and Lebanon. The Jaffa-Jerusalem line was built between 1889 and 1892; another line was laid to connect Beirut, Damascus and Museyrip between 1892 and 1894; and the Rayak-Homs-Hama-Aleppo line was completed after 1900.

[72] Celal DİNÇER, *ibid.*, pp. 202-222, 176-185.

[73] Bülent VARLIK, *19. Yüzyılda Emperyalizmin Batı Anadolu'da Yayılması*, Ankara: Tüm İktisatçılar Birliği, 1976, p. 30.

[74] *Yurt Ansiklopedisi*, Istanbul: Anadolu Yayıncılık, 1982, p. 3648.

The crucial factor affecting railroad building in this period was the competition between Britain, France and Germany for the construction of the Baghdad line. The Ottoman government had decided in principle not to approve a line to Baghdad that would start from a port on the Mediterranean coast. It wanted one end of the line to be in İstanbul and the railway to stretch through Anatolia. To this end, earthwork was done over a 90-kilometer route after the İstanbul-İzmit line was finished, but construction could not be continued. The British company that was given the concession to operate the İzmit-İstanbul line failed to obtain a concession for the extension. Another group backed by the Ottoman Bank also failed to get a concession in 1887. Finally, as a result of Wilhelm von Pressel's efforts, Alfred von Kaulla's attention was drawn to the project. Von Kaulla, a Prussian armsdealer in İstanbul, made a deal with the Deutsche Bank and obtained in 1888 a concession to extend the line to Ankara. Due to political considerations, Sultan Abdülhamid II had preferred all along to have German capital to finance the Baghdad line, rather than British or French. The von Kaulla group set up the Ottoman Anatolian Railway Company and rapidly built the railroad. The line was opened in early 1893. The Ottoman government seized the Haydarpaşa-İzmit Railroad despite strong British protests and gave it over to the newly established Ottoman Anatolian Railway Company. After long political manoeuvring among Britain, France, Russia and Germany, Abdülhamid gave a concession to the Ottoman Anatolian Railway Company in 1893 to build railroads between Ankara and Kayseri, and Eskişehir and Konya. The line to Konya was completed in 1896, but the Ankara-Kayseri line could not be built. Abdülhamid granted a concession for the building of the Konya-Baghdad part of the line to the same company in 1902 and work on the Baghdad railroad started in 1903[75].

The construction by the state of the railroad to Hejaz was the most important undertaking with respect to the adoption of railway technology by the Ottoman Empire. This line was vital both because it was aimed at preventing Britain, which controlled Egypt and the Suez Canal, from extending its hold to the Arabian Peninsula, and because it would strengthen the Arabs' ties with the Empire and, thus, keep Arab tribes

[75] Murat Özyüksel, *ibid.*, pp. 61-93. Edward Mead Earle, *Bağdat Demiryolu Savaşı*, İstanbul: Milliyet Yayınları, 1972. John B. Wolf, "The Diplomatic History of The Baghdad Railroad", *The University of Missouri Studies* 9, N° 2, April 1936.

under control. In this respect, the Hejaz railway represented a cornerstone of Abdülhamid's Islamist policies. The Sultan began to personally engage in the efforts to build this line in 1900. Since it was extremely difficult to get funding from abroad for this railroad, the Ottomans raised the money mostly firm domestic sources as a result of the concerted Islamicist campaign; they were also able to attract some voluntary contributions from abroad. The fact that the project largely depended on domestic financing permitted the use of local labor and locally produced materials. The Islamicist fundraising campaign rendered the use of local materials and labor a meaningful goal in itself. But the level of Ottoman technology and the state of local industry at that time only partially permitted the attainment of that goal. Maissner, who had worked in Anatolian railway construction for a long time, was appointed to oversee the effort and promoted to the rank of Paşa. Half of the graduates of the Engineering School (*Hendese-i Mülkiye Mektebi*) each year were appointed to work in the construction of this line. Despite the fact that engineers from the Régie Générale des Chemins de Fer were recorded to work on the Hejaz Line, Maissner Paşa was obliged to appoint Ottoman technical engineers to responsible position under the Sultan's orders. In this way, the locally trained technical cadres come to play a significant role in the construction of this line. The telegraph lines running along the railroad were built by the army corps. Naval engineers were employed as mechanical engineers in the project; naval engine personnel as well as the army corps of engineers were called upon to operate locomotives. Italian stonemasons were engaged in the construction of the roadbed. Because it was difficult to recruit Bedouins as workers, labourer batallions were formed from among soldiers to work in construction of the Hejaz railroad. At the outset, it was planned to manufacture all the rails, engines and rolling stock domestically. The rails as well as railroad cars, except six engines, would be manufactured, it was thought, at the Imperial Arsenal; and the transverses would be from the to be supplied by the imperial forest. However, it was soon discovered that the arsenal had a capacity of producing a maximum of 250 m of rail per day and, hence, a large of portion the rail needed had to be imported. Some of the first-class passenger cars as well as a prayer car were manufactured in İstanbul. The Beirut-Damascus-Museyrip line was bought from the French to carry equipment for the construction. By the time the Second Constitution (*Meşrutiyet*) was promulgated, the line beginning in Damascus had reached Medina. The Ottoman government also finished

in 1905 the construction of the Haifa-Der'a line, which had been given in 1891 as a concession to a British firm that had subsiquently abandoned work on the line. The government employed contractors in 1904-1905 to complete this line.

Despite the trying circumstances, the construction of 1,500 kilometers of railroad was realized within a span of eight years, thanks largely to Ottoman technical capabilities. The completion of the Hijaz line showed that the Ottomans were successful, in respect of several different criteria, in arranging and running a complex project organization : they had achieved a rate of construction of 200 km per annum at about half the cost of what foreign contractors would have charged for the works. The Ottoman government's project was economical even after allowing for the economies resulting from the fact that the Hejaz line was a narrow, single-track railroad. Although initially a Frenchman, Goden, was appointed for a limited duration to head the Hejaz Railway Management Administration set up in 1906 to operate the line, Muhtar Bey, a graduate of the Medrese-i Mülkiye Mektebi, replaced him shortly thereafter and the line was successfully operated by a cadre composed of Turks[76].

The projects included in Hasan Fehmi Paşa's program materialized to a great extent during the third phase of railway construction in the Ottoman Empire. The fourth phase began with the Public Works Program of 1908, in the wake of the Second Constitution. This program envisaged the building of a total of 7,900 kilometers of railways, of which 6,180 kilometers would be on Asian territory 1,012 kilometers would stretch into Europe, and 708 kilometers would be lines connecting neighbouring countries. A line was planned on the Aegean coast between Soma and Bandırma ; another line was planned to connect Ankara, Sivas, Kayseri, Erzurum, Diyarbakır and Van. The Union and Progress (İttihat ve Terakki) government tried to have these railroads built by foreign capital, and engaged, to that end, foreign powers in long negotiations and skillfully played the interests of one against the other. While existing railroads were developed, work on the Baghdad line continued and new lines were opened.

In 1912, the Aydın Railroad was extended to Dinar and Eğridir as a result of a concession granted in 1906. The concession given to a French firm in 1910 to extend the Kasaba line to Soma and Bandırma was revived and the extension completed in 1912. Concessions for building

[76] Çağatay ULUÇAY and Enver KARTEKİN, *ibid.*, pp. 254-257, 414-416.

parts of the Baghdad line were granted piecemeal to maintain a delicate balance among competing foreign powers. Concessions were granted in 1908 for the building of a railway between Aleppo and Mardin, and in 1911 for the Osmaniye-İskenderun and Baghdad-Elhalif lines. Germany agreed not to demand the extension of the line beyond Basra. With an agreement signed with France in 1914, a concession was granted for the building of a line between Sivas and Samsun, but the eruption of the war late that year prevented work from beginning on this railroad[77]. When World War I broke out, the General Directorate of Military Railways took over the management of the railroads, and they were successfully operated by people trained in the railway schools that were opened in İzmir and Yeşilköy[78].

V. CONCLUSION

The foregoing analysis has focused on the introduction into the nineteenth century Ottoman Empire of technology in five different sectors. In the light of the evidence presented, it could be said that a significant amount of technology was transferred but was not evenly dissiminated in the Ottoman Empire. Nor was the power or magnitude of this technology inflow adequate to reverse the peripheralization of the Empire. The fact that the Ottoman state retained its political sovereignty during this peripheralization process allowed the government to control the inflow of technology in such a way as to reinforce and perpetuate its rule. The government's control was naturally more vigilant in sectors vital for the protection of the territorial integrity and sovereignty of the Empire, and as a result, rapid adoption and reproduction of new technologies in those sectors was more rapid.

İ.T., S.İ.

[77] E.E. ADAMOV, *Sovyet Devlet Arşivi Gizli Belgelerinde Anadolu'nun Taksimi*, Istanbul: Belge Yayınları, 1972.

[78] Murat ERGUN, *Bir Demiryolcunun Kurtuluş Savaşı Hatıraları*, Istanbul, 1966.

İlhan TEKELİ, Selim İLKİN, *The Public Works Program and the Development of Technology in the Ottoman Empire in the Second Half of the Nineteenth Century*

The article deals with issues related to technology transfer in the Ottoman Empire. These issues are examined especially in the context of the Public Works Program which was the main modality of economic development. In addition to technology transfers, adoption and dissemination of the techniques of production are also discussed in five different sectors. These sectors are (a) agricultural production, (b) industrial production, (c) communications, (d) various types of transport, (e) urban infrastructure services. In light of the evidence, it was observed that technology transfer was not evenly distributed in the Ottoman Empire. Furthermore, the power and magnitude of technology inflows were not enough to reverse the peripheralization of the Empire.

İlhan TEKELİ, Selim İLKİN, *Le Programme de Travaux Publics et le développement de la technologie dans l'Empire ottoman au cours de la seconde moitié du XIXe siècle*

Ce texte traite des questions relatives aux transferts technologiques dans l'Empire ottoman, telles qu'exposées, surtout, dans le Programme de Travaux Publics qui fut à la base même du développement économique. Le choix et la répartition des techniques de production étaient afférents à cinq secteurs : (a) la production agricole, (b) la production industrielle, (c) les communications, (d) les divers moyens de transport, (e) les services liés à l'infrastructure urbaine. Au total, l'inégale distribution des moyens technologiques à travers l'Empire est flagrante. Et, par surcroît, la puissance et l'ampleur de l'influx technologique ne suffirent pas à inverser la tendance à la périphérisation.

BETWEEN DEATH AND DESERTION. THE EXPERIENCE OF THE OTTOMAN SOLDIER IN WORLD WAR I[1]

THE LIMITS OF THE SOURCES

For some twenty-five years now, in the large and flowering field of World War I studies, a certain approach to the history of the war has been popular; an approach which is epitomized by Martin Middlebrooks' famous *The First Day on the Somme* (1971) and by the different works of John Terraine. This is the attempt to write the war's social history, to concentrate on the war experience, viewing the experience of the First World War from below, through the eyes of the men who served in the trenches, the people who drove the ambulances, the women who filled the shells in the factories.

In Europe, there is ample material available for this way of writing history: letters and diaries, stories, poems and paintings, autobiographies and oral history. Where the Ottoman Empire is concerned, the situation could not be more different and the reason is a simple one: the vast majority of the common soldiers of the Ottoman army were illiterate[2]. Even as late as 1927, four years after the establishment of the Turkish

[1] Parts of this article have been presented as papers at the conference 'The war experienced' in Leeds, September 1994 and at the 7th conference on the social and economic history of the Ottoman Empire in Heidelberg in July 1995. I am grateful for the critical remarks made by colleagues at these conferences, in particular for those of Peter Liddell, Yigal Sheffy, Justin McCarthy and Ercüment Kuran.

[2] There are many testimonies to this effect. See for example Friedrich Freiherr KRESS von KRESSENSTEIN, *Mit den Türken zum Suezkanal*, Berlin: Otto Schlegel, 1938, p. 39.

E.J. Zürcher est Professeur à l'International Institute of Social History, Amsterdam. International Institute of Social History, Cruquiusweg 31, 1019 A1 Amsterdam, Pays-Bas.

Turcica, 28, 1996, pp. 235-258

republic and a decade after the war, only 10.6% of the whole population was able to read and write. This overall average hid vast differences, however. While of the men in the towns of over 10,000 inhabitants 41.5% was able to read and write, at the other end of the scale only 1.4% of the women in the villages could do so. As between 80 and 85% of the population lived in the countryside and as the vast majority of the recruits were villagers, the most relevant statistic is that of the 11.4% of male villagers who were literate[3]. Sometimes non commissioned officers (sergeants) functioned as the official scribe for a company, writing letters which were dictated to them, but it was more usual for new arrivals from a village to the front to bring the news orally—and for discharged or convalescent soldiers from a particular area to take messages back the same way[4]. This means that the Ottoman soldier has not left much in the way of written monuments: no letters home, no diaries. Naturalist painting of course was not a Middle Eastern tradition, being frowned upon by Sunni Islam, so we have no sketches. Oral history has come into fashion in Turkey, but only recently—in the last three or four years—twenty years too late to be of much use for the study of the First World War.

We do have a number of sources which tell us something about the conditions in which the Ottoman soldier tried to survive, but with one exception they are typical 'top-down' documents, which view the war from the standpoint of high-ranking officers. There are scores of memoirs and autobiographies both of Ottoman officers (Ali İhsan Pasha Sâbis, Cemal Pasha, Ahmet İzzet Pasha (Furgaç), Selâhettin Adil Pasha, Halil Pasha (Kut), Mustafa Kemal Pasha (Atatürk), Kâzim Pasha Karabekir and others), of German ones (Liman von Sanders, Kress von Kressenstein, Kannengiesser, von Gleich, Guhr, Guse, von Seeckt and others) and even of Austrian ones (Pomiankowski). An important source for the recollections of the members of the German military mission serving in the Ottoman Empire, some 18-20,000 men in all, is the journal *Mitteilungen des Bundes der Asienkämpfer* (Bulletin of the Society of Veterans of Asia), later rechristened *Orientrundschau*, and the yearbooks

[3] Cavit Orhan TÜTENGIL, 1927 yılında Türkiye [Turkey in the year 1927], in: *Atatürk'ün büyük söylevi'nin 50. yılı semineri. Bildiriler ve tartışmalar*, Ankara: Türk Tarih Kurumu, 1980, p. 56. Because the numbers quoted refer to 1927, the villagers concerned are almost exclusively Muslim, the Armenians and Greeks, who had a much higher rate of literacy, having left or having been killed.

[4] Hans KANNENGIESSER, *The campaign in Gallipoli*, London: Hutchinson, 1927, p. 157.

of the same society, entitled *Zwischen Kaukasus und Sinai* (Between Caucasus and Sinai)[5].

The complexities of the German-Ottoman alliance have been studied exhaustively, but these studies are essentially diplomatic, not so much military in nature[6]. As far as histories of the Ottoman war effort go, there is the large-scale official history, published by the War History and Strategic Studies Directorate of the General Staff in Ankara[7], but relatively little in the way of regimental histories or histories of specific battles or fronts, as far as the First World War is concerned. Most efforts in this field in Turkey seem to be concentrated on the independence war which followed between 1919 and 1922, but the First World War does receive some attention in the historical sections (*tarih kısmı*) of the journal *Askerî Mecmua* (Military Journal) published by the Military Press in Istanbul between the wars. 131 publications in Turkish were published until 1955. This amounts to 0.2% of the number of titles on the war published in English, French and German at the time and since then, interest in the war does not seem to have revived to any large extent in Turkey[8].

In European languages the only detailed history of the Ottoman war is Maurice Larcher's *La guerre turque dans la guerre mondiale* (Paris, 1926). For the economic and social history of the war, Ahmet Emin Yalman's *Turkey in the World War* (Yale, 1930) is indispensable.

The Turkish General Staff archives are almost completely closed to foreigners (and to most Turkish scholars as well). Among the foreign

[5] A complete collection of the journal is to be found in the library of the Oriental Institute of the University of Bonn, while the university library of Tübingen has a collection of the yearbooks (*Zwischen Kaukasus and Sinai. Jahrbuch des Bundes der Asienkämpfer*, Berlin-Tempelhof : Deutsche Buchandlung Mulzer und Cleeman, Vol. 1 (1921), 2 (1922), 3 (1923)).

[6] Apart from Jehuda L. WALLACH's *Anatomie einer Militärhilfe. Die Preussisch-deutschen Militärmissionen in der Türkei 1835-1919*, Düsseldorf : Droste, 1976, which does concentrate on military matters, the other leading studies are : Ulrich TRUMPENER, *Germany and the Ottoman Empire 1914-1918*, Princeton, 1966, and F.G. WEBER, *Eagles on the Crescent. Germany, Austria and the Diplomacy of the Turkish Alliance, 1914-1918*, Ithaca, 1970. The pre-war German-Ottoman rapprochement is studied in : C. SULLIVAN, *Stamboul Crossings. German Diplomacy in Turkey 1908-1914*, Ph.D. Vanderbilt University, Nashville, 1977.

[7] Fahri BELEN, *Birinci cihan harbinde Türk harbi* [The Turkish war in the First World War], Ankara : Genelkurmay Harb Tarihi ve Stratejik Etüt Başkanlığı, 1963–1967, 5 vols.

[8] Philip STODDARD in his unpublished Ph. D. thesis *The Ottoman Government and the Arabs 1911-1918 : A Preliminary Study of the Teşkilat-i Mahsusa*, Princeton, 1963, p. 231.

archives, the German military archives (Bundesarchiv-Militärarchiv or BA-MA) in Freiburg are obviously the pre-eminent source. However, these too have their limitations. The German Empire as such had hardly any national (imperial) groundforces. Only its navy, its airforce and the colonial troops were imperial forces. The rest of the army consisted of the contingents of Prussia, Bavaria, Württemberg and Saxonia, which operated as separate units and were put at the disposal of the imperial general staff in case of war. It follows that the German Empire had no central military archives either. Of the contingents, the Prussian one was of course by far the most important. Unfortunately, 98% of the documents pertaining to the Prussian army were destroyed in an allied airstrike on Potsdam in April 1945. As the large majority of the German officers serving in the Near East was Prussian, this is a great handicap. For the much smaller number of Bavarian officers (among them Kress von Kressenstein), it would be worth consulting the Central Archives of the Bavarian Free State in Munich, in which the documents of the Royal Bavarian Army have been preserved.

I have consulted the political reports from the Constantinople embassy in the Dutch state archives. The Netherlands being neutral, these continue throughout the First World War and sometimes they yield interesting insights.

What all these sources have in common is that they share a 'top-down' vision which keeps us distanced from the realities of the war experience; which see casualties as a manpower problem rather than as something involving pain and death. The only officers who do devote considerable attention to the living conditions of the soldiery are the German medical doctors who served in the empire[9].

The one source which may be said to give us the soldier's voice —albeit indirectly—is formed by the daily and weekly 'intelligence summaries' of British military intelligence on the Egyptian and Mesopotamian fronts and of the expedition forces in Salonica, the Dardanelles and Persia. These intelligence summaries are based on agents' reports and debriefings of neutral travellers, but also on interrogations of Ottoman prisoners of war (POWs) and deserters, and on letters to Ottoman

[9] Such as Dr Victor SCHILLING, 'Kriegshygienische Erfahrungen in der Türkei', *Zwischen Kaukasus und Sinai* 2 (1922), 71-89. A detailed study of the German medical service in the Ottoman Empire is: Helmut BECKER, *Aeskulap zwischen Reichsadler und Halbmond. Sanitätswesen und Seuchenbekämpfung im türkischen Reich während des Ersten Weltkrieges*, Herzogenrath: Murken-Altrogge, 1990.

POWs. (If this seems in contradiction with the earlier statement about the vast majority of the Ottoman soldiers being illiterate, it should be remembered that relatively many of the POWs and deserters were Armenians and that literacy among the Armenians and Greeks, even in the countryside, was very much higher than among the Muslims)[10].

THE OTTOMAN ARMY : SIZE AND COMPOSITION

The most amazing thing about the Ottoman army in the First World War is that an army which had been beaten comprehensively by four small Balkan states a year earlier, managed to fight for as long as it did and as well as it did. During the war, the general opinion among the British and French was that this was wholly due to the efforts of the German officers and troops serving in the empire ; but in reality it was also the result of the reforms pushed through in the year following the Balkan War by Enver Pasha, the Young Turk leader and Ottoman War Minister and his German advisors and which entailed the retirement of a large number of older officers, many of whom had risen from the ranks, and their replacement with modern educated younger officers. According to German observers, these officers knew the theoretical bases of modern warfare extremely well and thanks to them, the level of staff work in particular was greatly improved. However, often their whole experience had been in the general staff. They now took over units in the field for the first time and thus lacked command experience[11]. That the army generally performed far better when it defended than when it attacked, was due mainly to the lack of experienced non commissioned officers (NCOs) who could lead and inspire the units. Too many of these had died in the Balkan War of 1912-1913[12].

The army these officers had to lead into battle was burdened with two almost insurmountable problems right from the start : lack of manpower and lack of communications. We shall return to the lack of communications later, in the context of a discussion of the supply situation of the army. Lack of manpower had been a problem for the Ottomans all

[10] The existence of this source was kindly pointed out to me by Dr Yigal Sheffy of the Dayan Center, Tel-Aviv. It can be found in the monthly intelligence summaries, ref. PRO/WO 157/687ff (Egyptian front) and PRO/WO 157/776ff (Mesopotamian front).

[11] KRESS, p. 36.

[12] KRESS, p. 39.

through the nineteenth century, that is to say: once they came up against large conscripted European armies. The Ottoman population, even though it had been growing quite fast over the last thirty years, was still comparatively small: about 19 millions people in the core provinces and if the outlying areas (where no reliable census existed) are included and the undercount of the Ottoman census system is taken into account, perhaps between 23 and 25 millions[13]. Not all of the adult males in this population were equally available for military service, however. The non-Muslims (Christians and Jews, about 20% of the population in 1914) traditionally had paid an exemption tax (the *bedel*). Many Muslims also made use of this possibility, but for them the exemption tax was considerably higher, so those who managed to raise enough money mostly came from among the more affluent town dwellers. From 1909, the Young Turk government had started to enforce the conscription for non-Muslims as well, but in practice the majority of eligible Christians still managed to avoid military service, paying the higher rate Muslims paid. During the war the poorer Greeks and Armenians who could not pay the exemption fee generally were employed in unarmed labour batallions, digging and carrying loads[14]. In practice, Christians could not rise above the rank of lieutenant, with the exception of army doctors who held the rank of captain[15].

Not only the Christians were kept separate. As far as I have been able to make out, the units of the Ottoman Army were ethnically uniform up to the level of regiments or even divisions. German officers routinely speak of 'Arab divisions' and 'Turkish divisions'. The British reports do the same. We frequently find statements such as 'the 51st division is composed of good Anatolian Turks and Kurds' and 'the 141st and 142nd divisions are Arab and Syrian'[16]. This is only to be expected as regiments had their own regular recruiting areas. There were exceptions —we do find evidence of mixed units—but this most probably was due to the fact that in the last phase of the war many units were so far below strength that they had to be broken up and merged with other ones.

Arab troops, of which there were many, were primarily used for garrison and lines of communication duties, but sheer lack of manpower meant that, increasingly during the war, the Ottoman government had to

[13] YALMAN, *Turkey in the world war*, p. 79.

[14] Joseph POMIANKOWSKI, *Der Zusammenbruch des Ottomanischen Reiches*, Graz: Akademische Druck und Verlagsanstalt, 1969 (reprint of the 1928 edition), p. 103.

[15] PRO/WO 157/735, 25 May 1918.

[16] PRO/WO 157/700, 12 January 1916.

use Arabs from Syria and Iraq in front line fighting units (by the end of the war four out of ten divisions on the Palestine front were Arab), but these were considered inferior to the Turkish troops. This showed for instance when prisoners of war were exchanged. The Ottomans used to insist that they be given 'real Turkish troops, not Arabs' in exchange for British troops and offered only Indian troops in exchange for Arabs[17]. In Liman von Sanders's opinion the Arab troops were not necesarily bad, but needed 'just but strict command'[18]. Kress considered them 'more lively and intelligent, but less reliable' than the Anatolian troops[19]. Some of the nomad tribes of the empire, notably Kurds, did contribute to the war effort, but largely as irregular cavalry units which were only loosely attached to the regular army and their usefulness seems to have been extremely limited[20]. So the burden of military service in the regular units in the front line fell overwhelmingly on the Turkish peasant population of Anatolia, which constituted about 40 % of the total population, or nine to ten millions.

After deduction of those who could pay the exemption tax instead, about 100,000 men were called up for military service each year and of these only about three quarters actually joined the army, most of the others being rejected for reasons of health[21]. This meant that the peace-time strength of the army was about 150,000 (two classes). There is a lot of uncertainty about the mobilised strength of the army, but probably the maximum number of men actually under arms at any one time was slightly under 800,000[22]. Mobilisation, however, was extremely slow and

[17] Halil KUT, *Bitmeyen savaş. Kütulamare kahramanı Halil Paşa'nın anıları* [War without end. The memoirs of Halil Pasha the hero of Kut], ed. by M. Taylan Sorgun, Istanbul : Yedigün, 1972, p. 191. This is confirmed on the British side by Aubrey Herbert in *Mons, Anzac and Kut*, London : Hutchinson, 1919, p. 253.

[18] Liman von SANDERS, *Fünf Jahre Türkei* [Five years in Turkey], Berlin : Scherl, 1920, p. 242.

[19] KRESS, p. 39.

[20] According to one German witness, the Kurdish troops were totally unreliable and it was impossible to form more regular units out of them because they refused to obey other Kurds, taking their orders only from the Turkish commander-in-chief (Hans-Joachim von LOESCHEBRAND-HORN, 'Der Feldzug der Süleimanije-Gruppe in Kurdistan im Sommer 1916', *Zwischen Kaukasus und Sinai* 3 (1923), p. 121.

[21] According to Dr Georg Mayer, who was charged with reforming the Ottoman army medical service in December 1913, syphilis was so widespread that it did not count as a ground for rejection. Instead, the syphilitics were formed into labour batallions (report by Mayer cited in BECKER, *Aeskulap*, p. 42).

[22] Maurice LARCHER, *La guerre turque dans la guerre mondiale* [The Turkish war in the world war], appendices 44 and 50. Larcher bases himself on the official statistics

took at least six months to be fully effective. This meant that even after full mobilisation, only about 4% of the population was under arms and on active duty (compared with, for instance, 10% in France, which also had a population nearly twice as big[23]). In the course of the mobilisation males between the ages of 19 and 45 were called up. By 1916, however, the age limits had been extended to 15 and 55 respectively and, according to British reports by mid-1917, 12% of the total were between the ages of 16 and 19[24]. In April 1915, a new military service law tried to reduce the number of exempted males, but it remained possible to pay instead of serving, albeit that the amount was now an astronomical 50 Turkish pounds. Shortly afterwards even the Muslim foreigners resident in the empire were made eligible for military service (under the pretext that they too should take part in the holy war, *cihat*, proclaimed by the Sultan in 1914), but they could buy it off for 45 pounds[25]. These measures, though undoubtedly lucrative, did little to strengthen the army.

OFFENSIVE STRATEGY

Neither the Ottoman nor the German military leadership took the manpower problem into account when deciding on the strategy to be followed. Even though lack of manpower in the face of the Russian army was a major headache, the German high command imposed an offensive strategy on the Ottoman government. The German chief of the general staff, von Moltke, told Enver Pasha on August, 10th, 1914 that it was the task of the Ottomans to draw away the largest possible number of British and Russian troops from the European battlefields[26]. The German military attaché in Istanbul, von Lossow, energetically supported this

released by the Ottoman War Ministry in 1919. The number of 800,000 refers to the number of armed and trained regulars. A much higher number (around 2,000,000) is also mentioned, but this is impossibly high. Indeed, the number given by Ahmed Emin Yalman for the maximum strength of the army, 1,200,000 also seems rather high and probably includes the—often unarmed—territorials and reservists of all types. This is also true for the total number of men called up, which Larcher puts at 2,85 million. All numbers are in fact rough estimates. The British estimates varied a great deal from time to time and from place to place, but the average was 6-700,000.

23 Larcher, appendix 45, 48.

24 PRO/WO 157/703, 1 April 1916 and PRO/WO 157/704, 12 May 1916. Also: PRO/WO 157/717, 26 July 1917.

25 Pomiankowski, p. 242-243.

26 Kress, p. 24.

line, but the head of the German military mission in the Ottoman Empire, Liman von Sanders, favoured a defensive strategy[27]. Enver, whose personal relations with Liman were never good, sided with Moltke and Lossow and the offensive strategy which he opted for from the outset wasted human life on a grand scale. The greatest disaster was the ill-conceived winter offensive Enver Pasha unleashed towards the Russian fortress of Kars in December 1914. The troops were forced to cross mountain ridges deep in snow and as a result of the combined effects of cold, starvation and typhus, of the 90,000 troops of the Third Army who took part in the attack, only 12,000 survived into spring. The attacks on the Suez canal in February 1915 and again in August 1916 and the attempt to round the Russian flank in Eastern Anatolia through an adventurous offensive in Persia, although much less costly, were also irresponsible adventures which brought no tangible results. The decision to hold on to Yemen and the Hejaz (with the holy cities of Mekka and Medina) was a purely political one, which left the army stretched out along a thousand mile single-track railway and tied up a large garrison in Medina. Finally, the decision to send Ottoman divisions to fight in support of the Austrians in Galicia and of the Germans in Rumania perhaps enhanced Ottoman prestige with its allies, but it was a luxury the country could ill afford.

The high point of the Ottoman war effort of course was the Gallipoli campaign of 1915. After the repulse of the Franco-British attempt to force the straits by naval force alone had ended in a totally unexpected Ottoman victory, the Ottoman army just managed to block the allied attempt at a breakthrough overland on the Gallipoli peninsula. There can hardly be any doubt that this was a great strategic victory which gave the empire a new lease of life (or prolonged its misery, whichever way you choose to look at it). The victory over first the British fleet and then the allied expedition force was a tremendous morale booster for the Ottomans, but in the long run it broke the back of the army. The Dardanelles campaing cost the Ottomans nearly 90,000 dead and 165,000 wounded and sick (by their own official figures which are certainly an underestimate)[28], almost all of them from the best-equipped and most

[27] Cf. **POMIANKOWSKI,** p. 57.

[28] Figures given in Robert RHODES JAMES, *Gallipoli*, London: Pan, 1974, p. 348. Rhodes James estimates the actual number of casualties at about 300 000. Liman gives the rather optimistic estimates of 66,000 dead and 152,000 wounded (LIMAN, p. 135).

experienced divisions in the army. In spite of the carnage at the Dardanelles, the Ottoman army reached its peak numeric strength at the beginning of 1916, the year the British General Sir Charles Townshend had to surrender to the Ottomans at Kut al-Imara, but in terms of quality the damage caused by Gallipoli could not be repaired. After 1916, quality went down and numbers started to dwindle : When the unfortunate Third Army in Eastern Anatolia had to face attacks by much superior Russian forces in terrain where neither its supply trains nor its medical service could follow in the winter of 1916, it was thrown back and lost both Trabzon and Erzurum. Following the defeat a large part of the Third Army simply melted away. According to one source, the Third Army alone had 50 000 deserters at this time[29].

The Second Army lost about two thirds of its strength (over 60,000 men) on the southern section of the same front (the Muş-Bitlis area) in the winter of 1916-1917[30]. As a result the total number of combatants went down to 400,000 in March 1917 and 200,000 in March 1918. When the armistice was signed in October 1918, less than 100,000 troops remained in the field[31].

DISEASE

This dwindling of the numeric strength of the army was due mainly to two causes : disease and desertion. Malaria, typhus, typhoid, syphilis, cholera and dysenteria were rampant[32]. Especially in winter the ubiquitous lice carried in clothing and upholstery caused typhus to spread all along the routes to the front, killing soldiers, Armenian deportees and Muslim refugees alike. Among the Ottoman troops casualties were very high. Without treatment, the disease killed about 50% of those affected. Even among the Germans, who were very well catered for by their own medical service, mortality was 10%. The delousing ovens built by the Germans were excellent, but they remained inoperative a lot of the time due to lack of firewood, which also hampered the heating of washing water[33]. Summer saw the spread of malaria, which was especially bad

29 POMIANKOWSKI, p. 225.
30 LIMAN, p. 240.
31 LARCHER, appendix 50.
32 Cf. YALMAN, *Turkey in the world war*, p. 81.
33 SCHILLING, p. 75-76 ; PRO/WO 157/735, 26 April 1918.

along the Black Sea coast and the Bosphorus, in some places in Anatolia (such as Ankara and Konya) and, most of all, around Adana and İskenderun — an area through which all of the troops destined for the Mesopotamian and Syrian fronts had to pass. In late summer and autumn, cholera, caused mainly by contaminated drinking water, was the great killer[34]. In the dry months the soldiers drank from the remaining stagnant pools and besides, they preferred defecating close to open water because it was customary to wash afterwards. Syphilis and gonorrhoea were also widespread, with Istanbul, Izmir and Beyrut being mentioned specifically as sources from which the infections spread. These venereal diseases were treated in the battalions and sufferers were not hospitalised[35]. The German army surgeons, through efficient inoculation programmes, but even more through the introduction of basic hygiene, managed to bring down the number of sick soldiers quite drastically where they were active, but the Ottoman medical service often lacked even the most basic materials. Especially in the first two years of the war, practically all medicines and equipment had to be imported. The biggest problem of all, however, was the lack of sufficient and healthy food. This made the troops vulnerable to diseases and it made recovery in hospital very difficult. We shall return to the food problem shortly, but the combined effect of the factors mentioned here was that nearly seven times as many men died of illness as died of wounds during the war[36]. One report on the Third Army (Eastern Anatolia) says that in March 1917 its hospitals held 16,956 sick as against 1,340 wounded[37].

DESERTION

In terms of loss of available manpower, however, desertion was an even bigger problem for the army than was disease. Over the years it became a problem of unmanageable proportions. By December 1917 over 300,000 men had deserted[38]. By the end of the war the number stood at nearly half a million. Most of these deserters as a rule did not go over to the enemy, although especially in the second half of the war the

[34] Schilling, p. 88.
[35] PRO/WO 157/735, 1 March 1918.
[36] Larcher, appendix 51, p. 602.
[37] PRO/WO 157/713, 8 March 1917.
[38] Liman, p. 241.

number of Armenians and Arab who deserted to the British increased sharply. Most recruits fled while en route to the front, or from the army on the march, especially when they passed close to their home town or village. They roamed the countryside, living off the land and turning into robber bands. Further troops had to be detached in ever greater numbers to deal with the insecurity these bands created behind the front-lines[39]. The population often sympathised with the deserters and hid them in their homes[40]. When deserters were caught, they generally were punished only lightly and returned to their units as soon as possible in order not to deplete the strength of the army any further. As early as May 1916 we find a report by the Dutch embassy that the army has replaced prison sentences with corporal punishment in the field in order not to deplete the strength of the army further[41]. Only rarely do we find reports of deserters being executed, but the army did try to make it difficult to desert. Troops, especially those consisting of Arab recruits, were mistrusted so much that they were sometimes brought to the front unarmed, and under armed escort of Turkish guards[42]. In Palestine and Syria, Beduins were offered a reward of five Ottoman pounds for every deserter they captured and returned[43].

PAY, ARMS AND EQUIPMENT

Both the vulnerability of the troops to disease and their tendency to desert were increased immeasurably by the lack of basic care for their welfare: the troops were ill-paid or not paid at all, worn out marching, undernourished and badly clothed — all factors which made them susceptible to disease and desertion. Time and again lack of pay and lack of food are mentioned as reasons to desert in the British reports[44].

[39] LIMAN, p. 241.

[40] Felix GUSE, *Die Kaukasusfront im Weltkrieg bis zum Frieden von Brest*, Leipzig: XXX, 1940, p. 92.

[41] Erik Jan ZÜRCHER, Welingelichte kringen? De politieke berichtgeving van de Neder-landse ambassade in Istanbul in de eerste wereldoorlog [Well-informed sources? The political reports of the Dutch legation in Istanbul during World War I], *Sharqiyyat* 1/1 (1988), p. 78. This is confirmed by Pomiankowski, who says that one stroke equalled two days of arrest or one day of incarceration (POMIANKOWSKI, p. 243).

[42] PRO/WO 157/724, 15 February 1918.

[43] PRO/WO 157/713, 3 March 1917.

[44] For instance: PRO/WO 157/700, 4 January 1916; 157/723, 10 January 1918; 157/735, 25 April 1918.

Theoretically, the soldiers were paid 5 kuruş a month during the first year and 10 a month during subsequent years[45], but in reality they were paid very irregularly. Sometimes pay was in arrears for three months[46].

On the whole, the troops seem to have been well armed, although the weapons came in all shapes and sizes. Guns and rifles were of many different vintages and calibres. The armament was improved when the Germans started equipping the Ottomans with rifles taken from the Belgians after the occupation of Belgium and from the Russians after the German victories at the Mazurian lakes in Eastern Prussia[47]. The only problem was the lack of ammunition, especially for the artillery, as most of this had to be imported from Germany and Austria.

If the troops were relatively well armed, the same cannot be said for the rest of their equipment. Footwear seems to have been an especially serious problem, which is mentioned time and again in the reports. It was not unusual for Turkish troops to fight—and march—barefoot or with their feet covered in rags[48]. The fact that the Russians who were captured on the eastern front all turned out to be wearing boots was a tremendous source of envy for the Ottoman soldiers[49]. As a matter of fact, the war is still known as 'the barefoot war' in Syria today[50]. Reports describe how on the Palestinian front no new shoes had been available for almost a year. As a last resort, the troops in the front line were given yellow Beduin slippers, which were bound to the feet with throngs. Those on garrison duty had to make do with shoes made of straw, with wooden soles[51]. Nor was the situation much better where uniforms were concerned. Most soldiers were dressed in rags[52]. In March 1918 one deserter said that the troops on the Palestinian front had not received new clothing for fifteen months[53]. The Turkish journalist Falih Rıfkı Atay, who served under Cemal Pasha on the Fourth Army staff in Syria from 1915 to 1918, vividly decribes the contrast between the lack of everything on the Ottoman side and the plentiful supplies

[45] PRO/WO 157/700, 4 January 1916.
[46] PRO/WO 157/700, 4 January 1916.
[47] PRO/WO 157/700, 21 January 1916 and 157/701, 3 February 1916.
[48] Cf. Ali İhsan SÂBIS, *Hatıralarım. Birinci dünya harbi* [My memoirs. The First World War], Istanbul: Nehir, 1991, Vol. 3, p. 331.
[49] Mehmet Arif ÖLÇEN, *Vetluga Irmağı*, Ankara: Ümit, 1994, p. 38.
[50] I am indebted to my colleague Dr Dick Douwes for this observation.
[51] PRO/WO 157/725, 10 March 1918.
[52] PRO/WO 157/724, 17 February 1918.
[53] PRO/WO 157/735.

over which the British disposed. Soldiers halted in the middle of the battlefield, under intense enemy fire, to rob dead British soldiers of their boots and, in at least one incident, an Ottoman regiment after a successful attack on a British trench, returned unrecognisable, because the soldiers had exchanged their own rags with British uniforms, taken from the dead (most of them did not take to the short trousers worn by the British, though)[54].

FOOD AND FODDER

There was no overall shortage of food, in spite of the fact that the production of foodstuffs dropped by 40% during the war, mainly due to lack of manpower. In fact, the German army reckoned that the Arab provinces produced enough grain to support the local population and the armies on the Palestinian and Mesopotamian fronts. Anatolia had a wheat surplus. Syria had adequate supplies overall except after the disastrous locust plague of 1915[55]. Throughout the war, the Ottoman Empire exported wheat to the Central powers as payment for deliveries of armaments. Thus, theoretically at least, the army should have been adequately fed.

Official figures at first sight support this idea. The official daily rations of an Ottoman soldier consisted of: 900 grams of bread, 600 grams of biscuit, 250 grams of meat, 150 grams of bulgur (broken wheat), 20 grams of butter, 20 grams of salt[56].

The reality was very different. Although it varied a great deal it was never anywhere near as good as these figures suggest. Each year the government would announce the percentage of the harvest of basic foodstuffs (mainly wheat and barley) which it would need. On the average this was between 40 and 50%, 10% of which were collected as tithe, the rest being bought, but at official prices, not against market value. Because the actual purchase of wheat and barley was decentralised and done by the commissariat of each army, and because transport was such a tremendous problem, the food situation of the different armies varied

[54] Falih Rıfkı ATAY, *Zeytindağı*, Istanbul: Varlık, 1964 (5th impression), p. 191.

[55] Cf. the report by General von Seeckt in Jehuda L. WALLACH, *Anatomie einer Militärhilfe. Die Preussisch-deutschen Militärmissionen in der Türkei 1835-1919*, Düsseldorf: Droste, 1976, p. 263.

[56] PRO/WO 157/735, 29 May 1918.

enormously, depending on whether they were close to, or far away from, grain producing areas[57]. This was the case, for instance, on the Palestinian front, where the troops on the east bank of the Jordan in as-Salt were supplied from the rich grain growing area of the Hawran, while the troops to the west of the Jordan in Nablus and Jaffa went hungry. The amount of bread the troops were given daily, for instance, is given as follows in different reports:

at the Dardanelles in 1916: 900 grams
at the Palestinian front in 1918: 350-600 grams
in Damascus in 1918: 500-600 grams
in Haifa in 1918: 900 grams
in Mesopotamia in 1918: 300 grams

When and where wheat was scarce, bread was made of wheat mixed with barley or ground beans. In addition to the bread, the troops generally received two warm meals a day, one in the morning and one in the evening. These meals consisted of flour soup or bulgur. Sometimes there was meat or stew, but a ration of meat once a week seems to have been the rule and in outlying stations it could be once a month. When there was meat, it had to be shared out among a lot of people: according to one report the daily supply was one ox or four sheep for 450 men. Most often, though, the meat was camel meat, as dead camels were not in short supply. Unlike the officers, who had their field kitchens and cooks, the men were catered for by sergeants, who, with the help of a couple of men from each company, doubled as butchers and cooks. Of course, food had to be cooked and bread had to be baked—with wood. Officially each soldier was entitled to 700 grams of wood a day, but we find one report of a mess officer on the Palestinian front which gives a picture of the difficult reality. He, a man called Abdüllatif, threatens to resign as he has never received more than 300 grams of wood per soldier and the supply is now down to 100 grams. He does not know how the food is to be cooked[58].

Whenever possible, the soldiers complemented their diet with dates, figs, raisins or olives, but on the whole the diet contained very little in the way of vegetables or fruit and scurvy therefore was a serious problem, with soldiers' teeth falling out and large sores forming in their

[57] PRO/WO 157/735, 29 May 1918.

[58] These data come from several different reports: PRO/WO 157/700, 16 January 1916; 157/724, 9 February 1918; 157/725, 14 March 1918; 157/735, 25 April 1918.

mouths or even through their cheeks[59]. According to one report, 20% of the army was affected by scurvy[60].

On the eastern front the food shortage was exacerbated by the deportation and massacre of the Armenian population, which created an agricultural wasteland in the very area where the Ottoman army had to operate[61]. In Western Anatolia the food situation was badly affected by the deportation of Greeks from the coastal plains in 1915[62].

Animals of course suffered as much as people, as feeding the tens of thousands of camels, oxen, mules and horses in areas where grazing was impossible, proved an almost insurmountable problem.

Everywhere, the troops in the front line were better fed than those on garrison or lines of communication duty. It has to be remembered, though, that even they were better off than the civilian population, especially in the towns. The overall food situation seems to have been worst in the winter of 1917-1918. From the spring of 1918 onwards, the effects of the armistice with Russia and the opening of the Black Sea began to be felt and the harvest of May-June 1918 was exceptionally good almost everywhere[63].

TRANSPORT—THE BIGGEST PROBLEM OF ALL

The one single factor which, more than anything else, was responsible for the disastrous supply situation was lack of transport facilities. Before the war the empire had been dependent on the sea for internal transport of bulk goods and the British blockade now made shipping impossible anywhere but in the Black Sea and the Sea of Marmara. Even in the Black Sea shipping, for instance of coal from the Ereğli coalfield, was often interrupted by the actions of the Russian fleet.

The railways were totally overburdened. There were only 5 700 kilometers of railway (one kilometer per 304 square kilometers of territory – the figure for France was one in ten and for India one in sixty)[64]. They were single track everywhere and the key connections between Anatolia and the Arab provinces through the Taurus and Amanos mountain

[59] Becker, p. 126, 167.
[60] PRO/WO 157/715, 10 May 1917.
[61] Pomiankowski, p. 165.
[62] A report by Mayer in Becker, p. 59.
[63] WO/PRO 157/753 passim.
[64] Yalman, p. 85.

ranges had not been completed yet (the crucial tunnels through the Taurus were only finished by September 1918). The railway was normal gauge down to Rayak (east of Beyrut) and low-capacity narrow gauge from there southwards. This meant that supplies imported from Germany or Austria (for instance: almost all artillery shells) had to be unloaded and reloaded seven times before they reached the front: first they had to be shipped across the Bosphorus and put on the train at Haydarpaşa on the Asiatic shore; then they were taken by train to Pozantı; carried by trucks or camels across the Taurus ridge; reloaded on board a train in Gülek and taken to Mamure (a stretch of railway that was within reach of British naval guns) and then loaded onto camels to cross the Amanos range, or—after the completion of the tunnels through the Amanos in early 1917—put on open narrow gauge carriages to be carried through them. The completion of the tunnels through the mountains was delayed by six months when the deportation of the Armenians, who made up almost all of the skilled workforce, was ordered in 1915[65]. They were replaced in part by British POWs who had been captured in Mesopotamia. East of the Amanos range, the camels or narrow gauge carriages had to be unloaded and the supplies reloaded aboard a normal train in İslahiye; this train then went as far as Rayak, where everything had to be unloaded and reloaded again because of the change from normal to narrow gauge rolling stock. The British computed that the line from Rayak to the front at Beersheba could handle a maximum of nine light trains a day[66]. No wonder, therefore, that it often took between four and six weeks to get from Istanbul to the Palestinian front by rail and seven to get to the front in Mesopotamia[67]. The fact that all of the fronts were fed through the bottleneck of Istanbul also made the supply situation extremely vulnerable, as was shown when the ammunition depot in Haydarpaşa blew up on 6 September 1917. 12 ammunition dumps, and oil and petroltanks exploded and all of the stocks of rubber and medical supplies as well as 300 freight cars went up in smoke. This delayed the start of the 'Yıldırım' operations for months[68].

[65] Kress, p. 30.
[66] PRO/WO 157/700, Appendix III, January 1916.
[67] Becker, p. 66; PRO/WO 157/703, 12-18 April 1916.
[68] Becker, p. 63. The Yıldırım operations (code-named 'Pasha II' by the Germans) was a plan for the concentration of a Turkish-German force the size of an army group in Northern Syria for an attack on Baghdad. When the situation on the Syrian front became very threatening later in 1917, the project was abandoned and the force was directed south, to the Palestinian front instead.

In Anatolia the railway to the East extended some sixty kilometers beyond Ankara and ended at Çerekli. From there to Erzurum, the main Ottoman fortress in the East, was 35 days marching[69]. Efforts to extend the railway towards Sivas were underway but remained unfinished by the end of the war. The Eastern front (always optimistically called the 'Caucasian front') was supplied mainly from the railheads at Ulukışla and Rasülayn, both about a month's marching away from the frontline at Erzurum.

There was an acute shortage of locomotives (Turkey had only 280 of them) and of coal to stoke them with. Instead the locomotives had to be fired with dwindling supplies of wood and large sections of the olive groves in Syria were cut down for this purpose[70]. Wood being bulkier than coal, the locomotives had to stop frequently to refill their bunker and they had to reduce speed in order to save fuel. Thus, the 200 kilometer stretch from Aleppo to Homs took 26 to 28 hours and from there to Rayak another ten to twenty[71]. Damascus-Aleppo took three to four days as opposed to 17 hours before the war[72]. Carrying capacity was insufficient (troops were transported sixty men to a freight car)[73] and freight cars often were allocated on the basis of corruption and political influence.

The roads were so primitive that the lorries which the Germans and Austrians sent in considerable numbers constantly broke down. According to Yalman, even ten years after the war their wrecks could still be encountered everywhere along the roads in 1930[74]. Where the roads were adequate, the lorries ran at a maximum speed of 30 kilometers per hour[75].

There was a lack of transport animals. The Ottoman Empire bread excellent riding horses and useful, albeit small, pack horses, but draught horses had to be imported[76]. For draught animals, the army mainly relied on oxen (one heavy gun needing eight) or mules. For carrying it relied on camels. It had between five and ten thousand (the estimates vary) of

69 PRO/WO 157/701, 19 February 1916.
70 Kress, p. 170. Pomiankowski also mentions this fact.
71 PRO/WO 157/725, 3 March 1918.
72 PRO/WO 157/700, 7 January 1916.
73 Yalman, p. 86.
74 Yalman, p. 88.
75 PRO/WO 157/700, 20 January 1916.
76 Kress, p. 42.

these animals in service behind the Palestinian front alone. But they were reared by the Arab Beduin and these had to be paid in gold. Paper money was impopular everywhere and in the settled areas those who refused it faced heavy penalties, but the Beduin could not be coerced in this way[77]. Anyway, from 1916 onwards many of the Arab tribes were in open revolt. Even before the standard of revolt was raised by the Sharif of Mekka in June 1916, the most important tribal federation in Syria, the Anazi, were already refusing to sell camels to the army. The Shammar, more to the east, did deliver camels in large quantities, but they could not cross Anazi territory. Hence, 'shaggy' or Anatolian-type, camels had to be brought in from the north, taking up more precious space on the railway[78]. The condition of the army camels seems to have been quite bad, the animals being overworked and underfed[79].

CORRUPTION

As a result of the lack of transport facilities, not only the availability, but also the price of foodstuffs differed widely (in 1916 wheat was over six times as expensive in Istanbul as it was in the central Anatolian grain growing area of Konya), so fortunes could be made by those who managed to get hold of freight cars – and a government permit to use them[80].

Corruption was widespread and encouraged by the fact that army commanders received the money for their army as a lump sum, with complete discretionary powers as to how to spend it—as one German observer put it: 'on food for his troops, or on building a cinema'[81]. Officers, who had the right to buy a certain amount of flour from government stocks, often managed to get extra supplies which they sold on the market.

The graft on the part of government employees was only to be expected. The war years were a time of high inflation (the cost of living

[77] PRO/WO 157/701, 3 February 1916.

[78] PRO/WO 157/700, 20 January 1916.

[79] PRO/WO 157/713, 2 March 1917. A deserter's statement of 5 March that over 80 percent of the camels at the front had died, does not seem credible.

[80] The problems with the food supply and the attendant corruption are discussed in an (as yet unpublished) paper by Selim İLKIN and İlhan TEKELI, *Osmanlı İmparatorluğu'nun 1. dünya savaşındaki ekonomik düzenlemeleri içinde iaşe nezareti ve Kara Kemal Bey'in yeri* [The place of supply minister Kara Kemal in the economic organization of the Ottoman Empire during World War I], which was graciously sent to me by the authors.

[81] von Seeckt in WALLACH, p. 263.

index in Istanbul more than quadrupled) and salaries were low. In addition, several different extraordinary levies were imposed, which were subtracted consecutively from the salaries : 25% 'war fund' ; 5% 'red crescent fund' ; 5% 'aviation fund' and 5% 'defence of the faith fund'[82].

As a result of the combined effect of disease and desertion, the actual strength of most of the units by 1917 was at or below 50% of their nominal strength, batallions numbering 300 to 400 rifles, regiments 800 to 1,500 and divisions between 2,500 and 4,000[83]. Kress, in a report he wrote to army group headquarters on October, 20th, 1917, described how a division (the 24th) departed from Istanbul-Haydarpaşa with 10,057 men to arrive at the Palestinian front with only 4,635. 19% of the men had been admitted to hospitals suffering from various illnesses, 24% had deserted and 8% had not returned from leave or had been press ganged by other divisions[84]. Other reports indicate that a loss of about 50% between Istanbul and the front was not unusual[85].

THE VOICE OF THE SOLDIER

The numbers do indeed tell a tale, a tale of exteme hardship which again makes one wonder at the ability of this army to keep on fighting so well for so long, but still the voice of the Turkish soldier remains largely unheard. While the prisoners of war and the deserters tell us something about what the soldiers had to go through and how they coped, they do not tell us much about the psychology involved, or in other words about morale. It is a striking fact that in spite of the horrendous conditions there were no significant mutinies at all among the regular troops. Indeed, sometimes British reports, while stating that morale was very low among the civil population, say that it was high among the troops. But what exactly did this mean ?

One authentic expression of feeling on the part of the soldiers we do have, is contained in the songs which were popular in the trenches. Many of these were older than the war itself. Sometimes the melodies were older and new lyrics were added, reflecting experiences of '14-'18.

[82] PRO/WO 157/701, 25 February 1916.
[83] Sâbis, p. 332.
[84] Kress, p. 266.
[85] PRO/WO 157/703, 20 April 1916.

This is the case with, for instance, the *Çanakkale Türküsü* (Dardanelles Song), one of the best known of them all. Even when the songs were new, they reflected the experience of the past hundred years rather than of the war itself.

The great wars against the Russians of the nineteenth century (1828-1829, the Crimean War, the disaster of 1876-1878) and the attrition caused by continuous small-scale warfare against rebel bands and tribes in places as far apart as Albania and Arabia, meant that those who were unfortunate enough to be conscripted into the Ottoman Army and who did not have the means to buy off conscription, had very little chance of returning alive.

The prevailing sentiment in the lyrics of the songs is therefore nearly always that those who went on campaign had no chance of returning and that they would die in some far off desert; the symbol for this feeling and for the idea that young lives were being wasted to keep some unknown faraway area within the empire, is the Yemen.

YEMEN AND THE 'YEMEN SONGS'

After the Ottoman reoccupation of the Yemen and its capital, Sana'a, in 1872 the country remained unruly, with major insurrections in 1882, 1898 and 1904. The cost of the constant harassment by Arab bands to the Ottoman army varied from a few hundred to a few thousand casualties a year all through this period, while the major rebellions really caused large-scale slaughter: the 1904-1905 rebellion caused the death of 30,000 out of 55,000 Ottoman troops. 1910-1911 saw another rebellion, with the mortality rate again going up to between 30 and 50 a day. It is clear, therefore, that the Yemen had earned its bloody reputation[86].

'Yemen songs' form a category in themselves and one which became very popular, especially with the troops serving in Syria, Palestine and Mesopotamia. There is at least a dozen with names like 'Does grass grow in Yemen?', 'The Band is Playing', 'The Mobilisation Song', 'The Exercise Song', 'No Water Flows in Yemen', 'No Cloud in the Sky', 'On the Road to Yemen', 'In the Desert of Yemen' and, of course, 'The

[86] These data are taken from: John BALDRY, 'Al-Yaman and the Turkish Occupation 1849-1914', *Arabica* XXIII, 1976, p. 156-196.

Yemen Song'[87]. The feelings expressed in these songs are not startlingly original, but they are telling: There is no heroism here, and no patriotism. Nor do the songs express the kind of dogged determination of contemporary Western front hits such as 'Pack up your troubles' or 'Keep right on to the end of the road'. More than anything they express a feeling of homesickness, hopelessness and doom, of being sacrificed. In the eyes of the people who sang these songs, being called to the colours was a death sentence. At the same time the songs breathe an atmosphere of resignation[88]. So perhaps that is what the relatively high morale of the Ottoman troops was about: a feeling that they had nothing to loose as they felt they were as good as dead anyway. Perhaps it was this what gave them their ability to fight so well, especially when on the defensive, in the face of overwhelming odds.

THE DEATH TOLL

In many cases, of course, they were right about their chances of survival. There is much that is not clear about the casualties of the Ottoman army. Probably about 325,000 Ottoman soldiers were directly killed in action[89]. The number of wounded is given variously as slightly over 700,000 or about 400,000. The latter number may indicate those permanently injured when the war ended, while the former probably refers to the number of people registered in field hospitals. Of the latter, nearly 60 000 died from their wounds. The number of soldiers who died of various diseases was nearly seven times as high at over 400,000. How many people were still ill when the war ended, is unclear. So the 'net loss' (to

[87] 'Yemen songs' are published in a number of collections of folksongs, for instance in: Mehmet Özbek, *Folklor ve türkülerimiz* [Our folklore and songs], Istanbul: Ötüken, 1975.

[88] That this was the prevailing sentiment is attested by Guse, p. 92.

[89] Larcher gives the following numbers: killed 325,000; wounded 400,000; missing, deserted, prisoner: 1.5 million. Becker (p. 441) gives several different estimates, of which one has the same numbers for total strength, killed and wounded, but an unrealistically low 250,000 for missing/prisoner. This apparently does not count deserters among the missing. Another estimate (by Wicker) cited by Becker gives a total of 1,6 million for the number of soldiers the empire put into the field. This must refer to the number effectively serving rather than the number of those called up. Wicker gives the number of persons killed as 300,000 and that of the wounded as 600,000.

The official Turkish data, cited by Ahmet Emin (p. 252), give the numbers for sick (over 3 million, of whom over 400 000 died) and wounded (nearly 712,000, of whom nearly 60,000 died) but these numbers are hardly exact.

use the slightly cynical term of the British reports) may have been 785,000. To this number over 250,000 people missing or captive and roughly half a million who had deserted, must be added.

These numbers mean that for an Ottoman soldier the risk of dying, both from wounds and from disease, was very much higher than in any of the European armies. Of the 1,037,000 battlefield casualties, 385,000 or 37% died (325,000 killed in action plus 60,000 who died on wounds in hospital). To put this percentage into perspective, we can compare this number to the well-documented British and Franco-British losses in some of the most notoriously murderous campaigns of the war (where mortality was much higher than average). Of the casualties sustained on the famous first day of the Somme offensive in 1916, 33% were fatal; for the Flanders campaign of 1917 the number is 25% and for the atrocious Gallipoli campaign it is 'only' 16%. And this, unlike the Ottoman total, includes persons missing in action.

Of the number of admissions to field hospitals for various illnesses (if that is the way the number of sick given in the Ottoman statistics should be read), a total of over 3 million 400,000 ended in death. This means that, quite apart from battlefield casualties, about one seventh of total mobilised strength of the army succumbed to disease—a percentage unheard of on the western front. Of the diseases, malaria was by far the most widely spread, but dysenteria and typhus were the greatest killers.

These numbers make dismal reading. On the other hand, it has to be said that the Ottoman soldier had an infinitely better chance than any soldier on the Western Front to escape the mass slaughter of the front altogether by deserting. One has to agree with Larcher that the desertion of over half a million men must have constituted a major factor in the success of the Turkish struggle for independence between 1918 and 1922. Not that all of the deserters of 1914-18 willingly or enthusiastically served Mustafa Kemal Pasha, but instead of sacrificing themselves in an ultimately doomed cause, through their desertion they had lived to fight another day—when it really mattered for the survival of an independent Muslim Turkish state in Anatolia.

E.J.Z.

Erik Jan ZÜRCHER, *Between Death and Desertion. The Experience of the Ottoman Soldier in World War I*

The article depicts the experience of the common Ottoman soldier during the First World War. Bad clothing, undernourishment and lack of adequate medical care led to widespread hunger, disease and thus to large-scale desertion. The main cause of the misery of the troops was the lack of transport in the Empire, but corruption and an adventurous strategy which took no account of the realities of the situation, also played an important part. While the Ottoman and German officers' memoirs and reports as well as the British intelligence summaries had given us interesting glimpses of the life in and behind Ottoman trenches, the mentality of the Ottoman soldier who kept on fighting among such horrors remained somewhat of a mystery.

Erik Jan ZÜRCHER, *De la mort à la désertion. L'expérience des soldats ottomans durant la première Guerre mondiale*

Cet article rend compte de la situation du simple soldat de l'armée ottomane durant la première Guerre mondiale. La pénurie de vêtements, de nourriture, de soins médicaux engendra la faim, la maladie et, finalement, une importante désertion. Si la misère des troupes était essentiellement due à l'absence de moyens de transports à travers l'Empire, la corruption et une stratégie aventureuse au mépris des réalités n'y eurent pas moins leur part. Les mémoires et relations des officiers ottomans et allemands, les rapports des services secrets britanniques nous ont livré d'intéressants aperçus de la vie dans et derrière les tranchées ottomanes, mais nous connaissions mal jusqu'à présent l'état d'esprit du soldat ottoman qui continuait à se battre dans des conditions aussi horribles.

EIN *GHOSTWORD* VON MAḤMŪD AL-KĀŞĠARĪ

1.

Im *Dīwān luġāt at-turk* von Maḥmūd al-Kāşġarī, Faksimile[1], Seite 461, finden sich zwei Wörter gleicher Schreibung, für die aber verschiedene Bedeutungen gegeben werden :

يَرْبُز الحَبَق وهو نبت

يَرْبُز النِّمس وهي دابّة تقتل الثعبان وفي المثل يِلان يَرْبُزدِن قَجار
قنجا برسا يربر اترو كلر معناه أنّ الحيّة أبدًا تفرّ من النمس فإنّما
توجّه قابلها النمس يضرب هذا فيمن يفرّ عن شيء يبغضه وهو أبدًا يراه
ويلقاه

يَرْپُز ***yarpuz*** *al-ḥabaq wahwa nabt* »Poleiminze (Menta pulegium) ; das ist ein Kraut«

يَرْپُز ***yarpuz*** *an-nims wa hiya dābbatun taqtuluṯ-ṯuʿbāna wa fil-maṯali* يِلان يَرْپُزْدِن قَجار قَنجَا بَرسَا يَرپُر اُترُو كَلُرْ ***yılan yarpuzdın qaçar qança barsa***

[1] *Dîvânü lûgati't-türk, Tıpkıbasım*. Kültür Bakanlığı Yayınları, Ankara 1990. Die betreffende Stelle befindet sich in der Edition von RİFʿAT, İstanbul 1917-19, Bd. 3, 30 ; in der Übersetzung von B. ATALAY, TDK, Ankara 1939, Bd. 3, 39-40 ; in der Übersetzung von R. DANKOFF - J. KELLY, *Compendium of the Turkic Dialects*, Harvard 1982-85, part 2, 168.

S. Tezcan est Professeur, Université de Bamberg, Allemagne. Lehrstuhl für Türkische Sprache, Geschichte und Kultur, Universität Bamberg, Postfach 1549, Bamberg, Allemagne.

Turcica, 28, 1996, pp. 261-270

yarpuz utru kälür *maʿnāhū annal-ḥayyata abadan tafirru min an-nims faʾaynamā tawağğahu qābalahan-nims yuḍrabu hāḏā fīman yafirru ʿan şaiʾ yubġiḍuhū wahwa abadan yarāhū wa yalqāhū* »Ichneumon, Manguste; dieses Tier tötet Schlangen. Beispiel: Die Schlange flieht vor der Manguste, überall, wo sie hinkommt, begegnet sie ihr«.

2.

Das erste von den beiden ist das Wort, das in einigen alten Quellen sowie in verschiedenen lautlichen Varianten auch in manchen modernen Türksprachen als Bezeichnung für streng- und wohlriechende Gewürzkräuter wie ‘Minze’, ‘wilde Minze’, ‘wilder Thymian’, ‘Basilikum’ usw. vorkommt. Dieses Wort ist von RÄSÄNEN, CLAUSON und DOERFER kurz aufgegriffen worden[2].

Soweit ich weiß, ist der Beleg bei al-Kāşġarī der älteste Beleg; in den altuigurischen Texten ist das Wort bisher nicht aufgetaucht; in den osmanischen, kipçakischen und çagataiischen Wörterbüchern ist das Lexem vertreten. Die bekannten osmanischen Wörterbücher brauchen wir nicht zu zitieren. Standardform in diesen ist *yarpuz*, nur bei MENINSKI ist daneben auch *yarpus* vertreten[3]. Nach den Belegen aus alten persisch-türkischen Wörterbüchern, die in *Tarama Sözlüğü*[4] zusammengestellt worden sind, soll es außer ‘Minze’ (*naʿnaʿ*), ‘Poleiminze’ (*ḥabaq*), auch ‘Majoran’, ‘Melissa’ (*bādrengbū, oğul otı, ġalīçan*) bedeutet haben. Auch in den çagataiischen und kipçakischen[5] Wörterbüchern erscheint es als *yarpuz*, wobei seine Bedeutung variiert.

[2] M. RÄSÄNEN, *Versuch eines etymologischen Wörterbuchs der Türksprachen*. Helsinki 1969, 191; G. CLAUSON, *An Etymological Dictionary of Pre-Thirteenth-Century Turkish*. Oxford 1972, 957: 1 yarpuz; G. DOERFER, *Türkische und mongolische Elemente im Neupersischen* Bd. 4, Wiesbaden 1975, 55, Nr. 1779.

[3] FRANCISCUS MENINSKI, *Lexicon arabico-persico-turcicum*, Vienna 1780, Bd. 4, 1153 يارپوس *jarpus* ‘Mayorana’. ZENKER hat die Variante mit *-s* möglicherweise von MENINSKI übernommen: J.TH. ZENKER, *Türkisch-Arabisch-Persisches Handwörterbuch*, Leipzig 1866, 948 يارپوز, يارپوس ‘menthe’. Er markiert das Wort nur mit *t* (turc), nicht mit *to* (turc-oriental).

[4] *Tanıklariyle Tarama Sözlüğü* (8 Bde., TDK, Ankara, 1963-1977, im folgenden: *TarS*.) 4360.

[5] G. CLAUSON, *Sanglax. A Persian Guide to the Turkish Language by Muhammad Mahdī Xān, Faksimile Text with an Introduction and Indices*. London 1960, 329r/21 يارپوز ... كه آنرا پودَنه كويند و فودنج معرب آنست و آنرا بعربى حبق هم خوانند; PAVET DE COURTEILLE, *Dictionnaire Turk-Oriental*, Paris 1870, 521 يارپوز ‘menthe’. Şeyẖ Süleymān, *Luġāt-i Çaġatāy ve Türkī-yi ʿOsmānī*, İstanbul 1298 (= 1881), 291 يارپوز ‘kekik gibi bir otdur, ḥabaq, دلتك (?)’, IGNAZ KÚNOS, *Šeyx Sulejman Efendi’s Čagataj-Osmanisches Wörterbuch*, Budapest 1902, 101 liest irrtümlich: ‘gejik gibi, bir ot dur.—Minze, Kraut’. *at-Tuḥfat aḏ-ḏakīya fī luġat at-turkīya*: *nammām* (‘Feldthymian, Quendel, Thymus serpylum’): *yarpuz*. Faksimile: T. HALASI KUN, *La langue des Kiptchaks d’après un manuscrit arabe d’Istanboul, Partie II Reproduction phototypique*, Budapest 1942, 36a/4, (wegen der unterschiedlichen Blattnumerierung entspricht 36b/4 bei der Faksimile und Edition von B. ATALAY, *Ettuhfet-üz-zekiyye fil-lûgat-it-türkiyye*, TDK, İstanbul 1945;

Heute existiert das Wort in folgenden Türksprachen (vom Westen nach Osten): ttü. *yarpuz*, ttü. dial. *yarpız, yalpuz, yaprız, yapruz, yarpus, yerpis*[6], *narpız, narbız, narbus, narpis, narpuç, narpuz, nerpiz, nerpüz*[7], *harpız*[8], *parpuz*[9], aserb. *yarpız*[10], chaladsch *yarpıç*[11], türkm. *narpız*[12], karakalp., kasak., kirg. *ǰalpız*[13], özb. *yalpiz*[14], neuuig. *yalpuz*[15].

Das Lexem existiert also in den Türksprachen, die in der Nachbarschaft von iranischen Sprachen gesprochen werden. Ich halte es für möglich, daß der zweite Teil des Wortes (*puz*), ein iranisches Element ist und mit persisch *pūdina* (mit Varianten: *pūdīna, pūzīna, pudana, pūna, pūnā, pūz, pūd, pudan, pūtank, potūnak*[16]) in Zusammenhang gebracht

s. dort 69). V. İZBUDAK, *El İdrâk Haşiyesi*, TDK İstanbul 1936, 51 *yarpuz* 'yaban pancarı'; hier ist nicht angegeben für welches arabisches Wort *yarpuz* die türkische Entsprechung ist. Aber auch in *Türkiye'de Halk Ağzından Derleme Sözlüğü* (12 Bde., TDK, Ankara 1963-1982, im folgenden: *DerS.*) 4189 ist *yarpuz* in der Bedeutung 'yabanıl pancar' ('wilder Mangold, Beta silvestris') für Bulanık/Muş belegt.

6 Für die Varianten bis hierher s. *DerS.* 4189.

7 Für die Varianten mit *n-* s. *DerS.* 3240.

8 *DerS.* 2294. Sicherlich beruht diese scheinbare Variante auf einer falscher Wiedergabe des handschriftlich notierten *narpız* bei der Wortsammeltätigkeit durch Amateur-Exploratoren in den fünfziger Jahren. H. EREN hat viele derartige Beispiele aus *Söz Derleme Dergisi* und *DerS.* zusammengetragen, um die Initiatoren dieser Wortsammeltätigkeit, die gleichzeitig auch die Herausgeber von *Derleme Dergisi* und *DerS.* waren, nach mehreren Jahrzehnten scharf anzugreifen (*Türk Dili* Nr. 457-458: Jan-Feb 1990; Nr. 489: Sep 1992; über *harpız* s. das letzgenannte Heft, 187 f.) Seine Sammlung von diesen einfachen Buchstabenfehlern ist nicht ohne Nutzen, wie ich schon in meiner Erwiderung (*Çağdaş Türk Dili*, Nr. 40, Juni 1991) bemerkt habe.

9 *DerS.* 3400. EREN nimmt eine Verwechselung des Buchstaben *p* mit dem *n* an und betrachtet *parpuz* als ein *ghostword*, (s. *Türk Dili* 489, Sep 1992, 188). Das ist möglich; andererseits kann aber als Erklärung eine Metathese (*yarpuz* oder *narpuz* > *parpuz*) nicht gänzlich ausgeschlossen werden.

10 *Azärbajǰan dilinin izahly lüγäti*, Bd 2, Baky 1980, 507. Eine weitere Bezeichnung dieser Pflanze ist *çölnanäsi*.

11 G. DOERFER - S. TEZCAN, *Wörterbuch des Chaladsch (Dialekt von Xarrab)*, Budapest 1980, 221.

12 *Türkmen dilinin sözlügi*, Ašgabat 1962, 466.

13 *Russko-karakalpakskij slovar'*, Moskva 1967, 449; *Russko-kazachskij slovar'*, Moskva 1954, 360; K.K. JUDACHIN, *Kirgizsko-russkij slovar'*, Moskva 1965, 220.

14 *Ŭzbek tilining izohli luġati*, Moskva 1981, Bd. 2, 480.

15 Ė.N. NADŽIP, *Ujgursko-russkij slovar'*, Moskva 1968, 777.

16 Vgl. MENINSKI I, 605: *pūẕ, pūẕīne* 'Mentha'; F. STEINGASS, *A Comprehensive Persian-English Dictionary*, London 1892, 259: *pudina, pudīna* 'Mint', *pūtank* 'Pulecium, pennyroyal'; *Luġat-nāme-yi Dihḫodā* Teheran, h.š. 1325, Bd. 7, 502: *pudana*, 503: *pūdīna*, *pūẕīna*, 555: *pūna*, *pūdan* (Šīrāz), *pūnā* (Qazvīn), *pūyna* (umgangsprachlich); DAVOUD MONCHI-ZADEH, *Wörter aus Xurāsān und ihre Herkunft* (Acta Iranica 29, Textes et Mémoires Vol XV), Leiden 1990, Nr 430 *potūnak* 'Gartenminze' (dort werden als weitere pers. Variante *patenak* und *pūdinak* sowie afghan-persisch *pūdanag*, kurd. *ping*, šuγnī *wiδm, wuδm, wuδn*, osset. *b/petʿina* erwähnt. Für das Kurd. vgl. auch D. İZOLİ, *Ferheng Kurdi-Tırki, Türkçe-Kürtçe*, İstanbul 1992, 332 *pûng* 'yarpuz'; als kurd. Lehnwort in einem ostanat. Dialekt: *DerS.* 3494 *püñ* (lies *püŋ*) 'nane' (Babik/Pötürge/Malatya).

werden kann. Auf das iranische (?) Wort gehen wahrscheinlich folgende Wörter zurück: kazak. *bütnük*[17], tat. *bötnek*[18], başk. *bötnök*[19], çuv. *pĕtnĕk*[20], neuuig. *pinä, pinnɛ*[21]. Auch arab. *fūtanağ* wird auf dasselbe pers. Wort zurückgeführt[22].

3.

Was das zweite *yarpuz* bei al-Kāşġarī betrifft, so wird es bis jetzt als *Hapax legomenon* geführt. In den Übersetzungen zum *Dīwān luġāt at-turk* und auch in modernen Wörterbüchern, die dessen Wortschatz aufnehmen, ist, soweit mir bekannt, bis jetzt kein Zweifel an diesem Wort geäußert worden. Ein Verfasser glaubte sogar aufgrund eines anatolischen Pendants des von al-Kāşġarī erwähnten Sprichwortes diese Tierbezeichnung auch in Anatolien festgestellt zu haben[23]. Im folgenden möchte ich darlegen, daß dieses zweite *yarpuz* bei al-Kāşġarī in Wirklichkeit nie existiert hat, daß es ein *ghostword* ist, entstanden dadurch, daß al-Kāşġarī das Sprichwort falsch auslegte.

4.

Daß der Glaube, Schlangen hätten etwas gegen streng riechende Kräuter, bei den Arabern seit alters her verbreitet ist, ist bekannt. Al-Ǧāḥiẓ (780-868), der nicht nur ein vielseitiger Schriftsteller, sondern auch ein Naturforscher war, will ein wissenschaftliches Experiment angestellt haben, um diese Annahme zu widerlegen. In seinem *Kitāb al-ḥayawān* beschreibt er dieses Experiment folgendermaßen: *wa'l-afāʿī takrahu rīḥ as-saḏāb wa'ş-şīḥ wa tastarīḥu ilā nabāt al-ḥarmal wa ammā anā fa'innī alqaytu ʿalā ra'sihā wa anfihā min assaḏāb mā ġamarahā falam ara ʿalā mā qālū dalīlā* »[Die Leute behaupteten:] Die Sandvipern mögen den Geruch der Raute und des Wermuts nicht und

[17] Nur bei L.Z. BUDAGOV, *Sravnitel'nyj slovar' turetcko-tatarskich narečij*, Bd 1. Sankt-Petersburg 1869, 273 'prosvirnjak'.

[18] *Tatar telenen̡ an̡latmalı süzlege*, Bd. 1, Kazan 1977, 218.

[19] *Baškirsko-russkij slovar'*, Moskva 1958, 113 'mjata'.

[20] V.G. ĖGOROV, *Ėtimologičeskij slovar' čuvašskogo jazyka*, Čeboksary 1964, 159. Ėgorov denkt an einen Zusammenhang mit russ. *mjatnik*, was mir unwahrscheinlich scheint. Auch RÄSÄNEN (*EW* 93) schlägt (mit Fragezeichen) vor, die çuv., kazak. und tatar. Wörter auf russ. *mjata* zurückzuführen. Nach VASMER (*Russisches etymologisches Wörterbuch*, Heidelberg 1955, Bd. 2 189) ist das russ. Wort sowie die anderen slavischen Formen aus lat. *mentha* entlehnt.

[21] Ė.N. NADŽIP, *Ujgursko-russkij slovar'*, Moskva 1968, 267 *pinä* 'nazvanie travy'; G. JARRING, *An eastern Turki-English Dialect Dictionary*, Lund 1964, 230 *pinnɛ* 'mint'.

[22] Schon im *Sanglax*, s. oben Fußnote 5; auch bei DAVOUD MONCHI-ZADEH 146, Nr. 430.

[23] Siehe unten Fußnote 29.

lieben die Bergraute. Ich habe aber ihren Kopf und ihre Nasenlöcher ganz (mit diesen Kräutern) zugedeckt, doch keinen Hinweis auf das finden können, was [die Leute] behauptet haben«[24].

Der gleiche Volksglaube läßt sich auch bei Türken und Iranern nachweisen. Amasyalı Deşişī Mehmed erwähnt in seinem 1580 verfaßten persisch-türkischen Wörterbuch ebendiese Vorstellung: *ġalīçan: yarpuz dėdikleri meşhūr ot ki yılan rāyiḥasını ġāyette sevmez dėrler ki ini kenārında bitse ol mekānı qor geder*[25] »Das bekannte, *yarpuz* genannte Kraut, dessen Geruch die Schlangen überhaupt nicht mögen. Es wird gesagt, daß, wenn es neben ihrer Höhle wächst, die Schlangen diese verlassen und verschwinden«; *bādrancūya: yarpuz dėdikleri ot ki yılan rāyiḥasından qaçar*[26] »Das Kraut, welches man *yarpuz* nennt; die Schlangen fliehen vor seinem Geruch«.

In einer osmanisch geschriebenen Geschichte Ägyptens aus dem 16. Jh. heißt es: *Mıṣırlı tat ṭāifesi Rūmlıyı yılan yarpuz sever gibi̧ sever, anlaruŋla tamām mertebede żıdlardur* »Die Händler (*tat*) von Ägypten lieben die Anatolier (*Rūmlı*) gerade so, wie die Schlange das *yarpuz* liebt, [d.h.], sie sind auf ganzer Linie gegen sie«[27].

5.

Varianten des Sprichwortes, das erstmals bei al-Kāşġarī auftaucht, finden wir in einer Reihe modernen Türksprachen und im Persischen:

ttü. *Yılanın sevmediği ot deliğinin ağzında biter*[28]. (Var. Erzurum *İlan yarpızdan haz etmez, o da gider gelir burnunun dibinde biter*[29]. (Weitere Var. Erzurum) *İlan yarpızdan hoşlaşmaz, gider gelir beni bulur*[30].

aserb. *İlanın yarpızdan acıyı gälär, o da hämişä ona rast gälär*[31]. (Var.) *İlanın yarpızdan zähläsi gedär, o da burnunda bitär*[32].

türkm. *Yılanıŋ yigränägi narpız, ol xäm xininiŋ ayzında gögärär*[33].

[24] ʿAMR B. BAḤR AL-ǦĀḤIẒ, *Kitāb al-ḥayawān*, Kairo 1949, 399.

[25] *TarS*. Bd. 6, 4360.

[26] *TarS*. Bd. 6, 4360.

[27] ʿAbd aṣ-Ṣamad b. Sayyidī ʿAlī, *Navādir al-aḫbār*, (über den Verfasser der sein Werk im Jahre 947/1540 dem Stattshalter von Ägypten Dāvūd Paşa zugeeignet hat, s. F. BABINGER, *Die Geschichtsschreiber der Osmanen und ihre Werke*, Leipzig 1927, 58-59). Benutzte Handschrift: British Library ADD. 7846.

[28] Ö.A. AKSOY, *Atasözleri ve Deyimler Sözlüğü*, Bd. 1, Ankara 1971, 383, Nr. 2038.

[29] E. GEMALMAZ, *Erzurum İli Ağızları*, Bd. 3, Erzurum 1978, 335, mit folgendem Hinweis: "Bu atalar sözündeki 'yarpız' D.L.T.de de belirtildiği üzere yılan yemekle maruf bir hayvanın adıdır".

[30] Mitgeteilt von Dr. Yusuf Azmun.

[31] *Azärbajǯan dilinin izahly lügäti*, 507.

[32] E. AHUNDOV, *Azerbaycan Halk Yazını Örnekleri*, TDK Ankara 1978, 152.

[33] *Türkmen diliniŋ sözlügi*, Asgabat 1962, 466.

özb. *İlån yalpizdan qåçar*[34].
tat. *Yılannıŋ söymägän üläne oyasınıŋ töbenä-ük üsär*[35].
nog. *Yılannıŋ söymägän üläne öneneŋ qırıyına üsär*[36].
karaçai-balkar. *Ayu duγumanı süymäy ädi, duγuma da* (Var. *ol da barıb*) *anı täşiginä bitä ädi*[37].
neuuig. *Yilanniŋ yaman körgän oti äγziγa çüşüptu*[38].
pers. *mār az pūna badaş mī-āyad, dar lānaaş sabz mī-şavad*[39]. (Var. *damī sūraxaş sabz mī-şavad*[40].)

Alle diese Varianten sagen aus, daß Schlangen kein *yarpuz* mögen, daß sie ihm aber überall begegnen. In unserem Zusammenhang ist es nicht so wichtig, daß das Sprichwort im Özbekischen in verkürzter Form vorliegt und daß im Karaçaiischen anstelle der Schlange der Bär genannt wird. Die Bedeutung des Sprichwortes ist überall die gleiche: Der Mensch begegnet einer Sache oder einem Menschen, die bzw. den er nicht mag, zwangsläufig immer wieder.—Im Grunde hat auch al-Kāşġarī das Sprichwort so verstanden. Offenbar wußte er aber nicht von der Vorstellung, daß die Schlange die Minze nicht mag, und verfiel auf die irrige Annahme, *yarpuz* müsse ein Tier sein, das Schlangen tötet. Dieser Irrtum hat zur Entstehung eines zweiten Eintrags *yarpuz* im *Diwān* geführt und ein *ghostword* hervorgebracht.

6.

Weil es das Lexem betrifft, mit dem wir uns hier beschäftigen, möchte ich noch ein weiteres *ghostword* erwähnen, dessen Entstehung fast schon als amüsant bezeichnet werden kann: Im etymologischen Wörterbuch von RÄSÄNEN findet sich unter dem Stichwort *badränǯ* ‘melissa officinalis’ mit Fragezeigen ein Vergleich mit türkmenisch *paγryz* ‘mjata’ (‘Minze’)[41]. Das so transkribierte Wort wird man jedoch in türkmenischen Wörterbüchern vergeblich suchen. Es ist nämlich nichts anders als türkm. *narpız* ‘Minze’. Das Wort wurde in lateinschriftlichen Alphabet, das zwischen 1931-1940 für das Türkmenische verwendet wurde, *narpьz* geschrieben. Bei diesem Wort können alle Buchstaben bis auf *z* auch als kryllische Buchstaben gelesen werden. Wahrscheinlich irrte sich der Verfasser des etymologischen Wörterbuches,

34 *Ŭzbek xalq maqollari*, Bd. 1, Taskent 1987, 197, Nr. 156.
35 NÄQIY İSÄNBÄT, *Tatar xal1q mäqalläre*, Bd. 1, Kazan 1959, 575, Nr. 3834.
36 İSÄNBÄT *op.cit.*, 575, Nr. 3834 als Variante für Nogay-Ästerxan.
37 *Karačaevo-balkarsko-russkij slovar’*, Moskva 1989, 40 (Stichw. *ayu*), 208 (Stichw. *duγuma*).
38 *Uyγur xälq maqal - tämsilliri*, Ürümçi 1984, 577.
39 *Luġat-nāme-yi Dihḫodā* Teheran, h.š. 1325, Bd. 7, 555.
40 Mitgeteilt von Frau Sūrī Behzād.
41 RÄSÄNEN 54.

während er einen Zettel mit seiner handschriftlichen Notiz verwertete und las es wie ein in kryllischer Schrift niedergeschriebenes Wort (d.h. als пагрыз) und so entstand *paγryz*.

7.

Meistens kommen Phantomwörter durch verderbte, fehlerhafte Schreibungen oder durch irrige Lesungen zustande, gelegentlich auch durch falsche Übersetzung einer fremdsprachlichen Entsprechung[42]. Von dieser Sorte »gewöhnlicher *ghostwords*« gibt es in der türkischen Philologie so manches Beispiel, und man darf davon ausgehen, daß gerade in alten Texten und Wörterbüchern zahlreiche Phantomwörtern stecken, die noch der Enttarnung harren. Sogar die modernen Wörterbücher sind, wie man immer wieder feststellen kann, nicht frei von *ghostwords*[43].

Phantomwörter der Art von *yarpuz* dagegen, die dadurch entstanden sind, daß ein Lexikograph einen Text falsch interpretiert hat, sind meines Erachtens doch etwas sehr Seltenes. Darum halte ich es für nötig, diese Kategorie durch die Spezifizierung als »Interpretations-*ghostword*« von der häufigeren Gattung abzugrenzen. Es ist bemerkenswert, daß einem so sorgfältigen Philologen wie Maḥmūd al-Kāşġarī ein derartiges *ghostword*, das auf die Fehlinterpretation eines Textes zurückgeht, unterlaufen konnte. Bekanntlich gibt es im *Dīwān luġāt at-turk* und auch in anderen alten Quellen noch recht viele Lexeme, die bis heute nicht befriedigend erklärt werden konnten. Man wird in Erwägung ziehen müssen, daß unter ihnen auch noch ein paar von der oben beschriebenen Art verborgen sind.

8.

Zum Abschluß möchte ich noch eine Frage aufwerfen, ob ein anderer Faktor in al-Kāşġarīs irriger Interpretation eine Rolle gespielt hat.

CLAUSON bemerkt zutreffend, daß die Manguste (*al-nims*) kein Tier sei, das in der türkischen Urheimat heimisch ist. Er deutet also an, daß

[42] Ein Beispiel für solche ist *çoγay* ‘Schatten’, s. Verf. “Über Orchon-Türkisch *çuγay*”, *Beläk Bitig*, Festschrift Gerhard Doerfer, Wiesbaden 1995, 223-232. Ein weiteres Beispiel ist *şatu* ‘rehberlik, idare eden kimse’ in AHMET CAFEROĞLU, *Uygur Sözlüğü*, İstanbul 1934-38, 166. (Das *ghostword* kommt auch in der Neuausgabe vor: *Eski Uygur Türkçesi Sözlüğü*, İstanbul 1968, 216: *şatu* ‘önder, rehber, idareci’). Dieses ist durch falsche Übersetzung von ‘Leiter’ entstanden, welches im W. BANG - A.V. GABAIN, *Analytischer Index zu den fünf ersten Stücken der türkischen Turfan-Texte*, Berlin 1931 (APAW 1931) 500, ohne Artikel als Entsprechung für altuig. *šatu* stand, womit aber nicht *der* sondern ‘*die* Leiter’ gemeint war.

[43] Vgl. z.B. den Fall *çişik*, s. Verfasser, “Yaygın Bir Gölge Sözcük: *çişek*/*çişik*”. *Türk Dilleri Araştırmaları Yıllığı 1993* (Talât Tekin Armağanı), Ankara 1993, 257-266.

man daher nicht erwarten könnte, daß es für dieses Tier ein türksprachiges Appelativum gibt. Arabisch *al-nims* findet sich allerdings in einigen Wörterbüchern mit anderen Entsprechungen übersetzt[44].

AḤMED ʿĀṢIM (1755-1819; bekannt als Ayıntablı/Antepli Mütercim ʿĀṣım Efendi) gibt in seiner (1810 fertiggestellten) *Qāmūs al muḥīṭ*-Übersetzung folgende Erklärung, die unsere Aufmerksamkeit verdient: *al-nims: Bir küçük cānver adıdır ki Mıṣr diyārında olur, ejderhāları qatl ėder. Şāriḥ dėr ki: paṣdırma şeklinde bir yaṣṣıca cānverdir, eks̱erī bağçe bekçileri ejdehādan ḫavf eylediklerinde anı bağçelerine celb ėderler ve Tuḥfe mütercimi dėr ki: Hind ve Merv ülkelerinde daḫı olur, Māverā'un-nehr Türk-leri aŋa* لاكجنه (*lākcene*?) *taʿbir ėderler, esirdigi ḥīnde kedi gibi feryād ėder*[45]. »*Al-nims* ist der Name für ein kleines Tier, das es in Ägypten gibt und Schlangen tötet. Der Kommentator[46] sagt: Es ist ein flaches Tier in Gestalt eines Filetstücks; vor allem die Gartenwächter, wenn sie vor Schlangen Angst haben, locken es in ihre Gärten; der Übersetzer von *Tuḥfa*[47] sagt: Dieses (Tier) gibt es auch in Indien und in der Merver Gegend, die Türken von Transoxanien nennen es *lākcene*; wenn es erregt ist, schreit es wie eine Katze.«

Das hier vorkommende *lākcene* (Lesung?) kann ich zu keinem anderen Wort überzeugend in Bezug stellen. Vorläufig bleibt es im Dunkeln, woher ʿĀṢIM sein Wissen darüber hat, daß ein derartiges Tier in Transoxanien vorkommt. Wenn es aber richtig ist, so darf man wohl annehmen, daß auch Maḥmūd al-Kāşġarī dies wissen konnte. Unter dem Eindruck dieses Vorwissens könnte er sich auch das *yarpuz* aus dem Sprichwort als *al-nims* erklärt haben, er könnte das Wort *yarpuz* also für ein türkisches Lexem für dieses Tier gehalten haben. Sicher ist nur, daß er nicht an 'Wiesel' gedacht hat, denn al-Kāşġarī nennt für das Wiesel ein Wort, das er mit arabisch *dalak* übersetzt, nämlich *sarsal*.

S.T.

44 M.TH. HOUTSMA, *Ein Türkisch-Arabisches Glossar*, Leiden 1894, 11 wird z.B. *al-nims* mit *ṣoyır ṣuṣar* (eigentlich 'Wiesel') und in *at-Tuḥfat aḏ-ḏakīya* 36a mit *küzän* (eigentlich 'İltis', s. EDPT 761) übersetzt.

45 AḤMED ʿĀṢIM, *Uqyānūs al-basīṭ fī tarcamat al-Qāmūs al-muḥīṭ*, Bd. 2, İstanbul 1305 (=1887), 302.

46 Gemeint ist Muḥammad Murtaḍā az-Zabīdī (gest. 1791), der *al-Qāmūs al-muḥīṭ* von Mağdaddīn Abu ṭ-Ṭāhir al-Fīrūzābādī (gest. 1415) unter dem Titel *Tāğ al ʿarūs min ğawāhir al-Qāmūs* kommentierte.

47 *Tuḥfe mütercimi* ist ʿĀṢIM selbst.

Semih TEZCAN, *Ein* Ghostword *von Maḥmûd al-Kāşgarī*

Yarpuz, «mongoose», is an hapax legomenon which occurs in the *Dīwān luġāt at-turk* of Maḥmūd al-Kāşġarī. The lexicographer also cites a proverb related to this word : «The snake (always) flees from the mongoose (but) wherever it goes the mongoose meets it.» This proverb survives in several Turkic languages in various variants, though the meaning of *yarpuz* in those proverbs is not «mongoose» but «pennyroyal.» *Yarpuz* in this second sense is also registered by al-Kāşġarī and by some other middle-Turkic dictionaries. The word appears today only in modern Turkic languages that are spoken in the neighbourhood of Iranian languages ; therefore it is most probably a loan word from those, and the element *puz* can be compared with the Persian *pudīna*, *pūzīna*, *pūz*, etc. The belief that snakes do not like the odour of pennyroyal is widespread in the Orient. As a consequence, it appears that *yarpuz* «mongoose» is the result of a false interpretation of the quoted proverb ; it is but a ghostword created by al-Kāşġarī himself.

Semih TEZCAN, *Un mot-substitut de Maḥmûd al-Kāşgarī*

Le terme *yarpuz*, « mangouste », est un hapax legomenon dont on trouve des occurrences dans le *Dīwān luġāt at-turk* de Maḥmūd al-Kāşġarī. Le lexicographe cite ce proverbe : « Le serpent fuit (toujours) la mangouste (mais) où qu'il aille, la mangouste le retrouve. » — Proverbe dont plusieurs langues du groupe Türk comportent des variantes. À travers celles-ci, toutefois, *yarpuz* ne signifie pas « mangouste » mais « pouliot », acception relevée également par al-Kāşġarī et certains dictionnaires de moyen-türk. Aujourd'hui, on rencontre ce terme seulement dans les langues du groupe türk moderne parlées au voisinage des langues iraniennes — auxquelles il a donc probablement été emprunté. En effet, le vocable *puz* se retrouve dans le persan : *pudīna*, *pūzīna*, *pūz*. Par ailleurs, c'est une croyance répandue en Orient que les serpents n'aiment pas l'odeur du pouliot. On peut donc en conclure que la traduction *yarpuz* = mangouste résulte d'une interprétation erronée du proverbe cité ; il ne s'agirait donc que d'un terme de substitution choisi par al-Kāşġarī lui-même.

DUBROVNIK (RAGUSE) ET LES OTTOMANS, III 19 ACTES DE MEḤMED II EN VIEUX-SERBE (1476-1481)

LA CONQUÊTE OTTOMANE DE L'HERZÉGOVINE

Après l'occupation de la Bosnie par Meḥmed II en 1463, vint le tour de l'Herzégovine d'être le point de mire de l'expansion ottomane. Maître du Pays de Hum (Herzégovine), *herceg* Stefan Vukčić Kosača avait partagé son duché entre deux de ses fils, Vladislav et Vlatko. La campagne que le sultan entreprit la même année et qui avait pour but d'annexer aussi le grand-duché de ce prince, ne se solda cependant que par un demi-succès. L'armée dut en effet interrompre les opérations sans avoir soumis le grand-duc et ses fils. Alors qu'en 1462 son fils aîné, Vladislav, avait recherché l'alliance des Ottomans pour combattre son père, en 1463 ce furent toutes les forces réunies des maîtres de l'Herzégovine qui tinrent le sultan en échec. Ayant gardé intacte une grande partie de son armée, le grand-duc et ses deux fils reconquirent non seulement les territoires et villes qui leur avaient appartenu, à l'exception de trois contrées qui restèrent aux mains des Turcs, mais ils agrandirent aussi leurs possessions au détriment d'autres magnats locaux, tels que les Pavlović et les Kovačević, dont les terres avaient été annexées par le sultan[1]. C'est Vlatko, le fils cadet du grand-duc Stefan, qui prit les forteresses de Bosnie orientale. Blessé en 1464, au moment où les Ottomans lancèrent une nouvelle campagne, il se réfugia à Dubrovnik.

Les années soixante-dix du XV[e] siècle furent celles de l'établissement définitif de l'administration ottomane dans l'arrière-pays de Dubrovnik

[1] *Istorija srpskog naroda* II (S. Ćirković), Belgrade 1982, p. 395.

B.I. Bojović est directeur de recherche à l'Institut d'Études Balkaniques, Belgrade, Yougoslavie. 22 rue Emeriau, 75015 Paris, France.

Turcica, 28, 1996, pp. 271-298

et, par voie de conséquence, de l'établissement d'une frontière commune entre la république patricienne ragusaine et l'Empire ottoman. C'est ainsi que les voisins traditionnels de Raguse, le « grand-duché de Saint Sava », l'Herzégovine[2], et d'autres dynastes et seigneurs fonciers du royaume de Bosnie (les Kosača, les Pavlović, les Vlatković) furent progressivement et irrémédiablement remplacés par l'administration territoriale et militaire de la Porte. La conquête ottomane de l'Herzégovine commencée en 1463, poursuivie en 1465 et en 1466 (chute de l'ancienne capitale, Blagaj), par l'action militaire du *sanǧaqbeg* de Bosnie Isḥāq *beg* Ishaković et de ses *voïévodes* Ismail et Aḥmed, continua dans les années soixante-dix, pour aboutir en 1482 à la prise de Novi, dernière ville forte défendue par le grand-duc Vlatko[3]. C'est ainsi que la fin du règne de Meḥmed II et le début de celui de Bāyezīd II coïncident avec la conquête par les Ottomans du grand-duché d'Herzégovine.

Le grand-duc Stefan Vukčić Kosača avait fait de Vlatko son seul héritier avant de mourir en 1466. Vlatko hérita donc du reste des territoires de son père ainsi que d'une somme fabuleuse déposée par ce dernier à Dubrovnik. Il avait à sa charge son frère cadet Stefan, celui-là même qui allait devenir Aḥmed paša Hersekzāde. C'est donc à partir de l'automne 1466 que Vlatko porta le titre de *herceg* (grand-duc) de Saint-Sava[4]. Il continua la politique de son père, s'appuyant sur l'aide militaire de Mathias Corvin, roi de Hongrie, pour faire face aux Ottomans. Mais la mésentente s'installa entre lui et le roi, car il refusa de payer leur solde aux soldats qui lui furent envoyés de Hongrie. Là-dessus le roi interdit aux Ragusains de remettre le legs du grand-duc Stefan à Vlatko[5]. Celui-ci continua cependant à guerroyer avec un certain succès contre les Turcs, soutenu secrètement par les Ragusains, très embarrassés par ce litige. Ceux-ci se trouvaient, en effet, dans une position inconfortable, le conflit opposant le roi de Hongrie, leur suzerain, au sultan auquel ils versaient un tribut[6].

[2] Le grand-duc de Bosnie et maître de Hum, Stefan Vukčić Kosača, portait depuis 1448 le titre du « herceg (*cherzech*) de Hum et du Littoral » et, depuis 1449, celui de **милостю Божиѡм херцегь ѡдь Светога Саве господарь хꙋмски и приморьски велики воевода рꙋсага босьнскога** « par la grâce de Dieu, *herceg* de Saint-Sava, maître de Hum et du Littoral, grand-duc du royaume de Bosnie » (sur ce titre, voir A. Ivić, « Kad je i od koga je Stefan Vukčić dobio titulu "Herceg od Sv. Save" », *Letopis MS* (1905), p. 80-94 ; L. Tallòczy, *Studien zur Geschichte Bosniens und Serbiens im Mittelalter*, Munich-Leipzig 1914, p. 146-159 ; S. Ćirković, *Herceg Stefan Vukčić Kosača i njegovo doba*, Belgrade 1964, p. 106-108 n. 50, 271-272), d'où le nom de l'Herzégovine, *Hercegovina* – Pays de *l'herceg*.

[3] M. Dinić, « Zemlje hercega Svetog Save », *Glas SKA* CLXXXII, Belgrade 1940, p. 247sq. ; Cf. V. Atanasovski, *Pad Hercegovine*, Belgrade 1979, 262 pp. ; H. Šabanović, *Bosanski pašaluk. Postanak i upravna podjela*, Sarajevo 1982, p. 44-47.

[4] Atanasovski, *Hercegovina,* p. 25-26.

[5] Sur l'affaire du dépôt légué par Stefan, cf. Atanasovski, *op. cit.*, p. 28-63.

[6] *Istorija srpskog naroda* II (S. Ćirković), p. 399-400.

L'intransigeance du roi de Hongrie, tenté par le trésor déposé par Stefan Vukčič Kosača à Dubrovnik et sur lequel couraient des légendes[7], permit au sultan de trouver dans le grand-duc un allié précieux pour son action contre la ligue chrétienne et d'exercer un contrôle accru sur l'arrière-pays de Dubrovnik qui vit bientôt son tribut augmenter[8]. Ce renversement des alliances contribua à accroître la pression ottomane dans la région de la Neretva. Le fort de Počitelj, position clé de la défense hongroise, tomba aux mains des Turcs en septembre 1471. La nouvelle orientation politique du grand-duc Vlatko n'avait cependant pas affecté ses rapports avec Venise. Il ne resta d'ailleurs pas longtemps allié de la Porte. Dès 1472, il noua des rapports avec les souverains chrétiens, passant ainsi dans le camp des ennemis du sultan[9].

En reconnaissant la suzeraineté ottomane, Vlatko obtint finalement gain de cause concernant le dépôt légué par son père. Mais le gain territorial avait plus d'importance pour lui, car le sultan lui rendait la région de Trebinje et de Popovo[10] qui avait été occupée en 1465 par les Turcs et qui coupait ses possessions en deux : la partie maritime avec la ville de Novi, d'une part, et l'arrière-pays[11], d'autre part. D'après les sources, Bijela près de Glavska sur la frontière ragusaine ainsi que Mrnjiči dans la Površna se trouvaient dès mars 1471 sous l'autorité de Vlatko, alors que l'on sait que Bijela était passée en 1465 aux mains des Turcs. La mention du *voïévode* Vukosav, probablement un vassal de Vlatko, date du début de l'année 1473. Des documents attestent que Bijelotin, situé au-dessus de Konavle, était dans la possession du duc en septembre 1470, ainsi qu'en juin 1475[12].

[7] C'est ainsi que les sources diplomatiques hongroises font état de plus d'un million de ducats d'or qu'aurait renfermé la trésorerie de l'*herceg* Stefan (Ćirković, *Herceg Stefan*, p. 262 n. 104), ce qui ne pouvait qu'attiser la convoitise du roi de Hongrie en proie aux difficultés financières. Par son testament, Stefan légua 10 000 ducats d'or au comptant « pour mon âme » (destinés aux services religieux), 30 000 ducats à chacun de ses deux fils cadets (Vlatko et Stefan), ainsi que 1 000 ducats à sa troisième épouse, Cecilia, le tout faisant partie du dépôt qu'il confia à Dubrovnik (Ćirković, *op. cit.*, p. 267 ; E. Lilek, « Riznica porodice 'Hranići' — nadimak Kosača », *Glasnik ZMBH* II, 1889, p. 7sq. ; Atanasovski, *Hercegovina*, p. 28sq.).

[8] En 1471, le tribut passa à 9 000 ducats d'or vénitiens pour l'année suivante et à 10 000 pour les années à venir, I. Božić, *Dubrovnik i Turska u XIV i XV veku*, Belgrade 1952, p. 188-189, 192 ; cf. B. Bojović, « Dubrovnik et les Ottomans (1430-1472) » (I), *Turcica* XIX, Paris 1987, p. 164.

[9] I. Božić, « Mlečani prema naslednicima hercega Stevana », *Zbornik FF* VI/2 (1962), p. 113-129 ; *Istorija srpskog naroda* II (S. Ćirković), p. 402 ; cf. Atanasovski, *op. cit.*, p. 86-111.

[10] Les Archives de Raguse ne renferment par ailleurs aucune information sur le fait qu'à l'occasion de cette alliance entre le sultan et le grand-duc Vlatko, Trebinje et Popovo furent cédés à ce dernier par les Ottomans (Atanasovski, *Hercegovina*, p. 104, 107, 109).

[11] Šabanović, *Bosanski pašaluk*, p. 141.

[12] Atanasovski, *Hercegovina*, p. 66-67.

Les relations entre Vlatko et la Porte après la conclusion de la paix avec le sultan demeurèrent instables[13]. Vers la fin de l'année 1472, le grand-duc changea de nouveau de camp. En septembre 1473, Trebinje et Popovo furent pris à Vlatko par les Ottomans. Les sources se font l'écho de combats en 1475, mais on en connaît peu de détails. On sait que Novi fut assiégé vainement par les Ottomans en juin 1475. Fin 1475, Popovo et Trebinje furent confiés à Herak Vraneš, un seigneur qui s'était mis au service des Turcs. Une action menée au printemps 1476 par Vlatko et Ivan Crnojević échoua lamentablement du fait de la défection du prince de Zéta. À la suite de cet échec, le grand-duc se rapprocha de nouveau du sultan en 1477[14]. L'instauration de l'administration ottomane s'étendait dans toute cette partie des Balkans et elle procéda à un recensement de ces possessions au cours de l'année 1477. La conquête de l'Herzégovine fut achevée, fin 1481 ou début 1482, par la prise de Novi. Seule la garnison hongroise se maintint à Koš jusqu'à 1490, alors que Venise garda en sa possession le littoral de Makarska et la région frontalière (Krajina) d'Imotski.

Les territoires conquis en Herzégovine furent constitués par l'administration ottomane en *sanǧaq*, début 1470, avec Ḫamza *beg*[15] à sa tête, et pour siège Foča (jusqu'à 1572). Avant 1475, toutes les villes continentales de l'Herzégovine étaient aux mains des Ottomans. Le *sanǧaq* d'Herzégovine fit, depuis sa fondation en 1470 jusqu'en 1580, partie de l'*eyālet* de Roumélie, pour entrer ensuite dans le paşalıq de Bosnie[16].

DUBROVNIK ET LA PORTE

L'intégration des pays balkaniques à l'Empire ottoman fut à l'origine de l'extension des réseaux commerciaux ragusains et de la prospérité de la République de Dubrovnik. Amorcé dans la deuxième moitié du XVe siècle[17], l'essor économique de la vieille cité marchande devait aboutir à l'épanouissement de la ville au XVIe et au XVIIe siècles qui

[13] Sur cette paix conclue vraisemblablement en 1470 (d'après un document découvert récemment par Mme Beldiceanu), voir Irène Beldiceanu-Steinherr, B. Bojović, « Le traité de paix conclu entre Vlatko et Meḥmed II » *Balcanica* XXIV, Belgrade 1993, p. 75-86.

[14] Atanasovski, *Hercegovina*, p. 110-111 n. 170.

[15] « Une note (du 13 reğeb 874/16 jan. 1470) dans le *defter* de 1469, les *Ḫāṣṣ* en Herzégovine ayant appartenu jusque là à Isḥāq *beg* furent donnés à Ḫamza *beg*. Ce Ḫamza *beg* n'est certainement pas autre que le premier *sanǧaqbeg* du *sanǧaq* de l'Herzégovine, ce qui signifie que ce *sanǧaq* fut fondé le 16 janvier 1470 » (Šabanović, *Bosanski pašaluk*, p. 46).

[16] Šabanović, *op. cit.*, p. 45-47.

[17] À la fin du XVe siècle la ville comptait entre six et sept mille habitants, cf. J. Tadić, « Ragusa e suo porto nel Cinquecento. Per una storia delle relazioni tra le due sponde Adriatiche », *Archivo storico Pugliese* XV, Bari 1962, p. 250 ; Id., « Dubrovnik od postanka do kraja XV veka » in *Istorija Naroda Jugoslavije* I, Belgrade 1953, p. 586.

constitueront la « Grande époque de Dubrovnik »[18]. Les clauses économiques contenues dans les firmans des sultans Murād II, Meḥmed II et Bāyezīd II révèlent le statut spécifique de Raguse, privilégiée par rapport aux autres partenaires économiques de la Porte. Excluant toute autre taxe, le taux de douane de 2% fut, en effet, plus avantageux que celui qui s'appliquait aux marchands musulmans. Ainsi, l'ordonnance de Murād II (1442), de même que celles de Meḥmed II (1458 et 1462)[19], attribuent à Dubrovnik pour seule taxe douanière un pourcentage de 2% sur la vente des marchandises. Les firmans de Bāyezīd II, émis en 1481 et 1510, stipulaient un taux de douane de 3% pour les musulmans ; de 4% pour les tributaires soumis au *ḫarāǧ* (« haračnici ») ; de 5% pour les étrangers ; les Ragusains, en vertu des firmans anciens, bénéficiaient d'un taux de douane de 2% dans tout l'Empire ottoman[20]. Seuls les Vénitiens, et encore seulement entre 1454 et 1463[21], ainsi que Florence durant une courte période antérieure à 1472[22], avaient joui de conditions aussi favorables pour le commerce en Turquie.

La douane de 2% n'était pas toujours respectée. Fin 1476, Meḥmed II imposa à Raguse des innovations et des augmentations importantes en matière de douane[23]. Les Ragusains étaient taxés à 5% de douane sur toute marchandise importée ou exportée de la ville. Un poste douanier ottoman fut placé en 1477 aux portes mêmes de Raguse. Les doléances de Raguse auprès du sultan restèrent sans effet, et en janvier 1477 une interdiction de tout trafic continental fut décrétée par le Conseil de la cité. Ce blocus se poursuivit durant toute l'année 1477, pour se solder, début 1478, par une augmentation du tribut annuel de 2 500 ducats (pour le droit de douane — « *gümrük* ») en contrepartie de la suppression de la douane aux portes et aux frontières de Raguse[24].

Pratiquement, toutes les crises dans les rapports entre Raguse et les Ottomans au cours de la deuxième moitié du XVe siècle, eurent pour aboutissement une augmentation plus au moins considérable du tribut que la République devait verser annuellement au sultan. De 1 000 ducats en 1442, lors de la première chute du despotat serbe, le tribut fut fixé à 1 500 ducats en 1458, à la veille de l'occupation définitive de la Serbie.

[18] R. Samardžić, *Veliki vek Dubrovnika*, Belgrade 1983, p. 8 sqq.

[19] Bojović, « Dubrovnik et les Ottomans » (I), *Turcica* XIX (1987), p. 145 Doc. nº 4 ; 149 Doc. nº 6 ; 153 Doc. nº 9.

[20] Ć. Truhelka, « Tursko slovenski spomenici dubrovačke arhive », *Glasnik ZMBH*, t. XXIII (1911), p. 63-65, N° 71 ; Lj. Stojanović, *Stare srpske povelje i pisma* II, Belgrade — Sremski Karlovci 1934, p. 335-338, N° 936 ; 338-339, N° 937.

[21] W. Heyd, *Histoire du commerce du Levant au Moyen Age* II, Leipzig 1923, p. 315-320, 322-327.

[22] Božić, *Dubrovnik i Turska*, p. 225 ; cf. S. Camerani, « Contributio alla storia dei trattati commerciali tra la Toscana e i Turchi », *Archivio storico italiano* 371, Florence 1939, p. 94.

[23] Stojanović, Doc. nº 856 p. 263.

[24] Božić, *Dubrovnik i Turska*, p. 200-203, 255.

En 1468 (incidents frontaliers et suspension partielle du trafic continental), le tribut passa à 5 000 ducats, en 1471 (razzia dévastatrice de Ḫamza *beg* à Konavle, décembre 1470 et février 1471, suspension du trafic) à 9 000 ducats, et en 1472, à 10 000 ducats d'or vénitiens. En 1478 (suspension du trafic continental et razzia de Konavle par Yunus, le *voïévode* d'Āyāz, *sanǧaqbeg* d'Herzégovine)[25], un tribut de 12 500 ducats fut imposé, pour passer à 15 000 ducats en 1480. Cette dernière augmentation fut pratiquement sans effet, puisque le tribut de 1480 fut acquitté avec une hausse de la moitié de l'augmentation seulement, ce qui le porta pour cette année-là à 13 750 ducats d'or. Le tribut fut finalement stabilisé par Bāyezīd II en 1481 (chute définitive de Novi et, par conséquent, de l'Herzégovine)[26], à 12 500 ducats d'or vénitiens[27].

LES ACTES

Les rapports économiques et politiques entre les Ottomans et les pays balkaniques conquis (surtout les pays slaves) ne sont pas encore suffisamment connus. La République de Dubrovnik (Raguse) a joué un rôle de tout premier ordre dans l'économie de ces pays avant et après la conquête ottomane. L'importante ville marchande de l'Adriatique sut maintenir un statut autonome par rapport à l'État ottoman tout en bâtissant sa prospérité sur l'immense marché que représentait l'espace balkanique, politiquement et administrativement homogène depuis la conquête ottomane au XVe siècle. Les réseaux remarquablement bien organisés des comptoirs des négociants ragusains s'étendaient sur une grande partie des Balkans et tout particulièrement dans la partie occidentale de la péninsule. L'extension des États et principautés serbes, et celle aussi d'une très importante exploitation minière en Serbie et en Bosnie avant l'arrivée des Ottomans, amenèrent la Porte ottomane à la nécessité de se doter d'une chancellerie slave. Les actes délivrés par cette dernière couvraient une grande partie des Balkans, incluant les pays où la langue slave était d'un usage diplomatique.

La Porte, tout comme Raguse, avait donc à cette époque une chancellerie slavo-serbe, dont le but était d'assurer la correspondance diplomatique et commerciale avec une grande partie du sous-continent balkanique. Étant donné que la majeure partie du commerce continental de Raguse se faisait avec la Serbie, la Bosnie et les pays slaves avoisinants, le serbe était la seule langue de communication susceptible de desservir les vastes réseaux de colonies marchandes de Raguse, qui depuis le milieu du XVe siècle se retrouvaient sur des territoires soumis à l'administration ottomane.

[25] Cf. I. Božić, « Hercegovački sandžak beg Ajaz », *Zbornik FF* I (1948), p. 68 sq.
[26] Atanasovski, *Hercegovina*, p. 133-135.
[27] Božić, *Dubrovnik i Turska*, p. 222-223, 250-255.

Les Archives d'État de Raguse renferment quelque 200 actes ottomans des XVe et XVIe siècles (en vieux-serbe), dont 138 firmans de sultans, de Murād II (1421-1451) à Süleymān Ier (1520-1566). Avec la publication de ce troisième volet de ces actes en traduction française, nous touchons seulement à la fin de l'époque de Meḥmed II (1444-1445 et 1451-1481). Émis entre 1476 et 1481, les documents ottomans présentés ici sont des actes du sultan Meḥmed II, rédigés à destination de Raguse (Dubrovnik) par la chancellerie slave de la Sublime Porte.

Les documents ottomans de Raguse en vieux-serbe ont été édités principalement par Truhelka et par Stojanović[28]. Dans cette troisième série, que nous livrons en traduction, nous avons gardé les mêmes principes de présentation que lors de la publication des premiers trente et un actes[29] de la série : traduction intégrale, pourvue de commentaires historiques et prosopographiques et d'un aperçu historique.

Afin de restituer le plus fidèlement possible non seulement le contenu, mais aussi le formulaire diplomatique, la syntaxe et la langue de ces documents, la traduction est quelquefois faite au détriment des principes stylistiques du français. Ainsi ces documents apparaissent dans une forme aussi proche que possible de l'original, avec les notices de scribes et les notes en italien (autre langue diplomatique de Raguse) portées au verso des actes par la chancellerie ragusaine.

Les termes turcs, grecs et autres, contenus dans le texte vieux-serbe sont donnés, soit transcrits en italique, soit entre crochets (en cyrillique dans la forme du texte). Les mots que le vieux-serbe a empruntés à l'osmanli figurent d'abord sous leur forme slave et sont suivis de la transcription turque. Les termes serbes sans équivalent exact dans les institutions connues ailleurs sont reproduits en italique.

Doc. N° 1.

Truhelka, p. 54-56, N° 63 ; Stojanović, p. 265-267, N° 860.
Document relatif au règlement de la dette de Živan Pripéinović accompagnant la mission du *silāḥdār* Mustafa à Dubrovnik.

Le 13 août, 1476[30].

Ṭuğra[31]

De la part du grand seigneur de tous les pays d'Orient et d'Occident, tsar des tsars et grand *émir*, le sultan Meḥmed *beg* : au *knez* élu et aux

[28] Ć. Truhelka, « Tursko slovenski spomenici dubrovačke arhive », *Glasnik ZMBH* XXIII (1911), p. 1-162, 19 tb. ; Lj. Stojanović, Stare srpske povelje i pisma II, p. 229-402.

[29] B. Bojović, « Dubrovnik et les Ottomans, 1430-1472 (I) », *Turcica* XIX (1987), p. 119-173 ; Id. « Dubrovnik et les Ottomans (1473-1476), II », *Turcica* XXIV (1992), p. 153-182.

[30] L'année de ce document, approximativement déterminée par les éditeurs « vers 1479 », a été corrigée par Božić, *Dubrovnik i Turska*, p. 318 n. 17.

[31] Fac-similé de la *Ṭuğra* (« Meḥmed bin Murād han muzaffer da'ima ») : Truhelka, p. 54.

vlastela de Dubrovnik, que leurs noblesses reçoivent beaucoup de santé et de salutations (херетисаннию = hairetismos).

Sachez ensuite, à propos de la venue de votre *apoclisaire*[32], le vlastelin Frančesko Pucić[33], qui a apporté les ducats de la part de vos concitoyens, qui étaient dus à Živan Pripčinović, 1 200 [ducats] d'Andruèko et les sept cents de Rusko, qu'il a remis à la Porte, lesquels j'ai pris en les déposant dans la trésorerie de Mon Empire (= Ma Majesté Impériale), afin que personne ne puisse rien leur objecter ni réclamer à ce propos, car ils se sont acquittés de tout ce dont ils étaient accusés par Živan Pripčinović devant le *qāḍī* de Vrhbosna.

Ensuite, vu que votre *apoclisaire* avait été envoyé de la part de vos noblesses, en plus, pour le restant de la dette de Živan et de Kristofan[34], que vous escomptez, car, selon moi, de 4 000 ducats et du reste qui sont dûs par Ratko [Mizaljević], 3 000 ducats, et 688 ducats par Radoje Kožica, dont vous disiez en sollicitant la faveur de Mon Empire de vous les envoyer à vos noblesses, et [que] par ordre de Ma Majesté leur patrimoine, maisons et autres biens où qu'ils se trouvent, soit dans votre ville, soit dans le pays de Mon Empire, vous soyez libres de saisir, de vendre et de remettre aux garants ayant contracté en leur nom l'obligation de payer dans le délai d'un an et demi la susdite dette due à Mon Empire. Afin que vous sachiez que j'ai livré au *sklav* de Mon Empire, le *silāḥdār*[35] Mustafa[36], les susdits Živan, Kristofan et Ratko, afin qu'il les amène jusqu'à vos noblesses et qu'il les livre aux garants. Ensuite, Mon Empire ordonne : que la saisie des patrimoines ou propriétés des susdits débiteurs, soit dans votre ville, soit dans le pays de Mon Empire, vous laisse libres de saisir et de vendre de la manière que vous choisirez, et qu'en plus vous le remettez aux garants qui ont pris sur eux leur dette. Or, sachez qu'il a été constaté près de 2 000 ducats de surplus dans le registre (катастикь, κατάστιχον, *tabulae*) de Živan et de Kristofan sur les susdits 4 000 ducats de Živan, ce qui fait que Mon Empire ordonne

[32] ἀποκρισιάριος = поклисарь, terme grec et sa forme serbe, pour désigner un ambassadeur, cf. BOJOVIĆ, « Dubrovnik et les Ottomans » (I), p. 160 n. 250.

[33] Frančesko Pucić était venu apporter le tribut à la Porte en 1471, cf. BOJOVIĆ, « Dubrovnik et les Ottomans » (I), p. 164 n. 234 ; puis en 1476, la dette d'Andrija Crijević (cf. BOŽIĆ, *Dubrovnik i Turska*, p. 274, 322). La venue de Frančesko Pucić à la Porte en 1476 est attestée par le firman délivré à Andrinople le 5 octobre de la même année, cf. G. ELEZOVIĆ, *Turski spomenici*, t. I/1, Belgrade 1940, N° 45 p. 172 n. 3. Lors de la prise de Novi, à la fin de 1481, Pucić fut chargé d'une mission auprès du *sanǧaq beg* Āyāz, cf. ATANASOVSKI, *Hercegovina*, p. 137.

[34] Le reçu délivré le 22 juillet 1477 par le *qāḍī* de Vrhbosna, Nyman fils de Jakub, atteste que Kristofan Živanović (fils de Živan) avait remis 1 000 ducats d'or au serviteur du sultan (« pādišāh qulı »), Skender, cf. ELEZOVIĆ, *Turski spomenici* I/1, N° 47 p. 174-175.

[35] Titre de dignitaire ottoman, cf. BOJOVIĆ, « Dubrovnik et les Ottomans » (I), p. 170 n. 282.

[36] Le nom du « sklav Mustafa », apparaît dans le firman du 12 juin 1476, cf. BOJOVIĆ, « Dubrovnik et les Ottomans » (II), N° 8 p. 173, n. 90.

[ceci] : vu que votre *apoclisaire* avait pris en charge les 4 000 ducats de Živan, 3 000 ducats de Ratko, et 688 ducats de Radoje, ainsi je vous ordonne de réunir également le reste des 2 000 ducats qui se rapportent à Živan et de les envoyer dans les délais prévus par le contrat. Vous devez envoyer les premiers 4 000 ducats, de même que les derniers, à la Porte de Mon Empire, alors que pour les patrimoines, les maisons et les biens, voici que j'envoie le *sklav* de Mon Empire, le *silāḥdār* Mustafa, afin que selon le lieu où se trouvent [ces propriétés] les *qāḍī* ordonnent que le *sklav* de Mon Empire les exproprie. Ensuite, voici quelle est la faveur accordée et l'ordre écrit de Mon Empire concernant ceux qui voudraient acheter les maisons ou les autres biens, que les susdits biens et maisons qui seraient vendus pour la dette et pour le bien de Ma Majesté, que ceci ne soit pas entravé ni annulé, ni de la part de Mon Empire ni de la part d'aucun autre homme, ni par eux, ni par leurs enfants et petits-enfants ; mais qu'ils soient libres et de plein gré jusqu'au dernier [héritier]. Sachez ensuite, concernant l'affaire de ces 800 ducats qui avaient été pris en dépôt pour les maisons du susdit Živan[37], lesquels avaient été pris en dépôt par le *sklav* de Mon Empire de la part d'Andriaško et de Georges ; que l'attestation (χѹжєт = *ḥüǧǧet*) leur soit délivrée et les ducats pris et apportés à la Porte de Mon Empire ; [si] ensuite l'attestation n'était pas recevable, alors que les ducats n'étaient pas payés, l'ordre est qu'en ce cas leurs maisons soient de nouveau vendues. Mon Empire ordonne que pour cela aussi il soit permis que les susdits ducats soient pris sur cette maison, et qu'à Andrjuško il soit payé 200 et à Georges 600 ducats, afin qu'une injustice ne leur soit pas faite, alors que les 1 200 susdits ducats ne sont pas perdus, car ils ont été pris et apportés à la Porte de Ma Majesté.
Sachez qu'il en est ainsi, ne faites pas autrement.
Écrit au mois d'août, le 13e [jour].

Au verso : *Data a Francho* nº 2.
Papier, collé en trois parties, 1m sur 21cm ; écriture cursive.

[37] Parmi les amodiataires des douanes en territoire ottoman dans les années 1470, c'est le nom du négociant ragusain Živan Pripčinović qui revient le plus souvent dans la documentation contemporaine. Ayant établi de très bons rapports avec les Ottomans en tant que leur homme de confiance, il exerçait son activité principalement en Bosnie. En février 1477, il fut livré au *sklav* du sultan. En juin de la même année, mille ducats furent donnés par Raguse pour le compte de la dette de Živan, le reçu fut délivré au nom de son fils Kristofan (Elezović, *Turski spomenici* I/1, 174-175). En décembre Živan réussit à rembourser une partie de sa dette et régla ses comptes avec ses associés, Andrija et Frano Sorkočević et Djuro Stojković ; en hypothéquant sa maison, il obtint un prêt qui lui permit d'acquitter sa dette envers le *sklav* Hajrudin (Houred-Dîn). N'ayant pas réussi à faire rentrer l'argent que lui devaient ses débiteurs (les dettes de Živan et de Kristofan s'élevaient à 11 250 ducats), Raguse se vit contrainte d'accepter le remboursement de cette somme à la Porte, tandis que Živan et son fils furent condamnés à mort et exécutés à Raguse, en septembre 1479, cf. Božić, *Dubrovnik i Turska*, p. 317-321 ; voir *infra* Doc. N° 13 n. 60, 62.

Doc. N° 2.

Truhelka, p. 46-47, N° 52 ; Stojanović, p. 257, N° 847.
Ordre de refouler l'esclave Milica avec son fils Ḥamza, sur la plainte du dénommé Naṣūḥ.

Ada près d'Andrinople, le 2 mai, 1477 (881).

Ṭuğra

De la part du grand seigneur de tous les pays d'Orient et d'Occident, tsar des tsars et grand *émir*, le sultan Meḥmed *beg* : au *knez* et aux *vlastela* de Dubrovnik, que leurs noblesses reçoivent beaucoup de santé.

Sachez ensuite que Naṣūḥ est venu porter plainte devant la Porte de Mon Empire : « mon esclave[38], dénommée Milica, s'est enfuie avec son fils, dénommé Ḥamza, et ils m'ont volé 3 coupes, douze ducats de tissu et une cape, et en dehors du bien susmentionné, quelques bagages, et ils l'ont emporté à Konavle ; actuellement, ils demeurent à Konavle près de Sokol[39], ils sont en votre pouvoir (владанию) »[40], dit-il. Sachez qu'à ce sujet, Mon Empire ordonne ainsi : le jour où vous recevrez cette ordonnance de Mon Empire, vous allez amener ladite Milica en confrontation devant le tribunal, afin d'établir et d'instruire [les faits]. Au cas où il serait établi qu'elle est son esclave, vous lui remettrez l'esclave en personne avec son fils et tous les biens qu'elle lui aurait volés, vous lui restituerez et payerez tout, en totalité, sans le forcer à revenir une deuxième fois à la Porte de Mon Empire, si vous ne voulez pas transgresser l'ordre de Mon Empire.
Sachez qu'il en est ainsi, ne faites pas autrement.
Écrit le mois de mai, 2e jour, à Ada près d'Andrinople[41]. 881.

Original, papier, 43 cm sur 14,5 cm.

Doc. N° 3.

Jireček, p. 89-90[42] ; Truhelka, p. 47, N° 53 ; Stojanović, p. 258, N° 848.

[38] Le commerce d'esclaves (de femmes surtout) s'est maintenu à Dubrovnik bien plus longtemps que dans les pays chrétiens voisins. En tant qu'adeptes de l'hérésie bogomile, ils étaient importés avant tout de Bosnie, mais leur rôle dans l'économie de la République était devenu nettement moins important en cette deuxième moitié du XVe siècle. Cf. J. Tadić, « Trgovina robljem u Dubrovniku u XV veku », *Politika* N° 8084 (1930), p. 9 ; Dušanka Dinić-Knežević, « Stanovnici iz bosanske države u Dubrovniku u srednjem veku », in *Bosna i Hercegovina od srednjeg veka do novijih vremena*, Belgrade 1995, p. 159-163.

[39] Place forte du Konavle, arrière-pays immédiat au sud-est de Dubrovnik, cf. Bojović, « Dubrovnik et les Ottomans » (I), p. 140 n. 131.

[40] Pour le terme владание désignant le pouvoir ou le territoire où s'exerce un pouvoir donné, cf. Bojović, « Dubrovnik et les Ottomans » (II), p. 178.

[41] Sur le refoulement de fugitifs, réfugiés à Dubrovnik et venus depuis le territoire ottoman, voir Božić, *Dubrovnik i Turska*, p. 242-246.

[42] Ed. K. Jireček, « Spomenici srpski », *Spomenik SKA* XI, Belgrade 1892.

Ordre de remettre au *sklav* Āyāz une somme de 18 000 ducats appartenant au patrimoine d'Aḥmed *beg* Hercegović et dont les Ragusains auraient remis une partie au roi de Hongrie.

Constantinople, le 21 mai, 1477.

De la part du grand seigneur de tous les pays d'Orient et d'Occident, le grand sultan Meḥmed : au *knez* et aux *vlastela* de Dubrovnik, que leurs noblesses reçoivent beaucoup de santé.

Sachez ensuite que le fidèle serviteur de l'Empire, Aḥmed [Hercegović], porte plainte sur ce que son père lui a légué selon la loi, dix-huit mille ducats d'or [déposés] à Dubrovnik : [affirmant] « ils ne veulent pas me rendre ces ducats, sous prétexte d'en avoir donné pour [le salut de] l'âme de l'herceg neuf mille et d'en avoir envoyé neuf mille au roi de Hongrie, ne voulant pas me remettre les dits ducats », avait-il dit à Mon Empire. Pour cette raison, sachez que l'ordre de Mon Empire est d'établir et d'instruire s'il en est comme il [Aḥmed] dit ; s'il en est ainsi, alors remettez les susdits ducats entre les mains du fidèle serviteur et *sklav* de Mon Empire, Āyāz[43].
Sachez qu'il en est ainsi, ne faites pas autrement.
Écrit à Constantinople, le 21 mai 1477.

Copie en caractères latins dans le livre « Traduzioni di firmani etc. »

Doc. N° 4.

Stojanović, N° 849, p. 258-259
Ordre à Raguse de livrer Marino de Pero pour comparaître en jugement contre le ʻ*ameldār* Batesta.

Le 26 septembre, 1477.

De la part du grand seigneur et puissant tsar, l'*émir* sultan Meḥmed *beg* : au *knez* et aux *vlastela* de Dubrovnik, que leurs noblesses reçoivent beaucoup de santé.

[43] Le litige sur le legs du feu *herceg* Stefan Vukčić-Kosača est une fois de plus soulevé devant la Porte par l'un de ses fils, Stefan, devenu renégat sous le nom d'Aḥmed en 1474 (cf. Bojović, « Dubrovnik et les Ottomans » (I), p. 132 ; Id. « Dubrovnik et les Ottomans » (II), p. 155-156, Doc. N° 1, 4 ; Elezović, *Turski spomenici* I/1, p. 603-611 ; Atanasovski, *Hercegovina*, p. 190-191, 192 n. 8). Cette fois-ci ce fut sans doute en rapport avec la somme de 1 000 ducats que Dubrovnik venait de remettre au *herceg* Vlatko, le frère d'Aḥmed Hercegović. Le litige ne fut pas réglé pour autant malgré les efforts suivis des Ragusains, le payement d'une partie du tribut de Konavle et les riches présents par lesquels ils s'efforçaient d'amadouer Stefan, le fils du *herceg*, devenu haut dignitaire ottoman. En 1488, Aḥmed *beg* renouvelle sa revendication concernant le legs paternel et Dubrovnik est invité par Bāyezīd II à envoyer encore une fois ses représentants devant le tribunal à la Porte, cf. Božić, *Dubrovnik i Turska*, p. 200 ; G. Elezović, « Nekretna dobra Aḥmed paše Hercegovića u Dubrovniku izvor za pljačku Dubrovačke republike », *Prilozi*

Lorsque vous recevrez cette lettre et ordre de Mon Empire, vos noblesses auront été prévenues de la venue du ‘*ameldār*[44] pour le savon, Batesta, [qui est venu] à la Porte de Mon Empire, en disant : j'avais envoyé un homme à moi, Antoni Koursi, à Dubrovnik avec mille trois cents ducats d'or, pour acheter de la graisse. Au cours du voyage, il fut rejoint par le Ragusain Marino di Pero. Alors qu'ils étaient dans un lieu-dit, il fut tué par un malfrat. Après, nous y avons trouvé la marchandise, mais les ducats ne furent pas retrouvés. C'est pour cette raison que j'ai envoyé le serviteur et *sklav* avec l'ordre de Mon Empire à Süleymān *paşa*, le *sanǧaq beg* de Bosnie[45], et au *qāḍī* afin que ces hommes soient trouvés là où la marchandise fut trouvée, pour qu'ils soient amenés au tribunal de Dieu (сѹдѹмь бжемь)[46]. C'est pour cette raison que j'ai envoyé à vos noblesses l'ordre et mon serviteur et *sklav*, ‘Alî Kapiči[47], afin que vous envoyiez le susdit Marino di Pero, accompagné du *sklav* de Mon Empire, pour qu'ils comparaissent devant le tribunal.
Qu'il en soit ainsi.
Écrit au mois de septembre, le 26e jour[48].

Au verso : *1477 ad 17. Nobr.*
Papier, écriture cursive.

Doc. N° 5.

STOJANOVIĆ, p. 259-260, N° 850.
Renouvellement de l'ordre précédent.

za orientalnu filologiju I (1950), p. 73sq. Sur Aḥmed, alias Stefan Hercegović, gendre du sultan Bāyezīd et grand vizir à plusieurs reprises (à partir de 1497), voir ATANASOVSKI, *Hercegovina*, p. 189-219 (avec bibliographie).

44 ‘*Ameld*ār, personne qui prenait des biens appartenant à l'État ou des impôts à ferme pour une période donnée, cf. BOJOVIĆ, « Dubrovnik et les Ottomans » (I), p. 167.

45 Le *sanǧaq* de Bosnie fut fondé aussitôt après la conquête ottomane de 1463, avec pour premier *sanǧaq beg*, Meḥmed Minetović (Minnet-oǧlu), ayant pour siège la ville de Jajce (seulement jusqu'à l'automne 1463), puis Vrhbosna. Entre 1465 et 1476 un minuscule royaume fantoche, avec les descendants du dernier roi de Bosnie, fut instauré par les Ottomans en Bosnie centrale. Sur les débuts de l'administration ottomane en Bosnie, voir ŠABANOVIĆ, *Bosanski pažaluk*, p. 38-43, 48-49 ; S. ĆIRKOVIĆ, « vlastela i kraljevi u Bosni posle 1963 », *Istoriski glasnik* 3 (1954), p. 123-131.

46 L'expression vieux-serbe désignant le tribunal religieux islamique (*maḥ keme-i šer ‘iyye*).

47 Terme turc (*qapıǧı*) signifiant portier.

48 Le meurtre du Vénitien Antoine Corsino (au service du ‘*ameldār* du savon, Batesta) ne pouvait être instruit sans le témoignage de Marino di Pero (Petrov). Le *sklav* du sultan, envoyé en mission accompagné du Florentin Cavalcanti, ne réussit pas à obtenir l'extradition du témoin, malgré l'avis de recherche lancé le 15 novembre par le « Consilium Rogatorum » de Raguse qui avait mis sous séquestre les biens de ce coupable présumé, BOŽIĆ, *Dubrovnik i Turska*, p. 236-237 ; ELEZOVIĆ, *Turski spomenici*. I/1, N° 49 p. 177-178 ; cf. *infra* Doc. N° 9, 10, 11.

Constantinople, le 3 février, 1478.

De la part du grand seigneur et puissant tsar et *émir* sultan Meḥmed : au *knez* honorable en tout et aux *vlastela* de Dubrovnik, ayez beaucoup de santé.

Lorsque vous recevrez cette lettre et ordre de Mon Empire, vos noblesses auront été prévenues de la venue du ‘*ameldār*, Batesta, [qui est venu] à la Porte de Mon Empire, en disant : j’avais envoyé un homme à moi, Antoni Koursi [Antonio Corsino], en Bosnie. Au cours du voyage il fut rejoint par le Ragusain Marino di Pero. Alors qu’ils étaient dans un lieu-dit, il fut tué par un malfrat. Après, nous y avons trouvé [en cet endroit ?] la marchandise mais les ducats qui étaient avec ne furent pas trouvés. C’est pour cette raison que j’ai envoyé le *sklav* avec l’ordre de Mon Empire pour que vous livriez Marino di Pero au tribunal de Dieu et à la Loi. Or, vous ne l’avez pas livré, sous prétexte qu’il n’était pas à Dubrovnik. C’est pour cette raison que j’ai envoyé maintenant l’ordre de Mon Empire soit pour que vous livriez cet homme, soit pour que vous payiez vous-mêmes ces ducats. Si vous transgressiez l’ordre de Mon Empire en refusant de livrer cet homme et de donner ces ducats, je n’aurais pas pitié de vous. Sachez qu’avec cet ordre j’envoie aussi mon fidèle serviteur et *sklav*, ‘Alî Kapiči.
Écrit au mois de février, le 3e jour, à Constantinople[49].

Papier, écriture cursive.

Doc. N° 6.

Truhelka, p. 48, N° 54 ; Stojanović, p. 260, N° 851.
Reçu pour le tribut (*ẖarāğ*) de 10 000 ducats, remis par les *apoclisaire*s Živan et Naoko.

Constantinople, le 28 février, 1478.

De la part du grand seigneur et puissant tsar et *émir* sultan Meḥmed : au *knez* honorable en tout et aux *vlastela* de Dubrovnik, ayez beaucoup de santé.

Sachez donc que sont venus vos *apoclisaire*s, Živan [Žornić] et Naoko [Saraković][50], avec le tribut (χαραч = *ẖarāğ*) légal à la Porte de Mon

[49] Malgré sa promesse accordée à Raguse par écrit (Bojović, « Dubrovnik et les Ottomans » (I), N° 4, 6, 9 p. 146, 149, 153) de ne pas procéder aux transmissions de dettes, la Porte réclame le payement de 1 300 ducats à la cité. Excédé par ces « vexacione et avanie che habiamo da li Turchi », le « Consilium Rogatorum » de la République prend des mesures énergiques pour retrouver le fugitif après avoir saisi les biens de Marino di Pero pour une valeur de 240 ducats, cf. Božić, *Dubrovnik i Turska*, p. 237.

[50] Les noms de Živan Palmotić (de Palmota, Žornić) et Naoko Saraković (de Saracha) correspondent sans doute à ceux des ambassadeurs ragusains, Ivan Palmotić et Božo Saraka (Saraković), qui avaient obtenu, après de longs pourparlers à la Porte en 1477, la

Empire, apportant [au titre] du tribut qu'ils versèrent au comptant à la maison de Mon Empire 10 000 ducats d'or vénitiens, au mois de novembre et pour l'année suivante. En l'an 1478.
Écrit à Constantinople, au mois de février, le 28e jour[51].

Au verso : *Expeditoria de duc. X. m.*
Sur la couverture : *Expeditoria de duc. 10 000 del tributo de 1478.*

Doc. N° 7.

TRUHELKA, p. 50, N° 57 ; STOJANOVIĆ, p. 261, N° 853.
Document relatant l'accord sur la douane et le nouveau montant du tribut, stipulant le remboursement du surplus de taxes payé depuis l'augmentation du taux de douane.

Constantinople, le 28 février (1478)[52].

Ṭuğra

De la part du grand seigneur de tous les pays d'Orient et d'Occident, tsar des tsars et grand *émir*, le sultan Meḥmed *beg* : au *knez* et aux *vlastela* de Dubrovnik, que leurs noblesses reçoivent beaucoup de santé.

Comme nous vous le laissons voir, concernant la diminution de votre [taux] de douane, selon ce qui a été convenu avec votre *apoclisaire*, vous payerez douze mille cinq cents ducats d'or de tribut (*ḫarāğ*) à Mon Empire. J'ai envoyé à ce sujet l'ordre de Mon Empire à mon fidèle *sklav*, Süleymān *beg*, afin que cette douane vous soit déduite et que, pour cette raison, ce qui a été taxé selon ce taux [ancien] depuis le 1er jour du mois de décembre, vous soit remboursé, alors que vous devez envoyer l'intégralité de la somme de douze mille cinq cents ducats d'or de tribut à la Porte de Mon Empire d'ici le mois de novembre suivant, comme je l'ai écrit dans la lettre de notre *apoclisaire*.
Écrit au mois de février, le 28e jour. A Constantinople[53].

Original, papier 41 cm sur 13,5 cm.

diminution de la douane (BOŽIĆ, *Dubrovnik i Turska*, p. 202, cf. infra Doc. N° 7, 12, 17, 18). En tant qu'ambassadeur, le nom d'Ivan Palmotić (Johannes de Palmota), apparaît dans deux documents ragusains de 1466, cf. J. RADONIĆ, *Dubrovačka akta i povelje* I/2, Belgrade 1934, N° 302 p. 672-674, N° 307 p. 681. Les formes multiples des noms et prénoms portés par les Ragusains sont la conséquence de leur bilinguisme, BOJOVIĆ, « Dubrovnik et les Ottomans » (I), p. 135-137.

[51] Le même reçu est délivré en turc, le 26 février 1478, cf. ELEZOVIĆ, *Turski spomenici* I/1, N° 48 p. 176.

[52] Pour la datation, cf. TRUHELKA, p. 50 n. 1.

[53] Le *sanğaq beg* d'Herzégovine, Süleymān, avait reçu l'ordre de rembourser la différence de douane perçue depuis le mois de décembre, cf. ELEZOVIĆ, *Turski spomenici* I/1, p. 611 ; BOŽIĆ, *Dubrovnik i Turska*, p. 203 ; ATANASOVSKI, *Hercegovina*, p. 92.

Doc. N° 8.

TRUHELKA, p. 48-49, N° 55 ; STOJANOVIĆ, p. 260-261, N° 852.
Le sultan accède à la demande de Raguse de revenir sur le nouveau taux de douane (5 %), alors que ses sujets ne payent que 4 %. Le tribut de Dubrovnik est, en revanche, porté à 12 500 ducats.

Constantinople, le 2 mars, 1478.

Ṭuğra[54]

De la part du grand seigneur de tous les pays d'Orient et d'Occident, tsar des tsars et grand *émir*, le sultan Meḥmed *beg* : au *knez* et aux *vlastela* de Dubrovnik, que leurs noblesses reçoivent beaucoup de santé.

Ensuite, nous vous faisons savoir quel était l'ordre de Mon Empire relatif à ce droit de douane (гюмрюкъ = *gümrük*), que vos gens devaient payer 5 % alors que nos gens payent 4 % ; alors que les ʻ*ameldār* donnaient durant 3 ans dix mille ducats d'or à Mon Empire. Vu que vous vous êtes fortement plaints à Mon Empire afin que cette douane vous soit diminuée, je vous fais la faveur de Mon Empire comme nous nous sommes entendus et l'avons décidé. Entendu que cette douane vous est diminuée, alors que vous payiez jusqu'à maintenant dix mille ducats de tribut (*ḫarāğ*) à Mon Empire, vous devez payer dorénavant pour le tribut et comme droit de douane (*gümrük*)[55], chaque année, douze mille cinq cents ducats d'or au mois de novembre, à la date où vous le faisiez auparavant. Que la douane ne vous soit pas augmentée. Qu'aucune entrave ne vous soit faite dorénavant.
Écrit au mois de mars, le 2e jour, en l'an 1478 de la naissance du Christ

En couverture : *Comandamento del imperator sultan Mehmed 1478 per achonto de charaz de ducati 2500 ultra li 10 000 et questo per giumruch.*
Original, papier 40 cm sur 15,5 cm.

[54] Fac-similé de la *ṭuğra* (« Meḥmed bini Murād *han* muzaffer daʻima ») : TRUHELKA, p. 48.

[55] L'augmentation du tribut de 2 500 ducats d'or (« pour le *gümrük* ») compensait largement le manque à gagner que représentait la différence de 1% entre la taxe commerciale traditionnelle (4%) et celle imposée entre 1476 et 1478 (5%). Alors que le sultan prétendait que cette différence s'élevait à 10 000 ducats d'or par an, les Ragusains ont réussi à établir, à l'aide des livres d'impôts de Süleymān *beg* relatifs au commerce (voir, *supra* Doc. N° 7), que la différence de taxe prélevée ne pouvait excéder les 1 200 ducats d'or par an. La faible proportion de cette différence est due aux mesures exceptionnelles prises en 1477 qui avaient pratiquement interrompu les activités commerciales de Dubrovnik par voie terrestre en tant que mesure de rétorsion devant l'augmentation de la taxe douanière, cf. ELEZOVIĆ, Turski *spomenici* I/1, p. 611-612 ; BOŽIĆ, *Dubrovnik i Turska*, p. 202-203 n. 84 ; BOJOVIĆ, « Dubrovnik et les Ottomans » (II), p. 162-163.

Doc. N° 9.

Kovač[56], p. 401-402 ; Stojanović, p. 261-262, N° 854.
Refus du prétexte ragusain selon lequel Marino de Pero n'est plus dans la cité, et menace de faire régler le litige par une confiscation de biens sur les négociants ragusains en Turquie.

Skoplje, le 10 juin, 1478.

De la part du grand seigneur et puissant tsar, le grand *émir* sultan Meḥmed : au *knez* honorable en tout et aux *vlastela* de Dubrovnik, ayez beaucoup de santé.

Lorsque vous recevrez cette lettre et cet ordre de Mon Empire concernant votre lettre dans laquelle vous écrivez à la Porte de Mon Empire en disant que Marino di Pero n'était plus à Dubrovnik. [sachez ce qui suit]: Mon Empire a su que si vous aviez voulu l'arrêter vous l'auriez fait, ce que vous n'aviez pas voulu faire. Ainsi, voici l'ordre de Mon Empire : envoyez par votre *apoclisaire* à la Porte de Mon Empire, soit le susdit Marino di Pero, soit les 1 300 ducats en question, car ces ducats [dûs] au '*ameldār* Batesta appartiennent à Mon Empire. Au cas où vous n'obéiriez pas à l'ordre de Mon Empire en n'envoyant pas ces ducats, ni le susdit Marino di Pero, sachez que les dits ducats seraient prélevés sur vos marchands et que vous subiriez la colère de Mon Empire. Ne faites pas autrement et j'envoie avec cet ordre Kavalkant [Cavalcantini], l'homme de Batesta[57]. Que vos noblesses le sachent.
Écrit au mois de juin, le 10e jour, à Skoplje.

Papier ; écriture cursive.

Doc. N° 10.

Stojanović, p. 262, N° 855.
Renouvellement de l'ordre précédent, sous la même date, mais formulé différemment.

Skoplje, le 10 juin, 1478.

Vu que vous avez envoyé votre fidèle serviteur qui est venu remettre votre lettre à la Porte de Mon Empire, tout ce que vous avez écrit a été bien appris et compris par Mon Empire. Or, Mon Empire a appris que ce Marino di Pero était venu à Dubrovnik, alors que vous ne vouliez pas l'arrêter, mais que vous l'aviez laissé partir. Ainsi, voici l'ordre de Mon Empire : envoyez par votre *apoclisaire* à la Porte de Mon Empire, soit le susdit Marino di Pero, soit les mille trois cents ducats en question. Ne vous avisez pas de faire autrement que d'envoyer soit l'homme, soit

[56] K. Kovač, « Nekoliko slavjenskih listina », *Glasnik ZMBH* XXIV (1913), p. 401-402.
[57] Božić, *Dubrovnik i Turska*, p. 236-237 n. 24 ; cf. supra Doc. N° 4 n. 48.

ces ducats, car, si vous n'obéissiez pas à l'ordre de Mon Empire, sachez que les dits ducats seraient prélevés sur vos marchands et que vous subiriez la colère de Mon Empire. Il en est ainsi et pas autrement.
Écrit au mois de juin, le 10e jour, à Skoplje.

Au verso : *1478, 19 junius.*
Papier ; écriture cursive.

Doc. N° 11.

Kovač, p. 400 ; Stojanović, p. 264, N° 858.
Reçu pour les 1 060 ducats du règlement du litige concernant Marino de Pero.

Le 18 janvier [1479][58].

De la part du grand seigneur de tous les pays d'Orient et d'Occident, tsar des tsars et grand *émir*, le sultan Meḥmed *beg* : au *knez* élu et aux *vlastela* de Dubrovnik, que leurs noblesses reçoivent beaucoup de santé et de salutations (*heretisanie*).

Sachez donc que sont venus à la Porte de Mon Empire, vos *vlastela* Nikša Palmotić [Žoretić] et Naoko Saraković, apportant en qualité d'*apoclisaire*s, mille soixante ducats vénitiens—que j'ai reçus et déposés dans la trésorerie de Mon Empire—ainsi que je vous ai ordonné par écrit de payer pour Marino di Pero, lequel les a pris par violence au '*ameldār* du savon, Batista. En ce qui vous concerne, je vous fais la faveur de Mon Empire : où que vous trouviez Marino ou son bien au pouvoir de Mon Empire, que personne ne puisse vous faire de difficulté, mais que vous soyez libres de confisquer et de vendre en contrepartie des ducats que vous avez payés pour lui à Mon Empire. Que vos noblesses le sachent.
Écrit au mois de janvier, le 18e jour[59].

Papier ; écriture cursive.

Doc. N° 12.

Truhelka, p. 52-53, N° 60 ; Stojanović, p. 263-264, N° 857.
Reçu pour le tribut (*ḫarāǧ*) de 12 500 ducats remis par les *apoclisaire*s Nikša Palmotić et Naoko Saraković.

[58] L'année d'après le firman turc de Meḥmed II du 17 janvier 1479 (23 ševal 883), cf. Elezović, *Turski spomenici* I/1, N° 54 p. 178.

[59] Voir *supra* Doc. N° 9 et 10. L'ordre d'arrêter Marino di Pero et de remettre ses biens aux Ragusains, en dédommagement des 1 060 ducats payés pour lui par Raguse, avait été donné aux *qāḍī* de Plovdiv, de Trepča, de Štip, de Nagorič (actuellement village près de Kumanovo), ainsi qu'aux autres *qāḍī* de Roumélie, le 9 janvier 1479, cf. F. Kraelitz, *Osmanische Urkunden in türkischer Sprache aus der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts*, Vienne 1922, N° 9 p. 62-64 (fac-similé planche VIa) ; Elezović, *Turski spomenici* I/1, N° 49 p. 177-178 n. 5.

Constantinople, le 28 janvier, 1479.

Ṭuğra

De la part du grand seigneur de tous les pays d'Orient et d'Occident, tsar des tsars et grand *émir*, le sultan Meḥmed *beg* : au *knez* élu et aux *vlastela* de Dubrovnik, que leurs noblesses reçoivent beaucoup de santé.

Sachez donc que sont venus à la Porte de Mon Empire, en qualité d'*apoclisaire*s, vos *vlastela* Nikša Palmotić [Žornić][60] et Naoko Saraković, en m'apportant le tribut (*ḫarāğ*) et le droit de douane (*gümrük*) légal d'un montant de douze mille cinq cents ducats d'or vénitiens, que j'ai reçu et déposé dans le trésor de Mon Empire, au comptant et en temps voulu, ainsi qu'il en était convenu entre nous. C'est ainsi que vous avez accompli l'ordre de Mon Empire comme des serviteurs proches et fidèles de Mon Empire, pour l'année en cours, le règlement jusqu'à l'échéance, au premier jour de novembre ; l'an mil quatre cent soixante-dix-neuf de la naissance du Christ.
Écrit, au mois de janvier, le 28e jour, à Constantinople[61].

Au verso : *Expeditoria del harazo.*
Original, papier 41 cm sur 13,5 cm.

Doc. N° 13.

Truhelka, p. 53-54, N° 61 ; Stojanović, p. 265, N° 859.
Ordre de saisie de tous les biens de Ratko, '*ameldār* de Živan Pripčinović, pour une dette de 3 000 ducats. Sanction consécutive à la sentence du *qāḍī* de Vrhbosna.

Le 27 avril, 1479.

Ṭuğra

De la part du grand seigneur de tous les pays d'Orient et d'Occident, tsar des tsars et grand *émir*, le sultan Meḥmed *beg* : au *knez* élu et aux *vlastela* de Dubrovnik, que leurs noblesses reçoivent beaucoup de santé et de salutations (*heretisanie*).

Et puis, ayez en vue que j'envoie maintenant le *sklav* de Mon Empire, Kasum [Qasım][62], à l'attention de vos noblesses, concernant les agissements

[60] Nikša (Nicolas) Palmotić (Žoretić) est un diplomate ragusain qui était chargé de missions particulièrement importantes à la Porte (à partir de 1460, cf. Božić, *Dubrovnik i Turska*, p. 156 n. 130 ; Bojović, « Dubrovnik et les Ottomans » (I), p. 155 n. 186 ; Id. « Dubrovnik et les Ottomans II », N° p. 171 n. 79), comme cela devait être le cas pour la confirmation des privilèges ragusains par Bāyezīd II, en 1481, Stojanović, N° 879 p. 284-287.

[61] Pour la copie turque de ce firman (17 janvier, 1479), cf. Elezović, *Turski spomenici* I/1, N° 50 p. 178-180.

[62] Pour le *sklav* Kasum, qui vint à Dubrovnik en 1471, 1479, ainsi qu'avant 1489, cf. *infra* Doc. N° 19 n. 83.

de Ratko [Mizaljević] lequel était l'*emīn* de Živan Pripčinović[63] et qui était chargé de la vente de plomb et autres marchandises pour lesquelles il lui est redevable[64] de trois mille ducats vénitiens, ainsi qu'il a été jugé et ordonné devant le *qāḍī* de Vrhbosna[65]. Puisqu'il en est ainsi, Mon Empire ordonne ce qui suit : j'exige la confiscation des biens, des maisons et autres avoirs du susdit Ratko, de réunir tout ce qui se trouve dans votre ville, de vendre le tout sans rien omettre, et de remettre le tout au *sklav* de Mon Empire pour qu'il l'apporte à la Porte de Mon Empire.

Prenez garde de ne pas transgresser l'ordre de Mon Empire dans cette affaire, mais de vous appliquer à accomplir cet ordre qui est le mien, comme des amis véritables et serviteurs fidèles de Mon Empire.
Sachez qu'il en est ainsi, ne faites pas autrement.
Écrit en avril, le 27.

Au verso : *1479 adi 27 maio del imperador porto Cassom sclauo per fatto de Pribzinovich.*
Original, papier 41,5 cm sur 19 cm.

Doc. N° 14.

TRUHELKA, p. 57, N° 64 ; STOJANOVIĆ, p. 267-268, N° 861.
Reçu pour le tribut (*ḫarāǧ*) de 12 500 ducats pour l'année 1481, remis par les *apoclisaire*s Živan Žoretić et Jakov Bunić.

Constantinople, le 5 février, 1480.

Ṭuğra

De la part du grand seigneur et puissant tsar et grand *émir* sultan Meḥmed : au *knez* élu et aux *vlastela* de Dubrovnik, salutation écrite de Mon Empire.

[63] Fils de Pripčin Živanović (venu de Bosnie ou de Serbie pour s'installer à Dubrovnik vers 1440), Živan Pripčinović était l'un des membres (depuis 1455) les plus influents de l'importante corporation marchande de St. Antoine, cf. Ruža ÇUK, « Dubrovačke gradjanske porodice poreklom iz srednjovekovne bosanske države », in *Bosna i Hercegovina od srednjeg veka do novijih vremena*, Belgrade 1995, p. 178. Sur la liquidation de l'affaire Pripčinović, voir ELEZOVIĆ, *Turski spomenici* I/1, p. 611-612 ; STOJANOVIĆ, N°s 880, 890 p. 287-288, 294-295 ; BOŽIĆ, *Dubrovnik i Turska*, p. 317-321.

[64] Cf. *supra* Doc. N° 1 n. 37.

[65] En septembre 1478, Živan Pripčinović vint à Dubrovnik avec le *sklav* Kasum muni d'une ordonnance du sultan. Le but de sa venue était de faire comparaître plusieurs de ses débiteurs devant le *qāḍī* de Vrhbosna, cf. BOŽIĆ, *Dubrovnik i Turska*, p. 320. Vrhbosna: une joupa (circonscription) médiévale dont le nom désignait la localité Trgovište (sur l'emplacement de l'actuel Sarajevo), avec une place marchande régionale depuis le milieu du XVe siècle. Dans les années 1470 ce fut un important centre commercial renfermant la plus grande colonie ragusaine de Bosnie, cf. V. SKARIĆ, *Sarajevo i njegova okolina od najstarijih vremena do Austro-ugarske okupacije*, Sarajevo 1937, p. 39-41 ; BOŽIĆ, *op. cit.*, p. 282-283 ; Desanka KOVAČEVIĆ-KOJIĆ, « O srednjevekovnom trgu na mjestu današujeg Sarajeva », *Zbornik FF* XI/1 (1970), p. 353-361 (rés. français, p. 362).

Sachez donc ensuite que vos deux vlastelin, Živan Žoretić et Jakov Bunić[66], envoyés en qualité d'*apoclisaire*s à la Porte de Mon Empire avec le tribut (*ḫarāǧ*) légal, ont apporté le *ḫarāǧ* légal et le droit de douane (*gümrük*) de Mon Empire d'un montant de 12 500 ducats d'or vénitiens, que j'ai reçu et déposé à la trésorerie de Mon Empire pour l'année [l'échéance] qui commence au mois de novembre de l'année 6988 (1480)[67]. Sachez aussi que sur le susdit tribut et le droit de douane (*gümrük*) 86 ducats vénitiens ont été déduits pour l'artisan Pavle et pour sa solde, en plus de 1 680 aspres pour les 840 ducats hongrois, [compris] dans le tribut selon l'ordre de Mon Empire, afin d'atteindre le total de 12 500 ducats d'or vénitiens pour le susdit tribut et le droit de douane, ainsi qu'il est inscrit dans le registre de Mon Empire.

Cette lettre de Mon Empire est délivrée en faveur de vos noblesses en vu d'attestation et de confirmation à toute fin utile ; que vos noblesses le sachent.

En l'an 6988, de l'année mil quatre cent quatre-vingt, au mois de février, le 5e jour, à Constantinople.

Au verso : *Expeditoria vulgaricha. In serviano.*
Papier ; écriture cursive.

Doc. N° 15.

Truhelka, p. 57-58, N° 65 ; Stojanović, p. 268-270, N° 862, 863.
Meḥmed II confirme les privilèges de Dubrovnik tout en portant son tribut à 15 000 ducats.

Constantinople, le 7 mai, 1480.

Par la grâce de Dieu, moi le grand seigneur et puissant tsar et le grand *émir*, le sultan Meḥmed, fais voir et connaître à tout homme la faveur que Mon Empire fait au *knez* et aux *vlastela* de Dubrovnik, mes fidèles et véritables serviteurs, concernant les terres et leur gouvernement et leur patrimoine ; du tout au tout, tout ce qu'ils détenaient en leur possession et sous leur administration, ce qu'ils gouvernaient au départ en tant que leur véritable patrimoine (баштиноу[68]) de droit ; ainsi que tous leurs

[66] Sur Jako (Jakov) Bunić, cf. *infra* Doc. N° 19 n. 82 ; Bojović, « Dubrovnik et les Ottomans » (I), Doc. N° 8, 15 et 17, p. 152-154 n. 177 ; 161-163 ; Id., « Dubrovnik et les Ottomans » (II), Doc. N° 11, p. 176-177 n. 102. Jako Bunić alla donc à plusieurs reprises en ambassade à Constantinople afin d'y porter le tribut de Raguse (Stojanović, nº 846, 861 et peut-être aussi nº 883 « Jakomo Bunić »). *knez* Jako Bunić apparaît encore dans un contrat privé (en turc) du 4 novembre 1475 (Elezović, *Turski spomenici* I/1, N° 42 p. 169-170 n. 6).

[67] Pour la version turque (« Expeditoria in turchescho ») de ce document (daté du 6 février 1480), sans la note concernant l'artisan Pavle et les 840 ducats hongrois, voir Elezović, *Turski spomenici* I/1, N° 52 p. 182-183.

[68] Le terme vieux-serbe de « baština », « patrimoine », est utilisé par les Ottomans pour désigner une propriété héréditaire rurale, appartenant aux chrétiens, qu'ils soient

hommes sur terre et sur mer, dans les îles et pour la ville et les forts qu'ils possédaient, pour lesquels ils me payaient 10 000 ducats d'or de tribut, alors que pour le droit de douane (*gümrük*) [ils payaient] deux mille cinq cents ducats d'or. Alors, maintenant, Mon Empire ordonne qu'ils me payent deux mille cinq cents ducats supplémentaires. Mon Empire ordonne qu'ils me payent en tout quinze mille ducats d'or de tribut. C'est ainsi qu'il est ordonné : que ce tribut soit apporté après le premier tribut qui sera payé douze mille cinq cents ducats d'or ; que le tribut de quinze mille ducats d'or soit payé annuellement, ainsi que l'ordonne Mon Empire. Que rien de plus ne leur soit exigé, sous aucun prétexte, pour quelque raison que ce soit, ni par le *sanǧaq beg*, ni par le *qāḍī*, ni par le percepteur d'impôt, ni par le travnik[69], ni par l'*emîn*, ni par le convoyeur (?)[70], ni par aucun *sklav* de Mon Empire qui vient pour mes affaires dans ces contrées, s'il ne veut s'attirer la colère de Mon Empire. Au cas où se manifestera ou sera causé quelque mal ou violence du fait de mes hommes à l'égard des susdits Ragusains, ou à l'encontre de leur pays ou gouvernement, que Mon Empire le punisse comme il se doit. Tout comme ils payaient jusqu'à maintenant pour faire du commerce dans le pays de Mon Empire sans subir aucune entrave, que leurs marchands viennent avec leurs marchandises et leurs biens en payant les douanes et la taxe pour les bateaux [lorsqu'ils] circulent et traversent les pays de Mon Empire, sans subir aucune malveillance ou entrave. Cette lettre et cet ordre de Mon Empire est délivrée en faveur des Ragusains en vue de sauf-conduit et de protection.
Qu'on le sache ainsi ; qu'il n'en soit pas autrement.
En l'an 6988, le mois de mai, 7e jour, à Constantinople[71].

Original, papier ; écriture cursive (copie dans le « Liber Privilegiorum » p. 116, Archives d'État de Raguse).

Doc. N° 16.

TRUHELKA, p. 59, N° 66 ; STOJANOVIĆ, p. 270-271, N° 864.
Ordre de payer 1 250 ducats en contrepartie de l'accord sur les terres cédées par le sultan à Raguse.

Constantinople, le 7 mai (1480)[72].

paysans ou membres de la petite noblesse foncière qui s'est maintenue aux XVe et XVIe siècles, grâce au service militaire et paramilitaire par lequel ils se rendaient utiles aux Ottomans, Olga ZIROJEVIĆ, *Tursko vojno uredjenje u Srbiji 1459-1683*, Belgrade 1974, p. 294 ; BOJOVIĆ, « Dubrovnik et les Ottomans » (II), p. 177.

[69] Percepteur d'impôt pour l'herbe (le fourrage et les pâturages), BOŽIĆ, *Dubrovnik i Turska*, p. 390.

[70] χаифсорꙋчиꙗ = haif (?) sürüğü ou каифьсор҄жиꙗ = kaif (?) sürüğü, selon la copie de ce document publié par STOJANOVIĆ, p. 269.

[71] Cf. BOŽIĆ, *Dubrovnik i Turska*, p. 211.

[72] Année déterminée d'après le Doc. N° 19 (cf. TRUHELKA, p. 59 n. 1 ; STOJANOVIĆ, p. 271).

Ṭuğra

De la part du grand seigneur et puissant tsar et grand *émir* sultan Meḥmed : au *knez* élu et aux *vlastela* de Dubrovnik, que vos noblesses aient beaucoup de santé et de salutations (*heretisanie*).

Sachez donc ensuite que, concernant la venue de vos deux fidèles et honorables vlastelin envoyés en *apoclisaire*s à la Porte de Mon Empire, pour l'affaire de votre terre dont il fut émis l'ordre de Mon Empire afin qu'elle soit subordonnée à mon *sanğaq beg*[73]. Ainsi qu'il était convenu à la venue de vos susdits *apoclisaire*s, ce que vous allez apprendre par l'autre lettre de Mon Empire, alors que celle-ci vous ordonne : que pour les 6 mois, depuis le jour d'aujourd'hui, jusqu'à l'échéance de votre tribut, vous devez m'envoyer, en plus du tribut, 1 250 ducats d'or pour les terres et pour le domaine qui vous sera défini, rendu et remis en mains propres. Ne faites pas autrement. Que vos noblesses le sachent.
Mois de mai, le 7e jour, à Constantinople[74].

Papier ; écriture cursive.

Doc. nº 17

Truhelka, p. 33-34, N° 33 ; Stojanović, p. 248-249, nº 834.
Réponse à la plainte des *apoclisaire*s ragusains à la Porte concernant les pillages perpétrés par les gens d'Āyāz *beg*.

(Constantinople), juin [1480][75]

Ṭuğra (endommagée en haut)

De la part du grand seigneur, du puissant tsar et grand *émir*, le sultan Meḥmed : au *knez* élu et aux *vlastela* de Dubrovnik ; que leurs noblesses reçoivent beaucoup de santé et de salutations.

73 Malgré les craintes des Ragusains et les intentions du sultan, la subordination de Dubrovnik au *sanğaq beg*, Āyāz, ne sera pas suivie d'effet, car les ambassadeurs ragusains avaient accepté l'augmentation du tribut. Ce nouveau durcissement de la Porte à l'égard de Raguse est à mettre en rapport avec l'offensive ottomane au nord et à l'ouest des Balkans, jusqu'en Italie méridionale, par suite de la défection de Venise qui avait signé la paix avec le sultan en 1479, cf. Elezović, *Turski spomenici* I/1, p. 184 ; Božić, *Dubrovnik i Turska*, p. 209-210 ; Atanasovski, *Hercegovina*, p. 126-131. Āyāz était le *sanğaq beg* à Vrhbosna de 1470 à 1475 ; sa première mention dans les documents ragusains en tant que *sanğaq beg* d'Herzégovine date du mois d'octobre 1478, cf. Božić, « Hercegovački sandžak*beg* Ajaz », *Zbornik FF* I (1948), p. 65, 69-70.

74 Cf. Božić, *Dubrovnik i Turska*, p. 211.

75 La datation erronée de Truhelka (1471) a pu être corrigée grâce à l'édition par Elezović d'un document de Meḥmed II rédigé en turc. Il s'agit d'une copie d'un document daté du 9 Juin 1480 à Constantinople. Il y est question d'Āyāz *beg* (devenu alors *sanğaq beg* de Djustendil (Köstendil), puni selon Elezović pour le saccage des terres de Raguse), ainsi que de restitution des biens que Yūnus, le *voïévode* de Āyāz *beg*, avait pillés en territoire ragusain, cf. Elezović, *Turski spomenici* I,/1, Doc. 54 p. 184-185 (n. 11).

Sachez ensuite que vous avez envoyé votre fidèle et honnête *vlastelin* Živan Palmotić[76] en ambassade auprès de la Porte de Mon Empire pour cette affaire que les hommes d'Āyāz[77] *beg* ont commise sur les terres et les hommes qui sont les vôtres. Que votre seigneurie sache que ces opérations ne sont pas entreprises sans la volonté et sans l'ordre de Mon Empire. C'est pour cette raison que l'ordre écrit de Mon Empire a été envoyé à Āyāz *beg*, disant que le mal et les dommages que ses hommes auraient commis au sein de votre gouvernement doivent être remboursés jusqu'à un fil[78]. Il doit ensuite envoyer à Mon Empire les hommes qui s'en sont rendus coupables, afin que je les punisse en conséquence: [ainsi] fut ordonné au seigneur de l'Herzégovine et à tous les *qāḍī* de Roumélie, que tout ce qui pourrait être trouvé chez eux de prisonniers ou de biens [appartenant] au gouvernement de votre pays, doit être restitué jusqu'à un fil; que si vos biens ne vous sont pas restitués au cours de l'hiver, selon l'ordre de Mon Empire, et que vous me [l'appreniez] par un message à la Porte de Mon Empire, Mon Empire agira en conséquence. Juin

Doc. N° 18.

Truhelka, p. 59-60, N° 67; Stojanović, p. 271-272, N° 865.
Reçu pour le tribut (*ḫarāğ*) de 13 750 ducats remis par les *apoclisaire*s Naoko Saraković et Živko Restić: 10 000 pour le *ḫarāğ*, 2 500 pour le droit de douane et 1 250 pour la confirmation de « l'État, du gouvernement et des gens. »

76 Palmotić est le nom d'une lignée patricienne de Dubrovnik (Božić, *Dubrovnik i Turska*, index p. 383). Le prénom de Živan (ressortissant ottoman) apparaît dans un document turc de 22-30 octobre 1475 (3e décade de ğemazî'l-ahir 880), qui atteste que le serviteur (*qulı*) du sultan a touché les 13 676 aspres qui étaient en dépôt chez Živan (Elezović, *Turski spomenici* I/1, nº 41 p. 168-169).

77 Āyāz *beg*, le *sanğaq beg* de Bosnie et d'Herzégovine. La réorganisation de l'administration ottomane en Bosnie date de février 1470. Le territoire gouverné par 'Isā *beg* était alors divisé en deux *sanğaq*; celui d'Herzégovine avait son siège à Foča, alors que celui de Bosnie proprement dite avait son siège à Vrhbosna; Āyāz *beg* portait le titre de « *sanğaq beg* de Vrhbosna »; en 1480 il était le *sanğaq beg* de Djustendil (Köstendil), mais à partir du juillet, il est de nouveau *sanğaq beg* d'Herzégovine. Le 29 juin 1470 un document relatif à la liquidation du legs du grand-duc Stefan Vukčić-Kosača, validé par le *sanğaq beg* de Bosnie Āyāz, est délivré à l'intention de Raguse (Elezović, *Turski spomenici* I/1, p. 47, t. I/2, p. 55, nº 32 index p. 280, 281; Božić, *op. cit.* p. 183, 189, 190, 192, 193, 199, 210, 211, 213, 214, 215, 217, 240, 241, 255, 259, 291, 295, 313, 321, 335, 339; Zirojević, *Tursko vojno uredjenje*, p. 96, 97). Āyāz *beg* mit fin à la conquête de l'Herzégovine en 1481 par la prise de Novi, dernier bastion du *herceg* Vlatko (Božić, « Hercegovački *sandžakbeg* Ajaz », *Zbornik FF* I/, (1948), 63-81; V. Čorović, *Historia Bosne*, Belgrade 1940, p. 591, 598, 603-605; *Istorija Srpskog Naroda* II, p. 412-413; Stojanović, p. 348-350, N° 948-951; C. Jirecek, *Geschichte der Serben*, t. II/1, Gotha 1918, p. 227; Atanasovski, *Hercegovina*, p. 126-127, 133).

78 Il faudrait en déduire qu'en commettant ces exactions les hommes d'Āyāz *beg* avaient outrepassé leurs ordres.

Constantinople, le 30 novembre, 1480.

Ṭuğra

De la part du grand seigneur et puissant tsar et grand *émir* sultan Meḥmed : au *knez* élu et aux *vlastela* de Dubrovnik, que vos noblesses aient beaucoup de santé.

Sachez que vos deux fidèles *apoclisaire*s, envoyés à la Porte de Mon Empire, Naoko Saraković et Živko Restić[79], avec le tribut (*ḫarāǧ*) légal, apportant du tribut légal [dû à] de Mon Empire dix mille ducats d'or vénitiens avec, en plus, deux mille cinq cents ducats d'or vénitiens pour le droit de douane (*gümrük*), douze mille deux cent cinquante ducats d'or vénitiens en tout, en plus de mille deux cent cinquante ducats d'or vénitiens pour la confirmation par Mon Empire de l'État que vous détenez et le gouvernement, les hommes, du tout au tout, pour l'année qui vient, ce qui fait au total treize mille sept cent cinquante ducats d'or vénitiens, que Mon Empire a reçus jusqu'à l'échéance du mois de novembre de l'année de la naissance du Christ, mil quatre cent quatre-vingt un. Nous avons reçu le tout en le déposant à la trésorerie (*hazîne*) de Mon Empire, que cela soit su, pour l'année qui vient.

Cette lettre de Mon Empire est délivrée pour attestation et confirmation à toute fin utile, que vos noblesses le sachent.
En l'an de la naissance du Christ, 1480, au mois de novembre, le 30e jour[80].

Original, papier, 40,5 cm sur 16 cm ; écriture cursive.

Doc. N° 19.

TRUHELKA, p. 62, N° 70 ; STOJANOVIĆ, p. 272, N° 866.
Attestation pour la venue de l'*apoclisaire* Ioko et pour la mission du *sklav* Kasum *beg* qui a un message du sultan à transmettre à la ville de Raguse.

[79] Restić (de Restis, Resti) est le nom d'une longue lignée patricienne de Dubrovnik (XIIe-XIXe s.), Radonić, *Dubrovačka akta* I/2, p. 981. Živko (Ǧivko) Rastić était *apoclisaire* à la Porte en 1490 (reçu pour le tribut du 2 mai 1490), cf. ELEZOVIĆ, *Turski spomenici* I/1, N° 82 p. 244-245 n. 2. Avec celui de Naoko Saraković, son nom figure dans le reçu du 4 avril 1492, cf. STOJANOVIĆ, N° 912 p. 315. Pour Naoko Saraković, voir *supra* Doc. 6, 11 et 12 n. 50.

[80] Cf. BOŽIĆ, *Dubrovnik i Turska*, p. 211 ; confirmation ultérieure (24 février 1481), pour 12 189 ducats d'or du sultan (« sikke-i-sulṭānī ») et 1 561 ducats d'or hongrois (correspondant à 311 ducats vénitiens). Ceci équivaut à 12 189 + 1 561 = 13 750 ducats d'or en tout, d'une valeur de 12 189 + 311 = 12 500 ducats d'or vénitiens. Le ducat turc avait donc une valeur équivalente au ducat vénitien, alors que le cours du ducat hongrois était de 5,02 pour un ducat d'or vénitien, cf. ELEZOVIĆ, *Turski spomenici* I/1, N° 52 p. 182-183.

Andrinople, le 29 avril [1471-1481][81].

Ṭuğra

De la part du grand seigneur et du grand *émir* sultan Meḥmed : au noble *knez* et aux *vlastela* de Dubrovnik, beaucoup de santé et de salutations (heretisanie).

Vous avez envoyé votre *vlastelin* Ioko[82] qui nous a transmis tous vos messages ; à la suite de quoi j'envoie mon *sklav*, Kasum (Qasım) *beg*[83], qui vous apprendra les messages de Mon Empire.
Au mois d'avril, le 29e jour, à Andrinople.

Original, papier, 43 cm sur 14 cm ; écriture cursive.

ABRÉVIATIONS

Glas SKA : Glas SKA : Glas Srpske Kraljevske Akademije [Bulletin de l'Académie Royale Serbe], I-CXCIII, Belgrade 1887-.

Glasnik ZMBH : Glasnik ZMBH : Glasnik Zemaljskog Muzeja Bosne i Hercegovine [Bulletin du Musée Régional de Bosnie et Herzégovine], Sarajevo 1889 -

Istorija srpskog naroda (Histoire du peuple serbe) II (Ouvrage collectif, sous la direction de Jovanka Kalić), Belgrade 1982.

Istoriski glasnik [Messager historique], Belgrade 1951 -

Letopis MS : Letopis Matice Srpske [Annales de la « Matica Srpska »], Novi Sad 1826-1914 ; 1921-1941 ; 1946 -

Spomenik SKA : Spomenik SKA : Spomenik Srpske Kraljevske Akademije [Mémoires de l'Académie Royale Serbe], Belgrade, depuis 1890.

Zbornik FF—Zbornik Filosofskog fakulteta [Recueil de travaux de la Faculté de philosophie], Belgrade 1948 -

Atanasovski, Hercegovina—V. Atanasovski, Pad Hercegovine [La chute de l'Herzégovine], Belgrade 1979.

81 Les informations des notes ci-dessus incitent à restreindre la chronologie du document que les éditeurs datent « entre 1451 et 1481 », les années du règne de Meḥmed II.

82 « Ioko » correspond sans doute au nom du *knez* Jako (Jacomo) Bunić (Bona) dont le nom figure dans un document turc (4 nov. 1475), lequel (avec Naoko Sorkočević) avait apporté le tribut de 1482. La version turque du reçu (daté du 21 mars de la même année) rapporte les noms de « Jako et Naoko », pour les ambassadeurs ayant apporté le tribut à cette occasion-là, cf. *supra* Doc. N° 14 n. 66 ; Elezović, *Turski spomenici* I/1, N° 42 p. 169 n. 6, N° 46 p. 173-174 ; N° 56 p. 187 n. 3 ; Stojanović, N° 846 p. 256. Voir le reçu en vieux-serbe, daté du 24 mars 1482, signé par Bāyezīd II, Truhelka, N° 76 p. 69 ; Stojanović, N° 883 p. 291. En 1504, Jacomo Hel. di Bona fut chargé d'une importante ambassade à Naples auprès du roi Ferdinand III (1504-1516), voir Radonić, *Dubrovačka akta* II/1, p. 66-84.

83 Le *sklav* Kasum vint à Dubrovnik en 1471, 1479, ainsi qu'avant 1489 (en qualité de *sklav* et de *silāḥdār*), cf. *supra* Doc. N° 13 ; Božić, *Dubrovnik i Turska*, p. 318, 320 ; Truhelka, N° 110 p. 97 ; Stojanović, N° 906 p. 309 ; Elezović, *Turski spomenici* I/1, p. 250 n. 1.

Bojović, « Dubrovnik et les Ottomans (I) » — B. Bojović, « Dubrovnik et les Ottomans (1430-1472). 20 actes de Murād II et de Meḥmed II en vieux-serbe », *Turcica* XIX (1987), p. 119-173.

Bojović, « Dubrovnik et les Ottomans » (II) — B. Bojović, « Dubrovnik (Raguse) et les Ottomans II. Onze actes de Meḥmed II en vieux-serbe, (1473-1476) », *Turcica* XXIV (1992), p. 153-182.

Božić, *Dubrovnik i Turska* — I. Božić, *Dubrovnik i Turska u XIV i XV veku*, [Dubrovnik et la Turquie au XIVe et au XVe siècles], Belgrade 1952.

Božić, « Hercegovački sandžak *beg* Ajaz » — I. Božić, « Hercegovački *sandžak beg* Ajaz » [Āyāz le *sanǧaqbeg* d'Herzégovine], *Zbornik FF* 1 (1948), p. 36-84.

Ćirković, *Herceg Stefan* — S. Ćirković, *Herceg Stefan Vukčić Kosača i njegovo doba* [Le *herceg* Stefan Vukčić Kosača et son temps], Belgrade 1964.

Dinić, « *Zemlje hercega Svetog Save* » — M. Dinić, « Zemlje hercega Svetog Save » [Les terres du herceg de Saint-Sava], *Glas SKA* CLXXXII, Belgrade 1940, p. 149-257 + carte.

Elezović, *Turski spomenici* — G. Elezović, *Turski spomenici*, t. I/1 [Documents turcs I/1], Belgrade 1940.

Radonić, *Dubrovačka akta* - J. Radonić, *Dubrovačka akta i povelje* I/2, II/1 [Acta et Diplomata Ragusina I/2, II/1], Belgrade 1934, 1935.

Stojanović — Lj. Stojanović, *Stare srpske povelje i pisma* II [Chartes et documents vieux-serbes], Belgrade — Sremski Karlovci 1934.

Šabanović, *Bosanski pašaluk* — H. Šabanović, *Bosanski pašaluk. Postanak i upravna podjela* [Le pašaliq de Bosnie. L'instauration et structures administratives], Sarajevo 1982^2 (première édition, 1959).

Truhelka — Č. Truhelka, « Tursko slovenski spomenici dubrovačke arhive » [Les actes turco-slaves des archives de Dubrovnik], *Glasnik ZMBH*, t. XXIII, Sarajevo 1911, p. 1-162, 19 tb.

Zirojević, *Tursko vojno uredjenje u Srbiji* — Olga Zirojević, *Tursko vojno uredjenje u Srbiji 1459-1683* [L'organisation militaire turque en Serbie 1459-1683], Belgrade 1974.

B.I.B.

Boško I. Bojović, *Dubrovnik (Raguse) et les Ottomans, III. Dix-neuf actes de Meḫmed II en vieux serbe (1476-1481)*

Les dix-neuf firmans émis en vieux serbe (entre 1476 et 1481) par la chancellerie du sultan concernant Raguse illustrent les rapports économiques, politiques et juridiques de la petite République maritime avec son puissant voisin. Quasiment inconnus et inaccessibles au public scientifique international jusqu'ici, les documents sont présentés en traduction française intégrale, accompagnés de commentaires de caractères toponymique et prosopographique, d'autres informations nécessaires ainsi que d'un aperçu historique. Ils représentent une source importante pour l'histoire de Raguse et celle de l'Empire ottoman à la fin du XVe siècle.

Boško I. Bojović, *Dubrovnik (Ragusa) and the Ottoman Empire, III. Nineteen Decrees of Mehmed II in Old Serbian (1476-1481)*

The nineteen firmans on Ragusa passed by the Sultan's Chancellory in Old Serbian (from 1476 till 1481) are illustrative of the economic, political and juridical relations between the small maritime Republic and its powerful neighbour. The records, quite unknown of the international scientific public until now, are integrally translated and with comments on toponymy and prosopography, as well as other needful information and some historical survey. It is quite an important source concerning the history of Ragusa and the Ottoman Empire at the end of the fifteenth century.

AN OTTOMAN REPORT ABOUT MARTIN LUTHER AND THE EMPEROR:[1] NEW EVIDENCE OF THE OTTOMAN INTEREST IN THE PROTESTANT CHALLENGE TO THE POWER OF CHARLES V

Among the correspondence in the Ottoman archives dating to the reign of Süleyman, is an intelligence report from one Mehmed, most probably a *subaşı* of Draç, which provides new evidence of Ottoman interest in the religious upheaval in western Europe[2]. Since this report, Topkapı Saray Müzesi Arşivi E.7671, is found in the archives of the imperial palace at Topkapı in Istanbul, it was intended to be brought to the attention of the sultan himself. Its contents reflect the interest that the Ottoman court took in events in western Europe and provide insight into the quality of information received. Of particular importance is the Ottoman interest during this period in the religious and political divisions within western Europe, which kept its rulers from uniting against

[1] I wish to thank Cornell Fleischer, Robert Dankoff and especially Halil İnalcık for the help they have given me in reading this document. I also appreciate the advice of Professor Inalcik, which has guided me while writing this article. Any mistakes remain my own.

[2] The text of the document does not state who Mehmed is, he identifies himself simply as a servant of the sultan. Since Mehmed's informant, the merchant Dhuka, returned to Draç, it is possible that Mehmed was the subaşı of Draç. Subaşıs lived in the towns of a *sancak*, bore the title of *bey*, and were responsible under the sancak beys for keeping order. See Halil İNALCIK, *The Ottoman Empire: The Classical Age, 1300-1600*, trans. Norman Itzkowitz and Colin Imber, London: Weidenfeld and Nicholson, 1973; reprint ed., New Rochelle, New York: Aristide D. CARATZAS, 1989, pp. 113, 115, 117, 225.

Ch. İsom-Verhaaren is Phd, Université de Chicago. Department of History, 1126 East 59th Street, Chicago, Ill., 60637 USA.

Turcica, 28, 1996, pp. 299-318

Ottoman expansion. This document provides evidence that the Ottomans were aware of the Protestant threat to the power of their chief rival, Charles V, the Habsburg king of Spain and after 1519 Holy Roman Emperor. It also illustrates the interest they took in the diplomacy of the period, which centered upon the rivalry between Francis I, king of France, and Charles V.

The report reveals that the Ottomans were aware of the religious divisions in western Christianity, even before the Protestants were militarily important. The Ottomans supported the Protestants against the Catholics as one means of preventing unity in western Europe and limiting the power of the Habsburgs. This complimented the other vital aspect of their western policy, their alliance with France against the Habsburgs[3]. Although the report mentions the Ottomans' principal European ally, the king of France, less frequently than their principal enemy, the king of Spain, it does show the importance the Ottomans placed on the relations between the two, as they affected Ottoman interests. The king of France, while remaining Catholic, allied with the Protestant princes of Germany against Charles V, as well as with the Ottomans. In the sixteenth century, religious differences did not prevent alliances which were politically expedient.

Leopold von Ranke and later Fernand Braudel, in their histories of the Mediterranean world, focus on the Ottoman and Habsburg empires as the principal powers of the sixteenth century. Ranke notes that the Ottoman Empire, Spain and Italy "encountered each other directly in the Mediterranean[4]", a statement which is borne out by Mehmed's report. Braudel follows Ranke stating that "the emergence of these twin powers [the Ottoman Empire and the Habsburg Empire] constitutes a single chapter in history[5]". This document confirms these observations, demonstrating that the Ottoman court followed events in Europe important to the Ottoman encounter with the Habsburgs. It emphasizes the degree to which the histories of all the lands that surround the Mediterranean are interconnected.

After the Ottoman victory at Mohacs in 1526, which resulted in the death of Louis II of Hungary, the Habsburgs fought the Ottomans directly for the sovereignty of Hungary. Archduke Ferdinand, who had married Anna of Hungary, was given Austria to rule by his brother Charles V and occupied Buda in 1527 in pursuit of his claim to the Hungarian throne. In 1529 the Ottomans recaptured Buda, placed John Zapolya on the Hungarian throne as an Ottoman vassal, and besieged Vienna.

[3] İNALCIK, p. 37. The best source on French relations with the Ottoman Empire from 1515-1589 is E. CHARRIERE, *Négociations de la France dans le Levant*, 4 vols., Paris: Imprimerie Nationale, 1848-60.

[4] Leopold RANKE, *The Ottoman and the Spanish Empires in the Sixteenth and Seventeenth Centuries*, trans. Walter K. Kelly, Philadelphia: Lea & Blanchard, 1845, p. xi.

[5] Fernand BRAUDEL, *The Mediterranean and the Mediterranean World in the Age of Philip II*, trans. Siân Reynolds, 2 vols., New York: Harper & Row, 1976, 2: 660.

Although the siege was unsuccessful, the Ottoman presence in Hungary was securely established in opposition to the claims of Ferdinand[6].

At the same time that the Habsburgs and the Ottomans were opposing each other in Hungary, Charles V was launching naval campaigns against the corsairs of North Africa[7]. In 1530 the emperor sent Andrea Doria against Cherchel, to the west of Algiers; in 1531 the Spanish admiral Alvaro de Bazan attacked the port of Honain, to the west of Oran; and in 1532 Charles V ordered Andrea Doria to attack Coron in the Morea[8]. After the successful Spanish conquest of Coron, Süleyman, realizing the necessity of improving the Ottoman navy, in 1533 sent for Hayreddin Barbarossa to come to Istanbul from Algiers and appointed him *kapudan paşa* or grand admiral of all the Ottoman navy[9].

These events provide the context for Mehmed's report. Although undated[10], it is clear from internal evidence that the report was written in the summer of 1530. The most conclusive evidence pointing to this date is its reference to the political situation in Milan. It reads in part: "Cursed Spain again gave the city and country named Milan to the old lord about seven or eight months ago[11]." In fact, on 23 December 1529 Charles V signed a treaty with Francesco Sforza, by which Sforza regained the Duchy of Milan in exchange for a war indemnity, following the defeat of Sforza and the other members of the league of Cognac[12]. Thus the document was probably written in July or August of 1530.

In his report, Mehmed transmits information he obtained from Dhuka, an Albanian merchant, recently returned to Draç on the Albanian coast, from trading in Spain, France and Italy for three years[13]. Dhuka's merchandise was mohair cloth, an important trade item from Anatolia. Both shores of the Adriatic were a favorable place to recruit spies, because of the commercial links between them[14]. Dhuka, probably an Albanian and

[6] İNALCIK, pp. 35-36.

[7] These Muslim seamen, who were called corsairs in western languages, were known to the Ottomans as *guzat f'il-bahr* or *mücahidîn f'il-bahr*, "fighters for Islam on the sea." For example, see *Gazavat-i Hayreddin Paşa*, Paris, Bibliothèque Nationale, Supplément Turc 1186, folios 5a and 5b.

[8] Andrew C. HESS, *The Forgotten Frontier*, Chicago: University of Chicago Press, 1978, pp. 68-69, 71-72.

[9] İNALCIK, p. 36; HESS, p. 72.

[10] The catalog entry at the Topkapı Sarayı Archives dates it to 1523, although the source of this date is not given.

[11] E. 7671, lines 16-17.

[12] J.C.L. SIMONDE de SISMONDI, *Histoire des Français*, 22 vols., Brussels: Société Typographique Belge, 1836-46, 11: 367.

[13] Dhuka, the merchant, was from Ergiri-Kasrı (today known as Gjirokaster or Argyrokastron), Albania. This town was southeast of Avlonya (today Vlorë) in the Avlonya sancak.

[14] Jean AUBIN, "Une frontière face au péril ottoman: la Terre d'Otrante (1529-1532)," in *Soliman le Magnifique et son temps*, ed. Gilles Veinstein, Paris: Documentation française, 1992, p. 469.

Christian who knew Italian, would have been carefully chosen by the Ottoman authorities[15] to collect information while trading, because of his contacts and abilities. Because Dhuka dealt in mohair, a luxury good that was highly valued by the elite of Italy and western Europe, he would have been in a good position to obtain intelligence. His customers would have been highly placed and he could have dealt personally with those who had the most accurate and full information[16]. The detailed information that the report possesses, indicates that Dhuka was collecting information to be submitted to the authorities on his return. The repeated use in the report of the phrase "he responded" suggests we may be seeing a transcription of his oral responses to Mehmed's questions[17]. At the time Dhuka began trading in 1527, the sultan's interest in events in western Europe would have been increasing following his victory at Mohacs (1526) and capture of Buda, and as he entered into relations with Francis I[18].

When the report was written, Dhuka had just arrived in Draç[19], having left Genoa only forty days previously. Draç, Durazzo in Italian, had been an important Venetian possession before it was captured by the Ottomans in 1501. Located across the narrow Adriatic from Italy, it was an excellent location from which to obtain intelligence about events in the peninsula.

Military information predominates in this report, which contains an account of a battle said to have been fought two months earlier between the Spanish king, Charles V, and the forces of a *beg* (lord) named Fra Martin Luther. On his return journey, Dhuka had actually encountered the king of Spain's troops in the vicinity of Milan and reports that the king of Spain also had troops with him in Austria. He also provided naval information concerning numbers and locations of ships, their commanders and their activities.

The report concludes with the effects of recent peace treaties. Milan had been returned to its previous ruler by the king of Spain, in exchange for a huge payment. Venice also had made peace with Spain by paying a war indemnity. And the king of Spain had ostensibly been reconciled with the king of France (the peace treaty of Cambrai concluded in the year 1529).

[15] It would have been natural for Süleyman's men on the western frontier, where merchants were constantly coming and going, to be responsible for obtaining information about conditions to the west.

[16] Halil İNALCIK, *An Economic and Social History of the Ottoman Empire*, Cambridge: Cambridge University Press, 1994, p. 240; Gertrude Randolph BRAMLETTE RICHARDS, *Florentine Merchants in the Age of the Medici*, Cambridge: Harvard University Press, 1932, pp. 126, 127, 137, 144, 170, 272-3, 286.

[17] See V. L. MÉNAGE, "The Mission of an Ottoman Secret Agent in France in 1486," *Journal of the Royal Asiatic Society* (1965): 113, for the style of an earlier report by an Ottoman agent.

[18] Jean de Frangipani arrived in Istanbul as an ambassador of France in December, 1525. See J. URSU, *La politique orientale de François Ier (1515-1547)*, Paris: Honoré Champion, Libraire-Éditeur, 1908, p. 31.

[19] Draç (Durazzo, modern-day Durrës) is located in Albania on the Adriatic coast. It was the major port in the Elbasan sancak.

[illegible]

The text of the report[20]:

1. *Ḥażret-i sulṭânım*

2. *H̱âk-i ḳadem-i saʿâdet-muḳdime ki tûtiyâ-ı dîde-i ebṣâr-ı ulû'l-enżâr-dur yüz sürmeden soñra ʿarż-ı çâker-i ḥaḳîr budur ki ḥâliyen nefs-i Ergîrîḳaṣrîdan Ẕûḳa nâm tâcir ṣofla*

3. *üç yıldır ki İspânya ve Efrânca ve Rîm Pâpâ memleketine varub şimdi gelüb Drâc iskelesine çıḳub şöyle ẖaber vérir ki İspânya melâʿîni el-ân Filândere*

4. *yanında Bâzilye nâm muʿażżam şehirde oturur. Ve ẕikr olunan Bâzil-yeden ḳaradan Beçe sekiz günlük yoldur. Ve iki ây miḳdârı vardır ki*

5. *Alâmân ṭafflarından Fırâ Mârtîn Lûtrû nâm bir beg kendüden bir dîn peydâ edüb İspânya melʿûnuñ âyîn-i bâṭılasına muẖâlefet édüb otuz biñ miḳdârı*

6. *ʿasker cemʿ édüb Alâmân ṭafflarından Ṣân Bôrġô nâm mevziʿde İspânya melʿûnla ikindü vaḳtinde buluşub tâ aẖşama dek cenk edüb aẖşam vaḳtinde İspânya melʿûn*

7. *münhezim olub ẕikr olunan Bâzilye nâm şehre düşüb aẖşam olmasa İspânya melâʿîni alınurdı dedi. Ve meẕkûr Firâ Mârtîn Lûtrû gine çeki-lüb*

8. *Alâmân ṭafflarında oturur deyü cevâb vérdi. Ve ḍonanma aẖvâlinden istifsâr buyurılursa mezbûr tâcir Cenevîzden gideli ḳırḳ gün olub Cenevîz*

9. *lîmânında İspânya melʿûnuñ on beş pâre ḳadırġası ve bir ġâlyônı olub Andria Dôryô nâm ḳapûdânı ile Fas ṭarafına H̱ayre-d-dîn Reʾîs ḍonanmasınıñ*

10. *üzerine gitdi. Ve Sarâġôza nâm lîmânda İspânyanıñ bir ġâlyônı ve bir bârçası ḍonanub Bel Omo nâm ḳôrṣân ile deñiz yüzüne çıḳub ḥarâmîliġe gitdi.*

11. *Ve Frâncaya tâbiʿ Mârçilye nâm ḳalʿe lîmânında Frâncaniñ on iki pâre ḳadırġası olub ol daẖi ḍonanub deñiz yüzüne ḥarâmîliġe gitdi. Ve Mâltadan Miġâlô*

12. *Mâstûranıñ yedi pâre ḳadırġası ve bir ḳayıġı ḍonanub deñiz yüzüne ḥarâmîliġe çıḳdılar deyü ẖaber vérdi. Bu ẕikr olunan ḍonanmadan ġayrî İspânya melâʿîniñ*

13. *ve Efrânca melʿûnuñ vilâyetinde ḍonanma yoḳdur deyü cevâb vérdi. Ve mezbûr tâcir Ẕûḳa Cenevîzden çıḳub üç günlük yol berüde*

[20] The merchant's name transliterated as *Ẕūḳa* is identical to the title of the Duke of Milan. Therefore I have spelled his name Dhuka throughout the article.

14. *İspânya melʿûnuñ iki biñ atlu ve on biñ miḳdârı yaya ʿaskerine buluşub Ẕûḳa de Milân memlektinde Lômbârdiya diyârında duralar deyü İspânya melʿûn*

15. *ḳomuş ki deryâ yüzünden Pûlyâya ḍonanma varmaḳ iḥtimâli olursa anlar muʿâvenete varalar. Ve İspânyanıñ daḫi yanında sekiz biñ miḳdârı âdamı*

16. *olub Beç cânibi aḥvâlini gözedüb şimdi ḥâẓır ʿaskeri budur bundan ġayrî ḥâẓır ʿaskeri yoḳdur deyü cevâb vérdi. Ve Milân nâm şehri memleketi ile*

17. *İspânya melʿûn yedi sekiz ây miḳdârı vardır ki yine eski begine vérüb bir mîlôn fîlôrîsin almışdır ki mîlôn on kez yüz biñ*

18. *altundur. Ve İspânya Venedîk ile barışub iki yüz biñ altun İspânya melʿûna ve yüz biñ altun Beç begi Re Frândôş melʿûna vérmiş*

19. *ve Frânca ile ṣûretâ barışmışdır. Ammâ mâbeynlerinde ʿadâvet zâʾil olmamışdır deyü cevâb vérmegin alınan ḫaber saʿâdetlü sulṭânımıñ ḫâk-i pây-ı*

20. *şerîflerine ʿarẓ olundı. Bâḳî hemîşe âftâb-ı devlet ve mâhtâb-ı saʿâdet ez maṭlaʿ-ı siyâdet* (?) *ṭâliʿ ve lâmiʿ bâd bi-rabb il-ʿibâd.*

Signature: *Min eẓʿaf il-ʿibâd Meḥmed el faḳîr*

TRANSLATION

My noble sultan,

After abasing his face to the dust of the felicitous foot which is the balm of the eye of those who possess sight, [your] insignificant servant's submission is this:

At the present time a merchant named Dhuka from the town of Ergiri Kasrı, has been going for three years to Spanish, French and papal lands with mohair cloth. He has now returned and disembarked at the dock of Draç, he reports the news as follows:

"At the present the cursed Spanish are staying in a great city named Bazilye [Basel?], near to Filandere [Flanders?]. From the said Bazilye to Beç [Vienna or Austria] is an eight day journey by land. A lord from the German borders named Fra Martin Luther created a religion of his own, opposing cursed Spain's [Charles V] false rite. About two months ago, he gathered about thirty thousand soldiers, and met cursed Spain at a place called San Borgo by the German borders at the time of [Muslim] afternoon prayer. They battled until evening. Cursed Spain was routed at evening time. He fell back to the previously mentioned city named Bazilye; if it had not been evening, the cursed Spanish would have been taken," he [Dhuka] said. "The said Fra Martin Luther again withdrew, he is staying at the German borders," he responded [to my question].

If the conditions of the fleet are inquired about, the said merchant left Genoa forty days ago. He informed [me], "Cursed Spain had fifteen galleys and one galleon in Genoa's harbor. They went with a commander called Andrea Doria against Hayreddin Re'is's fleet in the direction of Fas[21]. In a harbor called Saragoza[22] Spain prepared a galleon and a *barça*[23]. They put out to sea with a pirate called Bel Omo [Bell omo or Belhomo] to engage in piracy. France has twelve galleys in the harbor of the walled city called Marseilles which is subject to France. They also were outfitted and they put to sea to commit piracy. The Grand Master [of the Knights of St. John] was equipping his seven galleys and one *kayık*[24]. They put out to sea from Malta to commit piracy." He responded [when questioned], "Aside from the fleet that was previously mentioned, there is not a fleet in the cursed Spanish and cursed French provinces."

The merchant Dhuka encountered two thousand horsemen and about ten thousand foot soldiers of cursed Spain after he had traveled three days from Genoa in this direction. The cursed [king of] Spain had ordered, "Let them [the Spanish troops] remain in the Duke of Milan's country, in the land of Lombardy. If it is likely for the [Ottoman] fleet to sail to Pulya [Apulia], they [the Spanish troops] should go to help them [the people of Apulia]."

He responded, "Spain also has about eight thousand men with him. They guard the affairs of Austria. At the present these are the armies that are prepared, besides these there is no available army."

"Cursed Spain again gave the city and country named Milan to the old lord about seven or eight months ago. He [Charles V] took one million florins (a million is ten times one hundred thousand gold pieces). Spain made peace with Venice, which gave two hundred thousand gold pieces to cursed Spain and one hundred thousand gold pieces to the lord of Vienna, King Ferdinand[25] the cursed. [Spain] is ostensibly reconciled with France [François I], but enmity has not disappeared between them."

[21] *Fas* in Ottoman Turkish refers to Morocco as well as to the Maghreb in general. In 1530 Hayreddin was in Algiers.

[22] *Saragoza*'s identification is certain. While there is a city of that name in northeastern Spain on the Ebro river, here it refers to Syracuse (Saragosa in Venetian) in Sicily. See Marino SANUTO, *I Diarii di Marino Sanuto*, 58 vols., Venice: 1880-96, 39:464, 54:673; Kenneth M. SETTON, *The Papacy and the Levant*, 4 vols., Philadelphia: American Philosophical Society, 1978-84, 3: 235; 4: 872. Both territories were ruled by Charles V, and the document states that Spain had a galleon and a *barça* fitted up in the harbor there.

[23] A *barça* is a galley-like man-of-war according to Henry KAHANE, Renee KAHANE and Andreas TIETZE, *The Lingua Franca in the Levant: Turkish Nautical Terms of Italian and Greek Origin*, Urbana: University of Illinois Press, 1958; reprint ed., Istanbul: ABC Kitabevi, 1988, p. 98-99, or a "small galleon used in the Mediterranean, primarily as a cargo vessel" according to C.H. IMBER, "The Navy of Süleyman the Magnificent," *Archivum Ottomanicum* 6 (1980): 278.

[24] A small warship, see *Lingua Franca*, p. 241.

[25] The Archduke Ferdinand became Holy Roman Emperor in 1556, after Charles V's abdication.

The news obtained according to his answers has been submitted to the dust of my felicitous sultan's noble foot. Let the sun of state and the moonlight of felicity forever rise and shine from the place of rising of lordship, by the Lord of humankind.

Signature : From the weakest of servants, Mehmed, your humble servant

DISCUSSION

This report seems to contain both accurate and inaccurate information. While it contains many place names, most of which are easily identifiable, information about some places seems to have been garbled making them difficult to identify. These places seem to be beyond Dhuka's travels. According to this report, the king of Spain was staying in a great city named *Bazilye* near to *Filandere* (Flanders), but only an eight days journey from *Beç* (Vienna or Austria). But any place near Flanders would have been more than an eight days journey to Vienna in the sixteenth century[26]. *Bazilye* may refer to the Swiss city of Basel[27], which the Italians called Basilea[28]. The letter places a battle between Martin Luther and Charles V at *San Borgo,* which seems to have been near *Bazilye*. The identity of *San Borgo* is obscure.

This same mixture of accurate with inaccurate information characterizes Dhuka's garbled report concerning Martin Luther. There was no recorded battle directly between Martin Luther and Charles V, although Luther's doctrine was used to support both the peasant revolt and the German princes' resistance to the emperor's authority. The Peasants' War in Germany of 1524-26 expressed traditional demands in Lutheran terms, although Luther condemned the peasants' actions. By becoming Lutheran, princes reinforced their secular opposition to the emperor, and Lutheranism's success was dependent upon the support of the German princes[29]. On the other hand, Dhuka's information concerning Andrea Doria is correct. Information concerning fleets in the Mediterranean and conditions in areas near to Genoa seems to be fairly accurate, in contrast to the information concerning events in Germany, which seems to reflect rumors that may have been current in Italy at the time. Mehmed Bey, while composing his letter to the sultan, may have unintentionally introduced further distortions in recalling the information given to him by Dhuka.

[26] BRAUDEL, 1 : 355-73. According to Braudel's figures, the average speed for travelers on horseback was forty kilometers per day.

[27] Basel would have been more than an eight days journey to Vienna also, but still much closer than Flanders.

[28] Sanuto mentions Basilea frequently, SANUTO, vols. 53-54.

[29] Eugene F. RICE, *The Foundations of Early Modern Europe, 1460-1559*, New York : Norton, 1970, pp. 149-52, 160-65.

This document is not unique in containing inaccurate information. A mixture of accurate with inaccurate information was common in intelligence reports of the sixteenth century. Diplomats, as well as others who gathered information, sent on the rumors they heard to their governments. Venetian intelligence reports show instances of this[30]. It seems informants sent reports presuming any inaccuracies would be corrected by information from other sources.

MARTIN LUTHER, CHARLES V AND THE PROTESTANT PRINCES

Martin Luther's relations with Charles V are the first subject treated in the letter. Martin Luther is called a *beg* (lord) from the German borders and is given the title of *Fira*, as in the Italian *Fra* or "brother" when applied to monks. He is credited with establishing a new sect opposed to Spain's "false" rite, the Catholic religion. He is also credited with gathering thirty thousand soldiers, fighting a battle against Charles V at a place called *San Borgo* in Germany, and routing the Spanish. According to the report, Charles V was almost captured in the battle, but escaped because of the lateness of the hour. In another place, the report states that the Spanish king had eight thousand additional men with him[31] to guard the affairs of Austria, where Charles[32] presumably was.

Luther, of course, was not a military figure and did not raise an army which fought Charles V. His supporters, the German princes, were to do just that after his death in 1546, but they were defeated in 1547. However, in 1552 Charles was defeated in southern Germany by Maurice of Saxony and forced to flee first to Innsbruck and then to Villach[33]. But in 1530, although the Protestant princes were hostile, they were not in open rebellion against the emperor.

[30] SETTON, 3 : 246, 328-29, 340, 360, 456 ; 4 : 890, 1081.

[31] These troops with Charles and those in Italy were the extent of available troops.

[32] Charles V had returned to Spain from Germany in 1522. He remained in Spain until July 1529, when he left Barcelona for Italy. Charles was in Boulogne from October 1529 until March 1530, in February 1530 his coronation as Holy Roman Emperor took place. He arrived in Augsburg in June and remained there until November. In December 1530 he went to the Netherlands. In January 1531 Charles was present at Ferdinand's coronation as king of the Romans in Aachen. Charles attended the Estates General in the Netherlands in March and July 1531. He was in the Netherlands in 1532 and attended the Diet in Regensburg in July 1532. He returned to Vienna in September 1532 after Süleyman turned back on his Austrian campaign. In 1532 Charles returned to Italy and then Spain. See William BRADFORD, ed., *Correspondence of the Emperor Charles V*, London : Richard Bentley, 1850, pp. 485-99.

[33] Stephen A. FISCHER-GALATI, *Ottoman Imperialism and German Protestantism, 1521-1555*, reprint ed., New York : Octagon Books, 1972, pp. 98, 105 ; F.C. SPOONER, "The Habsburg-Valois Struggle," in *The New Cambridge Modern History*, vol. 2 : *The Reformation, 1520-1559*, ed. G.R. Elton, Cambridge : Cambridge University Press, 1958, pp. 355-57.

The activities of the German Protestants were to be increasingly important to the sultan as he opposed Charles V. Süleyman besieged Vienna in September and October 1529, and in 1532 he again campaigned in Austria. In 1529 when the Protestant princes at first refused to support Ferdinand militarily against the Ottoman attack, they were forced to help defend the empire by Charles V's threats of retaliation if they did not do so, since they were not yet in a position to defy him[34]. In the summer of 1530, Charles V was in Augsburg[35] meeting with the German Diet and negotiating religious issues with the German Protestants in an attempt to gain their support for defense against the Ottomans. Charles V and his brother Ferdinand, who ruled part of Hungary, needed the cooperation of the princes of Germany in order to oppose the sultan. The Ottoman campaign, which culminated in the siege of Vienna in 1529, was the last time that the Protestants agreed to help fight the Turks without religious concessions being included in the agreement[36]. 1530, the year that this document was written, was the beginning of effective Protestant opposition to the emperor. In 1531 the Schmalkalden League was formed by the Protestant princes in Germany to protest Charles V's actions at the Diet of Augsburg, but there was no actual fighting at that time.

Although Charles V did not fight a battle with Luther near Basel in Switzerland, there were events in Basel that could underlie the information reported by Dhuka. Situated on the Rhine river where it ceases to be navigable[37], in the first half of the sixteenth century Basel was an important commercial and cultural center. Basel, a cosmopolitan city, was where the humanist Erasmus lived and published many of his important works including his New Testament. In February 1529 after several years of religious controversy, the Reformers took control of Basel after a violent demonstration destroyed the religious images in the city. In April 1529 the bishop of Basel, the Cathedral chapter, members of the University and Erasmus left the city when attendance at Reformed services was required and the mass was abolished[38]. In 1530 the Catholic cantons of Switzerland were allied with the Archduke Ferdinand of Austria, brother of Charles V, against the Reformed cantons of

[34] FISCHER-GALATI, pp. 35-36.

[35] The Diet of Augsburg recessed in November, 1530.

[36] FISCHER-GALATI, pp. 35-36.

[37] Perhaps this is why the documents refers to it as being near Flanders, where the Rhine enters the sea.

[38] Roland H. BAINTON, *Erasmus of Christendom*, New York : Charles Scribner's Sons, 1969, pp. 219-20, 223 ; Nicolas BOUVIER, Gordon A. CRAIG and Lionel GOSSMAN, *Geneva, Zurich, Basel : history, culture and national identity*, Princeton : Princeton University Press, 1994, p. 71 ; Thomas A. BRADY, *Turning Swiss : Cities and Empire, 1450-1550*, Cambridge : Cambridge University Press, 1985, p. 159 ; Alfred BERCHTOLD, *Bâle et l'Europe : une histoire culturelle*, 2 vols., Lausanne : Payot, 1990, 1 : 312 ; 2 : 422, 470, 790.

Switzerland headed by Zwingli at Zurich, which had formed an alliance with Philip of Hesse and had tried unsuccessfully to form alliances with Venice and France[39].

The reformer of Zurich, Ulrich Zwingli, raised an army and fought the Catholics near Zurich in the Battle of Kappel in 1531. In this battle, the Swiss reformer was killed while fighting and his partisans were defeated. However, imperial troops of Charles V were not involved in the battle. Although the Habsburgs had considered sending troops to help against Zwingli, he was defeated without the help of imperial forces[40].

Although the report could be informing the sultan concerning events in Switzerland near Basel, there is a wide gap between the battle as described in the report and what is known to have actually occurred there. Thus the battle described in this document remains obscure, since the evidence indicates that the document dates to 1530. Did this report reflect rumors current in France and Italy while the merchant Dhuka was there? Was it a highly exaggerated and inaccurate account of the reformed churches' successes in Switzerland? Perhaps in Italy there were many rumors about events on the other side of the Alps.

The interest that Mehmed showed in the conflict between Catholics and Protestants presented in this document, indicates that the Ottomans already understood the importance of the Protestant threat to Charles V's power at this early date[41]. The informer, Dhuka, was aware that Luther had established a new church or "religion." For Mehmed, this is important because it opposed the rite of Spain. He describes Spain's (the Holy Roman Emperor, Charles V) but not the pope's, opposition to Luther, not only because Charles V was the most active opponent of Luther and the political and military leader of the enemies of the reformers, but also because from the Ottoman perspective, Charles V was also the chief leader of the military forces of western Europe, which opposed them in both eastern Europe and the Mediterranean. Perhaps it is this Ottoman perspective which places their chief rival, Charles V[42], at the head of anti-Protestant forces and the well known Luther at the head of the Protestants, as both a religious and a military leader.

[39] Lewis W. SPITZ, *The Renaissance and Reformation Movements*, vol. 2: *The Reformation*, Chicago: Rand McNally, 1971, p. 394; Jacques COURVOISIER, "The Establishment of the Reformation in Switzerland," in *The Reformation*, ed. Pierre Chaunu, trans. Ruth Page et al., New York: St. Martin's, 1989, p. 147; Jean RILLIET, *Zwingli: Third Man of the Reformation*, trans. Harold Knight, Philadelphia: Westminster Press, 1964, pp. 272-75;

[40] Karl BRANDI, *The Emperor Charles V: The Growth and Destiny of a Man and of a World-Empire*, trans. C. V. Wedgewood, London: Jonathan Cape, 1939, p. 320.

[41] Fischer-Galati makes it clear that before 1529, the Protestant leaders did not effectively take advantage of the Habsburgs' need for military assistance against the Ottomans to further their own cause. See FISCHER-GALATI, pp. 35-37.

[42] Süleyman considered himself to be the heir of the Roman Empire by right of the Ottoman conquest of Constantinople.

NAVAL WARFARE IN THE MEDITERRANEAN

The information about naval activities in the Mediterranean in 1530 as presented in this document is supported by other sources. Dhuka now reported information about things he had seen himself or conditions in nearby areas. At the time Mehmed sent this information to the sultan, it was only forty days since Dhuka had been in Genoa. According to the letter, Spain[43] had fifteen galleys and one galleon in the harbor at Genoa. These ships were reported to have departed in the direction of *Fas* under the command of Andrea Doria, the Genoese admiral in the service of Charles V, in order to attack Hayreddin Re'is's fleet.

Hayreddin, known as Barbarossa in western sources, had become a major problem for the Spanish in the western Mediterranean by 1530. After gaining firm control of the city of Algiers in 1525, Hayreddin had captured the Spanish fort in the harbor at Algiers in 1529, making his position there secure. He had then sent ships to the Strait of Gibraltar to attack Spanish shipping and to transport Andalusian Muslims to Algiers. He had been helping Muslims from Spain to settle in North Africa throughout the 1520s[44]. Later, after the Spanish fleet under Andrea Doria captured Coron in 1532, Süleyman would realize the necessity of improving the Ottoman fleet and then turn to Hayreddin Barbarossa, to counter the Spanish fleet under Doria[45]. Hayreddin, who was called *re'is*, or captain in Mehmed's report, was to become the sultan's *kapudan paşa*, or grand admiral, in 1533. After he became grand admiral, he was not referred to as *re'is*, a title used for ordinary naval captains, but as Hayreddin Paşa.

In this report, France is mentioned as possessing Marseilles, where twelve galleys in the harbor had been equipped and put to sea to engage in piracy. The document describes these ships in the same terms as the ships of Charles V or his allies. According to the treaty of Cambrai, concluded in August 1529 between Francis I and Charles V, Charles was to have the use of twelve French galleys, four galleons, and four *naves*[46] for the period of five months, within two months of requesting them. They would be his to use in any way he should desire[47]. The ships that Dhuka saw at Marseilles seem to have been the ones referred to in the treaty.

In May of 1530 Doria left Genoa for the coast of North Africa, after having been ordered by Charles V to attack the corsairs[48]. With him

43 When Spain appears in the text of this document it usually refers to Charles V, king of Spain, not to the country.

44 Hess, pp. 67-68.

45 İnalcik, *The Classical Age*, p. 36; Hess, p. 72; and Lutfi Paşa, *Tarih-i Al-i Osman*, Istanbul: Matbaa-i Amire, 1922, pp. 343-45.

46 Vessel, these appear to be large ships.

47 *Ordonnances des rois de France: règne de François Ier*, 9 vols., Paris: Académie des Sciences Morales et Politiques, 1902-75, 5: 242-43, article no. 21.

48 Hess, pp. 68-69.

went a fleet of twenty-nine galleys, thirteen of which belonged to France[49]. He successfully attacked Cherchel on the North African coast, burning nine *galiotes*[50] and freeing seven hundred Christian prisoners. While Doria's force was pillaging, the Muslims counterattacked and many of Doria's force were taken prisoner. Although Doria had set out to battle Hayreddin Barbarossa's fleet in August, since he did not dare attack Algiers, he returned to Genoa[51]. On 25 September the baron of Saint-Blancard[52] left Marseilles to regain possession of the French ships[53].

Dhuka gave further information concerning Spanish naval strength. At Saragoza, Spain had prepared a galleon and a barça. These ships had also put to sea under a privateer named "Bel Omo," and were prosecuting the *guerre de course* (war of privateering)[54]. Gulielmo di Belhomo was a Knight of St. John, who in the fall of 1530 had left Saragoza (Syracuse, Sicily) for the Levant. In the reports of his activities sent to Sanuto from Palermo, Nicosia and Zante, he is often called a *corsaro*[55].

The Grand Master of the order of St. John was reported by Dhuka to be outfitting seven galleys and one kayık at Malta which were also engaged in piracy. After the knights were evicted from Rhodes by Süleyman in 1522, they were without a permanent home until the spring of 1530 when Charles V gave them Malta[56].

The document accurately reflects the naval resources that were available to Charles in the Mediterranean. Although he mainly relied on Doria for naval strength[57], he had a few ships of his own, he had the

[49] If one adds the French galleys to the ships at Genoa one gets twenty-seven ships, which is nearly the number that La Roncière gives, twenty-nine, for the Franco-imperial fleet which attacked Cherchel. Charles de LA RONCIÈRE, *Histoire de la marine française*, 6 vols., Paris : Plon-Nourrit, 1899-1932, 3 : 241.

[50] A smaller than usual galley popular with corsairs, see Svat SOUCEK, "Certain Types of Ships in Ottoman-Turkish Terminology," *Turcica* 7 (1975) : 234 ; Palmira BRUMMET, *Ottoman Seapower and Levantine Diplomacy in the Age of Discovery*, Albany : State University of New York Press, 1994, p. 252 ; and *Lingua Franca*, pp. 241-43.

[51] For an Ottoman account of this attack, see Katib ÇELEBI, *History of the Maritime Wars of the Turks*, trans. James. Mitchell, London : Oriental Translation Fund, 1831, pp. 42-43.

[52] In 1537, he was admiral of the French fleet when it spent the winter in Ottoman waters and received provisions from the Ottomans.

[53] The ships were in bad condition when they were recovered by the French. See La Roncière, p. 240-42.

[54] See John H. PRYOR, *Geography, Technology and War : Studies in the Maritime History of the Mediterranean 649-1571*, Cambridge : Cambridge University Press, 1988, pp. 135-192.

[55] SANUTO, 54 : 129, 226, 293, 415, 453, 579, 629, and 673.

[56] SETTON, 3 : 351-52.

[57] Doria had chosen to leave the service of Francis I for that of Charles V in 1528 because he was dissatisfied with the way Francis had treated him. R.J. KNECHT, *Francis I*, Cambridge : Cambridge University Press, 1982, pp. 217-18.

right to use French ships for a limited time as specified in the treaty of Cambrai, and the Knights of St. John were settled on Malta, which belonged to him, on the condition that they defend it and Tripoli against the Ottomans.

When the merchant was three days from Genoa, presumably traveling by land to the other side of the peninsula on his way home, he encountered Spanish troops, two thousand cavalry and ten thousand foot soldiers, in Lombardy on the road to Milan. According to his report, Charles had ordered land forces to remain in Lombardy, so that they would be able to help Apulia in case of a naval attack. Apulia, on the eastern side of the southern end of the Italian peninsula, was exposed to naval attacks across the narrow Adriatic from Ottoman naval bases. Since the Ottoman occupation of Otranto in 1480, the Italians had feared renewed Ottoman attacks on Italy[58]. At any rate, Ottoman ships raided the shores of Italy many times between 1480 and 1530. In 1531 the Tyrrhenian Sea was filled with Muslim corsairs who devastated the coastal areas[59].

Apulia was impoverished and incapable of defense against either the corsairs or the Ottoman fleet. In 1530, the Spanish were trying to repair the effects of the siege of Naples by the French in 1528. When the Spanish feared an Ottoman attack against Apulia in 1532, they again planned to send the army from Lombardy to help protect Apulia[60].

THE TREATY OF CAMBRAI

The Holy League of Cognac was formed 22 May 1526, by France, the pope, Venice, Florence, and Francesco Sforza of Milan, to counter the power of Charles V in Italy. These allies were unsuccessful in the war against Charles V, Rome was sacked in May 1527 when the league did not adequately defend the pope. In July 1528 the French siege of Naples also ended in disaster. France, the pope[61], Venice and Sforza made peace with Charles in a series of treaties in 1529[62].

D͟huka's report describes the treaty Charles made with Francesco Sforza. According to D͟huka, the king of Spain had returned Milan to its old lord for the payment of one million florins, seven or eight months

[58] In 1526, the Treaty of Madrid between Francis and Charles records the fear of a Turkish attack in Italy and the preparations to be undertaken to avert such an attack. *Ordonnances*, 4 : 200.

[59] Aubin, p. 467 ; Setton, 3 : 150-51, 163-64.

[60] Aubin, pp. 473, 475.

[61] After Charles came to an agreement with the Medici Pope Clement VII with the treaty of Barcelona in June 1529, Charles V's army was at the pope's disposal in order to suppress the republican government in Florence. Florence surrendered August 12, 1530 after an eight month siege.

[62] Knecht, p. 209, 213, 218-20.

previously. Historically, the Duchy of Milan, which the French had fought to possess since the time of Louis XII, had been in Charles V's control since 1525 and Milan castle since 1526[63]. The treaty that Charles V concluded with Francesco Sforza 23 December 23 1529, required Sforza to pay 300,000 ducats for his investiture as Duke of Milan, as well as 600,000 ducats that he had promised to pay in 1526 for his investiture, which he still owed. Como and the castle of Milan remained in the possession of the Spanish as security for his payments of his debt[64]. The troops that Dhuka encountered were Spanish troops in Lombardy, which could have been the troops that were left in the fortresses of Milan. Sforza was invested as the duke of Milan, January 2, 1530[65].

In December 1529 Charles also made peace with Venice, another of Francis's allies in the League of Cognac. Venice was required to pay 300,000 ducats for her part in the war[66]. According to Mehmed's report, Venice paid 200,000 gold pieces to Spain, that is Charles V, and 100,000 to Ferdinand, the lord of Vienna.

The final item of news in the document, that Spain was ostensibly reconciled with France, but that enmity had not disappeared between them, was vitally important news for Süleyman. Although Süleyman knew that the French had made peace with Charles V (the Topkapı Sarayı archives contain a document giving the terms of the treaty)[67], it was important for Süleyman to know the consequences this treaty between Francis and Charles would have for the Ottomans. Since his defeat and capture at Pavia by Charles V's forces in 1525, Francis had been seeking the sultan's aid against their mutual enemy. Because he feared negative public opinion, both domestic and foreign, concerning his relations with Süleyman, Francis concealed his cooperation with the sultan, so that he appeared to be supporting the crusading activities of Charles V. Ottoman-French cooperation against Charles V suited Süleyman's plans very well. In 1530 it appeared that France and Spain were uniting against Süleyman, since the treaty of Cambrai stated that one of the reasons for the treaty was to enable Francis and Charles to fight the Turks[68]. In this situation, it was crucial for the sultan to obtain information about the practical results of the treaty.

From Venetian sources, it is clear that when it suited Venetian interests, the Venetian bailie[69] was instructed to share information which he

63 KNECHT, p.186, 211.

64 *Calendar of State Papers, Spain*, 12 vols. (London : Longman, 1862-95), 4 : 374.

65 *Calendar of State Papers, Spain*, 4 : 395.

66 SISMONDI, 11 : 367.

67 E. 5467 contains the basic information about the terms of the treaty. No mention is made in the document of the source of the information.

68 *Ordonnances*, 5 : 222.

69 The Venetian bailie or *bailo* was a civil servant who was elected to act as resident ambassador in Istanbul, BRUMMET, p. 251.

received from Venice with the sultan or his viziers[70]. In 1530 not only was the Venetian ambassador directed to share information with the sultan and his elite servitors, he was also instructed to share it with Alvise Gritti, the illegitimate son of the doge of Venice who worked closely with Ibrahim Pasha, the grand vizier[71]. This report from Mehmed was not the only information Süleyman had about events in Italy and the Mediterranean in 1530.

In 1528 Francis had sent an ambassador, Antonio Rincon, to Hungary to negotiate with John Zapolya, who had been elected king of Hungary by the Magyar nobles after the death of Louis II at Mohacs. In September 1529, after Rincon had returned to France and again been sent to Zapolya, Zapolya ratified the terms of his alliance with France at the same time that he became the sultan's vassal. This took place near Buda in the Ottoman camp while Zapolya was accompanying Süleyman to the siege of Vienna. Rincon may have been sent to explain to the sultan Francis's motives in making peace with Charles, since it appeared from the treaty that he would join with Charles to fight the Turks[72]. After the siege, Rincon returned to Italy and then France where he arrived by February 1530. Francis was anxious to provide no excuse for Charles to stop the return of his sons, who had replaced Francis himself as hostages in Spain, following the payment of their ransom as specified in the treaty of Cambrai[73]. However as the document states, the peace was more apparent than real, and few people believed that Francis would abide by this treaty, since he had repudiated the treaty of Madrid which he made with Charles in 1526. In fact, in 1530 Francis still wished the sultan to continue attacking Charles, he merely hoped to redirect the attacks from Hungary to Italy[74].

The treaty of Madrid, concluded in 1526 between Francis I and Charles V, states that peace is necessary to allow the armies and rulers of Christendom to repulse the infidels and extirpate the errors of the Lutheran sect so that Christendom might be tranquil. It specifically states

[70] SETTON, 3 : 244, 316, 333, 336, 340, 342, 358 ; 4 : 536, 647, 784, 933. Venetian intelligence was the best in this period. Through their bailie, they were able to gain information about many of the decisions of Ottoman officials. See *Calendar of State Papers, Venice*, 9 vols., London : Longman, 1864-98 and Vladimir LAMANSKY, *Secrets d'état de Venise*, 2 vols., St. Petersburg : Imprimerie de l'académie des sciences, 1884 ; reprint ed., New York : Burt Franklin, 1968.

[71] SETTON, 3 : 253, 336. Since this information was probably shared verbally, there may not be records in the Ottoman archives to document that the Venetians supplied this information to the Ottomans.

[72] URSU, pp. 53-54.

[73] Rincon may not have been sent to the Ottoman Empire again until 1532, URSU, p. 58, and Bouirrilly disagree on this point. V.-L. BOUIRRILLY, "Les Diplomates de François Ier : Antonio Rincon et la Politique Orientale de François Ier (1522-1541)," *Revue Historique* 113 (August 1913) : 271-272.

[74] KNECHT, p. 221, 224-25.

that the wars between Charles and Francis had allowed Turkish power to increase. Section twenty-five of the treaty calls for a crusade against the Turks and the other infidels and heretics[75]. The treaty of Cambrai again stresses that the heretics have been increasing and the Turks have been able to invade Christian lands because of the wars between Christians, and in order to remedy this peace has been arranged between Francis and Charles[76]. When the treaty was signed in August 1529, Süleyman was heading toward Vienna with a large army. News of the Ottoman preparations influenced Charles V's willingness to accept peace negotiations instead of continuing the war with Francis I[77]. The Ottoman threat, as exemplified by the siege of Vienna in 1529, found expression in the treaty of Cambrai's complaint against invasions by the Turk and the need to repulse them. These two treaties show how closely associated the Ottomans and the Lutherans were in the minds of the Catholic rulers of the sixteenth century. They were both considered to be "enemies of our Christian faith[78]." The treaties also show that these rulers understood that divisions between Christian states benefited the Ottomans. On their part, the Ottomans understood the importance of these divisions and exploited them to their advantage.

CONCLUSION

Two major issues reflected in this document reveal the concerns of the time: the first is the religious situation in Europe and the second is the situation in Italy after the conclusion of the treaty of Cambrai. The ruler of the Ottoman Empire was interested in both of these topics at this time crucial for the ongoing struggle in Hungary and the Mediterranean. This document is important for the light it sheds on Ottoman concern with the two events in Europe which most affected the ability of Süleyman's enemy, Charles V, to respond to Ottoman pressure. It also reveals the future trend of Ottoman-Habsburg rivalry, by describing the nature of naval warfare in the Mediterranean between Andrea Doria, the emperor's naval leader, and Hayreddin Barbarossa, soon to be Süleyman's grand admiral.

Many of the intelligence reports in the Ottoman archives are concerned with similar issues. The location and movements of Charles V, king of Spain and Holy Roman Emperor, were important news in sixteenth century intelligence reports in the Topkapı archives. These reports also often contain military information, such as numbers and movements of troops and fleets and possible targets for attacks. Also common in

[75] *Ordonnances*, 4: 178-79, 199-201.
[76] *Ordonnances*, 5: 222.
[77] Charriere, 1:173-74.
[78] *Ordonnances*, 5: 222

these reports are descriptions of peace negotiations between the various rulers in Europe as alliances changed. Diplomatic matters were followed as closely as military ones.

The historical significance of this report is the evidence it provides that the Ottomans were informed and interested players in the events of the sixteenth century in Europe. They sought intelligence and obtained information for their military and diplomatic strategy, basing their actions on informed decisions. They followed the news of divisions among their western contemporaries closely, so that they could exploit these divisions in their power struggle with the Habsburgs.

C.İ.-V.

Christine İSOM-VERHAAREN, *An Ottoman Report about Martin Luther and the Emperor: New Evidence of the Ottoman Interest in the Protestant Challenge to the Power of Charles V*

There is, among the correspondence in the Ottoman archives dating to the reign of Süleyman, an intelligence report of one Mehmed of Draç who transmits information he obtained from a merchant recently returned from Spain, France and Italy. The report reveals the Ottoman preoccupation with the two events in Europe which most affected the ability of Süleyman's enemy, Charles V, to respond to Ottoman pressure. The conflict between Catholics and Protestants as evinced in this document shows that the Ottomans understood the importance of the Lutheran threat to Charles V's power as early as 1530. The document also points to Ottoman interest in the diplomacy of the period which centered around the rivalry between Francis I, king of France, and Charles V. The historical significance of this report lies in the evidence it provides that the Ottomans were informed and interested participants in the events of sixteenth-century Europe. They sought intelligence and obtained information for their military and diplomatic strategy, basing their actions on informed decisions.

Christine İSOM-VERHAAREN, *Un rapport ottoman sur Martin Luther et l'Empereur: une nouvelle preuve de l'intérêt des Ottomans pour le défi lancé par les protestants contre l'autorité de Charles Quint*

Parmi les lettres conservées dans les archives ottomanes remontant à l'époque de Soliman le Magnifique, figure le rapport d'un certain Mehmed de Draç, qui transmet des informations obtenues d'un marchand récemment rentré d'Espagne, de France et d'Italie. Le rapport est révélateur de l'attention portée par les Ottomans aux deux événements européens les plus susceptibles d'entamer la capacité de Charles Quint à répondre à la pression du sultan. On voit par la présentation du conflit entre catholiques et protestants que les Ottomans comprirent dès 1530 l'importance de la menace luthérienne sur Charles Quint. Ce document montre aussi l'intérêt ottoman pour la diplomatie européenne qui tournait à l'époque autour de la rivalité entre le roi de France, François Ier, et Charles Quint. La portée historique du document réside en ceci: il indique à quel point les Ottomans étaient partie prenante—informée et intéressée—dans les événements de l'Europe du XVIe siècle, et déterminaient leur stratégie en connaissance de cause.

AN OTTOMAN VIEW FROM THE TOP AND RUMBLINGS FROM BELOW: THE SULTANIC WRITS (*HATT-I HÜMAYUN*) OF MURAD IV (R. 1623-1640)

The aim of this paper is to examine the evidence from the *hatt-i hümayun* (or sultanic writs) that supports two working hypotheses. One maintains that the political system of the Ottoman empire (despite some superficial appearances to the contrary) allowed for exchange of views. Though this exchange was not always openly conducted, the expectation was that major issues affecting whole classes or groups of people would be carefully considered before final decision was taken by the sultan. The other, its corollary, posits that personal and family interests often came first with policy makers, with the result that both state interest and its subsidiary concerns such as the promotion of religious orthodoxy and political conformity came second.

The issuing of a royal writ was in many cases prompted by commonplace circumstances such as staffing requirements and the need for swift (and largely independent) sultanic decision on matters of appointments, dismissals, and preferments. But decisions taken without consultation were by no means the norm in Ottoman government. In order to discover how exchanges of views were conducted, we must rely on access not so much to state papers—which reveal the status of decisions already reached—but on private letters and privileged communications between the ruler and his agents and ministers. The *hatt-i humayun* represents the ideal source for such an investigation.

R. Murphey is Senior Lecturer in Ottoman Studies, University of Birmingham. Centre for Byzantine, Ottoman and Modern Greek Studies, School of Antiquity, Edgbaston, Birmingham B15 2TT, Grande-Bretagne

Turcica, 28, 1996, pp. 319-338

We have just noted the underlying concern of this paper to refute the common assumption that the Ottoman empire operated within a monolithic political structure dominated by the views and concerns of a closely allied ruling elite. Such characterisations can be readily traced to the misinterpretation of superficial appearances. A standard view of Ottoman governance was expressed by the seventeenth-century English observer Paul Rycaut. Three passages reveal what he regarded as the essence of Ottoman rule. In the first passage he remarked on : "The absoluteness of an Emperour without reason, without virtue, whose speaches may be irrational, and yet must be laws ; whose actions irregular, and yet examples" ; then continued to decry the arbitrary nature of sultanic favor by saying : "men are raised at once by adulation, chance, and the sole favor of the Prince, without any title of noble blood, or the motives of previous deserts, or former testimonies and experience of parts or abilities, to the weightiest, the richest, and most honorable charges of the Empire. With one frown of their Prince they are cut off"[1].

In the second passage regarding Ottoman subservience to the imperial will, Rycaut observed : "Such as receive any wages or pay coming from the Exchequer, or any Office depending on the Crown have the title of 'Kul', which is, the Grand Signiors Slave. [...] Slavery among the Turks denotes a condition of entire resignation to the will and command of the Emperour, to perform whatever he signifies ; or if possible, what he conceives"[2].

Ending his discourse on Ottoman despotism, Rycaut offered the following condemnation of the entire political system : "If a man seriously consider the whole composition of the Turkish court, he will find it to be a Prison and Banniard of Slaves, differing from that where the Galley-slaves are immured only by the ornaments and glittering outside and appearances : here their chains are made of iron, there of gold, and the difference is only in a painted shining servitude, from that which is a squalid, and a noisome slavery"[3].

In formulating these opinions of the absoluteness and arbitrariness of sultanic rule, it is likely that Rycaut was influenced by his position and experience as a diplomatic representative for his country. It is a well-known fact that Ottoman sultans deliberately invited foreign diplomatic representatives to the court to observe the quarterly pay distributions to the Janissaries with the express intention of impressing them (or deluding them) regarding the sultan's wealth and generosity, as well as the orderliness, loyalty and obedience of his troops. Such façades (presenting for public display the appearance of general contentment, harmony and mutual satisfaction at the sultan's court) were deliberately staged events

[1] P. Rycaut, *Present State of the Ottoman Empire*, 3 books (London, 1668), Bk. I, p. 2.
[2] Rycaut, *Present State*, Bk. I, p. 8.
[3] *Idem.*

bearing little relation to reality. Rycaut was perhaps disappointed at not finding a scene more closely akin to his experience of the English parliament which (in some of its more raucous moods) had tinges of the bear garden. At all events Rycaut was seemingly misled by the solemnity and decorum of Ottoman parliamentary procedure into believing it possible that the Ottoman sultan could reign in complete ignorance of his subjects' needs and desires. In Rycaut's view, the sultan's authority was so unbounded that he could readily dispense with any of the usual concerns for wheedling support from reluctant courtiers.

Such views seriously misrepresent the tenor of Ottoman politics. In reality viziers, the top-ranking administrative group, were as likely to pursue family, financial and personal political strategies as they were to align themselves with the political aims of the sultan or embrace other state priorities. During the seventeenth century in particular, there were prologued periods when the sultan was more led by factions within the state bureaucracy than by his own views. The proper appreciation of the ruling dynamic and the role in decision-making played by the sultan's advisers—often referred to by value-laden western terms such as "servant" and "slave"—requires that we look behind appearances and carefully controlled court ceremony and public display[4].

Sultan Murad, a minor aged eleven at his accession in 1623 and dead before his thirtieth birthday, left a uniquely detailed record of his involvement in state affairs in the form of a comprehensive register of writs issued during the period of his majority, most of them dating from the years between 1626 and 1638. The texts of over 300 sultanic directives—eighty of them composed by Murad himself during his final years on the throne—are recorded in a copybook preserved in the manuscript collections of Istanbul University[5]. To understand what a rare and unusual circumstance this in fact is requires a short digression to survey the existing material of this type exclusive of the Istanbul University copy book.

[4] For a summary account of standard and revisionist views on Ottoman "absolutism", see H. İNALCIK, "Comments on 'sultanism': Max Weber's typification of the Ottoman Polity", *Princeton Papers in Near Eastern Studies*, 1 (1992), pp. 47-72. See also İNALCIK, "Decision Making in the Ottoman State", in C.E. FARAH (ed.), *Decision Making and Change in the Ottoman Empire* (Jefferson, MO [USA]), 1993), pp. 9-19. Contemporary Ottoman observers such as Evliya Çelebi also note the lively participation of the populace of Istanbul in current political events; see the introductory remarks on p. 27 and chapts. 2 and 4 in R. DANKOFF (trans.), *The Intimate Life of An Ottoman Statesman; Melek Ahmed Pasha, 1588-1662* (Albany, NY [USA]), 1991).

[5] The attributive title of this manuscript (most likely assigned at a later date by someone other than the copyist) is *Suver-i Hutut-i Hümayun* ("Copies of Imperial Writs"). See Istanbul University Library, Türke Yazmaları [hereafter TY], No. 6110.

THE PLACE OF THE HATT-I HUMAYUN GENRE WITHIN THE BROADER CORPUS OF SULTANIC LETTERS

Ottoman epistolography is represented in the common perception by the collections of state papers written in high chancery style and compiled for the benefit of scribal trainees[6]. One of the earliest known examples in Turkish is the fifteenth-century *Menahic' ül-Inşa* of Yahya ibn Mehmed (al-Katib)[7]. Such collections were designed (with some variations) to contain models to serve as examples for standard cases; e.g., the standard letter of appointment (*berat*) and the like. The 700 letters forming Ahmed Feridun's collection are generally considered the classic example of this genre[8]. Feridun's collection, whose core dates from the reign of Murad III (1574-1595), in fact records little more than the foreign and diplomatic correspondence of the sultans (*name-i hümayun*) with the emphasis on declarations of war and peace, and celebrations in literary form of military victories and diplomatic successes, and accounts for a small and quite unrepresentative part of sultanic governance. Furthermore such oratorical and polemical texts were phrased in highly elaborate literary construction (*insha*) rarely of the sultan's own composition. If we remove from the corpus of state correspondence those devoted to the sphere of foreign diplomacy, the number of genuine sultanic "letters" surviving from the period before 1700 shrinks to a very small number indeed[9].

The collection of Feridun's successor Sari Abdullah Efendi made up of some 170 letters is perhaps most representative of the genre since its content reflects the more typical mix of official state correspondence[10]; dominated by those instances where one sovereign addresses another in the most cliché-ridden, formalized and impersonal manner. In addition to exchanges between heads of state, these collections of correspondence do as a rule include what appear to be personal letters. However, closer examination of the latter group reveals them to be form letters filled with

[6] For a general survey of the genre, see J. MATUZ, "Uber die Epistolographie und inşa Literatur der Osmanen", *Zeitschrift der deutschen Morgenlandische Gesellschaft*, Supplementa I, Teil 2 (1968), pp. 574-594.

[7] Published in the series (edited by Şinasi TEKIN), *Sources of Oriental Languages and Literatures*, No. 2 (Roxbury, MA [USA], 1971).

[8] There are two printed editions of the *Münşeat al- Selatin*. The first, published in 1264-65/1848-49, contains 735 documents and the second, published in 1274-75/1858-59, contains 840 documents. See the article on Feridun by MORDTMANN and MÉNAGE in the *Encyclopedia of Islam* [New Edn. 7 vols. (Leiden, 1960-1993)], Vol. 2, pp. 881-882.

[9] See fn. 18 below for details of a manuscript that contains copies of the writs of Ahmed III (r. 1703-1730).

[10] For an account of the principal manuscripts of Sarı Abdullah EFENDI'S *Dustur al-Inşa,* see (in addition to the article by Ömer FARUK AKUN in *Islam Ansiklopedisi* 13 vols. [Istanbul, 1940-1986], Vol. 10, pp. 218-219) F. BABINGER, *Die Geschichtsschreiber der Osmanen und ihre Werke* (Leipzig, 1927), pp. 206-207.

stock expressions to accommodate standard and repeating situations. In this category are the *tehniyet-name* and *taziyet-name*, letters of congratulation (for example on the occasion of a birth) or of condolence on the occasion of a death[11]. Within such formal literary and occasion-bound constraints, the standard collections of state papers can offer only limited insight into the personality and feelings of particular Ottoman rulers. Letters expressing emotions such as anger, annoyance, or the sultan's natural and periodically recurring suspicions concerning his ministers were understandably considered unsuitable for inclusion in collections of sultanic correspondence.

A second category of state paper that required some considerable input from the sultan are known as *telhis üzerine hatt-i hümayun* (sultanic writs written in direct response to—and literally "onto the surface of"—incoming reports and submissions), and relying even more exclusively on sultanic initiative than these were the free-standing imperial writs or *beyaz üzerine hatt-i hümayun*[12].

The former type consisted of short confirmatory phrases issued in response to the standard prompt found at the end of all petitions, submissions, and accounts offered for the sultan's approval—but most particularly in termination to the digests called *telhis* prepared in the grand vizier's chancery (usually in the capital) of incoming news reports called *takrir* (usually from the provinces). This prompt consisted of four words: *baki-yi emr u ferman padişahındır*: "it remains the sole prerogative of the sultan to issue imperial command and decree [in this matter]". In such cases the sultan's comments and additions were rarely very discursive and with few exceptions they followed very closely the wording of the original submission; frequently simply noting the sultan's approval of its gist with the three words *mucebince 'amel oluna*, or: "let it be done in accordance [with the recommendation]". In this corpus of imperial writs issued in response to previous submissions, the formulation of the problem, the nature of the solution and even the proposed wording of the eventual decree are products of the grand vizier's chancery. In such cases what is being sought from the sultan is not so much guidance as assent. Several collections of such marginal notes made by the sultans, in a mostly confirmatory and non-discursive vein,

[11] See, for a general classification of types of formal and official sultanic letters or *name* as distinct from private letters or *mektub*, B. KÜTÜKOĞLU, "Münşeat Mecmuaların Osmanlı Diplomatik Bakımından Ehemiyeti", in *Tarih Boyunca Paleografya Ve Diplomatik Semineri (20 Nisan-2 Mayis 1986) Bildirileri* (Istanbul, 1988), pp. 169-176 and 351-353.

[12] The characteristics of this group of imperial writs, that is writs on "white" (i.e. blank) paper are briefly described in the standard reference works on Ottoman governmental practice. See in particular: I.H. UZUNÇARŞILI, *Osmanlı Devletin Saray Teşkilatı* (Ankara, 1945), p. 68 and 257 [n. 3]; M. SERTOĞLU, *Resimli Osmanlı Tarih Ansiklopedisi* (Istanbul, 1958), p. 44 and M.Z. PAKALIN, *Osmanlı Tarih Deyimleri Sözlüğü* 3 vols. (Istanbul, 1971), Vol. 1, p. 214. See also, fn. 13 below.

have been published. Of particular note are the brief writs belonging to the reigns of Mehmed III (r.1595-1603) and the first part of the reign of Ahmed I (r. 1603-1617) consisting of 184 texts published by Cengiz Orhonlu[13], and those from the reign of Murad IV (r. l623-1640) consisting of 23 texts published by Ahmed Refik[14].

Periodically (though only exceptionally and when, in his own view, circumstances merited it) the sultan took upon himself the initiative for formulating policy, and issued his own directives. These occasional written "outbursts" were sometimes inspired by the receipt of a letter or submission, whose content is referred to without being explicitly summarized or cited in the sultan's own directive, but mostly they were purely self-generated and self-composed and could relate to either personal or state business. Four examples issuing from the pen of Mehmed IV (r. 1648-1687) published by Babinger in 1931 are representative of such directives. These were all addressed (at different stages in his career) to the sultan's confidant Osman Ağa (later Pasha). Two are addressed to Osman Paşa in his capacity as governor of Egypt inviting him to provide hospitality and assistance to favorites of the sultan contemplating visits to his province in connection with the *hadj* and relate to other, essentially personal, matters[15]. Another is addressed to Osman Ağa as Chief Gardener requesting the provision of 507 recruits for enlistment in permanent infantry regiments at the Porte[16], and a final communiqué announces the birth of a son and heir[17]. None of these surviving writs of Mehmed IV exceeds five lines in handscript. Such direct communication between the sultan and his ministers and aides could be brief, informal and to the point. Since they were produced ex-chancery and designed to fill a momentary and often transient need, their preservation is largely accidental or the product of peculiar historical circumstances. In the case of the writs of Mehmed IV published by Babinger, the "accident" was

[13] C. ORHONLU (ed.), *Telhisler, 1597-1607* (Istanbul, 1970).

[14] Ahmed REFIK, "Sultan Murad-i Rabi' in Hatt-i Hümayunları" *Tarih-i Osmani Encumeni Mecmuasi* vii/39 (1332), pp. 129-141. The qualitatively different character and function of these marginal comments as compared with the 'writs on white' (see above) is apparent from an example on pages 140 and 141 of Refik's collection. Here the sultan is asked to express an opinion on the proper distribution of the goods and property of the former grand vizier Hafız Ahmed Paşa who had recently (in Receb 1041/February 1632) fallen victim to his rival Hüsrev Paşa's supporters' wrath. In reponse the sultan offers only a laconic and non-commital four words and effectively avoids the issue. When asked how the murdered pasha's creditors, his three surviving children, and his pregnant wife are to be treated in the settlement of the estate, the sultan says only: *herkes hakklı, hakkın alsın* ("Let each one of them receive their due according to what is their [legal] right").

[15] F. BABINGER (ed.), *Das Archiv des Bosniaken Osman Pascha* (Berlin, 1931), docs. nº III & IV, pp. 35-36 and facsimiles.

[16] BABINGER, *Osman Pascha*, doc. nº I, p. 34 and facsimilie.

[17] *Ibid.*, doc. II, pp. 34-35.

the sudden and hasty retreat of the Ottoman army after its defeat at Vienna in 1683[18].

Circumstances Connected With the Chance Preservation of the Copy-Book Found in the Library of the University of Istanbul

Some hints about the exceptional circumstances connected with the chance preservation of Murad IV's directives in the Istanbul University copybook are provided when we consider Murad's position on the throne during the early years of his reign. According to Murad's necrology recorded by Katib Çelebi in his History written circa 1650, the young sultan spent his first decade as ruler under the close watch of his mother Kösem Sultan who, as both regent and personal adviser, gave little scope for Murad to act independently. His impulse to devise new approaches and to impose unprecedented (in the view of some commentators even extra-legal) legislation during the latter part of his reign may be seen as part of this desire to break away from his mother's influence[19]. The result is what may reasonably be regarded as a near complete record of all the sultan's directives (other than brief or repetitive writs issued on routine or trivial matters) compiled starting from the time of his majority—coinciding roughly with Hüsrev Paşa's dismissal as grand vizier in 1041/1631— and lasting through the remaining nine years of his reign. In this copy book the complete texts of 326 directives are recorded. Of these eighty, or approximately one-quarter of the total, are identified as emanating from the sultan's own pen[20]. In the remaining 246 "dictated directives" he addressed the governors of Egypt a disproportionately high number of times totalling 78 instances, the governors of Buda in 30 instances, the grand vizier in 30 instances, and the

[18] To the chance survival of four handwritten *hatt*s of Mehmed IV in the *Landesbibliothek* of Karlsruhe, we may add those *hatt*s which (through a variety of circumstances) made their way back to the place of issuance, in other words to the sultan's palace in Istanbul. These include writs by late seventeenth (Ahmed II) and early eighteenth-century (Ahmed III) Ottoman sultans. However such isolated examples (for a list of five *hatt*s belonging to Ahmed II and Ahmed III, see Tahsin Öz, *Topkapı Sarayı Arşivi Kilavuzu: I. Fasikül, A-B-C* [Istanbul, 1938], pp. 17-18 and the text and transcription of one of them [TKS, E. 6073] in a documentary appendix [No. iv]) make no significant addition to the corpus. A more extensive collection of the *hatts* of Ahmed III (r. 1703-1730) in duplicate copies (*suret*) is however preserved in a manuscript of sixty one folios; see Istanbul University library, TY 6094.

[19] Cf. Katib Çelebi, *Fezleke-i Tevarih* 2 vols. (Istanbul, 1286-87), Vol. 2, p. 220: ekser-i umurda ecdadı kanununa itibar etmeyip, mükteza-yi tabiyatına göre kendiler iḫtira ederlerdi.

[20] For these texts (preceded by the heading: *kendi karihe-yi şerifelerinden…* , i.e. "*hatt*s written [by the sultan himself] based on sudden inspiration (*karihe*) and on the spur of the moment"), see *Suver-i Hutut-i Hümayun*, ff. 172a-216a. For the full wording of the heading under which Murad's self-composed are set aside in the collection, see fig. 1 (TY 6110, f. 171b).

commander of the janissaries in a further 31 instances, reflecting, roughly, some of the predominant concerns of his reign[21]. In the group of eighty self-composed directives the proportional distribution of addressees is notably different, reflecting the sultan's *personal* priorities as ruler. The eighty recipients of these directives were distributed as follows:

addressee	*no. of cases*	*percentage of total*
1. grand vizier	33	41.25
2. commander of the janissaries	15	18.75
3. governors of major provinces	10	12.5
4. governors-general (Rumelia and Anatolia)	6	7.5
5. governors of lesser provinces	7	8.75
6. hans of the Crimea	3	3.75
7. Mürteza Paşa in his dual position as governor and (from 1041/1631) as royal in-law	6	7.5
	80	100%

As can readily be seen from this accounting, the circulation of these documents was limited to an exclusive group. That they should have survived at all—more particularly as an intact corpus—required a peculiar combination of circumstances whose nature remains obscure. It is likely or—given the chronological scope and certain highly significant proportions encountered within the collection—at least not improbable that the collection owed its origins to the three and a half year tenure of Hüsrev Paşa as grand vizier between 1628 and 1631 (1037-1041). During much of this period the grand vizier was absent from the capital on successive campaigns, first (successfully) against the rebel governor of Erzurum Abaza Mehmed Paşa in 1628 and 1629, later (less successfully) in 1629 and 30 in Iraq. During this period of prolonged absence from the capital, the sultan needed to be in constant communication with Hüsrev Paşa and this need is reflected in the first part of the collection where Hüsrev Paşa is the intended recipient in 18 out of 30 directives dictated for dispatch to grand viziers[22]. When the decision was taken to dismiss the commander in the field in the winter of 1631, it is reasonable to suppose that he had accumulated a considerable quantity of state documents and written communications from the sultan. The existence of this accumulated material is even referred to in Katib Çelebi's History, where the historian mentions the placing of documents in the keep of Diyarbekir

[21] The folio numbers for these texts in the *Suver* are as follows : Egypt (ff. 41b-92b; Buda (ff. 92b-110b); grand vizier (ff. 1b-28a) and agha of the janissaries (ff. 145a-167b).

[22] See the texts of eighteen *hatt*s addressed to Hüsrev Paşa as grand vizier, *Suver*, ff. 9b-28a.

castle as a preliminary to the commander's departure for Istanbul to explain his failures to the sultan[23]. It is thus not improbable that the sultan's decision to keep a more organized record of his own transactions and communications with his governors dated from the winter of 1631 when he was confronted with the cumulative contents of Hüsrev's Paşa's chancery, at the end of nearly four years in office, for inventory and selective preservation.

Other than these suppositions, the only direct evidence we have concerning the origin of the collection consists of the identity of two prominent latter-day owners of the manuscript whose names are inscribed on the cover-page inside the binding flap. The first owner is identified as Mehmed Raşid, *beylikci* (or Head Clerk) of the Imperial Council, referring to the Raşid Efendi, who died in 1212/1797 having achieved the ultimate rank (in 1202/1787) of *reis'ul-kuttab*, or chief secretary with responsibility for foreign affairs[24]. The manusript then passed into the hands of Mehmed Arif, identified as former Chief Justice (*kadiasker*) of Rumili. The last known (and named) owner of the manuscript was thus Durri-zade Arif Mehmed Efendi who was appointed kadiasker of Rumili in 1198/1784, promoted to a brief tenure as şeyh'ül-islam in 1199/1785 and died in 1215/1800[25]. While there is no textual evidence linking the manuscript copy with Murad IV's time or to suggest that it was the sultan himself who ordered its compilation, it is unquestionably a genuine record of that sultan's period of rule. The very fact that these communications were copied and preserved strongly suggests an awareness of the sultan's responsibility to engage in advise and consent. It also shows that he was expected to rule by means of conviction, not compulsion. But, whatever its origin and first purposes, it today offers one of the rare opportunities for drawing a multidimensional portrait of an Ottoman sultan since it records both his contemplative and active moods, and the quiescences (*sekenat*) as well as movements (*harekat*) of the Ottoman court.

Such a personal record of the sovereign's reflections on milestones of his reign is as rare in European as it is in Ottoman royal correspondence. For purposes of comparison on the subject of the pace of production of state papers and personal correspondence, it may be instructive to note Vehse's observations on chancery practice of the court of Leopold I, who as emperor of the Holy Roman Empire between 1658 and 1705 was Murad's

[23] Cf. KATIB ÇELEBI, *Fezleke-i Tevarih*, ii, 139 (*sub anno* 1041): ["Hüsrev Paşa 26 Rebi II'de Diyarbekir'de] defterhaneyi mühürleyip kaleye koydu". At the same time we know that it was the sultan's brother-in-law Mürteza Paşa who was entrusted with the task of finding Hüsrev Paşa at Tokat and delivering his dismissal notice and order of execution; see *Fezleke*, ii, 150, "maktul-i Hüsrev Paşa".

[24] The ownership history is indicated on folio 1a of the manuscript. The record of ownership (*temelluk kaydı*) reads as follows: استمحبه الفقیی محمد راشد یکلکجی دیوان صمایون و ثم استمحبه الفقیی عارف القاضی عسکی سانقًا For Raşid's biography, see Mehmed SÜREYYA, *Sicill-i Osmani* 4 Vols. (Istanbul, 1308-1315), Vol. 2, p. 251.

[25] See *Sicill-i Osmani*, III, 267.

near contemporary. The role played by the emperor in transactions of the imperial court of Austria in the late seventeenth century is described by Vehse in *Memoirs of the Court of Austria* as follows: "The whole work of that great Emperor Leopold as ruler was comprised in the signing of the orders drawn up in his name by his ministers; in the writing of confidential letters to his brothers and cousins on the different thrones of Europe, and to his favorite servants—as, for instance, to his family ambassador at Madrid, Count Potting; and lastly, in the giving of audiences."

Leopold himself used carefully to register the acts of his threefold governmental function in his "Cracow Calendar;" thus, in the disastrous year of 1683, when the Turks drove him from his Hofburg, it is recorded that 8 265 dispatches were signed, 386 letters written, and 481 audiences given by him. We need not, however, suppose that his Majesty deemed it comformable to his "*grandeur and splendour*" to know, or at all events to understand, what he signed. Leopold, like his descendant Francis II, was fond of correcting the style of the State papers which were laid before him. As to his Imperial autograph letters, his Majesty wrote such a wretched scrawl, that only a few of his clerks, after having been long accustomed to it, were able to decipher it. Leopold, therefore, never sent an autograph letter to a crowned head, without adding a fair copy by one of his scribes. Three times a week he gave public audience from seven until nine in the evening. The whole was conducted most ceremoniously, stiffly, and slowly; many an applicant had to wait for a month before his turn came"[26].

In the Ottoman case, we know something of the volume and pace by which government business was transacted from Majer's publication of a "Register of Complaints" (*şikayet Defteri*) dated 1675. In this register which covers a period of seven and a half months between mid-January 1675 and the end of September 1675, the Ottoman chancery recorded 2,800 petitions, making an average of about a dozen cases per day during the 225 days covered by the register[27]. Not all of these resulted in governmental (still less direct sultanic) action. Thus, as a record of sultanic initiative, the survival in the Istanbul university corpus of as many as 326 imperial writs relating—with very few exceptions (for which see fn. 35 below)—to the relatively short period of Murad IV's majority is a rare occurrence inviting our serious attention.

The tone and tenor of Murad IV's Self-Composed Imperial Writs

Because the *hatt-i hümayun* are composed ex-chancery, they bear none of the formal elements of official documents such as provenance

[26] E. Vehse, *Memoirs of the Court, Aristocracy and Diplomacy of Austria*, 2 vols. (London, 1856), Vol. 2, pp. 4-5.

[27] Hans Georg Maier (ed.), *Das Osmanische Registerbuch der Beschwerden (şikayet Defteri) vom Jahre 1675* (Vienna, 1984), *Introd.*, p. 10.

and date of issue. Also, as they themselves were (at least theoretically) in the sultan's own hand, they needed no seal or other instrument to authenticate them. What signalled their authenticity as sultanic pronouncements was, more than any other feature, the peremptoriness, directness and candor of their language. A fragment preserved intertextually in Naima's History displays all the typical features of the type. What is most noticeable is the use of exaggerated and sometimes long and involved imprecations (*la'net*) to enjoin compliance with the directive's content. The simple and standard form of the 'sanctio et corroboratio' (*te'kid*) found in chancery documents taking the form "*şöyle bilesin `alamet-i şerife i`timad kılasın*" ('Be thus informed, and trust in [the authenticity of] this document confirmed by our [royal] seal') is replaced in the sultanic writ by more urgent and open threats against the person of the non-complying recipient. In the example of nine lines incorporated in Naima's History (*sub anno* 1037/1627-28) the roll-keeper of the janissaries Malkoç Mehmed Efendi's confirmation in post ends with the following warning: "*Eğer bir ḫiyanetin, ve emrime mugayir bir hareketin zuhur ederse başını keserim; gözün aç*" ("Look sharp, should there arise even the appearance of a betrayal of trust or any action on your part contrary to my command be assured I shall have your head")[28]. In many instances the language of the *sanctio* becomes even more highly developed serving as a barometer of the sultan's impatience or his expectation of the swiftest possible compliance. Such directives were often issued when efforts at motivating his governors and ministers through regular means and channels had proven ineffective. The language of the *hatt* was explicitly designed to encourage them to serve him more assiduously. It should be remembered also that the sultan delivered such expressions of annoyance and impatience with his *kul*s off the record, and that the recipients were more often than not intimates of his household and valued personal associates. Each *hatt* was thus carefully composed to meet a particular situation. This gives them an immediacy and dramatic quality, while at the same time making the corpus difficult to categorize or reduce to a standard set of components. Nonetheless I will now attempt to set out some of the recurrent themes that seem to have preoccupied Murad IV in his personally-penned writs.

THE THEMATIC CONTENT OF MURAD IV'S IMPERIAL WRITS

A striking feature of the *hatt* corpus in general is that it causes us to confront one of the inescapable facts of Ottoman political life, namely that individuals seem to be motivated to serve the dynastic cause far more by the hope of appointment and promotion (or fear of the opposites) than

[28] *Tarih-i Naima*, 6 vols. (Istanbul, 1281-1283), Vol. 2, pp. 422-423.

any other single factor. The corpus of sultanic writs is also an ideal source through which to observe and document the sultan's skilful manipulation of the personal rivalries between his *kul*s to extract the highest possible level of 'dedicated' service from them all. Instead of the robotic submission and automatic obedience to the sultan's will described by Rycaut in the passages already cited, we are privileged to observe the dynamic of sultanic rule which relied on effective co-optation through defining and communicating of spheres of mutual interest. The language of the *hatt*, characterised by its balanced twining of coaxing and friendly entreaty with sometimes ferocious threat indicates the Ottomans' reliance on techniques of motivation as an essential element of effective rule. In short, the stick and the carrot occupy the foreground in this type of communication which was usually restricted to fifteen lines of tersely worded prose.

Appropriately timed interventions on the sultan's part to influence his governors' behavior presupposed a very complete and close monitoring of their activities and performance. It is significant that a very large proportion of the directives contain one or more requests for further reports and details concerning current developments. For example in *hatt* N° 23 addressed to the grand vizier during the course of the final siege against Baghdad in 1638, the sultan acknowledges the receipt of a batch of dispatches from the grand vizier and identifies his own directive as a joint response to these. His directive consists of 15 lines during the course of which he twice reminds the grand vizier to keep him fully informed about up-to-date developments at the front[29]. On two other occasions in the corpus of self-composed directives, the sultan refers to the arrival of incoming reports which (following a pause while he digests their content) lead to a change of course in the narrative. For example in *hatt* N°. 3 the insertion of the phrase "*elçi gelip*" ('the envoy arrived [and made oral representations]') signals a change in topic to diplomatic affairs[30], while in N° 13 the phrase "*kağıdlar gelip*" ("written reports were received") neatly divides the narrative in the first part of the *hatt* from the second[31]. The smooth conduct of government (in particular during military manoeuvres) depended on the uninterrupted flow of information, and the writing of a sultanic writ—which could be fired off at a moment's notice—was the most effective way of responding quickly to sudden developments.

The fact that imperial directives were usually reserved for serious and urgent matters did not always insure ready acceptance by their recipients. The evidence of dialogue and discussion, in other words back chat and resistance, can be found in the texts of the directives themselves. For

[29] *Suver*, f. 183b.

[30] *Suver*, ff. 172b-173a.

[31] *Suver*, f. 179a. See the illustration (fig. 2) which clearly shows the bi-partite division of this *hatt*.

example, in an unusually long *hatt* of 44 lines addressed to the grand vizier issued on the occasion of the sultan's return to the capital following the aborted Polish campaign in August 1634 Murad echoes the attitude of the rank-and-file troops, whose reluctance to redirect their efforts against Iran without an intervening period of rest and recuperation he notes with regret, but is powerless to alter. The *hatt* summarizes their attitude as follows: "Making excuse of their participation during the current campaigning season in the [prematurely aborted] Polish campaign, the troops addressed their sovereign saying: 'My Lord, we have exhausted our campaign allowances in mobilising for this year's campaign against Poland, whose hardships we have just endured. Should you command us to go again this year on further campaigns to Iran we will of course obey, but without further allowances we will be reduced to penury and no great result can be expected from us in the undertaking'. Upon hearing these words, we were left with no choice but to change our mind about calling them up for service in Iran during the current campaigning season, and gave orders for them to report for duty at Aleppo in time for the upcoming Festival of the Sacrifice[32]".

Since the directive was written in Istanbul in August, the sultan's order for troops to report to Aleppo by March of the following year implied a delay of eight months in the execution of his plan for a campaign against Iran. The *hatt* texts are thus useful for documenting failures as well as successes in the imposition of the imperial will, and reveal the operation of give and take, threat and counter threat in the decision -making process. Two further examples illustrate the reliance of the sultan (in his private transactions) on negotiated settlement and compromise solution.

In the sphere of gift giving and of protocol, the sultan was highly conscious of and sensitive to the symbolic value of those tokens which suitably reflected, and equally those which tarnished, his imperial glory. If the prospective giver of a ceremonial gift seemed incapable of gauging the appropriate level of generosity and implied subservience in his choice of his gift, the sultan was not averse to reminding him in explicit terms. In Directive N° 28 addressed to the grand vizier (in this case Tabanı-yası Mehmed Paşa commander of the Ottoman forces mobilizing against Erivan in 1635), the sultan confronted the commander with his failure to provide gifts conforming to the sultanic honor (*`yrz-i şerifime göre hedaya*)[33], a slight which took on added meaning in the context of the resistance of the rank-and-file to plans for a campaign against Iran in the previous year. As the practice of noting the arrival of the

[32] *Suver*, ff. 176a-176b: "Leh seferi ferman olunmağla özürlenip: 'Padişahım evvelce akçemizi bu yıl üstümüze harc eyleyip, Leh seferin çekeriz. Nihayet bu yıl Acem üzerine emrin olursa gideriz, amma bir iş görmeziz, ve kendimiz harclyksyz fakir oluruz' deyü özür eylemeleriyle, bu yıl onlar(ın) gitmesi için emr olunmadı. Inşallah 'Id-i şerif'de Haleb'de hazırlardır."

[33] *Suver*, ff. 185a-186a.

royal personage in camp at the last stage of mobilisation before a major campaign with suitably lavish gifts was a compulsory element of state protocol, the young sultan was determined that he should be given his full due in tokens of honor and respect, and he offered the following critique of the grand vizier's proposed gifts (about whose nature he had been forewarned): "You propose to offer me a mere 20,000 silver *réal*s and a broken-down hack. This I deem totally unacceptable. Do you really consider such an offering worthy of the one who has granted you responsibility over his entire dominion? If you have no sense of your own duty have at least some concern for the imperial dignity. Had you failed to offer anything you would have served me better [than by this insulting gift]. What I had hoped for was the chesnut mare once belonging to Seyfi [Ağa]; a gift truly worthy of royal satisfaction. Things standing as they now are, be at least on the lookout for the arrival of the royal retinue in camp, and may the imperial mace be ever victorious"[34].

In another context (in the series of 26 dictated directives sent to the governors of Buda)[35], the sultan emphasized the importance, from the point of view of state protocol, of detaining the Austrian ambassador at Belgrade to insure that the envoy's arrival in the capital would take place only after the sultan's own return from Edirne where he had organized a hunting expedition for members of his court. Such seemingly small points of symbolic obeisance carried enough weight to warrant the sultan's attention on several occasions in the corpus.

The sultan also paid personal attention to a remarkable degree to the smallest details of general administration. This is particularly noticeable in his repeated requests for submission of financial reports for inspection and cross-checking with centrally-kept records. In one directive (No. 28) he reminds the grand vizier of unfulfilled promises to submit such reports: "You wrote to me saying: 'I promise to send the register of vacant cavalry

[34] *Suver*, f. 185b: "Sen dahi 20,000 guruş ve bir nikbeti atlar göndermişsin. Asla makbulum değildir. Ol kadar yerden vezir-i azam olan efendisine öylemi pişkes gönderir? Sende gayret yoksa, bizde âri yokmudur? Hiç göndermedeğin bundan makbul idi. Hemen benim taleb ettiğim Seyfi'nin doru kısrağı idi; gayet makbulumdur. Topuzum var olsun."

The name Seyfi (perhaps the same person) occurs in an earlier writ (No. 24) whose seven lines of text are devoted to the reasons justifying the "rebel"'s (i.e. Seyfi's) execution; cf., *Suver*, f. 184a.

[35] Series of dictated writs addressed to the governors of Buda, No. 2 (fol. 93a). This writ is addressed to [Mir-i Ahur] Osman Paşa who was not appointed governor of Buda until 1054/1644 under Murad's successor Ibrahim I (see *Sicill-i Osmani*, iii, 418-419). This suggests that while the copyist/compiler of TY 6110 was chiefly devoted to the collection and recording of the writs of Murad IV, to round out a category of addressee he occasionally included (among the dictated *hatt*s) some writs belonging to Murad's near contemporaries such as Ahmed I (r. 1603-1617) and Ibrahim I (r. 1640-1648). It is nonetheless clear that the eighty self-composed *hatt*s found at the end of the collection (ff. 172a-216a) belong exclusively to Murad.

posts with the regimental commandant', but as yet there is no sign of him. Whatever you have managed to complete to date send it on, however little it may be. Later on I will compare your records with the main register kept here. Be assured if I find the slightest evidence of dereliction on your part I will not hesitate to punish you accordingly"[36].

In another directive (N° 62) addressed to the Grand Vizier Bayram Paşa during the winter of 1637 which preceded the Ottomans' final assault on Baghdad in 1638, the sultan accused the commander of reporting existing grain stocks amounting to more than 20,000 tons as if they were fresh collections organized in preparation for the upcoming siege, and he commanded the pasha to submit a new account that distinguished clearly between pre-existing stocks and new collections resulting from the vizier's own efforts. The sultan in the same directive proceeded to warn the grand vizier against reassigning troops to the same winter quarters as the previous year, a measure clearly aimed at sparing the peasants of a single region from shouldering more than their fair share of the burden of troop support[37]. Concern for maintaining his reputation for equity reveals itself in the corpus as more than a passing worry and the sultan frequently expresses a deep-seated suspicion of his own agents and governors. Themes such as the defrauding of the treasury, falsification of records and putting of selfish concerns ahead of service obligations reverberate throughout Murad's correspondence. In some cases these suspicions take the form of explicit accusations. For example, in a directive issued to the Grand Vizier Hüsrev Paşa wintering in Aleppo in 1629, the sultan attributed a mercenary motive to his minister's recommendation that Magrav Mehmed Paşa (a Georgian refugee and recent convert) be appointed to the governorship of Tripoli in Syria in preference to the incumbent Yusuf Paşa (Seyf-oğlu). The sultan charged Hüsrev Paşa with being influenced by Mehmed Paşa's offer of an appointment fee (*ca'ize*) of 110,000 silver *réal*s (*guruş*) that was 10,000 *real*s higher than his rival's offer, and expressed his displeasure at such open bartering of his provinces. He then enjoined the grand vizier at all costs to "give up such airs" (*zinhar bu havadan feragat edesin*) and get on with more urgent matters such as the readying of artillery for the upcoming siege[38].

[36] *Suver*, f. 185b : Bir dahi yazmışidin : "kethuda ile mahluller defterin gönderidim" ; gelmedi. Elbette sai olunan ne ise gönderesin ; az olsun. Sonra bende olan Büyük Defter'e mukabele ederim. Musamahan bulursam hakkyndan gelirim".

[37] *Suver*, ff. 201a-202a. The quantity mentioned in the text (800,000 *kile*s) is actually equivalent (at the rate of 25.656 kg per *kile*) to 20,525 metric tons.

[38] *Suver*, ff. 184a-184b. It should be noted that by bidding 100,000 *guruş* (× 80 = 8 million *akçe*s) and more for the province, the competing pashas were offering considerably more than its total revenue-producing potential for a full year which (according to data provided by Ayn-i Ali for the early seventeenth century circa 1609) equalled no more than 5.6 million *akçe*s ; see AYN-I ALI, *Risale* (Istanbul, 1280), p. 54. Around this same date the governor's annual allowance was 800,000 *akçe*s, a mere tenth of the sums bid to secure the appointment (AYN-I ALI, *loc. cit.*).

While we are only provided in the *hatt* corpus with the sultan's side of the argument, even that is sufficient reminder that distractions, trivial pursuits and unstatesmanlike behavior on the part of those to whom the sultan had delegated authority were commonplace features of Ottoman political life. It required the sultan's constant vigilance to insure that his agents' excesses should be kept within reasonable bounds. This control was achievable only by the sultan's maintaining exclusive charge over appointments, dismissals and preferments. As these matters bore a crucial relevance to his effectiveness as ruler, it is not surprising that they form a regular and repeating theme of his correspondence. In an exchange with his brother-in-law Mürteza Paşa, Sultan Murad dismissed Mürteza's proposals for income assignments from stipendiary fiefs in Danubian Nicopolis and Central Anatolian Çankırı as ludicrous and out of place for a man in his position and chided him by saying: "You know full well that as a leading minister with a top position in the Imperial Council you have regular revenues assigned for your upkeep attached to your office. For a person in your position to request supplementary income assignments in the form of stipendiary fiefs (*arpalık*) is not only illegal but unseemly. Give up such vain thoughts and turn your attention to submitting the name of a valiant and well-armed Bey for appointment to Nicopolis. You are to refrain in future from suggestions about revenue assignments in your own favor. Should you choose to ignore this advice beware of causing me offence"[39].

The example shows the sultan's concern to keep the demands of other top figures in his administration in check by the example of fiscal restraint towards members of his own household.

Sultan Murad is well-known from the record of his public and legislative actions for his strict *timar* inspections and his determination to dismiss all non-active military personnel who failed to report for muster. Extensive inspections (*yoklama*) were carried out in 1042/1632 at the beginning of his ninth year on the throne—timed perhaps deliberately to emphasize his claim to independent rule and the end of his mother Kösem's regency—and we see a reflection of the same determination to start off his majority with a clean slate in his private correspondence. Some of the most violent and vituperative language in the entire corpus is reserved for directives issued to Mustafa Paşa, governor-general of Rumelia on the matter of the reassignment of *timar*s belonging to cavalrymen who had failed to report for campaign duty. In this correspondence Murad was insistent that his directives be consistently enforced and that no attention was paid to the social status and political ties of the incumbents who resisted dismissal. In a dictated directive addressed to Mustafa (Series VII, N° 23) he made his position unmistakably clear:

[39] *Suver*, f. 174a: "Hem kubbe altında vezirsin, ve hem arpalık tutmak kanun değildir; yabane söylersin. Niğboluyu bir iyice yarar beye arz edesin. Bir dahi kendin için vergiye müteallik bir nesne anmayasın, yoḫsa hatırım kalır ".

"I have heard that socially prominent and powerful men, by attaching themselves to Grandees of the Court, have dared to remain behind when campaigns are announced. I recognize the legality of the general amnesty offered to up to ten members of the households of commanders with the rank of vizier and allow them to remain behind to pursue their masters' legitimate business. But I give my royal assent to no more than ten per household, and insist that not a single exception be made"[40].

By way of reinforcement, a self-composed directive (N° 5) was issued to the same addressee in the following terms: "You have written to me informing me that some high-ranking cavalrymen (*za'im*s) with residences in Istanbul have stayed back from campaign without authorization and yet you still dare to inquire: 'Shall I reassign their timars?' Look here, o accursed one, I have instructed you orally countless times to declare their timars 'vacant' and make sure they are reassigned. But still you pester me with the question: 'Shall I reassign them?' By all means do so! I have already told you about two persons, Blind Mahmud and Company Commander Cundi, whom I have agreed to excuse, but excepting those two no one is permitted to stay behind. You are to confiscate the timars of all other unauthorized absentees and assign their estates to valiant braves. Failure to do so will result in your losing your own head"[41].

Katib Çelebi's necrology written circa 1650 refers to the unprecedented character (even questionable legality) of some of Murad's legislative acts and policies. Such views are clearly reflective of the dismay felt by those members of the military elite displaced by the strict enforcement of Murad's policies. Some of them later managed (under Murad's less forceful successors during the second half of the century) to recover a measure of their former estate. But, however temporary Murad's success at military reform—a subject for separate research and analysis outside the scope of our present investigation—, it serves as a clear example of an enduring need to understand the Ottoman empire in terms of the mutually incompatible demands of groups in competition and conflict, and in terms of the ever-present tension between law and privilege. We are wholly misled when we lapse into the by now comfortable habit of perceiving the Ottoman empire as a monolithic entity with a static and single-minded purpose. But the constituent elements of such conflict as existed between powerful figures who pursued their individual destinies and strove to achieve higher office and material reward, or the opposition

[40] *Suver*, f. 132a: "Güçlü ve kuvvetlü adamdan ekabire intisab ile seferden kalırlarmış. Vüzeranın eskiden kendilere mahsus adamlardan onar adama varınca ruhsat olup, ziyade bir ferde riza-yi hümayunum olmadığı ma'lumları ola".

[41] *Suver*, f. 174b: Istanbuludan zaim olanların bazıları [sefere] gelmemekle "yerlerin vereyim mi 'deyü bildirmişsin. Baka, bre mel'un nice kerre sana bi'il-muşafaha tenbih olunmuş idi kim 'asla tevakkuf etmeyip veresin'", dahi "vereyim mi "deyü danışırsın. Elbette veresin. Benim alı-koyduğum Kör Mahmud ile Cundi-Başı idi. Onlardan gayri kimse alı-konmamıştır. Onlardan gayri kalan her kim ise ziametlerin yarar yiğitlere veresin. Vermezsen, başın keserim".

en bloc of rival military elites in their competition for a larger share of the sultan's favor, are not easily (or fully) reconstructable from standard sources. Reference to court chronicles and even state-maintained archival records provides little help, since both tend to play down conflicts, and present a misleading picture of unanimity of action and purpose which belies the far more complex reality. The value of a source such as the *hatt-i hümayun* is that it offers some suggestive—if in the end only tantalizing—glimpses into the underlying contradictions that animated the Ottoman polity.

A more systematic investigation of the source would inevitably reveal a good deal about Ottoman governing priorities and contribute further to changing our cliché-ridden perceptions of preeminent Ottoman concerns. Such exhaustive treatment is not possible here. But in closing let us, by way of example, re-examine the general belief that seventeenth-century Ottomans—in contradiction to their Western contemporaries—suffered from an underdeveloped commercial consciousness or mercantile mentality[42]. The notion of Ottoman disinterest in the commercial sphere is contradicted in several detailed directives in which the sultan reveals an active interest in and concern about business matters. The text of one directive (N° 28) addressed to the Grand Vizier Hüsrev Paşa camped in the vicinity of Erzurum reads as follows: "You are to examine and inspect thoroughly the Iranian merchants in that vicinity. They are in the habit of concealing gold and silver objects, and coins and jewels in their saddles; whereas export of these items is strictly forbidden by Ottoman law. If any merchant has been determined to have broken this ban, you are to execute him immediately and confiscate his belongings for the Treasury. Be assured that if a single lawbreaker should escape punishment, it is you [as negligent governor] who will be executed in his stead"[43].

[42] The standard exposition of the notion that the Ottomans somehow suffered from an underdeveloped sense of mercantilist realities is found in B. MASTERS, *The Origins of Western Economic Dominance in the Middle East* (New York, 1988). An opposing view resting on the concept of Ottoman commercial "intentionality" is developed in a recent book by P. BRUMMET (*Ottoman Seapower and Levantine Diplomacy in the Age of Discovery* [Albany, NY, 1994], p. 20 *et passim)*. But neither approach gives sufficient allowance for the case specific, regionally adjusted character of economic policy necessary to an empire with a substantial territorial base on three continents. For an idea of how —even within one, relatively confined, geographical sphere—the Ottomans had to balance between conflicting demands and economic priorities, see S. FAROQHI, "Trade Controls, Provisioning Policies, and Donations: The Egypt-Hijaz Connection During the Second Half of the Sixteenth Century", in H. İNALCIK and C. KAFADAR (eds.), *Suleyman the Second and His Time* (Istanbul, 1994), pp. 131-143; in partic., pp. 141-143 outlining the dilemma posed by provisionist versus fiscalist approaches to regional economic policy.

[43] *Suver*, f. 185a: "Ol canibde Acem bazirgânların muhkem tefahhus ve teftiş edip, semerleri içinde altun ve gümüş sikkeleri ve bazı cevahir koyarlar, götürürlermiş; bu ise Devlet-i Osmaniye'de memnudur. Bu hususu her hangi bazirgân etmişse, bulup derhal katl eyleyesin, ma-maliki miriye kabz olunsun. Yani, biriciği halas olursa yerine beylerbeyi siyaset ederim".

Addressing Hasan Paşa the Beylerbeyi of Van in another directive (No. 72) the sultan expounded at even greater length on the same subject: "The merchants and traders coming from Iran have petitioned my capital and complained of abuses by officials stationed along the frontier saying: 'The customs officials in Van, instead of assessing customs dues on our imported wares in accordance with the standing regulations assess excessive illegal charges and otherwise constantly harrass us'. You as governor of Van should be advised that when my imperial writ is delivered you must determine who is responsible for harassing the merchants, whether the customs agents, Janissaries garrisoned in the region, or other parties. It is your responsibility to report to me in this matter and to insure that those responsible are brought to justice. You are to warn them that in future they must assess customs in accordance with standing regulations and must cease further transgression against the noble religious law and our illustrious imperial regulations"[44].

By themselves these two examples may be insufficient grounds to make us abandon a belief in Ottoman anti-mercantilism and apathy about business matters. But, by opening up new dimensions of analysis, the *hatt* corpus helps at least to sow some salutary doubts in our minds. Through these texts it is possible to escape, and with a little imagination even to transcend, some of the cruder forms of oversimplification that have dogged Ottoman studies.

R.M.

[44] *Suver*, f. 211b: "Ma'lumun ola ki—Acemden gelen tuccar taifesi ve bazirgânlar astane-i saadetime 'arz-i hal sunup: "Van'da olan gümrükte emin olanlar getirdiğimiz metalarımızdan ferman olunduğu üzere kanun-i kadim mucebince gümrüğümüzü almayıp hilaf-i şer' ve kanun ziyade alıp tecavüz ve teaddi eyledikleri" bildirdiler. Revan'da olan haraç-guzar kefere taifesi dahi kanun ve defter üzere alınmayıp haraçları ziyade alınmağla, "tahammul ve takatımız yoktur" deyü şikayet eılemişlerdir. Imdi, hatt-i hümayun -i saadet-makrunum sana vardıkta mukayyed olup göresin. Bu makule gümrük hususunda ẖilaf-i şerᶜ ve kanun tüccar ve bazirgâna teaddi ve tecavuz edenler eminler midir, veyahud kul taifesinden midir, ve gayri midir? Her kimler ise ma'lum edinip muhkem tenbih ve te'kid eyleyesin ki tüccar ve bazirgânın gümrükleri fermanım ile ve kanun-i kadim üzere alıp, ẖilaf-i şerᶜ -i şerif ve mugayir-i kanun-i münif tecavuz etmeyeler".

Rhoads MURPHEY, *An Ottoman View from the Top and Rumblings from Below: The Sultanic Writs* (hatt-i hümayun) *of Murad IV (r. 1623-1640)*

The corpus of Ottoman imperial mandates *(hatt-i hümayun)* is examined in this study as a potential source for assessing the character of sultanic rule. Quantitative analysis of the texts allows us to identify paramount government concerns and legislative priorities under particular rulers. But still more revelatory of the sultans' individual ruling personalities are the tone and precise wording of their self-composed mandates. The analysis of a select corpus of Murad IV's mandates preserved in a manuscript in the Istanbul University Library shows that—despite outward appearances and contrary to general expectations based on preconceptions about the autocratic nature of Ottoman rule—seventeenth-century Ottoman rulers governed by consensus and compromise.

Rhoads MURPHEY, *Vue du sommet et grondements à la base : les commandements impériaux* (hatt-i hümayun) *de Murad IV (règne : 1623-1640)*

Cet article examine un corpus de commandements impériaux *(hatt-i hümayun)* comme source susceptible d'éclairer les modalités d'exercice de l'autorité sultanienne. L'analyse quantitative des commandements met en évidence les priorités du gouvernement et les principaux objectifs de la législation de chaque souverain. Mais le plus révélateur de la personnalité de chaque sultan est le ton employé et les termes choisis dans les commandements qu'il a composés de sa propre main. On peut voir ainsi, à travers l'analyse d'un corpus de commandements émis personnellement par Murad̦ IV, conservé dans un manuscrit de la Bibliothèque de l'Université d'Istanbul, qu'en dépit des apparences et contrairement aux préjugés sur l'autocratisme ottoman, les sultans du XVII[e] siècle gouvernaient sur la base du consensus et du compromis.

MIDHAT PASHA AND THE JEWISH COMMUNITY OF DAMASCUS : TWO NEW DOCUMENTS

Recently two documents were found in the archives of the Jewish-French society Alliance Israélite Universelle (A.I.U.) in Paris which enlighten an unknown side of the activity of Midhat Pasha in Damascus concerning his relationship with the Jewish community of this city[1]. These documents, two letters addressed to the secretary of the A.I.U. written and signed by Midhat Pasha himself, discuss his desire and efforts to create a modern Jewish school for the children of the community. However, this issue was not the only one in which Midhat Pasha allowed himself to interfere. His intention to carry out a process of modernization in Syria led him to be involved even in internal issues of the non-Muslims communities.

Until the beginning of the age of Tanzimat, Jewish communities in the Ottoman empire enjoyed considerable internal autonomy. The Hatti Sherif of Gulhane of 1839 opened a period of change in the legal status of the non-Muslim minorities. It is true that these minorities received the formal recognition of the authorities for their process of organizing as autonomic religious Millets[2]. However, on the road to equality, the non-Muslims had to pay the price of accepting legislation that seriously threatened their communal autonomy. The declaration of the decree of

[1] See the documents. On Midhat Pasha in general see *Ali Haydar Midhat, The Life of Midhat Pasha*, London, 1903. On his work in Syria see S. SHAMIR, The Modernization of Syria : Problemes and Solutions in the Early Period of Abdulhamid, in W.R. POLK & R.L. CHAMBERS (eds.), *Beginnings of Modernization in the Middle East*, Chicago, 1968, pp. 351-381.

[2] See R.H. DAVISON, *Reform in the Ottoman Empire 1856-1876*, Princeton, 1963, pp. 129-131.

Y. Harel est professeur à l'Université de Bar-Ilan. Department of Jewish History, Bar-Ilan University, Ramat-Gan 52900 Israël.

Turcica, 28, 1996, pp. 339-346

1856 formally put an end to the autonomy of the Millets in civil, criminal, and commercial matters. The only remaining juridical autonomy concerned matters of personal status. Additional steps were taken to reorganize the communal bodies of the different Millets by new regulations. According to the regulation of the Jewish community of 1864, the Chief Rabbis were formally recognized as the juridical leaders of their communities and acted as their representatives[3]. These steps gave the Ottoman authorities, at least, the theoretical ability to interfere in the process of electing the Chief Rabbi of the community. The new system of election was almost totally democratic. The Communal Council had to recommend five Rabbis for the position and get the approval of the acting Chief Rabbi (Kaimakam Haham Bashi) and the Spiritual Council for their candidacy. In this new system, the next step should have been election by secret ballot of the members of the General Council of the community. The involvement of the authorities manifested itself in some conditions laid down concerning the nomination of the candidate. For example, the candidate and his fathers had to be Ottoman subjects who were neither younger than thirty nor older than seventy. The final stage of the election was the approval of the nomination as Haham Bashi (Chief Rabbi) by a Firman issued by the Sultan. In Damascus actually, this almost democratic process of choosing the Haham Bashi, was not in use. The Chief Rabbi continued to be elected in the Syrian Jewish communities in the traditional way. Only a few influential members from the upper class and some scholars took part in the nomination of the Haham Bashi[4].

Soon after his arrival in Damascus, on November 24, 1878, Midhat Pasha realised the sad situation of the local Jewish community. It consisted of about 8,000[5] souls with no leadership or legal system, living in misery caused by the impoverishment of the wealthy leadership of the community that followed the bankruptcy of the Ottoman Empire[6]. The weakness of the community and the internal quarrels that led to its inability to nominate a new Chief Rabbi, brought Midhat Pasha to personally choose a Chief Rabbi for the community and thereby to impose the nomination on the Jews of Damascus. He learned that there was a lack of a charismatic Rabbi who could unite the community and lead it towards modernization. He also realized that the appointment of one of the local Rabbis as Haham Bashi would cause many more quarrels in the community[7]. In order to fulfill this aim he invited Rabbi Efraim (Merkado) Elkalai, at

[3] See A. Rodrigue, *French Jews, Turkish Jews*, Indiana, 1990, pp. 28-33.

[4] For more details see Y. Harel, *Changes in Syrian Jewry 1840-1880* (in Hebrew), Ph.d Thesis, Bar Ilan University, Ramat Gan, 1992, pp. 63-64.

[5] See *Bulletin de l'Alliance Israélite Universelle*, 1[er] sem. 1881 p. 74. See also Kemal H. Karpat, Ottoman Population Records and the Census of 1881/82-1893, *International Journal Middle East Studies*, 9 (1978), p. 265.

[6] For more details see Harel, *Changes in Syrian Jewry*, pp. 52-57.

[7] Fore more details see Y. Harel, *"Pnei Yitshak" "Yismach Lev" "VeLev Nishbar" Vehamaavak Al Harbanut Bedamesek 1873-1883* (in Hebrew). Forthcoming.

the beginning of 1879, to serve as the Chief Rabbi of Damascus. Midhat Pasha already knew this Rabbi for some years before. At the time Midhat Pasha was serving as the "Vali of the Province of the Danube" (1864-1867), Merkado Elkalai held the post of the Haham Bashi of the Jewish community of Serbia[8]. Whilst serving in Damascus, this Rabbi was rich and did not need any support from the community and as a result was much more independent in his opinions and activities. This contrasted with his predecessors who were financially dependent on wealthy members of the community. Moreover, his source of power was the backing of Midhat Pasha, a fact that allowed him to compete with his opponents from a powerful position[9]. Therefore, the short period of his leadership in Damascus was characterised as a successful one until Midhat Pasha was forced to leave Syria on August 31, 1880. After his dismissal, there was a serious decline in the influence and activities of Rabbi Elkalai until he too left Damascus on February 1883[10].

Apart from dealing with problems like provincial government, administration, fiscal structure, security organization and consolidation of control, Midhat Pasha tried to develop the infrastructure of the country and its inhabitants[11]. Although the Tanzimat hardly mentioned education, Midhat Pasha understood the necessity for it in order to prepare the population of Syria for the reforms. He encouraged the local society to develop its own new schools in accordance with local needs and by utilizing local resources. He coerced the Muslim notables of Damascus to found a society for promoting the establishment of schools[12]. Yet, Midhat Pasha did not limit himself only to the Muslim population and strove to achieve the same goals for the Jewish population of Damascus[13]. For this purpose he had to find an open minded leader in the Jewish community who would cooperate with him in promoting modern education amongst the Jews. Bearing this in mind he decided to appoint Rabbi Elkalai. Indeed, the most significant achievement of their cooperation was the reopening of the school of the Jewish-French society Alliance Israélite Universelle in Damascus[14].

8 See *Shaarei Zion*, 7, 27 Tevet 5640, p. 10. On Efraim Elkalai see D. Laniado, *Lakdoshim Asher Baarets*, Jerusalem, 5712, p. 71 (in Hebrew)

9 See *Archives de l'Alliance Israélite Universelle (A.A.I.U.)*, Syrie, XV.E., Damas, 146, Fresco, 17.1.1883; *Jewish Chronicle* (J.C), 3.12.1880, p. 12.

10 See Jewish National and University Library (J.N.U.L.), Jerusalem Institute of Hebrew Manuscripts, V-736/261, *Elkakai to Gagin* [?], Damascus, 5643. Rabbi Elkalai deceased in Jerusalem at the end of 1894.

11 For more details see Shamir, *The Modernization*, pp. 354-374.

12 Shamir, *The Modernization*, pp. 376.

13 The Christian population had their modern schools established by Christian societies from Europe and their autonomy was jealously guarded. See Rodrigue, *French Jews*, p. 33; Shamir, *The Modernization*, p. 376.

14 On A.I.U. and its activities in the Jewish communities in the Middle East see S. Schwarzfuchs (ed.), *L'"Alliance" dans les communautés du bassin méditerranéen à la fin du XIXe siècle et son influence sur la situation sociale et culturelle*, Jerusalem, 1987; A. Rodrigue, *De l'instruction à l'émancipation*, France, 1989.

Until 1865, there was only traditional Jewish education in the Jewish community of Damascus. This education, as was the case elsewhere, consisted first and foremost of religious instruction[15]. In the beginning of 1865, the A.I.U. opened its first modern school in Syria. Unfortunately, because of quarrels in the community concerning the question of financing the expenses of that school, it was closed until Midhat Pasha's initiative in 1880[16]. Midhat tried to utilise persuasion and pressure on the Jewish notables and wealthy persons as he had dealt with the Muslims notables, in order to raise contributions for reopening the school. However, at that time the community was in a bad economic state as most of its wealthy persons had been affected by the bankruptcy of the Ottoman Empire in 1875[17]. Midhat Pasha did not give up. He applied directly to some wealthy Jews in Europe and to the A.I.U. and asked for their assistance in reopening the modern school for their poor brothers in Damascus. As the name of Midhat Pasha was well recognized in Europe, the Jewish leaders in the West were deeply impressed and agreed with great enthusiasm to contribute the money for this purpose[18].

After raising the money for reopening the school, Midhat Pasha was not through with his involvment in the project. He continued to take care of even the technical details such as acquiring a building which would be suitable for the purposes of the new school. Midhat Pasha also demanded that the A.I.U. send a director from Paris with appropriate qualifications and he promised to give him all the help he needed[19].

In his attempt to benefit the Jewish community in Damascus, Midhat Pasha reasserted his commitment to implement the reforms and to initiate the process of modernization of Syria and its population without any ethnic distinction. His initiative and assistance in reopening the modern Jewish school in Damascus was a very important action that helped the Jewish community there rehabilitate itself and to be able to continue towards modernization even after Midhat's most recent banishment from Damascus a few weeks after he inaugurated the new school.

Y.H.

[15] For more details on the traditional Jewish education in the Ottoman Empire see RODRIGUE, *French Jews*, pp. 35-38. For more details on the traditional Jewish education in Syria see HAREL, *Changes in Syrian Jewry*, pp. 83-87.

[16] HAREL, *Changes in Syrian Jewry*, pp. 88-89.

[17] *ibid.*, pp. 57-58.

[18] See HAVASELET, 34, 2 Tamuz, 5680, p. 257; 20 Adar 5680, p. 164 (in Hebrew), H. COHEN, *Hayehudim Bearsot Hamizrah Beyameynu*, Tel Aviv, 1973, p. 135 (in Hebrew); P.R.O., F.O. 195/1514, Dickson, Damascus, 12.11.1885; J.C., 16-1-1880, p. 7; 26-3-1880, p. 8; 10.9.1880, p. 13.

[19] See the documents. See as well *A.A.I.U.*, Syrie, I.B., 5, Damas, 22.8.1880; *Ha'Levannon*, 39, 7.5.1880, p. 311 (in Hebrew).

THE DOCUMENTS

1. *Midhat Pasha to the secretary of the A.I.U., Damascus, 24 April 1880. A.A.I.U., Syrie, XI.E., Damas, 94*

Damas le 24 Avril 1880

Monsieur le Secrétaire,

J'ai pris connaissance de la lettre que le Comité Central de l'Alliance Israélite m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 8 Mars par votre intermédiaire relativement à l'école israélite que j'ai pris l'initiative de fonder à Damas.

Je partage complètement l'avis du Comité quant à confier la direction de cette école à un des élèves de l'école préparatoire de Paris[1]. Le choix ne pourra qu'être heureux, et se porterait j'en suis convaincu sur un homme réunissant les qualités voulues pour pareille besogne. Quant au local, je dois vous prévenir que la maison Angèle[2] que vous croyez pouvoir servir à l'installation de la dite école ne convient nullement à la chose. Cette maison, je l'ai visitée moi-même, et elle est bien loin de réunir les avantages qu'offre l'ancienne maison Ambar[3] qui se trouve entre les mains d'un créancien anglais[4]. Si c'est de cette dernière maison que vous voulez parler je ne puis que me ranger tout à fait à votre avis, pour en faire l'acquisition.

Le directeur de la Banque Impériale Ottomane auquel je m'étais adressé à cet effet me fait savoir que la Banque Anglaise propriétaire de cette même maison lui a déjà écrit pour qu'il ait à lui soumettre le plan afin de pouvoir conclure le marché avec le Comité.

Dans cette situation, veuillez vous concerter à ce sujet et m'aviser de ce que vous aurez décidé.

[1] This "Ecole normale israélite orientale" (E.N.I.O.), was founded in Paris in 1867. For more details see A. Rodrigue, *De l'instruction à l'émancipation*, France, 1989, pp. 41-55.

[2] The house or even the palace of Schemaya Angel, a wealty Jew, who lived many years in Damascus. Some years after his decease in 1874, his descendants left Damascus. For more details see Y. Harel, *"Pnei Yitshak", "Yismach Lev" "VeLev Nishbar" Vehamaavak Al Harabanut Bedamesek 1873-1883* (in Hebrew). Forthcoming. See also M. Franco, *Essai sur l'histoire des Israélites de l'Empire Ottoman depuis les origines jusqu'à nos jours*, New York, 1973, p. 210.

[3] Another wealthy Jew that came from India to settle in Damascus and built a wonderful and modern palace. For more details see Isabel Burton, *The Inner Life of Syria, Palestine and the Holy Land*, Vol. I, London, 1875, 171-172.

[4] For more details about this affair see A.A.I.U., Syrie, I.B., 5, Damas, *Kimhi to A.I.U.*, Nisan (Mai) 5635 (1875).

Mr. Hirsch[5] n'est pas encore arrivé de Jaffa et nous l'attendons toujours pour l'inauguration de l'ouverture de l'école.

Agréez, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Midhat

2. *Midhat Pasha to the secretary of the A.I.U., Damascus, 3 August 1880. A.A.I.U., Syrie, XI.E., Damas, 94*

Damas le 3 Août 1880

Monsieur,

À la suite de la correspondance échangée entre nous au sujet de la fondation d'une école israélite à Damas et de l'inspection faite par M. Hirsch du local approprié à cet objet, j'ai inauguré, il y a quelque temps, l'ouverture de cette école dont le nombre d'élèves n'est pas moins de quarante.

Je n'ai pas besoin de vous dire que j'ai eu beaucoup de difficultés pour amener vos coreligionnaires à souscrire à cette œuvre de bienfaisance. Les cinq mille francs fournis ont à peine fait face aux besoins les plus urgents.

Me rappelant donc vos offres de vouloir contribuer à cette œuvre pour une somme de quatre mille francs l'an, je crois opportun de vous en entretenir afin que vous vouliez bien faire parvenir la dite somme à la communauté israélite de Damas.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Midhat

[5] S. Hirsch was at that time the director of the agricultural school "Mikve Yisrael" of A.I.U. in Jaffa.

Yaron Harel, *Midhat Pasha and the Jewish Community of Damascus. On Two Recently Discovered Documents*

Here are published two recently discovered letters dating 24 July and 3 August, 1880, from the governor of Syria, Midhat Pasha, to the secretary of the Alliance Israélite Universelle in Paris, about the reopening of an AIU school in Damascus on Midhat Pasha's initiative. These letters reveal the extent of the enlightened governor's concern for the Jewish community, which he encouraged to renew itself and become modern, as he did with other communities falling under his jurisdiction in Damascus.

Yaron Harel, *Midhat Pasha et la communauté juive de Damas. Deux nouveaux documents*

Nous publions ici deux lettres récemment découvertes dans les Archives de l'Alliance Israélite Universelle. Datées des 24 juillet et 3 août 1880, elles sont adressées par Midhat Pacha, alors gouverneur de Syrie, au secrétaire de l'AIU à Paris. Ces lettres montrent, à propos de la réouverture d'une école de l'Alliance à Damas sur l'initiative de Midhat Pacha, combien ce gouverneur éclairé était soucieux d'inciter la communauté juive à se moderniser et se régénérer, au même titre que les autres communautés de Damas placées sous son autorité.

MORMON MISSIONARIES IN THE OTTOMAN EMPIRE

Ottoman territories started to serve as grounds for missionary activities as early as the XVIth century. However, it was not until 1820 that the Protestant American missionaries joined their colleagues anticipating to christianize Ottoman subjects. Albeit their late arrival, they became the most influential missionary group in the Empire. This influence flourished relative to connections Ottomans pursued with America, a distant state believed not to hold imperialistic ambitions over the Ottoman Empire. The establishment of official Ottoman-American relations with the 1830 commercial treaty fortified this amity and confidence.

The 1839 Gühane Hatt and 1856 Reform Decree promising equality and bringing concessions to non-Muslims contributed to the expansion of missionary activities. However, learning through experiences that Ottoman religious toleration was valid only for the non-Muslims, that very strict measures were taken to prevent Muslims' conversions[1], American missionaries, desiring favorable relations with the State, learned to suffice with working only on non-Muslims. When conversion attempts among the Jews as well as the Catholics and Orthodox, strongly supported by France and Russia remained fruitless, they turned to the Armenians. Translating the Bible into Armenian, they approached them in their vernacular language. They displayed benevolence through orphanages, Sunday schools, educational institutions, adult classes, medical centers, and performed propaganda by endless house-calls, *kahvehane* meetings and sermons. Shortly, they won over the Armenians not only with their religious guidance but also with benignant approaches and advanced Anglo-Saxon life styles they displayed.

[1] KARAL, Enver Ziya, *Osmanlı Tarihi Vol. VII*, Ankara, 1958 p. 6.

S.K. Akgün is Chairman, Department of History, Orta Doğu Teknik Üniversitesi; Middle East Technical University, 06531 Ankara, Turquie.

Turcica, 28, 1996, pp. 347-358

American missionaries were well received by the highest Ottoman authorities, including the Sultan. Moreover, their activities were even encouraged as a bastion against the provocative designs of the imperialistic nations over the Armenians. Meanwhile, the United States, previously uninformed about the Ottoman Empire and the Turks, through missionary reflections, became aware of the *Eastern Question* and erected consulates when missionaries sought federal support due to Ottoman disorder[2]. Missionary activities strictly philanthropic at first started to involve the American government and reflect signs of American foreign policy as consulates multiplied around missionary stations. Missionaries became politicised and played important roles in the Armenian uprising against the Ottoman State prior to the turn of the century. Deterioration of Turco-Armenian relations hence brought a decline to favorable official relations with the American missionaries. Meanwhile, the culminating effects of missionaries' correspondences and reports, no longer pietistic, rose more curiosity and imperialistic interest in the Middle East. Learning about the declining Ottoman Empire and its non-Muslims inspired another group of U.S. missionaries to cross the Ocean to grab a slice from the cake they assumed was being split. This new group was the Mormon missionaries.

Mormon missionary activities in the Ottoman Empire started in 1880's when the Protestants' were at its climax. During their three-decade stay in the Turkish parts of the Empire, they were unable to rise interest and influence the people to the same extent as their Protestant compatriots, who enjoyed the full support of Americans back home as well as their government. This was closely connected to the nature of their belief and religious practices which made them recognized as a cloistered group even in the United States. They were Christians, but called themselves "Latter Day Saints", shortly referred to as *the Mormons*. They had a separate church, *The Church of Jesus Christ Latter Day Saints*, and claimed to be representatives of a new, modern Christianity. They were Americans, yet feeling quite adrift from the American Protestant missionaries, referred to the latter as *the American Missionaries*[3]. They wanted to develop their religion within a separate state. Considering the curious fact that historians and researchers of the area scarcely refer to this interesting group, a brief reference to Mormonism becomes essential in order to relate and evaluate their brief and unproductive stay in the Ottoman Empire[4].

[2] GRABILL, George: *Protestant Diplomacy and the Near East*, Minn. 1971, p. 40.

[3] This term was encountered among the archival documents of the Mormon missionaries.

[4] Guiding this reference are the archives of the Church of Jesus Christ Latter Day Saints in Salt Lake City and the Bringham Young University in Provo, Utah. In these archives the well-kept diaries of the Mormon missionaries, their correspondences with their headquarters and reflections published in two prominent Mormon newspapers, *The Millenial Star* and *The Desert News*, are available.

Mormonism is a belief which emerged in the East Coast of the United States in the XIXth century. Its initiator was a young American named Joseph Smith, the son of a Protestant family. Joseph Smith claimed to have received initial celestial signs and orders to guide him to start Mormonism in 1823, through the revelation of Angel of God. He developed them in 1827, after being guided by the same source to a forest in Manchester, New York, where he was asked to uncover the buried tablets written in an unusual scripture, bearing the principals of Mormonism[5]. He claimed to have translated these tablets by the aid of two stone pieces called "*Urim and Turim*". Hence, in 1830, the English version of Book of Mormon was published. This was followed by the establishment of the Church of Jesus Christ Latter Day Saints.

The principals and practices of Mormonism were quite different from the accustomed Christian applications. For example, the human body was considered a gift of God and was to be rescued from all harmful substances such as alcohol, nicotine and caffeine, so consuming tobacco, liquor, tea and coffee was forbidden to Mormons. Polygamy was practised to rapidly increase the Mormon population and marriages were *sealed* by *celestial marriage*[6]. Yet, marrying a divorcee was considered adultery[7]. Such unaccustomed practices were resented by non-Mormon Americans. Soon, Mormons were expelled from New York.

Kirtland, Ohio, became the next Mormon settlement. After the establishment of the Mormon Church in Kirtland, Mormon missionaries started venturing all over the world, hoping to convert masses. Meanwhile, the immigrants expecting to settle in Kirtland were invited to leave Ohio too. The quest for a home guided them next to Nouvo, Missouri, where they confronted anti-Mormon demonstrations, even violence. As a matter of fact, Joseph Smith, recognized as the Mormon prophet, was assassinated during a demonstration. Hence, guided by the new prophet, Bringham Young[8], they migrated once again and reached Salt Lake City, Utah, which has up to date preserved its fame as the Mormon Center of the world.

Utah joined the Union in 1850 and Bringham Young, becoming the first governor, administered Utah and world Mormons from Salt Lake City for 33 years. However, Mormon practice of polygamy, outlawed in the U.S., caused conflicts with the Federal Government[9]. Nevertheless, the two-year missionary service the Church required guided the polygamists, unwilling to disturb their plural marriages, nor ready to face penalties, to volunteer for missionary work abroad[10]. Needless to say,

[5] *History of Mormons*, Church of Jesus Christ Latter Day Saints publication.

[6] *Book of Mormon*, JACOB ch. p. 119.

[7] *Ibid.* NEPHI, 12,32, p. 452.

[8] Shaw, George Bernard, *The future of Political Science in America, the Improvement Era*; July 1937, p. 413.

[9] Polygamy was outlawed in Utah in 1890, however, the practice continued.

[10] Such was the case of Ferdinand Hintze, the initiator of the Mormon church in Anadolu.

they preferred places where polygamy was allowed, and the Ottoman Empire, at its most feeble stage than, appeared to be an appealing mission post[11]. Observing the approaches of the powerful European states to the Empire with imperialistic interests encouraged the Mormons to consider colonizing there for the theocratic state they anticipated to establish in the U.S.[12]

Initial Mormon expeditions in the Middle East date back to 1841, when Apostol[13] Orson Hyde went to Jerusalem to explore the Holy Land. Returning to Utah, he advised the LDS Church to send missionaries to Jerusalem[14]. Consequently, an Ottoman Armenian, deeply impressed by Hyde, wrote to John Henry Smith, the President of the European Mission, requesting missionaries to Constantinople[15]. The arrival of Elder Joseph Spori in Istanbul in 1884 marked the beginning of active missionary work in the Ottoman Empire. The Capital must have been deliberately chosen to facilitate the initiation of relations with the State authorities. The general disapproval and ill experiences the Mormons were exposed to at home made them overcautious about naturally benefiting from the exceptional status and the privileges the 1830 treaty provided for the U.S. citizens residing in the Ottoman Empire[16]. They attempted to establish individual relations with state authorities. Time consuming official contacts and procedures for residence slowed Spori in starting missionary work. Once bureaucracy was overcome, Elder Spori, similar to American missionaries, took up labor among the Armenians. He held the first LDS meeting on January 18, 1885 at the Istanbul home of an Armenian, Brother Vartongian. He attempted to establish and expand relations by house-calls and visits to the ill[17]. He tried to impress the people by offering personal sacrifices such as fasting in their place[18]. To his dismay, although he was well received and listened to, he was not able to convert anyone.

Missionaries Taner and Hintze, next arrivals in Istanbul[19] found Spori depressed due to failure. Before long, they, like him, admitted that they always had an audience when they preached, but people were disinterested when conversion was brought up. On the other hand, Spori noted in his journal that it was almost impossible to convey any Mormonic mes-

[11] *Diary of Hagop Thomas (Tumas) Gagosian* Price, Carbon County, Utah, 1939, p. 4.

[12] From the First President of the *Church of Jesus Christ Latter Day Saints*, Msf 696 No. 3; Nov. 1898.

[13] A rank in Mormonic churches.

[14] HINDOIAN, Abraham, *A Short History of the Church of Jesus Christ Latter Day Saints in the Middle East*, Latter Day Saints Church Records, p. 1.

[15] Ferdinand HINTZE, CRmh 1450, Vol. I.

[16] This status was granted to the United States by the Ottoman State.

[17] Latter Day Saints Archive Records, *Elder Spori's Journal* March 17, 1885 (Manuscript, LDS collection).

[18] *Millenial Star* May 18, 1885.

[19] CRmh 14250, Vol. I.

sages to Turks as he underlined that some among the very few English speaking, professed to prove him the absurdity of the Bible[20]. He also noted meeting many Armenians in Istanbul who persisted that the Bible contained final revelations on Christianity and fearing that doors might open to falsifiers, displayed over sensitivity about new prophets[21]. Confessing the difficulty of persuading people, he attributed this to the favorable impacts the American missionaries created in Istanbul.

A few months after his arrival, missionary Tanner called attention to the same handicap too as he stressed the necessity of learning Turkish and details of Turks' religion and lifestyle in order to reach them[22]. Indeed they, in return, would have to explain their own with full details, for the hospitable Turks could never understand the Mormons, especially when their offerings of tobacco, rakı, coffee or tea, all very indispensable for most Ottomans, were refused. As a matter of fact, their first Mormon convert, Vartoguian, to the missionaries' astonishment, continued to smoke and drink even after he was baptised as Mormon[23].

Mormon missionaries in Istanbul continuously sought ways to meet the Turks on some kind of a social platform agreeable to introduce them Mormonic principles. In conveying them to Armenians, they tried to even tempt them by talking about financial opportunities Utah offered to Mormons[24]. Such propaganda must have helped to convince at least some for in later years, Elder Charles Locander confessed that money bought many converts[25] and that Armenians were generally very indifferent about religion and that they straight forwardly asked how much they would be paid if baptized[26].

Meanwhile, Elder Spori made all necessary official contacts with the Ottoman notables. He provided the mission with essential permits for publishing tracks, renting premises, etc. Hence, missionaries Tanner and Hintze had only to keep up the good relations obtained. It was obvious that the endurance of the liberty they enjoyed in Turkey depended on their tactful relations with the Turks. Moreover, Elder Hintze, following a visit to the Grand Vezir conferred with Münif Paşa, the Minister of Public Instruction, and was assured that the Government would not interfere with them as long as their conversion attempts were not diverted to Turks[27]. Tanner was the next to visit and pay respects to Ottoman officials including Münif Paşa. He, on July 13, 1886, presented the Paşa three major Mormon publications, "*Voice of Warning*", "*Book*

20 Latter Day Saints Archive Records, *Elder Spori's Journal* April 1, 1885.

21 *Op. cit.* May 4, 1885.

22 CRmh 450, Vol I.

23 LDS Archive Records, *Elder Spori's Journal,* Jan. 18, 1885.

24 LDS Archive Records, *Elder Taner's Diary*, Jan. 8, 1886 (manuscript, LDS Collection).

25 *Desert News*, May 30, 1889.

26 *Desert News*, May 22, 1889.

27 Provo Archives, Msf 696, No. 1, April 6, 1888.

of Mormon" and "*Doctrine and Covenant*". It must be noted that albeit the fact that those were Abdülhamit II's absolutism years, the intellectuals looked upon western education as the means to stop decline. So it is most probable that Münif Paşa was more interested in the educational aspect of the missionaries' approaches rather than the religious. Taner noted how surprized Münif was to hear of the American segregation to Mormons and wrote in his journal "He could not comprehend why the United States should persecute the Mormons as the Americans boasted of their great political and religious liberty"[28].

Missionary Tanner, much impressed by the good reception he received and pleased with Münif's interest in Mormonism, conveyed these to President Welles at Salt Lake City and remarked: "Who can be so polite and courteous as a Turk!"[29].

Taner's contacts with the Turks guided him to develop similarities with the Mormons. Defining the Turks, he wrote: "They are reticent. Ask them to talk on religious subjects, they will generously say that they believe in God and believe Mohammad was a prophet. Further, they do not care to express themselves. After all, they are the most honest and moral of the Orientals. Like the Mormons, however, they have been wonderfully misrepresented"[30]. Nevertheless, he did often admit the difficulty of introducing the Gospel among the Turks. However, while in Istanbul, he did not refrain from distributing tracks and at least created curiosity over Mormonism. The proposal of an Armenian newspaper to reserve a column to publish doctrines of Mormonism climbed his expectations to a climax. Excited, he suggestively wrote to Utah that press could be more impressive and less expensive than tracks in bringing Mormonic principles before the people[31]. On the other hand, Hintze did not share Taner's favorable comments and complained that everything to be published had to be sent to Münif Paşa for sanction[32]. His remarks reflecting his impressions of the Ottoman administration as despotic government lacking freedom of press was most probably due to the unkept promises of the newspaper. Anyhow, Hintze was not alone in complaining over restrictions and sanctions. Thomas Page, in one of the articles he wrote in *The Desert News*, referred to the restrictions in the Empire and listed some forbidden words such as "conference", "meeting", "assassination". "Restrictions were so severe that typewriters were not allowed as they would disguise the individuality of the handwritings. Telephones were not allowed as people who had them might possibly conspire against the government and as all the telegraph lines were owned by the government, messages were censored"[33].

[28] CRmh 14550, Vol. I, July 13, 1886.
[29] *Op. cit.* July 31, 1886.
[30] *Millenial Star*, June 22, 1886.
[31] *Ibid.*
[32] *Op. cit.* Feb. 13, 1887.
[33] *Desert News* April 25, 1909.

Albeit the missionaries' hard labor in Istanbul, the conversion of Dikron Shangobian, an Armenian from Sivas, for a long time remained as their only achievement. Consequently, Mormon missionaries laboring in Istanbul decided to extend the activities of their mission to four branches: the Turkey Mission, the Armenia Mission, the Near East Mission and the Palestine Mission. Their unsuccessful experiences in Istanbul did not stump their desire to move towards these branches. Dikron's promises for support in Sivas added to the already existing wish and guided Hintze to venture into Anatolia[34].

Dikron assisted Hintze in Sivas and introduced him to a school teacher, Mike Jafergian, who became the second member of the Mormon Church in the Ottoman Empire[35]. The new members helped Hintze to explore Eastern Anatolia, including the provinces of Tokat, Merzifon, Maraş and Antep. The Anatolian venture proved to be more rewarding. The first Mormon church was erected in Zara in 1888. Hintze, following the opening of the church on 6th of October, wrote to Salt Lake City that he would continue his quest to find an appropriate location for colonization. He attempted to establish headquarters in Antep and in 1897 called to meeting the first Mormon conference. Conference records indicated that the number of converts had reached 101, that 5 members were elevated as elders and that 84 children were baptised. The resolution of the conference was that Antep with 60 members and a newly erected Sunday school would be the Middle East Center for Mormons[36]. This by all means was not an outstanding record for thirteen years of strenuous missionary work. However, although it did not match the Americans' achievements, it seemed to satisfy the Mormons. Nevertheless, it must be borne in mind that by the time the Mormon missionaries arrived in the Ottoman Empire the latter had already established their institutions and had become very popular through the benevolence they distributed. Albeit their evangelic work, they primarily concentrated on extending education and health benefits to the Ottomans deprived of both. In spite of their political involvements many of them preserved their liberal identities and remained respectful to differences of opinions. Most of the women missionaries were emancipated, so they concentrated more on elevating peoples' mentalities and liberating those they, according to their duty, were to proselyte.

On the other hand, the Mormon missionaries were initially concerned with increasing the Mormon population and colonizing. They wanted to impress the people in order to reach their goal, but they approached them with no more than promises of spiritual fulfilment of Mormonism. The Anatolians did not value much the superficial trends of the Mormon

[34] *Diary of Hagg Thomas Gagosian*, Coroba County 1939, p. 4.

[35] Jafergian in later years migrated to Utah and translated the Book of Mormon into Turkish.

[36] CRmh 14250, Vol. I, LDS Archives.

missionaries particularly after experiencing the positive and scientific motives of the American missionaries. They constantly demonstrated their preference by, for example, applying to a medical center for health problems rather than taking refuge in the healing power some Mormon missionaries set out to demonstrate by praying over the ill[37].

Nevertheless, Mormon missionaries did not seem to be disturbed by the attitude of the Turks as much as they were by the unfavorable approaches of the Americans. Some, like Fred Staufer, stressed this in their notes and tried to relate peoples' dislike for the latter. Staufer noted that when he arrived in Tokat on May 17, and in Merzifon on June 6, (1890) he found the people of both places to be anxiously awaiting the arrival of the Mormon missionaries they have heard of and read much about in the papers. He claimed many, rejecting the Protestants', were looking foreward to hearing their doctrine[38]. Staufer seemed to be convinced that the majority of the people were satisfied with their accustomed ways of life and unwilling to change it. He admitted converting them was difficult and he attributed this to the ill-influences of the American missionaries he could not get along with at all. His dislike for them developed more through his experiences in Merziforn and Antep. He noted in his diary that they even prohibited their congregations' visits to the Mormons. He complained bitterly about his visit to a Protestant church in Merzifon where the minister preaching dropped the subject of his discourse when he noticed Staufer and started a tirade against the Mormons[39].

Dislike for the American missionaries guided some Mormons to similar unfavorable relations with the formers' adherents, the Armenians. Reciprocally, the Armenians often displayed negative approaches towards the Mormons. Staufer noted that when he, with friendly anticipations visited the Armenian school in Antep, was met with the President's warning to his students not to listen to or become Mormons' adherents. In his report to Bringham Young, after his first year in Turkey, he complained bitterly of the other churches and wrote, "Our enemies, the sectarian churches or rather their ministers have made great efforts to destroy our work[40]."

Mormon missionaries reiterate in their reports that their true opponents were not the Ottomans, but the American missionaries and their adherents. Joseph Booth, a dedicated missionary who served in the Middle East from 1896 until his death in Aleppo in 1928, related how he and his

[37] HINDOIAN, Abraham, *op. cit.*, p. 1. An example Hindoian gives refers to an Antep pharmacist, Kevrok Vezirian. He mentions that Vezirian, who was elevated as *elder* was "helpful to the Church not only by translating tracks into Turkish, but also displayed a marvelous healing power. This power became so renowned that even many non-members came to see him in order to have him pray over the sick".

[38] CRmh 14250, Vol. I, June 6, 1890.

[39] *Desert News*, March 1, 1891.

[40] *Desert News*, July 19, 1890.

wife were ignored and even rejected by the Americans during their venture in South-eastern Turkey[41]. He related their generally hostile attitudes and gave the example of Reverend Malcom who not only refused to accept Booth's visit but sent word, saying, "I do not care to have an official representative of this society in my house. It is our simple duty to keep our houses pure"[42].

Booth, disturbed like others with the extremely weak Mormon presence in the Ottoman Empire, apart from the impediment of the American missionaries, attributed this to the motives of Ottoman social life which secluded women. This, he complained, prevented house-calls so they largely had to dependent on those coming see them in *their* homes[43]. This verdict had reason for the same motives applied to Armenians, whose women were often cloistered as the Turk's. Male company, with the exception of the immediate family and a few of the very close relatives, was not welcome into Ottoman homes. The protestant women missionaries we have already mentioned had free access to these homes while Mormon women did not appear in missionary service until 1904. Booth admitted this handicap and wrote that women in missionary work was to open doors to a new class of people who, until this date, were difficult to approach[44].

However, it must be indicated that although Mormon documents included frequent references to "sisters" from 1904 on, these ladies did not display the same performance nor reached the same success in socializing with the people as the American women missionaries. This is explicable by the great difference in the personalities, life styles and purposes of each group. The Mormons also lacked the various benevolent institutions the Americans rapidly established wherever they went. These served as means to associate with the people. Failing to socialize with the people made them unpopular and more self centered. These big handicaps for missionary life even caused them to stay adrift to the political developments of the time. Interestingly, albeit their Armenian adherents, they were not much involved even with the Armenian problems of their sojourns in the Empire, nor did they display the sensitivity the American missionaries did over this issue. Although one may find very antagonistic remarks about the Turks among some documents such as in the diaries of Ouzounian, Hindoian, or Gagosian, all Armenian converts, most missionaries' diaries or correspondences contain details of their personal lives. In fact, their approach to the Armenian question differed from the Americans'. For example, missionary Thomas Page, in a November 1900 interview with *the Desert News*, stated that the southeastern Turkish towns he served in witnessed unfortunate incidences due

[41] CRmh 14250, Vol. II.
[42] *Ibid.*
[43] Booth, Joseph, BYU Provo Archives, Vol. IV, Feb. 25, 1904.
[44] *Ibid.*, March 1904.

to Turco-Armenian conflicts and reflected surprise that these, he believed to be of religious character, should be occurring in Turkey, land of outmost religious tolerance[45].

The First Presidency of the LDS Church, disillusioned by 15 years of vain work, claimed imminence of war due to Turco-Armenian conflicts in Turkey, and recalled all serving the Turkish mission in 1899[46]. While many Armenians, over this decision, accompanied the returning missionaries to Utah, some missionaries chose to remain in Antep, where most of the Mormons gathered under the leadership of Joseph Booth. However, the Anteb Governor forbid the Mormons not yet possessing official recognition or a permit from holding meetings or preeching[47]. The long-awaited permit was about to be issued when 1909 Adana incidences, springing from Ottoman Armenian conflicts occurred and the headquarters repeated the call for the remaining missionaries[48]. Although Booth, after a 9-month stay in Athens, reactivated the mission in Antep, the Turkey mission was officially closed on January 1, 1910[49]. The Aleppo Branch however, was permitted to continue. Many of the converted Armenian families received financial support from the Mormon Church and migrated to the United States and some, to Aleppo[50]. The First World War prevented the remaining Armenian Mormons from activities but the Antep Church stayed open until the 1915 deportation. When the war ended, about 50 Armenian Mormons returned to Antep. Abraham Hindoian attempted to reactivate the Antep Church. The struggles in the area this time as a Turco-French conflict led the headquarters to disregard Hindoian's appeal. Nevertheless, Joseph Booth returned to Antep as the Mission President in 1921, only to note that the existing struggle was the Turkish independence war against all imperialistic powers. Convinced that this was bound to disabel any activity among the very few Mormons left, he decided to give an end to Mormon colonization dreams within Turkish territories. Hence, with the approval of the French government to operate a mission in Aleppo, the remaining Mormons migrated to Syria, under the name of "The Armenian Mission"[51].

S.K.A.

45 *Desert News* Msd f-76 Thomas Page Interview.
46 Hindoian, Abraham, *op. cit.*
47 Booth, Joseph, BYU Provo Archives, Vol. VIII, Aug. 24, 1899.
48 *Ibid.*
49 *Millenial Star*, Jan. 1, 1910.
50 Gagusian, Hagop Thomas, *op. cit.*, p. 15.
51 Ouzunian, Reuben, MSd 1723.

Seçil Karal Akgün, *Mormon Missionaries in the Ottoman Empire*

Missionary activities in Turkey started in the 16th century. However, it was not until 1880 that Mormon missionaries came to the Ottoman Empire. They were members of a separate church, claiming to be representing a new, modern Christianity. Wanting to develop their religion within a separate theocratic state, they observed keenly the great powers' imperialistic attempts over the declining Ottoman Empire and decided to try their luck for colonizing there. However, after an approximately three-decade stay, they admitted that they had already lost the grounds to American Protestant missionaries and departed from the Empire to venture elsewhere in the Middle East.

Seçil Karal Akgün, *Les missionnaires mormons dans l'Empire ottoman*

En Turquie, les activités missionnaires ont commencé dès le XVI[e] siècle. Les missionnaires mormons, eux, sont arrivés vers 1880. Ils étaient membres d'une Église séparée et prétendaient représenter un nouveau christianisme. Désireux de développer leur religion dans un État théocratique, ils avaient remarqué les tentatives impérialistes des grandes puissances vis-à-vis de l'Empire ottoman finissant. Voyant là une opportunité, ils essayèrent d'y implanter une colonie. Cependant, après avoir tenu près de trois décennies, ils se rendirent compte que les missionnaires protestants américains restaient maîtres du terrain. Ils quittèrent alors l'Empire ottoman pour tenter leur chance dans d'autres pays du Moyen-Orient.

ART JUIF OU ART OTTOMAN?

COMPTE-RENDU DE L'OUVRAGE DE:

Minna ROZEN, *Hasköy Cemetery. Typology of Stones*, Jerusalem, Tel Aviv University et University of Pennsylvania, 1994, x+121+271 p.

Chargée, entre 1987 et 1990, d'enquêter sur les monuments de la civilisation juive ottomane, Mme Rozen, sans dédaigner fonds d'archives et bibliothèques, fut amenée à accorder un intérêt particulier aux cimetières de la communauté, photographiant et analysant soixante mille pierres funéraires. Ce travail considérable devait nécessairement l'amener à tenter de mettre sur pied une typologie informatisée tenant compte des différents critères d'analyse envisageables. C'est à la partie artistique et matérielle de cette typologie—l'épitaphe étant momentanément laissée de côté—qu'est consacré le très beau livre qui nous est présenté aujourd'hui : matériaux, structure de la tombe et des monuments, ornementation, etc. Plus précisément, Mme Rozen a choisi de fonder son étude sur les quelque vingt mille tombes intactes du cimetière de Hasköy (Istanbul), qui présente l'avantage d'avoir été occupé de façon ininterrompue pendant quatre siècles. Ajoutons que ses analyses sont toujours éclairées par sa connaissance d'autres cimetières juifs ottomans, d'Istanbul ou de province, ce qui lui permet en particulier de pallier les lacunes dues aux destructions, notamment concernant le XIXe siècle.

L'ouvrage comporte deux parties, chacune ayant (assez curieusement) une pagination séparée (pp. 1-121 et 1-271). La seconde partie, qui comporte la bibliographie et l'index, présente systématiquement, dessins à l'appui, la typologie des pierres[1]. Mme Rozen recense quatorze types (du plus simple au plus compliqué) eux-mêmes subdivisés en sous-types. Les critères sont la forme de la pierre ; l'absence, la présence et le degré d'ornementation ; le genre de celle-ci; la présence ou l'absence

[1] C'est sans doute pour faciliter la présentation de celle-ci que l'éditeur a choisi un format allongé d'autant plus malcommode que le livre est fort lourd.

Turcica, 28, 1996, pp. 361-368

d'un trou pour fixer une chandelle ; la présence ou l'absence d'un socle… Les chapitres C et N de la première partie (pp. 12-13 et 116-121[2]) doivent servir de guide à la seconde. L'ensemble est impressionnant et semble bien conçu. On regrettera cependant que Mme Rozen n'ait pas prévu ici des renvois aux excellentes photographies qui illustrent abondamment son volume : complétant les croquis, elles en auraient facilité la lecture. D'autre part, il est peut-être dommage que les symboles des sous-types aient des significations différentes d'un type à l'autre.

Bien entendu, l'outil de travail qui vient d'être brièvement décrit constitue la principale raison d'être du livre, qui n'est qu'un premier pas, comme nous le rappelle Mme Rozen (p. 6) : *A discussion of the broader historical questions raised by the Typology, and the conclusions to be drawn therefrom, can only occur at the final stage of the research. That study will be based on a computer analysis of all the givens exhibited on the stones. It was with that future research goal in mind that the present study was written.* Néanmoins Mme Rozen a profité de l'occasion pour nous fournir une description fouillée des pierres funéraires juives de Hasköy et présenter les conclusions d'une réflexion déjà bien avancée.

Après un historique du cimetière (pp. 8-11) et une première introduction à sa typologie, elle nous renseigne d'abord sur le matériau des monuments : après avoir utilisé un calcaire jaune résistant mal au temps (qu'on rencontre — rarement — dans les cimetières musulmans), les juifs en vinrent, au XVIIe siècle, à privilégier un travertin plus solide, qui leur permit de graver désormais les inscriptions en relief, comme les musulmans le faisaient déjà dans le marbre (p. 18), et de créer des monuments plus importants, comme ces sarcophages dont il sera question plus bas. Originaire des carrières de Lala Paşa, à 250 km environ d'Istanbul, c'était un matériau coûteux dont le choix généralisé semble indiquer un investissement financier plus important que précédemment. N'apparaissant de façon notable que dans la première moitié du XVIIe siècle, le marbre devient très majoritaire à partir des années 1860. Faut-il y voir une conséquence de la baisse du prix du marbre au XVIIIe siècle ? À la suite de J.-L. Bacqué-Grammont[3], Mme Rozen estime l'hypothèse vraisemblable, tout en soulignant (p. 17, n. 14) que l'existence de monuments en marbre avant le XVIIIe siècle implique que la question du prix n'était pas le seul critère du choix du matériau. On la suivra d'autant plus volontiers qu'il paraît excessif d'écrire, comme elle le fait (p. 17), que la stèle de marbre était une rareté dans les cimetières ottomans avant le XVIIIe siècle[4]. Il est vrai que l'âge d'or des cimetières ottomans est le XIXe siècle. Mais il faut se méfier du témoignage des cimetières *intra-muros*,

[2] Signalons au passage un décalage continu de deux pages dans le sommaire.

[3] "Remarque sur l'exploitation du marbre à l'époque ottomane", in A. TEMIMI éd., *Mélanges Professeur Robert Mantran*, Zaghouan, 1988, pp. 13-34.

[4] La formule est empruntée à J.-L. BACQUÉ-GRAMMONT, *art. cit.*, p. 33. Mais cet auteur fait en réalité allusion à l'utilisation des cimetières, et non à la proportion des différents matériaux utilisés pour les monuments.

dont l'occupation obéit à des contraintes particulières[5]. L'activité des lapicides est bien attestée dès le XVI[e] siècle par des documents d'archives[6] et si les stèles anciennes préservées sont rares, elles sont pour la plupart en marbre[7]. On pourrait même se demander, *a contrario*, pourquoi les musulmans stambouliotes utilisèrent aussi peu, dans leurs cimetières, les autres matériaux recensés à Hasköy. Il est vrai que longtemps, seuls les musulmans d'un certain rang purent s'offrir une stèle (sans parler d'un *türbe*), mais Mme Rozen ne nous donnant pas ici d'indications sociologiques sur les personnes inhumées à Hasköy à date ancienne, la comparaison est, sur ce point, difficile à faire.

L'évolution de la structure du monument (pp. 22-47) reflète l'histoire de la communauté. Les stèles les plus anciennes, verticalement fichées en terre, étaient conformes aux pratiques des juifs non sépharades. Les Sépharades semblent avoir adopté cette pratique locale à leur arrivée d'Espagne sur le territoire ottoman (p. 24). C'est dans la première décennie du XVII[e] siècle que la pierre couchée, typiquement sépharade, commence à s'imposer. Le décor tend ensuite à se raffiner, avec l'apparition de cartouches entourant les lignes de l'épitaphe (pratique d'ailleurs courante chez les musulmans, ce que Mme Rozen ne signale pas), des décors de médaillons et rosettes… Un déclin sensible se manifeste à partir de la fin du XVIII[e] siècle. D'autre part l'apparition du travertin donnait de nouvelles possibilités, comme la combinaison, sur la tombe, d'une dalle et d'une stèle verticale et, surtout, les monuments en forme de sarcophages « prismatiques ». Très répandue entre 1610 et 1820 environ, cette dernière mode constitue à l'évidence une particularité juive, même si l'abondante décoration à base de motifs végétaux et de rosettes est d'esprit manifestement « ottoman ». Mme Rozen s'interroge sur cette appropriation par les juifs ottomans d'un modèle qui avait été utilisé par les Turcs seldjoukides, mais ne l'était pas par les Ottomans[8] : elle repousse l'hypothèse de l'influence d'un *Muslim stonemaker* sur un *Jewish apprentice* en faisant valoir que le beaucoup plus grand nombre de pierres juives subsistant rend douteuse la formation de juifs par des

[5] Cf. N. VATIN, « L'inhumation *intra-muros* à Istanbul à l'époque ottomane », dans G. VEINSTEIN éd., *Les Ottomans et la mort*, Brill, Leyde, 1996, pp. 157-174 ; N. VATIN et S. YERASIMOS, « Documents sur les cimetières ottomans I. Autorisations d'inhumation et d'ouvertures de cimetières à Istanbul *intra-muros* et à Eyüp (1565-1601) », in *Turcica* XXV (1993), pp. 165-187.

[6] Cf. N. VATIN et S. YERASIMOS, « Documents sur les cimetières ottomans II. Statut, police et pratiques quotidiennes (1565-1585) », in *Turcica* XXVI (1994), pp. 168-200 (cf. pp. 176-178).

[7] Cf., pour un ensemble fort petit (10 stèles) mais ancien, le cimetière de la Kefeli Camii à Sinope, édité par J.-L. BACQUÉ-GRAMMONT et moi-même, pp. 135-137 de notre « Stelae Turcicae VI. Stèles funéraires de Sinop », in *Anatolia Moderna / Yeni Anadolu* III, Paris, Maisonneuve, 1992, pp. 105-207.

[8] On le voit réapparaître chez les musulmans, comme une mode archaïsante, à la fin du XIX[e] siècle.

musulmans, et elle suppose plutôt la reprise du modèle seldjoukide par des artisans juifs quand l'arrivée du travertin le leur permit techniquement. À dire vrai, on manque d'élément probant permettant d'adopter ou de repousser telle ou telle hypothèse, qui en tout état de cause laisse entière la question de savoir pourquoi les juifs ottomans choisirent de s'approprier ce modèle archaïque. Quant à ce qui en est des lapicides juifs, on reviendra sur ce sujet par la suite. Un dernier type de monument, apparu au milieu du XVIIIe siècle, participe évidemment d'une culture funéraire ottomane : il s'agit d'une « table » (pour reprendre la terminologie de Mme Rozen), ou d'un « sarcophage » (pour reprendre celle de M. Bacqué-Grammont), très décorée, telle qu'on en rencontre également dans les cimetières musulmans huppés. Typiquement juifs en revanche sont ces caveaux de brique et mortier, enterrés et recouverts d'une dalle, qui se développent aux XVIIe et XVIIIe siècles (pp. 48-51). Il va de soi qu'une telle pratique n'était pas conforme à la règle islamique, et il n'y a pas lieu de s'étonner (p. 50) de ce que les musulmans l'ignoraient.

Les chapitres H à M, qui constituent la seconde moitié de cette première partie (pp. 52-115), sont consacrés aux motifs ornementaux. Après avoir conclu (pp. 52-54) que les interdits religieux en matière d'ornementation funéraire étaient très similaires chez les juifs et les musulmans de l'Empire ottoman, Mme Rozen s'étend longuement (pp. 55-100) sur « l'adoption de styles et motifs ottomans ». Trois points lui semblent particulièrement remarquables.

1) L'existence quasi-systématique, sur les dalles juives de Hasköy, de trous destinés à loger une chandelle — ce qui facilitait la vieille coutume consistant à allumer une bougie près de la tombe[9]. Or ces trous, particuliers aux cimetières d'Istanbul, rappellent à Mme Rozen les cavités que les musulmans ottomans aménageaient sur leurs dalles pour laisser l'eau s'y déposer. Cette coïncidence expliquerait pourquoi ce motif est absent chez les communautés juives non ottomanes.

2) Plus subtile est l'assimilation à un *miḥrâb* d'un décor très fréquent sur les dalles funéraires de Hasköy. L'emprunt de ce motif dans les synagogues, l'existence de tapis de prière israélites sur le modèle des tapis musulmans, le fait que ces dalles sont tournées vers Jérusalem : tout semble venir à l'appui de l'hypothèse de Mme Rozen. Notons au demeurant que le motif en question rappelle également certains types de stèles funéraires musulmanes, particulièrement (mais non uniquement) celles que M. Bacqué-Grammont a appelées « polylobées »[10] et

[9] Les Bektachis allumaient aussi volontiers des bougies devant les tombes de leurs saints, mais ne semblent pas avoir aménagé les monuments en fonction de cette pratique. À date récente, on peut voir dans ces cimetières de petites niches en tôle, qui protègent du vent la flamme des bougies.

[10] Cf. J.-L. Bacqué-Grammont, H.-P. Laqueur et N. Vatin, *Stelae Turcicae II. Cimetières de la Mosquée de Ṣoḳollu Meḥmed Paşa à Kadırga Limanı, de Bostancı Ali et du* türbe *de Ṣoḳollu Meḥmed Paşa à Eyüb*, Istanbuler Mitteilungen Beiheft 36, Tübingen, Ernst Wasmuth Verlag, 1990, p. 79.

« à accolades »[11]. Or la tombe musulmane étant orientée perpendiculairement à l'axe de la *kıbla*, on ne saurait voir dans la stèle funéraire musulmane ottomane, devant laquelle on prie cependant, une réplique de *mihrab*. Je n'entends pas, par cette remarque, contester l'analyse de Mme Rozen, mais souligner à quel point ces questions sont délicates.

3) Un dernier motif a beaucoup frappé Mme Rozen. Il s'agit de dalles du XIXe siècle portant un cartouche circulaire ou ovale surmonté d'un motif de *mihrab* et entouré de trous à chandelle. La ressemblance lui paraît remarquable avec la *hilye*, décor calligraphique contenant la description des vertus de Mahomet et inscrit dans un cercle lui-même entouré du nom des quatre califes. La similarité et la coïncidence chronologique, conclut Mme Rozen (p. 62), ne peuvent être le fruit du hasard. La similarité est en effet notable, même si manque une preuve formelle de l'emprunt.

C'est donc avec prudence qu'on suit Mme Rozen sur ce terrain, où elle n'avance d'ailleurs elle-même qu'avec la plus grande précaution. En revanche on la suit très volontiers dans son analyse, très précise et argumentée, des emprunts ottomans : motifs végétaux (cyprès, tulipe, nénuphar — tous végétaux symbolisant le Paradis) ; symboles de féminité (fruits, coquillage — qu'on retrouve d'ailleurs sur des stèles féminines musulmanes) ; rosettes et médaillons… Ajoutons que, comme elle le note, ces emprunts se limitaient à des symboles compatibles avec le judaïsme et qu'ils pouvaient avoir leur développement propre (comme le nénuphar). Et Mme Rozen de souligner (p. 65) que ces emprunts impliquaient en fait une grande intimité avec l'ensemble de la culture ottomane (et seldjoukide) et non la copie de l'art funéraire ottoman. Devant l'évidente originalité des monuments funéraires juifs, on ne peut que reprendre cette conclusion à son compte. La volonté d'affirmer dans la mort la spécificité juive paraît évidente. Encore doit-on ajouter que la sculpture sur marbre — funéraire ou monumentale — faisait partie intégrante de cet « esprit ottoman » et qu'on ne peut donc pas exclure une certaine influence des cimetières ottomans lesquels, encore une fois, n'attendirent pas le XVIIIe siècle pour accueillir de très beaux monuments de marbre. En tout cas le baroque et le rococo pénétrèrent les cimetières musulmans aussi bien que celui de Hasköy (p. 90).

Spécifiquement juifs, en revanche, sont les motifs des deux paumes (symbolisant la prière du prêtre : pp. 91-92) ; de la main tendue, antique motif apotropaïque qui n'a rien de juif (*hamse*), mais qu'on ne trouve que sur les tombes de juifs indigènes, à l'exclusion de toute autre communauté ottomane (pp. 94 sq.) ; enfin de la main pointant, symbole du jugement fatal de Dieu (p. 95). Autres symboles typiquement juifs de la mort (pp. 101-104) : des instruments coupants ou destructeurs (ciseaux, couteau, marteau) ; la formule *barukh Ha-Gozer* (« béni soit celui qui décrète le destin de l'homme ») ; la clef. Quant au livre ouvert (p. 104),

[11] *Ibid*., p. 82.

apparu dans la troisième décennie du XXe siècle, il n'a pas d'équivalent dans l'iconographie funéraire locale, et est à l'évidence un emprunt à l'étranger. Quelle que soit la signification qu'il faut lui attribuer, les symboles gravés sur les pages ouvertes constituent à coup sûr l'affirmation d'une identité collective juive.

Il en va de même de tous ces motifs si spécifiques qui viennent d'être passés en revue. Or il est caractéristique que tous apparaissent, à Hasköy, au XIXe voire au XXe siècle. C'est également vrai de l'étoile de David ou sceau de Salomon (pp. 96-100), simple talisman sur les stèles funéraires juives au XVIIIe siècle, qui disparaît pour ne réapparaître qu'au XIXe siècle comme une revendication affichée de l'appartenance du défunt à un peuple juif débordant le cadre ottoman. De même, le chandelier à sept branches ne s'introduit à Hasköy qu'après la fondation de l'État d'Israël, ce qui n'est évidemment pas une coïncidence (pp. 113-114).

Comme on le voit, le cimetière de Hasköy, même réduit à ses caractéristiques formelles, se révèle une source non négligeable sur l'histoire des juifs de l'Empire ottoman, illustrant les différences entre les communautés locales et les Sépharades arrivant d'Occident ; leur fusion dans le contexte ottoman auxquels ils participèrent pleinement ; leur ouverture enfin sur le monde extérieur au XIXe siècle, période où ils n'affichent plus seulement leur spécificité, mais encore leur appartenance à une communauté débordant largement le cadre de l'Empire ottoman.

Mais pour en revenir au sujet même du livre, une question fondamentale se pose, que Mme Rozen ne pouvait manquer d'aborder en conclusion : *Jewish art or Ottoman art ?* (p. 115). Rappelant l'importance des éléments « ottomans » dans l'art funéraire de Hasköy, elle souligne encore que *Ottoman styles appear simultaneously in the Jewish Cemetery and in Ottoman art*, et que *the golden age of Jewish and Ottoman funerary art coincided in time*. Mais, conclut-elle, si les lapicides juifs de Hasköy empruntèrent bien aux divers aspects de l'art ottoman (et pas uniquement dans le domaine funéraire), leur art n'en est pas moins essentiellement juif dans la mesure où ils firent un usage original de ces emprunts : placé par hypothèse dans un cimetière « ottoman », un monument funéraire juif serait immédiatement reconnaissable.

Non seulement la démonstration, mais l'abondante illustration du livre viennent à l'appui de la conclusion de Mme Rozen. Tout en la reprenant à mon compte, je souhaiterais néanmoins la formuler un peu différemment. Notons d'abord qu'à l'époque où Mme Rozen écrivait son livre, elle ne disposait que de la première parution de la série des *Stelae Turcicae*. Celle-ci est parvenue au n° VII, et H.-P. Laqueur a publié son *Osmanische Friedhöfe und Grabsteine in Istanbul*[12]. Il est

[12] *Op. cit.* Quant à la série des *ST*, en dehors de *ST II* cité plus haut, elle est parue dans *Istanbuler Mitteilungen* XXXIV (1984) et dans les n° 2, 3 et 5 de *Anatolia Moderna / Yeni Anadolu*.

vrai qu'en matière de typologie nous ne disposons à cette heure que des recherches de J.-L. Bacqué-Grammont sur les « silhouettes » des stèles musulmanes, ce qui ne permet pas une bonne comparaison avec le classement de Mme Rozen. Peut-être aurait-elle pu cependant pousser un peu plus loin la comparaison entre cimetières juifs et musulmans d'Istanbul. Par exemple la présence, détachée en tête d'un certain nombre d'épitaphes, de la formule *Barukh Ha-Gozer* évoque fortement l'*invocatio* (*Hû, Hüve-l-bâḳî*, etc.) qu'on trouve systématiquement dans une position similaire sur les stèles funéraires musulmanes.

De toute manière, il me paraît difficile d'opposer radicalement tailleurs de pierre juifs et musulmans. Un document d'archives du XVIe siècle donne en effet fortement à penser que des artisans non-musulmans pouvaient sculpter les stèles des musulmans[13]. D'autre part un ordre impérial au cadi d'Istanbul daté de la dernière décade de *rebîᶜü-l-âḫır* 1167 (16-25 janvier 1754) revient sur un firman de *muḥarrem* 1148 (24 mai-22 juin 1735) qui, entre autres, soulignait l'interdiction faite aux tailleurs de pierre « mécréants » de travailler dans les cimetières musulmans[14]. Mais l'insistance sur ce point suscite la méfiance, d'autant que l'ordre au cadi faisait suite à de « nombreuses querelles entre les tailleurs de marbre musulmans et mécréants »[15] : il paraît donc très probable que, dans la pratique au moins, des lapicides non-musulmans aient travaillé à l'occasion sur des stèles funéraires musulmanes encore au XVIIIe siècle. Qu'il y ait eu ou non des tailleurs de pierre juifs n'œuvrant que pour leurs coreligionaires à Hasköy, il est donc vraisemblable qu'ils fréquentaient pour le moins leurs collègues d'autres religions qui travaillaient dans des cimetières voisins[16], sans parler des rencontres qui pouvaient se faire sur les chantiers de construction.

Autrement dit, c'est le concept même d'« emprunt » qui est peut-être mal venu. Que les monuments funéraires de Hasköy ou d'ailleurs aient affiché une spécificité juive est une évidence et, qui plus est, un phénomène parfaitement naturel. Il ne s'ensuit pas nécessairement que clients et artisans juifs se soient sentis séparés des « Ottomans » à qui ils « empruntaient » tel ou tel motif. Les bâtisseurs des synagogues baroques du Comtat Venaissin « empruntaient »-ils ou, plus simplement,

[13] Archives du Başbakanlık (Istanbul), *Mühimme Defteri* XLVIII, n° 502, p. 179, enregistrant un ordre émis le 25 octobre 1582, édité et commenté par N. VATIN et S. YERASIMOS, « Documents sur les cimetières ottomans I », *art. cit.*, pp. 178 et 200-202: il y est question de tailleurs de pierre musulmans ou mécréants (*ṭaşcı eger müslimân ve eger kefere-dür*) qui entreposent des pierres dans des cimetières musulmans et y volent même des stèles en cours de réalisation.

[14] Archives du Başbakanlık (Istanbul), *İstanbul Ahkam Defteri* III, n° 991, p. 207 : *ve meḳâbir-i müslimînde işlememek lehine niżâm vérilüb…*

[15] *Ibid.*: *müslimîn mermer ṭaşcıları-ile kefere ṭaşcılarınuñ beynlerinde münâzaᶜa-ı kes̱îre*.

[16] Ces artisans travaillaient en effet dans les cimetières, au moins en partie: cf. N. VATIN et S. YERASIMOS, « Documents sur les cimetières ottomans II », *art. cit.*, pp. 177 sq.

n'adoptaient-ils pas l'architecture de leur temps et de leur civilisation ? De même, il paraît difficile d'opposer arts « juif » et « ottoman ». Ce qui ressort, me semble-t-il, de la riche étude de Mme Rozen, c'est que les juifs de l'Empire ottoman, ottomans eux-mêmes, participaient pleinement à une civilisation ottomane — ce qui n'est pas synonyme de musulmane — et apportaient à leur manière leur pierre à l'art ottoman[17].

N.V.

[17] Un exemple significatif, qui va d'ailleurs dans le sens de la thèse de Mme Rozen, est fourni par la pierre funéraire de Rabbi Hayim Falaji (photo 22, p. 24) : la partie supérieure de l'épitaphe est encadrée par une draperie évoquant des rideaux attachés au chambranle d'une fenêtre. L'effet de perspective ainsi obtenu est caractéristique de la sculpture smyrniote au XVIII[e] siècle (cf. A. Arel, « Image architecturale et image urbaine dans une série de bas-reliefs ottomans de la région égéenne », in *Turcica* XVIII (1986), pp. 83-117). Or, précisément, la pierre reproduite par Mme Rozen, datée de 1868, vient d'un cimetière juif de Smyrne !

À PROPOS DU LIVRE DE LOUIS BAZIN
LES TURCS, DES MOTS, DES HOMMES

(Études réunies par Michèle Nicolas et Gilles Veinstein, préface de James Hamilton, Bibliotheca Orientalis Hungarica XLI, Budapest, Akadémiai Kiadó et Paris, Éditions Argument, 1994, 428 p.

Par son enseignement et sa personnalité, Louis Bazin a plus que quiconque marqué les études turques en France.

Ce livre, qui rassemble aujourd'hui la plus grande partie de ses articles jusqu'ici dispersés, témoigne à la fois de la cohérence de l'œuvre et de sa large ouverture sur de nombreuses disciplines. C'est la raison pour laquelle *Turcica* a jugé important de demander à deux spécialistes d'en rendre compte, afin de fournir le point de vue de l'anthropologue (Altan Gokalp) et celui du linguiste (Claus Schönig).

* * *

Altan GOKALP

L'anthropologie structurale qui marqua profondément l'évolution de cette discipline à partir des travaux de Claude Lévi-Strauss, a toujours entretenu des rapports complexes, marqués par la méfiance, avec la philologie. La philologie ayant partie liée avec l'histoire, la raison fondamentale de cette « réserve » de l'ethnologie serait plutôt à rechercher du côté des rapports de l'ethnologie et de l'histoire. On sait que l'ethnologie s'est constituée d'abord comme une tentative de faire l'histoire des sociétés « sans histoire », c'est-à-dire sans histoire écrite. Non sans mal toutefois : comme le relève Claude Lévi-Strauss, « Prétendre constituer un passé dont on est impuissant à atteindre l'histoire, ou vouloir faire l'histoire d'un présent sans passé, drame de l'ethnologie dans un cas, de l'ethnographie dans l'autre, tel est, en tous cas, le dilemme autour

duquel leur développement, au cours des cinquante dernières années, a trop souvent paru les acculer l'une et l'autre »[1].

Cette position externe de la philologie par rapport au champ du savoir anthropologique a des racines historiques et épistémologiques plus profondes : en filigrane de la rencontre décisive de l'anthropologie structurale avec l'œuvre de Roman Jakobson et avec les progrès de la linguistique structurale, c'est Ferdinand de Saussure qui apparaît en figure de proue de l'alliance de la linguistique et de l'anthropologie, mais au détriment de la philologie. Pour Saussure, le langage est forme, non substance. Il note : « Quant à la philologie, nous sommes déjà fixés : elle est nettement distincte de la linguistique, malgré les points de contact des deux sciences et les services mutuels qu'elles se rendent »[2]. La philologie n'est que la seconde des trois phases successives de la science des langues : la grammaire, la philologie et la philologie comparée ou « grammaire comparée »[3]. Mais cette école, poursuit Saussure, « qui a eu le mérite incontestable d'ouvrir un champ nouveau et fécond, n'est pas parvenue à constituer la véritable science linguistique. Elle ne s'est jamais préoccupée de dégager la nature de son objet d'étude. Or, sans cette opération élémentaire, une science est incapable de se faire une méthode. La première erreur, qui contient en germe toutes les autres, c'est que dans ses investigations, limitées d'ailleurs aux langues indo-européennes, la grammaire comparée ne s'est jamais demandé à quoi rimaient les rapprochements qu'elle faisait, ce que signifiait les rapports qu'elle découvrait. Elle fut exclusivement comparative au lieu d'être historique »[4]. En effet, avec l'analyse structurale on passe à une autre démarche, à « un mode de pensée relationnel qui, rompant avec le mode de pensée substantialiste, conduit à caractériser tout élément par des relations qui l'unissent aux autres en un système, et dont il tient son sens et sa fonction »[5]. Trop occupée à fixer le sens vrai de mots et de symboles, la philologie reste dans un registre différent. On rappellera ici, à titre d'illustration du « philologisme » dans le domaine turc, les délires des adeptes, toujours présents, de la trop fameuse théorie du *Güneş Dil* — autour de laquelle Louis Bazin produisit ses canulars et ses calembours les plus surréalistes pour en stigmatiser les travers, au grand bonheur de ses disciples. Les épigones des dévots du *Güneş Dil* n'hésitent pas à comparer ce qu'ils croient savoir du « sumérien » avec le quetchua et le proto-mongol, pour démontrer que le kurde, c'est du turc mal parlé ; le tout à partir de deux syllabes.

Nonobstant ces obstacles réels qui tiennent souvent l'anthropologie et la philologie à distance, si l'on veut faire ce que E. Benvéniste appelle la biographie intellectuelle de la linguistique française on retrouve une

[1] Claude LÉVI-STRAUSS, *Anthropologie structurale I*, Paris, Plon, 1958, p. 5.
[2] F. de SAUSSURE, *Cours de linguistique générale*, Paris, Payot, 1969, p. 21.
[3] *Op. cit.*, p. 14.
[4] *Ibid.*, p. 16.
[5] P. BOURDIEU, *Le sens commun*, Paris, Ed. de Minuit, 1980, p. 11.

continuité remarquable de Saussure à Antoine Meillet et à Benvéniste pour faire la généalogie du développement d'une linguistique comparative, et l'œuvre de Dumézil est là pour démontrer que l'anthropologie ne peut se passer d'une approche historique, comparative des langues, surtout lorsqu'il s'agit des civilisations, des sociétés et des cultures où l'écrit a une position centrale. La partie « anthropologique » de l'œuvre de Louis Bazin le situe dans ce portrait de famille et cette généalogie avec les Meillet, Benvéniste et Dumézil[6]. Et c'est ce parti pris d'érudition qui caractérise si fortement l'œuvre de Dumézil au point que « la critique anthropologique ait été (…) épargnée ou refusée à ses travaux »[7]. L'érudition : voilà ce qui caractérise aussi en dominante l'œuvre de Bazin, et il s'agit souvent, dans ce cas aussi, d'une érudition qui échappe à la compétence des anthropologues, à l'instar de la maîtrise de l'antiquité indo-européenne dans le cas de Dumézil.

« Naviguer » dans l'ethno-histoire et l'ethno-linguistique des Turcs anciens et nouveaux est-il interdit pour autant à ceux qui entreprennent l'ethnologie du monde turco-mongol ? Tout au contraire ! S'agissant d'une société à traditions d'écriture aussi bien sur les registres savant et populaire que religieux, littéraire, philosophique ou politique, on mesure mieux la contribution des travaux de Bazin au savoir anthropologique dans cette aire culturelle.

En effet, si l'on admet que les nomenclatures de termes de parenté recèlent un ordre social idéalisé — « Le vocabulaire des institutions indo-européennes » de E. Benvéniste en est une illustration éclatante — et qu'on observe que la quasi totalité des sociétés de l'espace turcophone contemporain ont conservé ces nomenclatures, avec des variantes phonologiques dont l'étude elle-même révèle d'autres congruences, on est vite amené à constater que parler de la parenté en Turquie sans mobiliser tout cet arrière-plan philologique reviendrait à se limiter à une pseudo-synchronie lourde d'erreurs. Exemple fréquent, pour ne prendre que celui-ci : la confusion est fréquente chez nombre d'auteurs et de chercheurs au sujet du sens et du contenu de la pratique sociale du « prix de la fiancée » : le *mehir* (terme et concept d'origine sémitique) est souvent pris comme équivalent du *kalim* ou du *başlık*, alors que dans le premier cas il s'agit d'un « douaire islamique (et non dot) » relevant du registre coranique, quand les deux autres termes désignent une prestation matrimoniale aux antipodes du *mehir*, tant dans ses origines — turques — que dans sa conception, ses finalités et ses modalités : il s'agit d'une somme donnée au père de la future épouse qui, dans l'architecture conceptuelle du système matrimonial des Turco-mongols, est un « oncle

[6] Je ne considérerai dans ce texte que les aspects liés à l'anthropologie.

[7] P. SMITH et D. SPERBER, «Mythologiques de Georges Dumézil», in *Annales E.S.C.*, 26e année, mai-juin 1971, no 3, p. 559, et C. SCOTT LITTLETON, *The new Comparative Mythology. An anthropological assessment of the theories of Georges Dumézil*, University of California Press, 1966.

maternel = un *dayı* ». Vis-à-vis de celui-ci le patrilignage du futur marié est en position de débiteur : l'oncle maternel a « fourni » une sœur, devenue ma mère ; il est appelé à fournir une seconde femme : sa fille, qui sera mon épouse, sans que les preneurs de femmes lui aient « rendu » une ou des femmes pour celles qui ont été données en mariage. Le « prix de la fiancée » est appelé à compenser cette « dette » symbolique. Il n'a donc rien de commun avec le douaire islamique qui relève d'un autre ordre. En filigrane derrière cet exemple on devinera tout ce que les terminologies de parenté, les jeux de mots et expressions prennent comme importance pour la compréhension d'une structure.

On peut multiplier les exemples et les domaines où le travail philologique et l'érudition de L. Bazin dans cette « grammaire comparative » des langues turques ouvrent des horizons : on connaît son travail monumental sur les calendriers turcs. Comment aborder des structures profondes aussi importantes que l'espace et l'orientation sans passer par cette ethno-linguistique qui est aussi une ethno-science ?

On retrouve ainsi certains des textes résumant — un peu trop — des travaux de recherche et de séminaire (École Pratique des Hautes Études) consacrés au vocabulaire animalier (Chapitre V), à l'espace et la temporalité (Chapitre VI), où les familiers du travail de Bazin et de la turcologie française retrouveront avec délice ce voyage dans les langues, l'espace turc et l'histoire à partir d'un terme, d'un dicton ou d'une pratique rituelle. L'analyse des noms turcs et mongols de l'ours (p. 278-283), qui mettait déjà le doigt sur les rapports de cet animal « bon à penser symboliquement » avec la conception de la parenté, a trouvé un prolongement considérable, quelques années après, dans les études consacrées à cet « Autre de l'homme » qui permet de penser la prohibition de l'inceste[8]. Les autres analyses, comme celle qui est consacrée aux noms turcs de la chèvre ou du yak, sont de la même veine. On peut regretter toutefois que de nombreuses explorations lexicales de Bazin sur d'autres animaux et aspects du monde animal, l'usage de ces animaux dans le registre des représentations symboliques, n'aient pas été intégrées à cet ensemble, même sous forme de notes. On pense essentiellement au cheval, au chameau, au lapin et à quelques autres figures remarquables de l'univers animalier et symbolique des Turcs sur lesquels Bazin a fourni des analyses pénétrantes. Le chapitre IV, « Des hommes, des titres », envisagé dans une lecture anthropologique, comprend quelques-uns des textes qui ont fait date : sur « le nom des Petchénègues », « les mots Oguz et Türk », pour ne citer que ceux-là. Ces textes appellent toutefois une remarque d'ordre anthropologique. L'auteur est philologue, et se meut dans un système d'organisation politique et sociale dont les structures et la dynamique ont été abordées à travers des cadres qui sont plus des « placages » des catégories, concepts et idéologies d'historiens

[8] Voir : « L'ours, l'Autre de l'homme », *Études Mongoles et Sibériennes*. Cahier 11, 1980 et A. GOKALP, « L'Ours Anatolien, un oncle bien entreprenant », dans ce numéro spécial.

et politistes ocidentaux, d'une manière qui ignore totalement les progrès de l'anthropologie politique. « L'Empire des steppes » parle à l'imagination mais c'est de « chefferies » et non d'empires ni de sociétés à État qu'il s'agit, comme le vocabulaire de l'organisation sociale et de la titulature des Oghouz l'atteste amplement. Ainsi lorsque l'auteur signale l'absence du concept turc indigène de « race » alors que le terme pseudo-turc de *ïrq* le désigne (p. 213), il a raison dans son analyse philologique mais ne fait qu'évoquer « en passant » les arguments, plus convaincants, que lui aurait fourni l'ethnologie des Turco-mongols.

La même timidité vis-à-vis de l'argument anthropologique se retrouve, par exemple, dans le texte consacré à l'ethnonyme des Pétchénègues et à l'analyse des rapports entre les termes *bacanak/bacï* dont les fonctions structurales dans le domaine de l'alliance sont bien connues : le terme *bacanak* (= époux de deux sœurs) est le seul dans les systèmes turcs (avec le terme *elti* = épouse de deux frères, donc symétrique et inverse du premier) à placer les alliés en situation de réciprocité égalitaire : autrement dit, les alliés par excellence. Ce qui confirme l'hypothèse de Bazin sur les Pétchénègues. En somme, l'ethnologue est à son affaire dans le chapitre IV, mais mieux dans les analyses lexicographiques que dans les interprétations à portée ethno-historique. Comme dans le cas d'autres chapitres, on regrette de ne pas retrouver intégrées aux ensembles thématiques traités les petites explications, si précieuses, occasionnelles, de Bazin. Il est vrai que cela aurait nécessité un travail d'édition qui aurait peut-être nui à l'aspect fini de l'ensemble.

Ouvrage dont le contenu est connu depuis des années donc, mais d'un petit nombre de spécialistes, et dont la publication sous une forme maniable était attendue depuis longtemps. Par delà le recours occasionnel et précieux à tel ou tel article-référence ou le regard à la loupe du spécialiste, c'est le parcours d'un seul tenant qui éclaire le mieux la contribution d'une œuvre : un des monuments de savoir qui ont marqué les études turques.

*
* *

Claus Schönig

Wenn einem noch lebenden französischen Turkologen der Ehrentitel eines „Altmeisters der Turkologie" zukommt, dann gewiß Louis Bazin. Gemeinsam mit anderen solchen „Altmeistern" wie Johannes Benzing, Annemarie von Gabain, Karl-Heinrich Menges und Omelian Pritsak— um nur einige Namen zu nennen—legte er spätestens seit den fünfziger Jahren die Fundamente, auf die die moderne Turkologie auch heute noch immer aufbaut. Seinen handgreiflichen Ausdruck fand diese Mitwirkung an der Grundsteinlegung einer modernen Turkologie in seinem Beitrag

über die türkmenische Sprache in dem im Jahre 1959 erschienenen ersten Band der *Philologiae Turcicae Fundamenta*[9]. Seine Rolle als Lehrer innerhalb Turkologie kann ebenfalls nicht hoch genug eingeschätzt werden, denn „il a formé de nombreux spécialistes français et étrangers“, wie James Hamilton ganz richtig in seinem Vorwort zu vorliegendem Band bemerkt. Es ist dehalb umso dankenswerter, daß es die beiden Herausgeber dieses Bandes unternomen haben, eine breite Auswahl aus dem Werk von Louis Bazin in einem Band zu versammeln; zusätzlicher Dank gebührt ihnen dafür, daß sie die betreffenden Werke nicht in starrer chronologischer Reihenfolge angeordnet haben, sondern in sieben thematischen Blöcken zur Publikation vorbereitet haben, wobei sie mit Sachverstand auch innerhalb dieser thematischen Blöcke inhaltlichen statt chronologischen Ordnungsprinzipien den Vorzug gegeben haben. Was die allgemeine Gestaltung des Werkes angeht ist lediglich zu bedauern, daß sie auf die Beifügung einer Gesamtbibliographie verzichtet haben, selbst wenn diese an anderer Stelle publiziert vorliegt.

Der erste thematische Block aus dem breiten Oeuvre Bazins ist „Fragments et inscriptions“ betitelt (S. 3-62). Hier finden wir unter anderem den Versuch, den noch immer nicht eindeutig entzifferten „Zauberspruch“, der angeblich in der Sprache der Xiung-nu abgefaßt sein soll, zu lesen (S. 3-11). Auch wenn man einzelnen Deutungen sehr kritisch gegenüberstehen muß—etwa der Interpretation zweier chinesischer Zeichen als Imperativsuffix -*qaŋ*—, ist die Bazin'sche Lesung auch heute noch von bleibendem Wert und mehr als anregend, besonders da sie auch versucht, die Betonungsverhältnisse zu berücksichtigen. Hinweisen möchte ich hier auch noch auf die Bearbeitung der *Altïn Köl II*-Inschrift (S. 24-32). Er ist nicht nur als philologisches Produkt bemerkenswert, sondern verdient auch unter historischen Gesichtspunkten Beachtung. Und folgende Bemerkung des Autors zu den alten Kirgisen kann auch noch heute nicht oft genug wiederholt (und in die verschiedensten Sprachen aus dem doch mehr und mehr unzugänglich werdenden Deutsch übersetzt) werden: „Wollte man die Kirgisen aus der türkischen Gesellschaft ausschließen mit dem Einwand, daß ihr durchschnittlicher physischer Typus „nordisch“ gewesen sei, so würde man einen fundamentalen Wertungsfehler für den Begriffsinhalt des Terminus ‘türkisch’ begehen. Dieser bezeichnet nämlich generell eine ganz bestimmte Sprache und Kultur, ohne in historischer Zeit jemals irgendeiner anthropologischen Einheit entsprochen zu haben“ (S. 28). Daß diesem ersten Block die Bearbeitung eines altaitürkischen Fragmentes (S. 51-61) zugefügt ist, mag bei seinem sonstigen hauptsächlich alttürkischen Bestand verwundern, jedoch wäre sie thematisch in keinen anderen Abschnitt einfügbar gewesen.

[9] BAZIN, Louis, Le Turkmène.—*Philologiae Turcicae Fundamenta*. Bd. I. Ed. Jean Deny e.a. Wiesbaden 1959, 308-317.

Im zweiten thematischen Block „Structures linguistiques“ (S. 65-119) finden wir zunächst einen grundlegenden Artikel zum Problem doppelter Konsonanten und ihrer Notation im Alttürkischen (S. 65-70). Bazins Überlegungen zur Möglichkeit von Vokalwechseln im Türkischen (S. 71-75) sind heute noch genauso lesenswert wie seine Bemerkungen zur Vorkommenshäufigkeit von Vokalen im Türkischen (S. 76-81). Mit einiger Skepsis sind dagegen die Bazin'schen Artikel über die „Verbalklassen“ des Türkischen (S. 82-97) sowie Fragen der Diathese, des Modus und des Aspekts (S. 98-107)—und in Verbindung mit letzterem den über „Konstativität“ im Türkischen Bulgariens (S. 108-115)—zu lesen. Hier hat die Forschung in den letzten Jahren besonders durch das Schaffen von Lars Johanson erhebliche Fortschritte gemacht, die unser Autor in seinen Artikeln nicht diskutiert. Bei der großen Breite von Bazin*s* Arbeitsgebiet verwundert es auch nicht, einen Artikel über syntaktische Verhältnisse im Türkischen—einem noch immer stiefmütterlich behandelten Gebiet—vorzufinden (S. 119-125).

Im dritten thematischen Block sind Bazins „Études lexicales“ zusammengestellt. Neben solchen „Klassikern“ wie seinem Artikeln über die Bezeichnungen von „formules propitiatoires et genres oraux traditionnels“ (S. 129-141) und den noch immer lesenswerten Bemerkungen zu den türkischen Bezeichnungen für „Gold“ (S. 150-163) finden wir hier auch Arbeiten zu Ausrufen in Anatolien (S. 142-149) oder zum türkischen Wortschatz bei Kartenspielen (S. 167-170).

Unter der Überschrift „Des hommes, des titres“ (S. 171-262) finden wir etliche Artikel aus dem Arbeitsfeld, für dessen Bestellung Bazin zu Recht bekannt geworden ist. Seien es seine Notizen zu Volksnamen wie „Oguz“ und „Türk“ (S. 173-179) sowie „Päčänäg“ (204-212), seine Überlegungen zur Herkunft der Chasaren (S. 193-203) oder die Erörterungen zum Namen „Qorqut“ (S. 180-186) oder zum Titel „Čavuš“ (S. 233-243) (um nur einige Themen zu benennen), stets wird der Leser mit anregenden Überlegungen konfrontiert, selbst wenn die laufende Forschung in der Zwischenzeit neue Fakten zutage gefördert hat.

Seine organische Fortsetzung auf anderem semantischem Feld findet das voranstehende Kapitel im folgenden „Vocabulaire animalier“ (S. 263-295) betitelten Abschnitt, in dem Beiträge des Autors zur Herkunft verschiedener Tierbezeichnungen—nicht nur bei den Türken, sondern meist auch bei den Mongolen—zusammengestellt sind. Behandelt werden unter anderem die Ziege (S. 265-270), der Yak (S. 271-277), der Bär (S. 278-283), das Murmeltier (S. 284-286), die Entenart *anyïrt* (S. 287-291) und der Adler (S. 292-295). Auch hier würde es zu weit führen, die Artikel im Einzelnen zu besprechen, im Zusammenhang mit dem Artikel über die Bezeichnungen für „Ziege“ sei aber auf folgendes hingewiesen : Ob es sich bei Formen wie *yïmaγan* wirklich um eine sekundäre Form eines ursprünglichen **imaγan* mit prothetischem *y*- handelt, oder ob nicht die *y*-anlautende Form die ältere ist (wenn auch nicht ältestbelegt), sollte m.E. einstweilen dahingestellt bleiben. Selbst wenn die

prothetische Form sekundär sein sollte, sollte man für die burjatische Form *namān* <**nïmaγan* nicht einfach von einem prothetischen *n-* sprechen, sondern vielmehr darauf hinweisen, daß auch diese Form auf ein **yïmaγan* zurückführbar ist, wandelt sich doch anlautendes **y-* in manchen Sprachen des südsibirischen Raumes in *n-*, wenn ein Nasal im Wort (an der ersten Silbengrenze) folgt.

Einem wirklichen Spezialgebiet von Louis Bazin ist das Kapitel „Dans le temps et dans l'espace. Astrologie et mesure du temps" (S. 297-351) gewidmet. Die Verdienste, die sich unser Autor gerade auf diesem Gebiet erworben hat, machen jede weitere Kommentierung überflüssig.

Kommen wir zum letzten thematischen Block, „Moments de la vie d'une langue" (S. 353-421). Auch hier zeigen die Themen der Kapitel —von Problemen der türkisch-mongolischen Sprachbeziehungen (S. 355-361 bzw. 362-383) über Kāšġarī (S. 384-392) bis hin zu Fragen der Sprachreform in der Türkei (S. 393-413) und dem Verhältnis von Atatürk zur französischen Turkologie (S. 414-421)—die enorme Spannweite, die Louis Bazin zu überbrücken versteht. Daß er beim Thema „turc Ø ou *y-* / mongol *n-* ou rarement Ø" (S. 377) das bereits oben besprochene tü. *ïmga* 'Ziege', mo. *nimagan* 'id.' mit Fällen wie tü. *yüz* 'Gesicht', mo. *ni'ur* 'id.' zusammenstellt, erscheint allerdings problematisch. Verständlich, wenn auch für die türkische Standardsprache nicht korrekt, ist seine Wiedergabe des Lautwertes von *ğ* in velaren Wörtern mit *γ*—denn wie sonst sollte man diesen problematischen Laut, der in der modernen Aussprache ja mitunter ganz verschwindet, bezeichnen?

Zu begrüßen ist es, daß die Herausgeber dem Autor die Möglichkeit geboten haben, in einem „Postface" (S. 422-425) einige Kommentare zu seinen abgedruckten Artikeln nachzuschicken. Der Band endet mit der Bibliographie der abgedruckten Artikel (S. 426-428).

Der Wert des vorliegenden Werkes besteht darin, einer interessierten Leserschaft die Zeugnisse des Schaffens eines bedeutenden Turkologen in ansprechender und übersichtlicher Form zu versammeln. Dies ist um so wichtiger, da die Zusammenstellung seiner Werke hilft, das gesamtturkologische und „altaistische" Konzept Louis Bazins zu verdeutlichen —in einer Zeit, in der solche Fragestellungen zugunsten durchaus notwendiger mehr auf einzelne Sprachen konzentrierter Forschungen ins Hintertreffen zu geraten drohen. Nebenbei zeigt die Sammlung auch, daß bei aller Dominanz des Englischen in der internationalen Wissenschaftslandschaft gerade in der Turkologie ein sinnvolles Arbeiten ohne Kenntnisse des Französischen (wie auch des von Louis Bazin ausgezeichnet beherrschten Deutschen)—ganz zu schweigen vom Russischen—nicht möglich ist.

Comptes rendus

S.G. AGADSHANOW, *Der Staat der Seldschukiden und Mittelasien im 11.-12. Jahrhundert*, Collection « Turkmenenforschung », Band 17, Berlin, Reinhold Schletzer Verlag, 1994, 360 p.

Cet ouvrage est la traduction en allemand de l'édition originale qui parut en russe en 1991 aux éditions Nauka sous le titre : *Gosudarstvo Sel'džukidov i Srednjaja Azija v XI-XII vv.* (L'État Seldjoukide et l'Asie centrale aux XIe-XIIe siècles). Il est composé de quatre chapitres, qui couvrent une période allant du Xe au XIIe siècle et qui concernent l'histoire du sultanat seldjoukide oriental ou ce qui précède la formation de ce dernier, l'histoire du sultanat seldjoukide de Rum n'étant pas abordée (chapitre 1 : « la fondation de l'État seldjoukide » ; chapitre 2 : « l'Empire seldjoukide au tournant du XIe siècle et dans la seconde moitié de ce siècle » ; chapitre 3 : « l'Asie centrale et le sultanat oriental seldjoukide aux XIe-XIIe siècles ; chapitre 4 : « la chute de l'État seldjoukide oriental »). La version allemande reste très proche de l'édition russe, bien qu'elle n'en reproduise malheureusement pas l'index. Il existe d'autres modifications mineures, comme par exemple la présentation des notes en bas de pages, alors qu'elles sont regroupées à la fin de l'ouvrage dans le texte russe conformément à un usage de l'édition soviétique d'érudition.

Chaque chapitre comporte approximativement entre 270 et 370 notes, qui renvoient dans leur majorité à l'appareil bibliographique utilisé par l'auteur. On peut se reporter à la fin du livre pour consulter la liste complète des références bibliographiques. Sergueï Grigorevitch Agadjanov indique environ 200 titres pour les sources primaires et plus de 400 titres pour les sources secondaires. Celles-ci font largement écho aux publications en persan, en français, en anglais ou en turc. Les études en russe sur l'histoire médiévale de l'Asie centrale ne nous ont pas habitués à cette ouverture sur des travaux d'origines diverses, mais il est vrai que le thème des Seldjoukides ne reflète pas les grandes tendances de la recherche en langue russe sur l'Asie centrale. En effet, les Seldjoukides sont une des rares forces, avec les Timourides (si l'on considère le facteur turcique dans l'Asie centrale médiévale et moderne), qui appartienne autant à l'histoire du Moyen-Orient musulman, Perse y compris, qu'à celle de l'Asie centrale, à propos de laquelle, pour bon nombre de questions, dominent les travaux soviétiques. Or ce n'est pas le cas pour les Seldjoukides, dont l'étude a de plus été quasi systématiquement liée en URSS à l'ethnogénèse des Tukmènes. Ceci a eu pour effet de l'ancrer au Turkménistan, dont le poids relatif comparé aux républiques voisines en matière académique et de publications était

assez réduit. On peut noter au passage que dans les sciences sociales à l'époque soviétique, le cloisonnement thématique par république était un fait établi, qui s'est renforcé depuis 1991.

L'argument du livre d'Agadjanov sur l'État seldjoukide et l'Asie centrale est multiforme. L'auteur y aborde la question seldjoukide comme un facteur régional, propre à l'histoire centre-asiatique (Khorassan et régions au nord et à l'est de ce dernier), plus ou moins pertinent selon que sont étudiés la genèse des Oghouz ou l'établissement du sultanat seldjoukide oriental. Puis il lie cette perspective infrarégionale à la dimension suprarégionale de l'Empire seldjoukide oriental, en appuyant ses recherches sur une trentaine de sources manuscrites, dont la majorité est conservée à l'Institut d'orientalisme de l'Académie des Sciences de l'URSS (le fameux IV. AN. SSSR.), quelques-unes se trouvant à Léningrad ou au British Museum. Les chapitres I et IV présentant l'émergence et la chute du sultanat seldjoukide sont centrés sur les processus politiques qui s'y rattachent. Les chapitres II et III analysent la structure interne de cet État, les relations agraires, l'institution de l'*iqta'*, la vie économique et commerciale.

Par cet ouvrage, Agadjanov poursuit des recherches qu'il a commencées dès 1956 et dont les résultats le placent comme un des premiers spécialistes de l'histoire des Seldjoukides et des Turkmènes dans l'ex-URSS. Dans deux livres précédents, *Očerki Istorii Oguzov i Turkmen Srednej Azii I-XIII vv.* (À propos de l'histoire des Oghouz et des Turkmènes en Asie centrale aux IX-XIIIe siècles) et *Seldžukidy i Turkmenija v XI-XII vv.* (Les Seldjoukides et la Turménie aux XIe et XIIe siècle), parus à Achkhabad en 1969 et en 1973, Agadjanov analyse plus particulièrement la haute époque du « mouvement seldjoukide » et la genèse des confédérations tribales qui donneront son impulsion à la conquête.

Dans ce livre, Agadjanov s'intéresse particulièrement à la question des relations entre Seldjoukides et Ghaznévides. On peut regretter qu'il ne donne pas autant d'attention, d'une part aux relations entre les Seldjoukides et les Karakhanides après la bataille de Dandanakan (1040), période qui voit la Transoxiane à l'abri de la menace ghaznévide, et d'autre part à la question de l'influence seldjoukide en Transoxiane et dans l'ensemble des régions de l'Asie centrale turco-musulmane. En incluant plus largement dans son analyse des « Seldjoukides et l'Asie centrale » la question de la recomposition des forces de l'aire centre-asiatique après Dandanakan ou celles des mutations culturelles et ethnoculturelles, l'auteur aurait ouvert une perspective comparatiste qui aurait pu contribuer à mieux encore singulariser le sultanat seldjoukide oriental parmi les grandes constructions étatiques de l'époque.

Vincent FOURNIAU

WOLFGANG MÜLLER-WIENER, *Die Häfen von Byzantion Konstantinopolis Istanbul*, Éditions de l'Institut Archéologique Allemand d'Istanbul, Tübingen-Berlin, Ernst Wasmuth, 1994, 156 p. + 60 pl.

Wolfgang Müller-Wiener (1923-1991), qui fut le directeur de l'Institut Archéologique Allemand d'Istanbul de 1976 à 1988, laissa une œuvre abondante aussi bien dans le domaine de l'archéologie classique et médiévale que dans celui de l'histoire urbaine d'Istanbul, dont son monumental *Bildlexikon*. L'ouvrage posthume que vient d'éditer

l'I.A.A. complète très utilement le corpus de l'auteur consacré à la capitale byzantine et ottomane.

L'ouvrage, de grand format (31,5 × 23,5 cm), abondamment illustré, utilise une très grande variété de sources écrites et iconographiques pour tracer l'histoire et la topographie des ports et des échelles d'Istanbul depuis les origines jusqu'à la fin de la période ottomane.

Après une introduction et un court chapitre sur les ports de Byzance, quatre chapitres traitent, dans l'ordre chronologique, la période byzantine, la haute époque ottomane, les premières tentatives de modernisation de la flotte et des arsenaux allant du début du XVIIIe siècle à la guerre de Crimée (1853), et la modernisation effective jusqu'à la fin de l'Empire.

Pour la période byzantine les sources conduisent à un développement plus conséquent des informations sur les colonies latines à Constantinople et Péra que sur l'activité byzantine proprement dite. De même, malgré l'effort constant de l'auteur pour visualiser ses données par une cartographie aussi originale que précise, ce chapitre se contente d'un plan général indiquant la localisation des ports.

C'est donc avec la période ottomane que le sujet prend toute sa dimension, englobant des informations aussi bien sur l'administration navale, que sur l'économie maritime ou la fabrication et le type des navires. Si toutefois les sources occidentales, et notamment les ouvrages de l'époque, sont très largement mobilisées à cet effet, il n'est pas fait usage des sources ottomanes. Le rôle des Occidentaux dans la modernisation de la marine ottomane entraîne, dans les deux chapitres suivants, une mobilisation plus importante de sources peu connues ou inédites et par conséquent une originalité toujours croissante du texte, sans oublier de signaler des documents cartographiques, aussi originaux que précieux, comme la reconstitution du premier arsenal ottoman à Kontoskalion/Kumkapı vers 1500 ou l'évolution de l'arsenal de Kasımpaşa de la fin du XVIe au milieu du XIXe siècle. Un développement très important est également consacré à la construction des quais de Galata et de Haydarpaşa au tournant du XXe siècle.

Un dernier chapitre, en guise de synthèse, est consacré à la topographie portuaire stambouliote. Nous y trouvons une nomenclature détaillée, aussi bien cartographique que décrite, des échelles de la ville, à travers leur spécialisation dans des produits et des fonctions précises. L'ensemble est complété par quelque 120 dessins, gravures et photographies en noir et blanc hors-texte, qui tracent, depuis le plan de Cristoforo Buondelmonti, antérieur à la conquête turque, jusqu'aux clichés du début du siècle, l'évolution de la façade maritime de la ville et de ses environs (Bosphore, îles). L'ensemble constitue un précieux ouvrage lequel, grâce à la méticulosité bien connue de l'auteur, devient un complément fort utile au *Bildlexikon*.

Stéphane YERASIMOS

C. HEYWOOD et C. IMBER éds, *Studies in Ottoman History in honour of Professor V.L. Ménage*, Istanbul, The Isis Press, 1994, 397 p.

Les Mélanges portent sur la haute époque ottomane ou ses antécédents immédiats (XIIIe-XVIIe siècles). Un article de A. Luttrell retrace la vie de Jean de Sultaniyah, un ecclésiastique non seulement influent dans l'Empire de Tamerlan, mais d'envergure mondiale.

L'article fondamental de N. Beldiceanu et I. Beldiceanu-Steinherr établit que la chronologie des sources narratives et des registres ottomans repose concurremment sur deux ères, l'une faisant commencer l'Hégire au 15 juillet 622, l'autre au 16 juillet. L'utilisation concomitante des deux ères dans une même source narrative peut conduire à l'hypothèse que l'auteur s'est servi de plusieurs sources, chacune ayant sa propre base de datation.

La transition byzantino-ottomane donne matière à plusieurs articles. Deux auteurs utilisent des sources byzantines : S.W. Reinert examine deux lettres envoyées par Kydonès à Manuel II Paléologue. Dans un contexte de guerre civile à Byzance, Cantacuzène employa des mercenaires turcs (N. Oikonomides). E.A. Zachariadou montre que les monastères de l'Athos devinrent au quinzième siècle des lieux de refuge pour un riche aristocrate comme le Serbe Radic.

La conquête ottomane ne fut pas systématique et destructive. M. Kiel s'efforce d'identifier et de localiser les villes et châteaux mentionnés par la chronique de Neşri, qui est la meilleure source sur la chute de la Bulgarie médiévale. En mettant à contribution une documentation extrêmement diverse, M. Kiel montre qu'il faut relativiser l'impact destructeur de la guerre de 1388-9, et ne sous-estimer ni les ravages de la campagne de Varna de 1444, ni les destructions des Russes en 1810. N. Vatin montre comment Samos, où les Ottomans s'installèrent en 1479, fut bientôt évacuée : dès lors qu'il y avait une espèce d'entente avec les Chevaliers de Rhodes, Samos, repaire de corsaires, ne menaçait plus les Ottomans. C'est la valeur particulière de chaque île qui déterminait son sort, non un plan systématique de conquête. L'équipée de la flotte ottomane en Méditerranée occidentale en 1543-1544 sera mieux connue après un travail d'édition de texte que prépare A. Gallotta. Celui-ci présente ici l'ouvrage qui raconte l'histoire de Barberousse de 1543 à 1546. L'auteur en est Muradi et il s'agit en fait de la *pars secunda* des *Gazavât-ı Hayreddin Paşa*. L'examen de deux registres de *vakf* donne matière à deux articles. Sans prétendre tirer des conclusions définitives, S. Yerasimos jette des bases pour une histoire urbaine d'Istanbul, à partir d'un travail sur la région de Fatih. L'importance du nombre de personnes d'origine servile mentionnées dans les *vakf*-s tend à prouver que le dessus du panier de la société musulmane de la capitale détenant des biens meubles ou immeubles se renouvelle au seizième siècle grâce à un apport extérieur non-musulman et non-turc. I.M. Kunt examine les *vakf*-s des vizirs Köprülü, qui visaient à assurer la sécurité des voyageurs et à établir la présence ottomane dans les régions frontalières : les *vakf*-s des Köprülü étaient au service de la politique de l'État.

L'histoire religieuse pré-ottomane et ottomane inspire plusieurs plumes. Sarı Saltuk, le héros du *Saltukname*, fut certainement un chef de tribu türkmen, sans doute également chef religieux. Il fut le premier colonisateur türk des Balkans. Mais il ne faut voir en lui ni un missionnaire ni un apôtre (I. Mélikoff). Ede-Bali, qui apprit en rêve selon Aşıkpaşazâde que la descendance d'Osman était appelée à régner sur le monde, était un *halîfe* wafâ'î (H. İnalcık). B. Flemming examine la thématique des prières adressées par le sultan ottoman au moment des batailles.

L'administration ottomane en Hongrie suscite de l'intérêt. G. David montre qu'il y a, dans la *vilâyet* de Hongrie après 1541, d'abord deux *sancak*-s, puis davantage. Les créations et disparitions fréquentes de *sancak*-s sont liées à la nécessité de faire stationner des forces militaires dans les régions proches de la frontière avec les Habsbourgs. Il n'y aurait pas de continuité entre les comtés pré-ottomans et les *sancak*-s ottomans. Après 1594, les Ottomans créent des *vilâyet*. Cl. Römer montre comment Arslan, le bey de Buda en 1565-1566, renvendique des villages à titre de *hass*. Signalons au passage tout l'intérêt, pour la

psychologie historique, des notations de Peçevî et Selânikî sur le comportement imprévisible de cet étrange personnage, qualifié notamment de *lâübâlî (careless)*.

J.-L. Bacqué-Grammont publie trois documents montrant la difficulté que pouvait avoir, pour les autorités ottomanes, la vérification des propos tenus par des pèlerins et réfugiés d'Asie centrale. L'accusation de meurtre portée contre un Anglais en 1691 à Alony fut suivie par l'acquittement de l'accusé. Dans l'affaire étudiée par C. Heywood, le témoignage d'un non-musulman non-résident a pu être accepté contre un *zimmî*, ce qui n'est pas normal. M. Rogers montre la diversité et la richesse du stock d'un apothicaire d'Edirne, qui ne contenait pas, toutefois, de médecines du nouveau monde.

Venons-en à présent à deux questions que nous souhaiterions développer un peu plus : les traditions ottomanes et les mécanismes d'ascension sociale dans l'Empire. La délicate question de l'interprétation des traditions ottomanes fait l'objet de trois articles. R.P. Lindner rend justice au livre peu connu et méthodologiquement pionnier de George G. Arnakis, *Hoi Protoi Othomanoi* (Athènes, 1947). En établissant que la Bapheus de Georges Pachymères (où eut lieu la rencontre byzantino-ottomane du 27 juillet 1302) n'était pas le Koyunhisar des sources turques, Arnakis montrait qu'il fallait se débarrasser du présupposé selon lequel on pouvait toujours faire coïncider les faits rapportés par la tradition ottomane avec ceux relatés par l'historiographie byzantine. En revanche, l'article de C. Imber laisse penser à une certaine unité du matériel utilisé dans les diverses sources narratives centrées sur l'Empire ottoman. C. Imber distingue deux types de sources narratives sur les débuts de l'Empire ottoman. Oruç, les Chroniques Anonymes et Aşıkpaşazâde forment un canon ; Spandouin Cantaessin, l'*Historia Turchesca*, Constantin Mihailovic et ibn Hajar al-'Askalani sont des récits apocryphes. À travers l'étude de personnages et d'événements apocryphes, C. Imber montre que les deux types de sources se nourrissent en fait du même matériel. Les trois premiers sultans ottomans dans ibn Hajar ont trois attributs différents : Osman est le Turcoman, Salman le gazi, Orhan le conquérant de Brousse. La source turque utilisée par ibn Hajar a séparé trois traditions relatives aux premiers sultans ; ces trois traditions convergent dans le portrait d'Osman dans les sources canoniques. Les récits apocryphes s'appuient donc sur un matériel ottoman et tout aussi authentique que le matériel des récits canoniques. C. Kafadar attire quant à lui l'attention sur le fait qu'une source tardive peut incorporer une tradition ancienne non attestée dans les premières chroniques, parce que les premiers chroniqueurs ont choisi de ne pas l'éditer. Ainsi Neşri rapporte dans son *Cihânnümâ* une tradition que ne transmettaient pas Aşıkpaşazâde, Oruç, et les Chroniques anonymes : le meurtre, par Osman, de son oncle Dündar, hostile à sa politique. On ne sait si Neşrî s'est appuyé sur une source orale ou sur une source écrite aujourd'hui perdue. On peut se demander au passage jusqu'à quelle période de l'histoire ottomane la transmission orale des traditions relatives aux débuts de l'Empire demeura assez vivante pour que des auteurs intègrent dans leur récit des faits dont ils avaient eu connaissance par ouï-dire.

Ne pas avoir une idée trop simpliste des critères de sélection et des modes d'ascension sociale dans l'Empire, et injecter un peu d'histoire sociale dans l'histoire des institutions ottomanes, c'est à quoi nous invitent plusieurs articles. P. Sebastian, s'appuyant sur les *Diarii* de Marino Sanuto, jette une vive lumière sur la prosopographie ottomane de 1496 à 1517. L'étude montre entre autres choses comment le déroulement des carrières s'articule avec la conjoncture : dans certains contextes de troubles, des beylerbeys peuvent se retrouver sancakbeys en province une année, et l'année suivante, vizirs à Istanbul. G. Veinstein souligne la diversité des origines des *ehl-i hiref*, les artisans du Palais. Certains

étaient d'origine libre ; d'autres, d'origine servile, ramassés ou non par le *devşirme* ; des produits du *devşirme* ont dérivé directement vers le corps des *ehl-i hiref* ; d'autres, aussi bien des *iç oğlan* que des *acemi oğlan*, au cours du cursus. Il n'y a pas de conception systématique du mode de recrutement des artisans impériaux ; cette constatation, toutefois, ne peut pas forcément être étendue aux autres agents du pouvoir. À partir de l'étude de trois pétitions adressées par des scribes, C. Fleischer montre que l'affiliation dans la catégorie des serviteurs considérée de façon générale est un élément plus significatif que l'appartenance à une catégorie professionnelle particulière. La notion de *ehl-i mansub* dépasse les clivages *askeri-re'aya*, musulman-non musulman, *seyf-ilm-kalem*. On aboutit, nous semble-t-il, à la notion de milieu. À l'extérieur de l'administration proprement dite, dans le monde de la notabilité, le parcours de Jânim al-Hamzâwî (mort en 1538) montre tout le profit que pouvait tirer, dans une période de transition historique entre les Mamelouks et les Ottomans, un petit-fils de mamelouk, neveu de Hâirberg (le gouverneur mamelouk d'Alep rallié aux Ottomans et fait gouverneur de l'Égypte par Selim). De l'article de P.M. Holt se dégage, là encore, un milieu social, un milieu qui fit preuve d'une remarquable adaptation à l'arrivée des Ottomans : comme son oncle, Jânim n'était pas un Mamelouk au sens strict, mais il occupa des postes confiés aux *arbâb al-suyûf* et non aux *arbâb al-qalam*. Les critères de sélection sociale, là aussi, étaient ouverts : les oppositions fonctionnelles entre Mamelouks-non Mamlouks, épée-plume, ne jouaient pas pleinement. Des familles devaient se dégager, sans doute plus qu'auparavant.

Une petite réserve au terme de ce panorama d'ensemble. Ni les caractères d'impression, ni la couverture, ne sont attrayants. C'est d'autant plus regrettable que les *Studies in Ottoman History in honour of Professor V.L. Ménage* sont de très haut niveau scientifique. À partir d'une documentation souvent nouvelle, les auteurs apportent beaucoup de neuf sur des questions essentielles par l'étude de cas particuliers, et certains textes deviendront célèbres.

Benjamin LELLOUCH

İlber ORTAYLI, *Hukuk ve İdare Adamı olarak Osmanlı Devletinde Kadı*, Ankara, Turhan kitabevi, 1994, 83 p.

Vu l'ampleur des registres de qadi de l'époque ottomane, et l'intérêt qu'y prêtent de plus en plus de chercheurs, toute étude sur ces documents et sur la fonction du qadi est bienvenue. Le sujet d'étude que propose İ.O. vise à satisfaire cette demande qui est de familiariser toute personne intéressée à ce que pouvaient être les fonctions du qadi ottoman. Au premier abord on peut penser que ce livre offre une introduction simple et brève au sujet, puisqu'il s'agit d'un petit format, et qu'il constitue un genre de « que sais-je » sur la question.

Le livre d'İ.O. a le mérite d'attirer l'attention du lecteur dès les premières pages sur la complexité des rôles du qadi dans l'administration ottomane (qui sont ceux du juge, du notaire mais aussi bien celui de l'administrateur local), sur lesquels on ne pouvait jusqu'alors s'informer qu'en multipliant les lectures d'ouvrages divers. En effet les ouvrages disponibles abordent en général seulement une ou deux des prérogatives du qadi. Cet ouvrage nous donne également un aperçu sur la formation, la nomination et le temps d'exercice des qadi. À travers cette brève lecture, on peut aussi se faire une idée sur

les principaux collaborateurs du qadi et sur ses revenus. On y trouve enfin un résumé de la procédure juridique et des remarques sur les lieux d'exercice du qadi.

Il est pourtant regrettable qu'on ne puisse se reporter à la table des matières pour s'en servir, tout d'abord parce que les numéros de pages annoncés ne correspondent pas toujours aux sous-chapitres dans le texte (la question du temps de nomination des qadi n'est pas abordée à partir de la page 15 comme signalé dans la table des matières ; il faut la chercher à la page 14) ; mais aussi parce que la table des matières propose un découpage du sujet qui n'est pas suivi dans le texte, où l'on trouve finalement de tout un peu partout. Enfin on peut regretter aussi que la description des registres de qadi soit concentrée en une page et demie, trop brève pour que le lecteur non averti puisse distinguer ces derniers des livres de *saqq* qui sont les livres de référence pour les formulaires rhétoriques des qadi ottomans.

Par ailleurs les critiques qu'İ.O. fait à R. Jennings et U. Heyd, au sujet de l'impact éventuel d'autres autorités sur la pratique du qadi, restent peu convaincantes. Tout d'abord parce qu'elles ne se fondent pas sur des résultats d'enquêtes mais sur des suppositions peu étayées. Mais aussi parce que les analyses de ces deux auteurs sont bien plus nuancées que dans les citations de İ.O. (p. 18). Si U. Heyd parle de la supériorité des gouverneurs par rapport aux qadi «dans le protocole», il insiste bien par ailleurs sur le fait que ces derniers étaient libres dans leurs jugements, conformément au fait qu'ils tenaient la légitimité de l'exercice de juge directement du Sultan, auquel seul ils étaient véritablement soumis[1]. Quand à R. Jennings, qui dit bien que les qadi ottomans étaient nommés par la Porte et pouvaient être contrôlés et destitués par celle-ci, il ne va pas jusqu'à dire qu'ils exerçaient leurs fonctions de juge selon les ordres de la Porte ni qu'ils manquaient de « libre arbitre » dans leur profession (İ.O. p. 18)[2].

Quoique intéressant pour qui se penche sur le sujet, le livre d'İ.O. est finalement loin de constituer un « que sais-je » en ce domaine, et il doit encore être lu en compagnie d'autres du même genre qui le complètent, comme l'ouvrage de Yaşar Şahin Anil, *Osmanlı'da kadılık*, Istanbul, İletişim yay., 1993. Ce dernier livre, dont l'objet était il est vrai plus limité, est écrit dans un style plus accessible, et il est plus facile d'usage puisque les informations s'y trouvent mieux hiérarchisées.

Parmi les ouvrages récents en langue turque, citons encore celui de Abdülaziz Bayındır, *İslam Muhakeme Hukuku*, Istanbul, İslami İlimler Araştırma vakfı, 1986 et *Şerriyye Sicilleri*, Istanbul, Türk Dünyası Araştırmaları Vakfı, 1988, qui constituent les vrais ouvrages de référence pour ceux qui voudraient se familiariser avec les registres de qadi et la fonction de ce dernier dans l'administration ottomane.

Işık TAMDOĞAN-ABEL

[1] « In the provinces the cadis had to obey the orders of their beḡlerbeḡi and sancakbeḡi, who according to Ottoman protocol, took precedence of them. (…) It had to be stressed that the cadis, who were appointed by Imperial berāt, derived their judicial authority directly from the Sultan and not from the governor of their province or district.», (Uriel HEYD, *Studies in Old Ottoman Criminal Law*, Oxford, 1973, pp. 219-220).

[2] « This imperial authority could easily have overshadowed or smothered the authority and initiative of the kadi. The Porte appointed kadis and dismissed them at will (…) For some reasons, not at all clear from the texts (…) the Porte did not interfere in the judicial aspects of the kadi's office » (R. JENNINGS, « Limitations of the Judicial Powers of the Kadi in 17th c. Ottoman Kayseri », in *Studia Islamica*, L, 1979, pp. 151-152).

Doris Behrens-Abouseif, *Egypt's Adjustment to Ottoman Rule, Institutions, Waqf and Architecture in Cairo (16th and 17th Centuries)*, Leyde, Brill, 1994, xiii + 311 p., 57 fig. + 1 carte.

En traitant des XVIe et XVIIe siècles en Égypte, D.B.-A. aborde la partie la moins connue de l'histoire de cette province ottomane. Si la seconde moitié du XVIIe et surtout le XVIIIe siècle ont fait l'objet de nombreuses études, la lente mise en place du système ottoman et l'adaptation très progressive de l'Égypte au nouveau pouvoir restent pour l'instant assez mal connues.

Bien que D.B.-A. ne l'annonce pas explicitement, l'ouvrage se compose en fait de deux parties très nettement distinctes. Dans la première moitié de l'ouvrage, des chapitres 2 à 7, elle analyse les principaux événements survenus au cours de ces deux siècles, ainsi que les institutions administratives, juridiques, religieuses et militaires mises en place progressivement par les nouveaux maîtres de l'Égypte. Cette partie est en quelque sorte une longue, trop longue introduction aux chapitres suivants (8 à 10, pp. 145 à 266) qui forment indéniablement le cœur de l'ouvrage. Ces chapitres sont consacrés aux waqfs, essentiellement ceux des pachas, et suivis par une analyse de quelques-unes des caractéristiques de l'architecture ottomane, essentiellement celle des constructions religieuses (mosquées, *zāwiya* et mausolées) mentionnées dans les documents.

Le premier chapitre de l'ouvrage propose une intéressante présentation des sources. À juste titre, D.B.-A. met l'accent sur l'intérêt et l'importance des sources en langue turque, souvent insuffisamment sollicitées par l'historiographie de l'Égypte ottomane. Les six chapitres suivants, portant sur les événements et les institutions, apportent peu d'éléments vraiment nouveaux sur ces deux siècles d'histoire. Cependant D.B.-A. a parfaitement raison d'en distinguer deux grandes périodes. La première, traitée dans le chapitre 2 et qui va de l'entrée de Selim en Égypte à la répression des révoltes des *sipāhī*-s par Muḥammad pacha Qūl Qīrān en 1609, voit l'instauration par à-coups successifs du nouveau système ottoman. L'Égypte, reléguée au rang de simple province, s'adapte peu à peu au nouveau pouvoir. La période suivante, curieusement, n'est abordée qu'à travers l'analyse de l'aristocratie militaire au chapitre 6. Commençant en 1611, elle est marquée par l'ascension des beys, puis par la domination des deux *odjaq*-s des Janissaires et des *'Azab*-s. L'Égypte dispose alors d'un système tout à fait original qui la distingue de toutes les autres provinces ottomanes. Ses institutions procèdent à la fois d'une réadaptation d'héritages mamelouks et d'une réévaluation des normes ottomanes. C'est ce que montre D.B.-A. dans les chapitres 4 à 6 où elle se livre à une analyse des diverses institutions. La synthèse sur le nouveau système juridique mis en place par les Ottomans (ch. 4) est fort intéressante. Cependant si l'auteur souligne à juste titre qu'il s'agit là d'une base fondamentale du système ottoman, la modification des modes de perception fiscale aurait mérité d'être traitée de façon plus exhaustive. En effet, l'abandon de l'*iqṭā'* au profit principalement de l'*amāna*, puis ultérieurement de l'*iltizām*, constitue un fait tout aussi marquant et une rupture tout aussi radicale par rapport à la période précédente…

Par ailleurs D.B.-A. n'a pas toujours su dégager avec suffisamment de clarté les grandes lignes de l'évolution politique et sociale de l'Égypte. Ainsi, c'est tout un ensemble de facteurs se manifestant sur les plans politique (affaiblissement du pouvoir central, de celui des pachas et des *odjaq*-s…), économique (difficultés financières, prise de contrôle de l'*iltizām* par les beys…), social (développement des *bayt*-s mamelouks) et

présents ailleurs dans l'Empire qui expliquent l'ascension politique des beys depuis la fin du XVIe jusqu'au milieu du siècle suivant. De même, la brutale reprise en main de l'Empire par les Köprülü à partir de 1659 éclaire la mise au pas des beys en Égypte, ce qui va permettre au pacha d'avoir à nouveau « le dernier mot » sur la scène politique locale (p. 128).

La seconde partie traite des waqfs et de l'architecture. Dans le chapitre 8, D.B.-A. examine la politique des Ottomans face aux waqfs. Si la nécessité de légitimer leur pouvoir pousse les nouveaux dirigeants au respect de cette institution fondamentale, la nécessité d'affirmer leur pouvoir les amène à « ottomaniser les waqfs mamelouks » par le biais d'une politique subtile à la fois de maintien, de transfert ou d'enrichissement des fondations, et de modification des règles de gestion (p. 157). D.B.-A. distingue deux types de fondations, celles des pachas et celles des émirs et personnages ottomans de haut rang. Ce second type se caractérise par des investissements réalisés principalement à proximité des résidences des fondateurs, c'est pourquoi elle les appelle « *neighborhood waqfs* ». Les fondations des pachas par contre servaient surtout de support à la politique impériale. L'importante fondation de Sulaymān pacha (1525-35 et 1537-38) en est un exemple particulièrement révélateur. Elle devait tout à la fois : assurer la légitimité politique et religieuse du nouveau pouvoir ottoman à travers le patronage de saints locaux et l'attention portée au pèlerinage de même qu'aux villes saintes d'Arabie ; fournir des ressources matérielles et un encadrement éducatif et culturel aux Janissaires, alors le principal appui du pouvoir en Égypte ; contribuer à l'intégration économique de la province dans l'Empire par le développement des ports, en particulier Bulaq.

Les waqfs de quartier étaient l'œuvre d'émirs ou d'importantes personnalités ottomanes résidant au Caire, notamment les aghas du harem impérial. Une liste des bâtiments édifiés dans le cadre de fondations pieuses, donnée en annexe, montre qu'ils se développèrent surtout au XVIIe siècle. Rien d'étonnant, cela correspond alors à la montée en puissance des beys et à l'autonomie croissante de la province par rapport à La Porte et au déclin de celle des pachas. Une cartographie plus détaillée que celle proposée aurait probablement permis une analyse plus poussée des objectifs poursuivis par cette élite.

Enfin dans le chapitre 10, l'auteur avance quelques réflexions générales sur l'évolution de l'architecture religieuse (mosquées, madrasas et mausolées) durant les deux premiers siècles de présence ottomane au Caire.

Cet ouvrage, utile mais souvent un peu rapide, s'achève sur une solide bibliographie et une cinquantaine de photos d'excellente qualité représentant quelques-uns des bâtiments évoqués dans l'étude.

Michel TUCHSCHERER

Sultan Osman (1623) & Bedroge Bedriegers (1646): Turkse tragedies van Kemp en Knoes, C.G. BROUWER ed., Amsterdam, De Fluyte Rarob, 1994, 298 p.

This first volume of the series of Dutch "Oriental Tragedies" from the 17th and 18th centuries edited by C.G. Brouwer is actually the third, vols. 2 and 3 having appeared in 1992 and 1993. Two more volumes are promised which will offer a number of studies by the editor on the texts and their background. The two plays contained in the volume under

review, by Abraham Kemp and the almost completely obscure Kroes (no Christian name given), deal with two important and, indeed, dramatic episodes from Ottoman history.

Kemp took his material from very recent events : the play was first performed exactly one year after the murder of Sultan Osman II, which took place on 20 May 1622. Kroes went further back, for he based his tragedy on the fraternal strife between the sons of Süleyman I, which resulted in the death of Süleyman's son Mustafa, who was strangled in 1553 on his father's orders, after some intrigues instigated largely by Süleyman's concubine Hürrem ("Rose" in the play) in a determined attempt to further the careers of her own sons. One of these, Selim, eventually succeeded his father.

Whatever the plays' literary qualities may be, they are of undoubted interest for the study of "orientalism". They show the interpretations of Dutch writers, at a time of the Netherlands' greatest power, of weighty events taking place in another great power. The contacts between the Dutch and the Ottomans were manifold : political, economic, technological and cultural ; communications between the two powers were intensive and fast, as appears from the many surviving ambassadors' letters and pamphlets. The murder of Sultan Osman in 1622, after a rebellion of the army, made an impression in Holland ; an anonymous pamphlet entitled *Waerachtig Verhael, Van die notabele gheschiedenissen onlangs tot Constantinopel ghebeurt* ("True story of the notable events that recently occurred in Constantinople", preserved in The Hague, Koninklijke Bibliotheek, Knuttel no. 3324a) appears to derive partly from letters by Cornelis Haga sent from Istanbul to the Dutch States-General between 1617 and 1622 ; a crucial letter was actually written on the very day of Osman's execution. It is likely that Kemp used this "True Story", together with another Dutch version of the course of events, a moralistic prose tale entitled *De droevighe Doodt van Sultan Osman Keyser van Turckyen* ("The Sad Death of Sultan Osman, Emperor of Turkey") which must have circulated already in 1622. As a result Kemp is well-informed about the facts and his version is remarkably accurate, even though, naturally, he introduces some events and characters of his own invention for added dramatic interest and for a subplot.

Why should a western European playwright turn to a foreign empire for his plot ? Whatever Kemp's motives, it was not in order to depict real or potential rivals, un-Christian "orientals", as cruel, bloodthirsty and generally inferior ; for his characters are just as noble or ignoble as in any tragedy. In fact, the only non-oriental character, the (fictional) jealous Celia, turns out to come from Holland (line 924), and she is decidedly wicked. The topical event of 1622 gave Kemp the opportunity to write a play with a moral, conveniently printed on the original title-page : "better to be loved than feared". In showing the inescapable fate of a ruler who misguidedly depended on being feared rather than loved, one could give additional justification for the Dutch revolt against the Spanish king (begun in the 1560s and finally resolved only in 1648), as Brouwer points out briefly in his Afterword (p. 282). One wonders, however, if even more topical events are being alluded to : was it a warning directed at the rather high-handed behaviour of the Stadtholder, Prince Maurice of Orange ? His praises ("That second Hannibal, that thunderbolt in battle", line 1882) are sung briefly and perfunctorily in the play by Mustafa, the Sultan whose reign was interrupted by Osman's. Nobody denied the martial qualities of Maurice ; but his internal politics gave him bitter and prominent opponents, some of whom lost their lives as a consequence.

The second play, *De bedroge bedriegers* ("The deceived deceivers") by Kroes, evokes the same question, and in addition another one : why did he rewrite history ? For unlike

Kemp he drastically changed the facts—which cannot have been unknown to him—by letting the plotters fail and Mustafa survive, and by generally presenting the conflict in terms of black and white, evil vs. good, instead of the interesting mixture offered by the historical actors, Süleyman and his sons. Here, too, one is tempted to look for topical explanations: Stadtholder Frederick Henry was old (he died one year after the play was printed) and his successor, young Prince William, was by no means universally popular in the Netherlands. Perhaps such paths will be explored by Brouwer in the final volumes; he is, after all, well qualified to do so, being at home both in 17th-century Dutch sources and oriental sources.

This volume in the series *De Oostersche Schouburgh*, like its two predecessors, is neatly produced and suprisingly low-priced. To Osmanists with a command of Dutch it would be worthwhile to read these texts that, for once, are not primarily sources for the history of the Ottomans, but texts for which Ottoman history was itself the main source and inspiration.

Geert Jan VAN GELDER

Donald QUATAERT éd., *Manufacturing in the Ottoman Empire and Turkey, 1500-1950*, New York, State University of New York Press, 1994, 175 p.

Cet ouvrage est le fruit d'une rencontre tenue à Binghamton en 1990 réunissant spécialistes d'histoire économique américaine et européenne, et spécialistes d'histoire ottomane. Les communications qui y furent présentées par ces derniers, augmentées d'un appareil critique important et de bibliographies détaillées, forment la matière d'un livre dense, dont Donald Quataert synthétise avec clarté les apports dans son introduction.

Fondé sur une très large variété de sources, le travail de Suraya Faroqhi présente un tableau impressionniste de l'industrialisation ottomane aux XVI-XVIIe siècles. L'auteur a choisi d'aborder le problème en quelque sorte de biais, en centrant ses analyses sur la question du travail et de la main-d'œuvre: elle évoque successivement l'utilisation d'esclaves dans les industries de Brousse, la réquisition par l'État d'artisans et de contremaîtres pour l'approvisionnement des armées en campagne, pour les constructions navales et les grands travaux, le recours à l'armée dans certains cas, la mobilisation des travailleurs employés dans les mines. Mais à côté de l'État, dont le rôle dans la vie économique est le mieux documenté, l'auteur souligne aussi la part, dans la production industrielle, des marchands qui font travailler une main-d'œuvre libre d'artisans. En conclusion de son essai, Suraya Faroqhi insiste sur la difficulté qu'il y a à préciser l'évolution de l'industrie ottomane sur deux siècles; aux crises de la fin du XVIe siècle (crises dans lesquelles les guerres jouent un rôle important, car l'État accapare les forces productives), succèdent un renouveau à partir de 1650, et une période de croissance au début du XVIIIe siècle. Elle estime que dans l'évolution de la conjoncture industrielle ottomane, le rôle de l'impact de l'économie européenne a été surestimé.

À Mehmet Genç revenait la difficile tâche d'évoquer l'industrie ottomane au XVIIIe siècle. Tâche difficile parce que la documentation (surtout d'origine fiscale) est fragmentaire, et parce que l'économie ottomane du XVIIIe siècle, plus encore qu'aux

autres époques, n'obéit pas à un schéma général, mais évolue selon les temps, les régions, les produits. L'auteur insiste sur les grands principes qui guident la politique industrielle de l'État ottoman : il s'agit de garantir les approvisionnements, de respecter les traditions, d'assurer les rentrées fiscales. Il souligne les facteurs nouveaux qui apparaissent au XVIIIe siècle : effets négatifs des multiples guerres (surtout vers la fin du siècle) qui créent "une atmosphère inamicale pour le développement capitaliste", accès de la classe militaire aux activités productives, développement d'activités artisanales à l'écart des grands centres afin d'échapper au contrôle et à la pression fiscale etc. Mehmet Genç étudie ensuite trois expériences tentées par l'État au début du siècle pour créer des industries de "substitution aux importations" (fabriques de lainages, de soieries, de toiles à voile) afin d'assurer ses approvisionnements à un moindre coût. Trois études précises qui permettent d'observer, au delà des principes, la pratique de l'État ottoman en matière d'industrie et les difficultés auxquelles elle se heurte.

Reprenant et complétant une série de travaux antérieurs, Donald Quataert concentre ses analyses sur l'industrie ottomane au XIXe siècle. S'appuyant sur une étude minutieuse des principales branches de l'industrie textile, il récuse le paradigme d'un déclin de l'industrie ottomane au XIXe siècle face à la concurrence européenne. Ce paradigme découle d'une place excessive accordée à l'État, à la grande entreprise (qui joue un rôle restreint dans le cas ottoman) et à la demande extérieure. Quataert met l'accent sur la production pour le marché intérieur qui a été très négligée jusqu'à présent par les historiens et sur l'industrialisation dans les campagnes ; il montre que les producteurs ottomans ont su imposer leurs productions grâce au coût plus faible de la main-d'œuvre (travail des femmes, des enfants) et à leur capacité à s'adapter aux goûts de la clientèle. Dans certains cas (fabrication de tapis, étoffes de soie), ils ont même pu trouver leur place sur un marché extérieur en pleine expansion. Cela permet à Quataert de parler, après le choc du libéralisme européen des années 1820-1850, d'un véritable renouveau de l'industrie ottomane à partir des années 1870.

Pour la première moitié du XXe siècle, période qu'étudie Çağlar Keyder, il est possible d'écrire une histoire plus systématique de l'industrialisation de l'Empire jusqu'à la République. L'auteur insiste avec vigueur sur deux facteurs qui conditionnent l'industrialisation de la Turquie pendant toute la première moitié du siècle : d'une part, la disparition, dans le premier quart du siècle, de la classe entrepreneuriale composée essentiellement de Grecs et d'Arméniens, qui crée un « vide social », et qui a pour conséquence paradoxale de laisser le champ libre au capital étranger dans la Turquie des années 20. Le second facteur est la persistance d'une structure agraire fondée sur la petite propriété qui ne permet pas de dégager une accumulation du capital fondée sur la terre. Dans ces conditions, les entrepreneurs turcs sont dépendants de l'État et, après les effets dévastateurs de la crise de 1929 sur l'économie turque, celui-ci lance un vaste programme d'industrialisation qui est, selon Keyder, un succès en terme de production agricole et d'emploi. Pour Keyder, le tournant dans l'industrialisation de la Turquie se produit après 1950, quand l'économie turque se trouve désormais dominée par les contraintes et les opportunités de l'économie mondiale.

Ces quatre études suggestives ne constituent pas à proprement parler une histoire suivie de l'industrialisation qui serait de toute façon prématurée. Mais on retrouve, d'un chapitre à l'autre, un certain nombre de facteurs qui paraissent avoir joué sur le processus d'industrialisation tout au long de la période considérée : le poids des conditions naturelles, l'insertion de la production artisanale et industrielle dans une économie restée jusqu'en

1950 essentiellement agricole, la part des industries rurales, l'importance du marché intérieur, les obstacles à l'accumulation du capital, le problème lancinant de la main-d'œuvre, le rôle négatif des guerres, la place occupée par certaines régions industrielles (Brousse, Salonique), les inégalités régionales ; et aussi la part de l'État central dans les processus d'industrialisation, même si, pour nos auteurs, celle-ci a été généralement exagérée.

Au total un ouvrage novateur et stimulant, indispensable à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire économique de l'Empire ottoman, du Moyen-Orient et de l'Europe du sud-est.

François GEORGEON

Daniel PANZAC éd., *Les villes dans l'Empire ottoman : activités et sociétés*, tome II, Paris, C.N.R.S., 1994, 416 p.

Cet ouvrage collectif fait suite au tome I paru en 1991, et se compose de deux grands thèmes : « Habitats, modes de vie » (thème 3) et « Les édifices économiques collectifs » (thème 4).

La première partie, portant sur l'organisation de l'espace, est introduite par J.C. Depaule qui lui-même traite de l'espace domestique perçu par les auteurs anglais et français au Levant entre le XVIe siècle et le début du XXe siècle. Leurs témoignages révèlent deux perceptions de l'espace domestique qui font référence à deux traditions différentes. Pourtant, malgré ces différences, l'auteur constate l'existence d'un fonds commun à ces deux visions, dans la reprise de certains stéréotypes, le plus marqué étant celui qui concerne le partage sexué de l'espace dans les intérieurs des maisons de Damas et du Caire. Stéréotypes d'autant plus surprenants que bien souvent ces auteurs anglais et français n'ont jamais pénétré le seuil d'une de ces maisons. Cela est mis au compte de ce que J.C. Depaule appelle la « littérature de moucharabieh », très prisée dans l'exotisme traditionnel. À partir d'une grille de lecture des catégories de l'espace domestique, notre auteur replace la vision française et anglaise de cet espace pour en faire surgir les particularités et les similitudes : la distribution intérieure est perçue comme irrégulière par les Français alors qu'elle ne fait l'objet que de descriptions chez les Anglais. En fin d'exposé, il fournit une liste de sources sélectionnées par siècle et par pays ainsi qu'une bibliographie conséquente.

Colette Establet présente une recherche sur les mobiliers domestiques des intérieurs damascains au début du XVIIIe siècle, à travers les inventaires après décès établis par les *qadi*. Le classement des objets de la vie courante de trente maisons de Damas se heurte à quelques difficultés qui tiennent à la langue des transcriptions (arabe classique ou dialectal, emprunts au persan ou au turc), à la disparition de certains objets qui ne sont plus usités, et qui compliquent leur identification. La présence de certains objets liés au commerce de détail pose la question de la distinction entre ce qui appartient à la maison et ce qui revient à la boutique. D'autres objets encore, comme les livres, témoignent d'un groupe social lettré. Enfin, les objets révèlent avoir un sexe, puisque certains sont considérés uniquement comme masculins et d'autres exclusivement comme féminins. Ces inventaires dans leur ensemble reflètent le mode de vie de ces hommes et de ces femmes, bien que, dans l'état actuel de ce travail, ils ne nous renseignent pas sur une éventuelle séparation sexuée de l'espace dans les maisons damascaines.

L'habitat domestique est égalment traité par Paul Bonnenfant et Jeanne-Marie Gentilleau, à travers l'exemple d'une maison yéménite appartenant à un commerçant-armateur sur la mer Rouge. L'approche est ici axée sur le bâtisseur et les techniques de construction. Après avoir retracé l'histoire de la bâtisse et celle de son propriétaire, les auteurs présentent les matériaux utilisés et les techniques de maçonnerie. Dans une partie spécifique, ce sont les différents espaces de la maison qui sont décrits : espace de commerce, espace de réception, espaces familiaux, ainsi que les décors. Ils en concluent que les dénominations architecturales indiquent une nette influence turco-égyptienne indirecte ainsi qu'une possible influence indienne encore à vérifier. Cette contribution est largement illustrée par des photographies, des plans et des coupes de l'édifice.

Un autre type d'habitat est étudié par Jean-Claude David et Thierry Grandin : celui des grands commerçants dans les *khans* d'Alep à l'époque ottomane. Par souci de protection et d'isolement, les commerçants européens installés dans les *khans* ont produit un type d'habitat particulier sous forme d'unités de vastes logements qui, vers 1870, va être transposé dans les quartiers plus récents sans référence aucune au *khan*. À partir de sources écrites relatant le processus de transformation des *khans* en appartements, les auteurs exposent les caractéristiques de l'habitat des Français et des Anglais à Alep aux XVIIe et XVIIIe siècles, dont l'archétype sera la maison consulaire. Celle-ci se transformera peu à peu dans le courant du XIXe siècle en habitat familial par le jeu des grandes familles étrangères de commerçants ayant fait souche localement et appelées *Frangi* par les Alepins. Suivent la description et l'histoire de la maison de Vincenzo Marcopoli au *khan* 'Olabbiyya, puis le cas d'un habitat de type nouveau, celui de la maison Homsi. Les auteurs penchent pour une parenté avec l'architecture ottomane et plus précisément avec la première ambassade de France à Istanbul construite au XVIIe siècle.

La thème des Résidences de France dans l'Empire ottoman est justement traité par Pierre Pinon, comme sources possibles de documentation sur l'architecture domestique ottomane. À travers un échantillon de résidences consulaires allant de Smyrne à Bosna-Saraï, en passant par Salonique et Milo, et sur lesquelles l'auteur a dépouillé une large documentation en France, on constate que le modèle de la maison ottomane est celui dont s'inspirent la plupart des architectes chargés de la construction ou de la reconstruction (suite aux nombreux tremblements de terre et incendies) de ces représentations architecturales diplomatiques d'une puissance étrangère sur le sol ottoman. Seule exception : celle de Smyrne qui renvoie à un modèle de l'antiquité grecque. L'ambassade de France à Constantinople quant à elle fait référence aux kiosques impériaux de la fin du XVIIe siècle et du XVIIIe siècle.

La seconde partie de l'ouvrage, consacrée aux « édifices économiques collectifs », est présentée par R. Ilbert, lui-même auteur d'une contribution sur l'invention du marché à Alexandrie entre 1850 et 1920. Il montre qu'à partir du XIXe siècle, sous couvert de considérations sanitaires et d'exigences urbanistiques et financières, les pouvoirs publics se sont attelés à créer dans cette ville de tout nouveaux espaces commerciaux, les « halles », remettant en question une typologie des espaces commerciaux existant déjà : *wakàla*, grands magasins, foires temporaires, boutiques à renfoncement dans les ruelles spécialisées. Pour lutter contre l'invasion dans la ville des *souks*, des abattoirs et autres activités « polluantes », des vendeurs ambulants et des cuisines publiques, la réglementation à coups de décrets, d'ordonnances, de règlements fiscaux et d'autorisations, s'est faite toujours plus drastique. Mais c'est surtout avec l'appui de la réglementation urbaine et de la spéculation que les marchés « modernes » vont apparaître et que la Municipalité

d'Alexandrie va pouvoir imposer le regroupement des activités communes dans les halles. Ce type de bâtiment, défini par des plans précis, équipé d'adductions et d'évacuations d'eau et dont les emplacements sont mis en location, ne recevra pas toujours un accueil favorable de la part de certaines catégories professionnelles, non seulement pour des raisons financières mais aussi par refus de voir leur activité circonscrite en un seul lieu.

Ali Zouari, dans son article sur le *fondouk* des forgerons à Sfax au XVIIIe siècle, retrace l'historique de ce type architectural à caractère économique. Il fut transformé en écuries au début du siècle, puis redevint le *fondouk* des forgerons il y a une quarantaine d'années par décision municipale. Après l'avoir décrit et avoir traité de ses fonctions, l'auteur montre que depuis l'abolition de l'institution des *habous* en 1959, le *fondouk* est devenu propriété municipale, et qu'il n'est donc plus l'institution rentable qu'il était en tant qu'hôtel et entrepôt. Suivent de nombreux plans et des photographies de détails architecturaux.

La contribution de Sawsan Noweir, Philippe Panerai et Fawaz Baker tente de repérer les *wakàla* encore existantes au Caire sur les 360 citées par André Raymond. L'étude se limite aux quartiers centraux du Caire et l'inventaire s'effectue en coupe historique transversale, prenant en compte aussi bien des édifices mamelouks, ottomans, du XIXe siècle et même du XXe siècle. Leur travail de reconstitution des 160 *wakàla* se fait sur la base du tissu de la ville actuelle. Le tout est abondamment appuyé par un index des *wakàla* concernées.

Les immeubles Chawikar situés à proximité de l'entrée du fameux *Khan al-Khalili*, sont l'objet de l'étude menée par Mercédès Volait. Cet important ensemble urbain composé à l'origine de 25 édifices de tailles différentes, est soumis à une opération architecturale qualifiée d'exemplaire. Le projet dont il est question a engendré la mise en place à la fois d'espaces commerciaux (165 emplacements) aux rez-de-chaussée et d'habitation aux deux étages supérieurs, tous destinés à la location. Le projet, malgré les dimensions réduites du parcellaire dans cette partie de la ville, a permis une intégration réussie du complexe dans le tissu urbain existant. L'article est accompagné de tableaux, planches, plans et photographies des immeubles Chawikar.

Laurence AMMOUR

Hélène DESMET-GRÉGOIRE, *Le divan magique. L'Orient turc en France au XVIIIe siècle*, Paris, L'Harmattan, 1994, 260 p.

Alors que l'ouvrage de H. Desmet-Grégoire paraît en Turquie (*Büyülü Divan. 18 y. Fransa'sında Türkler ve Türk Dünyası*, Istanbul, 1993), les éditions L'Harmattan proposent une réédition de la version française. Entre les deux éditions s'est écoulée une décennie marquée, à son début, par le débat sur l'orientalisme qu'Edward Saïd[1] a réactivé en voulant débusquer les éventuels compromis de l'anthropologie et de l'histoire avec l'impérialisme occidental. Bien que cette démarche d'idéologue ait suscité un certain nombre de controverses parmi les historiens arabes, elle reste néanmoins très éloignée de

[1] E. SAÏD, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 1980, 355 p.

la compréhension de l'environnement et des modes de perception des hommes du XVIIIe siècle, thèmes auxquels D.-G. s'est attachée pour ce travail. Face à un Orient présenté comme une fiction—pur produit d'un sujet européen dominateur—l'auteur a cherché à identifier, à déchiffrer et à analyser les points de contacts entre le monde ottoman et la France.

Le livre se divise en deux grandes parties. La première traite de la réalité des « contacts directs » que les Français pouvaient avoir avec les Turcs sur leur territoire ; la deuxième, des « contacts indirects » entre les deux civilisations, c'est-à-dire des moyens d'information de l'époque, à travers lesquels le thème de la Turquie était abordé et offert au public.

Sous l'expression de « contacts directs » sont rangés tous les témoins humains ou matériels du monde turco-ottoman que la population française pouvait avoir à sa portée sur le territoire français. Dans un premier temps, D.-G. s'intéresse aux groupes turcs essaimés en France à cette époque tels que les ambassadeurs, les soldats, les négociants, les commerçants, les artisans, les captifs. Dans un second temps elle étudie la situation des produits originaires de ces régions lointaines (drogue, maroquin, épices, café) qui se sont répandus dans la société française. Enfin, en s'intéressant à l'histoire, à l'acquisition et à la place dans les collections des objets « ethnographiques » qui ont été ramenés de Turquie au XVIIIe siècle, elle cherche à reconstituer l'intérêt porté au monde turco-ottoman par la société française. Il s'agit d'un sujet cher à l'auteur comme en témoignent ses recherches et travaux ultérieurs[2].

Quant aux « contacts indirects », D.-G. a dépouillé sur une dizaine d'année l'un des plus grands périodiques de l'époque, *La Gazette*, et, d'autre part, pour l'étude d'un ensemble regroupé sous le terme de « littérature populaire » elle a épluché toutes sortes d'imprimés destinés au public des classes populaires. L'étude de ces deux genres lui permet d'évaluer l'héritage des productions passées et de saisir de façon plus précise la place réelle des informations traitant de la Turquie.

Le principal mérite du livre de D.-G. est d'avoir su rassembler, et analyser tout au long du XVIIIe siècle, l'ensemble des connaissances qui constituent, selon son expression, la « matière orientale ». Il a aussi le mérite de prendre en considération tous les travaux des historiens de l'économie tant en ce qui concerne les problèmes particuliers aux relations entre la France et le monde turco-ottoman, qu'en ce qui concerne les réalités socio-économiques de la population française. Pour étudier cette évolution, elle a recouru à une très large variété de sources. Sources iconographiques, sources écrites (indulgences, inventaires après décès), sources d'archives (notamment la Bibliothèque du Muséum National d'Histoire Naturelle, la Bibliothèque et le département d'Asie du Musée de l'Homme, la Bibliothèque du Musée de l'Armée), les objets (Musée Départemental d'Histoire et de Folklore de Champlitte en Haute-Saône) et un grand nombre de documents imprimés parmi lesquels *La Gazette*, les ouvrages de la Bibliothèque Bleue (contes, romans, légendes), des récits de voyage et les almanachs.

[2] H. DESMET-GRÉGOIRE, « Origine et évolution des objets du café à Marseille au XVIIIe siècle », *Provence Historique*, 151, 1988, pp. 67-87 ; *Les objets du café*, Paris, Presses du CNRS, 1989 ; « Les objets, sources de connaissance des sociétés ottomanes », *Les villes dans l'Empire ottoman : activités et sociétés*, sous la direction de D. PANZAC, Institut de Recherches et d'Études sur le Monde Arabe et Musulman, Sociétés arabes et musulmanes 5, éd. du CNRS, 1991, I, pp. 164-189.

Quelques regrets pour terminer : on peut reprocher à l'auteur de s'être enfermé dans une problématique purement ottomane et de ne pas s'être livré parfois à d'utiles comparaisons, en particulier avec les pays d'Extrême-Orient ; un index en fin de volume aurait été le bienvenu. Notons qu'Isaac Bey, jeune pensionnaire turc à la cour du roi (cité aux pages 26-27), est un personnage qui est resté célèbre dans l'histoire des relations franco-ottomanes pour avoir été l'agent secret de Sélim III envoyé auprès de Louis XVI en 1784. Enfin, il est regrettable qu'aucune modification — pour des impératifs d'édition — n'ait été apportée à la première édtion, si ce n'est une annexe à la bibliographie dans laquelle l'auteur a rajouté une liste d'ouvrages parus depuis 1980, en omettant une nouvelle fois le travail fondamental de l'historien turc Orhan Koloğlu, *Le Turc dans la presse française (des débuts jusqu'à 1815)*, Beyrouth, 1971. L'auteur y aurait pourtant glané des informations très utiles pour son chapitre IV. Ces quelques remarques, bien entendu, n'enlèvent rien à la valeur d'un livre qui représente une contribution importante à notre connaissance du monde turco-ottoman en France à travers des modes de représentation divers et originaux, favorisant le *mirage oriental*.

Frédéric HITZEL

Virginia H. AKSAN, *An Ottoman Statesman in War & Peace, Ahmed Resmi Efendi, 1700-1783*, Leyde-New-York-Cologne, E.J. Brill, 1995, 253 p.

Poursuivant les travaux entrepris depuis plusieurs années par les historiens de l'Université de Princeton, notamment ceux de Norman Itzkowitz sur la formation de l'élite bureaucratique ottomane au XVIIIe siècle[1] et ceux de Bernard Lewis sur la vision de l'Occident par les Orientaux[2], Viriginia H. Aksan publie la biographie d'un grand bureaucrate ottoman du XVIIIe siècle, Ahmed Resmi Efendi (1700-1783). Les multiples fonctions exercées par ce personnage — qui fut tour à tour ambassadeur, secrétaire (*mektupçu*) puis adjoint du grand-vizir (*sadaret kethüdası*), ministre plénipotentiaire (*murahhas-i evvel*) lors du conflit russo-ottoman de 1768-1774 —, méritaient une telle étude. L'auteur a adopté un plan chronologique divisé en quatre parties.

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux origines d'Ahmed Resmi Efendi, à sa formation, son entrée et son ascension dans le corps des scribes, les *kâtib*. Comme le souligne cette étude, ces scribes tendent au XVIIIe siècle à se distinguer des milieux religieux et militaires par une certaine indépendance de l'autorité politique vis-à-vis des groupes de pression, et se recrutent le plus souvent en fonction de leurs relations de famille ou de clientélisme avec des fonctionnaires en place (*intisab*). Ahmed Resmi Efendi bénéficie d'une telle protection et profite de la montée de deux hommes d'État très influents : Tavukçubaşı Mustafa Efendi (m. en 1749), nommé à deux reprises *Re'îs ül-küttâb* (1737-1741 ; 1744-1747) et Koca Ragıb Paşa (m. en 1763), qui occupe successivement

[1] Voir notamment, *Mehmed Raghib Pasha : the Making of an Ottoman Grand Vezier*, Ph. D. Princeton University, 1959 ; « Eighteenth Century Ottoman Realities », *Studia Islamica*, 16, 1962, pp. 73-94.

[2] *Comment l'Islam a découvert l'Europe*, Paris, La Découverte, 1984.

le poste de *Re'îs ül-küttâb* puis de grand-vizir (1757-1763). À l'origine «chef des secrétaires», le *Re'îs ül-küttâb* tend au XVIII[e] siècle à devenir une sorte de ministre des Affaires étrangères.

La deuxième partie de l'ouvrage traite des activités diplomatiques d'Ahmed Resmi Efendi et de son séjour dans deux capitales occidentales : Vienne (1757-58) et Berlin (1763-64). Si le compte rendu, *sefâretnâme*, de son séjour en Autriche se contente de décrire la remise de ses lettres officielles à l'impératrice Marie-Thérèse, d'énumérer l'étendue des possessions autrichiennes et de donner un bref aperçu historique, en revanche le *sefâretnâme* consacré à la Prusse, dont il existe au moins vingt copies manuscrites, offre un grand intérêt. Resmi Efendi y analyse de façon très pertinente l'évolution de la situation européenne au lendemain de la guerre de Sept ans, souligne l'essor de la puissance prussienne, étudie le commerce des pays visités. Il est clair que l'ambassadeur ottoman fut vivement impressionné par l'effort déployé par Frédéric le Grand pour protéger le commerce, créer des industries, assurer la sécurité intérieure et développer l'instruction militaire dans son pays. Comme d'autres voyageurs et écrivains ottomans de cette époque, on note chez Resmi Efendi un net changement d'attitude à l'égard des Européens qui ne font plus figure d'obscurs infidèles. Ils sont au contraire présentés comme des rivaux puissants et dangereux dont il faut étudier les usages afin de se garder d'eux et peut-être même, pour y parvenir, de les imiter. On peut reprocher à V. Aksan de ne pas avoir suffisamment insisté dans ce chapitre sur la fascination qu'exerçait à cette époque, dans l'Empire ottoman comme dans le reste de l'Europe, le modèle prussien. Si l'on en croit le voyageur italien Gianbattista Toderini, le sultan Mustafa III lui-même commanda la traduction du *Prince* de Machiavel et de l'*Anti-Machiavel*, exercice littéraire rédigé en 1740 par Frédéric Le Grand en personne (*De la littérature des Turcs*, Paris, 1789, I, pp. 65-66).

La troisième partie décrit en détail le conflit qui opposa de 1768 à 1774 les Ottomans aux Russes et qui marque le début de ce que l'on appelle la « Question d'Orient », c'est-à-dire le démembrement progressif de l'Empire ottoman et la rivalité des grandes puissances en vue d'établir leur contrôle ou leur influence sur l'Europe balkanique et les pays riverains de la Méditerranée orientale. Nommé ministre plénipotentiaire (*murahhas-i evvel*), Ahmed Resmi Efendi fut le principal artisan des négociations qui aboutirent à la fin des hostilités et à la signature du plus désastreux traité de paix jamais signé par les Ottomans, le 21 juillet 1774, le traité de Küçük Kaynarca. On peut regretter que ce chapitre d'histoire événementielle ne s'accompagne pas de cartes plus précises que celles présentées à la fin de l'ouvrage, ce qui aurait incontestablement facilité la compréhension des situations.

Enfin la quatrième et dernière partie de l'ouvrage porte sur la contribution d'Ahmed Resmi Efendi au discours politique ottoman dans une période de transition. Retiré de la vie publique, il consacre les dernières années de sa vie à élaborer un vaste programme de réformes qui anticipe de quelques années l'œuvre du sultan Sélim III. On notera que le livre s'achève sans véritable conclusion : un résumé de la vie de Resmi Efendi semble suffire. On espérait pourtant que l'auteur aurait insisté davantage sur la personnalité exceptionnelle de son personnage et sur ce qui fait son originalité.

Le principal mérite de l'étude de Viginia H. Aksan est d'avoir su réunir un ensemble important de documents et de travaux sur un grand serviteur de l'Empire ottoman qui fut aussi l'un des rares intellectuels ayant voyagé à cette époque en Europe et qui a estimé que des changements pouvaient être introduits dans la pensée musulmane. On ne peut

qu'admirer la façon dont elle a su utiliser et exploiter les archives turques. Cependant, on peut regretter qu'elle ne nous ait pas donné, à défaut de fac-similé, des extraits plus importants des travaux d'Ahmed Resmi Efendi, ne serait-ce qu'en annexe.

Frédéric HITZEL

Faruk BILICI, *La politique française en mer Noire 1747-1789*, Istanbul, Isis, 1992, 201 p.

L'auteur nous propose une étude consacrée à l'un des aspects de l'histoire de « la vierge chaste et pure » d'Alexandre Mavrocordatos, à la mer Noire, à celle qu'on appelait alors « la mer nourrice de Constantinople ». Un sujet bien défini, lié à la politique française du Levant, indissociable des vues de la Cour de Versailles et de ses intérêts économiques. Un sujet bien limité aussi chronologiquement, des premières tentatives françaises à la veille de la Révolution.

À la lumière des documents des Archives du Ministère des Affaires Étrangères, des Archives Nationales, des Archives départementales des Bouches du Rhône et de la Chambre de Commerce de Marseille, enrichissant son travail de quelques documents ottomans et s'appuyant sur une bibliographie choisie, l'auteur insiste sur l'importance de cette mer avec ses débouchés, étudie la pénétration française dans cette partie du monde, limitée il est vrai à l'aventure de quelques particuliers, dont celle d'Anthoine, le futur Baron de Saint-Joseph, à Cherson et à Odessa. On voit là une volonté française de commercer avec la Russie, mais sans grande conviction et sans risques, avec un intérêt relativement limité des négociants marseillais. L'auteur rend compte de la résistance des Ottomans à ouvrir cette mer au trafic international, de la guerre russo-turque de 1768-1774, du traité du Petit Kaïnardja avec ses conséquences, d'un passage de la mer Noire du statut de lac ottoman à celui d'une mer turco-russe.

« Vicissitudes d'une implantation », un sous-titre qui rend très bien compte de la situation complexe et des difficultés. L'ouvrage est enrichi d'annexes (liste des Khans de Crimée au XVIIIe siècle et des Consuls de France à Bahçeseray entre 1748 et 1769 etc.) et d'un glossaire utile à un lecteur qui souhaite une initiation et une prise de contact avec le vocabulaire ottoman. En somme un travail qui se situe dans la lignée de l'*Essai Historique sur le Commerce et la Navigation de la Mer Noire* du même Anthoine, publié à Paris en 1805, un travail qu'il faudra un jour compléter à la lumière des archives de Venise, de Londres, de Stockholm, mais aussi des archives russes pour situer la vraie place de la caravane française dans cette mer à la fin du XVIIIe siècle, et se rendre compte de la concurrence qui lui est faite par les bâtiments qui battent pavillon vénitien, anglais ou suédois.

Onnik JAMGOCYAN

Paul DUMONT & François GEORGEON éds, *Villes ottomanes à la fin de l'Empire*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1992, 209 p.

This is a multi-authored volume, with ten different contributions, around the theme of urbanization and modernization of the Ottoman cities, in the course of the nineteenth

century, taken in its broader meaning to include not only problems of spatial organization but also other issues such as inter-communal relations and public health. As such it is a very effective volume with the different chapters well connected to each other. The most important contribution of this volume is its depiction of the Ottoman urban centers as dynamic centers often pulsating with change and innovation and with their administrative and economic élites orchestrating such changes. Whilst the paradigm of the Ottoman Empire as an Empire in decline has by now been thoroughly revised, we rarely get such concrete and lively reconstructions of Ottoman internal dynamism as are to be found in this volume. The images of corrupt, incompetent or inefficient provincial governors that we routinely, and abundantly, get from western sources are here counteracted by images of governors as energetic and successful carriers of change and urban improvement, able to effectively impact their environment. At the same time, we get fascinating glimpses of everyday life in the Empire's urban centers that are worthy of note.

This volume is also an important contribution to the on-going debate of the impact of the West on the Ottoman Empire, in terms of the application of western ideas of urban modernization and spatial organization — an integral part of the Tanzimat reforms — on the Ottoman space. In this respect, the volume is particularly well-served by the first chapter, written by Stéphane Yerasimos, who sets out to show the problems faced by Ottoman administrators when applying western legal ideas on an Islamic city, governed essentially by what he calls an urban Muslim legal code. It was apparently on the basis of a such legal code that an Islamic city could be distinguished from a western city and it is this difference that accounts for the shortcomings in the application of western ideas on the Ottoman urban space. Moreover the success of the Ottoman state in applying western ideas of urban organization reflected the degree to which it could substitute the islamic legal code for a western one and in the process increase its own power over the urban space and its inhabitants.

The next contribution, by İlhan Tekeli, concerns itself with the factors that account for change in the Ottoman city in the latter part of the nineteenth century. That is, how the capital, Istanbul, was forced to change as a result of the economic development of the area which led to a new and enlarged business district, whilst rapid urban demographic growth and the need for different residential areas to reflect changes in the social stratification of the city resulted in an infrastructural network being created to serve the needs of this new urban development. Indeed, the above description can, to a large extent, be applied to other major Ottoman cities at the turn of the century.

Although the third contribution deals with a region, North of Greece, rather than a city, the common theme of the volume is well carried through by the author, Alexandra Yerolympos, who links the growth of the area's urban centers and the rise of its port-cities, led by Salonica, to the region's economic development in the course of the nineteenth century following the Tanzimat. The emergence of an urban, mostly non-Muslim, élite practicing trade and the liberal professions, with a need for suitable business and residential accomodation as well as for buildings for civic functions, led to considerable urban development in the towns in the North of Greece. The state, which had come to realize the economic advantages to be derived from such urban development sanctioned it and at times participated in it, in the process increasing the civic amenities of many a city in the Empire.

Béatrice Saint-Laurent, in her contribution on Bursa, paints the portrait of an energetic and cosmopolitan administrator who, following a particularly destructive earthquake in

1855 and subsequent fires, which devastated large areas of Bursa, sought to rebuild it into a modern Ottoman city, making it at the same time a case study for the application of the Tanzimat reforms concerning urban planning. Whilst roads were modified or new ones built according to the grid system, Vefik pacha set about endowing the city with an array of buildings — a hospital, a theater, a town hall and a post office — that clearly impacted its inhabitants. Areas which had benefited both from urban planning and economic prosperity became residential areas for a mercantile élite of mixed ethnic and religious origins. An interesting point that emerges is the way in which western ideas were applied so as also to fit the Ottoman reality — for instance, the western-style hospital was placed in the middle of the city, on the site of an old palace, so as to follow the Ottoman tradition of placing new monuments on an already important site. It is only at the latter part of the century that Ankara, as François Georgeon effectively portrays, registers a take-off in its primary export of mohair wool to the international market. It is also a period that coincides with the efforts at modernization and urban improvement of its governor — who seems to be of the same breed as Ahmed Vefik pacha — with excellent results for the amenities of the town and its system of communications with other economic centers in Anatolia.

What urban development and economic prosperity promoted in all these centers in the Empire, namely the co-existence of multi-ethnic and multi-confessional groups, side by side, nationalism tore asunder as the case of Bitola, here graphically portrayed by Bernard Lory and Alexandre Popovic, or the case of Van penned by Anahide Ter Minassian, well illustrate. A fate from which even Alexandria could not ultimately escape either, as described in an eloquent piece by Robert Ilbert. Indeed another contribution of this volume to Ottoman historiography is on the impact of nationalism on Ottoman towns at the turn of the century.

Public health and the spread of epidemics which kept stagnant demographically major 18th-century Ottoman cities, such as İzmir, remained important issues, especially with the spread of cholera in the 19th century, which could easily turn from an issue of public health to one of inter-communal conflict as Paul Dumont well illustrates in the case of Bagdad. However, a medically more aware state did also try to deal with public health, as Anne Marie Moulin argues, with the introduction at the turn of the century of western medical knowledge concerning the spread of bacteria.

In all, this is a volume well put together, that sheds light effectively on a number of issues of Ottoman urban history.

Elena FRANGAKIS-SYRETT

Irène MÉLIKOFF, *Sur les traces du soufisme turc. Recherches sur l'islam populaire en Anatolie*, Istanbul, Isis, 1992, 183 p.

Spécialiste de la littérature épique turque, Irène Mélikoff s'était lancée dans l'étude du soufisme turc, ou plus exactement de l'alévisme-bektachisme, il y a environ vingt-cinq ans. Grâce à des séjours répétés sur le terrain, parmi les populations professant cet islam hétérodoxe, elle a livré à la communauté scientifique, au fil des années, différentes études que rassemble de façon très commode l'ouvrage recensé. Celui-ci contient quatorze articles, parus depuis 1969 (ou à paraître) — accompagnés d'une « bibliographie sommaire » — dans

lesquels l'auteur s'est attaché avant tout à comprendre l'origine de certaines des composantes de cette religion syncrétique, hétérodoxe et anti-conformiste.

I.M. met ainsi en évidence des éléments de l'alévisme-bektachisme provenant d'un substrat turc pré-islamique, comme les trois interdits (de la main, de la langue et du sexe) rappelant les trois sceaux du manichéisme adopté par les Turcs uygurs ; la fête de Hızır, qui a lieu à l'époque des calendes de février et correspondrait par conséquent à l'ancien Nouvel An turc ; l'idée de l'âme-oiseau que l'on retrouve dans les danses rituelles des alévis-bektachis ; la vénération du Dieu-ciel, qui sera plus tard identifié à Ali ; la croyance en la réincarnation ; la croyance en la démone anthropophage, Al, qui s'attaque aux nouveaux-nés, etc. Deux articles sont également consacrés à la place d'Ahmed Yesevi et aux influences de ce personnage, l'un des premiers soufis turcs d'Asie centrale, qui œuvra à une époque où les tribus turques étaient en train d'être islamisées. D'après I.M., on peut considérer le bektachisme comme tirant son origine de la religion du peuple turc nomade, et notamment du substrat chamanique ; il s'agit avant tout d'un phénomène turc, dont les adhérents ont d'ailleurs préféré utiliser la langue turque plutôt que la langue arabe ou persane. Je reviendrai sur ce point à propos de l'expansion du bektachisme parmi les Albanais.

I.M. étudie aussi les conséquences de l'absorption de deux groupes par l'alévisme-bektachisme anatolien : celui des Akhis, ou des corporations de métier, qui se fondit dans le bektachisme et lui transmit certaines pratiques, comme la vénération de Selman-i Farsî, patron des corporations de métier, la coutume de ceindre la taille d'une ceinture, de boire la coupe, le fait de prendre un *musahib* (ou « frère de l'au-delà ») ; et celui des Hurufis, disciples de Fazlullah d'Astarabad, qui apportèrent au bektachisme les croyances au panthéisme et à l'anthropomorphisme (on peut lire le nom de Dieu dans le visage humain).

L'auteur insiste également à plusieurs reprises sur l'influence extrêmement importante du courant des Kızılbaş (adeptes des Safavides), qui au début du XVI[e] siècle recouvrit le bektachisme d'un vernis chiite et soufi, et donna son nom aux musulmans anatoliens et rouméliotes non-conformistes (le terme *alevi* n'est apparu que récemment, le terme *kızılbaş* étant devenu très péjoratif). La croyance en Ali, incarnation de la divinité, aux douze imams, tous incarnations d'Ali, la commémoration de la tragédie de Kerbela durant les premiers jours du mois de muharrem, furent alors intégrées à la « mosaïque » de la doctrine bektachie.

Un point important soulevé par I.M. — qui ne concerne pas uniquement l'aspect religieux mais aussi l'aspect social du phénomène alévi-bektachi — est son caractère non conformiste, c'est-à-dire le fait qu'il est associé à des zones d'hérésie, de rébellion et d'insoumission au pouvoir temporel. Elle relève, en particulier, l'existence de deux régions anatoliennes, en Cilicie et surtout dans le triangle Sivas-Erzincan-Divriği, où l'hétérodoxie kızılbaş se serait répandue là où s'était manifestée auparavant l'hérésie paulicienne, probablement du fait du caractère particulier des conditions de vie dans ces zones. Par ailleurs, I.M. souligne les points communs entre la doctrine des Alévis-Kızılbaş-s et celle des Ahl-è Haqq et des Yezidis, populations situées plus à l'est (cf. pp. 47 sqq.).

Un texte particulièrement intéressant est celui qui concerne la communauté kızılbaş du Deliorman (en Bulgarie). En effet, en marge de ses recherches sur l'islam hétérodoxe d'Anatolie, I.M. a effectué, en 1983 et 1985, des enquêtes de terrain dans les anciennes provinces rouméliotes. Ce travail fut fructueux sur un plan comparatif puisque I.M. put relever certaines différences notables entre ce groupe et les Alévis-Bektachis anatoliens :

une partie de ces Kızılbaş accorde en effet une place peu importante à Haci Bektaş, vénérant davantage des saints comme Demir Baba, Kızıl Deli ou Sarı Saltuk, qui œuvrèrent en Roumélie ; ils s'associent de façon assez étroite au souvenir des Babaïs, qui se révoltèrent en Anatolie au XIII[e] siècle ; ils sont également attachés au personnage du cheikh Bedreddin, le Deli Orman ayant été l'un des foyers de la révolte dont il fut à l'origine ; le déroulement de la cérémonie de Ayin-i cem est un peu différent de ce qu'il est en Anatolie ; certaines fêtes comme celles de Hızır İlyas, le 6 mai (donc à la Saint Georges), et de Saint Dimitri, le 8 novembre, n'existent pas en Anatolie. Signalons que les Kızılbaş du Deli Orman, comme les alévis de Thrace, dépendraient de l'*ocak* de Şucaeddin Veli, près de Seyyid Gazi.

I.M. touche également à l'histoire du bektachisme, à propos de ses rapports étroits avec les premiers sultans ottomans ainsi que de l'évolution de l'ordre après son interdiction officielle en 1826, et notamment de son rapprochement avec la franc-maçonnerie. À propos du passage officiel des *tekke* betachis, après cette date, à la Nakshibendiyye, I.M. fait part d'un témoignage indiquant que les nakshibendis auraient alors subi l'influence de bektachis. En réalité—serait-ce en ce qui concerne les territoires albanais—, l'appartenance à la Nakshibendiyye n'aurait été que factice, et les membres des *tekke* auraient continué à être des bektachis. Dans une histoire du bektachisme albanais, on peut lire que « les derviches partaient d'Albanie comme bektachis et, lorsqu'ils arrivaient à Salonique, portaient le titre de nakshibendis » (Baba Ali Tyrabi, *Historija e Bektashinjvet*, Tiranë, 1929).

Il faut également faire trois autres petites mises au point. La première concerne l'assertion : « en Albanie, le bektachisme était assez répandu pour donner l'impulsion, au XIX[e] siècle, à la création d'un État albanais bektachi, ce qui a suscité la colère du sultan Abdülhamid II » (cf. p. 15). Il est vrai que le bektachisme était très fort dans les territoires albanais (en particulier dans le sud) à partir de la seconde moitié du XIX[e] siècle et que les bektachis albanais se firent les champions de l'éveil national qui se manifestait à cette époque, mais, à ma connaissance, il n'a jamais été question de créer un « État albanais bektachi ». La seconde a trait à la direction distincte des alévis et de l'ordre des bektachis : il faut lire que le *Çelebi* (autorité spirituelle de la plupart des alévis) se réclame de la descendance charnelle de Haci Bektaş, alors que le *dede* (ou *dede-baba*, chef de l'ordre des Bektachis) considère que Haci Bektaş n'a pas eu d'enfants et par conséquent ne peut avoir qu'une descendance spirituelle (cf. J.K. Birge, *The Bektashi Order of Dervishes*, Londres, 1965, p. 58 ; et Cemal Şener, *Yaşanan Alevilik*, Istanbul, 1993, p. 15), alors que c'est l'inverse qui figure dans le volume recensé (p. 33 et 83). Enfin, à propos du sanctuaire de Kızıl Deli, près de Dimetoka (aujourd'hui en Grèce, non loin de la frontière bulgare), non seulement il en reste quelque chose (qui a peut-être peu à voir avec l'ancien *tekke* bektachi), mais encore il s'agit d'un centre où les alévis des villages environnants viennent se recueillir sur la tombe de Kızıl Deli, restaurée en 1995, et se réunissent pour leurs rituels et cérémonies (cf. E. Zengini, *O Bektasismos sti D. Thraki*, Salonique, 1988, pp. 179 sqq.).

Globalement, les travaux de I.M. ont le grand mérite de mettre en relief le caractère à la fois syncrétique et anti-conformiste du bektachisme. Cette doctrine, elle le souligne aussi, a évolué au cours du temps et des régions où elle se répandait. Étudiant l'histoire du bektachisme dans les territoires albanais, par conséquent parmi une population non turque, il m'était particulièrement intéressant de noter qu'il était possible d'effectuer des « translations » entre certaines des observations de I.M. au sujet du phénomène tel qu'il

s'est développé en Anatolie et tel qu'il s'est adapté au contexte albanais. Par exemple, les bektachis albanais ont insisté sur l'usage de l'albanais, rejetant le turc, de même que les bektachis turcs avaient rejeté l'arabe et le persan. Et surtout, ce qui semble avoir favorisé l'expansion massive du bektachisme parmi les Albanais au XIXe siècle, c'est aussi ce « refus de l'ordre établi », ce « sentiment de révolte », cette opposition aux autorités ottomanes (et non pas la propagande ottomane comme aux premiers temps de la conquête) à la suite de la mise au pas effectuée dans les années 1830, puis des essais d'appliquer les réformes des *tanzimat*. Après 1878, le « bektachisme albanais » s'éloignera d'ailleurs de plus en plus du « bektachisme turc », puisque, grâce à son caractère syncrétique, il intégrera une composante nationaliste albanaise dans sa doctrine.

Nathalie CLAYER

Marie-Christine VAROL, *Balat. Faubourg juif d'Istanbul*, Istanbul, Isis, 1989, 33 p. + 58 illustrations.

Dès les premières lignes, M.-C. Varol délimite le sujet de son étude. Elle précise en effet que son ouvrage se veut « un guide illustré du faubourg de Balat […] à la fin du siècle précédent et dans la première moitié du XXe siècle, ainsi qu'une évocation de la vie quotidienne de ce faubourg telle que l'a reconstruite la mémoire de ses anciens habitants les plus âgés ». Comme dates butoirs, l'auteur propose en amont la fin du XIXe siècle, en aval 1948. De fait l'année 1948, marquée par une forte émigration vers l'État d'Israël qui venait d'être créé, constitue une importante césure dans la vie du faubourg ; à partir de cette date, Balat perd définitivement son caractère d'agglomération juive.

Témoignages oraux et photographies constituent les principales sources utilisées. Les premiers ont servi à l'auteur comme base pour une étude linguistique. M.-C. Varol s'est en effet intéressée à l'usage et à l'évolution du judéo-espagnol « dont la pratique », comme elle le souligne elle-même, « était liée aux formes de vie communautaire des anciens quartiers ». Dans ce cadre, les sources orales sur lesquelles s'est basée son étude acquièrent une valeur particulière.

L'ouvrage comporte deux parties.

La première est consacrée à l'étude des quartiers qui forment le faubourg de Balat. L'auteur met l'accent sur les aspects topographiques, cherche des repères dans l'espace, mais omet de cartographier le découpage qu'elle propose. Dans cette partie, elle dresse aussi l'inventaire de ce qu'elle nomme les « lieux déterminants » : synagogues, bains, cafés, associations, etc.

Vient ensuite un bref tableau de la vie quotidienne à Balat. Sont évoqués notamment les relations intercommunautaires (et en particulier les rapports avec les Grecs souvent empoisonnés par des accusations de meurtre rituel lancées contre les juifs), les fêtes religieuses et les coutumes qui les accompagnent, les activités scolaires et éducatives, les métiers les plus usuels.

Dans l'ensemble, M.-C. Varol parvient à tenir ses promesses et nous propose un guide tout à fait passionnant de ce faubourg juif d'Istanbul.

L'auteur n'a pas la prétention de faire œuvre d'historienne. Il est frappant, en particulier, de constater qu'elle ne s'intéresse guère au facteur « temps ». De quelle époque datent les coutumes qu'elle décrit ? De même, aucune des 58 photographies rassemblées

en fin de volume et dues à deux photographes de talent, Paul Veysseyre et V. Yenibahar, n'est datée. Cette absence de datation est d'autant plus regrettable que nous avons affaire, s'agissant d'Istanbul, à un tissu urbain très mouvant. Dans un autre ordre d'idées, on aurait aimé en savoir davantage sur les informateurs dont les témoignages ont servi de base à l'étude.

Cependant, tout en regrettant l'absence d'un apparat scientifique plus rigoureux, il faut savoir gré à M.-C. Varol d'avoir réussi à ressusciter le temps perdu en prenant appui sur des témoignages oraux. Ceux-ci n'ont certainement pas la précision des sources d'archives ; mais ils sont porteurs de l'irremplaçable parfum du vécu.

Meropi ANASTASSIADOU

Efstratios ZENGINIS, *Οι μουσουλμανοι αθιγγανοι της Θρακης* (Les Tsiganes musulmans de Thrace), Thessalonique, Institute for Balkan Studies, 1994, 84 p. + 24 illustrations.

Pour ceux qui connaissent l'étude que Efstratios Zenginis a consacrée au bektachisme en Thrace occidentale (Efstratios Zenginis, *Le bektachisme en Thrace occidentale : une contribution à l'histoire de la propagation de l'islamisme dans le territoire grec*, Thessalonique, Institute for Balkan Studies, 1988, 313 p., en grec), il ne fait aucune doute que cet ouvrage sur les Tsiganes musulmans s'inscrit dans la continuité de celui-ci. Même plan, mêmes méthodes d'investigation (faisant une large place à l'enquête sur le terrain), même souci affiché d'objectivité.

Dans l'introduction (pp. 13-22), la principale préoccupation de Zenginis est de définir le terme pilote de son travail, celui de *tsigane*. Il y passe notamment en revue les divers vocables utilisés pour désigner les Tsiganes dans différentes langues, insistant surtout sur celui de *rom* (c'est ainsi que les Tsiganes se désignent eux-mêmes dans leur langue) qu'il fait remonter à l'époque byzantine. Il nous renseigne aussi brièvement sur la situation actuelle des Tsiganes de Grèce. Nous apprenons que ceux-ci sont au nombre d'environ 120 000 (dont 82 % sont chrétiens et 15 à 18 % musulmans) et que la majeure partie de cette population est installée dans la Grèce du Nord (surtout à Tessalonique, Larissa, Yanitsa, Naoussa, Florina et Serres, les communautés de Thrace étant d'une importance nettement moindre).

Zenginis précise que, considérés comme « sans nationalité » (ανιθαγενεις), les Tsiganes n'étaient pas, jusqu'en 1955, admis dans l'armée. Après cette date et jusqu'en 1978, ils se sont vu attribuer progressivement la nationalité grecque, accédant ainsi aux mêmes droits et obligations que les autres Grecs.

Pour écrire le premier chapitre consacré à l'installation de Tsiganes en Thrace pendant la période byzantine (pp. 23-29), l'auteur a surtout puisé dans les hagiographies ainsi que dans des travaux ayant déjà défriché le terrain. Prenant appui sur ces sources, il note qu'en Thrace et dans la région de Constantinople on trouvait, à l'époque byzantine, des individus présentant les caractéristiques des Tsiganes d'aujourd'hui et auxquels les Byzantins donnaient les noms de *Atsigganoi*, *Tsigganoi*, Égyptiens, *Katsiveli*, etc. Des toponymes utilisés par les Pomaks de Thrace aujourd'hui confirment cette information : ceux-ci désignent par exemple la région située entre Oréo et Dimario, dans le département

de Xanthi, du nom d'Iguptinat (en grec Gyftokastro, toponyme dans lequel on retrouve le terme Gyftoi/Gitans).

Pour cerner la présence tsigane en Thrace pendant la période ottomane (pp. 31-45), Zenginis a utilisé principalement des documents des Archives de la Présidence du Conseil à Istanbul (Başvekalet Arşivi) ainsi que quelques ouvrages ottomans (Koçi bey, Evliya Çelebi…). Dans ce deuxième chapitre, après avoir brièvement présenté l'institution de *Çingene beyi*, officier chargé de collecter les taxes (*cizye* et *ispence*) auprès des populations tsiganes de Roumélie, il soutient que ce fut la politique de répression suivie par les sultans ottomans qui a principalement incité les Tsiganes des Balkans à se convertir à l'islam.

Pour évaluer le nombre des Tsiganes installés en Thrace, il s'est appuyé sur des statistiques provenant des archives ottomanes. D'après un registre de 1530, il y avait en Roumélie, à cette époque, 383 communautés tsiganes, soit 14 497 *hane* (foyers) dont 10 294 étaient chrétiens et 4 203 seulement musulmans. Le recensement de 1831 fournit, pour la Roumélie, le nombre de 29 530 Tsiganes de sexe masculin, soit 2,16 % de la population masculine totale dans cette région. En 1897, on n'en comptait plus que 19 550, s'il faut en croire les documents officiels auxquels se réfère Zenginis. Ce dernier a cependant oublié de noter que seuls les Tsiganes non-musulmans—relativement peu nombreux—ont été pris en compte dans le recensement de 1897 (Cf. à ce propos Kemal H. Karpat, *Ottoman Population, 1830-1914. Demographic and Social Characteristics*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1985, pp. 160-161).

Le troisième chapitre est consacré aux rapports entre la « minorité musulmane » de Thrace occidentale et les Tsiganes musulmans installés dans cette même région (pp. 47-51). Ici, Zenginis nous procure des éléments statistiques sur les musulmans de Thrace. Aujourd'hui, le nombre de ceux-ci s'élève à environ 115 000 personnes, dont 55 000 sont d'origine turque, 36 000 sont des Pomaks et 24 000 des Tsiganes. L'auteur remarque aussi que ces derniers ont, pour une grande part, les coutumes et les caractéristiques de Kızılbach-Bektachi. Il attire enfin l'attention sur les efforts déployés par les autorités turques afin de turquifier les Tsiganes de confession musulmane.

Dans un quatrième chapitre intitulé *Répartition géographique, croyances religieuses et coutumes des musulmans tsiganes de Thrace* (pp. 53-69), Zenginis dresse un état des lieux pour chacun des trois départements de Thrace. S'agissant du département de Xanthi, où il évalue la population tsigane à environ 9 000 personnes, il s'est intéressé plus particulièrement à Drosero, faubourg de Xanthi (3 000 personnes), pour souligner leurs très mauvaises conditions de vie, le manque d'hygiène, l'absence d'écoles, etc. Dans l'enquête qu'il a menée sur le terrain, l'auteur a fait également une place aux activités professionnelles des habitants du faubourg. Ceux-ci travaillent, pour la plupart, comme ouvriers saisonniers, chanteurs et musiciens, marins, etc. Il note enfin que les Tsiganes musulmans de Drosero et de Xanthi sont presque tous des Kızılbach-Bektachi.

Zenginis ne s'est pas contenté d'étudier le seul cas de Drosero. On trouve aussi dans son livre une présentation détaillée de la situation à Hephaistos, petite agglomération de 2 311 habitants à la périphérie de Komotini. Le cas de Hephaistos est d'autant plus remarquable qu'on a affaire à la communauté tsigane la plus turquifiée de Thrace occidentale : les Tsiganes parlent tous le turc, même dans le cadre de la vie familiale. Ils entretiennent en outre une petite mosquée, signe, selon Zenginis, de leur attachement à l'islam sunnite de Turquie.

Notons encore qu'on trouve, en fin de volume, 24 photographies prises par l'auteur durant ses pérégrinations à travers les quartiers tsiganes de Thrace. Maisons, lieux de culte,

groupes d'enfants, métiers, scènes de la vie quotidienne : ces documents iconographiques permettent surtout de prendre la mesure de l'état d'abandon dans lequel vivent ces citoyens de seconde zone de l'État grec.

Le petit ouvrage que Zenginis a consacré aux Tsiganes de Thrace ne constitue pas une entreprise isolée. Il s'inscrit dans le sillage de cette multitude de travaux sur les musulmans de Grèce qui, depuis l'écroulement de l'URSS et la crise yougoslave, ont envahi les devantures des librairies grecques. Ces travaux se signalent généralement par une grande dose de partialité. Lorsqu'ils ne reproduisent pas à la lettre les thèses officielles grecques, la plupart d'entre eux vont dans le sens souhaité par les milieux politiques d'Athènes et s'efforcent, en particulier, de démontrer la « grécité » des populations musulmanes de Thrace. Depuis quelques années en effet, l'État grec a abandonné sa politique de marginalisation des groupes minoritaires, s'efforçant au contraire de les assimiler et de les doter d'une conscience nationale.

Bien que financé et édité par un organisme de recherche public, le livre de Zenginis ne suit guère ce mouvement. Comme il l'avait fait dans son *Bektachisme*, l'auteur évite de prendre position. Certes, çà et là, il laisse percer un certain penchant pour les thèses officielles, mais, dans l'ensemble, il refuse de se faire le porte-parole de la propagande gouvernementale. Compte tenu du climat qui règne actuellement dans les Balkans, il s'agit là d'une performance qui mérite d'être saluée.

Au total, un ouvrage solide, en dépit de son parti-pris de concision. Comme dans son précédent travail, Efstratios Zenginis a su conjuguer l'utilisation des documents écrits et le recours aux sources orales et iconographiques. Il ne fait cependant aucun doute que la partie la plus passionnante de son travail est celle où il nous livre les résultats de sa propre enquête sur le terrain. L'auteur, qui a beaucoup voyagé à travers la Thrace occidentale, s'impose comme un des meilleurs connaisseurs des communautés musulmanes installées dans cette région. Il faut espérer qu'il ne tardera pas à nous livrer les résultats de nouvelles recherches.

Meropi ANASTASSIADOU

Stefanos PESMAZOGLOU, *Ευρωπη—Τουρκια* (Europe-Turquie). 2 vols. Livre 1er : *Αντανακλασεις και Διαθλασεις. Η. στρατηγικη των κειμενων* (Reflets et réfractions. La stratégie des textes), 429 p. Livre 2nd : *Ιδεολογια και Ρητορεια. Οι αντιληψεις των τουρκικων πολιτικων δυναμεων για την Ευρωπαικη Κοινοτητα 1957-1993* (Idéologie et rhétorique. Les conceptions des milieux politiques turcs sur la Communauté européenne 1957-1993), 458 p., Athènes, Éditions Themelio—Fondation d'Études Méditerranéennes, 1993.

La presse grecque a réservé au travail de Stefanos Pesmazoglou un accueil dans l'ensemble positif. C'est ainsi que le *Kyriakatiki Avgi*, hebdomadaire de gauche, a salué l'ouvrage en précisant que celui-ci comblait une importante lacune dans la bibliographie grecque consacrée à la Turquie (13 février 1994). Sous le titre « Turquie, cette inconnue », Yannis Kartalis, un des collaborateurs du *Vima*, a pour sa part mis l'accent sur la

rigueur intellectuelle de l'auteur, celui-ci étant crédité d'avoir su traiter son thème en toute objectivité (17 avril 1994). Mais si les journaux grecs se sont tellement intéressés aux 887 pages que Pesmazoglou a consacrées aux rapports entre l'Europe et la Turquie, cela ne signifie pas pour autant qu'il s'agisse d'un ouvrage de vulgarisation. Nous avons au contraire affaire à un véritable exercice universitaire. Dès l'introduction (p. 15), nous sommes prévenus : « l'auteur », y avoue Pesmazoglu, « ignore tout de la Turquie réelle. Il l'approche en tant que lecteur et non pas en tant que visiteur-chercheur ».

Le pari de Pesmazoglou a été de parler de la Turquie et de ses relations avec l'Europe en adoptant un regard neutre. Impossible, dira-t-on, pour un Grec ! Et pourtant le pari a bien été tenu, l'auteur a su faire taire ses préjugés, oubliant tout ce qu'il avait appris depuis son plus jeune âge, mettant au rencart les clichés et les phobies.

Son étude, menée avec un remarquable esprit de système, prend appui sur des matériaux d'une grande variété : manuels d'histoire, pamphlets, documents diplomatiques, etc. Dans le second volume, ce sont la presse européenne, les programmes gouvernementaux et les manifestes de partis politiques qui sont plus particulièrement mis à profit.

Procédant avec méthode, Pesmazoglou s'emploie tout d'abord à définir les termes. C'est ainsi qu'il consacre plus d'une vingtaine de pages (pp. 35-58) à l'analyse des critères géographiques et historiques susceptibles de nous éclairer sur la position de la Turquie par rapport à l'Europe. C'est ainsi, de même, qu'il expose par le menu (pp. 173-225) les diverses théories élaborées pour rendre compte du processus d'européanisation auquel la Turquie s'est trouvée confrontée. Dans la foulée, sont passés en revue les principaux mots-clés du vocabulaire politique turc : l'ottomanisme, le panislamisme, le panturquisme, le pantouranisme, le kémalisme, sans oublier les « six flèches » de l'idéologie républicaine dans l'entre-deux-guerres.

En cours de route, l'auteur propose aussi un survol critique de l'historiographie occidentale concernant la Turquie. De son chapitre intitulé *Historiographie turcologique : la légitimation rétroactive de l'européanisation*, il convient surtout de retenir les pages consacrées à un ouvrage qui a déjà fait l'objet de nombreuses controverses, celui de Stanford et Ezel Kural Shaw (*History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, 2 vols, 1976). Nous retrouvons ici, agrémentée d'un certain nombre de piques supplémentaires, une partie de l'argumentation développée ailleurs par S. Vryonis (dans un compte rendu de 126 pages in *Balkan Studies*, vol. 24, n° 1, 1983). Le lecteur est cependant surpris de constater que Pesmazoglou, tout en s'inscrivant sans réserve dans le camp des adversaires de Shaw, se sert largement de son travail pour établir la chronologie de sa propre étude (pp. 155-172) et le fait même figurer parmi ses *sources principales*.

Un des chapitres les plus intéressants du premier volume est celui qui porte sur la recherche scientifique consacrée à la Turquie (pp. 337-350). Intitulé *Les sciences sociales et la diplomatie des impressions*, celui-ci s'ouvre sur un constat : dans l'analyse des relations Europe-Turquie, la production intellectuelle occidentale d'aujourd'hui se nourrit du même sentiment de supériorité que celui qu'éprouvait l'Europe, au siècle dernier, à l'endroit de l'Empire ottoman. Au reste, les chercheurs occidentaux ne sont pas les seuls, remarque Pesmazoglou avec finesse, à se gargariser de leur suprématie en matière de méthodologie et de conceptualisation. En Turquie même, une bonne partie des élites s'est approprié le jargon et les modèles de la recherche européenne et américaine, adoptant sans trop réfléchir des perspectives et des formes de pensée imposées de l'extérieur. Pour illustrer son propos, l'auteur donne l'exemple d'un colloque organisé en novembre 1990 à Ebenhausen par la prestigieuse fondation allemande « Wissenschaft und Politik » et

portant sur les images et la pratique des échanges entre la Turquie et l'Europe. La plupart des participants à ce colloque étaient des intellectuels turcs connus pour leur habileté à se couler dans le moule de la pensée et de la méthodologie occidentales. Leur but affiché : démontrer que la Turquie a toujours été un des boulevards de l'Europe, entretenant avec elle des relations économiques et culturelles privilégiées, en dépit de sa spécificité religieuse. Leur objectif politique : œuvrer en faveur de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Dans ce même troisième chapitre, l'auteur ne résiste pas à la tentation de dénoncer les rapports que la communauté scientifique des turcologues occidentaux entretient avec la propagande officielle turque. Sont ainsi cloués au pilori trois organismes américains connus pour la franchise avec laquelle ils affichent leurs sympathies: le *Council of American-Turkish Associations*, l'*American Friends of Turkey* et l'*Institute of Turkish Studies Inc*.

Moins théorique et plus descriptif, le deuxième volume propose, pour l'essentiel, une analyse approfondie des points de vue des milieux politiques turcs sur la « question européenne ». Après un survol historique des rapports entre la CEE et la Turquie, depuis l'accord d'union (1963) jusqu'à la demande d'adhésion (1989), Pesmazoglou y présente la position des différents partis politiques turcs face à l'Europe et à une éventuelle incorporation de la Turquie à l'Union européenne, exposant aussi bien les thèses des partisans de l'intégration que celles du front du refus.

Naturellement, impossible de passer outre à l'inventaire des différentes embûches dressées sur le parcours du rapprochement euro-turc. Toute la fin de l'ouvrage y est consacrée : droits de l'homme, question arménienne, question kurde… Témoignant d'un certain idéalisme, et peut-être d'une dose de naïveté, Pesmazoglou place ces questions à l'origine du blocage qu'ont connu pendant longtemps les relations entre la Turquie et l'Union européenne. En *post-scriptum*, il évoque assez brièvement l'épineux problème des rapports gréco-turcs, mettant vivement en cause le *délire*—c'est bien le mot qu'il emploie—qui s'empare, en Grèce, de la littérature, de l'historiographie et des manuels scolaires, dès qu'il s'agit des Turcs et de la Turquie (p. 388). Au passage, il ne manque pas de s'interroger sur le rôle qu'ont joué le patriarcat de Constantinople et, d'une manière générale, les autorités religieuses orthodoxes dans la genèse de cette omniprésente turcophobie. Deux phrases, *in fine*, résument son point de vue sur l'attitude des Grecs à l'endroit de leur voisin tellement redouté : « Notre ignorance de la Turquie ne s'est pas faite toute seule. Nous nous en sommes chargés ».

Fruit de plusieurs années de recherches et de réflexion, le monumental ouvrage de S. Pesmazoglou est rédigé dans un style simple et vivant, chose assez rare dans les travaux académiques. La question qui se pose cependant est de savoir à quel public il s'adresse. Au cours de ces dernières années, la désagrégation de la Yougoslavie et la crise bosniaque aidant, la Grèce s'est plus que jamais abandonnée à la fièvre des passions nationalistes. Loin de prôner la sagesse, les intellectuels et les universitaires grecs se sont eux aussi mis de la partie, soutenant sans grande nuance les positions de la propagande gouvernementale et prenant un plaisir maladif à voir leur pays de plus en plus marginalisé sur la scène internationale. Dans ces conditions, il y a tout lieu de penser que Pesmazoglou, même si son livre a fait l'objet d'une critique dans l'ensemble élogieuse, sera, pendant longtemps encore, une de ces rares voix qui crient dans le désert, sans trop se soucier s'il y a, quelque part, des hommes de bonne volonté pour les entendre.

Meropi ANASTASSIADOU

Helmut EBERHART et Karl KASER éds, *Albanien. Stammesleben zwischen Tradition und Moderne*, Vienne-Cologne-Weimar, Böhlau Verlag, 1995, 200 p.

Cet ouvrage n'intéressera les lecteurs de *Turcica* que dans la mesure où il y est question d'une population qui a fait partie, durant près de cinq siècles, de l'Empire ottoman. Les clans albanais catholiques de la région de Dukagjin (dans les hautes montagnes d'Albanie du Nord) y sont cependant étudiés surtout dans les périodes les plus récentes. L'équipe de H. Eberhart et de K. Kaser—constituée d'historiens et d'ethnologues de l'Université de Graz, ainsi que d'une balkanologue berlinoise—s'était en effet donné pour but, lors d'une expédition effectuée sur le terrain en juillet 1993, d'observer les transformations subies par cette société patriarcale au cours du XXe siècle, et notamment pendant la période communiste (1944-1991). À l'époque ottomane, les clans en question jouissaient d'une autonomie au sein de l'Empire, car les autorités n'avaient jamais pu se maintenir dans ces régions très difficiles d'accès. Ils devaient uniquement s'acquitter du paiement d'un tribut et fournir des hommes en temps de guerre. Leur intégration dans l'Albanie indépendante provoqua révoltes et résistance et n'apporta que peu de changement dans leur vie, toujours réglée selon le droit coutumier (*kanun*). Il était donc légitime de s'interroger sur les conséquences des quatre décennies du régime hoxhiste, durant lesquelles le pouvoir avait cherché à contrôler tous les domaines de la société albanaise.

Après deux contributions introductives—un bref historique et une réflexion sur le travail de terrain—, chacun des textes qui suivent traite un aspect particulier de la situation de la population étudiée : la place des femmes ; le droit coutumier ; les traditions ; les problèmes économiques et leurs conséquences ; le système symbolique « ami, ennemi, honneur » ; la structure patriarcale ; la religion catholique ; la situation sanitaire ; et, enfin, la tradition orale.

On pourrait résumer succinctement les conclusions de cette très intéressante enquête de la façon suivante. Cette société patriarcale dont la vie était réglée par le *kanun* (droit coutumier), où tout étranger était potentiellement un ennemi, où la femme était avant tout un « outil de reproduction et une force de travail », où les foyers étaient formés de familles élargies, où la religion catholique s'était superposée au culte des ancêtres—cette superposition se manifestant en particulier lors de la fête du saint-patron de la famille (*feshta*)—et dont l'activité principale était l'élevage transhumant, cette société patriarcale a subi des transformations certaines durant la période communiste, mais garde encore quelques-unes de ses particularités. De façon imagée, on pourrait dire qu'il s'est produit au cours du dernier demi-siècle—mais surtout à partir des années 70, avec la collectivisation et la « révolution culturelle »—une érosion du système de valeurs, de l'organisation économique et sociale de cette société clanique. Cette érosion étant plus marquée chez les jeunes, il s'ensuit aujourd'hui une confrontation entre plusieurs systèmes de valeurs ainsi qu'un conflit de générations.

En ce qui concerne les rappels historiques se trouvant ici et là dans le volume, il y a lieu de souligner deux très légères tendances. D'une part, la tendance à reprendre parfois un peu trop vite les clichés de l'historiographie albanaise, comme à la p. 21, où il est écrit que la Ligue de Prizren (1878) luttait pour l'indépendance nationale de l'Albanie (il s'agissait avant tout de lutter pour que les territoires ottomans peuplés en totalité ou en partie d'Albanais ne soient pas cédés aux pays voisins), ou encore à la p. 166, où H. Eberhart

affirme que le slogan du nationaliste albanais de la fin du XIXe siècle, Vaso Pasha, « la religion des Albanais est l'Albanisme », est toujours vrai aujourd'hui (comment alors expliquer que les habitants de Dukagjin disent eux-mêmes que leur région est restée « *ethniquement* purement catholique » [sic !] ?). D'autre part, on relève la tendance à adopter une vision un peu trop « catholique » des choses. Ainsi, si certains clans des montagnes nord-albanaises passèrent à l'islam au cours de l'époque ottomane, ce n'est pas obligatoirement parce que les autorités ottomanes voulaient briser leur opposition potentielle, comme il est écrit p. 13 dans l'introduction. On retrouve aussi l'idée assez répandue, bien qu'à nuancer, que les catholiques et leur église ont joué un grand rôle dans la vie culturelle et sociale albanaise, et qu'ils ont souffert beaucoup plus de la répression communiste que leurs compatriotes orthodoxes et musulmans.

Avec ce livre, les auteurs ont voulu toucher un public plus large que celui des spécialistes ; d'où une magnifique iconographie et quelques passages « au goût d'aventure ». Ceci n'enlève rien à sa valeur, au contraire, surtout en ce qui concerne les illustrations qui nous permettent de pénétrer davantage dans ce monde si peu connu. On regrettera cependant l'absence d'une carte qui aurait situé la région, les territoires de chacun des clans et les localités citées.

Pour finir, il faut insister sur le fait que l'on ne doit pas croire bien entendu que l'ensemble de la société albanaise a fonctionné, et fonctionne encore, selon le même mode que la population de Dukagjin, ce que le titre « Albanien » (L'Albanie) peut sous-entendre (un titre plus précis eût été préférable). Dans l'introduction, les auteurs écrivent d'ailleurs eux-mêmes que, dans le nord du pays, les gens de la montagne et ceux de la plaine restent encore étrangers les uns aux autres. En outre, on peut émettre un souhait, à savoir qu'à l'avenir soient étudiés de la même façon d'autres clans catholiques, ceux de Mirditie (région située un peu plus au sud), et surtout, dans un souci de comparatisme, les clans professant la religion musulmane.

Nathalie CLAYER

Les éditions Reinhold Schletzer, de Berlin, nous prient de signaler l'édition en traduction allemande par leurs soins, en 1995, sous le titre *Das Schamanentum bei den Völkern Mittelasiens und Kasachstans*, de l'ouvrage de V.N. BASILOV, *Šamanstvo u narodo srednej Azii i Kazakhstana* (Moscov, Nauka, 1992), dont Mme Irène Mélikoff a rendu compte dans *Turcica* XXVII (1995), pp. 269-277.